



**HAL**  
open science

# De marge en marge, les mobilités au centre du quotidien des femmes “ roms ”

Emma Peltier

► **To cite this version:**

Emma Peltier. De marge en marge, les mobilités au centre du quotidien des femmes “ roms ”. Géographie. Université Paris-Est, 2023. Français. NNT : 2023PESC2004 . tel-04196008

**HAL Id: tel-04196008**

**<https://theses.hal.science/tel-04196008v1>**

Submitted on 5 Sep 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ÉCOLE DOCTORALE UNIVERSITÉ PARIS-EST  
Ville, Transports et Territoires

**LVMT** Laboratoire  
Ville  
Mobilité  
Transport

Paris-Est Sup – École Doctorale Ville, Transports & Territoires – LVMT

Campus Descartes, 14-20 Boulevard Newton 77420 Champs-sur-Marne

# DE MARGE EN MARGE, LES MOBILITES AU CENTRE DU QUOTIDIEN DES FEMMES « ROMS »

Thèse présentée pour l'obtention du doctorat en urbanisme et aménagement de l'espace,  
dirigée par **Caroline Gallez** et soutenue publiquement le 11 mai 2023

par **EMMA PELTIER**

## MEMBRES DU JURY

- **Marianne BLIDON**, maîtresse de conférences HDR en géographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, *rapporteuse*
- **Caroline GALLEZ**, directrice de recherche, Université Gustave Eiffel, *directrice*
- **Stefan KIPFER**, associate professor in urban studies, York University, *examineur*
- **Pierre LANNOY**, professeur de sociologie, Université libre de Bruxelles, *examineur*
- **Corinne LUXEMBOURG**, professeure en géographie et aménagement, Université Sorbonne Paris Nord, *présidente du jury*
- **Élise ROCHE**, professeure en urbanisme et aménagement, Université Lumière Lyon 2, *rapporteuse*



## *Résumé*

Située au croisement des études de genre et des études urbaines, cette thèse s'intéresse aux mobilités de femmes roumaines identifiées comme roms vivant en bidonville, en hôtel social ou en village d'insertion entre l'Île-de-France et la Roumanie. L'enquête ethnographique menée à leurs côtés révèle la place prépondérante des mobilités dans leur vie quotidienne et cela à différentes échelles. Ressortissantes de Roumanie, elles ont une pratique transnationale de l'espace européen depuis la chute du régime communiste. Occupantes sans droit ni titre ou hébergées dans des dispositifs à durée limitée, elles sont régulièrement en situation d'errance. Éloignées du marché de l'emploi et discriminées dans l'accès aux droits, leurs revenus reposent sur des activités économiques réalisées dans l'espace public. À travers l'étude du travail domestique mobile et de l'accès à la ville depuis leurs différents lieux de vie, j'explore la manière dont l'antitsiganisme et le genre modèlent les mobilités quotidiennes et, en retour, comment les femmes, dans leurs pratiques de mobilité, déjouent la place qui leur est assignée. Les descriptions fines des pratiques et des accessoires de mobilité permises par des observations en mouvement menées sur le temps long donnent à voir l'espace domestique et l'espace public certes comme les lieux de la domination patriarcale mais aussi comme des leviers de la capacité d'agir.

**Mots-clés :** mobilités ; genre ; travail domestique mobile ; épistémologies féministes ; marges ; intersectionnalité

## *Abstract*

### **FROM MARGIN TO MARGIN, MOBILITY AT THE CENTER OF ROMA WOMEN'S DAILY LIFE**

Situated at the crossroads of gender studies and urban studies, this thesis focuses on the mobility of Romanian women identified as Roma living in shantytowns, social hotels or "villages d'insertion" between Île-de-France and Romania. The ethnographic survey carried out with them highlights the predominant role of mobility in their daily lives across multiple scales. As Romanian nationals, they have a transnational practice of the European space since the fall of the communist regime. Occupying illegally or housed in time-limited facilities, they are regularly in a situation of wandering. Outside of the labor market and discriminated against in terms of their access to rights, their income rely on economic activities carried out in public space. Through the study of mobile domestic work and access to the city from their different living spaces, the main issue addressed here is how anti-gypsyism and gender shape everyday mobilities and, in turn, how women, in their mobility practices, thwart the place assigned to them by anti-gypsyism and gender. The detailed descriptions of mobility practices and accessories made possible by long-term ethnographic observations in motion show domestic and public space as places of patriarchal domination but also as levers of agency.

**Keywords :** mobilities; gender; domestic mobility work; feminist epistemologies; margins; intersectionality



## *Remerciements*

Si j'avais vraiment pris conscience de ce que cela coûte de faire une thèse et de la finir, j'aurais renoncé avant même de commencer. Je l'ai terminée grâce à un nombre inestimable de personnes que je souhaite remercier ici. Je m'excuse par avance auprès de toutes celles que j'aurais pu oublier.

Mon premier remerciement s'adresse à Caroline Gallez, ma directrice de thèse, qui a manifesté un intérêt immédiat pour ma recherche lors de notre premier rendez-vous en 2016. Caroline m'a ensuite accompagné et soutenu sans discontinuer durant cette longue aventure faisant preuve d'une immense disponibilité et d'une grande qualité d'écoute. Elle a veillé à ce que mon environnement de travail soit serein et confortable. Je la remercie infiniment.

Mes remerciements vont aussi aux membres du jury : les rapporteuses Marianne Blidon et Élise Roche qui m'ont chacune glissé des mots d'encouragement à la toute fin de la rédaction. Je remercie également Stefan Kipfer, Pierre Lannoy et Corinne Luxembourg d'avoir accepté de participer à la soutenance et de discuter ce travail.

Serge Weber et Camille Gardesse m'ont conseillé et soutenu lors des réunions de comité de thèse. Leurs réflexions et leurs éclairages m'ont permis de me lancer dans l'écriture et je leur en suis grandement reconnaissante.

Je témoigne toute ma gratitude aux membres du programme de recherche MargIN pour l'énergie qu'ils ont déployé durant ces années de recherche collective. Un remerciement particulier pour les coordinateurices Olivier Legros, Tommaso Vitale, Marion Lièvre, Céline Bergeon.

Mes remerciements vont aussi à mes collègues du LVMT qui ont l'art et la manière d'insuffler une ambiance chaleureuse et bienveillante. Je garde précieusement en moi le souvenir de Joseph Cacciari, parti trop tôt. J'aurais aimé qu'il lise ces mots. Je salue les jeunes docteurs et les doctorantes du laboratoire, en particulier Joséphine, Lilite, Léa, Angèle, Manon, Maya et Augustin. Un grand merci du fond du cœur à Gonçal pour ses relectures, ses réponses immédiates et les pauses-déjeuner bien sourcées ! Je remercie également le pôle administratif : Sandrine, Rachida et Virginie pour leur disponibilité et leur efficacité. Je dois beaucoup à Anne Jarrigeon qui suit mes réflexions et questionnements depuis mon master 1. Ses cours d'anthropologie urbaine ont radicalement influencé ce travail de recherche et la chercheuse que je suis devenue.

Je remercie également mes collègues de l'École d'urbanisme de Paris pour leurs encouragements et l'intérêt qu'ils ont témoigné pour mon travail : Ana Cristina Torres Valdivieso, Franck Dorso, Elsa Vivant, Claire Simonneau et Gwendal Simon.

Cette thèse n'aurait pas été la même sans l'irremplaçable JEDI. Muriel Froment-Meurice, Claire Hancock et Mari Oiry ont participé ces dernières années à animer un groupe de recherche passionnant et motivant. Leur dévouement dans l'organisation des

écoles d'été ne peut qu'être salué. Cela a représenté des moments de grande qualité intellectuelle, gastronomique et paysagère. Je mesure la chance d'avoir pu en bénéficier. Ce travail de recherche est aussi le fruit de la rencontre avec toutes les doctorantes de JEDI : Anissa, Natacha, Florent, Dimitri, Nicolas, Félicie, Gonçal, Clément, Kenza, Chakib, Pablo, Violette et Chloé dont les recherches et les discussions ont alimenté ma réflexion. Je remercie en particulier les inconditionnels de la BNF qui ont rendu cet espace un peu plus humain grâce aux pause-déjeuner toujours ressourçantes : Clément, Violette, Félicie et Florent. Ils ont été des points de repères pour garder le cap dans les moments difficiles. Merci pour vos conseils biblio, vos relectures affûtées, vos commentaires bienveillants et les apéros post-BNF. Spéciale dédicace à Félicie qui m'a, en dernière minute, enlevé une grosse épine du pied.

Ma participation à la semaine organisée par la commission féministe du CNFG a été d'une grande richesse. Je remercie Marion Tillous, Judicaëlle Dietrich-Ragon, Gabrielle Saumon et Cyril Blondel pour leur générosité et leur engagement dans l'organisation de ce moment qui m'a donné de la force et beaucoup d'espoir pour la suite. Ma reconnaissance s'adresse également aux participant·es pour leur belle présence et leur stimulante recherche. La géographie féministe a de beaux jours devant elle grâce à vous.

Un clin d'œil aux inspirantes copines du séminaire Écoféminismes de l'EHESS. Les lectures et les discussions ont fait écho avec ma recherche et vont continuer à résonner encore longtemps.

Cette thèse n'aurait inexorablement pas pu voir le jour sans la participation de toutes les personnes que j'ai rencontrées lors de mon enquête. Des bureaux de la DDCS, à la maison des solidarités de Laginsy, en passant par l'algeco de la rue Paul Vaillant-Couturier, jusqu'au bidonville de Beaulieu, le salon de la maison de Pârvarele et les appartements de Bréville et Champfort, je remercie profondément toutes les enquêtés de m'avoir donné de leur temps. Je tiens à témoigner toute ma gratitude plus particulièrement aux femmes qui m'ont accordé leur confiance, qui m'ont fait part de leurs sentiments, de leurs craintes et de leur joie. Ce travail se révèle sans doute dérisoire comparé aux injustices quotidiennes auxquelles elles font face, j'espère qu'il parviendra tout de même à faire entendre leurs voix.

Une pensée pour ma famille qui a été patiente notamment mes parents à qui je tâcherai de rendre visite plus souvent désormais. Un grand pardon à ma grand-mère à qui je n'ai pas donné rendez-vous depuis longtemps. Merci à Laurine d'avoir été là quand il le fallait. Merci à Axelle pour les gentils SMS et son accueil inconditionnel quoi qu'il arrive.

Enfin, cette thèse aurait été insipide et ennuyeuse sans les Faiseuses d'histoires et toutes les copines de résidence. Merci pour les discussions passionnantes, les repas réjouissants et l'ambiance sororale que vous avez le don de créer !

Je remercie toutes les personnes qui m'ont relue et toutes celles qui m'ont accueillie chez elles. Je remercie particulièrement Clotilde pour les cours de rhétorique, les rires, les encouragements et tout le reste.







*À mes amies,  
À toutes les femmes dans les marges,*



### *Encadré 1 Usage de l'écriture non-sexiste*

Cette thèse utilise l'écriture non-sexiste c'est-à-dire qu'elle n'a pas recours au « masculin neutre » en vigueur dans l'écriture courante. L'écriture non-sexiste, ou inclusive, n'est pas nouvelle (Viennot 2018) cependant, elle ne fait pas encore l'objet de convention institutionnelle. J'ai ainsi procédé à plusieurs choix. Afin faciliter la lisibilité, j'ai choisi une police de caractères qui transforme le point médian en ligatures inclusives et non-binaires.

un•e habitant•e	→	ure habitant <sup>e</sup>
une•a passager•ère	→	lea passag <sup>èr</sup> e
un•e acteur•rice	→	ure acteuri <sup>c</sup> e
travailleurs•euses sociaux•les	→	travailleu <sup>r</sup> euses sociaux <sup>x</sup> les
tous•tes	→	touste <sup>s</sup>

Le point médian est toutefois utilisé dans les titres et les notes de bas de page car les polices choisies ne disposent pas de cette fonction.

J'utilise également le doublet : « il et elle » ou « le chercheur ou la chercheuse ». J'ai aussi recours à la rédaction épiciène qui gomme le masculin et le féminin et mobilise la fonction plutôt que les personnes « le public », « les services sociaux », « l'équipe enseignante », etc.

Les polices utilisées ont été conçues par des femmes ou des minorités de genre : BBB baskervvol, Adelphe, Basalte, Cherry, Homoneta, Latitude, Dindong, Almendra, Caladea, Abordage, Gravity.



<b>DE MARGE EN MARGE, .....</b>	<b>1</b>
<b>LES MOBILITES AU CENTRE DU QUOTIDIEN DES FEMMES « ROMS » .....</b>	<b>1</b>
<i>Résumé</i> .....	3
<i>Abstract</i> .....	3
<i>Remerciements</i> .....	5
<i>Table des encadrés</i> .....	17
<i>Table des figures</i> .....	19
<i>Prologue</i> .....	21
INTRODUCTION GENERALE .....	24
<b>PARTIE 1 DE LA MARGE AU CENTRE .....</b>	<b>37</b>
<b>VISIBILISER LES MOBILITES MINORITAIRES .....</b>	<b>37</b>
CHAPITRE 1 CHERCHER A LA MARGE.....	41
UNE APPROCHE FEMINISTE DES MOBILITES QUOTIDIENNES DES FEMMES « ROMS » .....	41
1. <i>La dimension mobile des rapports sociaux de race : les mobilités multiscalaires à l'aune de l'antitsiganisme</i> .....	42
a) L'antitsiganisme : un racisme spécifique qui traverse l'Europe .....	43
b) Analyser la « question rom » au moyen du concept de race, les apports de la <i>race critical theory</i> et de la sociologie de la race. ....	48
c) Des mobilités transnationales et résidentielles imbriquées.....	55
d) Une dépendance accrue aux ressources urbaines dont les mobilités pour y accéder demeurent dans l'angle mort de la littérature sur les mobilités des « Roms » .....	63
2. <i>La dimension spatiale de l'intersectionnalité : articuler genre et race dans l'étude des mobilités quotidiennes</i> .....	65
a) Les épistémologies féministes, un cadre théorique heuristique pour penser les mobilités minoritaires67	
b) La mise au travail de l'approche féministe dans les recherches sur les mobilités quotidiennes féminines croisant les rapports sociaux de sexe et de classe .....	72
c) Mobilité féminine et rapport sociaux de race .....	81
CHAPITRE 2 ENQUETER A LA MARGE. ....	99
PLACER L'ETHNOGRAPHIE FEMINISTE AU CENTRE.....	99
1. <i>Parcours « au pas de charge » d'une étudiante en urbanisme</i> .....	100
2. <i>Méthodes en question</i> .....	103
a) Des méthodes combinées .....	103
b) Déplacement des lieux de l'enquête .....	104
c) Les associations : un sésame refermé après l'accès au terrain.....	106
d) Des observations ethnographiques dans plusieurs espaces de vie .....	108
3. <i>Ethnographier les marges de son lieu de travail</i> .....	111
a) Plusieurs types d'observation en une scène.....	112
b) Écriture et réflexivité .....	114
c) Observations tantôt mobiles tantôt fortuites, les modalités de l'enquête sur le lieu de travail.....	116
d) Observations et éthique .....	118
4. <i>Le genre de l'enquête</i> .....	123
a) La sexualité dans la relation d'enquête .....	124
b) Enquêter des femmes : quelle relation ?.....	130
c) L'amitié ?.....	131
5. <i>Les conditions d'une ethnographie féministe avec des femmes minorisées</i> .....	134
<b>PARTIE 2 ÊTRE A LA MARGE. ....</b>	<b>143</b>

<b>LES MOBILITES A L'EPREUVE DE LA VULNERABILITE, DE L'ANTITSIGANISME ET DU GENRE.....</b>	<b>143</b>
INTRODUCTION DE LA PARTIE 2 .....	145
CHAPITRE 3 ÉVACUER, SELECTIONNER, RELOGER. VARIATIONS LOCALES DE LA RESORPTION ET PERMANENCE DES VULNERABILITES.....	151
1. <i>Les campements au centre des discours, la résorption des bidonvilles à la marge de l'agenda</i>	153
a) Une politique publique qui se concrétise par un faible nombre de relogement.....	153
b) Une stratégie de « bas-bruit » .....	158
2. <i>Vil'laginsy : un projet d'insertion modèle dans la ville endettée.....</i>	161
a) Une marge reliée à la ville .....	161
b) Un accès au logement garanti .....	164
c) Une concurrence entre les publics .....	166
3. <i>Le « Tremplin-Beaulieu » : le village parmi les bidonvilles .....</i>	168
a) Le Fossé, les Arbres Morts, les Bâches Noires, l'Autoroute, le Lac, les bidonvilles de Beaulieu au fil des années.....	170
b) Des évacuations nombreuses, vecteurs de précarité .....	174
c) Des hébergements en hôtels peu nombreux .....	178
d) Le Tremplin-Beaulieu ou « les protégés de M. le Maire » .....	180
4. <i>« Du bidonville à la ville », un projet d'insertion en cœur de ville.....</i>	184
a) Le projet « du bidonville à la ville » : démarginaliser la marge .....	186
b) La construction de chalets et l'installation de sanitaires.....	187
c) Des propositions d'insertion professionnelle peu saisies par les habitant·e·s.....	189
d) Un multi-partenariat inventé <i>in situ</i> .....	190
5. <i>« Forcing » et « passe-droit » les manœuvres auxquelles les agentes ont recours.....</i>	192
6. <i>Le racisme systémique comme cause principale de l'échec de la résorption des bidonvilles.....</i>	195
a) Les intermédiaires face aux discriminations raciales.....	195
b) Mécanismes de la résorption <i>colorblind</i> .....	202
CHAPITRE 4 CONSTRUIRE UN CHEZ-SOI .....	215
PRENDRE SOIN DE SOI ET DES AUTRES DANS LES MARGES.....	215
1. <i>Construire, meubler, décorer ou la tentative de fabriquer un chez-soi .....</i>	216
a) Construction et aménagement intérieur : une répartition genrée .....	217
b) Ce que l'aménagement intérieur révèle de la vulnérabilité résidentielle.....	220
2. <i>Prendre soin de soi et prendre soin des siens .....</i>	223
a) Des conditions pour accueillir ses proches inégales en fonction des espace domestiques .....	224
b) Prendre soin de soi dans l'espace domestique.....	229
3. <i>Le travail domestique à l'épreuve de la vulnérabilité résidentielle .....</i>	234
a) En bidonville ou à la maison, le travail domestique capture le temps des femmes .....	235
b) Hors du bidonville : moins de travail domestique ? .....	239
CHAPITRE 5 SE CONSTRUIRE DANS LES MARGES. LA VULNERABILITE ACCENTUEE PAR LA RELEGATION ET LES VIOLENCES RACISTES, SEXISTES ET SEXUELLES. ....	247
1. <i>Se construire avec et contre les rapports de pouvoir : les effets subjectifs de l'antitsiganisme .</i>	248
a) L'auto-identification raciale comme rapport à soi et aux autres .....	249
b) « Je suis laide parce que je suis noire », les effets subjectifs de l'antitsiganisme sur le rapport au corps 258	
2. <i>L'antitsiganisme au quotidien : un continuum de rappels à l'ordre qui contraint les mobilités .</i>	261
a) Les violences et les discriminations racistes contraignent les mobilités .....	262
b) Les mobilités des femmes restreintes par les violences sexistes et racistes .....	267
c) La flânerie : un privilège masculin ? .....	274
CONCLUSION DE LA PARTIE 2.....	280
<b>PARTIE 3 SORTIR MALGRE TOUT.....</b>	<b>283</b>

<b>CORPS EN MOUVEMENT EN QUETE DE CARE ET D'ANCRAGE</b> .....	<b>283</b>
INTRODUCTION DE LA PARTIE 3 .....	285
CHAPITRE 6 TRANSPORTER OU ETRE TRANSPORTEE : TACTIQUES ET DEPENDANCES. ....	291
1. <i>Un accès aux transports en commun limité par la vulnérabilité</i> .....	292
a) Se repérer, une nécessité inégalement expérimentée .....	293
b) Frauder : avantage et inconvénient d'une pratique stigmatisante.....	301
c) Payer les titres de transports : une pratique minoritaire permise par l'accompagnement social .....	304
2. <i>Assignées à la place passagère : une position passive ?</i> .....	309
a) Posséder un véhicule : un accès à davantage de ressources économiques qui profite aux hommes ...	310
b) La voiture des hommes : en profiter et en dépendre pour sa sécurité physique et matérielle .....	314
c) Fonction utilitaire et symbolique de la voiture.....	320
d) Amendes et vandalisme : les bâtons dans les roues des hommes .....	325
CHAPITRE 7 FAIRE LA MANCHE.....	333
NEGOCIER SA PLACE ET ENTRETENIR L'ANCRAGE. ....	333
1. <i>Une répression de la mendicité qui touche singulièrement les femmes</i> .....	334
2. <i>La manche statique : trouver un lieu et le garder</i> .....	338
a) Près de chez soi : s'appuyer sur la familiarité .....	338
b) Les trajets longue distance : une solution par défaut.....	340
3. <i>La manche mobile et manche dans un espace couvert : une autre appropriation de l'espace public</i> .....	343
a) La pratique de la mendicité dans le train : un travail mobile .....	343
b) La chaleur et l'acoustique comme conditions favorables à la pratique de la mendicité .....	346
c) Partager l'espace avec d'autres quêteurs et quêteuses dans le train : concurrence et coopération .....	351
4. <i>Faire la manche avec son mari ou ses enfants pour éviter de faire la manche seule</i> .....	354
a) Les femmes évitent de mendier seule.....	355
b) Faire la manche avec son mari .....	357
c) Mendier avec ses enfants : une domestication de l'espace public.....	359
CHAPITRE 8 S'EQUIPER, SE MONTRER. ....	367
LES ACCESSOIRES DE LA MOBILITE ENTRE ASSIGNATION ET CAPACITE D'AGIR. ....	367
1. <i>Les accessoires phares du travail domestique mobile : la combinaison poussette/porte-bébé</i> 368	
a) Le porte-bébé, un artefact immémorial du travail domestique mobile .....	369
b) La poussette, un outil multifonctionnel qui distingue les positions sociales et l'accès à la ville des femmes .....	371
2. <i>Le vêtement à l'aune de la mobilité, un équipement au croisement de l'assignation et de la capacité d'agir</i> .....	382
a) Un marqueur d'identification que le corps porte.....	383
b) Polysémie de la jupe longue.....	387
c) Enfiler des vêtements et passer pour un.e autre .....	393
d) Mariage en Roumanie : glamour et distinction .....	401
3. <i>Les chaussures, les femmes face au paradoxe quotidien</i> .....	407
a) La marche .....	407
b) La boue : une frontière socio-spatiale .....	408
c) « Choisir » ses chaussures ? .....	410
d) Une « technique paradoxale ».....	412
e) Compenser par les chaussures .....	414
CONCLUSION DE LA PARTIE 3 .....	421
CONCLUSION GENERALE .....	423
BIBLIOGRAPHIE .....	437
ANNEXES .....	475





## TABLE DES ENCADRÉS

ENCADRE 1 USAGE DE L'ECRITURE NON-SEXISTE .....	11
ENCADRE 2 ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES GÉNÉRAUX ET CARACTÉRISTIQUES SOCIALES DES ENQUÊTÉS .....	26
ENCADRE 3 DONNÉES GÉNÉRALES SUR L'ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES HABITANTES.....	29
ENCADRE 4 PRÉCISIONS SUR L'USAGE D'"ESPACE PUBLIC" .....	76



## TABLE DES FIGURES

Toutes les photographies sont de l'autrice.

Dans cette version du manuscrit, certaines photographies sont noircies pour conserver l'anonymat des lieux et des personnes.

FIGURE 1 MOBILITE DU CARE ET MOTIFS DES TRAJETS HOMMES/FEMMES, A MADRID EN 2015 .....	78
FIGURE 2.....	157
FIGURE 3.....	158
FIGURE 4 ANONYMISÉE VIL'LAGINSY, OCTOBRE 2017 – EMMA PELTIER.....	163
FIGURE 5 FORET DE BEAULIEU - NOVEMBRE 2017 - EMMA PELTIER .....	172
FIGURE 6 BEAULIEU - NOVEMBRE 2017 - EMMA PELTIER .....	173
FIGURE 7 CARTE DE LA FORET DE BEAULIEU 2017 - AQUARELLE, EMMA PELTIER .....	174
FIGURE 8 CARTE DE LA FORET DE BEAULIEU 2018 - AQUARELLE, EMMA PELTIER .....	175
FIGURE 9 CARTE DE LA FORET DE BEAULIEU 2019 - AQUARELLE, EMMA PELTIER .....	176
FIGURE 10 ANONYMISÉE « DU BIDONVILLE A LA VILLE » - SEPTEMBRE 2017 – EMMA PELTIER .....	187
FIGURE 11 TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS D'INSERTION ETUDIES (2021) .....	192
FIGURE 12 ANONYMISÉE PARVARELE - JUILLET 2019 - EMMA PELTIER .....	229
FIGURE 13 CHAUSSURES ABANDONNEES SUR LE CAMPUS – FEVRIER 2019 – EMMA PELTIER .....	409
FIGURE 14 DETAIL PHOTO DU 13 JUILLET 2019 – EMMA PELTIER.....	415
FIGURE 15 DETAIL PHOTO DU 12 JUILLET 2019 – EMMA PELTIER.....	415
FIGURE 16.....	476
FIGURE 17 CHRONOLOGIE DES BIDONVILLES ENQUETES A BEAULIEU .....	477
FIGURE 18 PROCES-VERBAL ARRETE MUNICIPAL P. 1. BEAULIEU 2016.....	478
FIGURE 19 PROCES-VERBAL P. 2. BEAULIEU 2016.....	479
FIGURE 20 PROCES-VERBAL P. 3. BEAULIEU 2016.....	480
FIGURE 21 PROCES-VERBAL AVANT ARRETE D'EVACUATION. BEAULIEU, BIDONVILLE DES BACHES NOIRES .....	481
FIGURE 22 AFFICHAGE MURAL, HOTEL DE CHAILLY-LES-ROSES.....	482



## 24 heures de la vie d'une femme en bidonville

Carolina est réveillée par les pleurs de son bébé allongé à côté d'elle. Le feu s'est éteint dans le poêle. Elle a froid. Elle se redresse et découvre son sein pour faire téter l'enfant. Son fils aîné n'est pas dans la baraque. Il doit être dehors avec les autres enfants du *platz*. Sa fille joue, silencieuse, avec les vêtements du bébé. Quand elle aperçoit sa mère, elle se lève et s'approche. « Maman, j'ai faim » « Oui chérie, on va partir. » Le bébé s'est endormi. Elle en profite pour s'habiller. Il reste un peu d'eau dans le jerricane. Elle se lave le visage et débarbouille sa fille avec un linge. La poussette que les dames de l'association lui ont donné est sous le auvent. Elle sort. Le soleil l'éblouit. Il doit être neuf heures du matin. Les gens s'activent sur le *platz*. Les adultes portent du bois et les enfants courent. Il a plu cette nuit. La bâche de l'auvent est mal tendue et de l'eau a ruisselé sur la poussette. Elle avait pourtant payé le cousin de son ex-mari 50 € pour la construction de la baraque. Elle retourne à l'intérieur et change la couche du bébé car elle ne rentrera que cet après-midi. « Mets ton manteau, on y va » dit-elle à sa fille en sortant. Elle ferme la porte et fixe la chaîne au clou sans utiliser le cadenas car elle ne retrouve pas la clé.

Pour aller au centre commercial faire la manche, le chemin est long. Elle traverse d'abord tout le bidonville. Sa baraque est construite au fond car elle fait partie des dernières personnes qui sont arrivées. Elle passe devant les baraques des « autres » Tsiganes, celles qui portent des foulards et qui ont de longues tresses noires. Une fois sortie du bidonville, elle prend le chemin forestier qui la conduit au campus. Les grandes roues de la poussette franchissent les racines sans trop secouer le bébé. Sa fille la suit lentement en suivant ses pas dans la boue. Arrivées sur le parking de l'université Le Corbusier, elle s'essuie les pieds dans l'herbe et racle la semelle de ses chaussures contre le trottoir. Aujourd'hui, elle renonce à prendre le bus car elle est encore secouée par sa dernière verbalisation. Elle marche alors entre les bâtiments négawatt du Green City Campus® en direction de la gare transilienne de Beaulieu. Quinze ou vingt minutes sont nécessaires selon les pauses que sa fille réclame. Arrivée à la gare, son regard balaye le hall à la recherche de quelqu'un qui pourrait lui ouvrir les portes dédiées aux poussettes. Justement, une personne vient de passer « Vite, dépêche-toi ! » lance-t-elle à sa fille. Elle se précipite vers les portes qui se referment. Carolina force le passage à l'aide de la poussette et parvient non sans peine à pénétrer de l'autre côté. Le bébé, agité par l'action, se met à crier. Quelques pas jusqu'à l'ascenseur le calment. Carolina avance sur le quai en espérant que les agent<sup>es</sup> de la gare ne l'interpellent pas. Heureusement, le RER arrive vite. À cette heure-ci de la matinée, il n'y a pas grand monde. Elle ne gênera personne avec la poussette. Elle est soulagée. Le plus dur est passé.

À la gare d'Outry, il n'y a pas de contrôleurs et les portes sont cassées. Pour les débloquer, il suffit de tirer d'un coup sec et de pousser aussitôt. Sa fille a aussi ses habitudes. Au lieu de suivre sa mère, elle passe sous le tourniquet, là où elle sait que la porte oscille d'avant en arrière sans jamais se bloquer.

En haut des escalators, le soleil donne déjà fort. De l'autre côté de la dalle de béton, elle aperçoit quelqu'un assis à la place qu'elle occupe d'habitude. Elle arrive trop tard. Tant pis, elle se dirige vers une autre sortie du centre commercial. Cet endroit est moins fréquenté mais a l'avantage d'être situé à l'ombre. En plus, il y a des marches où elle peut s'asseoir.

Dès les premiers euros récoltés, Carolina confie à sa fille le soin d'aller acheter des frites et une canette au kebab. Elle espère que cette fois-ci encore, le monsieur lui vende la grosse barquette au prix de la petite. Sa fille revient en courant : « Maman le monsieur m'a donné une sucette en plus ! » Pendant que sa fille mange, elle sort le bébé pour lui donner le sein et met la poussette au soleil pour qu'elle sèche. Sa fille va voir les enfants qui jouent sur la dalle. Ils sont hébergés à l'hôtel avec leurs parents. Elle aussi aimerait aller à l'hôtel. Elle a déjà essayé d'appeler le 115 mais elle n'arrivait pas à bien se faire comprendre. Elle avait fini par raccrocher.

Vers 15h30, le bébé commence à se plaindre. Il faut rentrer au bidonville et lui changer la couche. Mais avant ça, elle doit acheter de l'eau et du pain pour ce soir. Aujourd'hui, elle a gagné quinze euros. C'est un peu moins qu'hier mais c'est pas mal. Les jours de pluie elle ne gagne que cinq euros.

Le trajet du retour est un peu plus pénible. Les enfants sont fatigués et elle est plus chargée qu'à l'aller. À la gare, pas de contrôleurs à l'horizon. Elle applique la même technique pour franchir les obstacles. À Beaulieu, elle décide de prendre le bus. Elle attend que les gens sortent par la porte arrière pour monter. Le conducteur l'a vue mais ne dit rien. Elle descend à l'arrêt Diderot en même temps que des étudiant·es et des salarié·s du campus. Tandis qu'ils se dirigent vers les bâtiments, elle quitte leur trajectoire pour rejoindre la forêt. À L'orée du bois, des branchages tressés avec des bandes de plastique orange ont été posés sur le sol boueux. Carolina s'interroge. D'où est-ce que cela vient ? Qui aurait installé un tel revêtement pour éviter de marcher dans la boue ? Serait-ce Elvis, le chef du *platz* ? Jean-François de l'association lui aurait demandé ? Ou alors la Mairie ?

Elle continue sa route, songeuse, et croise Mihai. « Y a des Français sur le platz ! » « Des Français ? La police ? » demande-t-elle. « Non c'est... je sais pas... c'est Evelyne ou je sais plus. Elle est là-bas avec des jeunes. Ils construisent avec du bois. Même Cosmin, il le fait ! »

En effet, le bidonville est agité ! Les enfants courent et se battent autour d'un groupe de gens qui discutent des scies à la main. « Mais vous faites quoi ? » demande-t-elle au groupe. Une Française lui répond « Bojou ! C'est pour la boue, pas. Vous plaît ? » Carolina trouve que la jeune femme parle roumain d'une drôle de façon. Celle-ci continue « Euh... parle pas bien roumain... j'apprends à l'école, les cours, mais pas bien déjà. Habitez ici ? » Elle a les yeux

clairs et son visage est recouvert de petites tâches, c'est bizarre mais elle a l'air gentille. Carolina lui sourit en retour « Oui, oui j'habite là-bas avec les enfants. » « Ah vous parlez français, ouf ! » répond la jeune femme. « Vous habitez ici avec votre mari ? » « Non, il est mort » « Ah je suis désolée... » soupire la Française « Non c'est pas vrai ! Elle dit n'importe quoi ! » intervient Cosmin. « Non je suis divorcée. Il est en Roumanie. Il s'est marié à une femme plus jeune. Dis-moi Madame, comment je peux inscrire les enfants à l'école ? » « Ah bah, je ne sais pas. Il faudrait demander aux associations... Il faut aller à la Mairie je pense. » « Ah bon. D'accord. Merci Madame hein, merci. » Carolina quitte le groupe sans être beaucoup plus avancée sur la question. Elle extirpe ses pieds de la boue dans laquelle ils se sont enfoncés pendant la discussion. Elle croise son fils Sergio qu'elle n'a pas vu de la journée. « Sergio ! Va chercher du bois et rentre à la maison ! » La chaîne de la baraque n'a pas bougé. Dedans, il fait sombre et froid. Il faut qu'elle se dépêche de donner le bain au bébé tant qu'il fait encore jour. Sergio revient. Elle allume le feu dans le bidon rouillé. Elle place dessus une marmite d'eau. Quand celle-ci est tiède, elle la retire et la remplace par le reste de soupe aux patates d'hier. Elle remplit la bassine jaune et plonge le bébé dedans. Le visage du nourrisson s'éclaire aussitôt et il pousse des petits cris de joie. Sa sœur l'imité en riant et joue avec l'eau du bain. Carolina répond aux babilllements de l'enfant et se saisit du gel douche à la pêche pour le laver. Une fois le bain terminé, elle le fait téter et mange avec ses enfants. Après le repas, elle place la vaisselle sale dans la bassine qui a servi pour le bain. Tous les quatre se couchent dans le même lit. Le poêle tiendra encore quelques heures avant de s'éteindre dans la nuit.



# Introduction générale

Carolina est un personnage inventé. Ce récit liminaire s'inspire de la vie de toutes les femmes que j'ai rencontrées. Elles ont habité en bidonville, se sont faites expulser par la police à sept heures du matin, elles ont changé la couche de leur bébé à la lumière du téléphone portable, ont lutté pour que les rats ne dévorent pas les réserves de nourriture, ont essuyé des refus de scolarisation, de domiciliation et d'hébergement. Elles ont accueillies leur sœur en transit pour l'Angleterre, elles sont tombées amoureuses, elles ont ri aux éclats, elles ont donné naissance, elles ont fêté Pâques et Noël, elles se sont confiées des secrets, elles ont teint les cheveux de leur voisine, elles ont reçu des cadeaux, elles se sont échangées des vêtements et des chaussures, elles ont dépanné de l'argent, du liquide vaisselle et des cigarettes, elles ont prié, elles se sont imaginées ailleurs, elles ont pensé à leur grand-mère qui vieillit sans elles au village, elles se sont inquiétées pour leur enfant gardé par leur mère en Roumanie.

Cette thèse porte sur ce que les femmes font non pas chez elles mais à l'extérieur. Elle s'intéresse aux raisons qui poussent les femmes à quitter leur domicile pour la journée et à la manière dont elles se déplacent. La focale est centrée sur la manière dont elles réalisent les déplacements dans l'espace public qui leur permettent d'accéder à des ressources situées en dehors de chez elles. Cette thèse porte sur les mobilités quotidiennes des femmes roms, ou identifiées comme telles, vivant en bidonville et dans les marges de l'Île-de-France.

La littérature sur les mobilités quotidiennes est riche et foisonnante. Cette thèse en aménagement et urbanisme y contribue de manière singulière. Elle étudie les mobilités de femmes qui n'ont jamais fait l'objet de recherche dans ce domaine. Elle adopte une méthodologie rarement employée. Elle s'inscrit dans une perspective épistémologique minoritaire.

L'approche féministe et intersectionnelle adoptée dans ce travail de recherche se distancie de l'approche en vigueur dans la socio-économie et la géographie des transports dans lesquelles la mesure de la « demande de déplacement » permet de fournir une évaluation socio-économique des infrastructures de transports afin de modéliser les besoins en nouvelles infrastructures. Les études s'appuient sur les données statistiques recueillies par les enquêtes globales déplacements. En réduisant la mobilité à « l'ensemble des

déplacements effectués à l'occasion d'activités par les personnes de 6 ans et plus<sup>1</sup> », elles laissent de côté une partie de la population. Elles n'observent que les mobilités quotidiennes des personnes domiciliées de manière pérenne et légale. Elles font des « déplacements domicile-travail » la pierre angulaire de la compréhension globale des pratiques de mobilités dans la perspective fonctionnelle d'adapter le dimensionnement des infrastructures, des services et de l'offre de logement.

Dans cette thèse, j'étudie les mobilités quotidiennes de femmes dont ces instruments de mesure ne peuvent rendre compte car leurs pratiques se trouvent en marge des paramètres d'analyse établis. Les femmes de l'enquête sont des migrantes roumaines roms ou identifiées comme telles dont les revenus ne reposent pas sur un emploi légal mais principalement sur des activités économiques informelles réalisées dans l'espace public. Elles sont mères d'un ou plusieurs enfants, vivent en bidonville, en hôtel, en hébergement temporaire ou en logement social et ne possèdent pas le permis de conduire.

---

<sup>1</sup> La mobilité est définie comme l'ensemble des déplacements réalisés soit durant une journée (mobilité quotidienne) soit à l'échelle locale (dans un rayon de 80 km à vol d'oiseau autour du domicile) (<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/resultats-detailles-de-lenquete-mobilite-des-personnes-de-2019-2021>). Dans les enquêtes ménages-déplacements, les déplacements en semaine sont analysés séparément des déplacements du week-end.

### *Encadré 2 Éléments biographiques généraux et caractéristiques sociales des enquêtées*

Les enquêtées sont nées entre les années 1970 et les années 2010. Elles sont toutes hétérosexuelles et cisgenre en charge du travail domestique. Celles âgées de plus de 15 ans sont toutes mères d'un ou plusieurs enfants.

En Roumanie, les enquêtés constituent un groupe très minoritaire à la fois précarisé et racisé qui se situe dans la fraction inférieure des classes populaires. La très grande majorité des enquêtées vient de régions rurales en Roumanie. Leurs parents sont paysans, bergers, fermiers, artisans ou musiciens.

Dès leur enfance, elles sont confrontées aux inégalités sociales et aux discriminations raciales. Aucune d'entre elles n'est allée au lycée, exceptée Izabela qui obtient un diplôme technique. Il s'agit d'une situation particulière puisque, suite à l'incarcération de sa mère et étant orpheline de père, elle est placée dans un centre pour jeunes qui prend en charge son éducation. Une grande partie des femmes de l'enquête n'a fait que quelques classes, cela correspond environ à une scolarisation de 6 à 12 ans. L'arrêt de la scolarisation s'explique par des raisons variées : manque de ressources financières (pour payer les frais de scolarisation, l'achat des fournitures scolaires, vêtements...), difficultés d'accès au transport (domicile parental éloigné des établissements scolaires), par reproduction sociale (aucune enquêtée n'a de parent étant allé au lycée) et souvent pour des raisons conjugales (mariage précoce). Enfin, cinq femmes ne sont jamais allées à l'école et ne savent pas lire.

Au niveau résidentiel, elles ont toutes grandi dans des maisons, le plus souvent sur-occupées dont les parents ou les grands-parents étaient propriétaires. Le domicile familial comportait généralement, y compris pour celles qui vivaient dans des quartiers périphériques urbains, un espace pour les animaux de ferme (poules, vaches, cochons) et un espace maraîcher pour la production domestique.

Sur le plan professionnel, la plupart n'a jamais exercé un travail rémunéré déclaré en Roumanie. Elles participent au travail domestique mais aussi au travail de production domestique : potager, soin des bêtes, artisanat familial (débardage ou production de briques par exemple). Certaines ont, de manière informelle, gagné de l'argent dans la récupération de métal (Marina) ou la vente de tricot et de vêtements cousus main (Sorina). Quelques-unes ont été ouvrières agricoles ou vendeuses. En revanche, rares sont celles qui ont obtenu un contrat de travail.

Les discriminations de race et de classe constituent un frein à la scolarisation et à l'accès à l'emploi en Roumanie, si bien que la migration en famille est envisagée comme l'unique voie d'ascension sociale. La moitié d'entre elles a vécu dans un ou plusieurs pays d'Europe avant d'arriver en France : Suisse, Italie, Espagne, Allemagne. Arrivées en France, si les pratiques économiques génèrent des revenus supérieurs à ce qui pouvait être perçu en Roumanie, les conditions de vie à la rue, en bidonville ou à l'hôtel causent une vulnérabilité résidentielle rarement vécue auparavant. Aucune ne parlait français avant d'arriver en France. Toutes sont des migrantes pendulaires et retournent en Roumanie régulièrement pour des raisons familiales, économiques ou de santé. Celles qui n'y sont pas allées depuis plusieurs années sont minoritaires et se trouvent dans des situations de précarité telle qu'elles ne peuvent financer le trajet et/ou n'ont plus de maison en Roumanie. En ce qui concerne la maternité, la migration perturbe souvent le lien avec les enfants. Onze d'entre elles ont été confiées à des parentes lors de leur enfance ou ont placé elles-mêmes leurs enfants – parfois en orphelinat – afin d'effectuer une migration allant de quelques semaines à plusieurs années. Les enfants de trois d'entre elles leur ont été retirés par les autorités pour privation de soin.

Les pratiques des femmes dans les marges sont invisibilisées, pourtant, elles ont beaucoup à nous apprendre sur l'accessibilité de l'espace public et des transports, la dimension spatiale des rapports sociaux et les formes que prend le travail domestique mobile en fonction des positions sociales des femmes. En effet, leurs mobilités dépendent des politiques publiques de transport, d'insertion sociale, de lutte contre l'habitat indigne et de régulation de l'espace public. En outre, la dimension quotidienne de la mobilité privilégiée dans cette recherche en fait un bon analyseur de la production du monde social et de ses frontières de classe, de sexe et de race<sup>2</sup>. Enfin, en tant que pratique qui met en mouvement le corps, elle révèle les mécanismes d'incorporation des rapports sociaux qui, d'une part, construisent et classifient

---

<sup>2</sup> Le quotidien est un site privilégié de déploiement du politique que plusieurs courants et penseur.euses critiques ont investi (citons principalement les situationnistes, Henri Lefebvre, le féminisme matérialiste et le féminisme de la subsistance).

les groupes sociaux à partir de marqueurs corporels et, d'autre part, participent à la formation des subjectivités.

Les mobilités quotidiennes des femmes de l'enquête se trouvent imbriquées dans les rapports sociaux de sexe, de race et de classe. J'explore dans cette thèse la tension entre antitsiganisme, genre et mobilité.

L'antitsiganisme est un racisme spécifique qui oppresse les personnes identifiées comme tsigane ou rom. Il inclut « des structures sociales discriminantes et des pratiques violentes qui émergent dans ce contexte, avec un effet dégradant et ostracisant et qui reproduisent les désavantages structurels (L'Alliance contre l'Antitsiganisme 2019, 10) ». En ce sens, l'antitsiganisme est un racisme systémique qui affecte tous les aspects de la vie des personnes. Il détermine l'accès au travail, à la santé et au logement, ce faisant il participe à une double assignation : de race et de classe. En excluant les Roms ou les personnes identifiées comme telles, l'antitsiganisme fabrique un groupe minorisé socialement dont l'accès aux capitaux économique et culturel est limité.

Étant donné que les mobilités quotidiennes étudiées engagent le corps de femmes racisées chargées de la réalisation du travail domestique, qu'elles ont pour point de départ une marge spatiale et qu'elles se caractérisent par la réalisation d'activités jugées comme déviantes, les mobilités des femmes « roms » constituent un analyseur puissant de la dimension spatiale de l'antitsiganisme et du genre.

Étant donné que les mobilités quotidiennes consistent à quitter l'espace domestique auquel les femmes sont assignées par le genre, à accéder à l'espace public, à engager des démarches administratives pour ouvrir des droits sociaux, à gagner de l'argent, elles constituent un bon analyseur de la subversion des assignations de sexe, de race et de classe et de la capacité d'agir.

La question suivante guide la réflexion de ce travail de recherche :

**En quoi l'antitsiganisme et le genre modèlent-ils les mobilités quotidiennes des femmes « roms » et, en retour, comment, dans leurs pratiques de mobilité et d'immobilité, déjouent-elles ou contournent-elles la place qui leur est assignée ?**

Afin de répondre à cette question, j'ai adopté un positionnement scientifique et construit une méthode d'analyse spécifiques. Plus que l'anthropologie des sociétés romani et les travaux sur la mobilité quotidienne, ce sont les études de genre et plus particulièrement la

géographie du genre qui ont nourri mon cadre théorique. Ces champs de recherche explorent, grâce aux épistémologies féministes, la relation entre marge, espace et pouvoir.

En ce qui concerne, ma méthodologie, elle repose sur la combinaison de plusieurs méthodes qualitatives : des entretiens semi-directifs avec les acteuices de la résorption des bidonvilles d'une part, une ethnographie et des entretiens ouverts avec des habitant·es en bidonville, en hôtel, en village d'insertion et en appartement d'autre part.

### *Encadré 3 Données générales sur l'enquête menée auprès des habitantes*

Au cours des **trois années** durant lesquelles s'est étendue l'enquête, j'ai rencontré une centaine de personnes. Parmi elles, **17 femmes** sont devenues des interlocutrices privilégiées dont les biographies sont réunies dans le livret accompagnant le manuscrit. Les lieux de l'enquête se répartissent sur deux pays : la France et la **Roumanie**, où j'ai effectué deux séjours d'une semaine à Pârvarale et à Locul Șarpilor. L'**Île-de-France** concentre la plus grande partie de l'enquête. J'ai réalisé des observations ethnographiques dans **11 bidonvilles** répartis dans deux villes : Beaulieu-les-Prés et Méreville. J'ai poursuivi ces observations dans **deux hôtels** sociaux où deux enquêtées et leur famille étaient hébergées (à Chailly-les-Roses et à Outry) et dans **un dispositif d'insertion** à Beaulieu où 5 familles ont été hébergées. J'ai mené **6 entretiens ouverts** avec des femmes, souvent en présence de leur mari et enfants, relogées en **logement social** en Île-de-France et à Champfort-les-Mines.

L'ethnographie est une méthode rarement adoptée dans les études sur les mobilités quotidiennes qui privilégient les entretiens, le recueil des données statistiques et des données géolocalisées. L'observation sur le temps long et en mouvement des pratiques en train de se faire s'est révélée particulièrement adaptée à la situation de vulnérabilité générant des mobilités résidentielles et quotidiennes intenses. Conduite dans une perspective féministe, cette ethnographie met en pratique les réflexions théoriques sur les rapports de pouvoir entre femmes et la place de la subjectivité et du corps de la chercheuse dans le processus de recherche. Cette construction méthodologique a rendu possible l'appréhension des spécificités des mobilités des femmes « roms » vivant dans les marges.

La « marge » est ici entendue non seulement comme l'espace physique situé en périphérie du centre mais aussi comme un espace se distinguant des normes urbaines. Elle s'inscrit « dans une trajectoire spatio-temporelle (Grésillon, Alexandre, et Sajaloli 2016, 18) », elle est

donc issue d'un processus. La marge est aussi envisagée comme « un artifice rhétorique qui permet de désigner tout à la fois, et pas toujours de façon simultanée, des phénomènes de périphéricité spatiale, de marginalité sociale et politique (Schmoll 2020, 23) ». Cette définition invite à saisir les effets sociaux de la marginalité sur la vie urbaine et sociale des habitant·es des marges.

La circulation du terme dans plusieurs champs, dont la théorie féministe, en fait un concept heuristique. L'ouvrage célèbre de l'afro-féministe bell hooks (2017) intitulé *De la marge au centre. Théorie féministe* révèle la richesse de ce que ce terme recouvre et semble conçu sur mesure pour les géographes féministes intersectionnelles auxquelles je m'associe. La marge y est envisagée comme un espace issu d'un processus d'exclusion où les conditions sociales vécues de manière partagées produisent une cohésion entre habitant·es. Rejetée du centre, elle se construit à l'écart des normes dominantes. Structurée par ses propres normes, elle constitue par conséquent, un espace privilégié de la capacité d'agir des personnes marginalisées. Sur le plan épistémologique, la métaphore de la marge et du centre s'avère tout aussi pertinente. La marge est aussi l'espace politique des personnes minorisées. « De la marge au centre » constitue un appel politique à quitter la marge pour se faire une place au centre de la lutte féministe dominée par le féminisme blanc et bourgeois.

Envisagée dans un double mouvement « comme à la fois ce qui est en périphérie et ce qui résulte d'une mise à l'écart (Tillous 2016, 165) », le concept de marge permet d'associer analyse sociale et politique des phénomènes urbains et légitimité épistémologique des personnes marginalisées, c'est-à-dire la légitimité des savoirs et des compétences que les personnes en raison de leur marginalisation développent et qui leur sont propres.

Le genre désigne le système signifiant qui structure les catégories de pensée, qui hiérarchise et qui attribue des caractéristiques aux personnes en fonction de leur sexe. La géographie féministe ou géographie du genre étudie la manière dont le genre produit une différenciation spatiale, et en retour, comment l'espace participe à construire les identités sociales (Blidon 2011b; 2011a). Elle s'appuie sur les épistémologies féministes.

Les épistémologies féministes fournissent un cadre théorique et un positionnement scientifique à la hauteur des enjeux que soulève le croisement de la géographie du genre et de l'urbanisme.

- Visibiliser des pratiques spatiales minoritaires dans un espace urbain structuré par les dominations de sexe, de race et de classe

- Tirer parti de la subjectivité, des émotions et de la création dans le processus de recherche
- Produire de la connaissance scientifique dans la perspective d'une société plus juste et égalitaire

Les épistémologies féministes se sont construites à partir de la critique de l'objectivité universelle et de la neutralité scientifique. La subjectivité du ou de la chercheuse, c'est-à-dire sa position sociale mais aussi le regard singulier qu'il porte sur lui-même et sur le monde, est ainsi envisagée comme un vecteur de connaissance. Ce faisant, le processus de création, en tant que processus de recherche à part entière, est intégré dans la démarche scientifique.

Ce pas de côté est inspirant pour une discipline comme l'urbanisme qui, à l'image de l'architecture, est une discipline de l'action et une discipline de projet. La pensée de Donna Haraway est en ce sens inspirante. Figure de proue du courant en philosophie des sciences qui associe science et fiction, elle donne à penser un monde complexe, fertile et hybride, tout en disséquant le réel avec dextérité. Ses textes portent l'espoir d'un monde meilleur dans lequel la chercheuse a une part de responsabilité.

Nous ne voulons pas plus théoriser le monde, et encore moins y agir, en termes de Systèmes Globaux, mais nous avons vraiment besoin d'un réseau de connexions à l'échelle planétaire, où s'exerce la capacité de traduire partiellement des savoirs entre des communautés très différentes – et au pouvoir différent. Nous avons besoin du pouvoir des théories critiques modernes sur la façon dont les significations et les corps sont fabriqués, non pas pour dénier significations et corps, mais pour vivre dans des significations et des corps qui aient une chance dans l'avenir (2007, 113).

On saisit avec cette citation la portée politique d'un positionnement scientifique qui exprime un refus collectif « nous ne voulons pas » et pose en lieu et place des revendications tournées vers la possibilité d'un monde plus juste à l'avenir. En cela, les épistémologies féministes fournissent un cadre à même de saisir une réalité complexe faite de dominations, de luttes et de détournements tout en fournissant les outils pour une « science de la relève » qui s'appuie sur la réflexivité critique, la création et la subjectivité. Appréhendées en tant qu'urbaniste, cela engage à s'outiller pour penser et concevoir des espaces urbains dans lesquels tous les corps « aient une chance dans l'avenir (Haraway 2007, 113) ».

Ma recherche de thèse s'inscrit dans le prolongement d'un parcours multidisciplinaire. Elle reflète ma formation artistique initiale et mon engagement féministe. Mon écriture témoigne ainsi d'emprunts stylistiques à la littérature féministe (sujets intimes, ironie, style direct, tropes, assertion) et mobilise la fiction. À l'instar de chercheuses féministes qui s'appuient sur la culture populaire et la production d'artistes femmes (par exemple la science-fiction, les chansons de blues, les témoignages personnels), je propose de faire se



rencontrer poèmes et concepts sociologiques, slogans féministes et citations de géographes, extraits de chanson et extraits d'entretien. En utilisant des principes de création littéraire et visuelle, cette thèse propose une autre production scientifique sur les mobilités quotidiennes où forme et fond coïncident afin de mettre en dialogue récits, théorie et empirie.

En résumé, j'entends étudier la dimension spatiale et mobile du quotidien de femmes racisées vivant ou ayant vécu en bidonville dans une perspective féministe qui, en troublant les frontières entre création et science visible le caractère situé de la production de connaissances, afin de révéler les tensions intersectionnelles à l'œuvre dans l'espace public francilien.

La réflexion repose sur l'exploration de trois axes thématiques :

1. La vulnérabilité résidentielle

La mobilité quotidienne désigne la manière dont sont réalisés les déplacements dans l'espace public à partir du domicile permettant d'accéder à des ressources nécessaires à la vie quotidienne. Elle dépend donc de la localisation du domicile et de ses caractéristiques. Le point commun de tous les lieux de vie habités par les femmes est la vulnérabilité résidentielle c'est-à-dire que « l'un des éléments sur lesquels repose la position résidentielle – localisation du logement, caractéristiques matérielles et statut d'occupation (Grafmeyer 2010) – est fragilisé, insatisfaisant ou menacé (Bouillon et al. 2019, 12) ». En effet, ils sont enclavés et/ou soumis aux évacuations et/ou précaires énergétiquement. Ils sont généralement situés dans des forêts, friches, interstices, bordures d'autoroute ou zones industrielle et sont occupés temporairement de manière légale (c'est le cas des hôtel, village d'insertion et bidonville stabilisé) ou illégale (bidonville). Par conséquent, en raison des évacuations et de la durée limitée des prises en charge en hébergement social, les femmes et leur famille ont une mobilité résidentielle intense.

Quels sont les effets de la marginalisation et de la vulnérabilité résidentielle sur les mobilités quotidiennes des femmes ?

2. Le travail domestique mobile

Le travail domestique mobile correspond au travail reproductif effectué en mobilité en dehors de l'espace domestique : accompagnement à l'école et aux activités extra-scolaires, courses, visites à la famille, déplacements liés à la santé ou aux démarches administratives, soin en mobilité. La charge du travail domestique mobile dépend des conditions du logement, de la situation conjugale et de la composition de la famille.

Dans quelle mesure la vulnérabilité résidentielle rend mobile le travail domestique (au sein de l'espace domestique) ? Et dans quelle mesure les discriminations dans l'accès aux droits et le non-recours (scolarisation, allocations familiales, gratuité des transports) influencent-ils le travail domestique mobile (réalisé en dehors du domicile) ?

### 3. Les tactiques pour accéder à l'espace public

L'espace public constitue un espace en tension pour les femmes en ce qu'il constitue à la fois un lieu ressource – c'est l'endroit où elles génèrent des revenus et accèdent aux droits – et un lieu de la domination patriarcale. Quelles sont les tactiques mises en place pour accéder à la ville malgré les assignations de genre, de race et de classe ? Il s'agit d'envisager les conjoints, l'entourage masculin ou féminin, les dispositifs publics d'insertion comme d'éventuels soutiens dont les femmes se saisissent. Les tactiques corporelles sont aussi appréhendées comme manière de détourner l'assignation et d'investir le corps comme un vecteur de valorisation personnelle et mutuelle.

Le plan de la thèse se compose de trois parties.

La première explicite mes choix épistémologique et méthodologique.

Le **premier chapitre** explore la relation entre rapports sociaux et mobilités dans deux champs de recherche : la littérature sur les bidonvilles et les mobilités des « Roms » et la littérature sur les mobilités quotidiennes des femmes. Constatant des angles morts dans ces deux champs de recherche, le genre et les mobilités quotidiennes pour l'un et la prise en compte de la vulnérabilité et de la marginalité pour l'autre, je positionne ma recherche dans le champ de la géographie du genre en convoquant les épistémologies féministes afin de renouveler le regard porté sur la ville et les mobilités.

Dans le **deuxième chapitre**, je rends compte de ce qu'une méthodologie féministe implique dans l'étude des mobilités minoritaires et j'explore les rapports de pouvoir entre femmes à travers la relation entre enquêtrice et enquêtées.

La deuxième partie est consacrée au processus de vulnérabilisation des femmes.

Le **chapitre 3** étudie les modalités de prise en charge des familles en bidonville par l'action publique à travers l'analyse de trois projets locaux. Selon des critères d'employabilité plus que de vulnérabilité, la mise en œuvre de la résorption nationale des bidonvilles dessine des projets *ad hoc* qui font peu cas des mobilités quotidiennes des femmes et des conditions de

réalisation du travail domestique. En dépit d'un discours républicain *colorblind*<sup>3</sup>, les discriminations raciales freinent bel et bien l'accès aux droits, la sortie vers le logement et, en définitive, la résorption des bidonvilles elle-même.

Le **chapitre 4** explore l'ambivalence de l'espace domestique. Il est à la fois le lieu de l'assignation au travail domestique et le lieu de l'accueil et de l'entre-soi. Cependant, à cause de la vulnérabilité résidentielle, les femmes peinent à construire un chez-soi intime et protecteur.

Le **chapitre 5** explore le processus de vulnérabilisation à travers les violences racistes, sexistes et sexuelles et souligne les dimensions subjectives et corporelles des conditions de réalisation de la mobilité.

La troisième partie est dédiée aux pratiques spatiales et aux tactiques corporelles dans la réalisation du travail domestique mobile.

Le **chapitre 6** aborde la question de l'accès aux transports mécanisés. L'accès limité aux transports collectifs autant que personnels rend la réalisation du travail domestique mobile plus compliqué à réaliser que pour les femmes des catégories plus privilégiées. Habitant dans des marges, ne lisant pas le français, ne possédant pas de permis de conduire, n'ayant pas les moyens de payer les titres de transports, les femmes développent des tactiques pour se déplacer : les dispositifs prévus par les projets d'insertion, l'entourage, le conjoint, la fraude, la régularité des itinéraires en sont des exemples.

Le **chapitre 7** détaille la pratique de la mendicité comme activité économique prenant place dans l'espace public. Sans diplôme et souvent sans expérience professionnelle, la majorité des femmes trouvent dans cette pratique économique de quoi vivre au jour le jour. L'étude des mobilités des femmes de l'enquête montre que l'espace public est un lieu ressource mais dont l'appropriation est rendue difficile et nécessite le développement de compétences spécifiques.

Le **chapitre 8** porte sur les accessoires de la mobilité et croise sociologie féministe et phénoménologie critique. Limité dans l'accès aux transports en commun et personnels, le moyen de déplacement principal des femmes de l'enquête est la marche. L'étude de l'équipement et des accessoires souligne l'ambivalence de leur utilisation. Indispensable à la

---

<sup>3</sup> « Aveugle à la race ».

mobilité, ils participent à l'assignation sexuelle et dans une certaine mesure à l'assignation raciale, mais constituent néanmoins un levier de la capacité d'agir individuelle et collective dans la valorisation de soi et dans l'occupation de l'espace.



**PARTIE 1 DE LA MARGE AU CENTRE**

**VISIBILISER LES MOBILITÉS**

**MINORITAIRES**



*Relire sans crainte quelques principes situationnistes et réhabiliter les axes stimulants de cette révolution du quotidien en restant critique sur le machisme d'une grande partie de ses membres.*  
Camille Ducellier, 2018, 92

*The politics of mobility, of who gets to move with ease across the lines that divide spaces, can be re-described as the politics of who gets to be at home, who gets to inhabit spaces, as spaces that are inhabitable for some bodies and not others, insofar as they extend the surfaces of some bodies and not others.*  
Sara Ahmed (2007, 162)





# CHAPITRE 1 Chercher à la marge. Une approche féministe des mobilités quotidiennes des femmes « roms ».

Cette thèse est consacrée à l'étude des mobilités quotidiennes des femmes roms ou identifiées comme telles vivant dans les marges en Île-de-France, c'est-à-dire à la manière dont sont réalisés les déplacements dans l'espace public à partir du domicile permettant d'accéder à des ressources nécessaires à la vie quotidienne

Dans le sillage de Tim Cresswell (2006; 2010) et Mimi Sheller (2018), ce travail de recherche propose d'étudier les mobilités spatiales sous l'angle du pouvoir. Il s'agit de concevoir les mobilités comme des activités réalisées par des personnes engagées dans des rapports sociaux qui déterminent leurs positions sociales et suscitent en retour des négociations et des arrangements. Produites par les rapports sociaux, les mobilités participent réciproquement à leur construction.

Les femmes dont les mobilités sont étudiées ici se situent à la croisée d'au moins deux d'entre eux : l'antitsiganisme et le genre.

Dans un premier temps, il s'agit d'identifier la manière dont la littérature sur les populations roms a identifié la relation entre antitsiganisme et mobilité. L'antitsiganisme en Roumanie et en France est une forme spécifique de racisme qui vise les personnes identifiées comme roms ou tsiganes. Resituer l'antitsiganisme, dans les contextes historiques français et roumain permet de montrer que le racisme et les discriminations que subissent actuellement les migrant<sup>es</sup> roms roumains post-communistes ne sont pas inédits mais s'enracinent dans plusieurs siècles d'exploitation, de surveillance et de contrôle qui prennent la forme d'assignation et de relégation spatiale (camps, quartiers, fermes d'État) ou de mobilités forcées (déportation, renvoi à la frontière, expulsion de bidonvilles...)

Cette revue de littérature fait apparaître deux angles morts que la thèse entend explorer : les mobilités à l'échelle de la ville (les mobilités quotidiennes) et le genre.

La deuxième section identifie les principaux apports de la littérature sur les mobilités quotidiennes féminines sur les plans empirique et théorique. Les concepts de la théorie

féministe<sup>1</sup> comme le travail domestique mobile et le continuum des violences sexistes permettent de comprendre ce que le genre fait à la mobilité et comment la mobilité redistribue les rôles sociaux genrés. En effet, la mobilité quotidienne a la particularité de renvoyer aux déplacements entre deux espaces où l'intégrité des femmes est menacée : l'espace domestique et l'espace public. De plus, l'approche intersectionnelle, en tant qu'outil analytique du croisement des rapports sociaux, révèle la diversité de l'expérience féminine dans l'espace public et enrichit la littérature qui, en France, s'en était peu saisie jusque-là.

## **1. La dimension mobile des rapports sociaux de race : les mobilités multiscalaires à l'aune de l'antitsiganisme**

Cette partie vise à explorer la relation entre antitsiganisme et mobilités. Dans la littérature, les Roms sont associés à la mobilité pour différentes raisons. Certaines recherches identifient la mobilité comme un mode de vie à la fois historique et contemporain. Elles soulignent que la sédentarisation, en empêchant la libre-circulation et la libre-installation, constitue une oppression des personnes considérées comme dangereuses ou déviantes (Reyniers, Alain 2006; 1986; Reyniers, Alain et Williams, Patrick 1990; Bergeon, Céline 2011; Auzias, Claire 2002; Foisneau 2018; About, Ilse 2010). D'autres recherches portant sur les migrations post-communistes insistent sur les mobilités subies et forcées (expulsion des lieux de vie, renvoi à la frontière) par les autorités des différents pays d'installation et leurs conséquences sociales en termes de marginalisation et de précarité (Olivera 2011; 2014b; Legros et Vitale 2011; Vitale 2009; Cousin et Legros 2014; Clavé-Mercier 2014a; Bergeon 2010; Sigona, Nando 2008; Daniele, Pasta, et Persico 2018; Alunni 2011; Nacu 2010; De Genova 2021; Cousin 2012). Les mobilités sont donc un analyseur particulièrement éclairant des rapports de pouvoir dans l'espace. Tantôt immobilisées, tantôt mises en circulation, les personnes identifiées comme roms subissent une injonction contradictoire de mobilité dont je propose de tracer les contours à l'aune de l'antitsiganisme.

---

<sup>1</sup> Entendue comme pensée féministe, la théorie féministe regroupe l'ensemble des idées, critiques et débats des différents courants. C'est une traduction littérale de l'anglais « feminist theory » dont le pluriel, contrairement au français, n'est pas usité. bell hooks (2017, 53) en donne une définition plus restrictive : « Contrairement aux études féministes qui retraçaient l'histoire passée et qui se concentraient sur les héroïnes oubliées, les écrivaines, etc., ou aux travaux qui consistaient à utiliser les sciences sociales pour documenter les réalités actuelles de la vie des femmes, la théorie féministe était au départ le lieu pour un questionnement critique et une nouvelle conception des rôles de genre sexistes. Son but était de fournir un projet révolutionnaire au mouvement (...) »

Dans un premier temps, il s'agit de montrer de manière diachronique comment l'antitsiganisme en Roumanie et en France orchestrent les mobilités des personnes identifiées comme roms. Ensuite, j'exposerai le caractère transnational des migrations post-communistes prises entre antitsiganisme, transition économique et ouverture des frontières. Ensuite, je préciserai la manière dont, en France, les conditions de vie en bidonville sont ponctuées par les mobilités résidentielles plus ou moins contraintes : expulsions, hébergement, relogement. Enfin, après avoir souligné les conséquences de l'antitsiganisme européen sur la mobilité, je terminerai en présentant la pertinence de la sociologie de la race et de la *critical race theory* pour comprendre et étudier les mécanismes de domination à l'œuvre. À l'issue de cette section, deux points cruciaux se révèlent inexplorés : le genre et les mobilités à l'échelle de la ville.

### a) L'antitsiganisme : un racisme spécifique qui traverse l'Europe

D'après le Conseil de l'Europe (2012), il y aurait 400 000 Roms en France sur 6 millions présents dans l'Union. Dans ce recensement, le terme « rom » rassemble des groupes aux origines et aux histoires différentes (Olivera 2014b; Delépine 2016).

- Les Gitans (ou Kale) sont principalement présents dans la péninsule ibérique où les premières installations datent du XII<sup>e</sup> siècle.
- Les Manouches (ou Sinté) représentent selon le Conseil de l'Europe 3% de la population rom de l'Union et sont principalement présents en Europe de l'Ouest : Allemagne, est de la France, Piémont italien.
- Les Roms constituent le groupe le plus important (87%). Ils viennent des Balkans, d'Europe centrale et orientale.

La majeure partie des enquêtés font partie de ce dernier groupe, confrontés de la Roumanie à la France à un antitsiganisme qui se reconfigure localement en fonction des histoires nationales respectives.

- En Roumanie : de l'esclavage à la reconnaissance d'une minorité ethnique

La catégorie « rom » est une construction tardive venant remplacer le terme « țigan » jusqu'à communément utilisé. Ce changement de catégorie démontre un virement politique de la part de la Roumanie qui, dans la perspective d'intégrer l'Union européenne se conforme à ses recommandations au sujet du respect des minorités ethniques dans les années 1990.

L'analyse de Petre Petcuț des documents d'archives sur l'esclavage des Roms de Roumanie démontre que le mot pour les désigner servait à définir une population et à nommer un statut social. Ainsi, du XIV<sup>e</sup> siècle au XVIII<sup>e</sup> siècle, seul le terme « țigan » était utilisé pour les désigner (Petcuț 2007 cité par; Potot 2018, 35). Alors que la catégorie des autres groupes (*Maghiari, Tătari, Ruși-Lipoveni, Germani...*) est construite à partir de la nationalité d'origine et caractérise ainsi l'ascendance migratoire, la catégorie « tsigane », renvoie au terme employé au moment de l'esclavage (*robie*). Par conséquent, ce sont les « seuls à porter leur asservissement comme héritage ethnique (Potot 2018, 35) ». La production de cette catégorie raciale est donc historique et désigne un rapport de subordination. L'abolition de l'esclavage au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ne s'accompagne pas de l'acquisition de la citoyenneté pleine et entière (Asséo, Henriette 2007; Durandin 1995). Les anciens esclaves restent en bas de l'échelle sociale et, dans une société majoritairement rurale, trouvent dans le nomadisme les ressources économiques pour survivre. Dans les années 1930, la poussée du fascisme en Europe traverse les frontières de la Roumanie où l'idéologie raciale rencontre un terreau fertile. Durant la seconde guerre mondiale, la Roumanie, portée par le maréchal Antonescu, participe à la déportation, l'internement et le génocide de dizaine de milliers de Tsiganes. À la fin de la guerre celles et ceux qui ont survécu constituent une main d'œuvre bon-marché. À partir de 1947, le régime communiste mène une politique de sédentarisation et emploie des familles entières dans les fermes d'État. La chute du régime communiste roumain à partir de 1990 marque un durcissement des conditions de vie. Les Tsiganes subissent de plein fouet, plus que la population roumaine et les autres minorités, la transition vers l'économie de marché qui se traduit par un recul des services publics, une augmentation du chômage et la perte de logements collectivisés par le régime et récupérés par les propriétaires à sa chute (Olivera 2009a; Trehan et Sigona 2009).

C'est de façon concomitante que la catégorie « rom » émerge. En effet, le mouvement national rom né en 1971 prend de l'ampleur dans les différents pays de l'Europe (Asséo, Henriette 1994; Liégeois 2019). Il est issu de plusieurs associations créées au sortir de la guerre afin de faire reconnaître le génocide et les persécutions. C'est sur une base antiraciste que l'Union rom internationale (URI) naît et que, dans une perspective politique, elle (re)construit son histoire pour affirmer une identité commune<sup>2</sup>. Elle a pour objectif de

---

<sup>2</sup>L'historienne Henriette Asséo critique en partie les faits et les sources historiques retenus par le mouvement qui a opté pour une version valorisante, héroïque, et surtout ne laissant aucune place à l'incertitude, de l'histoire du « peuple rom ». Voir aussi (Lièvre 2013).

représenter les Roms d'Europe comme un peuple sans État partageant la même origine (la vallée du Gange), la même culture (le nomadisme) et la même langue (le romanès)<sup>3</sup>.

Au sein de l'Union européenne, le « lobbying politique » rom (Potot 2018; Lièvre 2013) obtient la reconnaissance de la communauté rom comme minorité ethnique en 1981 par le Conseil de l'Europe. Au fur et à mesure, d'autres mesures de défense des droits et de la culture rom sont prises comme la promotion de la langue romanès et la lutte contre les préjugés ou la mise en place de la décennie pour l'inclusion des Roms de 2005 à 2015. En 1999, la commission européenne intègre le respect de la minorité rom dans les conditions d'adhésion à l'Union européenne (Liégeois 2005).

En 2002, l'État roumain opte, dans son recensement ethnique (*etnografie*), pour la catégorie ethnique « rom », qui signifie « homme » en romanès, et abandonne la catégorie « țigan », terme roumain et péjoratif qui désigne l'esclave ou le marginal. Il reconnaît ce faisant les Roms comme une minorité ethnique (*naționalitate*) au même titre que les autres minorités. Ce changement est à associer à la volonté de la Roumanie d'entrer dans l'Union européenne.

Les mesures de lutte contre les discriminations au sein de l'UE ne doivent pas laisser penser que, sur le terrain, les Roms ont des droits égaux comparés aux autres citoyens. En Roumanie, le recensement de 2002 indiquait que, chez les personnes auto-déclarées rom, le taux de chômage était de 28 % contre 11 % pour la moyenne nationale. Au niveau de la scolarisation, la part des enfants roms parmi les enfants roumains non-scolarisés est de 80 %. De plus, l'analphabétisme touche particulièrement cette population puisque, d'après le recensement de 2002, 25 % des analphabètes de plus de 10 ans sont roms. Enfin, l'agence nationale pour les Roms déclarait que 59 % d'entre elles et eux avait des difficultés sévères de logement et de ressources<sup>4</sup>.

C'est dans ce contexte historique et politique que mes enquêtés ont grandi et ont été socialisés. En migrant en France, ils rencontrent une société différente de la leur, mais dont l'histoire est porteuse elle aussi d'un antitsiganisme structurel.

- En France : un antitsiganisme historique

---

<sup>3</sup>Martin Olivera (2009a; 2014b) indique que la réalité est plus complexe. La langue romanès est composée de plusieurs dialectes très différents. Dans l'histoire, tous les groupes n'étaient pas nomades et l'Inde n'est qu'une origine potentielle parmi d'autres.

<sup>4</sup>Voir aussi (Wolfensohn et Soros 2003; Surdu 2002).

- La catégorie « gens du voyage » s'inscrit dans une série de mesures visant à contrôler la mobilité

En France, parmi les 400 000 personnes comptabilisées comme Roms par le Conseil de l'Europe, la plupart est française et correspond à la catégorie administrative « gens du voyage » créée en 1969<sup>5</sup>. Cette catégorie, succédant à la catégorie « nomade » et « saltimbanque », est issue d'une succession de lois et de mesures répressives qui trouvent ses racines dans le 19<sup>e</sup> siècle et se poursuit au 20<sup>e</sup> siècle.

D'abord identifiées comme populations « saltimbanques » ou « bohémiennes », dans le cadre de mesure visant à les contrôler et les ficher, les « gens du voyage » sont ensuite visés par la catégorie de « nomade » instituée par la loi de 1912 « sur l'exercice des professions ambulantes et la circulation des nomades ». Cette loi impose à toute personne tzigane la détention d'un « carnet anthropométrique » sur lequel est mentionné des informations personnelles courantes (nom, empreinte, état civil) mais aussi les mensurations. Le carnet doit être visé par les autorités à chaque entrée et sortie de commune.

En utilisant la catégorie de « nomade », l'État importe, ce faisant, un vocabulaire qu'il utilise au même moment dans les colonies. Il s'agit dans les deux cas de dénigrer une manière de vivre qui soit liée à la mobilité, notamment pour des raisons professionnelles.

Pour l'historien Ilse About (2010), le terme « nomade » est une catégorie administrative racialisante et artificiellement construite. La loi de 1912 participe, de ce point de vue, à « l'avènement de la question tzigane (Asséo, Henriette 1994; 2007) » qui, au moyen de campagnes médiatiques véhiculant des stéréotypes, érige des populations en problème public et les réprime.

L'antitsiganisme français se manifeste le plus funestement pendant la deuxième guerre mondiale avec le décret du 6 juin 1940 qui interdit la circulation et assigne à résidence environ 20 000 personnes, puis, après 1940, avec l'internement de 10 000 personnes dans un réseau de 40 camps et la déportation de centaines vers Auschwitz et Treblinka. La France participe à un « génocide polycentré », au même titre que la Croatie et la Roumanie, en participant à leur déportation et leur extermination sans toutefois appartenir à la sphère d'influence de l'Allemagne nazie (Foisneau et Merlin 2022; Hubert 1999).

---

<sup>5</sup>Loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

La loi du 3 janvier 1969 abroge la loi de 1912. Elle remplace la catégorie « nomade » par la catégorie « gens du voyage » et le carnet anthropométrique par les « carnet » et « livret de circulation » qui débarrassés des mesures anthropométriques, prolongent la fonction de contrôle des mobilités du carnet créé en 1912. En 1990, la loi Besson 1 impose aux villes de plus de 5000 habitant<sup>es</sup> la création « d'aire d'accueil du gens du voyage ». Ces terrains aménagés deviennent le seul endroit où les personnes peuvent stationner. Pour William Acker (2021), on passe du contrôle des mobilités à des assignations à résidence.

Du carnet anthropométrique au carnet de circulation, de la catégorie « nomade » à la catégorie « gens du voyage », des assignations à résidence aux aires d'accueil, ces évolutions juridiques sont la manifestation spatiale d'un antitsiganisme qui s'enracine au 19<sup>e</sup> siècle et se prolonge jusqu'à aujourd'hui.

o De la « question tsigane » à la « question rom »

Après la « question tsigane » circulant au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, c'est au tour de la « question rom » d'émerger dans la sphère médiatico-politique dans les années 2010 en France.

Peu après la mort d'un jeune homme issu de la communauté « des gens du voyage » tué par un gendarme lors d'un contrôle routier, Nicolas Sarkozy prononce le discours de Grenoble le 30 juillet 2010, alors que des révoltes éclatent pour demander vérité et justice quant aux circonstances du décès du jeune homme. Il dénonce, par amalgame, « les problèmes que posent les comportements de certains, parmi les Roms et les gens du voyage (É. Fassin et al. 2014, 7-8) » et annonce « mettre un terme aux implantations sauvages de campements de Roms ». En effet, quelques mois plus tard, la circulaire du 5 octobre 2010<sup>6</sup> prévoit d'opérationnaliser le discours de Grenoble.

**Le Président de la République a fixé des objectifs précis, le 28 juillet dernier [2010], pour l'évacuation des campements illicites : 300 campements ou implantations illicites devront avoir été évacués d'ici trois mois, en priorité ceux des Roms.**

Le discours de Grenoble inaugure l'émergence de la « question rom » en France et en réaction au battage médiatique qu'elle suscite des recherches scientifiques sont lancées dans le champ de la géographie, de la science politique, de l'anthropologie et de la sociologie<sup>7</sup>. La « question rom » renvoie à la focalisation du personnel politique et des médias sur une population désignée comme telle et nécessitant, puisque considérée comme problématique,

---

<sup>6</sup> Circulaire du 5 août 2010 relative à l'évacuation des campements illicites.

<sup>7</sup> Par exemple le projet Urba-Rom, puis le programme ANR Marg-IN qui réunissent de nombreux.euses chercheur.euses spécialistes des Roms et/ou des bidonvilles.



des mesures spécifiques : sanction, programmes d'insertion, campagne de lutte contre les préjugés... (Legros 2009; Mazot-Oudin 2011; Legros et Rossetto 2011; É. Fassin et al. 2014). Pour ces chercheurs, il ne s'agit pas d'une réalité sociale qui existerait en soi mais de la construction d'un problème public, c'est-à-dire un « état de fait [qui forme] un enjeu de réflexion et de protestation et une cible pour l'action publique » (Gusfield 2003, 71 cité par; Legros et Vitale 2011, 22).

En France, le XIX<sup>e</sup> siècle et le XX<sup>e</sup> siècle sont ainsi jalonnés de mesures discriminantes et racistes envers les populations roms ou identifiées comme telles. Elles sont la manifestation d'un antitsiganisme institutionnel qui a traversé le temps et vise encore aujourd'hui à réguler les modes de vie tout en empêchant un accès aux droits commun plein et entier (Mile 2020; Cossée et al. 2016; Acker 2021; Liégeois, Jean-Pierre 2007).

En résumé, si l'on considère avec Henriette Asséo (1994) et Leonardo Piasere (2011) que la « destinée » et « l'histoire » des Tsiganes et des Roms sont européennes, force est de constater que le racisme qui les vise l'est aussi. Quand les enquêtés quittent la Roumanie pour la France – dans les années 2010 pour la plupart – afin d'améliorer leurs conditions vie (emploi, santé, scolarisation) aggravées par la « transition économique » et les discriminations, ils rencontrent un contexte certes différent, puisqu'ils découvrent la vie en bidonville, mais les discriminations subies en Roumanie se prolongent en France dans le contexte d'émergence de la « question rom » dans les années 2010.

L'antitsiganisme, dont j'ai retracé brièvement la chronologie en France et en Roumanie, constitue le contexte politique dans lequel la résorption des bidonvilles s'inscrit. C'est dans cette perspective que cette thèse en urbanisme propose d'appréhender la politique publique de résorption des bidonvilles et les mobilités dans l'espace public des femmes identifiées comme roms. Il est donc incontournable d'analyser à l'aune des rapports sociaux de race cette politique publique car elle impacte les mobilités transnationales, résidentielles et quotidiennes des habitant·es, identifié·es comme roms.

**b) Analyser la « question rom » au moyen du concept de race, les apports de la *race critical theory* et de la sociologie de la race.**

L'analyse de « la question rom » comme problème public amène Olivier Legros et Jean Rossetto à affirmer « la question rom n'existe pas (2011, 6) ». Cette assertion, si elle prend sens dans le cadre d'analyse de Legros et Rossetto, pose toute de même problème.

En affirmant que « la question rom n'existe pas », Rossetto et Legros se privent du concept analytique de race et donc de la prise en compte des rapports sociaux de race, qui, comme l'étudient plusieurs champs d'étude comme la théorie critique de la race (*critical race theory*) et la sociologie de la race, constituent un antagonisme structurel dans la société française.

Il faut au contraire accorder tout notre attention à ce que cette expression dit de la race. L'expression de Colette Guillaumin (1981, 65), que je me permets de détourner, exprime à ce titre toute l'ambivalence du concept de race et le danger qui demeure quand on veut en faire l'économie.

Non la question rom n'existe pas. Si, la question rom existe. Non certes, elle n'est pas ce qu'on dit qu'elle est, mais elle est néanmoins la plus tangible, réelle, brutale, des réalités.

- Choix épistémologique : race vs ethnie

Étudier les bidonvilles contemporains avec le prisme de la race, comme ça a été le cas au sujet d'autres bidonvilles, place les habitant·es des bidonvilles dans un rapport social – c'est-à-dire un rapport antagonique et hiérarchisé – qui les positionne défavorablement dans l'espace social.

Le livre *Roms et riverains. Une politique municipale de la race* (É. Fassin et al. 2014) est un des rares ouvrages qui mobilise le concept de race pour analyser les bidonvilles contemporains. Les auteuices montrent que le processus de racialisation dans lequel ils sont pris·es consiste en une altérisation radicale qui prend la forme de rejet, d'exclusion et de relégation. Le terme race ne fait donc référence en aucun cas à une culture ou à une essence qui serait biologique mais au groupe produit et construit comme minorisé en raison de leur hérédité réelle ou supposée. Selon les auteuices, l'altérisation d'un groupe fixé comme radicalement différent (« les Roms ») renforce l'identité nationale et participe à la consolidation du groupe légitime (« la nation »).

Ce travail de thèse compte participer aux travaux, encore peu nombreux, qui croisent espace et race. Utiliser ce concept permet de saisir la stratification de la société française en s'affranchissant du cadre théorique opposant universalisme et différentialisme (Hajjat 2021; D. Fassin et Fassin 2009). Les épistémologies féministes et les approches intersectionnelles qui constituent le cadre théorique de cette thèse mobilisent les termes de « race » et de « rapports sociaux de race » et non d'ethnie ou d'ethnisme (Dorlin et Bidet-Mordrel 2009; Haraway 2007; K. W. Crenshaw 2005; Fassa, Lépinard, et Roca Escoda 2018; Falquet, Hirata, et Kergoat 2010). Les termes « ethnie » ou « ethnicité » peuvent constituer dans le langage courant « un euphémisme » de la race qui consiste parfois à lisser le rapport de pouvoir au

profit d'une prévalence de l'identité culturelle (Buu-Sao et Léobal 2020; Mazouz 2020) comme l'affirmait déjà Colette Guillaumin en 1972.

Le mot 'ethnie' se présente actuellement comme un compromis entre la croyance inconsciente en un déterminisme biologique des traits culturels, et une distance prise volontairement par rapport au mot 'race' dont le sens biologique ne laisse pas d'être désapprouvé (2002a, 85).

Cependant, il faut reconnaître que de nombreux travaux ces dernières années en France, en mobilisant les concepts de relations inter-ethniques et d'ethnisation, ont permis de révéler les rapports de pouvoir dans les sphères du travail, du logement, de la santé ou de la scolarisation (Jounin, Palomares, et Rabaud 2008; Dhume et Cohen 2018; Dunezat et Gourdeau 2016; Cognet, Dhume, et Rabaud 2017)<sup>8</sup>. Dans ce cas-là, c'est bien le rapport de pouvoir entre majoritaires et minoritaires qui est analysé. La différence se situe au niveau de la définition de race et d'ethnicité qu'en donnent les chercheuses. Dans le livre pionnier sur ces questions Véronique De Rudder, Christian Poiret et François Vourc'h affirment que le terme de race « est une marque indélébile (2000, 33) » de laquelle découle le racisme qui consiste en une altérisation radicale et absolue en raison d'une prétendue nature intrinsèque tandis que l'ethnie « n'est pas un groupe racial, car [elle] n'est pas identifiable à partir de traits physiques, mais une collectivité dont les membres partagent un certain nombre de traits culturels (langue, coutumes, religion...) et se reconnaissent une appartenance commune, une identité propre, une ethnicité (de Rudder, Poiret, et Vourc'h 2000, 36). » Au contraire, je m'inscris dans les recherches qui prennent en compte une définition plus large de la race en considérant que l'assignation raciale ne se base pas seulement sur les traits physiques des personnes *assignées* mais dépend aussi d'une série de critères qui varient en fonction des situations et du jugement des personnes qui *assignent*. En effet, la religion, la nationalité, les pratiques vestimentaires, la langue, l'accent et même le genre, la classe et le quartier de résidence peuvent être des critères à partir desquels l'assignation s'effectue. Le processus de racialisation s'établit à différents niveaux : la production de catégories raciales (assignation), l'attribution de comportements sociaux ou psychologiques déviants (la stigmatisation), le traitement inégalitaire dans l'accès aux droits (discrimination) et l'exclusion physique, la mise au ban (la relégation).

---

<sup>8</sup>Pour ne citer que ces travaux.

## Précisions terminologiques<sup>9</sup>

Dans ce travail, le terme racialisation renvoie au processus de construction de la race.

La race est le groupe socialement construit comme inférieur et différent dont l'altérisation des personnes repose sur une hérédité supposée et des caractéristiques physiques, sociales, morales et psychologiques.

Le racisme est la structure sociale qui sous-tend la production de ces catégories hiérarchisées et qui permet au groupe majoritaire de perpétuer sa domination.

J'emploie l'adjectif « racisé » car, comme le soulignent Mazouz (2020) et Guillaumin (2002), il désigne la position des personnes assignées comme minoritaires. Contrairement à « racialisé » qui désigne la position des personnes marquées par la différence raciale. « Les personnes blanches sont racialisées mais en aucun cas racisées (Mazouz 2020, 49) ». J'emploie « racialisé » quand je procède à des analyses plus spécifiques sur le processus de racialisation et pour qualifier les espaces ou les pratiques. Cependant, ce choix reste imparfait, les catégories de ce champ de recherche en déploiement n'étant pas encore tout à fait stabilisées.

- « Principe d'inquiétude » et précisions terminologiques

Penser la race hier comme aujourd'hui conduit à aborder un sujet sensible traversé par des débats houleux animant les sciences sociales (Simon 2010; Dhume-Sonzogni et al. 2020; Cognet, Dhume, et Rabaud 2017; D. Fassin et Fassin 2009; Taguieff 2021; Beaud et Noiriel 2021; Mbembe 2010). Visibiliser des dominations inscrites dans l'histoire et réactualisées au présent implique de comprendre les mécanismes du processus à l'œuvre. Afin d'expliquer

---

<sup>9</sup> Définitions issues de travaux français récents sur les rapports sociaux de race en France qui s'appuient sur la littérature de la théorie critique de la race (*race critical theory*) bien plus fournie en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne. Pour « racialisation », voir aussi l'introduction de (Zia-Ebrahimi 2021) ou (Doytcheva et Gastaut 2022, 17) : « mécanisme spécifique de domination, mise en ordre hiérarchique du monde et technologie de pouvoir, fondés sur un processus irréversible de naturalisation ». (Brun et Cosquer 2022, 29) : « la racialisation désigne la construction de la race comme entité sociale et les processus d'assignation qui la constituent ». (Mazouz 2017 introduction, 8) reprend la définition de Robert Miles (1993, 75) : « la racialisation désigne un processus socialement construit de catégorisation qui définit un groupe comme autre et dans un rapport hiérarchisé ».

ce qui permet à un groupe d'en dominer un autre, il est nécessaire de nommer les termes de l'assignation. L'assignation est une étape du processus de racialisation. Elle consiste en l'attribution de caractéristiques physiques et sociales d'un groupe donné à une personne désignée comme appartenant à ce groupe. Il faut donc, pour analyser le processus de racialisation, identifier les caractéristiques physiques et sociales retenues par les personnes qui assignent. C'est ici que se loge un des défis majeurs des travaux sur la race (Mazouz 2020; 2008; Bosa, Pagis, et Trépied 2019; Cervulle 2012; Guénif-Souilamas 2020; Dunezat et Picot 2017). Didier Fassin (2012a, 152) utilise l'expression « aporie de l'énonciation performative » pour désigner « le fait à la fois de vouloir combattre le racisme et même les idées racistes tout en se servant du lexique honni et contesté de la race ».

Consciente de ces enjeux, j'avance donc qu'il est nécessaire d'appréhender les mobilités en mobilisant le concept de race sous peine de ne pas objectiver ce qui demeure pourtant central dans le quotidien des personnes. Ceci est nécessaire mais cela implique des précautions. Une catégorie, si elle est communément employée, est-elle pour autant pertinente? Comment éviter de réifier les catégories raciales opérantes dans la stigmatisation des enquêtées qui font objet de racialisation? Doit-on utiliser d'autres termes que ceux qui servent à dominer? Comment objectiver la domination sans prendre le risque d'essentialiser les personnes qui en font l'objet? Que faire des catégories raciales produites par les minorisés?

Comme le fait remarquer Swanie Potot au sujet des Roms, l'identification semble ne laisser aucune place au doute.

Il existe un consensus, dans les milieux savants comme dans le reste de la société roumaine, pour identifier des sujets en tant que « Roms », au-delà même de ce qu'ils peuvent déclarer (2018, 41).

Ce que la chercheuse affirme au sujet de la société roumaine est valable pour la société française dans le milieu académique comme dans le reste de la société. En effet, nombre de recherches, notamment en anthropologie culturelle, utilisent le terme « rom » sans interroger l'emploi de la catégorisation raciale. D'autres encore reprennent à leur compte les revendications du mouvement nationaliste de l'union rom internationale URI (Courthiade, Marcel 2003; Auzias, Claire 2002) et dessinent des contours rigides à l'identité rom en affirmant qu'il existe des caractéristiques exclusives à la culture rom (Potot 2018). Pour d'autres, dans une perspective constructiviste, l'emploi du terme « rom » renvoie à différents groupes (*neamuri*) dont les traits culturels sont explorés afin de montrer la vivacité et la dynamique de l'identité dans le temps et l'espace (Okely, Judith 2007; Clavé-Mercier 2010; Williams, Patrick 1986; Olivera, Martin 2007; Lièvre 2013; Benarrosh-Orsoni

2015; Piasere 1985). Le racisme et les discriminations sont dénoncés mais ne sont pas inscrits dans le paradigme des rapports sociaux. C'est-à-dire que les faits sociaux ne sont pas interprétés à partir du cadre théorique qui saisit le racisme comme un rapport de pouvoir structurant et hiérarchisant. La racialisation, comme processus par lequel se construisent les rapports sociaux de race, ne constitue pas leur objet de recherche. Il n'est donc pas étonnant que la catégorisation ne suscite ni enjeu ni précaution et que « le principe d'inquiétude permettant de naturaliser et de repolitiser les questions raciales (Mazouz 2008, 82) » ne soit pas intégré à la démarche.

Par exemple, dans l'ouvrage « L'État et la pauvreté étrangère en Europe occidentale. Trajectoires de migrants « roms » roumains en Espagne, France et Italie » qui étudie les effets de l'action publique sur les pratiques des migrant<sup>es</sup>, les auteu<sup>ices</sup> identifient quatre difficultés pour sortir de la pauvreté. La « violence institutionnelle (Bergeon, Legros, et al. 2023, 178) » et les discriminations sont identifiés comme des obstacles au même titre que le manque d'offre d'emplois adaptés et la précarité des conditions de logement.

Les migrants enquêtés se heurtent à quatre grands types de difficultés dans les régions d'installation : la rareté des opportunités économiques ; les difficultés de logement et les obstacles institutionnels ; et les discriminations qui visent notamment les groupes assimilés aux Roms et aux Tsiganes (Bergeon, Legros, et al. 2023, 208).

Il est certain que les migrant<sup>es</sup> « roms » rencontrent des difficultés pour accéder au logement et à l'emploi et cela est confirmé par de nombreux autres travaux et par ma propre enquête (Cousin 2015; Sigona 2011; Aguilera et Vitale 2015; Bergeon 2010; L. Bourgois 2020; Véniat 2016; Rosa 2016; Nacu 2010). Cependant, racisme et difficultés de logement ne sont pas des obstacles que l'on peut mettre sur le même plan.

Dans une perspective matérialiste, cette recherche conçoit le racisme non pas comme le traitement inégalitaire et ponctuel d'une personne (ceci définit une discrimination<sup>10</sup>) mais comme une idéologie hiérarchisant des groupes sociaux sur des critères raciaux. En conséquence, le racisme ne peut pas être analysé comme une difficulté supplémentaire que rencontrent les migrant<sup>es</sup>. Le racisme est une idéologie qui oppresse structurellement les personnes racisées et génère de l'exclusion, de la précarité et parfois de la violence.

En effet, il s'agit de considérer que les rapports sociaux de classe, de sexe et de race déterminent les positions sociales des individus. Autrement dit, le racisme ne constitue pas

---

<sup>10</sup> Voir entre autres (Simon 2006).

une cause parmi d'autres de la pauvreté des migrant·es mais, il crée une situation d'oppression de laquelle découle le mal-logement, le chômage et les « obstacles institutionnels ».

- « L'aporie de l'énonciation performative » et les guillemets

En ce qui concerne mon terrain d'enquête, qu'il s'agisse des associations humanitaires, des riverains, des architectes bénévoles, des pouvoirs publics, des opérateurs sociaux ou des municipalités, toutes considèrent que les personnes en bidonville sont Roms. Si leurs intentions ne sont pas forcément racistes, l'assignation est, elle, bien réelle mais les conséquences sociales de l'assignation n'interviennent pas sur le même plan. La race étant un rapport social, le degré d'asymétrie est fonction du pouvoir détenu par chaque membre engagé dans la relation. L'assignation formulée par l'architecte bénévole n'a donc pas le même poids celle produite par le préfet ou le maire.

Contre cette identification systématique, des chercheur·es ont préféré ne pas employer le terme « rom » afin de « se distancier de [l']essentialisation d'une population (Fontaine, Roche, et Teppe 2016, 14) » et de « dépasser [l']approche ethnicisante (Véniat 2018, 128) ». Cependant, « privilégier une lecture sociale et spatiale (Véniat 2018, 128) » des bidonvilles revient à faire l'impasse sur ce rapport social pourtant crucial. En effet, les habitant·es de bidonville ne sont pas seulement « des familles étrangères sans-domiciles, rencontrant des difficultés afférentes pour leur séjour en France (Fontaine, Roche, et Teppe 2016, 5). » Ce sont des personnes victimes de racisme. Les conséquences matérielles directes qui en découlent doivent être analysées avec les outils adéquats.

Le racisme que subissent les personnes en bidonville est un racisme spécifique qui porte le nom de romaphobie ou d'antitsiganisme dont l'origine remonte à une période bien antérieure aux bidonvilles contemporains comme je l'ai montré plus haut (Asséo, Henriette 2007; About 2020; Mile 2020; Vitale, Tommaso 2009). Ce rapport de domination particulier s'appuie sur des préjugés et des représentations propres à l'imaginaire relatif à la « culture tsigane » et donc distincts d'autres groupes minorisés. L'assignation s'effectue à partir de caractéristiques variées : vêtements et bijoux portés par les femmes, langue, activités économiques, nationalité, couleur de peau, type d'habitat. Elle renvoie à une stigmatisation particulière : être malhonnête, sale, nomade, avoir beaucoup d'enfants, mal gérer son budget... Les personnes minorisées racialement ne sont donc pas toutes racisées et stigmatisées de la même manière. Il est donc indispensable de préciser la manière dont sont racisés les habitant·es de bidonvilles afin de comprendre le contexte dans lequel prennent forme les discriminations. Autrement dit, pour aborder les spécificités du racisme anti-rom, on ne peut faire l'économie de la catégorie raciale « rom ».

Confrontée à *l'aporie de l'énonciation performative*, j'ai fait le choix *modeste* d'employer l'expression « roms ou identifiées comme telles » ou bien « rom » entre guillemets afin de manipuler les catégories avec précaution sans nier la dimension raciale. Les guillemets sont utilisés pour indiquer que les personnes, qu'elles s'identifient de la sorte ou non, sont racialisées comme roms *a priori*. Ils renvoient au fait que l'assignation raciale est produite en dehors de ce travail de recherche. En revanche, lorsque qu'il s'agit d'évoquer une situation à laquelle participe une personne qui s'identifie ou se revendique comme rom, je n'emploierai pas de guillemets car cela reviendrait à atténuer cette dimension de son identité. Par ailleurs, je n'utilise pas de guillemets non plus quand je cite des travaux de recherche sur les sociétés romanès.

J'ai montré la pertinence de la mobilisation du cadre théorique de la CRT (*critical race theory*) et de la sociologie de la race pour l'analyse de pratiques spatiales de personnes identifiées comme roms opprimées par l'antitsiganisme depuis plusieurs siècles à travers plusieurs pays. Si les recherches sur les mobilités des « Roms » ne s'inscrivent pas dans ce cadre théorique, elles apportent néanmoins des données contextuelles précieuses nécessaires au déroulé de mon argumentation sur les mobilités quotidiennes.

### **c) Des mobilités transnationales et résidentielles imbriquées**

Certaines approches en sociologie des mobilités (Sheller 2018; Cresswell 2010; Bassand et Brulhardt 1983) considèrent la mobilité est un fait social total qui englobe toutes les échelles spatiales. Alors qu'elles sont conventionnellement analysées séparément et qu'elles appartiennent à des champs différents (la géographie des migrations, la sociologie du logement, la socioéconomie du transport par exemple) il conviendrait de les penser ensemble pour comprendre au mieux les pratiques et les modes d'habiter des personnes.

Cette thèse, en entrant par les mobilités quotidiennes pour comprendre les rapports de pouvoir dans l'espace, ne propose pas une analyse conjointe de toutes les échelles de mobilités. Les mobilités transnationales ne constituent pas une entrée à part entière. En revanche, la position des enquêtées en tant que migrantes transnationales est appréhendée dans l'analyse de leur mobilité quotidienne tout comme leur situation de vulnérabilité résidentielle caractérisée par une importante mobilité résidentielle.



Ma réflexion s'appuie les nombreux travaux qui ont abordé les échelles transnationales et résidentielles des « migrants roms<sup>11</sup> ». Voici une revue de la littérature des travaux les plus marquants que ce travail, sur l'échelle locale des mobilités, vient enrichir avec l'approche féministe intersectionnelle.

- Des mobilités transnationales liées à la précarité en Roumanie

Les travaux sur les mobilités des Roms de la Roumanie post-communiste ont souligné le caractère transnational des migrations. En effet, comme nous l'enseignent les études transnationales (Schiller, Basch, et Blanc 1995; Ma Mung 1999; Morokvasic-Muller 1999; Peraldi 2001; Tarrus 1992), se restreindre à l'analyse de la situation dans le pays de départ et dans celui d'arrivée selon le modèle *push-pull* ne suffit pas. C'est bien plus la notion de circulation que d'immigration ou d'émigration qui caractérise les mobilités des migrant·es car ils entretiennent un lien familial et matériel avec la Roumanie qui prend la forme de projets immobiliers, de transports d'objets, de communication à distance etc. (Potot 2002; Benarrosh-Orsoni 2015; 2016; Diminescu 2014; Bergeon, Legros, et al. 2023; Diminescu, Ohlinger, et Rey 2001; Michalon 2002).

Plusieurs dates jalonnent les migrations roms et roumaines. La libre-circulation dans l'espace Schengen en 2002 puis l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007 autorise les ressortissant·es à migrer. À l'échelle nationale, bien qu'il soit difficile de quantifier avec précisions les migrations en termes ethniques, la part des Roms émigrant·es est proportionnelle à la part des émigrant·es des autres groupes (environ 10%). Cela contredit la théorie de « l'appel d'air » selon laquelle l'ouverture des frontières aurait provoqué une arrivée massive de Roms dans les pays d'Europe de l'ouest (Potot 2018; Olivera 2009b; 2014b). En 2014, la levée des mesures transitoires autorisant les ressortissant·es roumains à accéder à tous les secteurs d'emploi en France ne constitue pas un tournant majeur dans les migrations roumaines (Potot 2009; Bergeon, Legros, et al. 2023; Olivera 2014b).

Dans le cas des migrant·es de l'Ouest de la Roumanie, Norah Benarrosh-Orsoni (2015) montre que, loin d'être définitives, les migrations de ses enquêté·s sont pendulaires. L'installation en France, dans la ville de Montreuil, doit donc se comprendre à l'aune des projets de retour dans le village d'origine en Roumanie. Elle analyse ainsi les pratiques

---

<sup>11</sup> C'est souvent cette formule qui est employée dans les recherches que je cite sur les mobilités transnationales et résidentielles des Roms et des habitant·es de bidonville (Legros et Vitale 2011; Rosa 2016; Bergeon, Legros, et al. 2023).

économiques en France, l'aménagement de l'espace domestique, la circulation des objets à travers les deux pays et l'investissement dans l'immobilier en Roumanie. La maisonnée, concept issu de l'anthropologie de la famille désignant l'unité économique qui regroupe des personnes qu'elles soient apparentées ou non, prend une forme transnationale. Ses membres circulent entre le village d'origine et les villes d'installation. Leur migration reflète les liens sociaux et familiaux qui les réunissent. La maisonnée est donc pluri-localisée. De plus, la communication par téléphone portable et internet resserrent les liens familiaux et permet de « faire famille » ou d'en construire une nouvelle malgré la distance qui sépare les personnes (Imbert, Lelièvre, et Lessault 2021; Diminescu 2014; Diminescu et al. 2010; Benarrosh-Orsoni 2016).

À travers l'étude d'une soixantaine de trajectoires de migrants « roms » roumains (en Italie, France et Espagne), Bergeon, Clavé-Mercier, Daniele et Peltier (2023) identifient trois types de parcours migratoires combinant ancrage et mobilités. Le plus fréquent est le parcours « simple » qui s'articule sur deux lieux d'ancrage. La pratique du double-ancrage s'explique par une connaissance du lieu situé à l'étranger depuis plusieurs générations et le développement de ressources pour accéder au logement et à l'emploi. Si les retours vers la Roumanie ont parfois lieu pour des raisons familiales ou immobilières, ils sont malgré tout souvent le résultat d'expulsions de lieux de vie ou sont forcés par les autorités locales qui délivrent une obligation de quitter le territoire.

Le deuxième parcours est celui en « saut de puces ». Il s'agit de trajectoires plus complexes. La trajectoire est faite d'étapes intermédiaires et de retours vers la Roumanie avant l'installation plus stable dans une ville étrangère. Cela s'explique par des tentatives migratoires qui ont parfois échoué, des emplois saisonniers ou des unions conjugales entraînant une migration parfois suivie de divorces donnant lieu à un retour en Roumanie ou à l'installation dans une autre ville.

Le troisième parcours est constitué de lieux d'ancrage multiples. Contrairement au parcours précédent, les ancrages sont concomitants. Cette pratique est possible grâce à l'existence d'un réseau familial étendu parfois à trois pays. La personne migrante se rend dans chacun des lieux d'ancrages pour des raisons économiques et familiales sans nécessaire hiérarchie entre les lieux.

Ce contexte de migration transnationale, dont la littérature traite amplement, constitue la toile de fond sur laquelle s'inscrivent les trajectoires de mes enquêtées et leurs mobilités quotidiennes et dont on ne peut se passer pour en rendre compte.

- Des mobilités résidentielles contraintes liées à la situation en bidonville en France

La mobilité résidentielle au sens strict renvoie au changement de résidence (Bonvalet et Brun 2002). Mais elle peut être définie plus largement en prenant en compte le changement de la situation, de la position ou du statut résidentiel de l'individu ou du ménage dans l'espace résidentiel (Fol, Miot, et Vignal 2016; Imbert et al. 2014; Giroud 2007).

Les migrant·es à destination de la France connaissent des mobilités résidentielles particulièrement intenses qui s'explique par la nature même des conditions de vie en bidonville.

La migration dans le cas des personnes de l'enquête entraîne un dépaysement à plusieurs égards. En effet, leur arrivée en France rime avec une dégradation du statut résidentiel. Ils passent du statut de propriétaire de maison individuelle au statut de squatteurs ou de sans-abri. Contrairement à d'autres migrant·es qui peuvent s'appuyer sur un réseau migratoire leur facilitant l'accès à un logement standard et à un emploi, ils trouvent refuge dans les marges de la ville et s'installent sur le trottoir, sous des ponts, dans des friches, en bordure de routes ou de voies ferrées, sur des terrains délaissés ou des bâtiments inoccupés. Dans ces interstices urbains, se construisent petit à petit des bidonvilles, en marge de la production formelle de la ville (Agier 2013; 2014; Agier et Bouillon 2018; Olivera 2014a). Face aux expulsions systématiques et aux hébergements aléatoires, les migrant·es « roms » observent une trajectoire résidentielle segmentée où une variété de lieux de vie sont traversés : bidonville, hébergement d'urgence, hôtel social, résidence familiale, rue, village d'insertion, logement social...

Le bidonville étant souvent l'étape la plus longue, j'explicitai l'usage de ce terme en écho à d'autres travaux dans le cadre de cette thèse avant de développer la façon dont la situation résidentielle en bidonville, comme le montre la littérature abondante sur la question, génère une mobilité résidentielle particulièrement accrue qui perturbe les repères spatiaux des personnes et conditionne leurs mobilités quotidiennes.

- Le bidonville, une forme urbaine persistante et mondiale

Depuis une dizaine d'années, des chercheur·es et des militant·es utilisent le terme de « bidonville » afin de se distancier de l'expression « campement illicite de Roms » utilisée par les pouvoirs publics et les médias. En effet, le terme « campement » renvoie à une installation temporaire jalonnant une itinérance initiée à l'étranger. Or les habitant·es en question ne sont pas nomades. Il s'agit de souligner la dimension auto-construite – plutôt qu'« illicite » – en la considérant comme l'expression d'un « droit à la ville en actes » que

s'octroient les personnes les plus marginalisées (Aguilera et Bouillon 2013). Utiliser le terme bidonville permet de faire référence à un type d'habitat informel qui n'est pas spécifique aux Roms mais qui exprime la précarité résidentielle et la marginalisation que d'autres personnes rencontrent à travers le monde.

L'avantage de ce terme est de résonner à la fois avec l'histoire urbaine de l'Île-de-France et avec la réalité urbaine contemporaine. En effet, la présence des bidonvilles en France n'est pas un phénomène récent. Des habitations de la « Zone » sur les anciennes fortifications de Paris dans les années 1900 (Olivera 2015a) aux bidonvilles des années 1960 (Blanc-Chaléard 2016; Delon 2017a; Collet 2019), ce type d'habitat traverse les générations mais aussi les frontières (Paquot 2022). À travers le monde, plus d'un milliard de personnes habitent dans des *favelas* au Brésil, *township* en Afrique du Sud, *chabolos* en Espagne ou *gecekondus* en Turquie. Cette « planet of slums » (M. Davis 2006) devrait abriter deux milliards de personnes d'ici 2030 d'après ONU Habitat. L'habitat informel que constitue le bidonville n'est donc pas marginal numériquement. En revanche, il constitue une marge au vu des standards urbains. Selon ONU Habitat (2003), un quartier est qualifié de bidonville s'il regroupe un certain nombre de caractéristiques : la surpopulation, l'absence de connexion aux infrastructures sanitaires (assainissement, eau, électricité, ramassage des déchets, éclairage...), la non-conformité de l'habitat (matériaux, sécurité, titre d'occupation), dangerosité des sites d'installation (terrains inondables, pollués, à proximité de zones à risques), pauvreté et exclusion sociale.

Pour autant, la situation actuelle des bidonvilles en France, contrairement à la plupart des bidonvilles ou quartiers informels dans le monde, qui sont aussi occupés de manière illégale, est caractérisée par des évacuations systématique<sup>12</sup>.

o Des évacuations productrices de précarité

---

<sup>12</sup> Dans les années 1960 en France également, les habitant.es vivaient en bidonville pendant des années jusque leur relogement en cité de transit ou en HLM sans vivre d'expulsions à répétition. Dans d'autres contextes comme au Brésil ou en Inde où l'habitat informel est plus répandu qu'en France, les bidonvilles forment des quartiers dont le caractère informel est toléré et ne suscite pas systématiquement d'évacuations massives. Depuis une quinzaine d'années à Rio de Janeiro, une politique de surveillance a été mise en place sur certaines favelas entraînant des contrôles policiers et l'augmentation du prix de l'eau et l'électricité. Ces mesures ont eu pour conséquences le départ de 67000 personnes. Ces « expulsions blanches » constituent une nouvelle technique de gouvernement des favelas qui succèdent aux « politiques de relogement » qui, des années 1940 à 1980, ont éradiqué une centaine de favela et expulsé plus de 150 000 personnes (Vieira da Cunha 2018).

Les bidonvilles sont visés par deux types de procédure : l'évacuation du terrain ou l'expulsion des habitant·es. L'évacuation est une mesure de police administrative. Elle est initiée par une autorité publique qui détient des pouvoirs de police (préfecture ou mairie) et rend un arrêté stipulant, au vu de la loi, les raisons de l'évacuation. L'expulsion concerne les occupant·es. Elle est ordonnée par un magistrat qui statue, à l'issue d'un procès, sur le litige opposant une occupant·e à une propriétaire (Cousin 2012; Cousin et Legros 2014, 9). En 2016, 10 500 personnes ont été expulsées du bidonville où elles vivaient, soit les deux tiers des habitant·es de bidonville (Fondation Abbé Pierre 2018).

Les évacuations autant que les expulsions donnent lieu à des ruptures dans la trajectoire résidentielle qui entraînent une réinstallation en bidonville, une période d'errance à la rue, une prise en charge en hôtel social, une sélection en projet d'insertion (type village d'insertion), une rétention administrative ou parfois un départ pour la Roumanie. Certaines personnes, c'est le cas de la plupart de mes enquêtés, sont même expulsées plusieurs fois dans l'année.

Cette forme de « mobilité contrainte (Legros et Vitale 2011) », dont sont victimes d'autres migrant·es – en France (Bontemps et al. 2018; Courant et al. 2019; Guenebeaud 2016), en Guyane (Léobal 2017) ou au Maroc (Edogué Ntang 2014; Tyszler 2021) – vivant en habitat informel ou en « campement<sup>13</sup> » conduisent à une précarisation des conditions de vie. Dans le cas des habitant·es des bidonvilles « roms », les évacuations peuvent entraîner une interruption des soins de santé, de l'emploi, de la scolarisation et des démarches administratives (Véniat 2018; Rosa 2017; Romeurope 2018; L. Bourgois 2019; L. Bourgois et al. 2015). Quand l'évacuation n'est pas anticipée, les habitant·es n'ont que quelques minutes pour partir, ce qui entraîne des pertes ou des abandons d'affaires personnelles parfois précieuses comme des dossiers de santé ou des papiers d'identités. Les personnes absentes le jour de l'évacuation et n'étant pas prévenues voient leurs affaires et leur logement détruits à leur retour et se retrouvent avec pour tout bagage ce qu'elles portent sur elles ce jour-là.

○ La prise en charge par le Samu social (115)

La circulaire de 2012 « relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicite<sup>14</sup> » entend rompre avec la circulaire de 2010 qui a cours jusque-là et proposer systématiquement, en lieu et place des évacuations sèches, une prise

---

<sup>13</sup> Dans *Un monde de camps*, Michel Agier (2014) conceptualise « l'encampement du monde » à travers quatre types de camps. Les camps gérés par des institutions internationales comme le HCR, les camps de déplacés internes, les campements informels et les centres de rétention administrative.

<sup>14</sup> Circulaire interministérielle NOR INTK1233053C du 26/08/2012.

en charge en hôtel social. De 2012 à 2017, les agent<sup>es</sup> du groupe d'intervention préfectorale (GIP) réalisent des « diagnostics » afin de collecter des informations sur les occupant<sup>es</sup> en vue de l'hébergement (âge, sexe, nationalité, composition familiale, migration, santé, emploi...). Il s'agit de classer les situations sur des critères de vulnérabilité. En réalité, de nombreuses recherches montrent que peu d'hébergements sont proposés et quand ils le sont, ils ne concernent pas toutes les habitant<sup>es</sup> mais les plus « vulnérables » c'est-à-dire les femmes enceintes, les personnes malades et les ménages avec nourrissons. Par ailleurs, ils sont souvent mal adaptés à l'ancrage spatial des familles et à leur composition (famille nombreuse, mineur<sup>es</sup> non-accompagné<sup>s</sup>, famille intergénérationnelle). Le manque de place en hébergement social – surtout en hiver – génère des propositions situées parfois à des dizaines de kilomètres des lieux de vie initiaux (Cousin et Legros 2014; Caseau 2020a; Eloy 2020; Fontaine, Roche, et Teppe 2016).

L'intervention de l'action publique ne se résume pas aux évacuations et à l'hébergement d'urgence. Des « projets d'insertion » voient le jour dès les années 2000<sup>15</sup>. Cependant, ces projets, peu nombreux et très sélectifs, impliquent systématiquement une mobilité résidentielle des candidat<sup>es</sup> sélectionnés.

- La sélection à un projet d'insertion : une trajectoire résidentielle sinueuse

Les projets d'insertion qui ont vu le jour depuis une vingtaine d'années, s'ils se distinguent en termes de gouvernance, partagent dans les faits de nombreux points communs : sélection des candidats, habitat en modulaire sur un terrain isolé, suivi social.

La configuration la plus fréquente (Aubervilliers, Saint-Denis, Montreuil, Metz) consiste en la sélection d'habitantes d'un bidonville sur la base de « critères d'insérabilité » ou « d'employabilité » qui varient selon les projets et qui ne sont pas toujours explicités : expériences professionnelles, maîtrise du français, niveau scolaire, aptitude physique, permis de conduire etc. (Lurbe I Puerto 2015; Costil et Roche 2015; Legros 2010; Olivera 2016; Bessone et al. 2014). Les personnes sont installées sur un terrain aménagé en habitat modulaire (type algeco) et un suivi social pour l'ouverture des droits est lancé. Les projets prévoient une insertion qui se compose de deux volets : le travail et le logement. Contrairement à l'hébergement social obtenu par le 115, la vulnérabilité n'est pas une caractéristique qui conditionne la sélection. Au contraire, les candidat<sup>es</sup> doivent faire preuve de détermination et de robustesse afin de garantir aux opérateurs qu'ils seront capables de

---

<sup>15</sup> Pour une étude des premiers villages d'insertion, voir (Aguilera 2017).

subvenir à leur besoin, de cesser la pratique d'activités informelles et de payer le loyer d'un logement standard. En cas de non-respect du règlement intérieur, une exclusion – et donc un retour à la rue ou au bidonville – est prononcée remettant en circulation des personnes qui étaient en voie d'accéder au logement. En outre, l'arrivée dans le projet d'insertion ne garantit pas l'accès à un relogement définitif. La tension sur le marché du logement social est telle que les personnes parfois ne bénéficient pas, comme le contrat d'insertion le prévoit, d'une mobilité résidentielle vers un logement pérenne et restent « bloquées » à l'étape du logement intermédiaire.

Le parcours d'insertion tel qu'il s'écrit par les institutions se base sur la mobilité résidentielle soit, parce qu'une durée limitée à l'hébergement est systématiquement fixée soit parce que les parcours d'insertion ne sont jamais initiés *à partir* du bidonville. L'action publique considère que la mobilité résidentielle est partie prenante du *parcours* d'insertion. Thomas Aguilera (2016b) remarque pourtant que dans les « Suds » la politique de « normalisation » ou de « régularisation » est bien plus souvent employée. Il s'agit d'améliorer les conditions de vie en raccordant le bidonville aux infrastructures d'eau, d'électricité et d'assainissement ou en délivrant des titres de propriétés aux habitant·es. En France et en Espagne, l'action publique est réticente à l'idée de normalisation pour trois raisons : la crainte de l'appel d'air, les troubles à l'ordre public et le coût de l'opération. Par ailleurs, Thomas Aguilera considère que, contrairement à la mobilisation du « mouvement squat », qui se manifeste notamment par des actions contestataires, le militantisme pour la défense des droits des Roms et des occupant·es de terrain repose sur des ressources conventionnelles et légales, ne poussant pas les pouvoirs publics à remettre en question leur action et à modifier leur agenda.

J'ai mené une partie de mon enquête sur le projet « Du bidonville à la ville » (voir chapitre 3 pour la présentation du projet). C'est un des rares projets de « résorption douce » en France (Aguilera 2016b; Huyghe 2016). Il s'est fixé pour objectif d'améliorer les conditions de vie sur place tout en accompagnant les habitant·es dans leurs démarches d'accès aux droits depuis le bidonville. Nous verrons tout au long de la thèse à travers notamment les expériences de mobilités de Sorina et Veronica comment l'absence d'évacuation et le suivi social étendu sur plusieurs années améliorent leur mobilité quotidienne par rapport à d'autres femmes éloignées des droits sociaux et subissant les évacuations répétées.

En résumé, l'hébergement d'urgence et les projets d'insertion ne mettent pas un terme à l'errance et constituent un prolongement de la mobilité résidentielle vécue en bidonville à cause des expulsions. En outre, ces deux alternatives au bidonville procèdent, à partir de critères pourtant différents, à l'exclusion de la plupart des personnes. La forte sélectivité est

le reflet de la faiblesse du nombre de projets initiés. Peu de projets, beaucoup de sélection, très peu d'admission.

#### **d) Une dépendance accrue aux ressources urbaines dont les mobilités pour y accéder demeurent dans l'angle mort de la littérature sur les mobilités des « Roms »**

On l'a vu, il existe beaucoup de travaux sur la mobilité des « Roms » : les migrations dans l'histoire (Asséo 2002; Sutare 2018; Delépine 2016; About 2010; Reyniers 2006), les pratiques transnationales (Benarrosh-Orsoni 2015; Bergeon, Céline 2011; Reyniers 2001; Bergeon, Legros, et al. 2023) et les situations contemporaines de mobilités forcées et d'errance en Europe de l'ouest (De Genova 2021; Legros et Vitale 2011; Daniele, Pasta, et Persico 2018; Alunni 2011; Manzoni 2017; Cousin 2012). Ces travaux de sciences politiques, de sociologie, de géographie ou d'anthropologie témoignent de la tension qui réside entre une mobilité intense et les obstacles qui jalonnent la circulation.

Néanmoins les pratiques de mobilités dans la ville ne font pas l'objet d'un examen à part entière. Or, étant donné la répression dont font l'objet les personnes identifiées comme roms dans l'espace public, il est nécessaire d'explorer la manière dont, *malgré tout*, les personnes accèdent aux ressources urbaines et se maintiennent en (marge de la) ville.

Comme le remarquent Olivier Legros et Tommaso Vitale, la ville est une ressource vitale.

Comme tant d'autres migrants, les Roms en provenance de l'Europe centrale et des Balkans, sont attirés par les grandes villes où se concentrent désormais les opportunités, en particulier celles économiques. (...) La ville constitue ainsi le cadre ou la scène de la « question rom ».

L'ancrage en ville est ainsi une condition indispensable à la survie car il permet la construction de repères et de compétences pour accéder aux ressources urbaines. Paradoxalement, leur usage de la ville est en même temps ce qui les désigne comme public-cible de politiques répressives.

En effet, les migrants viennent, pour la plupart de régions rurales en Roumanie qu'ils quittent pour s'installer en ville en vue d'améliorer leurs conditions de vie (Bergeon, Legros, et al. 2023). Ils trouvent refuge en périphérie des villes ou dans ses interstices. Ces lieux, bien que marginaux, permettent l'accès aux ressources urbaines dont dépend leur survie : marché aux puces, lieux de mendicité, magasins, services publics, grossistes de métal (Rosa 2016; Florin et Garret 2019; Olivera 2015b). Cependant, ces pratiques spatiales, à la fois résidentielles (habiter un squat ou un bidonville) et urbaines (mendicité, ferraille, travail du sexe, biffe) sont considérées comme déviantes et suscitent des conflits. Muriel Froment-



Meurice (2016) considère que ce sont notamment les usages que font les « Roms » de l'espace public qui participent à les désigner comme « indésirables » devant être « mis en circulation ».

Éric Fassin (2014, 42) parle d'une politique de l'usure où, « à force de tracasseries, il s'agit de décourager les migrant·es, dans l'espoir qu'ils renoncent et finissent par partir sans qu'il soit besoin de les expulser. ». Il nomme cette « technologie gouvernementale » *l'auto-expulsion*. Inventée aux États-Unis par la droite républicaine contre les immigrés, il s'agit de bloquer ou de compliquer l'arrivée de nouvelles migrant·es tout en rendant la vie impossible aux immigrés installés en empêchant l'accès aux droits sociaux. C'est le cas en France puisqu'avant 2014, les ressortissant·es n'avaient pas accès à tous les secteurs d'emploi. Les discriminations à l'embauche, au logement et au soin de santé sont encore aujourd'hui nombreuses. Les refus de scolarisation sont fréquents et les brimades policières (amendes, harcèlement, intimidation) sont régulièrement dénoncées par les associations (É. Fassin et al. 2014, 43; Défenseurs des 2016; Romeurope 2018; Gisti 2013). Dans la mesure où les pratiques spatiales assurant leur survie sont réprimées et que le harcèlement et les agressions ont lieu dans l'espace public, il paraît crucial de chercher à comprendre, comment malgré tout, les personnes parviennent à vivre, à se déplacer et à se maintenir dans un espace urbain hostile et dangereux.

En effet, depuis que les recensements sont faits, le nombre de personnes en bidonville varie peu, sans pour autant qu'il n'y ait eu de relogements massifs (Aguilera 2017; Bergeon, Legros, et al. 2023; DIHAL 2021). Depuis 2013, entre 15000 et 20000 personnes habitent en bidonville en France hexagonale. En 2017, environ 6000 personnes vivent en Île-de-France dans 400 lieux de vie<sup>16</sup>.

Certaines recherches permettent d'ores et déjà d'éclairer les pratiques de débrouille dans l'espace public. Céline Véniat (2018, 130) affirme que les « pratiques de récupération et d'aménagement de l'habitat démontrent une volonté d'ancrage local en lien avec une circularité dans un espace urbain maîtrisé ». Dans le même sens, Gaspard Lion (2014) note, à propos d'autres « indésirables » urbains : les habitants du Bois de Vincennes, que les mobilités quotidiennes leur permettent de « rendre la ville familière » (Agier 2009).

---

<sup>16</sup> La délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), dont l'expliciterai le rôle dans le chapitre 4, s'appuie sur les recensements préfectoraux qui excluent les campements de rue et la « jungle » de Calais occupés par des ressortissant·es extra-européens.

Ils ont tissé peu à peu des liens de proximité et instauré des repères qui ancrent leur vie quotidienne dans le quartier. Même, et surtout, peut-être, pour les habitants du bois, les déplacements dans la ville s'avèrent ainsi être au cœur de l'habiter (2014, 976).

Dans cette thèse, je propose de suivre la piste des mobilités quotidiennes comme moyen de survie et d'ancrage dans la métropole pour les habitant·es « roms » des bidonvilles et des marges.

Certes identifiées dans les travaux sur le sans-abrisme (Anderson 1993; Ruddick 1990; Wolch et Rowe 1992; Damon 2002; Augé 2011; Pichon 2010; Maurin 2017; Pichon, Girola, et Jouve 2016), les mobilités quotidiennes n'ont toutefois pas été prises, pour le moment, comme objet de recherche à part entière. Pourtant, l'étude des mobilités urbaines ou mobilités quotidiennes, permet d'aborder plusieurs thèmes associés aux pratiques de survie : savoir-faire habitant, accessibilité de la ville, normes urbaines. Il s'agit d'analyser la tension qui caractérise les mobilités quotidiennes des personnes identifiées comme roms en bidonville. Activité banale pour beaucoup, cette pratique du quotidien est, pour elles et eux, tout aussi vitale que dangereuse.

Puisque sortir de chez soi est indispensable à la survie, comment s'y prendre ?

Suivre le fil des mobilités en les inscrivant dans les rapports sociaux permet de saisir les normes qui régissent l'espace urbain, les contraintes qu'elles font peser sur les personnes et les tactiques que celles-ci développent pour accéder à la ville malgré tout.

Cette revue de la littérature sur les pratiques transnationales, sur l'hébergement social et sur les conditions des projets d'insertions a permis de montrer que les habitant·es des bidonvilles, en plus d'être migrant·es, observent des mobilités intenses à plusieurs échelles qui mettent en péril un ancrage pourtant indispensable à leur survie étant donné les discriminations dont ils font l'objet. J'ai souligné que les mobilités à l'échelle de la ville sont cependant moins documentées. Un deuxième angle mort demeure. Peu de travaux étudient la situation des femmes d'une part et adopte l'approche genre d'autre part.

Je propose dans la section suivante d'exposer l'intérêt et les enjeux que constituent le croisement du genre, de la race et des mobilités en convoquant la littérature portant sur les mobilités quotidiennes féminines qui a été produite dans une perspective féministe et intersectionnelle.

## **2. La dimension spatiale de l'intersectionnalité : articuler genre et race dans l'étude des mobilités quotidiennes**

Si des études ont porté sur la situation des femmes ou des adolescentes « roms » (Magyari-Vincze 2008; Oprea 2017; Popa et Krizsan 2018) et sur la situation de celles vivant en bidonville ou en habitats informels à l'étranger (Okely 2008; Maestri et Mantovan 2021; Sarcinelli 2014), le genre n'a été que récemment un objet de recherche dans les travaux universitaires sur les bidonvilles « roms » en France (Shah 2018; Caseau 2020a).

Anne-Cécile Caseau, qui a mené un travail de recherche doctorale sur la subjectivation politique des femmes roms, remarque « l'absence récurrente des rapports de genre dans [les] travaux qui ont fortement influencé la sphère d'étude sur l'expérience des Roms en France (Caseau 2020a, 43). » Dans ces travaux, les femmes ne sont certes pas invisibilisées. En effet, des descriptions fines apparaissent ponctuellement (Benarrosh-Orsoni 2015; Clavé-Mercier 2014a; Véniat 2018) et témoignent d'observations précises du quotidien, principalement dans l'espace domestique. Cependant, le prisme du genre n'est pas employé. Ces travaux n'analysent pas les scènes sociales en vue de dévoiler les rapports de pouvoir qui se jouent entre hommes et femmes et entre femmes. Leur expérience de la migration et du quotidien ne constitue pas un objet de recherche principal. On n'a peu accès à la subjectivité des femmes c'est-à-dire à la manière dont elles sont perçues et la manière dont elles se perçoivent.

La mobilité, on l'a vu précédemment, occupe une place centrale dans les travaux sur les « Roms » et les bidonvilles, mais la question du genre est peu prise en compte. Or les chercheuses féministes françaises Camille Schmoll et Lucia Dierenberger (2014), à la suite de Warf, Arias (2008) et Torre (2008) qui identifient un intérêt croissant pour la dimension spatiale des phénomènes sociaux, montrent comment les études de genre sont affectées par le « tournant spatial » et inversement comment le genre influence les disciplines dont l'espace constitue une composante centrale : la géographie et les études urbaines.

Plus encore, le croisement entre genre et mobilité offre de riches perspectives théoriques et empiriques.

Gender is not about observing how men and women move differently, but about a theoretical and methodological toolbox able to capture how socially, culturally, historically, constructed relations between the sexes inflect the texture of mobility, and vice versa (Elliot 2016, 76).

En convoquant plusieurs recherches issues de contextes nationaux différents, Alice Elliot (2016) explore la manière dont genre et mobilité s'influencent mutuellement de l'échelle du corps à l'échelle internationale. Selon elle, il y a une « efficacité mobile du genre » et une

« efficacité genrée de la mobilité ». C'est-à-dire que le genre détermine les manières de se déplacer et que la mobilité façonne le genre.

Je m'intéresserai aux mobilités à l'échelle de la ville, c'est-à-dire aux mobilités physiques. Je n'explorerai ainsi pas les mobilités virtuelles et l'usage d'internet et des réseaux sociaux bien que cela constitue des terrains d'études novateur et heuristique dans le champ des mobilités (Diminescu et al. 2010; Sheller et Urry 2006) et plus précisément des mobilités féminines (Uteng et Cresswell 2008; Schmoll 2017).

Ainsi, à la lumière des travaux existants à la fois sur les mobilités des « Roms » et sur les mobilités des femmes il s'agit de se demander, dans une perspective féministe, comment les femmes accèdent à la ville.

Sachant qu'en l'absence de revenu légal (travail rémunéré et aides sociales) leur survie dépend des ressources urbaines et que l'accès à l'espace public est limité par l'antitsiganisme et le genre comment parviennent-t-elles *malgré tout* à aller en ville ?

Puisque par rapport à la littérature existante sur les « Roms » et les bidonvilles, étudier les mobilités quotidiennes des femmes qui plus est dans une perspective féministe et intersectionnelle constitue un pas de côté, nous chercherons les outils empiriques et théoriques dont nous avons besoin dans la littérature existante issue d'autres enquêtes sur les mobilités quotidiennes menées dans une perspective croisant rapports sociaux de sexe, de race et de classe.

Je présenterai tout d'abord les épistémologies féministes qui servent de cadre à la plupart des études, puis je développerai des travaux qui portent sur l'accès à l'espace public et sur les mobilités quotidiennes de femmes et dont les apports théoriques et empiriques ont guidé la construction de mon objet de recherche : le continuum des violences sexistes et sexuelles, le travail domestique mobile et l'expérience vécue du racisme et du sexisme. Mais avant cela, précisons, à travers une rapide généalogie, l'usage que je fais du terme « genre ».

### **a) Les épistémologies féministes, un cadre théorique heuristique pour penser les mobilités minoritaires**

- Le genre comme rapport de pouvoir

Le concept de *genre* désigne le système de partition qui hiérarchise et attribue des caractéristiques et des valeurs aux *sexes*, entendus comme les « groupes et catégories produites par ce système (Bereni et al. 2012, 10) ». C'est ainsi que *le genre* « précède le sexe » c'est-à-dire « que cette partition hiérarchique de l'humanité en deux transforme en

distinction pertinente pour la pratique sociale une différence anatomique en elle-même dépourvue d'implications sociales ; que la pratique sociale et elle seule transforme en catégorie de pensée un fait physique en lui-même dépourvu de sens comme tous les faits physiques (Delphy 1998, 231) ». En effet, réduire l'humanité à deux groupes sexués est un tour de force épistémologique historiquement ancré que la biologiste Anne Fausto-Sterling a identifié dans les années 1990. Selon elle, la bi-catégorisation sexuelle est une construction scientifique et politique propre aux sociétés occidentales qui se structurent sur le dualisme nature/culture, public/privé, corps/esprit... (Fausto-Sterling 1993). Si « nous prenons en compte l'ensemble des niveaux de sexualité (physiologique, anatomique, chromosomique), il existe bien plus que deux sexes (mâle/femelle) (Dorlin 2008b, 43) ». Le sexe serait donc « un continuum modulable à l'infini (Fausto-Sterling 2012, 44-45) » qui s'étend entre les deux pôles masculins et féminins dans une multitude de configurations<sup>17</sup>.

En résumé, il s'agit ici non pas de considérer le genre comme *sexe social* ou comme un *contenu* variable dans un *contenant* stable – le sexe – mais comme un rapport de pouvoir. En ce sens, l'usage que je fais du concept *genre* est proche de l'expression « rapports sociaux de sexe » employée par les sociologues féministes en sociologie du travail dès les années 1970<sup>18</sup>. Cependant, dans le sillage des études de genre qui se développent en France<sup>19</sup> grâce à la traduction de l'article de Joan Scott (1988) « Genre : une catégorie utile de l'analyse historique », je m'attacherai à analyser des aspects ayant trait non seulement aux inégalités entre hommes et femmes mais aussi à la dimension symbolique de la construction des masculinités et des féminités. En empruntant à Michel Foucault l'analyse des discours et à

---

<sup>17</sup> Elsa Dorlin critique la reconduction de la binarité mâle/femelle qu'induit le concept de continuum et préfère parler de « idiosyncrasies sexuelles » (2008b, 51).

<sup>18</sup> Dans les années 1970, le mouvement féministe se caractérise par un équilibre entre théorie et action. Le milieu savant était étroitement lié au milieu militant. Puisqu'il s'agissait de s'armer théoriquement pour combattre pratiquement le patriarcat, les actrices du mouvement, qu'elles soient militantes ou intellectuelles, étaient féministes avant tout (Bard 2003). Dans les années 1980, la pensée féministe s'institutionnalise et entre peu à peu dans l'académie : colloque, revues, groupe de recherche ATP au CNRS (action thématique programmée). Depuis les années 2000, les études de genre (*gender studies* ou études genre) ont pris le pas sur les études féministes et les études sur les femmes (Bereni et al. 2012). L'institutionnalisation croissante de ce champ génère des débats tant dans le camp des féministes – notamment sur sa portée a priori moins critique comparé au terme « rapports sociaux de sexe » (Bereni et al. 2012; Hurtig et al. 2002; Maruani 2005; Clair et Dorlin 2022; Bidet-Mordrel 2010), que dans le camp de l'opposition (Bereni et Trachman 2014; Kuhar et Paternotte 2018).

<sup>19</sup> Cette institutionnalisation s'effectue à la fois au niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche par la création de masters (notamment à Paris 8, l'EHESS, Lyon 2 et Toulouse 2), de laboratoires et de départements universitaires consacrés aux études de genre. Voir aussi la thèse de Marie Perrin (2022).

Jacques Derrida la méthode de déconstruction des analyses de texte, Joan Scott « cherche à comprendre comment les sociétés différencient les hommes et les femmes, comment se construit le savoir culturel sur la différence des sexes et quels sont ses effets de pouvoir (Thébaud 2005, 61) ». En effet, dans la mesure où le genre est « un système signifiant qui structure les catégories de pensée (Bereni et al. 2012, 8) », il est important d'analyser les valeurs et représentations associées au masculin et au féminin. Dans le cadre de la mobilité, ce sont les oppositions symboliques lenteur/vitesse, public/privé, vulnérabilité/invincibilité, immobilité/mobilité qui seront notamment analysées à travers le prisme du genre (Uteng et Cresswell 2008; Elliot 2016).

Parmi les chercheuses qui ont participé à forgé le concept de genre cités ci-dessus, une partie se réclament des épistémologies féministes dont je propose d'en résumer les principes.

- Les épistémologies féministes : pour une science plus juste

Les épistémologies féministes rassemblent plusieurs « courants et traditions philosophiques (Flores Espínola 2012, 100) » : l'épistémologie féministe matérialiste, l'épistémologie du point de vue féministe noir et l'épistémologie féministe du positionnement issue des *sciences and techniques studies* (STS) théorisée dans les années 1980 aux États-Unis par des philosophes et biologistes féministes. Si elles se distinguent sur la question par exemple de savoir si le point de vue des minoritaires est l'unique voie pour produire une science juste (Lépinard et Lieber 2020), elles s'accordent sur le « scepticisme par rapport à la possibilité d'une théorie générale de la connaissance qui ne tienne aucunement compte du contexte social et du statut des sujets connaissant (L. Alcoff et Potter 1992 cité par; Flores Espínola 2012, 100) ».

À la suite de Maria Puig de la Bellacasa et Sarah Bracke (2013), je traduis *standpoint feminism* par « féminisme du positionnement » plutôt que par « féminisme du point de vue » car le terme « point de vue » fait référence dans le langage courant à un avis personnel que l'on porte sur une question, ce qui rapprocherait cette épistémologie des théories relativistes ou perspectivistes<sup>20</sup>. Or il s'agit de « prendre position », de manière féministe, dans la

---

<sup>20</sup> « Nous faisons le choix que *standpoint feminism* soit traduit par féminisme “du positionnement”, plutôt que du “point de vue”, alors que cette dernière expression est la plus courante en français et que le terme *standpoint* est, en anglais, synonyme de *viewpoint*. Mais le “point de vue”, ou encore la “perspective”, exposerait notre propos à des interprétations perspectivistes voire relativistes, contraires à notre intention et à celle des auteures dont nous présentons les écrits. “Point de vue” ou “perspective” auraient aussi l'inconvénient de diluer l'intensité contenue dans le terme *standpoint* qui suggère la résistance, l'opposition, l'adoption d'une attitude, la prise de position. La traduction par “positionnement” permet

production de la science. Comme l'indique Nancy Hartsock (1983b), il s'agit bien d'un positionnement *féministe* et non d'un positionnement *féminin*. Le *standpoint* est donc davantage une question de positionnement qu'une question de situation.

Le féminisme du positionnement s'articule autour de trois points principaux : les savoirs ne sont pas neutres mais ils sont situés ; les personnes marginalisées ont un point de vue privilégié sur le monde ; le féminisme implique une prise de position politique dont le projet social permet de produire des connaissances et une science plus justes.

Les concepts clés des épistémologies féministes du positionnement sont « l'objectivité forte » théorisé par Sandra Harding et que je propose de présenter maintenant et les « savoirs situés » théorisés par Donna Haraway que je présenterai dans un second temps.

Sandra Harding (1991) reprend la *standpoint theory* développée par la théorie marxiste dans laquelle il s'agit de comprendre les rapports sociaux de production à travers le point de vue du prolétariat (Hartsock 1983a). Voici comment la philosophe Maria Puig de la Bellacasa (2014), dans un ouvrage pionnier en langue française sur les épistémologies féministes, résume la pensée de Sandra Harding :

Harding partage l'argument principal auquel le féminisme du positionnement est souvent identifié : penser à partir des vies et expériences marginalisées (...) permet de rendre accessibles des points de vue différents sur le monde et de générer ainsi des questionnements critiques par rapport à la pensée qui prend comme objet et comme mesure la vie de groupes dominants (Puig de La Bellacasa 2014, 24).

Selon Harding, la science positiviste qui prétend être neutre et objective ne décrit qu'une partie du monde. Les épistémologies dominantes, en n'interrogeant pas les fondements politiques et le positionnement historique et social qui sous-tendent leur recherche, sont en réalité biaisées. Ainsi Harding prend au mot les détracteurs des épistémologies féministes en leur renvoyant les termes de leur propre critique. Elle démontre dans son ouvrage comment la recherche féministe a pu faire avancer l'objectivité. L'épistémologie féministe du positionnement défend une objectivité (plus) forte, qui vise à *mieux* décrire le monde. En s'intéressant aux vies marginalisées, les épistémologies du positionnement rétablissent le tort causé par les épistémologies dominantes. Il s'agit d'« exiger des sciences une ouverture constante aux positions/visions minoritaires (Puig de La Bellacasa 2014, 39 citées par ; Clair 2016a, 71) ».

---

dès lors d'insister sur le caractère politique, actif et construit du *standpoint* (Bracke et Puig de la Bellacasa 2013, 48 citées par; Clair 2016a, 69) ».

Dans le même sens, mais depuis la discipline des sciences et techniques, Donna Haraway (1988) élabore le concept de *savoirs situés*. À l'inverse du « truc divin » propre aux épistémologies dominantes qui « promettent une vision depuis partout et nulle part de manière égale et entière (Haraway 2007, 120) », les épistémologies féministes défendent une localisation, c'est-à-dire un positionnement depuis quelque part. Pour Donna Haraway, « l'objectivité féministe signifi[e] alors tout simplement 'savoirs situés' (2007, 115) ».

Le meilleur moyen d'obtenir une vue plus large est de se trouver quelque part en particulier. La question de la science dans le féminisme relève de l'objectivité comme rationalité positionnée. Ses images ne sont pas le résultat de l'évitement et de la transcendance des limites, c'est-à-dire la vue d'en haut, mais la rencontre de vues partielles et de voies hésitantes dans une position subjective (...) c'est-à-dire des vues à partie de quelque part (2007, 127).

Les savoirs situés renvoient à une double signification. Non seulement, *se situer* pour contextualiser les savoirs que l'on produit en tant que chercheur ou chercheuse afin d'échapper à une prétendue neutralité scientifique mais aussi visibiliser les savoirs des personnes minoritaires socialement *situées* à la marge.

Si le concept, et la citation plus haut, peuvent paraître abstraits, Terri Elliott (1994) en donne un exemple tout à fait parlant car il permet de saisir précisément en quoi le recours au concept de savoirs situés est heuristique dans la compréhension de l'accès à l'espace public urbain.

Deux personnes ont rendez-vous à l'intérieur d'un bâtiment. Y se déplace en fauteuil-roulant. X se déplace à l'aide de ses deux jambes. Elles ont deux expériences différentes de ce rendez-vous. Y arrive devant l'entrée, pousse la porte. La voilà dans le bâtiment. X arrive devant le bâtiment et voit une grande enfilade de marches du haut de laquelle se trouve l'entrée. Alors que Y a à peine noté la présence de l'escalier, X fait un meilleur diagnostic de l'espace : une estimation du nombre de marche, le matériau utilisé pour faire l'escalier et surtout, l'absence de rampe pour son fauteuil-roulant.

X sees all the nasty details of the things: the texture of the stone, the height, the depth, the chipped edges (Elliott 1994, 426).

Sandra Harding nomme cette compétence particulière des dominés le « privilège épistémique ». Selon elle, les femmes, dans une société patriarcale, ont une autre connaissance du monde car elles ne le voient pas du même point de vue que les hommes. Elles ne *font* pas la même expérience du monde qu'eux. Si Sandra Harding emploie la catégorie « femme », elle ne définit pas cette identité par des caractéristiques fixes mais comme le produit des rapports sociaux de sexe. Elle théorise ce que doit être une



épistémologie féministe du positionnement pas une épistémologie du positionnement des femmes.

La plupart des travaux qui emploient les épistémologies féministes se situent en sociologie, en science politique, en histoire ou en philosophie, les disciplines pour lesquelles l'espace urbain est un objet central manifestent un intérêt plus limité<sup>21</sup>.

### **b) La mise au travail de l'approche féministe dans les recherches sur les mobilités quotidiennes féminines croisant les rapports sociaux de sexe et de classe**

L'approche féministe dans l'étude des mobilités quotidiennes constitue un apport considérable sur le plan théorique et empirique qui sont nécessaires pour l'étude des mobilités de mes propres enquêtées : le continuum des violences de l'espace domestique à l'espace public, la différenciation des mobilités féminines en fonction des rapports sociaux de race, le travail domestique mobile.

- Considérer le genre comme une catégorie d'analyse dans l'étude des mobilités quotidiennes permet d'aller plus loin que la déconstruction des stéréotypes

Dans l'étude des mobilités quotidiennes féminines, le genre est parfois envisagé comme une simple variable sociodémographique au même titre que le sexe, l'âge, la profession. Une telle

---

<sup>21</sup> Parmi les travaux de thèse en urbanisme en France, seule Lucile Biarrotte (2021) fait appel aux épistémologies féministes. Elle s'est employée à analyser les pratiques professionnelles et la construction de la discipline avec le prisme du genre. Elle utilise le terme « théorie dhominante », traduction de « malestream theory » (Greed 1994) qui renvoie à la manière dont la conception urbaine et les analyses spatiales traditionnelles demeurent aveugles aux inégalités et aux différences entre les sexes. De plus, Lucile Biarrotte s'intéresse aux facteurs qui ont amené, dans les années 2010, la question du genre à se diffuser dans les services auprès d'agent·es non-spécialistes. L'intérêt majeur de son travail est de croiser deux champs d'études rarement associés malgré leurs similitudes : les études de genre et l'urbanisme. En effet, ces deux champs ont la particularité d'être « thématiques, c'est-à-dire s'attachant à des objets (...), pluridisciplinaires et interdisciplinaires (...), tournées vers l'action et le changement social (...), autoréflexives : elles ont toutes les deux des traditions critiques (Biarrotte 2021, 11) ».

approche est limitée en ce qu'elle ne tient pas compte des rapports de pouvoir structurels entre hommes et femmes : les rapports sociaux de sexe.

Des études portent sur la mobilité des femmes en tant que celles-ci constituent, non pas la moitié de la population mondiale mais, une « population particulière (Lévy et Dureau 2002) ». Ces études dans le champ des transports et de la psychologie sociale montrent, à juste titre, que les mobilités des femmes se distinguent de celles des hommes à de nombreux égards. En effet, elles prennent en général plus les transports en commun, elles marchent plus, se déplacent sur de plus courtes distances, ont des déplacements segmentés et se déplacent en dehors des heures de pointe (McGuckin et Murakami 1999; Scheiner et Holz-Rau 2017; Gilow 2020; Coutras 1997; Predali 2002; STIF 2013). Des travaux de la socioéconomie et de géographie des transports montrent que les femmes ont moins accès à l'automobile, aux deux roues motorisées et au permis de conduire (A. Dupont-Kieffer et Krakutovski 2011; Ariane Dupont-Kieffer 2014; Armoogum, Minster, et Roux 2014). L'approche en psychologie sociale des transports traite notamment de la sécurité routière et, afin de lutter contre les stéréotypes, étudie les impacts du « genre » sur les accidents de la route (« Transport, mobilité, sécurité : une question de genre ? » 2018; Granié 2008; Coquelet, Granié, et Griffet 2019). Les résultats de ces recherches contredisent les idées reçues : les femmes ne sont pas plus dangereuses que les hommes que ce soit au volant des automobiles ou au guidon des deux-roues<sup>22</sup>. Le genre est ici utilisé comme le « sexe social » c'est-à-dire les « croyances et stéréotypes liées à chaque sexe » mais aussi « les activités, rôles et les traits de personnalité » (« Transport, mobilité, sécurité : une question de genre ? » 2018, 2).

En focalisant sur les stéréotypes construits au sujet de la mobilité des femmes, de telles analyses se situent en deçà des conséquences structurelles des rapports sociaux de sexe. Or de nombreuses recherches montrent que les conditions de réalisation de la mobilité des femmes résultent de ces rapports.

Ainsi, dès la fin du siècle dernier en France et à l'étranger, les géographes féministes ont complété la thèse des géographes marxistes en affirmant que la ville est non seulement le produit des rapports sociaux de classe mais aussi des rapports sociaux de sexe. En effet, la division sexuelle du travail est aussi une division sexuelle de l'espace qui distingue d'un côté, l'espace domestique dédié au travail reproductif et de l'autre, l'espace public dédié au travail

---

<sup>22</sup> Dans cette perspective, voir aussi : Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, 2016, « Les femmes et l'automobile : un enjeu de lutte contre la précarité, d'orientation professionnelle et de déconstruction des stéréotypes », Rapport d'information du Sénat n°835.

productif. Les femmes, recluses dans le premier, ont un accès limité au second, approprié par les hommes (McDowell 1993; Massey 1994; Hanson et Pratt 1988; Monk et Hanson 1982; Katz et Monk 1993; Coutras 1996; Coutras et Fagnani 1979; Moss 2002; Nelson et Seager 2005). La dimension spatiale de la division sexuelle du travail a aussi été soulevée par les sociologues matérialistes en France (Delphy 1998; Claude-Mathieu 1985; Federici 2004; Guillaumin 1992).

Les rapports sociaux de sexe déterminent en profondeur les mobilités des femmes : en les exposant aux violences de genre tant dans l'espace domestique que dans l'espace public et, en leur assignant des tâches domestiques spécifiques.

- Le continuum des violences sexistes et sexuelles

L'espace domestique et l'espace public sont souvent considérés comme relevant de sphères opposées : la sphère privée et la sphère public. Le concept du continuum des violences sexistes et sexuelles réunit ces deux espaces, dans lesquelles s'inscrivent les mobilités quotidiennes, sous une caractéristique commune : les violences sexistes et sexuelles. En conceptualisant les espaces à l'aune des rapports de pouvoir, l'approche féministe des mobilités quotidiennes se distingue donc des autres recherches sur les mobilités des femmes différemment : l'espace de départ et l'espace de circulation sont des espaces de possibles violences pour les femmes.

L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France, L'ENVEFF, (Jaspard et al. 2003) montre en chiffres que les violences subies par les femmes touchent toutes les classes sociales et s'étendent à différentes sphères de la vie sociale : les espaces publics, le lieu de travail ou d'études, le couple, la famille. Si les violences touchent toutes les sphères, elles s'exercent particulièrement au sein de l'espace domestique. Cela s'inscrit dans les résultats de travaux pionniers des féministes radicales et matérialistes qui affirment que les femmes, « assignées à résidence (Rocheffort 1963 citée par; Wittig 2018, 64) », travaillent gratuitement et, à cause de l'hétérosexualité obligatoire, sont prises dans « l'échange economico-sexuel » (Tabet 2004) que représente le mariage. Le temps (Haicault 1984) et le corps des femmes (Guillaumin 1992; Claude-Mathieu 1985; Delphy 1998) est ainsi absorbé par le travail domestique et approprié par les hommes.

Outre-Atlantique, Liz Kelly (2019 [1987]) théorise le *continuum* de la violence sexuelle à la suite de Jalna Hanmer (1977) et Catherine McKinnon (1982) afin de désigner le spectre de toutes les violences sexuelles subies par les femmes au cours de leur vie.

De l'inceste, au harcèlement de rue en passant par le viol conjugal, Liz Kelly montre que les femmes sont victimes d'une variété de violences à caractère sexuel dont la gravité varie mais dont la fréquence, toutes violences confondues, est stable dans le temps.

Le concept de continuum de la violence sexuelle attire l'attention sur cette gamme plus large de formes d'abus et d'agressions que vivent les femmes, permettant de mieux mettre en évidence le lien entre le comportement masculin ordinaire et quotidien et ce que Koss et Oros nomment les « extrêmes » (Kelly 2019, 25).

Son étude, menée auprès d'une soixantaine de femmes au Royaume-Uni, met en lumière la manière dont les violences s'exercent sans distinction de lieu et de milieu : de la chambre à coucher à la rue, en passant par les maisons de famille, les bureaux du secteur tertiaire ou les transports en commun.

Les résultats de différentes enquêtes convergent. Il n'y a pas un espace domestique protecteur et un espace public prédateur. L'espace domestique autant que l'espace public est un espace de violences potentielles pour les femmes. De plus, « c'est au cours des déplacements que se produisent la plupart des agressions, les trois quarts ayant lieu dans la rue, les parkings, les voitures et les transports en commun (...) dans des environnements familiers (...) et non pas des endroits inconnus (...). Les agressions, quel qu'en soit le type, ne se sont pas nécessairement produites à la faveur de l'obscurité (...). La majorité d'entre elles ont lieu dans la journée (...) et dans des lieux fréquentés sur le moment par d'autres personnes (Condon, Lieber, et Maillochon 2005, 283) ». Le mythe de l'agression sexuelle par un inconnu dans une rue déserte en pleine nuit ne se vérifie donc pas. En lieu et place, les agressions se déroulent au quotidien dans des endroits familiers (quartier ou domicile) par des personnes faisant souvent partie de l'entourage.

À l'aune de ces résultats, les trajets du quotidien prennent un autre visage. Puisqu'elle relie deux espaces de possibles violences : l'espace domestique et l'espace public, la mobilité du domicile à la ville constitue une activité située au cœur de l'oppression sexiste : travail domestique et violences sexuelles.

#### *Encadré 4 Précisions sur l'usage d'"espace public"*

L'« espace public » dans cette thèse est envisagé comme le négatif de l'espace domestique, c'est-à-dire le domicile, le lieu de la sphère privée et familiale et de la construction du chez-soi. Il renvoie aux espaces publics urbains dans un sens large qui ne s'adosse pas au régime de propriété. Il englobe à la fois des espaces ouverts de la ville (rue, place, parc, berges...) et des espaces recevant du public (transports publics, quai, parking, hôpital...) comme l'envisagent également les enquêtes sur les violences sexuelles et sexistes (Virage et Enveff). Il est appréhendé dans sa dimension matérielle (équipement, volume, texture, acoustique, esthétique...), relationnelle c'est-à-dire produit par les relations sociales et politique c'est-à-dire produit par les rapports sociaux. Il résulte d'un « agencement relationnel et dynamique de biens et de personnes en des lieux (Löw 2015) » où « s'expriment, se mettent en scène et se forment les identités sociales (Blidon 2011a, 4 citée par; Chossière 2022, 61) ».

Ma conception de l'espace public s'inspire plus de la microsociologie états-unienne pour laquelle l'espace public est un « milieu d'observabilité réciproque (Joseph 1992, 100 cité par; Jarrigeon 2007, 107) ». L'espace public y est appréhendé comme un espace de coprésence d'individu ne se connaissant pas et procédant malgré tout, en vue de la cohabitation, à une catégorisation permanente et réciproque à partir de l'observation et de la lecture des corps. Je renvoie à la thèse d'Anne Jarrigeon qui explore les rouages de l'anonymat urbain dans une perspective interactionniste et foucauldienne au moyen de la sémiologie<sup>23</sup>.

- Le travail domestique mobile

Le travail domestique mobile désigne les trajets relevant de la sphère domestique et familiale (accompagnement à l'école et aux activités extra-scolaires, courses, visites à la famille, déplacements liés à la santé ou aux démarches administratives) et les activités de *care* en mobilité.

Cette définition se base sur le concept de travail domestique de mobilité (TDM) que Marie Gilow a participé à enrichir à partir de travaux précédents et qui désigne selon elle « l'ensemble des trajets qui découlent de la sphère domestique et des responsabilités de soin (2019, 22) ».

En effet, les trajets du quotidien sont partie prenante de la division sexuelle du travail. Une riche littérature sur la mobilité quotidienne des femmes souligne l'inégale prise en charge du travail domestique de mobilité entre homme et femmes (Coutras 1993; Hancock 2018;

---

<sup>23</sup> « Dans ces deux traditions qui se recoupent mais ne se recouvrent pas, un espace public est un dispositif de mise en tension des identités entre distance et proximité, entre le face-à-face avec autrui et la coprésence du tout un chacun (Joseph 1998, 107 cité par; Jarrigeon 2007, 109). »

Gilow 2019; Motte-Baumvol, Belton Chevallier, et Shearmur 2011; de Madariaga 2013; England 1993; Rosenbloom 1989; Hanson et Pratt 1995; Isaksen et Näre 2019).

En (1997) Jacqueline Coutras identifie déjà cette inégalité avec le terme de « mobilité domestique ». Elle soutient que cette part de la mobilité quotidienne féminine reste mal interprétée par les études statistiques et peu prise en compte par les politiques publiques<sup>24</sup>.

De son côté, la chercheuse Inés Sánchez de Madariaga conceptualise la notion de « mobilité du *care* ». Il s'agit de tous les déplacements qui concernent « des responsabilités domestiques et de soin : l'accompagnement, les courses quotidiennes (sauf le shopping de loisir), les déplacements qui visent l'entretien et l'organisation du ménage, les visites administratives, par opposition aux balades personnelles et récréatives, les visites auprès de personnes malades ou âgées, qui, quant à elles, doivent être distinguées des visites de loisir (de Madariaga 2013, 58 cité par; Gilow 2019, 25) ».

Ces deux expressions sont l'une comme l'autre importantes dans la mesure où elles permettent d'identifier des activités réalisées majoritairement par des femmes et qui auparavant passaient sous les radars des études classiques. Cependant, elles comportent l'inconvénient d'oblitérer la part de « travail » que la réalisation de ces trajets constitue.

Considérer les déplacements liés à la sphère domestique comme un travail – socialement invisibilisé – permet d'interroger à la fois l'effort que demande cette mobilité, d'identifier les contraintes sociales qui la façonnent, mais aussi de détecter les compétences qu'elle requiert. C'est donc un outil analytique qui invite à porter un autre regard sur cette mobilité, et à visibiliser certains de ses aspects qui tendent à être occultés (Gilow 2019, 28).

En effet, comme le travail domestique ou travail reproductif, le travail domestique mobile participe à la réalisation des activités nécessaires au maintien de la vie et à la reproduction sociale. C'est donc un travail qui produit de la valeur et comme lui, il n'est pas rémunéré.

L'étude d'Elena Zucchini (2015), démontre, à travers sa catégorisation des trajets quotidiens, l'inégalité entre hommes et femmes dans la prise en charge du travail domestique mobile (qu'elle nomme « *trabajo de cuidado* »).

Elle compare deux graphiques (Figure 1) qui ne classent pas les activités de la même manière (Zucchini 2015, 223 citée par; Gilow 2019, 27).

---

<sup>24</sup> C'est ce que relève également Meike Spitzner traduite par Marie Gilow : « divers trajets qui découlent du travail de *care* et des choix de mobilité (...) sont non seulement invisibilisés (...) pire encore, la cohérence sociale des trajets est mal interprétée (Spitzner 2002, 61 cité par; Gilow 2019, 24) ».

Celui de gauche suit une classification classique (non-féministe). Il montre que les femmes ont autant de mobilités liées à l'emploi que de mobilité d'accompagnement (des enfants principalement).

Celui de droite suit une classification féministe. Il montre que les mobilités liées au travail de *care* occupent les femmes quasiment deux fois plus que des mobilités liées au travail.

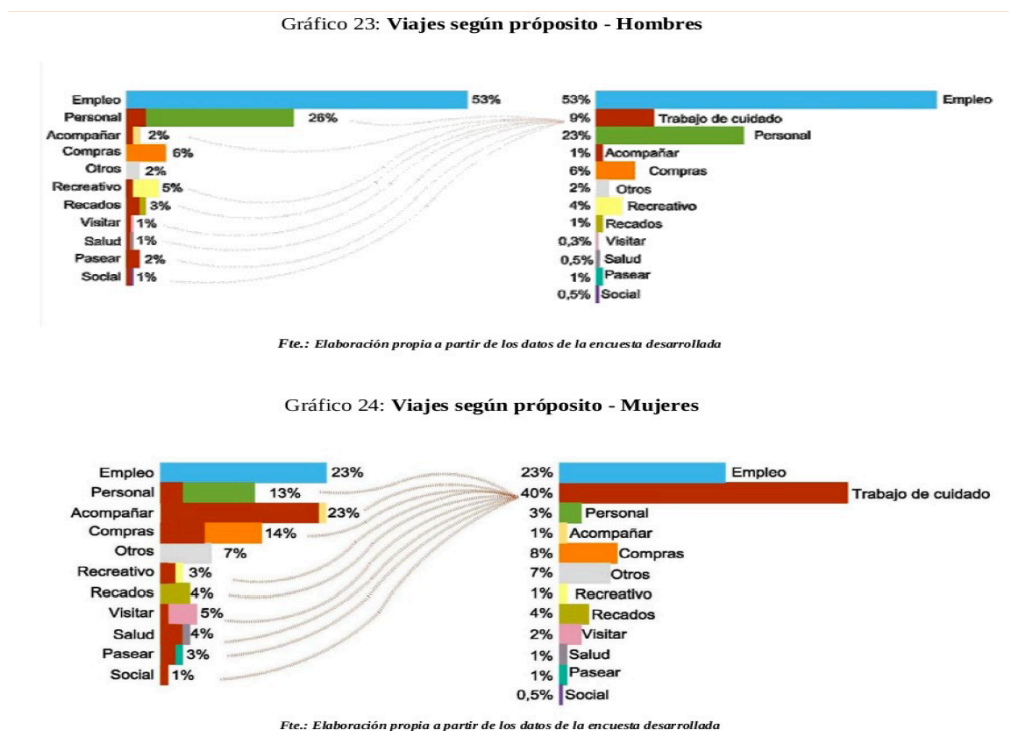


Figure 1 Mobilité du care et motifs des trajets hommes/femmes, à Madrid en 2015

La comparaison avec la mobilité des hommes est saisissante. Seul 9% de leur mobilité est dédié au travail de *care* contre 40 % pour les femmes. Les femmes réalisent donc plus de **quatre** fois plus de mobilités liées au *care* que les hommes.

Sachant que les femmes réalisent **deux** fois plus de tâches domestiques que les hommes au sein du domicile (Ricroch 2012)<sup>25</sup>, le travail domestique mobile est donc une activité encore plus inégalement répartie entre les sexes au sein du ménage hétérosexuel.

<sup>25</sup> Selon l'INSEE, en 2010, les « tâches domestiques » qu'une mère de deux enfants réalise pendant la journée l'occupe 4h23 contre 2h16 pour son conjoint.

De plus, en fonction des classes sociales, les mobilités quotidiennes sont inégalement vécues et supportées par les femmes entre elles. Les femmes de classes supérieures se déchargent de ce « moment peu agréable (Ricroch 2011 citée par; Demoli et Gilow 2019, 137) » en sollicitant des travailleuses domestiques. En Finlande, Lena Naäre et Lise W. Isaksen (2019) indiquent que le travail domestique mobile (« local care loops »), parce qu'il est éprouvant et segmenté, est généralement considéré comme une perte de temps et non comme une activité éducative de *care* participant de la construction de la relation mère-enfant.

Ces travaux sur les mobilités quotidiennes dans une approche féministe soulignent les effets des rapports sociaux de sexe sur les mobilités dans la mesure où ils conditionnent les espaces traversés et les motifs de réalisation des mobilités. Certains d'entre eux identifient aussi la manière dont les rapports sociaux de classe différencient les mobilités entre femmes<sup>26</sup>. Cependant, dans ces travaux, les rapports sociaux de race restent absents. Faut-il en déduire que les femmes assignées racialement observent des mobilités quotidiennes identiques à celles des femmes blanches ? La littérature anglophone répond par la négative. Comme je l'ai montré dans la section précédente, les rapports sociaux de race divisent la société en groupes inégaux de manière structurelle et se manifeste de manière concrète dans le quotidien des personnes et dans leurs pratiques sociales (dans l'accès à l'emploi, au logement, à la santé, à une situation administrative régulière). La mobilité quotidienne étant une pratique sociale, elle ne peut ainsi dire pas y échapper.

- Les mobilités dans la perspective du *care*

La perspective du *care* est particulièrement pertinente à mobiliser dans ce travail de recherche car elle permet de saisir ce qui échappe au travail domestique mobile. Le travail du *care* – ou activité de *care* – se distingue du travail domestique en ce qu'il englobe des activités qui dépassent la sphère domestique et les responsabilités familiales. Si le travail domestique, ou travail reproductif, est le négatif du travail productif, le travail de *care* s'affranchit de cette dualité. D'une part, le travail de *care* peut être rémunéré (aide à la personne, entretien, soin en institution de santé) d'autre part, il renvoie à des activités qui ne sont pas uniquement liées à la production domestique et à la reproduction sociale. Les

---

<sup>26</sup> Pour plus de résultats sur ce point, voir notamment (Gavray 2007) ; (Louargant 2019) ; (Uteng et Cresswell 2008) ; (Gilow 2019) ; (England 1993) ; (Isaksen et Näre 2022).



activités de *care* désignent à la fois « un certain travail qui participe directement du maintien ou de la préservation de la vie (Molinier 2011, 341) » et d'autres qui la rendent vivable : activités liées au soin de soi, à l'entretien de relation avec ses proches, au fait de faire de son lieu de vie un espace agréable et accueillant, etc.

Cette thèse porte sur des femmes particulièrement vulnérabilisées dont la vie est continuellement menacée. Disposant de peu de revenus, sans logement fixe, éloignées du marché de l'emploi légal et des aides sociales, étrangères, racisées, mères d'un ou plusieurs enfants, leur activité quotidienne est principalement tournée vers la survie. Cependant, les activités qui permettent d'enrichir le quotidien et de ne pas le réduire à la survie sont nombreuses et il serait regrettable d'en faire l'économie. J'analyse comment les femmes en bidonville, visées par les expulsions et les obligations de quitter le territoire français, prennent soin d'elles-mêmes et des autres à travers leurs pratiques de mobilité.

Les mobilités quotidiennes sont un des moyens d'accéder à des ressources permettant le maintien de la vie. Ainsi, le terme *care* prend une autre dimension que celui utilisé dans l'expression « mobilité quotidienne de *care* » ou « care loops » (Zucchini 2015; Näre et Wide 2019; Isaksen et Näre 2022) qui relèvent du travail domestique mobile (accompagnement des enfants, achats, démarches administratives). Étant donné leur position située au croisement de plusieurs rapports sociaux de domination, la mobilité quotidienne est une pratique à double-tranchant. Elle permet d'accéder à des ressources urbaines comme gagner de l'argent, se procurer à manger et faire des démarches administratives. Cependant, cette activité est susceptible de vulnérabiliser encore davantage les femmes en les exposant au sexisme et au racisme dans l'espace public. Il y a donc une tension entre le *care* et les mobilités quotidiennes pour les femmes identifiées comme roms dans l'espace public. Pour prendre soin d'elles-mêmes et de leurs proches, les femmes ont besoin de se rendre dans l'espace public (le *care* repose sur la mobilité) mais en se rendant dans l'espace public elles sont exposées à plus de vulnérabilité, ce qui diminue en retour leur propension à fournir du soin (la mobilité menace le *care*).

Dans ce mille-feuilles de contraintes, je m'attacherai à observer la manière dont la quête du maintien de la vie conduit les femmes à des choix (ou plutôt des *orientations* comme le recommande Sara Ahmed et Nicola Mai (2018)) de mobilités à plusieurs échelles. Du choix des chaussures, à celui du mode de transport jusqu'à la migration internationale, la quête d'une « vie bonne » (J. Butler 2020) conduit les femmes à de multiples ajustements qui traduisent ce qui fait sens pour elles, et c'est là précisément l'enjeu de la perspective du *care*.

C'est donc dans le sillage des épistémologies féministes qu'il faut saisir la perspective féministe du *care*. Ces travaux donnent à entendre des voix ignorées par la science traditionnelle qui dévalorise l'émotion, la subjectivité et l'intime dans le processus de

production de connaissance. La perspective de *care* s'intéresse aux pourvoyeuses de *care* car ce sont des femmes minorisées dont l'expérience et « les savoir-faire discrets » (Molinier 2011) sont négligés. La perspective du *care* propose de saisir ce qui relève à la fois d'une éthique et d'une activité quotidienne inégalement répartie dans la société mais indispensable à sa survie<sup>27</sup>. Elle est féministe dans le sens où elle se distingue de la philosophie libérale issue des Lumières célébrant un sujet universel, rationnel et indépendant (Lépinard et Lieber 2020; Laugier et Paperman 2011). Loin de célébrer une éthique proprement féminine de la bienveillance et de l'amour, la perspective du *care* est une perspective politique qui interroge les positions sociales des individus en fonction du soin qu'ils reçoivent et donnent. Elle révèle les inégalités entre hommes et femmes, entre Nords et Suds et les inégalités entre femmes.

### c) Mobilité féminine et rapport sociaux de race

La géographie française s'illustre par deux grandes absentes théoriques : les épistémologies féministes et la race. Si les épistémologies féministes ont rapidement été adoptées par la géographie féministe anglophone, ça n'a pas été le cas pour la géographie française, notamment car le courant féministe est encore émergent (Blidon 2018)<sup>28</sup>. De plus, il n'existe pas de travaux dans la littérature française et belge sur les mobilités quotidiennes où les rapports sociaux de race occupent une place de premier choix alors que la littérature anglophone s'est ouverte à l'analyse des mobilités sous l'angle de la race depuis plusieurs décennies déjà sous l'influence du *black feminism* (McLafferty et Preston 1991; McLafferty 1997; M. Gilbert 1998; Johnston-Anumonwo 1997).

- Mobilités féminines et *colorblindness*

---

<sup>27</sup> Joan Tronto (2021, 37) identifie quatre phases analytiquement distinctes mais empiriquement enchevêtrées : « le fait de se soucier de quelqu'un ou quelque chose (*caring about*) ; prendre soin de quelqu'un (*caring for*) ; de soigner quelqu'un (*care giving*) ; d'être l'objet du soin (*care receiving*) ».

<sup>28</sup> Après les travaux pionniers en géographie des mobilités quotidiennes (Coutras et Fagnani 1979), il a fallu attendre la fin des années 2000 pour que soit soutenue une thèse en géographie des sexualités (Blidon 2008). Dans les années 2010, c'est au sujet des migrations féminines que des thèses en géographie féministe et du genre se font jour (Le Bars 2017; Schmoll 2017; Duplan 2016). Fait révélateur de l'institutionnalisation de la géographie féministe française, la commission féministe du comité national de géographie française date tout juste de 2017. Je renvoie au podcast « Géographies féministes et *queer* » qui fait le récit des géographes féministes comme Raymonde Séchet qui sont restées « dans le placard » à cause de l'androcentrisme et du masculinisme de la discipline. <https://spectremedia.org/contresons/>

Dans « La mobilité des femmes au quotidien : Un enjeu des rapports sociaux de sexes? », la géographe française Jacqueline Coutras (1993) esquisse un lien entre sédentarité, marginalisation et origine culturelle sans convoquer la dimension spatiale du racisme et les discriminations raciales.

Les femmes les plus «sédentaires» de notre enquête sont celles qui sont sans qualification et n'ont connu que des emplois occasionnels, qui appartiennent aux catégories socio-culturelles les moins favorables à l'émancipation et l'individualisation des femmes, et qui habitent dans des zones de banlieues mal desservies par le métro et classées, pour certaines, parmi les quartiers en développement social (1993, 169).

Sans usage de catégorie sociologique, il est difficile de déchiffrer à quelle catégorie de femmes la chercheuse fait référence. Cependant le recours à l'adjectif « socio-culturelle » et l'enclavement du quartier d'habitation en question laissent penser qu'il s'agit de femmes de classes populaires d'une « culture » considérée comme différente de celle des autres enquêtées. Ici comme dans d'autres travaux, la blancheur n'est pas explicitée. Considérée comme la norme, elle n'est pas appréhendée comme une catégorie d'analyse.

Cela participe de la *colorblindness*, terme difficilement traduisible qui renvoie à la cécité des inégalités sociales et des discriminations fondées sur des critères raciaux (Aubert et Bessone 2021; Mazouz 2020)<sup>29</sup>.

Les études postcoloniales et décoloniales ont théorisé la manière dont les dominant·es peinent à objectiver leur position sociale notamment sur le plan racial. La perspective universaliste en science identifie comme *autre* ce qui diffère du monde social blanc, occidental, masculin, hétérosexuel sans pour autant énoncer explicitement cet étalon pris pour référence (Spivak 2006; Mbembe 2010; Bosa 2012; Frankenberg 1993; Laurent et Leclère 2013). Les « épistémologies de l'ignorance » (Sullivan et Tuana 2007) qualifient de « privilège de l'ignorance » la particularité des dominant·es qui, n'ayant pas fait l'expérience d'une situation d'oppression particulière, ne mesurent pas qu'ils et elles sont épargnés par la domination.

La notion d'épistémologie de l'ignorance permet de dévoiler comment cette position sociale marquée par le surplomb se traduit sur le plan épistémologique, en soulignant ses effets de méconnaissance sur le monde social et en particulier sur les expériences des groupes minorisés (Lépinard et Mazouz 2021, 48).

---

<sup>29</sup> Concept et enjeux développés chapitre 3 au sujet de la politique de résorption des bidonvilles.

C'est dans cette perspective critique de l'universalisme que s'inscrit cette thèse. Je préciserai plus bas la pertinence de la phénoménologie critique pour visibiliser l'expérience des minoritaires et saisir l'expérience vécue de l'antitsiganisme et du genre dans la mobilité.

- L'apport du *black feminism* dans les travaux sur les mobilités quotidiennes des femmes racisées

Le courant de géographie féministe anglophone des années 1990 qui succède à la *women's geography* des années 1970-80, est marqué par les apports du *black feminism* dont les textes fondateurs paraissent une décennie plus tôt<sup>30</sup> et dont les échos commencent à se faire entendre en géographie française<sup>31</sup>.

Ces textes soulignent l'invisibilisation de l'expérience des femmes noires à la fois dans la théorie féministe, dans le mouvement féministe, dans la lutte antiraciste et dans les politiques antidiscriminatoires.

Dans cette perspective, bell hooks critique en 1984, le livre célèbre de Betty Friedan (1963), *The feminine mystique*, souvent identifié par la recherche féministe comme le jalon ouvrant les portes au féminisme de la deuxième vague (Froidevaux-Metterie 2015). Ce livre dénonce le piège de l'espace domestique enfermant les femmes dont l'émancipation tiendrait principalement à l'accès à l'espace public et au travail salarié. Face à cette analyse de la condition féminine, bell hooks rétorque que Betty Friedan semble ignorer que dans les années 1960, un tiers de la main d'œuvre est féminine, une grande partie des femmes a donc

---

<sup>30</sup> En voici une rapide chronologie. En 1979, le Combahee River Collective, groupe de conscience féministe lesbien afro-américain, publie son manifeste. 1982 voit la parution de deux ouvrages pionniers : le recueil « But Some of Us Are Brave: Black Women's Studies: All the Women Are White, All the Blacks Are Men » (Hull, Scott, et Smith 1982) et le livre « Women, Race, Class » d'Angela Davis (1982). En 1984, Audrey Lorde publie « Sister Outsider » et bell hooks : « Feminist Theory : from margin to center ». Puis, c'est au tour de la juriste Kimberle Crenshaw (1989) de marquer la théorie féministe avec la publication de l'article « Demarginalizing the Intersection from Race and Sex » où est théorisé pour la première fois le concept d'intersectionnalité. Enfin, Patricia Hill Collins clôt la décennie 1980 en publiant l'ouvrage « Black feminist thought » (1990).

<sup>31</sup> Ces textes ont des échos tardifs en France comme le souligne Elsa Dorlin dans l'introduction de l'anthologie *Black feminism* (2008a). En géographie française, il faut attendre les années 2000 pour que soient relayés des travaux faisant entendre les « voies minoritaires » (Chivallon 2001; Hancock 2002) et les années 2010 pour que les perspectives intersectionnelles et postcoloniales soient véritablement inscrites dans la construction de l'objet de recherche (Hancock 2011; Schmoll 2017; Le Bars 2017; Clerval 2014; Marius 2012).

accès au travail salarié. En effet, sans le préciser, Betty Friedan parle en fait d'une catégorie bien précise de femmes : des femmes au foyer blanches éduquées et de classes moyennes.

Elle ne dit pas qui serait appelée pour prendre soin des enfants et s'occuper de la maison si davantage de femmes comme elle étaient affranchies du travail domestique et avaient un accès à l'emploi égal à celui des hommes blancs. Elle ne parle pas des besoins des femmes qui n'ont pas d'homme, pas d'enfants, pas de foyer. Elle fait l'impasse sur l'existence de toutes les femmes non-blanches et de toutes les femmes blanches pauvres. Elle ne dit pas aux lectrices et aux lecteurs si oui ou non il est plus épanouissant d'être domestique, baby-sitter, ouvrière à l'usine, secrétaire ou prostituée que d'être une femme au foyer connaissant l'oisiveté permise par sa classe sociale (hooks 2017 [1984], 64).

Dans son œuvre, bell hooks explore la vie quotidienne de femmes afro-américaines vivant dans les marges de la ville, cumulant plusieurs emplois précaires chez les familles blanches, subissant le sexisme à la fois au sein de leur communauté et dans la société plus largement et développant des liens et de la solidarité entre femmes. bell hooks présente le point de vue particulier des femmes noires développant une « double-conscience » à cheval entre deux mondes : la marge et le centre.

Une grande partie de la théorie féministe émane de femmes privilégiées qui vivent dans le centre et dont les points de vue sur la réalité incluent rarement la connaissance et la conscience des vies de celles et ceux qui vivent dans la marge. En conséquence, la théorie féministe manque de complexité, de globalité et d'exhaustivité. Elle manque d'analyses larges et générales qui pourraient inclure une grande variété d'expériences humaines (hooks 2017 [1984], 60).

Cette position est désignée par Patricia Hill Collins (1986) par le terme *outsider-within*. En 1990, elle théorise « l'épistémologie féministe noire » à rebours de la science positiviste « eurocentrée ».

Je place la subjectivité des femmes noires au centre de l'analyse et j'examine les liens entre la vie quotidienne, le savoir évident partagé par les Africaines-Américaines en tant que groupe social, le savoir plus spécialisé produit par les intellectuelles noires et les conditions sociales qui modèlent les deux types de pensée. Cette approche permet de décrire la tension créatrice liant la manière dont les conditions sociales influencent un point de vue situé de femmes noires et comment le pouvoir des idées elles-mêmes a donné aux femmes la force de transformer ces mêmes conditions sociales (Hill Collins 2017, 408-9).

En lieu et place de la neutralité scientifique occidentale, de la mise à distance des émotions et de la séparation entre *sujet* de connaissance et *objet* de connaissance, Collins prône une épistémologie où « le vécu est un critère de signification (2017, 392) », où des éléments de la culture populaire constituent des données, où les émotions et les qualités morales comme la sagesse ont un effet de connaissance sur le monde.

En cela, même si elle s'en défend en partie<sup>32</sup>, sa proposition épistémologique n'est pas très éloignée du *standpoint feminism* et des savoirs situés développés à la même époque par Nancy Hartsock, Sandra Harding et Donna Haraway dont j'ai présenté la richesse des idées plus haut.

Des géographes états-uniennes et britanniques se sont saisies de l'épistémologie du féminisme noir dans leurs travaux sur les mobilités quotidiennes sur lesquels je vais m'arrêter maintenant.

Dès les années 1990 dans le monde anglophone occidental, plusieurs recherches portent sur les mobilités domicile-travail (*commuting*) des femmes en croisant les rapports sociaux de sexe, de classe et de race.

Ces recherches visent à enrichir les connaissances sur les mobilités quotidiennes des femmes. En étudiant les mobilités de femmes non-blanches, les chercheuses visibilisent des pratiques de mobilités différentes car la localisation des domiciles et les types d'emplois occupés sont différents. Les conditions de vie comme la ségrégation, l'enclavement des quartiers, les horaires atypiques, les emplois peu rémunérés, le chômage, le manque de service public qui sont celles des femmes racisées modifient les caractéristiques de leurs mobilités quotidiennes.

En fonction de la classe et de la race, des inégalités apparaissent dans la mobilité. De manière générale, les femmes non-blanches ont des trajets plus longs et plus pénibles et des emplois moins bien rémunérés que les femmes blanches. L'absence de voiture personnelle génère une dépendance au transport en commun et l'habitation dans des quartiers périphériques compliquent l'accès aux transports. Ces conditions de déplacements rendent difficile l'accès au service public et aux ressources urbaines, ce qui dégradent les conditions de vie en général (Johnston-Anumonwo 1997). Ainsi, l'étude de la mobilité des femmes non-blanches interroge des schémas de mobilité valables pour d'autres populations et dans d'autres contextes.

Melissa Gilbert (1998) critique la notion de « spatial entrapment » ou « confinement spatial » développée par Kim England (1993) au sujet de la mobilité de femmes blanches. Selon cette dernière, les femmes blanches sont éloignées du marché de l'emploi car elles se déplacent

---

<sup>32</sup> « Les travaux d'Elizabeth Spelman, Sandra Harding, Margaret Andersen (...) et d'autres féministes blanches étatsuniennes témoignent d'un effort sincère pour développer un féminisme multiracial et soucieux de diversité. Cependant, malgré leurs efforts, les résultats se font toujours attendre (Hill Collins 2017, 43). » Voir aussi p. 410.

moins loin que les hommes. La contrainte spatiale pèse plus fortement sur elles que sur les hommes blancs qui ne sont pas en charge du travail domestique, qui ont davantage accès à la motorisation et à des emplois bien rémunérés, localisés loin des quartiers d'habitation en banlieue. Cependant, les femmes afro-américaines aussi font de longues distances, mais elles ne sont pas pour autant avantagées sur le marché de l'emploi par rapport aux blanches. « L'enracinement apparaît soit comme une ressource soit comme une barrière en fonction de l'agencement des rapports de pouvoir (M. Gilbert 2014, 66 [1998]) ». Il faut donc, nous dit Melissa Gilbert, questionner les théories spatiales qui associent la mobilité au pouvoir et l'immobilité à l'impuissance.

Les travaux sur la question ont en outre l'intérêt de comparer les mobilités ayant lieu dans plusieurs villes mettant l'accent sur l'importance d'une prise en compte fine des contextes locaux.

Par exemple, dans le New Jersey (McLafferty et Preston 1992), les femmes hispaniques ont des trajets courts car elles travaillent près de leur domicile dans des emplois manuels dont les salaires sont les plus bas de l'échantillon de l'enquête. En revanche, les afro-américaines font de longs trajets en transports publics car elles travaillent dans le secteur du service aux entreprises légèrement mieux payé.

À Worcester, dans les Massachusetts, les femmes noires sont plus confinées que les blanches qui travaillent loin de leur domicile (M. Gilbert 1998). Cela s'explique par le recours au réseau de connaissance pour accéder à la sécurité économique : emploi, logement, garde d'enfants. Afin d'éviter des interactions racistes en dehors de leur quartier, elles s'appuient sur leur réseau de connaissance qui est localisé dans un environnement proche. En outre, le travail domestique des femmes noires influence leur choix professionnel. Elles choisissent des mi-temps à proximité du domicile. Le recours aux contacts personnels les préserve d'une interaction raciste d'un employeur ou d'un bailleur. Cependant, les réseaux (communauté, lieu de travail et voisinage) étant constitués de femmes tendent parfois à les restreindre à des emplois à prédominance féminine.

Alors qu'à New York (McLafferty et Preston 1992), les afro-américaines sont plus mobiles que les blanches, à Worcester les afro-américaines sont plus confinées. Cela s'explique par la petite taille de la communauté et la ségrégation de leur quartier. Les personnes qui constituent leur réseau personnel résident dans leur quartier, contrairement aux blanches qui s'appuient davantage sur les institutions et les contacts impersonnels.

Ainsi, Melissa Gilbert remarque que les quartiers d'habitation des afro-américaines bien que pauvres et marginalisés ne sont pas des déserts en termes de relations sociales. Bien au contraire, elles y trouvent des espaces de solidarités sur lesquelles s'appuyer et elles déploient

des stratégies qui, au vu du contexte d'inégalités de classe, de genre et de race qui règnent dans la société américaine, prennent la forme de stratégies de survie.

Les études prenant en compte les rapports sociaux de race et le genre permettent une appréhension plus fine des mobilités. Sortant des schémas de mobilités généraux et présentés comme neutres, ces études démontrent les importantes variations et différences dans les mobilités en fonction des positions sociales des enquêtées et en fonction de la configuration de leur quartier d'habitation.

Si ces enquêtes sont précieuses car elles permettent de saisir l'ampleur et la diversité des pratiques de mobilités quotidiennes féminines à travers le croisement de la race et de la classe, elles restent du côté des pratiques, c'est-à-dire des activités sociales. Pourtant, la mobilité est aussi une expérience corporelle. Elle engage le corps et avec lui les signes qu'il porte. C'est donc à la fois une expérience individuelle car elle est réalisée par une personne mais elle entraîne, nous disent Candace West et Sarah Fenstermaker, cette personne dans « des systèmes sociaux dans lesquels le genre, la race ou la classe affectent, déterminent ou influencent d'une manière ou d'une autre les comportements (West et Fenstermaker 2006, 110)<sup>33</sup> ».

Je propose de revenir brièvement sur les travaux qui s'intéressent au corps en mobilité grâce à la phénoménologie puis d'examiner comment la phénoménologie critique peut s'avérer pertinente pour comprendre les mobilités des femmes qui font l'expérience du genre et de l'antitsiganisme.

- La phénoménologie critique, un champ heuristique pour appréhender la mobilité des corps minorisés

Dans les études et les luttes féministes, le corps occupe une place centrale. Si le courant du féminisme incarné émerge à partir des travaux de quelques philosophes (Grosz 1994; Young 2005; Oksala 2004), le corps a, selon Camille Froidevaux-Metterie (2021), toujours été au

---

<sup>33</sup> « Nous définissons 'l'expérience' comme la participation à des systèmes sociaux dans lesquels le genre, la race ou la classe affectent, déterminent ou influencent d'une manière ou d'une autre les comportements (West et Fenstermaker 2006, 110) ».



centre des mouvements féministes. Les slogans comme : « mon corps, mon choix », « ma tenue n'est pas une invitation », « un enfant si je veux quand je veux », « notre ventre nous appartient » illustrent la manière dont la libre disposition du corps des femmes est un leitmotiv du féminisme.

En géographie des mobilités toutefois, le corps est un objet paradoxalement peu approfondi<sup>34</sup>. En effet, comme je le montre plus haut, la littérature porte davantage sur la nature des trajets réalisés en dehors du domicile, sur les moyens de locomotion et la localisation des lieux de résidence. Pourtant le corps, cette « unité véhiculaire » (Goffman 1973b), est le premier vecteur de locomotion. C'est lui qui initie et maintient le mouvement dans l'espace.

« Impensé de la géographie » (Di Méo 2010), cet objet est davantage exploré par la sociologie (Bourdieu 1979; Boltanski 1971; Le Breton 2008; Bourguignon, Fabre, et Granger 2021), la philosophie phénoménologique (Husserl et Merleau-Ponty) et poststructuraliste (Foucault, Deleuze, Butler), et l'anthropologie (Mauss 1966; Héritier 2003; Le Breton 2011; Lacaze 2006). Par ailleurs, les travaux interdisciplinaires sur la marche mobilisent la phénoménologie *classique* pour saisir le corps en mouvement (Apel-Muller 2016; Le Breton 2000; Gros 2011). La phénoménologie classique rompt avec la dichotomie corps/esprit et l'abstraction comme unique voie de la pensée. Elle place le corps au cœur du processus de connaissance. C'est une théorie de l'expérience selon laquelle la connaissance du monde s'effectue à partir du corps.

De cette manière, Anne Jarrigeon (2007), dans sa thèse en science de l'information et de la communication « Corps à corps urbains », étudie l'anonymat parisien à travers plusieurs espaces publics, en mobilisant la phénoménologie et la sémiotique. Ce travail plaçant au cœur de son analyse l'expérience et le regard interroge la lisibilité des corps en analysant les signes qu'ils véhiculent.

Inspirée par certains travaux de géographie féministe, je convoque également ce champ philosophique qui a fait du corps son objet d'étude premier. Cependant, c'est la phénoménologie *critique*, issue de la pensée de Simone de Beauvoir et de Frantz Fanon, qui nourrit mon analyse.

---

<sup>34</sup> Notons toutefois les travaux sur le handicap (Chouinart et Grant 1997), sur le genre (Uteng et Cresswell 2008), sur la race (Subramanian 2008) et sur la pratique du vélo (Sayagh 2017).

Courant ayant émergé dans les années 1990-2000 dans le monde anglophone, il parvient en France notamment grâce à des philosophes féministes comme Camille Froidevaux-Metterie, Marie Garrau et Mickaëlle Provost<sup>35</sup>.

La phénoménologie critique va au-delà de la phénoménologie classique, en réfléchissant aux structures sociales quasi transcendantales qui rendent notre expérience du monde possible et signifiante, et aussi en lançant une pratique matérielle de restructuration du monde qui vise à générer des possibilités nouvelles et émancipatrices pour des expériences et des existences signifiantes. De ce point de vue, la phénoménologie critique est à la fois une manière de faire de la philosophie et une manière d'envisager l'activisme politique (Guenther 2019, 15 citée par; Garrau et Provost 2022, 8).

La phénoménologie critique se distingue donc de la phénoménologie classique sur deux points. Premièrement, il ne s'agit pas à travers l'expérience vécue du corps-sujet transcendantal de dévoiler une conception universelle de la subjectivité comme l'entendait Husserl. Deuxièmement, sa visée est transformatrice. Il s'agit, à partir d'expériences vécues minoritaires inscrites dans des situations historiques et sociales, de dévoiler les rapports de domination croisés afin « d'ouvrir à d'autres manières d'être, de penser et d'agir ».

Elle doit insister sur la dimension habituelle et ordinaire des rapports de pouvoir et sur le caractère incarné et concret des injustices systémiques pour élucider les dynamiques de reproduction et de naturalisation de l'ordre dominant (Garrau et Provost 2022, 9).

En cela, les mobilités quotidiennes, car elles mettent en mouvement le corps d'une part, qu'elles sont habituelles et ordinaires de l'autre et enfin qu'elles ont lieu dans deux espaces où l'intégrité des femmes est menacée, constituent un terrain d'investigation privilégiée pour la phénoménologie critique.

La pensée de la philosophe Iris Marion Young nourrit principalement mon travail car une partie de son œuvre est dédiée à la relation entre le corps et l'espace. Elle prolonge la réflexion de la philosophe norvégienne Toril Moi sur le *corps vécu*<sup>36</sup> inspiré par Merleau-Ponty en y associant le concept de genre développé par Judith Butler<sup>37</sup>. En croisant

---

<sup>35</sup> Notons également l'intérêt porté à la phénoménologie féministe par de jeunes philosophes en cours de doctorat : Alizé Norbelly, Clara Chaffardon et Charlie Brousseau.

<sup>36</sup> « To consider the body as a situation (...) is to consider both the fact of being a specific kind of body and the meaning that concrete body has for the situated individual (Moi 1999, 81 citée par; Young 2005, 19) ».

<sup>37</sup> « Each person takes up the constrained possibilities that gender structures offer in their own way, forming their own habits as variations on those possibilities, or actively trying to resist or refigure

phénoménologie féministe et féminisme post-structuraliste, sa proposition philosophique permet de saisir les subjectivités à travers les structures sociales. La phénoménologie de Iris Marion Young explore la dialectique de l'expérience féminine prise entre assignation sexuelle et resignification. Elle explore la manière dont le patriarcat déploie sa domination en faisant du corps des femmes un objet et propose en retour de resignifier les activités et les caractères sexués assignés aux femmes : l'accouchement, l'allaitement, les règles, l'habillement, les travaux domestiques (Young 2005; Froidevaux-Metterie 2018).

Dans *Throwing like a girl*, Iris Marion Young (1980) développe la raison pour laquelle « dans une société patriarcale, les femmes sont physiquement handicapées (1980, 152) »<sup>38</sup>.

Le genre détermine les manières d'occuper l'espace et distingue le privé du public, l'extérieur de l'intérieur. Iris Marion Young montre que, pour effectuer un mouvement, les filles et les garçons ne font pas le même usage de leurs corps. Alors que les garçons jettent une pierre dans un mouvement global de leur corps qui mobilise le torse, les jambes et les bras, les filles ne bougent que le bras. Loin d'une conception essentialiste du genre, Young met en lumière la dépossession du corps des femmes par le patriarcat. Le patriarcat ampute les femmes d'une partie d'elle-même en les empêchant de faire un usage plein et entier de leur propre corps.

La phénoménologie critique procède à un renouvellement de la méthode et des objets de la phénoménologie classique en s'intéressant aux expériences vécues du genre et de la race. Sara Ahmed, dans le sillage de Frantz Fanon et d'Iris Marion Young, explore les manières d'être au monde des personnes non-blanches et non-hétérosexuelles. Elle explore la relation corps et familiarité et théorise ce qu'une *queer phenomenology* apporte à la phénoménologie :

La phénoménologie nous aide à comprendre que le familier est ce qui n'apparaît pas. Une phénoménologie *queer* montre comment le familier n'apparaît pas à celles et ceux qui l'habitent. Il se révèle à nous, *queers* et 'autres autres', parce que nous ne l'habitons pas (2012, 84-85).

Les expériences vécues des « queers » et des « autres autres » révèlent ce que l'expérience vécue des dominantes ne révèle pas. Dans *A phenomenology of whiteness*, Sara Ahmed (2007), s'appuie sur le concept d'*orientation* théorisé par Husserl mais le développe à l'aune

---

them. Gender as structured is also lived through individual bodies, always as personal experiential response and not as a set of attributes that individuals have in common (Young 2005, 25-26) ».

<sup>38</sup> Ma traduction.

<sup>39</sup> Voir aussi chez Colette Guillaumin (1992), la section « corps construit » pp 117-142.

de la race. Elle interroge comment la blanchité (*whiteness*) « oriente » les corps dans l'espace. Selon elle, le colonialisme produit un monde blanc, c'est-à-dire un monde « prêt pour certains corps (2007, 153 ma traduction) ».

En effet, Frantz Fanon (1975, 90) raconte la manière dont son schéma corporel (*body-at-home* pour Ahmed)<sup>40</sup> est troublé par une exclamation répétée :

-Tiens un nègre ! (...)

Je voulais m'amuser jusqu'à m'étouffer, mais cela m'était devenu impossible. Je ne pouvais plus, car je savais déjà qu'existaient des légendes, des histoires, l'histoire et surtout *l'historicité*, que m'avait enseigné Jaspers. Alors le schéma corporel, attaqué en plusieurs points s'écroula, cédant la place à un schéma épidermique racial. (...) J'étais tout à la fois responsable de mon corps, responsable de ma race, de mes ancêtres. Je promenai sur moi un regard objectif, découvris ma noirceur, mes caractères ethniques.

Cet extrait témoigne de ce que produit une assignation raciale énoncée dans l'espace public. La personne racialisée est ramenée au groupe racial auquel elle est assignée sur la base de caractéristiques physiques identifiées. Sa subjectivité propre lui échappe au profit de la personne qui assigne et qui lui impose une histoire et un héritage. La personne racialisée est « surdéterminé[e] de l'extérieur », « esclave de [s]on apparaître » nous dit Fanon.

L'espace public étant le lieu de l'identification et de la lecture des corps (non pas de l'anonymat comme le démontre Anne Jarrigeon en 2007), il est un lieu de tension pour les corps non légitimes, les corps « indésirables » (Agier 2008; Estebanez et Raad 2017; Froment-Meurice 2016).

Dans l'espace public, les corps légitimes – ceux qui bénéficient d'une « neutralité phénoménologique » – ont un avantage non négligeable. Ils n'ont pas à se soucier des autres, ont le loisir d'être distraits, d'être happés par leurs pensées, de s'aventurer dans un endroit inconnu avec le sentiment d'être « chez soi » (« at home » pour Ahmed).

---

<sup>40</sup> Le schéma corporel, selon Fanon (1975, 89), consiste en une « connaissance implicite » du monde qui se construit à travers l'expérience vécue au sein d'un « monde spatial et temporel ». Il décrit ainsi les gestes que son corps réalise quand, assis à une table, il décide de fumer (se saisir de cigarettes d'une main sans regarder où elles se situent sur la table, se reculer pour ouvrir le tiroir de l'autre et en sortir les allumettes).

Ce qui caractérise celui qui bénéficie d'une neutralité phénoménologique, c'est l'inattention à la vie et à ses circonstances immédiates. Cette inattention de l'individu non-marqué racialement et/ou sexuellement conforme aux attentes de la différence des sexes induit une propension à oublier son propre corps, ses gestes, son allure, son langage, son entourage même, ce que les autres disent et font, sans que cela mette en péril sa santé ou sa vie. Être normal, dans ce régime de la blancheur obligatoire, c'est se désintéresser au sens phénoménologique : c'est s'abstraire de son contexte (Bentouhami 2022, 58).

C'est dans cette perspective que cette thèse s'inscrit. Les espaces publics sont structurés par les rapports sociaux de race et de genre qui attribuent à certains corps une place légitime. Ainsi, je m'intéresserai dans les chapitres à venir aux gestes, aux pratiques, aux postures et aux allures des femmes de l'enquête car ils participent à caractériser leur mobilité. Je mobilise le concept de capacité d'agir dans l'objectif de saisir comment, celles qui sont privées de neutralité phénoménologique, vivent, se nourrissent, s'occupent de leurs enfants, gagnent de l'argent, se repèrent et habitent la ville au quotidien.

- La capacité d'agir, un concept pertinent pour saisir le potentiel de subversion de la mobilité quotidienne

Dans les études de genre, le concept d'*agency* est central pour penser la subversion des normes de genre. Il est traduit en français par agentivité, agencéité ou puissance d'agir. J'ai choisi pour ma part le terme « capacité d'agir » car le substantif « capacité » renvoie à la première définition de mobilité « capacité à être mobile » et que l'infinitif « agir » explicite que le moyen de la subversion passe par l'action.

Dans le cadre de cette thèse sur les mobilités quotidiennes, la capacité d'agir désigne les actions qui font intervenir la mobilité afin de contrer, freiner ou atténuer le processus de vulnérabilisation. Ma définition de la capacité d'agir se nourrit, d'une part, de la performativité théorisée par Butler et d'autre part, de la vulnérabilité développée par les perspectives féministes du *care*.

Pour Butler, la performativité du genre ne tient pas au seul acte de langage. Le genre discipline les corps en dictant des conduites normatives et répétées. Il est performatif car la répétition suscite une resignification et une reformulation des normes. Le genre est donc subjectivant. Il assujetti autant qu'il rend agissant<sup>41</sup>. Cette conception du genre constitue

---

<sup>41</sup> "At the risk of repeating myself, I would suggest that performativity cannot be understood outside of a process of iterability, a regularized and constrained repetition of norms. And this repetition is not

l'apport fondamental des théories *queer* et du féminisme de la troisième vague qui donnent une place plus grande à la subjectivité des personnes minorisées. Monique Haicaut procède à une comparaison éclairante entre la théorisation du concept de genre chez Judith Butler et celle du constructivisme.

[Judith Butler] rompt avec le constructivisme, dans la mesure où celui-ci affirme que le Genre est une construction sociale s'imposant de l'extérieur à un sujet qui serait donc déjà existant. La construction du sujet s'effectuerait sous les contraintes de normes et de valeurs. Selon cette thèse, dès lors que nous perpétons notre Genre chaque jour, nous jouons le rôle écrit d'avance comme des acteurs en représentation, un jeu répété à notre insu. Toutefois la performativité d'*agency* introduit la conscience de soi d'un sujet capable de faire bouger les normes. L'idée de transformation et d'émancipation individuelles est peu présente comme telle dans le constructivisme (Haicaut 2012, 34).

Je poursuis la perspective de Haicaut, fine observatrice de la vie quotidienne des femmes, pour appréhender la mobilité quotidienne comme une action qui s'inscrit dans des normes « écrites d'avance » mais dont la répétition quotidienne en fait un des sites de la subversion. En cela, la mobilité quotidienne peut aussi être appréhendée comme une pratique performative de la race et du genre.

D'autre part, une partie de la conception que je formule de la capacité d'agir s'inspire des perspectives féministes du *care* qui théorisent la vulnérabilité.

La vulnérabilisation regroupe les « processus sociaux qui ont pour caractéristiques de porter atteinte à l'intégrité physique ou morale des sujets sociaux (Garrau 2018, 10) ». Elle a donc des effets sur la subjectivité et sur la matérialité de l'existence (les conditions de vie et la matérialité des corps). La capacité d'agir se concrétise par des actions du quotidien qui permettent aux femmes de l'enquête vulnérabilisées par le genre et l'antitsiganisme de restaurer leur intégrité physique ou morale. Je m'attache ainsi à scruter dans leur activité quotidienne la manière dont elles se saisissent de ce qui se trouve à leur portée pour améliorer leur condition d'existence et atténuer la vulnérabilisation. Cela comprend à la fois des actions qui visent à améliorer concrètement leurs conditions de vie (se déplacer pour accéder à des ressources urbaines et ouvrir des droits, pratiquer la mendicité dans le train...) et des actions qui visent à resignifier les normes imposées (valoriser des pratiques personnelles et collectives alors même qu'elles participent de l'assignation sexuelle et raciale).

---

performed *fa* a subject; this repetition is what enables a subject and constitutes the temporal condition for the subject (J. Butler 1993, 95).”

## Conclusion

Ce premier chapitre a permis une revue de la littérature en langue française et anglaise sur les mobilités et les bidonvilles « roms » en France hexagonale ainsi que sur les mobilités quotidiennes féminines. Elle a permis d'identifier une lacune que ce travail de thèse souhaite combler : l'étude des mobilités quotidiennes des femmes « roms » en bidonville dans une perspective intersectionnelle. Les cadres théoriques de ces travaux expliquent en partie que cet objet n'ait pas encore été exploré. En effet, mon positionnement scientifique, ancré dans les épistémologies féministes matérialiste, noire et du positionnement, autorise l'appréhension des mobilités au prisme de la race, de la classe et du genre. L'approche phénoménologique de la philosophie post-coloniale et féministe permet de saisir l'expérience vécue de la race et du genre et ainsi renouveler les connaissances sur la dimension corporelle des mobilités dans la ville.

Si j'ai adapté le cadre théorique afin qu'il permette de décrire au mieux le vécu et les pratiques de mes enquêtées, j'ai aussi adapté ma méthode afin de recueillir des données sur les mobilités de femmes dont la situation est peu représentative de la population féminine puisqu'elles sont sans emploi stable, non-recensées, sans permis de conduire et dépourvues de logement fixe.

Le chapitre suivant traite des conditions de réalisation de cette enquête et des choix méthodologiques que j'ai effectué afin de faire, comme le suggèrent les féministes, coïncider théorie et méthode (Pratt 2004). Je rends ainsi compte de ce qu'une méthodologie féministe sur les mobilités minoritaires signifie et j'explore les rapports de pouvoir entre femmes à travers la relation entre enquêtrice et enquêtées.







*On déplorera, à juste titre, qu'une ethnographie puisse être à ce point dépendante des humeurs de l'ethnologue. Lisant mon récit, on s'étonnera de ce qu'en telle ou telle occasion, j'aie pu me montrer aussi stupide. Je n'ai pas manqué de le regretter moi-même. D'autres plus hardis ou plus habiles, se seraient conduits plus brillamment. Je soutiens pourtant que la stupidité de l'ethnologue, c'est-à-dire son refus de savoir où l'indigène veut l'entraîner est inévitable dans de semblables circonstances.*

Jeanne Favret-Saada

*Reading academic prose makes me feel informed but inadequate.*

Sophie Tamas

*Il faut prendre soin de nos manières de raconter car c'est le récit qui rend intelligible, pas la bonne définition.*

Isabelle Stengers



# CHAPITRE 2 Enquêter à la marge. Placer l'ethnographie féministe au centre.

Cette enquête est le fruit d'une combinaison de plusieurs méthodes qualitatives. J'ai réalisé des entretiens avec des acteuices et des habitant<sup>es</sup> mais c'est l'ethnographie qui se situe au centre de cette enquête.

Si le recours à l'ethnographie est répandu en anthropologie de la mobilité (Elliot, Norum, et Salazar 2017; Tarrius 2000; Salazar et Jayaram 2016) dans le champ des migrations, dans les études urbaines et en géographie il reste minoritaire, surtout quand il s'agit d'étudier les mobilités résidentielles et quotidiennes des personnes migrantes.

Ce chapitre vise à expliciter la méthodologie que j'ai mise au point dans le cadre de cette recherche inscrite dans les épistémologies féministes. Puisque « voir à partir des marges comporte de sérieux danger d'idéaliser et/ou de s'approprier la vision des moins puissants alors qu'on revendique de voir à partir de leur position (Haraway 2007, 119) », il convient de préciser la manière dont j'ai procédé pour réaliser cette enquête menée du côté de l'action publique, du monde associatif et des habitant<sup>es</sup>.

En effet, il est important d'insister sur le fait que toute méthode peut être conduite de manière féministe<sup>1</sup>. L'ethnographie n'est pas l'apanage de la méthodologie féministe. Bien au contraire des chercheuses ont souligné l'androcentrisme de leurs confrères passés et actuels (Chabaud-Rychter et al. 2010), l'anthropologie, qui a fait de l'ethnographie sa principale méthode, n'étant pas en reste (Abu-Lughod 1990; Stacey 1988)<sup>2</sup>. En effet, on ne peut négliger le rapport asymétrique qui se crée dans la relation d'enquête ethnographique<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir notamment la thèse en cours de Mégane Fernandez à Paris 1 qui, dans le sillage d'autres féministes, conduit une enquête quantitative avec une approche féministe.

<sup>2</sup> On notera la surprenante justification de James Clifford (1986) pour expliquer l'absence totale de femmes à l'ouvrage « Writing Culture » édité avec George Marcus. Leurs collègues du département History of Consciousness de l'université de Californie à Santa Cruz, qui ne sont autres que Donna Haraway et Barbara Babcock, sont d'ailleurs remerciées en fin d'article pour « leur aide et leurs suggestions importantes ».

<sup>3</sup> À ce propos, Linda Mc Dowell (1999, 239) fait référence à des chercheuses qui ont vu dans les méthodes ethnographiques se déployer des rapports de dépendance et de manipulation avec les enquêtées : « Precisely because ethnographic research depends upon human relationship, engagement and

De la même manière il ne suffit pas, en tant que femme, de mener une enquête auprès d'autres femmes pour faire de sa recherche une recherche féministe<sup>4</sup>.

Après une rapide présentation de mon parcours et de la naissance de cette thèse, je débiterai ce chapitre par la manière dont j'ai commencé l'enquête et mon entrée sur le terrain. Je continuerai en développant les particularités qu'enquêter sur son lieu de travail comporte et je terminerai sur la façon dont le genre a traversé l'enquête et sur ce qu'enquêter auprès d'autres femmes engage en termes de positionnement.

## 1. Parcours « au pas de charge<sup>5</sup> » d'une étudiante en urbanisme

En 2012, je « monte à Paris ». Après une licence d'histoire de l'art, un CAP Vitrail et une année aux Beaux-Arts de Limoges, je suis acceptée, à ma grande surprise, au master Urbanisme Aménagement et Transport de l'Institut Français d'Urbanisme.

Le fait d'avoir vécu en région parisienne jusqu'à mes 12 ans ne change rien. Je suis une provinciale. Je suis bousculée dans les transports, j'appréhende les trajets en RER, je suis choquée par le prix des produits dans les épiceries, je vis un véritable choc esthétique au moment où le métro de la ligne 2 sort de terre et arrive au quai de la station Jaurès. En regardant l'horizon depuis la bouche de métro de la station Pyrénées, je ne comprends pas comment la tour Eiffel peut se trouver au pied de la rue de Belleville et je me crois dans le film *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain* le jour où, avec des étudiant·es de master, nous allons boire un verre rue Lepic.

En 2012, je viens d'arriver à Paris et je suis traversée par de grandes questions : comment rendre les villes plus écologiques ? Comment réduire les inégalités sociales ? À quoi pourrait ressembler un art politique ? Est-ce que l'auto-construction peut être reconnue comme un savoir-faire légitime en urbanisme ? À la recherche de réponses à ces questions fondamentales, je vais en cours, je lis des livres, j'assiste à des conférences. Parmi elles, celle intitulée « art et espace public ». Il était question de micro-interventions artistiques interrogeant la production de la ville. Les références à Lucien Kroll, Yona Friedman et

---

attachment, it places research subjects at grave risk of manipulation and betrayal by the ethnographer (Stacey 1988, 22) ».

<sup>4</sup> « Women studying women are quite likely to find themselves in circumstances where they are more knowledgeable, more powerful, more affluent or with greater access to a range of resources than the women they are studying (Mc Dowell 1999, 239) ».

<sup>5</sup> (Pétonnet 2013)

Patrick Bouchain me confortaient dans l'idée que j'étais à la bonne place. Au moment de la « discussion avec la salle », Valérie de Saint-Do prit la parole et présenta les activités de PEROU : Pôle d'exploration des ressources urbaines, un collectif réunissant politistes, graphistes, designers, architectes et photographes en action sur un bidonville d'Essonne. Le ton de sa présentation, la dimension pluridisciplinaire du collectif, le caractère informel de l'habitat en question constituaient suffisamment de raisons pour me pousser à aller parler à Valérie de Saint-Do à la fin de la conférence.

En effet, ce n'est pas l'envie de mieux connaître et comprendre la société romanès qui m'a donné l'envie de rejoindre le collectif PEROU, puis de faire un mémoire et enfin une thèse. C'est bien la forme urbaine du bidonville qui a en premier lieu retenu mon attention. Quels sont les savoir-faire des personnes qui construisent ? Que révèlent les expulsions systématiques sur notre société et sur l'hospitalité des villes ? Comment un séjour en bidonville infléchit-il la trajectoire résidentielle d'une personne ?

Je m'engage durant les deux années qui suivent dans le collectif PEROU et j'y rencontre des personnes qui sont devenues mes amies. Assister aux réunions, participer aux chantiers, organiser des événements, rencontrer des partenaires, faire des films avec les habitantes... font partie des activités dans lesquelles je m'implique et qui suscitent les premières interrogations éthico-théoriques : assignation raciale, participation des habitant·es au chantier, rapports de pouvoir dans les associations, endossement de la charge du *care* par les bénévoles femmes, positionnement vis-à-vis des pouvoirs publics.

PEROU fut non seulement une expérience militante, mais aussi une expérience décisive dans mon travail de recherche, puisque que ce fut ma première entrée sur le terrain. Je me souviens des rendez-vous avec les copines à Châtelet sur le quai du RER D pour se rendre à Grigny ou à gare de Lyon pour partir avec la vieille Mercedes de Sébastien Thiéry, le coordinateur de PEROU. Nous arrivions ainsi en groupe de Parisiens et Parisiennes sur le bidonville boueux. On y faisait des chantiers, on était invité à boire le café, on assistait à des concerts improvisés. On échangeait des paroles rapides et superficielles avec les habitant·es. Les difficultés de compréhension empêchaient toutes discussions approfondies. À part le coordinateur, une travailleuse sociale roumaine et les architectes en charge des chantiers, nous n'avions pas d'individualités propres aux yeux des habitant·es. Je faisais simplement partie de « PEROU », un ensemble homogène de français débarquant épisodiquement pour s'activer sur « le bidonville<sup>6</sup> ». Je n'étais pas satisfaite de cette position. Trop d'intermédiaires

---

<sup>6</sup>Les habitant.es emploient le terme romanès « platz ».

me séparaient des familles. Je n'avais pas de prise sur les activités qui y étaient menées, je n'avais pas les éléments pour comprendre les enjeux des conflits qui se tramaient avec les autres associations, je me sentais spectatrice d'une situation à laquelle j'aurais pourtant aimé prendre part.

Cette position au sein du collectif et les limites que j'y voyais furent déterminantes par la suite dans la méthodologie choisie pour la thèse. Je décidai de ne plus m'impliquer de la sorte dans une association afin d'être en mesure d'interagir personnellement avec les enquêtées. L'ethnographie me paraissait être la méthode d'enquête la plus pertinente pour accéder à la vie des enquêtés, chose que je fis en me distanciant des associations afin d'intervenir en mon nom sans porter les représentations et les activités qu'une structure humanitaire ou politique suggère.

En mars 2014, au cours de ma deuxième année de master, je pars à Milan dans le cadre d'une mobilité Erasmus. Je décide de réaliser mon mémoire sur la fermeture des *campi nomadi*. Il s'agit d'espaces aménagés par les autorités dès les années 1960 pour loger les personnes identifiées comme Roms (Peltier 2014). Là encore, je ne parviens pas à approcher les habitant·es. La courte durée de mon séjour et ma faible maîtrise de l'italien me conduisent à restreindre l'enquête aux acteurs et actrices de la fermeture et des évacuations des *campi*.

J'ai passé les deux années qui ont suivi à penser à la thèse que j'aimerais faire. J'allais à tous les ateliers de la DIHAL, je courais les séminaires, les colloques, les conférences en remplissant compulsivement mes carnets de notes. J'assistais en tant qu'auditrice libre aux cours de l'EHESS et de l'ENS. Je me rendais aux journées d'études de JEDI<sup>7</sup>. J'écrivais mon projet de recherche. Je le formulais et le reformulais en fonction des appels à bourses de thèse auxquels je répondais. Norah Benarrosh-Orsoni était mon modèle. Sa soutenance en 2015 m'avait impressionnée. Michel Agier l'avait comparée à Colette Pétonnet. Martin Olivera avait loué ses talents d'ethnologue. Elle avait appris le roumain et le romanès. En plus du manuscrit de 500 pages qu'elle avait rédigé, elle avait réalisé deux documentaires tournés lors de ses longs séjours chez ses enquêtées en Roumanie.

Autant dire que lorsque je signe mon contrat doctoral le 3 octobre 2016, je suis dans les *starting-block*. Je suis impatiente à l'idée de retourner sur un bidonville, je m'imagine sympathiser avec une habitante, j'ai emprunté un guide de conversation de roumain à la bibliothèque municipale de mon quartier, je veux dessiner les baraques comme Charlotte Cauwer à Calais, je veux être présente lors d'une expulsion, je veux comprendre comment

---

<sup>7</sup> Justice Espace Discrimination Inégalité, groupe de travail du Labex « Futurs Urbains ».

on fabrique un poêle à bois à partir d'un bidon, et puis comment on prend une douche dans un bidonville mais aussi comment est aménagée une chambre d'hôtel. Mes questions de recherche sont effectivement à l'époque assez larges mais je n'attends pas de les préciser pour commencer l'enquête. Dès octobre 2016, je contacte une association d'architectes (puisque cette technique avait fait ses preuves trois ans auparavant) afin de découvrir les bidonvilles du Campus de Beaulieu-les-Prés.

## 2. Méthodes en question

### a) Des méthodes combinées

Je me suis très vite détournée de la méthode quantitative que j'avais envisagé au début de l'enquête. M'intéressant tout d'abord à la résurgence des bidonvilles que l'Île-de-France avait connus des décennies auparavant, j'avais sollicité les services de l'État afin d'obtenir les données issues des diagnostics sociaux menés par le GIP<sup>8</sup> en amont des évacuations. Plusieurs raisons m'ont décidée à ne pas approfondir cette méthode. Premièrement, les agents de l'État se montraient réticents à l'idée de me les confier alors même qu'ils les avaient transmis à deux autres collègues hommes et que je donnais toutes les garanties nécessaires à l'anonymat des enquêtés et à un usage limité aux stricts besoins de l'enquête. Deuxièmement, ces données si elles offraient un bon aperçu de la présence et de la taille des bidonvilles en Île-de-France entre 2010 et 2015, elles ne renvoyaient qu'aux bidonvilles diagnostiqués par le GIP et passaient sous silence ceux qui n'avaient pas été évacués, ou ceux où le GIP ne s'était pas rendu. D'autre part, les diagnostics rassemblaient les principales caractéristiques sociales des personnes. Il n'était pas possible de connaître des éléments plus précis de leur biographie : leur niveau d'éducation, leurs emplois précédents, leur activité économique, leurs conditions de vie en Roumanie, les liens de parenté avec les personnes qui partagent leur lieu de vie... Au même titre que le recensement de l'INSEE, les données du GIP renvoyaient non pas à une analyse longitudinale de la situation résidentielle des personnes mais à une analyse transversale. Il était donc impossible de reconstituer des trajectoires nécessaires à la compréhension de l'évolution des mobilités quotidiennes au fil de la vie à partir des statistiques.

C'est donc avec un entrain bien plus grand (il ne faut jamais négliger l'intérêt de l'entrain dans le travail de recherche) que je me suis plongée dans l'ethnographie et la réalisation

---

<sup>8</sup>Groupe d'intérêt public. Le nombre de diagnostics que lui confie la préfecture de région augmente après la circulaire de 2012.



d'entretiens enregistrés. J'ai différencié l'emploi de ces méthodes en fonction des lieux de l'enquête, privilégiant d'un côté, l'ethnographie pour les bidonvilles, les chambres d'hôtel et l'espace public et de l'autre, les entretiens enregistrés pour les appartements et les bureaux des institutions.

J'ai privilégié les entretiens semi-directifs pour des enquêtés que je pouvais contacter facilement au téléphone et avec qui je pouvais convenir d'un rendez-vous dans un lieu fixe : les agents des institutions en charge de la résorption des bidonvilles et les habitant·es de bidonvilles relogés en logement social. En effet, il m'était impossible dans le temps imparti pour la réalisation de cette thèse de réaliser une ethnographie dans les services de l'administration et dans les logements où les familles avaient été relogées. Pourtant, il était nécessaire d'interroger les premiers pour comprendre comment les politiques publiques étaient mises en place et les seconds pour comprendre quels étaient les effets des relogements sur leur mobilité. Si, au cours des entretiens avec les habitant·es, j'ai pu aborder de nombreux sujets concernant la migration, les pratiques économiques, la vie en bidonville, le droit commun, l'accès au transport et le relogement, je n'ai pas pu observer la vie familiale des personnes interrogées en dehors de ce moment d'échange dont la durée était limitée. Or je souhaitais observer les mobilités en train de se faire et connaître la situation résidentielle des familles avant et après un déménagement. Cet impératif nécessitait un temps long et une relation d'enquête suivie et privilégiée. J'ai donc en parallèle mené une ethnographie à découvert. Les observations ethnographiques répétées dans le temps ont permis à la relation d'enquête de s'établir sur une base de confiance et de confiance réciproques.

Au total, seize entretiens avec les agent·es des institutions (collectivités, préfecture, ONG, opérateurs mandatés par l'État) ont été enregistrés et retranscrits. Je n'ai pas rencontré de difficulté particulière pour obtenir de rendez-vous et contrairement à mon appréhension, mes enquêtés, à part à la Mairie de Beaulieu, se sont montrés fort volubiles en répondant à mes questions. Ne pas évoquer mon engagement au sein de PEROU, association bien connue par les services pour son militantisme, et ne pas m'attarder sur mon investissement dans la recherche auprès des familles tout en mettant en avant mes études d'urbanisme et les enjeux en termes d'aménagement que posaient « les campements illicites » ont certainement facilité les échanges.

## **b) Déplacement des lieux de l'enquête**

En 2016, mon projet de recherche vise à comparer quatre sites localisés dans trois villes d'Île-de-France où des projets d'insertion sont mis en place. Peu à peu, ma question de recherche s'affine et, au gré des opportunités d'enquête, les sites pressentis changent.

L'objectif initial était d'étudier les conséquences des relogements sur les trajectoires résidentielles. Sachant que, sur la commune de Beaulieu-les-Prés, les évacuations étaient systématiques et les projets de relogement absents, je n'avais tout d'abord pas intégré entièrement ce terrain à l'enquête, pensant m'y référer seulement de manière complémentaire. Ma participation à un chantier organisé par les architectes bénévoles en novembre 2016, j'y reviendrai ensuite, et ma présence régulière sur le campus d'octobre 2016 à mars 2020 lui accordèrent une place plus importante que les autres terrains franciliens. Au fur et à mesure des progrès acquis en langue roumaine (j'ai validé deux années de licence langue, littérature et civilisations régionales à l'Institut national des langues et civilisations orientales) je me laissais de plus en plus happée par la vie de ces femmes et de ces hommes à qui je rendais visite plusieurs fois par semaine de 2016 à 2018 puis de manière beaucoup plus ponctuelle en 2019. J'y reviendrai un peu plus loin en détaillant l'enquête à Beaulieu.

À Méreville, le projet d'insertion avait lieu sur le bidonville que les habitant·es avaient construit. L'association en charge du projet avait obtenu du propriétaire qu'il n'ordonne pas d'expulsion avant quatre ou cinq ans ce qui me laissait *a priori* le temps d'observer la vie en bidonville se dérouler et d'assister éventuellement à un relogement. J'avais obtenu un rendez-vous sur le bidonville avec le chef de projet en novembre 2016. Celui-ci était arrivé en retard. J'attendais devant le préfabriqué en jetant des coups d'œil en direction des baraques. Me voyant gênée, une femme tenta un « Bonjour ! ». Ravie par cette salutation, je m'empressai d'expliquer les raisons de ma venue emportée par la joie de parler à « une habitante ». Elle éclata de rire devant mon flot de paroles incompréhensibles : « Pas compris ! Parler *romeno o italiano* ! ». C'est ainsi que je rencontrai Sorina, puis ses filles et son mari, et rapidement ses voisins et ses voisines.

Le relogement des familles à Méreville restant hypothétique, je décidai de mener des entretiens à ce sujet avec, d'une part, des habitant·es relogés et d'autre part, des représentant·es des institutions responsables dont la société ADOMA. Un projet de relogement de familles installées dans un bidonville de Seine-Saint-Denis avait été médiatisé par les pouvoirs publics qui le posait comme symbole de la nouvelle politique publique menée pour la résorption des bidonvilles. Des familles volontaires avaient la possibilité d'être relogées dans des résidences ADOMA situées dans des villes moyennes, où le marché du logement est peu tendu. Le chef de projet avec lequel je m'étais entretenue m'indiquait qu'il ne restait en 2017 qu'une ou deux familles dans le dispositif. Les autres avaient préféré regagner la région parisienne ou rentrer en Roumanie. Un concours de circonstances fit que quelques jours plus tard je me rendais en vacances dans une maison de famille précisément dans cette ville moyenne de l'est de la France. Champfort-les-Mines s'ajouta à la liste des terrains d'enquête.

Afin de recueillir davantage de données biographiques sur le relogement, je décidai d'ouvrir un quatrième terrain. Il s'agissait de recontacter les familles rencontrées avec PEROU. En 2014, PEROU avait initié auprès des pouvoirs publics la mise en place d'une MOUS<sup>9</sup> comprenant suivi social et accès au logement. Je fis un entretien avec la travailleuse sociale de l'opérateur du projet qui me communiqua les coordonnées de six familles. Au téléphone, je me présentai comme ancienne du PEROU connaissant untel et unetelle. Ce fut un véritable sésame. Les six personnes acceptèrent de faire un entretien à leur domicile. Une, seulement, décommanda au moment du rendez-vous.

### **c) Les associations : un sésame refermé après l'accès au terrain**

Que ce soit pour mener des entretiens ou pour accéder à la vie en bidonville, le recours aux associations (collectif Construire, PEROU, 1 toit 1 travail) impliquées sur mes terrains d'enquête a été d'un grand secours. Elles m'ont permis d'accéder au terrain des bidonvilles et elles m'ont donnée les premières informations dont j'avais besoin pour comprendre la complexité de la situation des familles. Faire partie d'une association pour enquêter sur les bidonvilles a un avantage non négligeable : le prétexte de la visite. En effet, il était bien plus facile, au début de l'enquête, de justifier ma présence sur le bidonville en faisant partie d'une association que, plus tard, quand je m'en suis détachée. Ma présence était confondue avec celle du groupe qui avait un objectif pratique et visible : intervenir sur le bâti. Nous étions là pour construire un escalier, creuser un drain ou installer des toilettes sèches. Or, mon objet de recherche ne portait ni sur l'engagement des femmes architectes contre la précarité, ni sur le rapport des « Roms » aux associations de soutien, ni à la subjectivation politique des militantes blanches antiracistes. Pour les besoins de l'enquête, je devais passer du temps avec les habitant·es, observer leur vie quotidienne et voir comment les mobilités affectaient la vie des femmes. En présence d'autres bénévoles, ces moment-là étaient secondaires et interstitiels. Par ailleurs, je souhaitais rencontrer des personnes plus discrètes, à qui les membres de l'association ne s'adressaient pas par manque de temps ou de maîtrise de la langue roumaine. Faire partie d'une association me limitait aux objectifs qui étaient les siens et aux représentations qu'elle véhiculait auprès des habitant·es.

En parallèle des questions de recherche, ce sont aussi des raisons politiques et éthiques qui m'incitèrent à ne pas m'engager plus longtemps dans ces associations. Quitte à passer du temps à militer dans une structure, je tenais à ce que le fonctionnement et les activités

---

<sup>9</sup>Maitrise d'œuvre urbaine et sociale.

menées me conviennent et que je puisse y prendre part. Le fonctionnement pyramidal de PEROU ne me plaisait pas. Ses actions étaient peu débattues et toujours verrouillées par le « coordinateur » qui signait les textes, contactait les partenaires et monopolisait la parole en réunion<sup>10</sup>. Le fonctionnement du collectif Construire était bien plus horizontal et les inégalités de sexe ne se posaient pas puisqu'il était composé uniquement de femmes cisgenres. Pourtant, je n'étais pas toujours en accord avec les manières de procéder (temps court des interventions, prise en compte ambiguë des personnes dans les projets de construction, actions humanitaires créant des tensions au sein des familles...). À Méreville, l'association « 1 toit 1 travail », composée de militantes locales, était responsable du site et recevait des financements publics et privés. Celle-ci devait prouver à ses financeurs l'avancée de « l'insertion » des familles hébergées : emploi salarié, scolarisation, ancrage unique en France. Quand le responsable du projet m'avait demandée de rejoindre le Conseil d'Administration, j'avais poliment refusé. Je ne voulais pas participer aux débats sur les modalités d'exécution de l'insertion et les sanctions qui en découlent. Cela aurait été clivant et m'aurait positionnée de manière minoritaire. De plus, j'aurais été tentée d'appuyer mon raisonnement en citant des exemples issus de mes échanges avec les habitantes qui s'étaient livrés en sachant précisément que je ne travaillais pas pour l'association.

Mes prises de position féministe ne se sont pas traduites par un investissement politique en association. En réalité, dans le déroulement de l'enquête, les associations dans lesquelles j'aurais pu m'investir ne mettaient en avant aucun principe féministe. Au contraire, des faits de harcèlement et de sexisme avaient été rapportés au sein de PEROU et d'1 toit 1 travail à Méreville. D'autre part, les membres du collectif Construire à Beaulieu s'étaient montrées peu soutenantes lorsque je leur avais fait part du harcèlement sexuel dont j'avais été victime sur le bidonville du Parking et dont je reparle plus bas.

Mon désinvestissement au sein de ces associations s'explique par des raisons politiques et méthodologiques, comme je l'ai exposé plus haut, mais aussi à cause d'un manque d'adhésion aux valeurs féministes de leur part, chose que je n'avais pas objectivé sur le moment.

---

<sup>10</sup>Une petite anecdote à ce sujet. Lors d'une réunion, un des architectes demanda avec provocation à l'assemblée : « On se demande quand même ce que PEROU serait sans Sébastien Thiéry ? » « Une bande de copines qui rigolent bien ! » répondit sans plus attendre une amie journaliste, membre du collectif.

Que ce soit à Méreville ou à Beaulieu, ne pas m'impliquer dans une association a permis d'établir une relation différente avec les enquêtés. Je n'étais pas seulement une française à qui l'on peut demander des clous, des couvertures ou de réaliser des démarches administratives. J'étais la française à qui l'on peut parler de choses et d'autres, à qui l'on confie ses enfants de temps en temps, avec qui l'on peut boire une bière en parlant des histoires de famille. Les sujets de conversation étaient vastes, certainement plus que ceux que l'on a avec une bénévoles dont on attend un soutien rapide et pragmatique.

#### **d) Des observations ethnographiques dans plusieurs espaces de vie**

Pendant presque trois ans, j'ai observé et partagé la vie quotidienne de plusieurs réseaux d'interconnaissance à des fréquences irrégulières. L'immersion, caractéristique des enquêtes ethnographiques<sup>11</sup>, n'était pas continue car je ne me suis pas installée sur un bidonville. En revanche, dans la mesure où je travaillais sur le lieu de l'enquête à Beaulieu, l'investigation a été longue et suivie. En effet, les méthodes ethnographiques utilisées en sociologie et en anthropologie urbaine engagent souvent les chercheuses à s'installer pour une période plus ou moins longue sur les lieux de l'enquête<sup>12</sup> mais concernant les bidonvilles contemporains en France hexagonale, c'est rarement le cas (Pétonnet 2012; Caseau 2020a; Benarrosh-Orsoni 2015).

La partie ethnographique de mon enquête repose sur des visites de quelques minutes à quelques heures sur les bidonvilles, dans les baraques, dans les chambres d'hôtel ou dans l'espace public de manière stationnaire ou mobile. J'ai étendu le périmètre de l'enquête à la Roumanie quand Sorina, habitante de Méreville, m'a invitée au mariage de sa fille en août 2017 et quand Marina, habitante de Beaulieu, m'a invitée chez sa sœur en juillet 2019. Ces deux séjours ont duré une dizaine de jours environ.

---

<sup>11</sup>« L'enquête doit être 'de longue durée'. Un mois ou un an, qu'importe, dirons-nous. Mais certes pas trois ou quatre jours de temps en temps (Beaud et Weber 2017, 278). » « L'enquête ethnographique a ainsi été menée sur plusieurs années : immergé en observation participante au fil des mois (visites quasi quotidiennes pendant deux ans, dont un mois d'immersion complète dans une tente sur un campement) (Lion 2014, 962). » « L'observation participante est rendue singulière par la pratique de l'immersion (Peneff 2009, 10). »

<sup>12</sup> On pense bien sûr aux enquêtes célèbres d'anthropologie sociale et de sociologie urbaine de Philippe Bourgois, Florence Weber, Olivier Schwartz, Loïc Wacquant et David Lepoutre par exemple. Et plus récemment (Rabaud 2003; Lion 2018; Léobal 2017; Coquard 2019; Foisneau 2018).

À Méreville, j'ai enquêté de novembre 2016 à novembre 2018 à raison de 2 ou 3 visites par mois. De décembre 2018 à juin 2019, le rythme s'est ralenti et je n'ai vu que le cercle proche une dizaine de fois.

À Beaulieu, j'ai enquêté d'octobre 2016 à mars 2019 en suivant les personnes de bidonville en bidonville (Le Triangle, Le Parking 1, Le Parking 2, Le Parking 3, Les Bâches Noires, Les Arbres Morts, Le Fossé, Le Petit 1, Le Petit 2, Le Lac)<sup>13</sup>. Les visites en bidonville ou les rencontres fortuites sur le campus donnaient lieu à une ou deux observations par semaine.

Les observations en hôtel d'octobre 2017 à mars 2019 sont moins nombreuses, soit parce que la durée de l'hébergement était courte (famille de Mina), soit parce que leur situation géographique les rendait plus difficilement accessible, (la famille de Domenica).

Puis-je qualifier mon enquête « d'ethnographie » alors que je n'ai pas été immergée profondément et continument dans le monde social des enquêtés, que je n'ai pas senti croître en moi « la capacité prudemment acquise de se comporter comme un indigène (Peneff 2009, 10) ni même de m'armer pour « virer indigène (Wacquant 2011, 214)<sup>14</sup> »? Je n'ai pas cherché à « vouloir être l'autre (Bensa 1995, 3) » et si un chercheur peut se trouver « en porte-à-faux avec lui-même, au cours d'un déchirement dont il doit sortir indemne (Peneff 2009, 10) », ça n'a pas été mon cas.

Ma réponse est positive et j'emploierai parfois le terme d'observations ethnographiques plutôt qu'observation participante car ce terme renvoie davantage aux enquêtes de sociologie du travail ou, dans le champ des migrations, aux enquêtes menées aux sein des associations.

Cette différence est en réalité minime car mon enquête partage de nombreux points communs avec des enquêtes employant l'observation participante.

Moi aussi, dans cette enquête, j'ai été amenée à *observer* tout une série de choses et à participer à toute une série d'activités. J'ai scruté avec attention : l'architecture des baraques, la décoration des intérieurs, les chemins, les paysages, les innombrables cabas, chariots, caddie et autres contenants, les vêtements, les sourires, les regards, les démarches, les maisons, les allures, les coiffures et les chaussures. Et j'ai *participé* à la confection des repas, aux courses, aux déplacements, au rangement, à la garde d'enfants, aux discussions, aux

---

<sup>13</sup>Voir croquis « Chronologie des lieux d'enquête. Les forêts de Beaulieu-les-Prés. » Figure 17.

<sup>14</sup>Recommandation de (Wacquant 2011, 214) : « Ma position est, au contraire, de dire « *Go native* », mais « *Go native armed* », équipé de tous vos outils théoriques et méthodologiques ».

querelles, aux dépenses, aux démarches administratives, aux voyages, aux blagues et aux fêtes.

Le terme d'« observation participante » me semble réducteur dans la mesure où l'enquêteuse, dès qu'il observe et participe, fait « appel à toutes ses capacités sensorielles (Chauvin et Jounin 2012, 21) » : le toucher, l'odorat, le goût et l'ouïe. Durant cette enquête, j'ai touché toutes sortes de surfaces : la peau des bébés, le soyeux des fausses-fourrures, les mains rugueuses des ferrailleurs, les anses tissées des sacs, le bois de chauffage, le bois de construction, les pages des livres pour enfants, les feuilles de chou saumurées pour la confection des *sarmale*. J'ai aussi senti toutes sortes d'odeurs : le plastique cramé, la soupe aux pommes de terre, les vêtements fraîchement lavés, la sueur, l'essence, la merde, le parfum d'intérieur, le froid dans mon cou, l'humidité qui mouille le bout des chaussures, la chaleur du poêle qui pique les joues. Et ressenti tout autant d'émotions : la gêne, la joie, l'inquiétude, la peur, l'agacement, l'ennui, l'admiration, la honte, l'énervement, la crainte, l'empathie, la pitié, la tristesse, la résignation, l'euphorie et la fierté. J'ai aussi entendu de multiples sons : les secrets, les plaintes, les chants, la douleur, les cris, les confidences, les mots doux, les regrets, l'autoroute, la télévision et le *mane*. J'ai enfin goûté toutes sortes de plats et de boissons : la saucisse, les oignons crus, le nescafé sucré, le thé froid en poudre, le coca *discount*, le café « à la naturelle », les glaces, le fromage bulgare, les cornichons, les chips, les sardines grillées, le martini, le gras de porc, les frites, les ailes de poulet, la *tuica* et la *vișinata*.

Au-delà de ces précisions sensorielles, le terme d'observation participante est souvent employé dans d'autres disciplines et fait référence à d'autres positionnements. En sociologie du travail, il caractérise l'observation que les chercheuses conduisent en se faisant embaucher en tant qu'employés (Gaborieau 2016; Beaumont 2021; Gardes 2019). Dans le champ migratoire, les chercheuses qui ont recours à ce terme mènent une observation dans les associations ou les institutions que les migrant<sup>es</sup> fréquentent (Kobelinsky 2009; Makaremi 2008; Pillant et Tassin 2015). Au sujet de son enquête réalisée à Ceuta et Melilla, Elsa Tyszler (2018) distingue l'« observation participante », qu'elle a effectué « par le biais de différents postes occupés au sein d'associations et d'organisations non gouvernementales », des « observations ethnographiques qui se sont déroulées à la frontière maroco-espagnol (Tyszler 2018, 145) ». Je distinguerais donc les observations ethnographiques de l'observation participante et des entretiens. Concernant le travail de recherche ici présent, les observations ethnographiques regroupent toutes les situations d'interaction qui ont donné lieu à une rencontre où j'ai été impliquée personnellement et de manière répétée avec une enquêté. Je reprends volontiers à mon compte une citation de Michel Agier qui synthétise les liens entre production de savoir et relation d'enquête.

Le savoir émerge de l'échange et du dialogue, omniprésents, au moment où j'atteins une certaine empathie intellectuelle avec le « monde » créé par mon enquête (Agier 2015, 9).

Contrairement à d'autres chercheuses enquêtant sur les « Roms », je n'ai pas tenté de proposer un entretien enregistré avec prise de notes en direct (Stewart 1987; Olivera, Martin 2007; Tesar 2013; cités par Benarrosh-Orsoni 2015). Ceci, non pas car je pensais de mes enquêtés qu'ils et elles étaient « a non-literate group, used to deviating from outsiders' interrogations (Okely 2008; citée Benarrosh-Orsoni 2015) », mais parce que les situations d'interaction ne s'y prêtaient pas. D'ailleurs les personnes relogées, identifiées comme Roms, ne se sont pas montrées hostiles quand, dans la salle à manger de leur appartement, je leur ai expliqué que j'allais faire l'entretien avec un enregistreur et un carnet de notes. Le choix de l'observation ethnographique a été, d'une part, fonction du lieu de l'enquête et des interactions sociales qu'il occasionne et d'autre part, de la relation que je souhaitais établir.

Les bidonvilles que j'ai fréquentés sont des lieux animés par les relations de voisinage ou de famille. La proximité des baraques entre elles rend les visites aisées. On va chez les uns et chez les autres pour discuter, emprunter du liquide vaisselle, de l'argent ou pour se réchauffer. Bien des fois, les discussions commencées avec mes enquêtés étaient interrompues par la visite de quelqu'un dont la présence détournait le sujet initial et l'orientait autre part. Les conversations s'enchaînaient de manière désordonnée et en quelques heures on avait évoqué à la fois le temps qu'il fait, les meilleurs plats roumains, la relation avec la belle-mère, les insultes racistes, la carrière brisée de la chanteuse Denisa, la santé de ma mère et le prix des maisons en Roumanie. Cette sociabilité me convenait tout à fait dans la mesure où j'avais accès ainsi à de nombreux aspects de leur activité sociale. L'observation ethnographique revenait à m'insérer dans la vie quotidienne des enquêtés, en y prenant part mais sans l'interrompre totalement, alors qu'un entretien aurait imposé un rythme différent de celui des journées qui s'écoulaient normalement.

En résumé, on voit dans mon travail comment se croisent les choix méthodologiques au positionnement scientifique et politique. J'ai choisi la méthode ethnographique car cela me permettait d'observer la prégnance de la mobilité dans tous les aspects sociaux et matériels de la vie des personnes en bidonvilles tout en me prémunissant d'« une présence ambivalente, tendue, non sans angoisse, sur plusieurs réseaux d'action et de pouvoir (Makaremi 2008, 175) » qu'aurait occasionnée une activité bénévole. Je souhaitais mener cette enquête comme je l'entendais et ne pas dépendre de l'agenda politique fixé par les membres d'une association.

### 3. Ethnographier les marges de son lieu de travail



Voyons maintenant comment précisément s'est déroulée l'ethnographie, notamment à Beaulieu où j'ai enquêté le plus longtemps. J'aborderai la manière dont j'ai négocié ma place sur le terrain et la particularité d'enquêter sur mon lieu de travail.

Je propose ici de partir d'un long extrait de mon carnet de terrain afin d'exposer les principaux enjeux qui ont traversé toute mon enquête ethnographique.

### **a) Plusieurs types d'observation en une scène**

De janvier 2017 à août 2020, j'enseigne la géographie à des étudiant·es de licence à l'Université-Le-Corbusier. Le parking du bâtiment où j'enseigne donne accès au bidonville dit du « Parking » (voir Figure 16 Plan de situation du Green City Campus®). Des dizaines de personnes le traversent et empruntent le chemin forestier qui y conduit. Un après-midi alors que je suis dans la salle des profs après avoir donné mon cours de Géographie des Mobilités aux étudiant·es de 3<sup>e</sup> année de licence, je regarde par la fenêtre qui donne sur le parking et je suis interpellée par une agitation inhabituelle. Des personnes chargées de cabas et de charriots font des allers et venues entre le bidonville et le parking. Le soir du 27 avril 2017, une fois rentrée chez moi dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, je tente d'écrire avec précision ce que j'ai observé.

Après le TD des L3 de géo des mob, je vais dans la salle des profs. Par la fenêtre, je vois du monde passer. Le jeune-homme au piercing, qui s'appelle Tomi, et un ou deux autres font du skate. Disons plutôt qu'ils se partagent le skate car il n'y en a qu'un. Quelques voitures circulent, des étudiant·es sans doute, quittent le parking. J'hésite à appeler Tomi et ses copains mais vu que je ne sais pas quoi leur dire, je reste là incognito à les regarder. Ils s'en vont. Plusieurs groupes avec enfants passent. Un jeune homme seul avec chariot de courses passe sous la fenêtre en direction du campus. Une vieille arrive. Elle fait plusieurs pauses avant de reprendre son chemin vers le bidonville. Un homme de dos ressemble à Johnny. Il croise une femme et un enfant avec des bidons vides. Une personne dévale le talus en courant. Une autre accompagnée de 4 ou 5 personnes porte sur la tête une grande palette. Le jeune-homme au chariot revient chargé d'une petite palette. Un camion type Sprinter passe l'entrée du parking et descend la pente tout doucement. Le conducteur se gare, sort du camion et décharge du matériel. La galerie du camion est pleine de vélos et de roues voilées. Il s'assoit sur le talus et regarde son téléphone sans échanger de paroles avec les gens qui arrivent. Il attend des gens pour aller en Roumanie ? Quelqu'un arrive du bidonville. Une femme voilée ? Non c'est un garçon à capuche. Il est accompagné d'un ado qui pousse une brouette pleine de bagages et d'une femme qui porte un dérouleur. Elle pose le dérouleur. Il décharge la brouette et font demi-tour tous les deux, laissant le garçon. Une autre femme, assez grosse, arrive avec un gros chariot. Elle a deux tresses de part et d'autre du visage (c'est elle est qui était inquiète à cause de la venue de la BAC la dernière fois ?) Elle laisse tout son barda et repart. Un jeune homme et un garçon arrive chargé d'un chariot. Le jeune homme laisse le chariot et repart. Le garçon reste.

Il y a beaucoup d'avions et d'hélicoptères aujourd'hui. Au loin, je reconnais Nora qui descend par la pente herbeuse avec une poussette. Deux hommes posent un gros caddie à côté du camion qui est maintenant entouré par tout un tas d'affaires. Un homme y ajoute un baluchon jaune énorme. Deux femmes arrivent avec deux jeunes enfants et s'assoient à côté du camion. Deux jeunes femmes descendent la pente goudronnée du parking. L'une tire un chariot et l'autre traîne une palette derrière elle. Un homme portant un enfant les suit. Le groupe se dirige vers le bidonville et ne s'arrête pas. Des femmes sont assises à l'ombre. Deux jeunes hommes passent en VTT et s'arrêtent pour parler aux personnes stationnées. Je reconnais Vijai !

Je me précipite hors de la salle des profs pour que Vijai me présente au groupe. Je me dépêche mais je me retiens de courir pour pas que mon arrivée paraisse bizarre. Arrivée sur le parking, Vijai me reconnaît et me tend les bras. Il a une drôle d'allure avec son polo rose propre et son pull bleu marine posé sur les épaules. Il a des airs de Jacquart dans le film « Les Visiteurs » mais sa ceinture le trahit. La boucle porte les lettres F U C K. Son frère Rafael me salue et en profite pour me faire la bise. J'écourte ce moment d'intimité en posant une question :

-C'est vos voisins ? Ils vont où ?

Vijai répond impulsivement :

-Je sais pas moi, je ne les connais pas !

Je demande alors à une dame qui mange une glace.

-Non pas elle, elle n'y va pas. Dit-il.

Vijai, se met à me draguer. Ce n'est pas son habitude, contrairement à son frère Rafael. Pour la première fois, il me demande mon numéro. Une concurrence s'installe entre les deux frères. Rafael prend le relais :

-Tu viens chérie ? Je t'emmène en Roumanie !

Je réponds de manière virulente :

-Ça va pas non ?! Je monte pas avec n'importe qui dans un camion moi !

Je demande où va le camion à un homme que je pense être le copilote. Il dessine au sol 2800 km et ajoute « doua zile ! » : deux jours. Le camion ferme ses portes. On leur fait coucou. Je cherche quoi dire rapidement en roumain. Une réplique d'un film me revient : « Drum bun ! ». Les gens rigolent et on suit de quelques pas le camion pour lui dire Adieu.

Je dis Au revoir à Vijai et Rafael. La dame me serre la main en insistant du regard. Je comprends alors qu'il s'agit de leur mère en visite en France. Je les laisse et me dirige vers le bâtiment de l'université, me disant que je viens de vivre une mobilité transnationale en direct et que j'aurais plein de choses à noter dans mon carnet de terrain, quand un homme, blanc, s'approche de moi en souriant. Il ne me dit pas bonjour et s'adresse à moi comme s'il continuait une conversation déjà engagée :

-On doit veiller à limiter le maximum d'échanges et de transactions sur le parking. Un peu surprise, j'essaie de reformuler son affirmation.

-Vous voulez dire que vous me demandez de ne pas parler à ces personnes ?

Il continue en parlant de l'usage normal du parking réservé au stationnement du personnel et des étudiant•es. Je rétorque que rien sur le parking ne le mentionne.

-Mais il est clair que ces personnes ont mis du matériel dans le camion.

C'est vrai, mais je ne vois pas où est le problème ce qui sans doute le pousse à se présenter. Il est le responsable de la sécurité du parking. Il s'étonne de mon agacement.

-Je vous vois réticente... Comme sur la défensive... Qu'il y ait des associations qui viennent en aide aux personnes qui se trouvent dans la misère sociale, en hiver comme en été d'ailleurs, c'est très bien mais il ne faut pas qu'il y ait du stockage sur le parking. Des fois il y a des vêtements... si c'est stocké dans les bois ça va mais sur le parking, ce n'est pas possible. Mais d'ailleurs à quel titre vous intervenez ? Je ne souhaite pas particulièrement lui parler de mon projet de recherche et lui réponds simplement que j'ai du travail et que je dois le laisser. Je regagne le bâtiment mais il tente de continuer la conversation et me suit jusqu'à la salle des profs où je m'enferme pour avoir la paix.

Ce long extrait regroupe plusieurs thèmes centraux qui seront approfondis dans la thèse, parmi eux : la migration pendulaire, les mobilités quotidiennes, la racialisation et l'hostilité dans l'espace public. L'extrait donne également à voir la manière dont s'est déroulée l'enquête. On y retrouve des éléments liés au positionnement et aux types d'observations (Morange et Schmoll 2016; Lapassade 2016; Bouillon et Monnet 2016) ainsi que les enjeux que posent les méthodes qualitatives et qui ont peu fait l'objet de recherche : la sexualité dans les terrains d'enquête (Clair 2016a; 2016b; Cuny 2020; Gill Valentine 1990) et les questions éthiques (Morelle et Ripoll 2009; Collignon 2010; White et Bailey 2004). D'autre part, ceux plus précisément qui traversent les enquêtes ethnographiques apparaissent : les malentendus (Hubert 2019; Palomares et Tersigni 2001), le style de l'écriture ethnographique (de Grammont 2008; Jaunait et Chauvin 2012; Althabe 1990) et l'engagement (D. Fassin et Bensa 2008; Becker 2006; Cefaï 2010).

Dans un souci de synthèse et de concision, je croiserai l'analyse de plusieurs thèmes à la fois. J'évoquerai en premier lieu l'écriture ethnographique afin de mettre à jour la dimension artisanale de l'écriture du carnet de terrain et ce qu'elle révèle en termes de réflexivité. Ensuite, je préciserai les particularités d'une recherche sur les mobilités dont le lieu d'enquête et le lieu de travail (enseignement et activités de recherche) coïncident. Je poursuivrai en développant comment les positions d'observatrices et les questions éthiques et politiques se rencontrent.

## **b) Écriture et réflexivité**

Après chaque journée de terrain, je m'appliquais à noter consciencieusement tout ce dont je me souvenais. Avec certainement un peu trop de zèle et de cérémonie, je me disais que j'étais peut-être en train d'écrire un passage qui figurerait plus tard au manuscrit final. Je partage avec Sarah Carton de Grammont (2008, 79) ce goût pour le détail et les descriptions :

J'aime bien l'idée de consacrer un temps et une énergie considérables, de mettre un soin méticuleux, voire parfois maniaque, à colporter ces bruissements du monde de l'un à l'autre de ses bouts<sup>15</sup>.

Comme elle, je me suis souvent trouvée maniaque à traquer dans les méandres de ma mémoire des petits détails que je ne m'excusais pas d'avoir oublié : le numéro du bus qui rejoint Hautecourt à Gensigny, le prénom de la mère de Lenuta ou l'année de la mort du père de Ioan. Finalement, j'ai certainement passé plus de temps à *taper* ces 600 pages de notes de terrain qu'à *faire* du terrain. Cependant, cette méticulosité ne relève pas d'une obsession ou d'une fascination pour les pense-bêtes. Elle est tout simplement indispensable au processus de production de savoir scientifique. En l'absence d'enregistrement, le carnet de terrain regroupe les matériaux qui seront nécessaires à l'analyse. En revanche, ce texte écrit après coup se distingue d'une retranscription d'entretien qui « contient potentiellement le pouvoir de dissoudre les événements de communication dans lesquels les échanges verbaux désormais écrits ont été produits (Althabe 1990, 24) ». En attachant de l'importance à la description des ambiances, des paysages, des objets, des personnes et des émotions, l'ethnographe produit un texte qui dépasse la retranscription d'un échange verbal et constitue un premier pas vers l'interprétation. C'est à partir du carnet de terrain que l'interprétation « recompose les événements, leur articulation dans la durée, cet arrière-plan d'où ces textes ont surgi et où ils prennent sens (Althabe 1990, 24) ». Le carnet livre la nature des relations construites avec les enquêtés à partir de laquelle prend forme la production de connaissance scientifique.

Le texte ainsi reproduit dans sa version quasi-originale<sup>16</sup> livre les maladresses, les jugements hâtifs, les interrogations et l'agacement qui sont présents au moment de l'écriture. Ils représentent les tâtonnements autant que les intuitions qui ponctuent le chemin de la réflexion. Comme le suggèrent Chauvin et Jounin (2012, 27), je ne me suis pas censurée en écrivant le carnet de terrain. En le relisant, il m'arrive d'être frappée par la vulgarité, la naïveté ou au contraire par le degré d'analyse dont j'ai fait preuve en écrivant ces notes des années auparavant. Cette distance avec moi-même et le caractère vivace du texte permet d'analyser des scènes lointaines, mais inscrites désormais dans ma mémoire. Par ailleurs,

---

<sup>15</sup>En revanche, je ne partage pas tout à fait la fin de sa phrase : « juste comme ça, pour rien de spécial. » Car si j'ai passé toutes ces années à écrire d'abord ce carnet de terrain puis les pages de la thèse c'est bien pour quelque chose de spécial : avoir un poste par exemple, remuer un tant soit peu la recherche sur les mobilités et participer à la production du savoir scientifique en tant que féministe. Je remercie au passage Paul Fabié pour la suggestion de cette lecture.

<sup>16</sup>Le texte ici reproduit a été légèrement modifié pour des questions de compréhension, d'orthographe et d'anonymat.

étudier le style du texte écrit dans la spontanéité apporte des éléments de réflexivité. L'usage de mots d'argot, les associations d'idées spontanées, le peu de précautions que je prends pour m'adresser aux gens sont autant d'éléments qui trahissent le milieu social d'où je viens et dont progressivement je m'éloigne en écrivant une thèse basée, paradoxalement, sur ces mêmes carnets de terrain.

### **c) Observations tantôt mobiles tantôt fortuites, les modalités de l'enquête sur le lieu de travail**

Contrairement aux objets de recherche qui conduisent à mener des enquêtes en terrains inconnus et lointains, j'ai effectué une partie de mon enquête sur un terrain proche puisque les forêts où habitent mes enquêtés sont situées derrière le Green City Campus®, à deux pas de mon lieu de travail (voir Figure 16). Cependant, on va le voir, ma proximité géographique avec ces marges ne me les rendaient pas pour autant familières.

Cette configuration a occasionné deux types de situations d'enquête. L'un où je me rends volontairement sur le terrain et l'autre où c'est le terrain « qui vient à moi ». Dans la première configuration, je me prépare mentalement et physiquement en réfléchissant aux manières d'engager la conversation, en me remémorant les prénoms et les visages, en révisant quelques mots de roumain et en m'habillant de manière adaptée à tous les lieux différents que je vais fréquenter au Green City Campus®. Cela donne lieu à une certaine gymnastique vestimentaire. Trouver la tenue et les chaussures qui conviennent aux différents rôles que j'occupe dans la journée : l'usagère des transports en commun, la collègue de bureau avec qui l'on mange à la cafétéria, la chargée de cours de Licence de géographie et la « dame » qui vient sur le bidonville. Cette gymnastique est aussi mentale. Il faut savoir passer d'un registre à l'autre, d'un ensemble de codes sociaux à l'autre, d'une présentation de soi à l'autre. Quand je quittais le bidonville après avoir entendu des histoires tragiques ou assisté à des scènes marquantes, la boue que mes chaussures répandaient dans les couloirs et les salles de cours témoignait du dépaysement que je venais de vivre. Pourtant, j'étais également marquée mentalement. Retrouver mes repères après cette expérience demandait le temps d'adaptation nécessaire pour combler l'écart matériel et symbolique qui sépare la précarité des bidonvilles de la technologie du Green City Campus®.

La deuxième configuration correspond aux situations où c'est le terrain, ou, plutôt, les enquêtés qui sont venues à moi. D'octobre 2016, date à laquelle j'ai commencé mon contrat doctoral, à mars 2020, date du premier confinement lié à l'épidémie de Covid-19, le simple fait de me rendre à mon bureau pouvait donner lieu à des échanges précieux avec les enquêtés (voir Plan de situation du Green City Campus® Figure 16), la distance qui sépare la gare RER, en bas à gauche, du bâtiment C de l'Université-Le-Corbusier situé en haut à

droite). J'analysais cela au début comme du *hasard*<sup>17</sup> et notais dans mon carnet « Incroyable j'ai encore croisé Vijai ! » ou alors, je misais sur le *hasard* pour faire progresser l'enquête, regrettant de ne pas rencontrer mes enquêtés comme Colette Pétonnet qui, dans un cimetière parisien, se surprit à rechercher obstinément « le petit père » (Pétonnet 1982). Plus tard, je m'habituais à ces interactions devenues routinières comme lorsque l'on croise un ami dans un café (à l'époque où ils étaient encore ouverts) ou en manifestation (à l'époque où les masques ne nous empêchaient pas de nous reconnaître). On se demandait mutuellement : « Ah salut ! Tu vas où ? ». Chacun répondait : « Au bureau et toi ? » « À la gare ! » « Ok bonne journée ! ». Croiser des gens que je connaissais dans les avenues Haussmann, Eiffel, Euclide ou Vauban rendait le Green City Campus® familier. L'extrait cité plus haut montre bien la densité des allers et venues sur le campus. Nous le traversions comme l'on traverse son quartier pour : faire des courses, manger, travailler, prendre le RER. Mais un quartier, il faut le préciser, qu'ils et elles connaissaient bien mieux que moi pour y habiter depuis plusieurs années et connaître les ressources et les anecdotes dont il regorge. Étudier les mobilités quotidiennes m'incitait à saisir les occasions de partager des trajets avec mes enquêtés. Sans avoir mis en place de méthode particulière, comme les parcours commentés<sup>18</sup>, j'assistais en leur présence à des sortes de visite de campus. « Ici, ils coupent les arbres pour construire des bâtiments » me dit un jour Johnny alors qu'on passait près de l'école d'architecture. Un peu plus loin, à proximité du bâtiment Futurolis, il ajouta devant le bassin d'eau bordé de joncs phytoépurations situé à l'extérieur du périmètre de sécurité : « C'est ici qu'on prend l'eau pour la douche. Il ne faut pas la boire ! On la fait bouillir et on se lave avec ». Une autre fois, alors que nous nous rendions tous deux au bidonville du Parking, Rafael m'informa, en passant devant le chantier de rénovation de La Corbue !, que des « Roumains » travaillaient là, qu'ils étaient logés à l'hôtel à côté d'Auchan et avaient un contrat de travail.

Marcher sur le campus de Beaulieu, ou ailleurs, en compagnie de mes enquêtés n'était pas un simple déplacement. Leurs commentaires égrainés au fil du parcours indiquaient les ressources qu'ils et elles utilisaient : eau, travail salarié, activité de récupération... L'extrait de carnet de terrain cité plus haut renseigne les autres avantages du campus. En l'espace d'une demi-heure environ, se déploient sur le parking de multiples activités qui sont, malgré l'hostilité dont témoigne le responsable de la sécurité, autant de réappropriations que

---

<sup>17</sup>C'est l'italique qu'Elise Palomarès a mise, dans un article co-écrit avec Simona Tersigoni (2001), qui m'a incitée à réenvisager les situations que je pensais relever du hasard.

<sup>18</sup> Les parcours commentés sont mis en place lors d'enquête traitant des territorialités de l'espace vécu. Voir aussi (Thibaud 2001; Morange et Schmoll 2016).

s'octroient les habitant<sup>es</sup> : terrain de jeux, lieu de passage adapté aux poussettes et chariots, lieu de chargement des bagages et départ vers la Roumanie.

Ma fréquentation quasi quotidienne du Green City Campus® a donné lieu à des rencontres fortuites qui auraient pu rester anodines si je ne les avais pas observées avec des lunettes d'enquêtrice, c'est-à-dire en transformant la situation d'interaction en situation d'enquête, qui engage de participer à l'action tout en s'en distanciant ou en d'autres termes « être à la fois acteur et observateur (Lapassade 2016) ».

Ce que je prenais comme étant du hasard au début de l'enquête relevait finalement de situation de voisinage dans lesquelles des personnes se croisent régulièrement, car elles fréquentent les mêmes lieux. Si ce n'était pas un *hasard* de « tomber » sur mes enquêtés, ce n'était pas non plus de la chance. Il serait un peu réducteur de considérer que j'ai eu de la chance dans mon enquête que des situations d'interaction que je n'avais pas anticipées s'offrent à moi. Premièrement, c'est souvent le cas dans les enquêtes ethnographiques. Deuxièmement, ce sont au contraire ces rencontres qui m'ont précisément poussée à intégrer Beaulieu-les-Prés à l'enquête. Dans la mesure où, au début de l'enquête, je considérais le campus comme mon lieu de travail, je ne l'avais pas intégré comme un terrain à part entière et je n'en attendais rien de particulier. En revanche, plus les situations d'interactions augmentaient, plus je rencontrais de personnes et plus Beaulieu s'imposait parmi les terrains envisagés, me détournant peu à peu de mon sujet de recherche initial, axé alors principalement sur le relogement. Adopter une méthode ethnographique revient à accepter que l'objet de recherche soit mouvant, qu'il se construise par la relation d'enquête au gré des imprévus du terrain et qu'il détourne du questionnement initial.

#### **d) Observations et éthique**

L'extrait de carnet de terrain retranscrit est structuré comme une boucle. Le point de départ est la salle des profs, l'arrivée de Vijai signale la sortie de mon poste d'observation. Puis, la boucle se referme là où elle avait commencé : dans la salle des profs. Le passage de l'intérieur à l'extérieur du bâtiment révèle deux types d'observation. La première me rend invisible aux yeux des enquêtés. J'observe la scène se dérouler sans perturber leur comportement depuis un lieu qui leur est inconnu. La deuxième me positionne en interaction dans le groupe. Je pose des questions, les personnes me répondent. Ma présence induit de la rivalité entre les deux frères Rafael et Vijai. Leur mère atteste de mon intervention d'un regard appuyé. Les voyageuseuses sur le départ rient de ma tentative d'expression en langue roumaine. Je suis donc actrice, puisque j'interagis avec les personnes dans une situation de communication et je suis observatrice, ce qui me permet une fois rentrée chez moi de noter le déroulement de la scène.

Cet extrait illustre la manière dont les modes d'observation sont souvent imbriqués. Il est difficile d'affirmer qu'une enquête a été réalisée avec une forme d'engagement du ou de la chercheuse qui fut constante. Que l'on se positionne comme participante complète, participante observatrice, observatrice participante ou observatrice complète (Junker 1960) ou que l'on adopte l'observation participante périphérique, l'observation participante active, ou l'observation participante complète (Adler et Adler 1987) l'on est toujours face à des enquêtés et des situations qui induisent de la souplesse et de la spontanéité. Si l'on ajoute à cela la temporalité parfois longue des enquêtes ethnographiques, force est de constater qu'il existe « plusieurs formes d'engagement à l'intérieur d'une même enquête (Namian et Grimard 2016, 11) ».

Dans mon cas, c'est l'arrivée de Vijai qui me fait sortir de mon poste d'observation. Si j'observais ainsi *incognito*, ce n'était ni par confort ni par choix méthodologique. Comme je l'ai noté, je ne connaissais pas assez bien Tomi et ses amis pour descendre leur parler. Je me satisfaisais donc de la situation d'opportunité qu'offrait la salle des profs. Ayant fini mon cours, j'allais poser dans ma bannette les feuilles excédentaires du corpus de documents sur lequel les L3 venaient de travailler et j'en profitais pour jeter un œil par la fenêtre et observer ce qui se tramait sur ce parking : lieu propice aux mobilités. L'arrivée de Vijai a en effet généré un basculement dans la forme d'engagement de l'observation. De passive (je regarde par la fenêtre) à active (je fais la discussion). Ceci étant possible car je connaissais Vijai depuis plusieurs mois. Nous avons eu des échanges de manière répétée et je savais qu'en me joignant au groupe, il me reconnaîtrait de manière certaine, facilitant ainsi ma participation à l'action.

À ces remarques sur les modes d'observation s'ajoute une réflexion d'ordre éthique. Même si l'éthique ne concerne pas que la réalisation du terrain (cela touche aussi le choix du sujet, le respect de l'anonymat, les modes de restitution) je me concentrerai ici sur les difficultés de maintenir les conditions de réalisation d'une enquête à découvert.

Ne sachant pas toujours qui j'étais, les habitant·es que je ne connaissais pas ou bien celles et ceux à qui je n'avais pas encore expliqué les raisons de mes visites m'ont prêtée toutes sortes de rôles : l'architecte, la policière, la française qui cherche un mari, la française qui cherche des amis, la passante à qui l'on demande une pièce, l'assistante sociale ou la bénévoles.

Dans la mesure où je souhaitais précisément me distinguer de la position de bénévoles, il était important que je me présente d'une manière suffisamment claire afin de ne pas semer la confusion. C'est précisément là que réside la difficulté. Comment expliquer que passer du temps dans la forêt à la rencontre des personnes qui y habitent est une activité indispensable à la réalisation d'un doctorat (terme peu courant dans le langage usuel) en urbanisme, discipline moins bien identifiée que la géographie ou l'architecture. Est-ce qu'insister, dans



un objectif de transparence, sur la portée heuristique de prise en compte de la dimension transcalaire des mobilités des transmigrantes (je force le trait) dans une approche intersectionnelle qui s'appuie sur les épistémologies féministes de Sandra Harding et Donna Haraway n'aurait pas opacifié l'explication du sujet de recherche ? Un tel jargon aurait bien sûr renforcé la distance sociale qui nous séparait déjà. Alors, je m'attachais à dire les choses d'abord très simplement, en apportant plus ou moins de détails et de complexité en fonction du degré d'intérêt que j'arrivais à déceler dans le regard de mes interlocutrices. Puis quand l'occasion se présentait, je développais plus avant les détails de ma recherche. Les réactions étaient variées. Voici un exemple, chez Maria le 20 avril 2017.

Razvan me demande ce que je fais : je dis que je travaille à l'université, près du RER. Il ne localise pas le bâtiment. Je continue mes études. Après le bac, la licence, le master : maintenant je fais une thèse. « Aah » fait Maria d'admiration. Je garantis que je suis indépendante et que j'ai des directrices mais elles me disent pas ce qu'il faut que je fasse tous les jours. Le but est d'écrire un gros livre dans quelques années. Le sujet c'est la vie des Roumains ici : comment ils font pour vivre, comment ils se débrouillent dans les bois. « Ah bah ça je peux te montrer hein » dit Razvan en mode « c'est pas bien compliqué, pas besoin d'écrire de livres dessus ».

Outre l'admiration et l'approbation, j'ai également reçu des suggestions de terrains supplémentaires. Le 2 mars 2018, Mina, 11 ans me raccompagne jusqu'à l'ascenseur de l'hôtel.

Elle me demande où je travaille. C'est l'occasion de lui répéter mon sujet de recherche et de dire que je donne des cours. « Où ? » dit-elle. Elle me demande aussi si c'est avec des enfants et s'ils parlent français. Je réponds « C'est le bâtiment, près du platz ». J'ajoute que je m'intéresse à la vie dans les platz et en hôtel. Je vais aussi ailleurs autour de Paris. « Si tu veux je peux te dire où y a un autre camp » propose-t-elle. J'apprécie cette collaboration. Tu vois là où on était ? Et bien y avait 2 chemins au fond, il fallait prendre à droite, mais à gauche ça se voit, y a des baraques.

-C'est là où est Maria?

-Je sais pas mais y a ma grand-mère là-bas !

-Ah bon elle est pas à l'hôtel ?

-Ah si maintenant elle est à l'hôtel. Et y a Chaussy aussi.

Elle m'explique précisément comment m'y rendre.

-Tu vas à gare de Lyon après tu prends le RER, tu fais 12 stations et tu sors puis tu prends le bus 9 et après tu marches. Tu passes devant une ferme où y avait du maïs et puis tu verras, y a des déchets, c'est là.

J'ai également reçu des demandes de précision de la part d'interlocutrices méfiantes et énervées par les journalistes et les militants qui diffusent des photos sur les réseaux sociaux sans leur demander leur avis, notamment des photos de femmes seins nus allaitant leur bébé. Le 2 février 2018, je demande au téléphone à Nora qui vient de rentrer de Roumanie où elle habite quand elle est là-bas.

-Tu habites à côté de chez ta maman ? je lui demande.

-Non, c'est compliqué, car j'étais mariée mais ça il faut pas le dire. Il faut pas que ça arrive dans un journal... tous les gens ne connaissent pas ma situation. C'est l'occasion de la rassurer et de lui parler de mon travail. Je dis que je suis pas journaliste que je travaille pour l'université. Je rencontre du monde et je m'intéresse à leur vie donc je pose des questions mais je vais pas leur raconter la vie des autres. - Je m'intéresse à la vie des Roumains car vous venez de loin, vous habitez dans des platz c'est pas facile, y a la police qui casse. Des fois y a des hôtels... -Mais ça va servir à quoi tout ça, toutes ces questions ? me coupe-t-elle. -Dans 3 ans, je vais écrire un gros livre sur ce que j'aurai appris, je vais comparer la vie des gens mais je mettrai pas les noms et je vais changer le nom des villes. Sinon par exemple le Maire de Beaulieu pourrait reconnaître qui est qui. Mais c'est dans 3 ans donc c'est dans longtemps. Et puis je donne des cours aussi.

On remarquera de manière amusante que le pronostic qui me fait dire que j'écrirai la thèse trois années plus tard tombe assez bien puisque j'écris ces lignes le 11 février 2021, mais surtout on remarquera la redondance de l'expression « c'est l'occasion de lui parler de/ de lui répéter... ». En effet, en fonction des situations d'interaction je ne parvenais pas toujours à me présenter. Afin de préserver la fluidité des échanges et d'éviter une présentation toute faite (« Bonjour, Emma Peltier, doctorante en urbanisme ») qui m'aurait plus rapprochée d'une VRP que d'une ethnographe, j'attendais le « bon moment » pour préciser les raisons de ma venue. Une question directe posée par une enquêté, comme l'ont fait Razvan, Mina et Nora, mais ce ne sont pas les seuls, était la preuve de la curiosité que suscitait ma présence, chose que je saisisais pour fournir plus de détails. Dans l'extrait du 27 avril 2017, sur le parking du Green City Campus®, seuls Vijai et Rafael me connaissent et les circonstances de la situation d'interaction ne me permettent pas de me présenter auprès de tout le monde. Malgré les nombreuses occurrences passées où je leur ai parlé de la nature de mon activité professionnelle, je ne peux garantir avec certitude qu'ils se souviennent de mon métier. La question fréquente qui revenait lorsqu'ils me voyaient sur le campus : « Tu fais quoi là ? » portait un coup à mes ambitions de réflexivité transparente. « Mais je travaille ici ! » répondais-je systématiquement en décrivant le bâtiment Macro-ondes/Terres nourricières : « Tu sais, le bâtiment en vague avec de l'herbe dessus ! ». « Aaah... non je ne vois pas » répondaient-ils.

On note que malgré des efforts répétés, garantir qu'une enquête ait été menée à découvert « est quasiment impossible, sauf si le milieu étudié est un enclos social avec peu de personnes et peu de passage : l'enquêteur ne peut généralement se déclarer comme tel à toutes les personnes qui rentrent dans le champ de son observation (Jaunait et Chauvin 2012, 14) ». En revanche, en ce qui concerne les personnes dont j'ai été la plus proche, j'ai veillé à ce que les raisons de mes visites fréquentes soient explicitement rattachées à mon activité de chercheuse afin qu'elles sachent à quoi cela les engageait d'entretenir une relation avec moi.

La question du consentement est centrale dans les débats sur l'éthique et le terrain d'enquête. En Amérique du Nord, il est indispensable d'obtenir « le consentement éclairé » de ses enquêtés pour mener une recherche qualitative qui doit répondre à un certain nombre de principes éthiques. En France, la formation des chercheuses ne fait pas de la question éthique un sujet incontournable. L'on peut très bien mener une carrière brillante en sciences sociales sans jamais avoir affaire à la CNIL. En géographie, les articles traitant de questions éthiques restent rares (Morelle et Ripoll 2009; Collignon 2010) et en sociologie la discipline peine à se structurer autour de principes communs (Clair 2016a; Cefaï 2010). Pour les méthodes ethnographiques, il paraît en effet difficilement envisageable que le consentement puisse s'obtenir uniquement par contractualisation, c'est-à-dire, la signature mutuelle d'un document établissant la démarche et les fins de l'enquête. Dans le cadre de ma recherche, les personnes concernées étant éloignées du monde de l'écrit, j'ai préféré miser sur la dimension processuelle de la relation d'enquête faite d'une succession de situations de communication. Parler régulièrement de mon sujet de recherche, de mes collègues, de mes étudiant·es et de mes déplacements pour des interventions en colloques étaient une manière de leur rappeler que, même si nous avons une relation privilégiée faite de liens significatifs (je développerai la question ambiguë de l'amitié dans la relation d'enquête dans la dernière sous-partie), j'étais là avant tout en tant que chercheuse.

Pour finir, le long extrait de carnet de terrain que j'exploite dans cette sous-partie aborde un dernier point relatif à l'éthique et au positionnement qu'il convient de préciser. L'extrait se termine par l'intervention du responsable de la sécurité du bâtiment C de l'Université-Le-Corbusier. Je note qu'il « s'adresse à moi comme s'il continuait une conversation déjà engagée » en souriant. Puis, il me fait part d'une injonction en employant le pronom « on » c'est-à-dire qu'il m'inclut dans le devoir de faire respecter le règlement du parking. Voici un rôle qu'on ne m'avait pas encore attribué : alliée de responsable de sécurité. Pourquoi le responsable de la sécurité du bâtiment C de l'Université-Le-Corbusier considère-t-il que je pourrais l'aider à faire respecter le règlement du parking ? Certainement parce qu'il m'identifie comme une femme blanche parlant français et n'ayant pas un usage déviant du parking donc à même de comprendre que la scène qu'il vient de se passer ne doit pas se reproduire et qu'il faut « veiller à limiter le maximum d'échanges et de transactions ». De plus, il m'a vue discuter avec ces personnes dont il pense qu'elles stockent du matériel. Il considère ainsi que j'ai la double faculté de comprendre l'importance du bon usage du parking et de communiquer avec les personnes fautives. En ma qualité d'intermédiaire entre son monde et le leur, je demeure une potentielle alliée.

Ma réaction est tout autre. Je n'ai pas prolongé mon investissement au sein des associations militantes qui m'ont permis d'entrer sur le terrain pour des raisons, certes méthodologiques, mais également politiques. Être considérée comme une alliée par le responsable de sécurité

est un malentendu que je souhaite dissiper immédiatement, ce qui surprend mon interlocuteur. Ainsi, quand il me demande à quel titre j'interviens, je ne réponds pas et prends congés. L'homme essuie une deuxième impolitesse quand je mets un terme à la conversation en claquant la porte de la salle des profs. J'ai tu mon sujet de recherche, moi qui d'habitude prends le soin de l'explicitier d'une manière aussi accessible qui soit, tout en veillant à ne pas le travestir pour autant. Ai-je pour autant trahi mon engagement de départ qui est d'enquêter à découvert ? Non. Le responsable de la sécurité ne fait pas partie de mon enquête et en ce sens je n'ai pas dérogé aux principes éthiques préalablement fixés. Il s'agit d'une question de délimitation. Mon enquête est spatialement délimitée au campus, parking compris, mais socialement délimitée aux habitant·es et quelques acteu·ices associatif·es. Ne faisant pas partie de mes enquêtés, je m'autorise, pour des raisons éthiques justement, à ne pas lui livrer les raisons de ma présence sur le campus et à ignorer ses injonctions, que je ne souhaite pas faire respecter.

Le malentendu sur le rôle que cet homme me donne m'oblige à me positionner face à l'hostilité que subissent mes enquêtés. Affirmer une attitude contradictrice souligne l'erreur de jugement dont il a fait preuve et donne tort à ce que celui-ci projetait. Mener une ethnographie sur un lieu comprend la mise en évidence de relations de pouvoir entre les personnes présentes dans le champ d'observation et, dans d'autres cas que celui-ci, l'émergence de conflits de loyauté dans le réseau d'interconnaissance auxquels l'ethnologue ne peut échapper mais dans lesquels il ou elle doit malgré tout se positionner. Dans cet exemple, le conflit d'usage au sein du parking me pousse à choisir un camp.

La longue exposition de ce cas d'étude apporte un éclairage sur les enjeux éthiques, méthodologiques et théoriques qui ont traversé l'enquête ethnographique. Il dévoile également un élément central de la relation d'enquête, mais souvent peu approfondi par les chercheuses, celui du genre de l'enquête qui joue pourtant un rôle non-négligeable. Comme le montrent les travaux des chercheuses féministes sur lesquelles je m'appuie pour analyser comment le genre a influencé le déroulement de l'enquête aussi bien avec les hommes qu'avec les femmes. Enquêter à découvert a permis d'ailleurs bien des fois de déjouer des situations gênantes ou des propos déplacés.

#### **4. Le genre de l'enquête**

Puisqu'il s'agit dans ce chapitre d'expliquer le choix des méthodes et l'évolution du sujet de recherche, il est indispensable, dans le cadre d'une recherche mobilisant les épistémologies féministes, d'objectiver comment le genre a influencé l'enquête avec les hommes, dans cette sous-partie, et avec les femmes, dans la sous-partie suivante.

## a) La sexualité dans la relation d'enquête

L'extrait sur lequel je m'appuie pour déplier les principaux éléments de mon enquête dévoile le comportement de certains hommes à mon égard. Vijai me fait la bise alors que nous nous serrons la main d'habitude et me demande mon numéro de téléphone. Rafael, ensuite, m'appelle « chérie » et me propose de m'emmener en Roumanie.

Si le ton est celui de la blague et que la proposition de Rafael n'est évidemment pas sérieuse, ce type de situation a été suffisamment fréquent pour qu'il soit nécessaire de l'approfondir dans ce chapitre. De simples conversations, de la gêne, des regards insistants, des questions déplacées, des propositions explicites, le thème de la sexualité a pris différentes formes au cours de l'enquête et a suscité chez moi des réactions tout aussi variées allant de l'amusement ou l'agacement, jusqu'à la peur et l'évitement.

Selon Isabelle Clair (Clair 2016b), la sexualité est « un élément ordinaire des relations sociales et donc un enjeu inévitable des relations d'enquête (Clair 2016b, 46) ». En cela, elle est présente dans toutes les enquêtes et ce, peu importe le sujet de recherche. Pourtant, peu de chercheuses y font directement allusion dans leurs écrits et moins encore prennent la peine de l'intégrer à leur méthodologie. Ceci est fort regrettable pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, passer sous silence la manière dont la sexualité a traversé l'enquête ne permet pas de comprendre véritablement les choix de méthodes et de terrains qui ont été faits. Isabelle Clair reproche par exemple à Stéphane Beaud de ne pas avoir explicité, lors de la première édition de son livre *80 % au bac... et après ?*, pourquoi les hommes étaient majoritaires par rapport aux femmes parmi ses enquêtés. Il s'explique dans la postface d'une édition suivante en ces termes « il se peut que j'aie eu aussi envie de me protéger contre des formes de séduction (Beaud 2003, 328 cité par; Clair 2016b, 48) ». Donc si l'on pense que « la sexualité dans la relation d'enquête comprend un ensemble de gestes et de mots, engageant les corps et les imaginaires sexualisés, qui peuvent être échangés entre l'enquêteuse et les enquêtés (Clair 2016b, 61). » ce sont bien des raisons d'ordre sexuel qui ont influencé Stéphane Beaud dans son enquête et qui l'ont conduit à réduire le nombre de ses enquêtées *femmes*.

Le deuxième problème que pose le fait de nier la dimension sexuelle de la relation d'enquête est de prétendre que le ou la chercheuse pourrait se soustraire à ce que cette forme de relation implique. Contacter quelqu'un plusieurs fois pour obtenir un rendez-vous, convenir d'un endroit calme et favorable à la discussion, passer une ou plusieurs heures à écouter avec attention quelqu'un parler, évoquer des sujets dans lesquels l'autre est engagé de manière intime ou pas, sont autant de configurations qui rappellent la relation de séduction.

Isabelle Clair se rapporte à la théorie des scripts sexuels de John Gagnon (Gagnon 2008) qui identifie une dramaturgie sexuelle faite d'étapes successives et affirme que le script interpersonnel qui se crée dans la relation d'enquête a tout à voir avec celui des scripts sexuels théorisés par Gagnon. Cette théorie vise à comprendre la « sexualité humaine », ce qui pose problème dans la mesure où elle tendrait à universaliser les relations sexuelles. Cependant, si une chercheuse n'évoque pas la place qu'a prise la sexualité dans la relation d'enquête, c'est certainement moins par manque d'adhésion au caractère généraliste des scripts sexuels, que par pudeur, censure ou désir de neutralité. Ne pas chercher à voir comment des gestes, des intonations ou des craintes liées au registre sexuel ont influencé la conduite de l'enquête, c'est faire en sorte de s'extraire de la relation d'enquête et considérer qu'il est possible de ne pas affecter et de ne pas être affecté par l'autre.

Enfin, taire la place que la sexualité a prise dans la relation d'enquête et la méthodologie conduit à ne pas partager les difficultés et obstacles que le ou la chercheuse a rencontrés. Or une relation amoureuse avec une enquêté, du harcèlement ou une agression perturbent d'une manière ou d'une autre le déroulement de l'enquête mais aussi l'état mental, psychique et même physique de l'enquêteuse. Partager ses difficultés, ses doutes et ses erreurs permet aux lectureuses elle-eux mêmes enquêtuice de mieux anticiper une situation compliquée et de briser l'omerta sur les violences de genre vécues pendant l'enquête.

Les rapports de séduction hétérosexuels et la sexualité ont été présents tout au long de l'enquête à des degrés divers. Je ne ferai pas référence aux entretiens avec les membres des institutions ou avec les personnes relogées en logement social car les situations étant ponctuelles et le contexte d'enquête plus formel, je n'ai pas été confrontée à des événements marquants, même si à la fin d'un entretien le regard insistant d'un responsable de la fonction publique sur mon rouge à lèvres suivi d'un « à bientôt pour un prochain entretien, je compte sur vous ! » a pu me perturber quelques jours. De plus, afin d'exposer les problèmes que j'ai rencontrés et de préciser comment la sexualité a influencé significativement l'enquête, j'évoquerai les propos explicitement sexuels car ce sont ceux qui m'ont le plus interpellé même si « la gêne, le silence, l'évitement peuvent aussi en être des signes (Clair 2016b, 64) ». Enfin, je ne prendrai pas appui sur des situations survenues à Méerville où mes contacts avec les jeunes hommes étaient moindres et quand il y a eu des allusions sexuelles, cela n'a pas perturbé de manière conséquente le déroulement de l'enquête.

À Beaulieu, j'ai été confrontée à des situations de séduction dès le début de l'enquête et cela dans des circonstances variées. Lorsqu'elles avaient lieu en public, elles étaient vite déjouées et les séducteurs moqués se ravaient. La plupart du temps, cela se terminait en éclat de rire.

Le 5 décembre 2016, je suis chez Viorica. Il y a son mari, sa fille et un jeune homme de passage. Il parle bien français et attire l'attention sur lui. On discute de choses et d'autres et à un moment, il me demande mon numéro de téléphone pour que je l'aide sur un dossier administratif. Viorica réagit immédiatement en claquant la langue et me déconseille de lui donner. Il réagit et tente de se justifier :

-Mais moi j'ai 22 ans ! Vous avez 29 ans ! Qu'est-ce que vous voulez qu'un garçon de 22 ans fasse avec une dame de 29 ans ? Moi j'ai plein d'énergie ! Tout le monde rigole.

Une autre fois, en avril 2017 chez Maria, l'ambiance est festive et la nuit tombe. J'annonce à l'assemblée que je vais bientôt partir et que je ne suis pas sûre de venir à l'anniversaire la semaine prochaine. Son neveu me lance de manière surprenante :

-Bah tu peux dormir là ! Tu trouveras un autre homme !  
J'entends autre chose et, sur mes gardes, je m'alarme.  
-Quoi ? Je vais me faire attaquer ?!  
-Non, ici on est gentil ! C'est pas dangereux ! Répond Maria.  
-Ah d'accord, si je dors là, on va pas m'attaquer ?  
-Mais non, c'est Razvan qui dit que tu vas trouver un autre amoureux ! Mais c'est si tu veux ! Si tu veux pas, personne va t'embêter ! dit Maria, se voulant rassurante.

Il est intéressant ici d'analyser le rôle des femmes dans l'interaction et ce que ma présence en tant qu'étrangère déclenche. Face à une situation de danger (identifiée par Viorica dans le premier cas, puis par moi dans le deuxième cas), ces femmes, en tant que témoins, se chargent de me mettre en garde ou de me rassurer en me faisant part de leur lecture de la situation. La réaction de Viorica visibilise le séducteur qui, pris au mot, nie les intentions qui lui sont attribuées en prétextant maladroitement une incompatibilité d'âge. Maria quant à elle, dédramatise la situation. Elle reformule les propos de son neveu qui, ne relevant pas de la séduction d'ailleurs, mettent frontalement sur la table la question de la sexualité. Voyant que ce sujet de conversation m'inquiète, Maria traduit la proposition de Razvan qui, par sa franchise, aurait pu entacher la représentation que j'ai de sa famille et de l'endroit où elle vit.

Une autre mise en garde m'a été adressée, non pas dans une baraque mais sur un sentier alors que je cherchais à rejoindre la gare RER (les trajets à travers la forêt m'ont souvent effrayée et l'imaginaire véhiculé dans les contes pour enfants y sont pour quelque chose à mon avis).

Un garçon m'indique la direction pour rejoindre la gare RER à la sortie du bidonville des Bâches Noires :

-C'est simple : tu vas toujours tout droit !  
Un jeune homme arrive vers nous.

- Ah bah lui il va te montrer. Il parle bien français. Dit le garçon.  
Je lui dis : « gare ». Il dit « ok ». On part. Je me retourne et remercie le garçon qui ajoute :  
- Au revoir Madame. Attention, lui, il est sorti avec beaucoup de françaises !  
Je dévisage aussitôt le jeune homme en question. En effet, il n'a pas le regard franc (entre la drague et la gêne).

Je fus reconnaissante au petit garçon car ainsi dénoncé, le jeune homme ne tenta rien, laissant la place à la situation de communication de s'établir. Il me parle de ses conditions de vie à Nancy où il habite avec sa femme rencontrée sur facebook et des visites fréquentes qu'il rend au bidonville où sa mère élève seule ses frères et sœurs depuis que son père est en prison.

Précisément pour cette raison, il était indispensable de mettre un terme aux rapports de séduction au sein de l'enquête. Ma recherche ne portant ni sur les représentations qu'ont les jeunes hommes en bidonville des femmes blanches, ni sur le rôle de l'âge dans l'hypergamie, ni sur la construction de leur masculinité, je n'avais pas intérêt à faire durer les situations de séduction. Au contraire, celles-ci monopolisaient les sujets de conversation et pouvaient me mettre en danger. C'est ce que j'ai ressenti en faisant un trajet dans la forêt avec deux adolescents.

En février 2017, je participe à un chantier organisé par une association d'architectes sur le bidonville du Parking que je ne connais pas encore. J'ai rendez-vous directement là-bas le 2 février avec les étudiant·es en architecture et les membres de l'association.

Je marche avec deux jeunes hommes. L'un d'eux me dit très directement :  
- Vous êtes belle ! Vous êtes mariée ? Ça vous dit qu'on se pose une nuit tous les deux ?  
Je lui dis qu'il ne peut pas demander comme ça à n'importe qui et je lui parle de la contraception. L'autre dit que le dragueur a un bébé avec une prostituée. Il s'en défend :  
- Non elle était déjà enceinte !  
Il ajoute comme pour me rassurer :  
- Mais je jouis pas en toi Madame !  
Je suis prise de court. Je ne sais pas comment réagir et il revient à la charge en témoignant son désir. Il s'approche de moi en fermant à demi les yeux. Je m'énerve et lui dis :  
- Oh ça suffit là, t'as pas compris ?  
Son pote trouve aussi qu'il est lourd et ils parlent d'autre chose mais quelques minutes plus tard seulement, il reparle de passer la nuit ensemble.  
- NON ! C'est clair ?  
Il commence alors à négocier.  
- Alors juste une fellation ? Tu fais des fellations ?  
Je m'énerve et dis que ce que je fais avec mon copain ne le regarde pas. On arrive sur le bidonville. Ils me lâchent enfin et se dirigent vers le fond. Je m'arrête sur le chantier, rassurée de retrouver les étudiant·es. Rafael est là. Il me dit :  
- Oh Madame, tu me donnes ton numéro ?



-NON ! Je réponds énervée.

Le lecteur ou lectrice de ce passage sera certainement surpris, comme je l'ai été au moment des faits, de l'attitude de ce jeune homme dont j'apprendrai plus tard qu'il s'appelle Alin<sup>19</sup>. En effet, on peut se demander ce qui permet à Alin de penser que des propositions pareilles pourraient être acceptées. Isabelle Clair évoque la question du malentendu dans la relation d'enquête. « Alors que l'enquêteuse s'efforce de mettre en scène une relation à visée scientifique, son interlocuteur peut croire y déceler une visée sexuelle – ou, *a minima*, une disponibilité sexuelle (Clair 2016b, 55). » Il est vrai que le type de relation que la relation d'enquête en ethnographie engage est peu identifiable. Elle ne ressemble à aucune autre relation, qu'elle soit d'ordre professionnelle, familiale ou de voisinage. Elle se rapproche par certains aspects d'une relation amicale, avec quelques ambiguïtés que je développerai un peu plus bas. À la différence de Vijai et Rafael que je côtoie déjà depuis plusieurs mois, je ne connais pas Alin. Le 2 février 2017, je vais au bidonville du Parking car j'ai rendez-vous avec des étudiant·es. Je pense que le moment ethnographique se déroulera là-bas et non sur le trajet qui y conduit, mais je tombe par *hasard* sur ces adolescents. Le terrain surgit. Je n'ai pas le temps d'expliquer mon projet de recherche ni de montrer le bâtiment où je travaille comme je le fais d'habitude. La relation d'enquête n'a pas d'antécédents et le script interpersonnel n'a pas été mis en place. D'ailleurs, je ne peux garantir que si Alin avait su que j'étais doctorante en urbanisme menant une observation sur les bidonvilles, il aurait agi autrement.

Les propos sexuels tenus par Alin ne s'expliquent pas par une erreur d'appréciation de sa part sur ma fonction, ni par une maladresse de ma part dans la manière « de mettre en scène une relation à visée scientifique », mais plus probablement car Alin a cru ou a voulu y « déceler une disponibilité sexuelle » c'est-à-dire que la raison pour laquelle je me trouvais sur le chemin, où j'allais, qui j'étais et ce que je voulais n'avaient pas d'importance. Il s'est senti légitime d'exprimer le désir qui lui traversait l'esprit sans s'inquiéter de savoir si cela allait m'affecter négativement.

J'ai tout simplement été victime de sexisme dans l'espace public : considérer les femmes comme des objets sexualisés envers lesquels les hommes peuvent émettre un jugement de désirabilité ou d'indésirabilité. Le harcèlement de rue existe aussi dans les forêts de Beaulieu sauf qu'il a lieu sur les chemins.

---

<sup>19</sup>Prononcer « Aline ».

L'extrait s'achève au moment où nos chemins se séparent. Je vais sur le chantier des étudiant·es et les deux adolescents continuent leur trajet. Mais le harcèlement ne s'arrête pas là.

Quelques jours plus tard, je retourne au bidonville du Parking. Ma réputation me précède.

Un gamin me demande si je connais Aline.

-Aline ? Non je ne la connais pas elle est étudiante ?

-Non il vit ici, tu discutes avec lui !

-Ah c'est un garçon ? Non je ne connais pas...

Je parle d'autres choses. Le gars qui fait du foot me parle à nouveau d'Aline en des termes plus précis :

-Mais si ! Tu as discuté avec lui de faire l'amour avec préservatif !

-Aaah non ! C'est pas vrai ! Il s'appelle Alin ? Je ne l'aime pas Alin ! Il dit n'importe quoi.

Je réponds virulemment, fâchée qu'il ait fait courir ce type de rumeurs.

-Mais si, il m'a dit que tu viens tous les jours !

Ils insistent et continuent à parler de capote. Ils sont 5 ou 6 autour de moi. Je m'éloigne, mais des petits de 11-12 ans me suivent et continuent à me parler avec des gestes illustratifs : « la mienne est grosse comme ça ! » « tu viens faire l'amour avec Durex ? » Là, je sens qu'il faut que je marque le coup car si je ne peux plus parler aux ados et qu'ils me trimbalent ce genre de réputation sur tout le bidonville... mon terrain est cramé ! Je lui dis « Stop ! » J'ajoute qu'il est relou, pénible et qu'il ne comprend rien. Non je ne donnerai pas mon numéro et je veux pas lui parler. Je m'en vais. Je suis énervée et vexée.

On voit bien avec ce deuxième extrait le lien entre terrain d'enquête et sexualité. En pleine interaction conflictuelle, je ne pense pas en premier lieu à me protéger mais à trouver un moyen pour que les calomnies cessent afin que je puisse continuer l'enquête et ne pas perdre « mon terrain ». Cécile Cuny (2020) approfondit ce paradoxe à partir du viol qu'elle a elle-même vécu sur son terrain d'enquête. Elle interroge ce sens du devoir qui nous pousse à refouler nos émotions et nos intuitions au profit de « la science ». Les savoirs que l'on a acquis par expérience en tant que femmes ou minorités de genre et qu'on utilise au quotidien pour se défendre et se protéger des oppressions sont tout à coup mis à distance, sous prétexte que l'on agit dans un cadre professionnel dans un but de production de connaissances où l'idéal d'objectivité domine celui de subjectivité.

Après cet événement, j'ai continué à me rendre dans les bidonvilles mais une crainte m'accompagnait toujours. Un mois plus tard, j'écris à propos du bidonville du Parking.

Je ne suis pas retournée sur le bidonville depuis. J'ai peur de me retrouver dans la même situation.

Je note régulièrement dans mon carnet « je ne suis pas rassurée » ou « j'ai peur de faire une mauvaise rencontre ». Un jour, je renonce à aller dans un bidonville car je distingue au loin

la silhouette d'un homme situé à l'entrée et cela m'effraie. Je note « tant pis pour l'ethnographie ».

Il ne faut pas prendre ce renoncement pour un échec. Au contraire, c'est l'affirmation d'une vulnérabilité qui conduit au refus de mener une ethnographie héroïque à pertes et fracas. Il y a parfois une tendance chez les ethnographes à valoriser les risques pris pour l'enquête afin de prouver l'immersion dans le monde de l'autre qu'ils ont profondément vécu (être blessée par un animal sauvage, observer un milieu déviant, prendre des coups, vivre une expérience chamanique). Si toutes ces expériences sont riches d'enseignement, j'avais pour ma part (surtout après « l'épisode Alin ») aucune envie de pousser les limites de l'ethnographie au-delà de ce que je me sentais capable de faire. Ainsi, plus tard quand on m'a proposé de m'héberger pour la nuit, j'ai poliment refusé. Quand on m'a proposé de séjourner en Roumanie, j'ai accepté car je faisais confiance à mes enquêtées. Quand on m'a proposé un trajet en voiture, j'ai demandé conseil à mes enquêtées. Quand Sorina m'a dit « ne traverse pas le village toute seule », je l'ai écoutée et tous les trajets que j'ai faits à Barbulești étaient accompagnés. Quand les adolescents m'ont proposée de faire un foot derrière le bidonville, je n'ai pas écouté ma passion pour le football ni l'intérêt scientifique que représentait l'observation participante d'une pratique sportive populaire passant par la réappropriation d'un espace en friche. J'ai écouté mon intuition qui a dit « ces gars-là ne sont pas nets, reste écouter Domenica raconter sa recette de *mancare de cartofi*. »

Si j'expose en détail le déroulement de cette agression, ce n'est pas pour insister sur la dangerosité des bidonvilles, le sexisme de leurs habitants et le courage dont il fallut que je m'arme pour y enquêter. Dérouler les ressorts de ce harcèlement est une manière de rendre public un événement privé qui menace plus les chercheuses que les chercheurs. De plus, l'actualité ne cesse de nous rappeler que les violences de genre ont lieu dans tous les milieux sociaux. Des soirées d'intégration des grandes écoles, au studio de cinéma en passant par les salles de cours et les open space des starts-ups, les agressions sexuelles jalonnent la vie des femmes. Les publiciser en tant que chercheuse est un premier pas vers la fin d'un tabou sociétal et d'un « tabou méthodologique ».

## **b) Enquêter des femmes : quelle relation ?**

Comme je l'ai montré dans les paragraphes précédents ma relation avec les hommes de l'enquête était complexe et parfois source d'angoisse. Faire une ethnographie de leur monde aurait impliqué d'anticiper le caractère potentiellement dangereux de certaines situations afin d'être capable de les déjouer. J'aurais certainement dû faire mes preuves pour gagner leur respect et jouer des coudes pour trouver ma place. En tout état de cause, je n'étais pas

prête à découvrir les risques du métier à mes dépens. Je me suis donc tournée vers le monde des femmes dont les portes étaient bien plus faciles à pousser.

Le fait d'être identifiée comme une jeune femme blanche, cisgenre et hétérosexuelle a facilité mon entrée sur le terrain. Elles partageaient ces deux dernières caractéristiques avec moi, ce qui induisait des conversations partagées sur un terrain commun. Je correspondais à un ensemble de normes dominantes qui sont socialement valorisées et que mes enquêtées ont intégrées. Je ne dis pas que porter un stigmate social aurait rendu l'enquête impossible, mais cela aurait rendu l'accès au terrain plus compliqué et cela aurait représenté sur le plan personnel une épreuve bien plus coûteuse.

Je me suis donc insérée dans la vie de ces femmes en apprenant avec le temps à connaître leur famille et les histoires qui y sont liées. À Mériville, Sorina m'a présenté ses filles et ses voisines. À Beaulieu, Denisa m'a présenté sa mère et ses tantes, sa belle-mère et ses voisines dont Marina qui m'a invité en Roumanie où j'ai rencontré ses sœurs et sa mère. Sur le bidonville du Parking, j'ai sympathisé avec Domenica, sa mère et ses ex-cousines. J'ai rencontré Mina, sa mère, sa tante et sa grand-mère.

J'ai tissé avec elles des liens plus ou moins forts et occupé différents rôles. J'étais, en fonction des moments et des personnes, la confidente, la conseillère, la nounou, l'aide au devoir, la dame de compagnie, l'invitée, celle qui rend service et qui dépanne d'un peu de monnaie, qui fait la traduction et qui imprime des documents. J'étais parfois aussi un « faire-valoir ». Invitée au mariage de sa fille à Barbulești, Sorina ne manquait pas d'expliquer que j'étais une amie, que je faisais partie de la famille et que je venais exprès de France. « Pour ce mariage, Emma, c'est notre joker ! » avait-elle dit fièrement au cours du séjour. Une autre fois, chez Denisa, j'avais perçu une forme de rivalité entre elle et Marina quand elle m'avait présentée comme une amie qui venait de Paris pour l'aider à faire le ménage et plier les vêtements. « Ah tu as de la chance d'avoir une amie comme ça. » avait confié Marina.

### **c) L'amitié ?**

L'amitié est un terme auquel mes enquêtées ont eu recours pour qualifier notre relation. Il est parfois mobilisé pour décrire les relations entre enquêtrice et enquêtée dans les écrits ethnographiques (Benarrosh-Orsoni 2015; Léobal 2017; F. Kocadost 2018). Or, ce n'est pas de cette manière que je formulerais les choses. Comme avec les hommes, la relation d'enquête avec les femmes n'était pas dénuée de malentendus. Comment appeler une personne que l'on accueille régulièrement chez soi, à qui l'on confie ses enfants, à qui l'on parle de ses problèmes de couple, qui assiste aux disputes entre mère et fille et que l'on invite au

mariage ? Le plus évident serait de l'appeler une amie. Pourtant, la relation d'enquête implique un autre engagement.

En effet, j'ai moi aussi été troublée par les sentiments que j'ai éprouvés pour mes enquêtées. Ne souhaitant pas mener une enquête dans un milieu hostile et être face à la question « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes" (Avanza 2008) », je n'ai approfondi les relations sur lesquelles se base ce travail de thèse qu'avec des personnes qui m'ont accepté chez elle et avec qui je me sentais en affinité. J'ai souvent été émue ou inquiète par leur situation. Quand je ne les voyais pas pendant quelques temps, elles me manquaient et il m'est arrivé plusieurs fois de les serrer fort dans mes bras comme je le fais à des amies que la vie maintient loin de moi. C'est avec sincérité que je riais aux éclats en voyant leurs mimiques et en écoutant leur répartie. Écouter et discuter avec quelqu'un pendant des heures suscite et requiert de l'empathie. Cette qualité est indispensable en amitié mais aussi à l'interprétation et à la production du savoir ethnographique.

La théorie de Gagnon à propos du script sexuel caché nous aide à comprendre pourquoi amitié et relation d'enquête peuvent se confondre. « Il existe, en toile de fond de la majorité des démarches de terrain, un « script interpersonnel » préétabli ; celui-ci guide l'enquêteuse dans la mise en place et le développement de la relation d'enquête (Clair 2016b, 54) ». J'identifierais les séquences successives qui le composent par : la rencontre, la séduction, le partage, la confiance. Comme avec les hommes de mon enquête, un script interpersonnel s'est construit avec les femmes mais celui-ci ne relevait pas du script sexuel caché, vu l'identité hétérosexuelle que nous partagions, mais d'un script amical caché<sup>20</sup>.

Difficile donc, en présence d'un script caché, d'y voir clair entre la relation d'enquête et la relation amicale. Si mes enquêtées ont parfois employé ce terme, certaines l'ont aussi employé faute de mieux ou ont précisé ce que cela recouvrait selon elle. En décembre 2016, je suis chez Denisa. Elle habite chez sa belle-mère dans le bidonville du Lac. Celui-ci est protégé des évacuations par la Mairie de Beaulieu qui prévoit depuis quelques années un projet d'hébergement temporaire sur la commune (Le Tremplin-Beaulieu, que je présenterai dans le chapitre suivant). La Mairie défend aux associations de soutien de venir au bidonville. Les habitant·es ont intégré les critiques adressées par la Mairie au sujet des associations et ne les voient pas d'un bon œil. Pourtant c'est grâce à Michelle du collectif

---

<sup>20</sup>Sur un autre terrain d'enquête ou avec d'autres enquêt·es un script sexuel caché auraient pu s'établir avec des femmes comme un script amical caché aurait pu s'établir avec des hommes mais sur mon terrain l'hétéronormativité dominait. Les orientations sexuelles étaient hiérarchisées, l'hétérosexualité étant la norme et l'homosexualité ou le lesbianisme la déviance.

Construire que j'ai rencontré Denisa. Quand elle apprend que j'ai participé à une de leur activité, elle cherche à légitimer mes visites.

Elle critique les associations. Je la trouve injuste et je me mets à défendre leurs activités. Elle me dit que les gens sur ce platz n'aiment pas les associations. Je dis que je participe au chantier organisé par Michelle. Elle me dit que si quelqu'un me demande ce que je fais là, je dis juste que je suis venue la voir car je suis son amie, c'est normal quand on est amie, on se rend visite.

Cet arrangement entre ce que je suis et ce que je dois être aux yeux de sa belle-famille n'est pas sans rappeler ce que Doc enjoint à Whyte dans son enquête dans le quartier italien de Boston, quand celui-ci lui dit qu'il veut « voir tout ce qui est possible de voir ».

Si un de ces soirs vous avez envie de voir quelque chose, je vous emmène. Je peux vous montrer les boîtes de jeux -, je peux vous emmener voir les bandes de la rue. Souvenez-vous simplement que vous êtes mon ami. C'est tout ce qu'ils ont besoin de savoir (Whyte et Peretz 2002, 318 cité par; Peretz 2004, 64).

Denisa se pose comme intermédiaire entre moi et son groupe. Par cette réalité négociée, elle se prémunit des problèmes que ma présence pourrait engendrer tant de son point de vue que du mien.

À une autre occasion, elle cherche à justifier, par l'amitié, les activités que l'on fait ou que l'on pourrait faire ensemble.

Elle me donne son numéro. Je suis contente car je serais déçue de la perdre de vue.

Elle précise :

-Oui comme ça tu peux m'appeler et on peut se voir.

-Ok, tu voudrais venir chez moi un jour avec ton copain ? Je lui propose.

-Oui pourquoi pas, c'est comme ça quand on est amie, on se donne rendez-vous, on se balade, on prend des photos, on mange ensemble...

L'existence du script distingue donc la relation d'enquête de la relation amicale. Le script prévoit la temporalité et les modalités de la relation. En commençant la thèse, je savais que je commençais une relation avec des personnes (entrée sur le terrain) et que je serais amenée à ne plus les voir ou à moins les voir (sortie du terrain). Il y a donc une asymétrie inhérente à la relation ethnographique qui est à la faveur de l'enquêteuse. Son « cynisme » (Schwartz 2012) est fondé sur le « vol » des enquêtés qui commence et entretient une relation « par utilité ».

Le rapport enquêteur/enquêtés emprunte certes la forme d'une communication ; il doit même savoir jouer, pour s'y glisser, de tous les réseaux de sociabilités disponibles ; mais il est, quant au fond, le contraire même d'un échange (Schwartz 2012, 51).

En effet, la parole « volée » des unes rime avec « la trahison » des autres, qui une fois l'enquête terminée se tournent vers les arènes où leur recherche les conduit. Mon propos nuance cependant l'analyse de l'échange par Olivier Schwartz dans la relation d'enquête tout en reconnaissant qu'elle demeure en elle-même un rapport de pouvoir. Je propose à partir de mon enquête de terrain, d'approfondir les mécanismes de ce rapport de pouvoir afin d'explorer les conditions d'une enquête ethnographique féministe avec des femmes.

## **5. Les conditions d'une ethnographie féministe avec des femmes minorisées**

Qui suis-je pour enquêter des femmes « roms » étrangères vivant dans les marges ? L'écart qui sépare ma position sociale de celles mes enquêtées justifie qu'on se pose la question. Je suis une femme blanche cisgenre, diplômée et sans enfant. À l'époque, je vis dans un appartement parisien et je suis en couple hétérosexuel. Mes enquêtées sont des femmes ou des adolescentes roumaines âgées de 12 à 45 ans. Elles ont peu été scolarisées, parlent peu français, sont racisées, vivent dans des marges urbaines et survivent grâce aux revenus dégagés de la mendicité, de la vente de ferraille, de la biffe ou du travail du sexe. Dès lors, comment une enquête féministe, qui s'ancre dans un mouvement qui lutte contre les inégalités et les violences faites aux femmes peut-elle être menée ? Dans quelles mesures puis-je échapper au « vol » et à la déformation de leur parole ? En résumé, une enquête sur les dominées quand on est dominante est-elle féministe ?

Je décomposerai ma réponse en trois temps. Une recherche féministe participe à mettre au jour des dominations cachées. Les rapports de pouvoir sont incompressibles. Partager ses expériences du genre est une manière, malgré les écarts des positions sociales de créer du commun entre femmes.

Dans la mesure où les féministes, tous courants confondus, luttent pour une société dans laquelle les sexes et les orientations sexuelles ne seraient pas hiérarchisés, ils ont une lecture du monde à même de discerner les oppressions. En effet, il ne suffit pas d'enquêter des femmes pour saisir les oppressions et expliquer leurs mécanismes après coup. Il faut avoir vu les dominations et ses conséquences au moment de l'enquête sans quoi on risquerait de ne pas les trouver dans l'analyse des données. Mon carnet de terrain est riche de commentaires et de descriptions pointant les inégalités et les injustices vécues par mes enquêtées parce que je les ai vus et que je les ai recueillis comme telles de la bouche de mes enquêtées. En dehors du moment de l'enquête, lire et participer à des productions dont les sujets sont féministes nourrit la réflexion et donne des outils pour l'enquête. On peut donc compter sur ses propres savoirs féministes mais aussi ceux de notre entourage proche ou lointain. C'est la publication d'un article par une collègue qui analyse le viol qu'elle a vécu

sur son terrain d'enquête (Cuny 2020) que ma directrice de thèse m'a incitée à évaluer les risques de la situation d'enquête avant d'entreprendre ou de continuer une observation. Sans ces deux gestes féministes (publier et avertir), je n'aurais pas objectivé le harcèlement dont j'ai été victime qui, au-delà d'informer comment l'enquête a été perturbée, renseigne les rapports sociaux de sexe dans lesquels mes enquêtées sont prises.

Les féministes du positionnement pensent que les rapports de pouvoir sont incompressibles et qu'il est vain de chercher à tout prix à réduire la distance sociale qui sépare les unes des autres. « It is impossible to escape power relations » résume Gillian Rose (Rose 1997, 316). Pour Fatma Çingı Kocadost (2017), il s'agit de « faire avec les dynamiques de pouvoir entre femmes<sup>21</sup> ». Cette recherche vise à visibiliser des dominations que vivent des femmes marginalisées peu ou pas entendue (par les médias, la recherche scientifique, les autorités publiques). S'il est évident qu'elles sont les mieux placées pour témoigner de leur expérience de domination elles en sont empêchées car elles se trouvent dans une situation « d'injustice testimoniale (Fricker 2007) ». Leur situation, produite par un processus de vulnérabilisation, empêche de réunir les conditions matérielles, intellectuelles et organisationnelles permettant que leur parole soit prononcée et entendue. Observer, analyser, écrire, parler font partie des compétences qui sont associées à ma position de chercheuse et dont je fais usage pour mettre au jour des dominations non-énoncées. Ce faisant, je romps avec la posture qui silencie la situation des personnes minorisées et avec « la posture de retrait (Alcoff 1991) » qui désigne la posture des dominantes qui n'osent pas parler à la place des dominées de peur que cela leur soit reproché. Pour Linda Alcoff (L. M. Alcoff 1991, 20), « un retrait complet du discours n'est bien sûr pas neutre puisqu'il rend possible la domination continuée des discours actuels et participe, par omission, à renforcer leur domination (Brousseau 2022, 5 sa traduction) ». Il s'agit donc, dans cette recherche, de reconnaître ma

---

<sup>21</sup> Sous-titre de l'article de (Kocadost 2017). Dans sa thèse, la sociologue a mis en place une méthodologie féministe qu'elle a créé et adapté à son objet et à ses enquêtées. Dans un souci de co-construction, elle a transmis à certaines de ses enquêtées les enregistrements des entretiens qu'elles ont accepté de retranscrire. Cela a ensuite donné lieu à une interprétation à deux voix. Cette innovation méthodologique est intéressante mais n'était pas adaptée à mon sujet de recherche dont les enquêtées sont éloignées de l'écriture et qui ne disposent pas d'équipement informatique. En effet, les épistémologies féministes, ne dictent pas de méthodologie spécifique à adopter. En cela, la restitution n'est pas un « incontournable » de l'enquête féministe. Il convient plutôt de s'interroger sur le rôle de la recherche avant de la conduire, de se positionner de manière féministe pendant l'enquête et de produire et communiquer ces résultats d'une manière qui ne lèse pas les enquêtées et soit fidèle aux engagements qu'on s'est fixé.e.



position dominante, de visibiliser mes privilèges et de mettre mes compétences au service de la recherche féministe intersectionnelle. Ceci conduit à adopter une position délicate qui, on le verra dans la thèse, n'empêche pas les maladresses ou les faux-pas.

Partir des rapports de pouvoir entre femmes est une manière d'accéder aux rapports de pouvoir en général. Pour Iris Marion Young, les différences entre femmes ne doivent pas empêcher les échanges et les alliances.

The differences among women do not circumscribe us within exclusive categories, but the only way we can know our similarities and differences is by each of us expressing our particular experience (Young 2005, 69)<sup>22</sup>.

Tout au long de la thèse, je ferai part de ma propre expérience de mobilité afin d'explorer les différences qui me sépare de mes enquêtées mais aussi de saisir ce qui nous lie et ainsi identifier les inégalités dans l'accès à la ville.

Je propose donc de comparer plusieurs expériences particulières qui ont trait à la féminité. En observant comment les normes de genre nous affectent et nous distinguent. Il s'agit de dépasser le constat de l'inégalité de nos positions sociales en explorant le différentiel des normes investies respectivement. Contrairement aux conseils donnés par certains manuels méthodologiques au sujet de la nature de l'attitude à adopter pour faire de l'observation, la mienne était résolument interventionniste. « Entrer dans une maison, perturber une intimité, poser des questions, acceptables ou non, selon les normes des interlocuteurs n'est pas anodin (Peneff 2008, 236) » et c'était pour moi un gage de transparence. En affirmant des idées, en contredisant parfois mes enquêtées, je leur donnais la possibilité de s'exprimer par elle-même tout en leur permettant de savoir qui j'étais. Taire ce que l'on pense sur telle ou telle situation de peur d'influencer ce que pourrait dire quelqu'un, c'est retirer à l'enquêtée sa faculté de penser par elle-même.

Prendre acte des rapports de pouvoir et les expliciter ne renforce pas la situation de domination. Au contraire, cela révèle des surprises dont la portée est heuristique. Par exemple ce que je considérais être l'expression de mon émancipation et ma liberté (avoir une maîtrise de ma fécondité, ne pas être tenue par les liens du mariage et avoir eu accès à

---

<sup>22</sup> "My own experience is particular and limited, and it is possible that it most resonates among white, middle-class, heterosexual professional women in late capitalist society. At least I can claim to speak only for the experience of women like me. I believe that some of the experience I express resonates with that of other women, but that is for them to say. The differences among women do not circumscribe us within exclusive categories, but the only way we can know our similarities and differences is by each of us expressing our particular experience."

un long parcours universitaire) ne correspondait en rien à leur idéal de féminité. Elles me plaignaient de vivre avec un homme qui devait bien peu m'aimer pour ne pas m'épouser. Elles trouvaient le destin bien cruel pour qu'à mon âge, je n'ai toujours pas d'enfants. Enfin, elles considéraient mon salaire bien misérable comparé à toutes les années que j'avais passées à l'école.

Avoir des conversations sur les sujets domestiques et intimes, comme le ménage, les violences sexuelles, le couple, les enfants, permet de saisir comment l'oppression sexiste se concrétise et comment elle affecte différemment les femmes entre elles mais aussi ce qui les rassemble dans l'oppression. Ces échanges créent du commun entre femmes.

## Conclusion

Outre la dimension féministe de cette ethnographie, j'aimerais revenir en conclusion sur deux points qui constituent un apport méthodologique dans les études des mobilités et en études de genre.

- Une ethnographie mobile

Si les entretiens, le recueil des données statistiques et des données géolocalisées sont souvent mobilisés dans les enquêtes sur les mobilités, l'ethnographie est plus rarement adoptée. Afin de saisir les enjeux liés à la situation des femmes de l'enquête, ma méthodologie s'est adaptée à leur situation de vulnérabilité qui génère des mobilités résidentielles et quotidiennes intenses.

J'ai ethnographié les mobilités des femmes à travers les lieux et les échelles. Je les ai ainsi suivies parmi leurs différents lieux de vie : baraques, chalets, chambre d'hôtel, maison. Je les ai accompagnées dans l'espace public : rue, place, forêt, centre commercial et dans les transports : bus, taxi, voiture. De plus, même si je n'ai pas réalisé de migration à leur côté, j'ai observé le mode de vie de deux d'entre elles en Roumanie. Cette approche transcalaire, m'a permis d'avoir un aperçu global de leurs mobilités et de comprendre la manière dont elles structurent leur vie quotidienne. Ethnographier les mobilités des femmes de l'enquête a impliqué de les suivre dans leurs déplacements, d'être confronté à leur départ, leur retour et parfois leur absence définitive, chassés par une expulsion ou appelés ailleurs pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales. Cette disposition particulière a nécessité d'intégrer le hasard à l'enquête, de faire de la place aux imprévus et d'être en mesure de s'appuyer sur d'autres interlocuteurs du jour au lendemain.

- Des cartes fictionnalisées

Afin de rendre compte de l'impermanence des conditions résidentielles en bidonville, j'ai réalisé des cartes relevant l'apparition et la disparition des lieux de vie dans la forêt de Beaulieu. Les cartes de la forêt de Beaulieu sur le Green City Campus® (Figure 7, Figure 8, Figure 9) s'inscrivent dans le courant des méthodes subjectives en cartographie. Réalisées à l'aquarelle, elles ont pour but de représenter comment les bidonvilles composent le campus et s'y intègrent. L'inscription spatiale des bidonvilles, et les ruines que les évacuations laissent derrière elles, marquent inexorablement le paysage du campus et contrastent avec le degré de technologie de ses bâtiments. Les cartes n'ont pas la prétention de garantir la véracité et la localisation des données géographiques. Elles sont moins une représentation fiable de l'espace que la représentation qu'il me reste après avoir traversé la forêt, enjambé les fossés, glissé dans les chemins et frémi de frayeur seule au milieu des bois. Sur les cartes,

les couleurs de la végétation changent d'année en année et le tracé des chemins se déplace. Cela correspond aux sensations que j'ai eu en parcourant ces espaces où je perdais mes repères. Les chemins ne dessinent pas la même ligne d'une carte à l'autre. Ils expriment les nombreuses traces sur le sol que les personnes, dans leurs multiples passages pour éviter la boue, ont laissées et qui ont peu à peu été recouvertes par la végétation.

Enfin, pour protéger mes enquêtés, j'ai anonymisé leurs noms et les lieux où l'enquête s'est déroulée. De plus, les garanties d'anonymat étant toujours insuffisantes<sup>23</sup>, j'ai tenté de brouiller davantage les pistes. Les noms des bidonvilles n'apparaissent pas sur les cartes – par exemple, on sait que Maria a habité au bidonville du « Fossé » mais on ne peut être assuré de l'endroit où il se trouve exactement. J'ai choisi les noms de remplacement des personnes et des lieux dans un souci de ressemblance. L'attrait des féministes pour la science-fiction qui, d'une part, distord la réalité pour en montrer ses aspects les plus invraisemblables et injustes et, d'autre part, ouvre l'imaginaire vers d'autres possibles, m'a inspirée l'envie de pasticher l'ambition futuriste du véritable campus, par la forme de son architecture, les technologies déployées et les promesses écologiques, en ajoutant des éléments qui n'existent pas en réalité (voir Figure 16 Plan de situation du Green City Campus®).

Le recours à la (science-)fiction est inspirant pour une discipline<sup>24</sup> comme l'urbanisme qui s'attache à « ménager[r] le lieu (topos) avec une attention toute particulière aux temps (chronos (Paquot 2010) ». En effet, quand un service en charge des questions urbaines met en place une nouvelle directive, il doit imaginer comment les administrés vont être affectés, comment ils vont réagir, comment cela va modifier les autres services et quels précédents cette innovation va laisser.

Dans le domaine de la création, la pensée de la philosophe des sciences Donna Haraway trouve une résonance particulière. Dans *Vivre avec le trouble* (2020), elle s'appuie sur une œuvre de la designeuse Matali Crasset située dans un parc public aux États-Unis pour illustrer l'historicité des relations multi-spécifiques (en l'occurrence humains et pigeons). Réciproquement, l'artiste Adèle Gascuel, en résidence à l'université Gustave Eiffel a travaillé

---

<sup>23</sup>Des ami.es en Bourgogne ont reconnu une famille qu'ils connaissaient dans le livre de Julian Mischi *Du bourg à l'atelier*, alors même que ce dernier avait anonymisé le nom de la ville et le nom des enquêtés.

<sup>24</sup> Pour Viviane Claude (Claude 2006, 17), l'urbanisme est « non pas seulement comme une technique ou une « discipline » mais aussi comme un champ, le produit conjoint et souvent contradictoire de politiques publiques, de divers savoirs et savoir-faire ou connaissances et d'une série de professions ou plutôt de métiers. Aucune de ces dimensions n'est autonome. »

avec des urbanistes critiques. En s'inspirant de la SF harawaienne (acronyme polysémique signifiant science-fiction, fabulation spéculative, *string figures*, science féministe), elle a écrit une nouvelle dont le décor principal sont les bidonvilles franciliens et des poèmes science-fictionnels à partir de visuels de projets urbanistiques<sup>25</sup>.

Les apports de la pensée de Haraway dépassent donc largement le théorisation du concept des savoirs situés dont la compréhension est par ailleurs souvent simpliste en sciences humaines. Ses alliances improbables, ses concepts au nom farfelu, l'originalité de son style, ses jeux de mots, la diversité des thèmes auxquels elle s'attèle suscitent la curiosité et l'intérêt de chercheuses de disciplines variées.

C'est cet intérêt pour l'avenir qui m'a poussée à entamer des études d'urbanisme. Préoccupée par la situation écologique et sociale, je souhaitais que cette discipline intègre des manières de construire et d'habiter plus écologiques et plus collectives. Dans les zones rurales que je fréquentais à l'époque, des personnes imaginaient des manières de vivre qui me paraissaient bien plus prometteuses et inventives que ce qui se construisait au cœur des métropoles. Ce travail de recherche s'inscrit, par une voie détournée, dans le prolongement de mes questionnements d'étudiantes qui voit dans la réflexion et la pratique d'un « urbanisme de la vie quotidienne (Luxembourg, Labruyère, et Faure 2020) » la possibilité de la construction d'un monde où tous les « corps aient une chance dans l'avenir (Haraway 2007, 113) ».

---

<sup>25</sup> *Les nouveaux venus et Béton*. Voir : <https://parvis.hypotheses.org/2433>.





**PARTIE 2 ÊTRE À LA MARGE.  
LES MOBILITÉS À L'ÉPREUVE DE  
LA VULNÉRABILITÉ, DE  
L'ANTITSIGANISME ET DU GENRE.**





## Introduction de la partie 2

Dans la partie précédente, j'ai expliqué la manière dont je me suis positionnée pour observer et recueillir des données sur les mobilités quotidiennes des femmes roms ou identifiées comme telles, à l'aune de l'antitsiganisme et du genre.

Mon enquête ethnographique m'a permis d'accéder à l'analyse de mobilités généralement invisibilisées par les enquêtes ménages déplacements traditionnelles, qui se focalisent sur les personnes résidentes (non-migrantes), disposant d'un logement stable et d'un emploi. À l'inverse, mes enquêtées sont marginalisées, migrantes, étrangères, racisées, sans emploi ni logement fixes. Leur position sociale et résidentielle se distingue en tous points de celle des profils types sur lesquelles se basent les enquêtes de mobilités classiques et invite à de nouveaux questionnements.

Dans cette thèse, l'usage de « mobilité quotidienne » désigne la manière dont sont réalisés les déplacements dans l'espace public à partir du domicile permettant d'accéder à des ressources nécessaires à la vie quotidienne. Elle ne désigne donc pas les déplacements qui ont lieu certains jours de la semaine seulement (comme les enquêtes ménages-déplacements<sup>1</sup>). Elle ne renvoie pas à un objectif d'accomplissement<sup>2</sup> et n'entraîne pas de fait un « changement d'état de l'acteur<sup>3</sup> ». Étudier les mobilités quotidiennes dans cette thèse se résume à étudier une action (sortir de chez soi) qui se matérialise par une expérience sensible et individuelle dans l'espace et qui constitue une pratique sociale. Comme toute pratique sociale, la mobilité quotidienne se situe au croisement de dimensions structurelle (système politique, technique, social, symbolique) et individuelle (disposition, compétence, expérience).

---

<sup>1</sup> Dans les enquêtes ménages-déplacements, les déplacements en semaine sont analysés séparément des déplacements du week-end. La mobilité est définie comme l'ensemble des déplacements soit durant une journée (mobilité quotidienne) soit à l'échelle locale. La mobilité locale désigne « l'ensemble des déplacements effectués à l'occasion d'activités situées dans un rayon de 80 km à vol d'oiseau autour du domicile (<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/resultats-detailles-de-lenquete-mobilite-des-personnes-de-2019-2021>) ». Seuls les déplacements des personnes de plus de 6 ans sont pris en compte.

<sup>2</sup> « La capacité qu'ont les individus de construire la vie qu'ils souhaitent vivre, et qui suppose, entre autres, des changements et des mouvements, voulus ou subis, dans l'espace physique et dans l'espace social, pour accéder aux ressources dont ils ont besoin (Orfeuil 2015, 11)

<sup>3</sup> « L'ensemble des déplacements impliquant un changement d'état de l'acteur ou du système considéré (Brulhardt et Bassand 1980 cités par; Kaufmann 2008, 99)

En ce sens, j'ai identifié, dans le cadre de ce travail de recherches, quatre facteurs qui conditionnent et influencent la réalisation de la mobilité quotidienne :

- La position sociale
- La position résidentielle
- L'engagement du corps dans l'espace
- L'utilisation de moyen de locomotion

Cette partie explore le paramètre de la position résidentielle comme condition de réalisation de la mobilité. Les deux autres paramètres seront analysés plus avant dans la partie 3.

Je propose, dans cette partie, d'analyser les conséquences du processus de vulnérabilisation sur les mobilités des femmes à l'aune de leur habitat.

« La vulnérabilité résidentielle apparaît quand l'un des éléments sur lesquels repose la position résidentielle – localisation du logement, caractéristiques matérielles et statut d'occupation (Grafmeyer 2010) – est fragilisé, insatisfaisant ou menacé (Bouillon et al. 2019, 12) ». Cette définition est pertinente pour qualifier la situation des personnes de l'enquête : occupant·es sans titre, hébergé·es de courte durée, habitant·es de marges, leur position résidentielle est belle et bien fragile, insatisfaisante et menacée. Résultat d'un processus issu du croisement entre les politiques publiques et le marché économique, la vulnérabilité résidentielle « implique une expérience sociale, mais aussi des rapports de force et, enfin, des (im)possibilités d'agir (2019, 12) ».

Dans les perspectives féministes du *care*, la vulnérabilité est une « exposition à la blessure » (Nussbaum 1992; Naepels 2019; J. Butler 2010; J. Butler, Gambetti, et Sabsay 2016). Il ne s'agit pas d'une caractéristique individuelle contrairement à l'usage que l'action publique fait de ce terme pour identifier les individus fragiles qui seraient vulnérables *en soi*. Pour l'action publique, la vulnérabilité est une catégorie remplaçant depuis une vingtaine d'années la catégorie « d'exclusion » (D. Fassin 2004; Brodiez-Dolino et al. 2014). La situation de la personne (maladie, pauvreté, souffrance psychique, grossesse, handicap) justifie le déclenchement d'une prise en charge par l'action publique. Si dans les deux sens la vulnérabilité fait écho à une situation de fragilité et de précarité, les deux usages prennent place dans des perspectives quasiment opposées. Pour les théories du *care*, il s'agit de visibiliser la dimension politique de l'inégale répartition de la vulnérabilité. Tout le monde naît vulnérable mais toustes ne le demeurent pas au cours de la vie. La vulnérabilité est donc le fruit d'un processus. Si on est vulnérable, c'est que l'on a été vulnérabilisé.

Dans le champ des études sur les bidonvilles en France, Anne-Cécile Caseau (2020a) a mené un travail original associant perspective féministe du *care* et sociologie politique. Elle

discute le terme de vulnérabilité qui, tout en étant une catégorie mobilisée par l'action publique, sert de levier aux femmes qui occupent de nouveaux rôles sociaux dans la migration<sup>4</sup>. Elle se réfère aux deux aspects de la vulnérabilité que Marie Garrau (2018) distingue : la « vulnérabilité fondamentale » comme structure d'existence commune à tous les êtres vivants et la « vulnérabilité problématique » comme « fragilisation de la capacité d'agir induite par des processus sociaux qui ont pour caractéristiques de porter atteinte à l'intégrité physique ou morale des sujets sociaux (Garrau 2018, 10 citée par; Caseau 2020a, 23) ». Articulé à la catégorie de l'action publique au titre de laquelle les personnes en bidonville sont éligibles à l'hébergement, le concept de vulnérabilité tel qu'il est ainsi défini permet de saisir comment les femmes, considérées comme vulnérables par l'action publique<sup>5</sup>, se saisissent des dispositifs institutionnels. Puisque que « pour obtenir une mise à l'abri en tant que vulnérable, il faut réclamer, incarner, justifier (Caseau 2020b, 18) », les femmes « endossent de nouveaux rôles et prennent la parole pour dénoncer et réclamer (Caseau 2020a, 383) ». La catégorie de vulnérable qui leur est attribué *a priori* renforce paradoxalement leur capacité d'agir et devient la base même de leur subjectivation politique.

Cette analyse de la prise en charge par l'action publique des familles en bidonville au titre de leur vulnérabilité est intéressante et mérite d'être approfondie par l'analyse de ses conséquences sur l'accès à la ville des femmes. On peut se demander en effet comment, une fois mises à l'abri, elles accèdent à la ville. Étudier les mobilités permet de comprendre ce dont les femmes ont besoin en dehors du domicile, comment elles s'y prennent et quels obstacles elles rencontrent. Les femmes gagnent-elles en capacité d'agir grâce aux prises en charge dans des dispositifs d'hébergement et d'insertion ? La politique de résorption étant une politique basée sur le logement et la mobilité résidentielle, dans quelles mesures modifie-t-elle le rapport que les femmes entretiennent à leur espace domestique ? Est-ce que, malgré tout, les femmes parviennent à construire un chez-soi protecteur et accueillant ?

Tout d'abord, analyser la politique de résorption au prisme de la vulnérabilité résidentielle et de l'antitsiganisme apporte des résultats sur les pratiques et les contraintes des habitant<sup>es</sup>

---

<sup>4</sup> Voir aussi la thèse de Marjorie Gerbier-Aublanc (2016) et celle d'Alice Latouche (2018 en cours).

<sup>5</sup> De son côté, la Cour Européenne des Droits de l'Homme considère dans l'arrêt de 2013 *Winterstein et autres contre France* que les Tsiganes et gens du voyage constituent dans son ensemble une minorité vulnérable.

que les travaux qui privilégient d'entrer par la gouvernance ou la production urbaine ne peuvent produire (chapitre 3).

Ensuite, analyser les effets de l'action publique sur la vulnérabilité et les mobilités résidentielles à l'aune des perspectives féministes du *care* permet de mettre au jour des pratiques domestiques spécifiques à la vie dans les marges (chapitre 4).

Enfin, explorer le processus de vulnérabilisation à travers les violences racistes et sexistes permet de mettre en évidence les dimensions subjectives et corporelles des conditions de réalisation de la mobilité (chapitre 5).

*mais où est la maison  
j'étais pourtant certaine  
de l'avoir laissée là*

Kristina Gauthier-Landry



# CHAPITRE 3 Évacuer, sélectionner, reloger. Variations locales de la résorption et permanence des vulnérabilités.

En 2012, le gouvernement confie à la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement la charge d'appliquer la circulaire « relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites ». Celle-ci préfigure la politique nationale de résorption des bidonvilles lancée en 2014. Comme son nom l'indique, cette politique publique vise à agir sur le territoire en faisant disparaître la forme urbaine du bidonville. L'objectif est de diminuer le nombre de bidonvilles jusqu'à la résorption complète. La focale est mise sur la sortie du bidonville vers le logement. Dans la très grande majorité des cas, les dispositifs mis en place consistent en un hébergement transitoire assorti d'un suivi personnalisé.

Dans la mesure où les habitant·es de bidonville sont considérés comme roms et sont victimes de l'antitsiganisme, il s'agit de se demander à partir de l'étude de trois dispositifs comment la politique de résorption est appliquée localement et quelles sont les conséquences sur la vulnérabilité des habitant·es de bidonville. En quoi la diversité des acteurs et des modalités de fonctionnement des projets d'insertion affecte-t-elle l'accès aux droits ? Comment est décidé et financé le parcours d'accès au logement ? La vulnérabilité est-elle une condition pour accéder aux dispositifs d'insertion ? Est-ce que la protection vis-à-vis de l'antitsiganisme et du sexisme figure parmi les objectifs de la mise en œuvre locale de la politique nationale ?

Ce chapitre commence par un bref historique de la résorption des bidonvilles depuis 2010 et les résultats auxquels elle a abouti en 2020. Je montre que le manque de moyen et de personnels engagés dans cette politique à l'échelle hexagonale a donné des résultats marginaux, en matière de relogement. Puis, trois dispositifs aux modalités différentes sont analysés. La présentation des trois cas d'études permet de comparer la diversité des expérimentations mises en place par les pouvoirs publics tant en termes de financement que de fonctionnement, de mobilités résidentielles et de résultats<sup>1</sup> mais aussi comment l'hostilité

---

<sup>1</sup> Voir tableau récapitulatif des trois projets d'insertion Figure 11.



envers les Roms localement s'exprime et influence la conduite des projets d'insertion. Le chapitre se termine par une analyse de l'action publique de résorption à travers le prisme de la race. Si les travaux sur la question ne traitent pas frontalement de l'antitsiganisme dans la résorption des bidonvilles, je démontre ici que l'action publique, tout en se revendiquant *colorblind*, c'est-à-dire « aveugle à la race », produit des catégories raciales et que le parcours d'accès aux droits est jalonné par les discriminations raciales et/ou racistes.

La présentation de ces trois sites dresse le contexte dans lequel les femmes de l'enquête vivent. Certaines vivent dans la forêt, d'autres en ville. Certaines sont passées par des villages d'insertion et d'autres ont vécu dans des chalets. En fonction des projets, elles ont eu un accès différencié au transport, au travail, à la scolarisation et au logement. On verra au fil de la thèse en quoi la participation ou non aux projets a déterminé leurs mobilités quotidiennes, résidentielle et transnationale.

Dans un souci d'anonymisation, je procède à une présentation fictionnelle<sup>2</sup> des villes de l'enquête renommées Laginsy, Beaulieu-les-Prés et Méreville. Selon un régime d'équivalence, j'ai modifié les principales informations de sorte que les villes anonymisées correspondent de manière vraisemblable à la réalité. La littérature écrite sur ce territoire n'est pas mobilisée car elle mettrait en péril l'anonymat du lieu et des personnes. J'emprunte volontairement le style langagier de publications dont le but est de mettre en scène des territoires ou des projets d'aménagement. Ce pastiche permet de caractériser par un procédé formel créatif ces territoires autrement que par une analyse spatiale classique qui applique de manière systématique des critères universels (nombre d'habitant, superficie, continuité du bâti, taux de pauvreté...) favorisant des pratiques normatives de classement et de hiérarchisation des espaces urbains.

Je ne procède donc pas à une analyse spatiale formelle mais à ce que j'appellerai « une description flottante » qui vise à caractériser une ville à partir d'observations réelles sans pour autant participer à la production de connaissance et permettre la cumulativité de savoirs la concernant. Il ne s'agit ni de documenter une ville en particulier en étudiant ses dynamiques socio-spatiales ni d'évaluer un projet d'insertion. Il s'agit, en m'appuyant sur une enquête pluri-localisée, d'analyser un processus général qui est celui de la vulnérabilisation afin de comprendre le contexte dans lequel les femmes évoluent à travers les marges. Au fur et à mesure de la thèse, seront explorés différents aspects de la notion de

---

<sup>2</sup> En urbanisme, voir aussi le travail très intéressant d'Elsa Vivant (2021) que j'ai découvert après coup. Elle procède par le biais de la fiction à l'exploration des enjeux que soulève le projet d'aménagement BricoTruc Ice Arena, une patinoire financée par le naming de l'entreprise « BricoTruc ».

« marges », un espace ambigu qui est à la fois celui de l'assignation, de l'isolement, du refuge et du soin.

## **1. Les campements au centre des discours, la résorption des bidonvilles à la marge de l'agenda**

### **a) Une politique publique qui se concrétise par un faible nombre de relogement**

La « question rom » émerge dans les années 2010. Les « campements illicites » font la une dans la presse écrite et audio-visuelle. Le discours de Grenoble<sup>3</sup> de Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, donne au sujet une ampleur médiatique inédite. La sphère politico-médiatique s'agite et s'exprime sans réserve au sujet des « Roms » vivant en « campements ». On assiste à la création d'un « problème public<sup>4</sup> » (Legros 2009; Mazot-Oudin 2011; Legros et Rossetto 2011; É. Fassin et al. 2014). En 2012, le nouveau gouvernement tente de distinguer de son prédécesseur – même si certains discours restent du même ordre<sup>5</sup> – en créant un nouvel outil : la circulaire interministérielle visant à « l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites ». Signée par sept ministres, elle indique que le respect du droit de propriété et de la sécurité publique nécessite de mener des opérations d'évacuations mais que celles-ci doivent être anticipées et s'accompagner de solutions d'hébergement, d'accès à l'emploi et à la santé. Dans une lettre de mission, le premier ministre Jean-Marc Ayrault confie à la DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement) la tâche d'appuyer les services de l'État dans la mise en place de projets d'insertion.

---

<sup>3</sup>En juillet 2010, il déclare : « J'ai demandé au ministre de l'Intérieur de mettre un terme aux implantations sauvages de campements de Roms. Ce sont des zones de non-droit qu'on ne peut pas tolérer en France. » Suite à cette déclaration, une circulaire produite par le ministère de l'Intérieur paraît le mois suivant stipulant « trois cent campements ou implantations illicites devront avoir été évacués d'ici trois mois, en priorité ceux des Roms ».

<sup>4</sup>C'est-à-dire « un état de fait qui est devenu un enjeu de réflexion et de protestation et une cible pour l'action publique (Gusfield 2003, 71) cité par (Legros et Vitale 2011, 22) ».

<sup>5</sup>Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur de François Hollande, déclare en septembre 2013 sur France Inter que « les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie (Cohen 2013) ».

Votre soutien aux services et établissements de l'État devra également les aider à identifier des solutions en matière d'ingénierie technique et financière pour la mise en œuvre des projets opérationnels en lien avec les collectivités locales ou les associations sur le terrain<sup>6</sup>.

La DIHAL, qui avait pour mission depuis 2010 d'intervenir dans les secteurs de l'hébergement et de la lutte contre l'habitat indigne, se voit confier la mission de l'accompagnement des évacuations en 2012 avec une enveloppe de quatre millions d'euros. Depuis les années 2000, des chercheuses et des ONG<sup>7</sup> pointent les conséquences graves des évacuations des bidonvilles ordonnées par les pouvoirs publics sur la vie des personnes (Bergeon 2010; Nacu 2010; Cousin 2013; Cousin et Legros 2014; Legros 2011; É. Fassin et al. 2014). Sans proposition durable de relogement, les habitant·es sont contraint·es quitter les lieux et de se réfugier ailleurs en construisant un autre bidonville. La politique des évacuations, bien que dominante<sup>8</sup>, n'est pas la seule réponse des pouvoirs publics. D'année en année, des projets *ad hoc* voient le jour en Île-de-France (Aubervilliers, Montreuil, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine, Orly, Saint-Denis...) et en régions (Rezé, Strasbourg, Toulouse, Lyon, Marseille...). Qu'ils se nomment « villages d'insertion », « base de vie », « terrain stabilisé » ou « hameau » le point commun de ces projets est leur durée limitée à quelques années et le caractère expérimental de leur mise en œuvre<sup>9</sup>. La recherche de financement, la création de partenariat, l'émergence de nouveaux acteurs sont autant d'éléments qui caractérisent le « bricolage » et le « tâtonnement » de cette politique publique (Olivera 2013; Benarrosh-Orsoni 2011; Olivera 2016; Aguilera 2017).

En 2014, le gouvernement change de focale et lance la stratégie nationale de résorption des bidonvilles. Il confie le pilotage à la DIHAL et la mise en œuvre à Adoma<sup>10</sup>. L'enveloppe

---

<sup>6</sup>CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE NOR INTK1233053C du 26/08/2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites.

<sup>7</sup>Romeurope, Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty international et Gisti en sont des exemples.

<sup>8</sup>Environ 10 000 personnes expulsées chaque année depuis 2016, soit les 2/3 de la population en bidonvilles selon l'ONG CNDH Romeurope, 2019.

<sup>9</sup>Le récent projet de la préfecture de Région se nomme d'ailleurs Mission *Expérimentale* de Suivi Novateur et d'Insertion par le Logement (MESNIL). Il a ouvert au printemps 2020 et héberge 57 familles.

<sup>10</sup> Ex-Sonacotra, société nationale en charge des « foyers de travailleurs migrants ». Elle a été créée dans les années 1950 (alors appelée Sonacotral : Société nationale de construction de logement pour les travailleurs algériens) dans le cadre de la résorption des bidonvilles. Sur la résorption et le rôle de la Sonacotral dans la gestion et le contrôle des immigrés par le logement, voir (Blanc-Chaléard 2016; Bernardot 1999; de Barros 2005). Adoma en est l'héritière. C'est une société d'économie mixte, chargée de la gestion de centres d'hébergement qui loge 88 000 personnes. De 2015 à 2018, l'État lui confie la responsabilité, sous le pilotage de la DIHAL, de reloger les habitant·es des bidonvilles via la plateforme AIOS (d'Accueil, d'Information, d'Orientation et de Suivi).

annuelle de la DIHAL passe de quatre à trois millions d'euros. Adoma obtient le financement d'une équipe en interne constituée d'un poste à la direction de la mission, deux postes de chargés de mission à temps plein et d'un poste administratif.

Sa mission prend fin en 2017. À cette époque, 14 800 personnes habitent en bidonvilles dans 38 départements<sup>11</sup>. En trois ans, Adoma a accompagné et hébergé 507 personnes dans 15 départements. Seules 95 personnes, soit 18 % des personnes suivies, sont relogées<sup>12</sup>.

Face à ces résultats, je demande à Abel Firmin, haut-fonctionnaire à la DIHAL, pourquoi la résorption des bidonvilles est si lente à se mettre en place et pourquoi si peu d'acteurs locaux se saisissent de la DIHAL comme appui méthodologique et financier.

Oui, mais on peut pas se substituer au ... là ça ser'... on est aussi... je sais plus si on en parlait à l'atelier où vous étiez, mais, notre action, bah sur un sujet en plus qui est aux marges, je veux dire c'est pas... c'est une politique publique, je vous dis, nous qu'on construit... y a pas de ... C'est une petite politique publique. On essaye d'inscrire dans quelque chose de structurel, mais on est...<sup>13</sup>

D'après Abel Firmin, la résorption des bidonvilles est une « petite politique publique » et constitue un sujet marginal au regard de l'agenda politique. Des agent·es de collectivités territoriales ou de services déconcentrés de l'État partagent ce constat. Cela s'exprime notamment par la place minimale qui est accordée à cette mission dans leur agenda et au financement décroissant dans le temps.

À la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) dont la ville de Beaulieu dépend, Patrick Touvenault est chargé de mission à la cellule intégration. Il est en charge du pilotage du volet urgence et hébergement au service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO), l'opérateur départemental en charge de l'hébergement d'urgence. Au sein du SIAO du département, le SEBH (service bidonvilles-hôtels) réalise des diagnostics dans les bidonvilles et oriente les familles vers l'hébergement en cas d'évacuation sur décision administrative (voir la section « Tremplin-Beaulieu »).

La question rom est un peu plus marginale sur ma fiche de poste. Pour une répartition ce serait 80 % pour les demandeurs d'asile et environ 20% pour les Roms. Vous voyez un peu ? Tout ça pour dire que ce n'est pas un sujet majeur de ma fiche de poste et je suis le seul ici à la DDCS à m'en occuper<sup>14</sup>.

---

<sup>11</sup>DIHAL, 2017, État des lieux national des campements illicites et bidonvilles.

<sup>12</sup>Adoma, 2016, Note d'étape MRB, document interne.

<sup>13</sup>Entretien avec Abel Firmin, haut fonctionnaire à la DIHAL. 20 janvier 2017.

<sup>14</sup>Entretien avec Patrick Touvenault, agent de la DDCS. 19 décembre 2018.

Pourtant, 450 personnes habitent en bidonville dans ce département. Outre le travail de diagnostic réalisé en bidonville, le SEBH intervient également dans les hôtels sociaux pour réaliser le suivi social et ouvrir les droits sociaux (carte vitale, scolarisation, emploi...). Au total, 250 personnes issues de bidonvilles y sont hébergées. Seulement deux emplois à temps plein prennent en charge leur accompagnement<sup>15</sup>.

En 2018, le gouvernement Macron remplace la circulaire de 2012 par l'instruction du 25 janvier 2018, signée par huit ministres. À l'anticipation et l'accompagnement des évacuations envisagés par la circulaire de 2012 est ajouté un renforcement des partenariats avec les collectivités locales et l'Union Européenne. De plus, la mise en œuvre de l'instruction est suivie de manière concertée par « une commission nationale » composée d'une trentaine de membres (représentants des collectivités, des préfetures, des associations, des ministères...). La DIHAL, qui en assure le pilotage, organise des groupes de travail auxquels participent également des membres de la société civile, des élus, des ONG et d'autres délégations interministérielles.

Dans le département de Beaulieu, Patrick Touvenault remarque que l'instruction est plus ambitieuse que la circulaire de 2012 mais que les moyens ne sont pas suffisants.

La DIHAL ne finance plus. Ça remet en cause le 2<sup>e</sup> ETP. La DDCS<sup>16</sup> a su en fin d'année 2018 si elle pouvait payer pour l'année écoulée. Mais pour 2019, c'est plus compromis, d'autant que les années précédentes le BOP 177<sup>17</sup> payait une partie et la DDCS complétait, maintenant elle doit payer en totalité.

En effet, l'axe quatre de l'instruction indique que les crédits distribués par la DIHAL devront être considérés comme des « catalyseurs d'une stratégie territoriale ou leviers pour des cofinancements. » Il faudra, pour compléter les budgets « recourir aux crédits des ministères concernés et agences compétentes, rechercher les cofinancements, en particulier ceux des

---

<sup>15</sup>Entretien avec Patrick Touvenault, agent de la DDCS. 19 décembre 2018.

<sup>16</sup>Direction départementale de la cohésion sociale.

<sup>17</sup>Le BOP 177 est le budget opérationnel de programme, créé par la loi organique relative aux lois de finances, destiné à financer les opérations d'hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables.

collectivités locales. Mobiliser les fonds structurels européens qui peuvent l'être (FEDER<sup>18</sup>, FSE<sup>19</sup>) en lien avec les Conseils régionaux, départementaux, et les DIRECCTE<sup>2021</sup>. »

En 2021, la DIHAL édite un point étape sur la résorption des bidonvilles en France hexagonale. Un tableau indique le nombre de personnes qui, depuis 2015, ont accédé au logement, à l'emploi et à l'école. La part des personnes qui sont relogées en moyenne chaque année de 2017 à 2019 sur tout le territoire hexagonal s'élève à 10 % de la population totale vivant en bidonvilles<sup>22</sup>. En revanche, par département, la situation est plus contrastée comme le révèle la carte Figure 2.

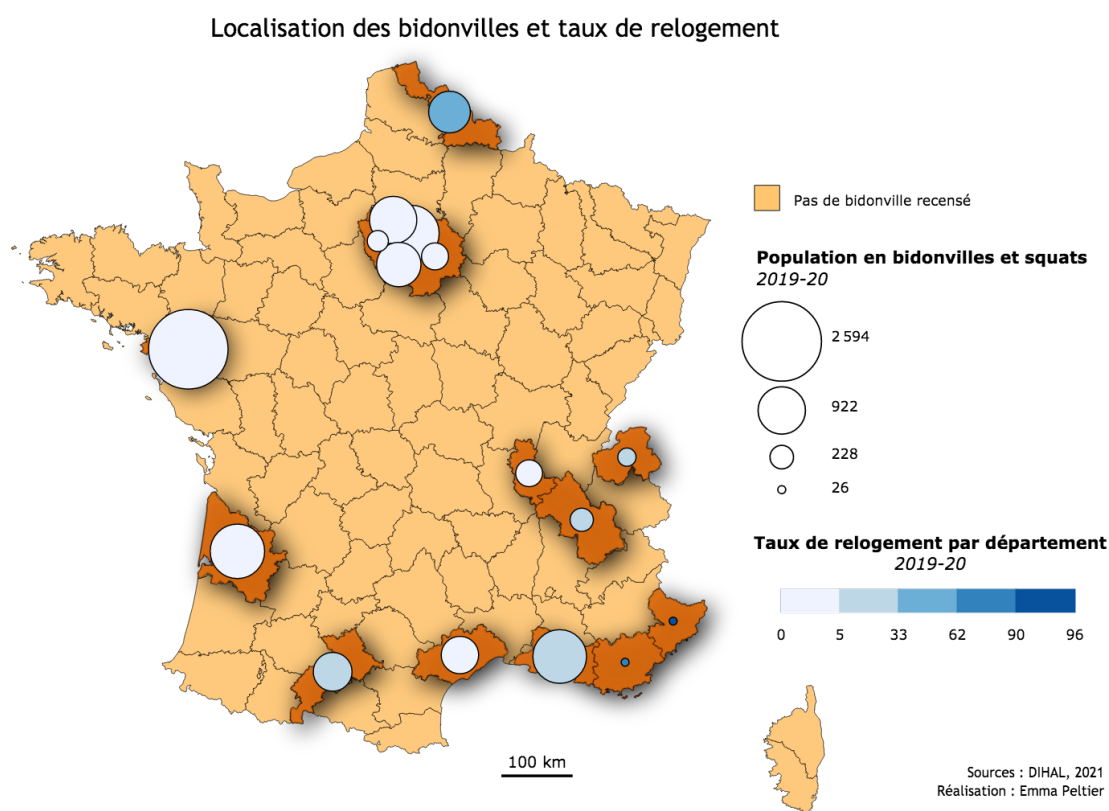


Figure 2

<sup>18</sup>Fonds européen de développement régional.

<sup>19</sup>Fonds social européen.

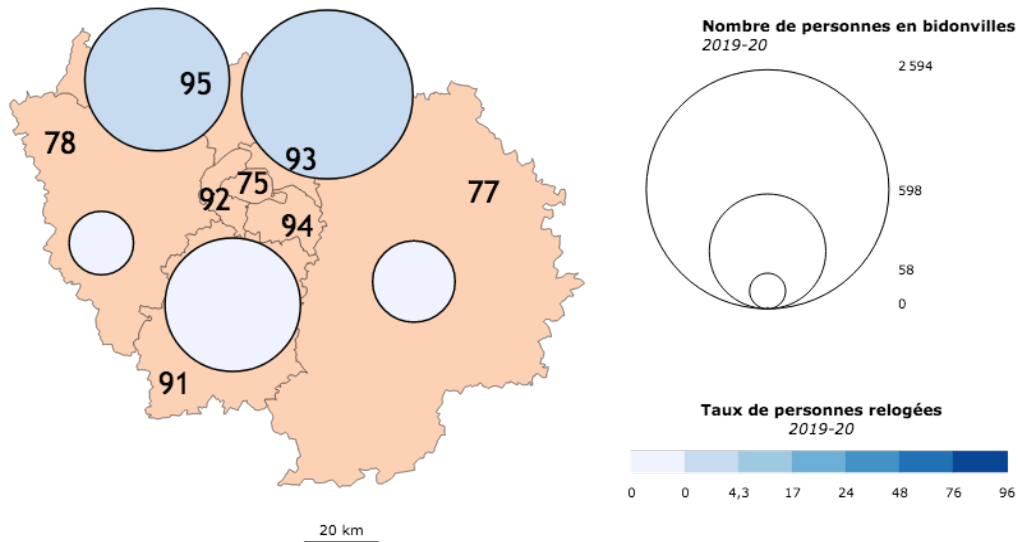
<sup>20</sup>Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

<sup>21</sup>DIHAL, 2018, Présentation du dispositif national d'appui et de suivi dans le cadre de l'instruction du Gouvernement du 25 janvier 2018.

<sup>22</sup>Croisement des données issues de DIHAL, 2017, État des lieux national des campements illicites et bidonvilles et DIHAL, 2021, Résorption des bidonvilles. Point Étape.

La plupart des départements concernés par la présence des bidonvilles a un taux de relogement inférieur à 5 %, exception faite des bidonvilles de petite taille des départements du Var et des Alpes-Maritimes où il dépasse 60 %. Ces cartes se basent sur les données figurant dans le rapport de la DIHAL paru en 2021<sup>23</sup>. Il ne donne pas de précisions sur les projets conduisant au relogement dans ces départements. En Île-de-France, la situation est radicalement différente comme le montre la Figure 3. Les bidonvilles sont de grosse taille et

Un très faible accès au logement dans les départements d'Île-de-France



Sources : DiHal, 2021  
Réalisation : Emma Peltier

Figure 3

le taux de relogement quasi-inexistant.

Quasiment dix ans après la signature de la circulaire de 2012, qui formalisait le retour de l'État sur la question des bidonvilles, le bilan de la résorption montre qu'elle n'est pas parvenue à ses fins. Le lancement en 2014 de la stratégie nationale confiée à ADOMA, puis l'instruction de 2018 donnent lieu à peu de relogement. En 2021, encore 12 000 personnes habitent en bidonvilles.

## b) Une stratégie de « bas-bruit »

<sup>23</sup>Ibid.

Le faible taux de relogement invite à s'interroger sur la mise en œuvre de l'action publique locale de résorption. Hormis le travail d'animation réalisé par la DIHAL au niveau national (ateliers, brochures), les pouvoirs publics communiquent peu sur les projets mis en place localement.

Lorsque les pouvoirs publics font des choses, les municipalités ou les villes, aiment pas trop... elles communiquent très peu sur les actions en faveur des occupants, ou des Roms on va dire, la com' est très très très minimaliste voire inexistante<sup>24</sup>.

Louis Le Cocq coordonne l'action de plusieurs services déconcentrés de l'État en charge des bidonvilles en Île-de-France depuis une dizaine d'années. Il a donc suivi la construction de cette politique publique de près et a parfois piloté la réalisation de plusieurs villages d'insertion qui ont abouti pour la plupart à des relogements définitifs. On peut donc se demander pourquoi, au lieu de médiatiser les résultats obtenus et de partager publiquement le processus des opérations afin de capitaliser les connaissances et les savoir-faire produits, les pouvoirs publics préfèrent agir discrètement sans communiquer sur les opérations qu'ils dirigent.

Louis Bourgois montre que le mode d'action est similaire dans la région lyonnaise où « la dimension discrète et souterraine de l'action municipale s'est avérée être une caractéristique d'ensemble de l'action publique métropolitaine de résorption des squats et bidonvilles (L. M. Bourgois 2021, 560) ». Selon lui, le mode de gouvernement fonctionne selon la « stratégie du 'bas-bruit' » dont les modalités d'actions spécifiques orientent les projets d'insertion : invisibilisation du travail bénévole, développement de projets ponctuels financés par des moyens dédiés, non-recours par interdiction temporaire dans l'accès aux droits communs pour les occupant·es, faible communication par crainte de l'effet « d'appel d'air ».

Nous verrons à la fin du chapitre que la stratégie de « bas-bruit » ne se restreint pas à ces objectifs-là. Pour Louis Le Cocq « faire les choses à bas-bruit » consiste, dans un but électoraliste, à ne pas communiquer à la population les modalités des actions de résorption : « on ne donne jamais de chiffres, de montants...<sup>25</sup> » sous peine de déplaire à la population locale et de perdre les élections, comme cela est arrivé à la maire de Bobigny selon lui.

---

<sup>24</sup>Entretien avec Louis Le Cocq, fonctionnaire en charge de la résorption des bidonvilles en Île-de-France. 29 mars 2017.

<sup>25</sup> Entretien avec Louis Le Cocq, fonctionnaire en charge de la résorption des bidonvilles en Île-de-France. 29 mars 2017.



Cette précaution révèle bien que l'antitsiganisme n'est pas une idéologie identifiée seulement par les militant·es antiracistes mais qu'elle est diffuse dans la société française au point d'influencer les pratiques des acteurs. La politique du « bas-bruit » est l'aveu silencieux de l'existence de l'antitsiganisme dans la société française.

## 2. Vil'laginsy : un projet d'insertion modèle dans la ville endettée<sup>26</sup>

# Bien Vivre en France

Le magazine de la France où il fait bon vivre.



### Focus Banlieue #14

Il est des communes en France qui détiennent tous les records. Laginsy en fait partie. Cette ville de grande couronne est classée numéro 1 de l'endettement et du nombre de HLM. D'après l'INSEE (c'est dire si nos sources sont sérieuses), le taux de chômage est un des plus hauts de France, la population est particulièrement jeune et le nombre de familles mono-parentales est au-dessus de la moyenne nationale.

Il règne à Laginsy un climat d'insécurité généralisée. À la cité La Motte Collinée, on ne

compte plus le nombre de voitures brûlées et les incivilités.

Cette zone de non-droit est devenue un véritable guet-apens pour les forces de l'ordre qui n'osent plus s'y aventurer.

Cette cité est à l'image du quartier Laginsy-Court située elle aussi en zone urbaine sensible. L'indécence de cette copropriété dégradée lui a valu d'être déclarée par l'État « opération d'intérêt national ».

### a) Une marge reliée à la ville

Depuis le début des années 2010 dans ce département d'Île-de-France, des bidonvilles se forment le long des routes ou sur les terrains vagues. Ils sont évacués systématiquement, parmi eux, le bidonville de l'A 6t à Buis-en-Mouvret, la commune voisine de Laginsy. Comme Méreville et Beaulieu-les-Prés, Laginsy a une longue histoire politique ancrée à gauche. Le tissu associatif y est dense. Des militant·es se mobilisent depuis des années pour

---

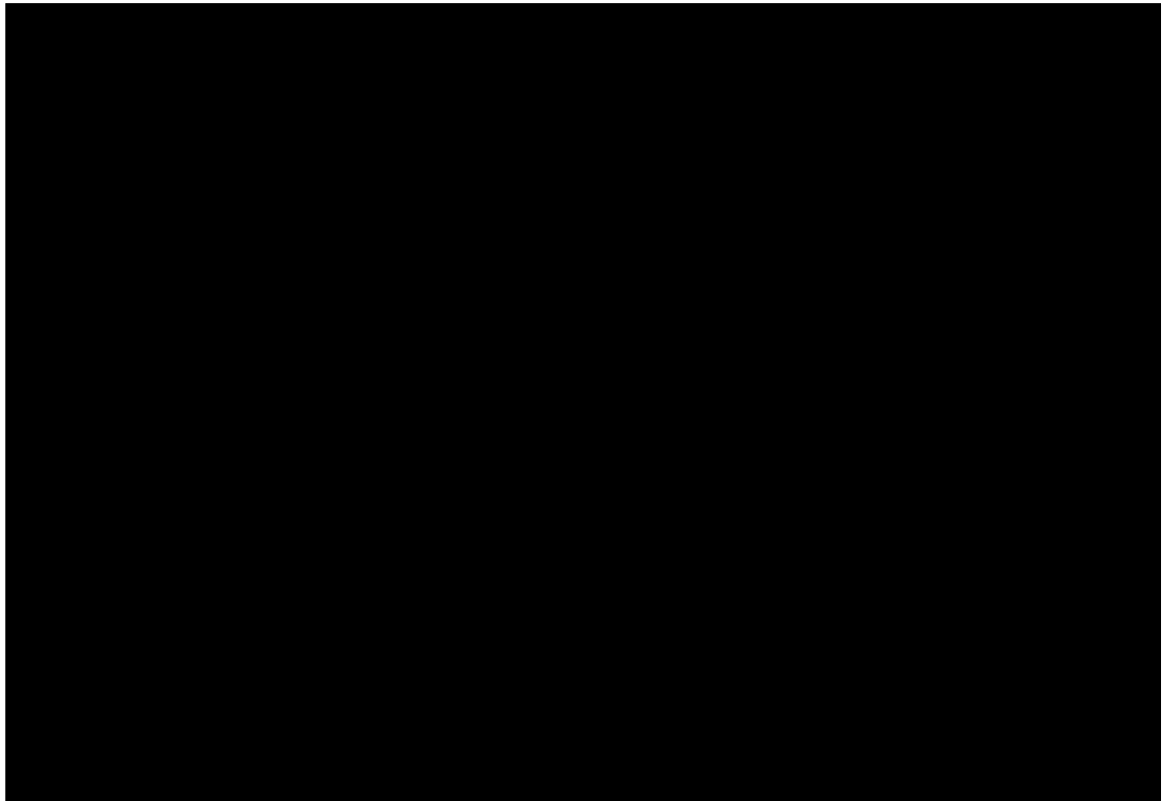
<sup>26</sup> Pour la présentation fictionnelle de cette ville, je me suis inspirée des médias d'extrême-droite car Laginsy fait l'objet d'article ou de reportage réguliers qui visent à expliquer que la délinquance est la conséquence de la pauvreté et de l'immigration.

l'accès aux droits des personnes en bidonville notamment sur la scolarisation et l'accès à la santé.

En 2013, plusieurs d'entre eux s'investissent et se concertent pour empêcher une énième évacuation sans solution de relogement. Les associations sollicitent la Mairie qui accepte avec le département et l'État de lancer un village d'insertion dont le mot d'ordre est l'insertion par l'emploi. Ainsi, le critère d'entrée s'effectue par l'employabilité. En 2013, au cours d'un diagnostic réalisé dans le bidonville par l'État en amont de l'évacuation, une quinzaine de familles sont repérées pour participer à un salon de l'emploi. Les dix familles qui obtiennent une promesse d'embauche sont sélectionnées pour entrer au Vil'laginsy. Le terrain choisi est situé le long d'une voie rapide à 20 minutes à pied du centre-ville de Buis-en-Mouvert. Il appartient au conseil départemental qui y installe des préfabriqués : sanitaires, cuisine et buanderie, activités collectives ainsi que quinze habitations (cinq de 15 m<sup>2</sup> et dix de 30 m<sup>2</sup>) (Figure 4). De 2013 à 2017, trois MOUS<sup>27</sup> se succèdent. En tout, 25 familles soit 100 personnes y sont hébergées puis relogées dans le département. L'opérateur social qui remporte l'appel à projet est l'association Toile Solidaire. Une travailleuse sociale est recrutée à temps plein pour mener à bien le projet, c'est-à-dire ouvrir les droits aux familles en s'appuyant sur les partenaires locaux du secteur médico-social (centre de santé, maison des solidarités...).

---

<sup>27</sup>Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.



*Figure 4 ANONYMISÉE Vil'laginsy, octobre 2017 – Emma Peltier*

La première MOUS est initiée par les associations militantes intervenant à Buis-en-Mouvent. Elle est financée par le département et la préfecture de département et s'étend d'avril 2013 à janvier 2015. Au moment de l'évacuation en avril 2013, Vil'laginsy n'est pas prêt à accueillir les familles. Elles sont donc réparties dans des hôtels sociaux d'Île-de-France alors que les enfants sont scolarisés à Laginsy et que les adultes sont employés dans les environs. Certaines changent d'hôtels plusieurs fois avant de pouvoir inaugurer le village en novembre 2013. Pendant un an, la travailleuse sociale Alexandra Durantin ouvre les droits (sécurité sociale, domiciliation, compte bancaire...) et constitue le dossier de demande de logement social. À partir d'août 2014, les demandes aboutissent et les familles sont relogées peu à peu dans le département.

En 2015, entre les deux MOUS, l'État réquisitionne le village pour héberger des migrants extra-européens célibataires expulsés des campements de rue de Paris. La MOUS 2 est prolongée par la Mairie de Laginsy, le département et la Préfecture de département. Elle concerne huit familles qui sont issues d'un bidonville à Laginsy et qui ont été sélectionnées suite à un salon de l'emploi organisé à dessein. Elles sont hébergées en hôtels à la suite de l'évacuation du bidonville de Laginsy car les modules d'habitations ne sont pas étanches et

doivent être réparées. La MOUS prend fin en septembre 2016 et s'achève par le relogement des huit familles dans le département.

Entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> MOUS, l'État réquisitionne à nouveau le village pour héberger des migrants extra-européens célibataires expulsés de la jungle de Calais et des campements de rue de Paris. La 3<sup>e</sup> MOUS est pilotée par la Préfecture de région qui met en place des critères supplémentaires de sélection. En plus d'avoir un contrat de travail, les candidat<sup>es</sup> doivent présenter un fichier police vierge. Sur cent familles présentées, sept seulement sont sélectionnées. La MOUS se termine prématurément en décembre 2017 car l'État prévoit de transformer le village en centre d'accueil et d'orientation destiné aux hommes seuls en migration qui n'ont pas encore effectué de démarches administratives. Les préfabriqués sont enlevés et des locaux individuels sont construits. Les sept familles sont relogées en urgence dans le département.

## b) Un accès au logement garanti

La différence majeure entre Vil'laginsy et les projets d'insertion de Méreville et de Beaulieu-Prés, que j'exposerai plus loin, est la rapidité avec laquelle les familles ont été relogées. Alors que depuis 2013, aucune famille n'a été relogée suite au Tremplin-Beaulieu et que depuis 2015, une seule famille est sortie du projet de Méreville, à Laginsy, les 25 familles concernées par le projet d'insertion sont actuellement en logement standard et pérenne. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette différence : l'entrée dans le projet réservée aux personnes en emploi, le taux de vacance dans le logement social dans ce département d'Île-de-France et le suivi social effectué par une personne à temps plein. Selon Alexandra Durantin, la travailleuse sociale de Toile Solidaire, les délais entre le dépôt du dossier de demande de logement social et l'entrée effective dans le logement sont courts car la Préfecture doit afficher un taux de réussite à 100 %.

EP\_ Les temps d'attente étaient de combien de temps entre l'inscription et l'installation ?

Alexandra Durantin – Hum... Je dois répondre ?

EP\_ Oui! (*rires*)

AD – Alors il faut éteindre [l'enregistreur] !

EP\_ Ah c'est confidentiel ?

AD – Non c'est pas ça, c'est que ... c'est que ... le dispositif est très particulier, avec une obligation de réussite donc étant donné que c'est financé par les services qui attribuent les logements... ben ... plutôt que de mettre 5 ans, ben pour certains ça a mis 6 mois en fait...

EP\_ Ah oui, donc c'est... d'ailleurs le financement c'est la Préfecture, enfin c'est l'État ?

AD – Alors les 2 premiers projets c'était moitié préfecture, moitié euh Conseil Départemental, enfin c'était Conseil Général à l'époque. Et y a que le dernier projet qui a été financé entièrement par l'État.

EP\_ D'accord, mais ça c'était sur des contingents préfectoraux ? Mais le CD n'a pas de...

AD – Pas de logement, non, non.

EP\_ Parce que ça on vous a dit de pas l'ébruiter ?

AD – Non c'est pas ça, mais bon, enfin, si je m'amuse à dire à tout le monde, « bah tiens j'ai juste à passer un coup de fil à telle personne et j'ai un logement en 2 mois... » enfin y a des gens qui attendent depuis 10 ans, donc ... j'ai dit d'ailleurs à beaucoup de familles de se faire et de pas...

EP\_ Ah ouais ? Avec leurs voisins ou...

AD – Voilà, de pas évoquer les délais parce que, parce que déjà qu'ils sont Roms, alors si en plus ils disent qu'ils ont eu un logement, plus vite que tout le monde... Alors après, après peut-être que euh peut-être que c'est pas du fait que les familles étaient sur le dispositif et que c'est du fait de ce qui a pu être écrit sur les demandes de logement social... euh le fait que y ait une urgence, que le projet se termine donc du coup, ... euh bah c'est vrai que moi en général, j'ai tendance à noircir le tableau, je raconte pas d'histoires mais je mets au plus dramatique, histoire que y ait des chances supplémentaires et que le dossier passe en haut de la pile. Après je peux pas savoir si c'est grâce à mon travail ou si c'est eux qui ont dit « bon bah faut que ça marche, il faut qu'on ait 100 % de réussite vu ce qu'on a injecté comme argent donc il faut que toutes les familles soient relogées »<sup>28</sup>.

Alexandra Durantin explique de deux manières l'accès au logement à 100 % des familles dans un temps limité : l'obligation pour l'État de faire un sans-faute et son propre rôle dans la constitution des dossiers de demande de logement social. En tant que professionnelle, elle sait quelles sont les informations sur la situation des familles devant être soulignées afin que leur dossier soit prioritaire.

La piste de l'« obligation de réussite » dans le relogement pour les pouvoirs publics me semble intéressante et je la soumetts à une enquêtée : Cécile Eiffault, responsable Relogement de la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) du département dont dépend Laginsy. Elle distingue les procédures suivies par son service en fonction des MOUS. En effet, elle affirme qu'une procédure « accélérée » a été activée pour les familles de la MOUS 3 qui ont dû être relogées en urgence à cause de la fermeture prématurée de Vil'laginsy. Les familles des deux premières MOUS ont été présentées de manière classique aux commissions d'attribution de logement comme « public-État ».

EP\_ Les listes d'attente sont très longues, quand on demande un logement social, surtout ben... vous parliez de la situation dans le département, j'imagine qu'y a beaucoup de... de demande, et malgré tout, les personnes [de Vil'laginsy] ont réussi à trouver un logement ...

---

<sup>28</sup>Entretien avec Alexandra Durantin, travailleuse sociale à Toile Solidaire pour Vil'laginsy. 13 décembre 2017.

Cécile Eiffault – Bah oui, parce que... Ben c'est... c'est-à-dire que, nous, ceux qu'on a relogés, en fait, on a ré... au lieu de proposer à quelqu'un d'autre, on a pris cette famille, on a proposé cette famille à la commission d'attribution.

EP \_ Ah oui d'accord. Et, du coup, après, la commission...

CE – On les a mis en candidature unique, et on a fait le forcing pour qu'ils passent.

EP \_ Mmh d'accord. Ah oui, pour éviter, là, qu'ils se retrouvent...

CE – Bah oui parce que... des fois, on a des opérations comme ça, où on reloge en urgence des personnes... Donc ils passent... hors file d'attente.

EP \_ D'accord. Et c'était le cas également pour les autres MOUS ?

CE – Ah non, les autres MOUS [MOUS 1 et 2 ], on leur a pas demandé de les faire partir, c'est eux qui se sont débrouillés... enfin, après, c'est...

EP \_ Non mais je veux dire le fait de les passer en prioritaires, parce que les MOUS, elles ont duré peut-être 18 mois ou... ou 2 ans, ce qui est déjà assez long pour une période d'accompagnement...

CE – Après, ils sont priorisés euh... au titre des publics... class... enfin, c'est des priorisations parce qu'ils sont public-État s'ils ont des petites ressources ou qu'ils sont sans logement. On s'est pas défoncés pour les loger dans les 15 jours, quoi, enfin, y avait un financement continu de l'État pour qu'ils soient hébergés, donc on allait pas en plus euh... Mais on les a relogés, oui, parce que ça se fait, enfin, quand même, y a des vacances de logement et on reloge... les prioritaires, donc s'ils étaient dans les prioritaires, ils ont été relogés, dans les prioritaires<sup>29</sup>.

Les paroles de Cécile Eiffault et Alexandra Durantin diffèrent dans leur appréciation, mais elles confirment toutes deux la capacité de l'État à reloger des familles en quelques semaines dans le parc de logement social. Alors que Cécile Eiffault affirme que le recours aux candidatures uniques a seulement été saisi pour la 3<sup>e</sup> MOUS, Alexandra Durantin considère que, vu la rapidité avec laquelle les familles ont été relogées, l'attribution lors des MOUS 1 et 2 relève sans doute d'un contournement des règles. Elle fait porter le poids de cette exception sur les familles en leur conseillant de taire leurs conditions d'accès au logement, transmettant ainsi l'idée que ce ne sont pas leurs droits qui sont respectés mais une faveur qui leur est accordée.

### c) Une concurrence entre les publics

Vil'laginsy se termine prématurément six mois avant la fin des financements prévus par la Préfecture et la DIHAL. Cécile Eiffault et sa collaboratrice Sophie Fourteau expliquent en entretien le contexte dans lequel elles ont travaillé pour reloger les familles restantes, réaménager le site et accueillir le nouveau public.

EP\_ Comment est intervenue la fermeture de Vil'laginsy ?

Sophie Fourteau – [Rire étouffé et lointain]

---

<sup>29</sup>Entretien avec Cécile Eiffault et Sophie Fourteau, agentes de la DDCS. 1<sup>er</sup> mars 2019.

Cécile Eiffault – La fermeture ? Il nous fallait le terrain.  
 SF – Oui.  
 CE – Les... le préfet voulait le terrain, pour... parce qu'on avait une commande euh... voilà, pour faire autre chose sur ce terrain.  
 EP \_ Mmh d'accord.  
 CE – Donc le préfet nous a dit : « Faut fermer Vil'laginsy, et il faut installer un CAO à cet endroit » et on a fait le travail.  
 SF – Oui... parce que 25 personnes, c'est bien, hein, 25... familles...  
 CE – On en met 100 aujourd'hui sur ce terrain. [Rire léger]  
 SF – ... par rapport... Ah oui ! [rire léger]...  
 CE – On a 100 migrants, [rire léger] aujourd'hui, sur la base de vie.  
 SF – C'est pas assez rentable, on va dire.  
 CE – Enfin, « rentable », c'est pas que c'était pas assez rentable...  
 SF – Non mais...  
 CE – ... c'est qu'on a... on ne savait pas où mettre le CAO, hein, faut être clair. Et le préfet a dit : « On va le mettre là. » Voilà.  
 SF – Mais aussi parce que... dans la balance, ça...  
 CE – Et puis, en plus, y avait tout ce gros camp, à côté, qui... qui impactait aussi [grosse inspiration]... Y avait un énorme campement de Roms, juste à côté... Bon, après, il a brûlé, il devait être évacué, hein, on avait fait les diagnostics et... bon, il est... ça a brûlé en pleine nuit... parce qu'ils avaient des... des braseros, des machins, des trucs...

Cécile Eiffault et Sophie Fourteau comparent Vil'laginsy et le CAO. Vil'laginsy n'a hébergé « que » 100 personnes en cinq ans alors que le CAO accueille 100 personnes tous les dix jours – le temps d'étudier la situation administrative et d'apporter les soins de santé de base. Selon elles, Vil'laginsy n'était pas « rentable » au regard des sommes engagées.

CE – À Vil'laginsy, on paie cette association... on paie un dispositif particulier pour qu'il y ait un accompagnement global et intense, beaucoup plus intense... On peut pas faire des opérations comme ça pour des centaines de personnes. Le coût a rien à voir avec le coût classique. C'était très très cher.  
 EP \_ D'accord, oui... Et, du coup, vu que ça s'est terminé, y a d'autres projets de prévu... parce que c'était très efficace, finalement, au niveau de la sortie.  
 CE – [Long souffle]  
 SF – Euh... vu le coût que ça représentait...  
 CE – Ouais.  
 SF – ... pour le nombre de familles...  
 CE – Non<sup>30</sup>.

Le public de Vil'laginsy est donc considéré comme problématique. Il est difficile à insérer, coûteux et attire d'autres personnes vivant encore en bidonville. En effet, peu de temps après l'ouverture du village d'insertion, des personnes expulsées d'un bidonville des environs construisent des baraques à deux pas. Parmi les voisines, certaines viennent du même village

---

<sup>30</sup>Entretien avec Cécile Eiffault et Sophie Fourteau, agentes de la DDCS. 1<sup>er</sup> mars 2019.



de Roumanie que les habitant·es de Vil'laginsy. Avant de brûler en 2017 – sans faire de victime – il est un lieu de sociabilité où les personnes ayant fait partie de la MOUS<sup>1</sup> et étant relogées viennent pour rendre visite aux ancien·es voisines et faire des barbecues le week-end.

En résumé, à Laginsy, toutes les familles ont été relogées en quelques années. Ceci s'explique par l'implication de l'État, par une tension immobilière particulièrement faible dans ce secteur de l'Île-de-France et par la présence d'une assistante sociale à plein temps qui a effectué un suivi rapproché des familles. Ce n'est pas le cas pour les projets d'insertion de Beaulieu et Méreville.

### **3. Le « Tremplin-Beaulieu » : le village parmi les bidonvilles<sup>31</sup>**

---

<sup>31</sup> Pour l'anonymisation de la ville de Beaulieu-les-Prés, j'ai recours au champ sémantique de la croissance économique et de l'écologie afin d'accentuer le contraste entre la précarité des bidonvilles et l'environnement construit dans lequel ils s'insèrent.

**DURANT** des siècles, Beaulieu-les-Prés ne fut qu'une modeste bourgade vivant au rythme des cloches de son église médiévale et de ses hirondelles qui, chaque année, annonçaient le retour du printemps. En quelques décennies, Beaulieu-les-Prés s'est transformée. Elle est devenue une ville à même de relever les défis du monde contemporain. Située au cœur d'un maillage de transports dense associant ligne transilienne, autoroute et voies rapides, elle accueillera bientôt une des gares du métro du Grand-Paris Express ce qui la connectera de manière durable et efficace à Paris et aux autres pôles stratégiques d'Île-de-France. La commune de Beaulieu-les-Prés est prospère. Elle jouit d'une trajectoire socio-économique ascendante. De nombreuses entreprises du secteur tertiaire se sont installées dans son périmètre et elle gagne des habitants chaque année. Le taux de chômage y est faible. À ces caractéristiques exceptionnelles, il faut ajouter sa proximité avec l'un des plus grands centres commerciaux de France, d'une gare TGV et d'un centre hospitalier récent disposant de centaines de lits affectés à une dizaine de services.

La commune comporte d'autres atouts. Elle dispose d'un campus universitaire innovant accueillant plus de 10 000 étudiants. Le Green City Campus® est composé de l'université-Le-Corbusier, de la Haute École d'Ingénieurs, de l'école d'architecture Arts et Cités, de l'école spéciale d'ingénierie et de l'institut universitaire éco-technologique. Le Green City Campus® comporte des équipements récents de sport (stade de foot et de rugby, terrain de basket et de tennis, dojo et salle de musculation), de culture (bibliothèque, salle de spectacle) et de restauration (voir le Plan de situation du Green City Campus®).

En plus des services urbains et de la densité des réseaux de communication, Beaulieu-les-Prés se caractérise par une forte proportion de zones boisées et aquatiques. Sur les berges, au bord des lacs et dans les bois, des équipements ont été aménagés pour recevoir du public : parcours sportifs, chemins de randonnées, aires de détente... En 2020, la commune a voté la construction d'un complexe nautique-détente de plusieurs milliers de mètres carré implanté à deux pas de l'université pour le plaisir de tous les citoyens. La construction d'autres bâtiments bio-climatiques indique son engagement dans la transition écologique. La commune de Beaulieu-les-Prés est résolument positionnée de manière stratégique dans un territoire d'avenir.

## a) Le Fossé, les Arbres Morts, les Bâches Noires, l'Autoroute, le Lac<sup>32</sup>, les bidonvilles de Beaulieu au fil des années

Si l'on considère que « la définition de la marge repose essentiellement sur la non-conformité d'un territoire avec les caractéristiques de l'entité géographique dans laquelle il s'insère (Grésillon, Alexandre, et Sajaloli 2016, 17) », Beaulieu, malgré son inscription dans la métropole, en comporte de nombreuses. Mon interlocuteur à la Préfecture de région le confirme. Selon Louis Le Cocq, haut fonctionnaire en charge de la résorption, les bidonvilles ont pour caractéristique d'être situés dans des endroits peu accessibles et peu visibles. C'est ce qui explique parfois qu'ils ne sont pas évacués.

En général, ils sont sur des interstices, ou sous des ponts d'autoroutes ou dans des coins un peu voilà, un peu reculés, dans des friches etc... donc parfois, c'est déjà pas évident de trouver le propriétaire. Si y a pas de riverains, si y a pas de protestations particulières, de nuisances particulières, et que le propriétaire ne se manifeste pas... on peut être dans des situations ou finalement, bah du coup personne ne bouge ! Et le préfet va pas évacuer si y a pas de nuisances particulières, si y a pas de demandes etc., c'est aussi ça qui justifie que dans certains cas, vous avez des campements... Vous avez un campement par exemple à Méry-sur-Oise, mais qui est en limite de St-Ouen-l'Aumône, ils sont dans la forêt. Bon. Je vais dire entre guillemets, ils dérangent personne, bon on va quand même y aller..., y a des interventions qui se font mais je veux dire, y a pas de demandes particulières<sup>33</sup>.

Comme à Méry-sur-Oise, les bidonvilles de Beaulieu se situent dans la forêt. Leur localisation interstitielle les rend peu visibles et de ce fait ils ne suscitent en général pas de « demandes particulières ». Cependant, leur présence ne passe pas inaperçue pour la municipalité qui tient un recensement précis du nombre de bidonvilles et de baraques, comme l'indique l'extrait de l'entretien avec le directeur général des services de la ville de Beaulieu.

---

<sup>32</sup>Voir « Chronologie des lieux d'enquête » qui date les évacuations des bidonvilles de Beaulieu Figure 17.

<sup>33</sup>Entretien avec Louis Le Cocq, haut fonctionnaire en charge de la résorption des bidonvilles. 29 mars 2017.

On est confrontés à la problématique depuis 2011. Les premiers campements se sont installés en... 2011 [bruit de gorge] avec une montée en puissance sur 2012-2013-2014. Et puis depuis 2015, on est sur une forme de stabilisation et là, ces derniers mois, ça a sensiblement baissé, en nombre de campements mais surtout en nombre de... de baraques et de personnes qui y vivent... Aujourd'hui on doit être à 6 campements. Je pense qu'on doit avoir tout au plus sur la ville une trentaine de baraques, j'ai pas fait le point, là, avant notre entretien, mais on doit avoir à peu près une trentaine de baraques<sup>34</sup>.

Connaître le nombre de baraques sur la commune, nécessite des visites régulières. Les habitant·es m'ont informée que les agent·es de la Mairie laissent des signes pour retrouver facilement les bidonvilles. Des flèches sont ainsi inscrites à la bombe sur les troncs des arbres et indiquent le chemin à suivre jusqu'aux bidonvilles.

---

<sup>34</sup>Entretien avec Éric Depert, directeur général des services de la ville de Beaulieu-les-Prés. 8 novembre 2017.



*Figure 5 Forêt de Beaulieu - Novembre 2017 - Emma Peltier*

Parfois, les indications sont plus explicites et les flèches sont accompagnées de mots.



*Figure 6 Beaulieu - Novembre 2017 - Emma Peltier*

Le mot « Roms » et la flèche peints au sol en direction du bidonville indique que l'objet de l'investigation ne concerne pas uniquement le lieu de vie mais aussi ses occupant·es : les agent·es de la Mairie cherchent des « campements de Roms ». La rature, inscrite après coup sur le mot, exprime probablement le regret d'avoir explicitement nommé la catégorie raciale. Mais elle exprime aussi qu'il n'était pas nécessaire d'utiliser deux signes différents pour désigner la même chose. La flèche à elle seule signifie « campements de Roms ». Cela invite à comprendre différemment les flèches des photos précédentes. Elles ne donnent pas uniquement la direction des bidonvilles, mais signifient aussi la présence d'habitant·es racialisés. Chaque flèche signifie « roms » pour qui sait le décoder.

La manière dont l'administration municipale caractérise les bidonvilles (vocabulaire, signes dans l'espace public) justifie l'emploi de l'expression de « marges racialisées » à plusieurs titres. Ils sont en périphérie et difficilement repérables. Ce sont des lieux de vie hors-normes puisque temporaires (« campements »), insalubres (« baraques ») et habités par des « Roms ». La racialisation particulièrement explicite dont font l'objet les habitant·es des bidonvilles de Beaulieu participe d'une racialisation plus générale des bidonvilles contemporains, comme je le montre dans le premier chapitre, mais aussi des bidonvilles tels

qu'ils ont été traités dans les années 1960 et 1970 (Delon 2019; 2017b; Barros et Cohen 2019; de Barros 2005; Blanc-Chaléard 2016).

## b) Des évacuations nombreuses, vecteurs de précarité

Les Figure 7, Figure 8 et Figure 9 représentent l'inscription des bidonvilles dans la forêt de Beaulieu depuis 2017. Les tâches ocre clair renvoient aux vestiges des bidonvilles évacués. Leur nombre est croissant de 2017 à 2019, si bien que la dernière carte compte plus de vestiges que de bidonvilles occupés.



*Figure 7 Carte de la forêt de Beaulieu 2017 - Aquarelle, Emma Peltier*

Forêt Beaulieu-les Prés  
Green City Campus 2018



	Forêt		Lac
	Parking	ULC	Bâtiments Université-le-Corbusier
	Bidonville		Vestiges de bidonville
	Chemin		Chemin boueux
	Traces de bulldozers		

Figure 8 Carte de la forêt de Beaulieu 2018 - Aquarelle, Emma Peltier



## Forêt Beaulieu-les Prés Green City Campus 2019











	Forêt		Lac
	Parking	U L C	Bâtiments Université-le-Corbusier
	Bidonville		Vestiges de bidonville
	Chemin		Chemin boueux
	Traces de bulldozers		

Figure 9 Carte de la forêt de Beaulieu 2019 - Aquarelle, Emma Peltier

Ceci est propre à la commune de Beaulieu-les-Prés qui, selon Louis Le Cocq, « est *pour* les évacuations » contrairement à certaines municipalités comme Bobigny qui « refusait de demander les évacuations<sup>35</sup> ». Depuis une dizaine d'années, Louis Le Cocq coordonne l'action de plusieurs services de l'État en charge des bidonvilles à différentes échelles territoriales. Sur le territoire hexagonal, la majorité des évacuations est mise en œuvre en application d'une décision de justice, c'est-à-dire à l'initiative du propriétaire, et non pas comme à Beaulieu par arrêté municipal<sup>36</sup>.

Les associations de défense des droits des Roms à Beaulieu le confirme. En novembre 2018, je croise Serge de l'association « Mobilisés pour les Roms » sur le bidonville de l'Autoroute. Je me présente en disant qu'on s'est déjà rencontré en septembre 2017 lors d'une évacuation. Il ne se souvient pas de moi et se justifie en nommant le nombre d'évacuations « ah bah tu sais, on a dépassé la barre des 80 évacuations à Beaulieu alors... »

Les raisons des évacuations sont variées, mais elles sont dans la très grande majorité initiées par la Mairie qu'elle soit propriétaire ou non du terrain. Voici comment le directeur des services de la Mairie explique les interventions d'évacuation de bidonville sur sa commune.

La position de la municipalité s'établit à deux niveaux. Premier niveau, donc c'est de rappeler et faire rappeler que la France est un État de droit, donc on ne s'installe pas comme on veut, quand on veut sur des terrains qui nous appartiennent pas, dans des conditions qui sont tout à fait contraires à toutes les prescriptions sanitaires et environnementales. Donc, ce faisant... eh bien soit, nous sollicitons du propriétaire qu'il saisisse la justice pour ordonner l'expulsion, soit, lorsque les conditions juridiques et factuelles sont réunies, Monsieur le Maire prend un arrêté qui ordonne l'expulsion des personnes, dès lors qu'il y a un danger grave et imminent pour leur santé ou pour celle de riverains... eu égard aux conditions de vie qui sont les leurs et... donc je fais évidemment référence aux bouteilles de gaz, aux branchements électriques sauvages, aux feux de camp à l'intérieur ou à l'extérieur des baraques, sans aucune mesure de sécurité. Donc c'est sur ces éléments-là que les procédures d'évacuation par arrêté du maire sont fondées. Donc ça, c'est la première partie qui effectivement est malheureusement la plus visible de notre activité mais la plus chronophage aussi donc celle de faire évacuer les campements illicites<sup>37</sup>.

---

<sup>35</sup>Entretien avec Louis Le Cocq, haut fonctionnaire en charge de la résorption des bidonvilles. 3 novembre 2017.

<sup>36</sup>Entretien avec Louis Le Cocq, haut fonctionnaire en charge de la résorption des bidonvilles. 3 novembre 2017.

<sup>37</sup>Entretien avec Éric Depert, directeur général des services de la ville de Beaulieu-les-Prés. 8 novembre 2017.

Depuis 2012, le cabinet du Maire de Beaulieu édite des arrêtés municipaux et les adresse aux habitant·es des bidonvilles en les affichant sur les arbres. Par exemple, les deux arrêtés municipaux datés d'avril 2016 et de décembre 2017 (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, Figure 19, Figure 20, Figure 21 Procès-verbal avant arrêté d'évacuation. Beaulieu, bidonville des Bâches Noires) mettent en demeure les « occupants » de quitter les lieux sous 48 heures. Les codes de la santé publique et celui de l'environnement sont cités et la précarité du « campement » est décrite : « brasero », « branchements électriques exposés aux intempéries », « présence de déchets ».

L'article 3 de l'arrêté d'avril 2016 mentionne également que « des centres d'hébergement d'urgence [...] et des équipements municipaux, leur sont mis à disposition ». En effet, quelques familles en bidonvilles à Beaulieu ont été hébergées en hôtel social dans le département (parfois à plus d'une heure de trajet) et parfois dans un département voisin.

### c) Des hébergements en hôtels peu nombreux

Dans le département de Beaulieu, comme dans les autres départements de France, l'hébergement des sans-abris est pris en charge par le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO). Pour cela, il recense les places d'hébergement et de logement adapté, il gère le numéro national d'urgence sociale (115), il oriente les personnes vers les places d'hébergement et suit leur parcours vers le logement. Il est piloté par la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS). En 2014, le service bidonvilles-hôtels (SEBH) est créé suite à un appel d'offres de la DIHAL. Il est mis en place tout d'abord pour accompagner les personnes hébergées en hôtel dans l'accès au droit.

Lors d'un entretien, Patrick Touvenault, responsable de service à la DDCS m'explique la procédure d'hébergement suite à une évacuation de bidonville.

Je vais parler du cas général, après y a des municipalités qui se distinguent. D'abord, la préfecture a une liste des campements. Ensuite le SIAO fait une évaluation. S'il s'agit d'une procédure judiciaire, pas de problème. Si c'est un arrêté [municipal], elle y va si elle a le temps et si le CCAS<sup>38</sup> n'y va pas. Ça a lieu quelques jours avant. La préfecture demande le CFP<sup>39</sup>. Le jour de l'évacuation, il y a la DDCS, la police, le SIAO, les associations des droits des Roms – qui sont d'ailleurs parfois virulentes – et la Croix Rouge qui assure le transport en minibus<sup>40</sup>.

---

<sup>38</sup>Centre communal d'action sociale.

<sup>39</sup>Concours de la force publique.

<sup>40</sup>Entretien avec Patrick Touvenault, agent de la DDCS. 19 décembre 2018.

L'évaluation réalisée par le SIAO en amont de l'évacuation vise à prendre contact avec les habitant·es du bidonville afin de compter le nombre de personnes souhaitant être hébergées en hôtel et d'anticiper les réservations des chambres. En cas d'évacuation décidée par arrêté municipal cette mesure préalable n'est pas prioritaire car les délais avant évacuation sont trop courts<sup>41</sup>. Les personnes doivent donc attendre plusieurs jours dans des équipements municipaux que des places en hôtel, adaptées à la composition familiale, se libèrent car, l'hébergement étant saturé en Île-de-France, les demandes quotidiennes non pourvues sont nombreuses<sup>42</sup>.

De plus, les hôtels dans le secteur de Beaulieu étant plus sollicités que les hôtels d'autres villes du département, rares sont les places disponibles localement. Le SEBH tente, quand c'est possible, de prendre en compte le choix de localisation seulement si les personnes justifient d'un emploi salarié ou si les enfants sont scolarisés.

En réalité, très peu d'habitantes des bidonvilles de Beaulieu accèdent à l'hôtel et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, d'après Patrick Touvenault de la DDCS, la Mairie « expulse à tour de bras<sup>43</sup> » par arrêté municipal, ne laissant pas au SEBH le temps de réserver en avance les places en hôtel. Ensuite, la plupart des familles refusent pour des raisons d'intimité et de confort d'attendre plusieurs jours dans un gymnase. Enfin, sans scolarisation des enfants ou contrat de travail des adultes, ce qui est le cas de la plupart des habitant·es des bidonvilles de Beaulieu, les choix de localisation ne sont pas pris en compte. Devant ces contraintes, les habitant·es préfèrent souvent se maintenir dans le secteur plutôt que de partir à des dizaines de kilomètres. La grande majorité fait le choix de retourner en bidonville dans un quartier et avec des gens qu'ils et elles connaissent (voir dans le livret les biographies de Maria, Cerisela, Denisa, Izabela et Mina).

---

<sup>41</sup>En effet, la circulaire différencie les évacuations pour péril imminent ordonnées par les Mairies dans un délai de 48 heures et les évacuations sur décisions de justice qui laissent un délai plus important et dont les acteurs peuvent se saisir pour engager un accompagnement social dès l'installation en bidonville. « Dans les situations dans lesquelles une évacuation d'urgence n'est pas engagée, le délai entre l'installation des personnes, la décision de justice et l'octroi du concours de la force publique doit être mis à profit, pour engager, dès l'installation du campement, et chaque fois que les circonstances locales le permettent, un travail coopératif afin de dégager pour les personnes présentes dans ces campements des solutions alternatives. » CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE NOR INTK1233053C du 26/08/2012 p. 2.

<sup>42</sup>En octobre 2018, 116 personnes en moyenne par jour essayait un refus d'hébergement dans le département. Sources : Bulletin d'information du SIAO.

<sup>43</sup>Entretien avec Patrick Touvenault, agent de la DDCS. 19 décembre 2018.

La marginalisation des personnes issues des bidonvilles de Beaulieu va plus loin encore. Outre le fait que peu d'entre elles accèdent à l'hôtel, celles qui le peuvent mais qui sont hébergées à la suite d'une évacuation ordonnée par la Mairie ne bénéficient pas de l'accompagnement social prévu par le SEBH, comme l'explique Patrick Touvenault :

Dans les missions du SEBH, il n'y avait pas la participation à l'anticipation pour les arrêtés municipaux puisque c'était en application de la circulaire de 2012 qu'avait été créé le SEBH donc c'était une action qui concernait les évacuations sur décisions judiciaires. Dans ce cadre-là, le SEBH était d'accord pour intervenir sur les campements, seulement dans ce cadre-là mais le plus gros de son travail, ce pourquoi on le finançait, c'était se dire, partant du constat qu'on ne peut pas faire tout l'accompagnement et tout ça au cœur même du bidonville, on le fera uniquement après l'évacuation du bidonville pour les personnes qui ont souhaité être prises en charge<sup>44</sup>.

Les habitant·es des bidonvilles de Beaulieu sont donc particulièrement marginalisés car leur expulsion est le fait de la Mairie et non de la justice. Ils sont expulsés en 48 heures, peu de propositions d'hébergement adaptées leur sont faites et quand un hébergement est effectivement proposé et accepté, il n'y a pas de suivi social.

#### **d) Le Tremplin-Beaulieu ou « les protégés de M. le Maire<sup>45</sup> »**

Les habitant·es des bidonvilles de Beaulieu sont marginalisés mais certains le sont d'une manière bien spécifique. En 2013, Éric Depert, le directeur général des services, se rend sur les bidonvilles de petite taille, et donne des consignes de bonne tenue du site et leur transmet aux habitant·es les informations pour demander la scolarisation des enfants. L'année suivante, il décide de concevoir un projet d'insertion (le Tremplin-Beaulieu) à destination de quelques familles de Beaulieu et en choisit cinq qui « ont accepté de jouer ce jeu-là<sup>46</sup> ». Le bidonville sur lequel les familles sont installées est évacué et, en attendant que le Tremplin-Beaulieu soit créé, Éric Depert indique un terrain où construire des baraques et s'engage à ne pas expulser les familles si elles s'engagent en retour dans un parcours d'insertion conçu par son équipe. C'est ainsi que naît le bidonville du Lac (voir les biographies de Marina, Denisa et de Constance). Jusqu'en 2016, l'équipe d'Éric Depert est la seule actrice de ce projet d'insertion. En effet pendant deux ans, les « protégés de M. le

---

<sup>44</sup>Entretien avec Patrick Touvenault, agent de la DDCS. 19 décembre 2018.

<sup>45</sup>Entretien avec Louis Le Cocq, haut fonctionnaire en charge de la résorption des bidonvilles. 3 novembre 2017.

<sup>46</sup>Entretien avec Éric Depert, directeur général des services de la ville de Beaulieu-les-Prés. 8 novembre 2017.

Maire », comme les nomme lui-même Louis Le Cocq, fonctionnaire de l'État, voient leur situation évoluer lentement. Certes aucune expulsion n'est sollicitée : le bidonville est « sanctuarisé<sup>47</sup> », mais aucun relogement ni même de mise à l'abri ne sont proposés. La Mairie a accepté, comme la loi le prévoit, de scolariser les enfants et a facilité l'accès à l'emploi à quelques pères de famille.

Voici comment Louis Le Cocq décrit l'accompagnement social municipal qui repose sur le travail d'une agente du CCAS de 2014 à 2016, c'est-à-dire avant la création de Tremplin-Beaulieu et l'entrée de l'État dans le projet :

Cette dame, elle était pas du tout du..., elle a bricolé, elle a essayé de faire... elle les a accompagnés, elle a fait le lien avec Pôle Emploi, elle a fait un boulot d'assistante sociale mais sans en avoir les compétences mais elle a réussi parce qu'au bout d'un moment avec son réseau etc. Et après ils se sont rendus compte que ça suffisait pas et qu'il fallait vraiment... ils ont souhaité aller vraiment... à aboutir, donc ils ont cherché un terrain.

En effet, fin 2016, la direction générale des services cesse de faire « cavalier seul » et entame un dialogue avec l'État afin de solliciter des financements. À la fin de l'année 2017, l'État, à travers la DDCS, finance la création d'un demi-poste au SEBH pour l'accompagnement social et professionnel. En parallèle, Éric Depert élabore le projet d'insertion. Il contacte l'établissement public d'aménagement qui avait déjà mis à disposition le terrain du bidonville du Lac pour mettre à disposition un autre terrain pour construire le Tremplin-Beaulieu. Il demande que la Direction Départementale des Territoires finance l'aménagement et obtient de la Préfecture une dotation de soutien de l'investissement local dont le montant s'élève à 200 000€. Les 200 000€ restants sont versés en fonds propres. Le projet d'insertion consiste à installer les familles sur un terrain viabilisé sur lequel sont installés des modules et à procéder à un accompagnement social.

EP \_ Ah oui, un peu sous la forme d'un village d'insertion comme ça a pu exister dans certaines villes ?

Éric Depert – Alors le terme n'est absolument pas approprié. On... la ville de Beaulieu-les-Prés n'a pas souhaité s'engager sur des villages d'insertion.

EP \_ Ah oui ?

---

<sup>47</sup>Entretien avec Patrick Touvenault, agent de la DDCS. 19 décembre 2018.

ÉD – Euh... parce que les expériences, qui se sont tenues dans plusieurs villes, de villages d'insertion n'ont pas été... probantes. Par ailleurs quand on entend « village d'insertion », on imagine... enfin on voit surtout des expériences avec 40-50 familles, et on n'est pas du tout sur cette échelle-là, on est sur une échelle à taille très humaine, donc je disais 5 familles. Le projet qui est le nôtre c'est la construction de 5 unités de vie et un espace commun. Après, évidemment, on est sur un vrai travail d'insertion par le logement et par l'emploi, donc l'objet c'est que les familles restent dans ces habitats modulaires, une durée maximale qu'il conviendra de déterminer avec elles par le biais d'un contrat, donc peut-être 3 ans, et qu'à l'issue de ce pass... donc, tant qu'elles sont dans ce logement, l'objectif c'est de travailler la pérennisation des ressources, l'apprentissage de la vie dans un... dans un logement conforme aux normes qui sont les nôtres en France : la pérennisation des ressources, l'apprentissage de la gestion, ou le réapprentissage de la gestion d'un budget, de manière à ce que... à la sortie de ces logements, qui doit s'envisager vers le logement social classique la transition se fasse tout à fait naturellement.

La nécessité de procéder à un accompagnement pour apprendre aux habitant·es à habiter et à gérer son budget est une étape imposée par des projets d'insertion qui ont eu lieu dans d'autres villes comme Montreuil, Aubervilliers, Saint-Denis, Sénart (Legros 2010; Bessone et al. 2014; Lurbe I Puerto 2015; Costil et Roche 2015). Penser le « village » ou le terrain comme un sas ou un tremplin n'est pas propre à la Mairie de Beaulieu. Cependant, rares sont les projets, on le voit avec Laginsy et Mériville, qui sont portés par un seul acteur. L'État est sollicité tardivement et Éric Depert interdit aux associations militant pour les droits des Roms de se rendre sur le bidonville, qui devient un « sanctuaire<sup>48</sup> ». La Mairie, dans ce projet, fait cavalier seul et conçoit un projet dont les modalités interrogent d'ailleurs Patrick Touvenault, agent de la DDCS qui finance le volet social du projet.

EP \_ La Mairie de Beaulieu a une politique volontariste d'insertion des Roms ?

Patrick Touvenault - Euh non attention, la Mairie de Beaulieu-les-Prés a une position ambivalente. Elle a un projet pour ces familles mais cela ne l'empêche pas d'évacuer à tour de bras. Je vous disais tout à l'heure : 60 évacuations depuis 2012. On ne comprend pas d'ailleurs pourquoi elle s'attache à vouloir faire un projet d'hébergement temporaire alors que certains ont des ressources et pourraient sortir directement. Il y a quelque chose là qu'on ne saisit pas.

Pour Éric Depert, le passage par le terrain aménagé est incontournable car intégrer le logement social « directement » après avoir passé cinq ans dans un bidonville mettrait, selon lui, en échec les efforts fournis par l'accompagnement social du CCAS.

---

<sup>48</sup>Entretien avec Patrick Touvenault, agent de la DDCS. 19 décembre 2018.

On considère que l'accès direct au logement social classique, aujourd'hui serait très certainement conduire ces familles à l'échec, que ce soit en termes de gestion budgétaire, que ce soit en termes d'apprentissage des conditions de vie... Bon, quand on vit dans un bidonville, on se lave dehors, on va chercher l'eau là où on peut la chercher, c'est pas la même chose que de vivre dans un logement avec des voisins, au-dessus, en dessous, à côté. Donc aujourd'hui on considère que les mettre directement dans le logement, ce serait probablement une... enfin serait augmenter les risques d'échec. Et ça voudrait dire aussi, derrière, un accompagnement beaucoup plus poussé, nécessairement, qui devrait être mis en place et dont on a pas forcément les capacités<sup>49</sup>.

Selon le directeur des services, les familles se sont habituées à vivre dans les bois. Aller chercher de l'eau ou se laver en extérieur sont des activités quotidiennes que les personnes ne pourraient plus réaliser dans un logement social, ce qui constituerait selon lui une perte de repères et une déstabilisation. Plutôt que d'associer ces activités à la précarité résidentielle inhérente à la vie en bidonville, le directeur des services semble l'associer à des caractéristiques inhérentes à un mode de vie. Je montrerai tout au long de la thèse que cette affirmation ne correspond ni aux pratiques antérieures ni aux projets résidentiels des personnes mais relèvent des idées reçues sur les Roms<sup>50</sup>.

L'idée selon laquelle les familles auraient besoin d'un entre-deux est à l'origine de la création du Tremplin-Beaulieu. Un espace qui ne soit ni informel, dans la forêt, ni formel, en logement social. Selon la Mairie, il faut pour ces familles un espace à la lisière, entre le bidonville et la ville. Puisque ni le bidonville, ni le logement social ne semblent convenir, la direction générale de la Mairie crée sur mesure un espace intermédiaire qui n'existait pas auparavant. Le Tremplin-Beaulieu voit ainsi le jour à l'été 2019, six années après l'installation des familles au bidonville du Lac (Denisa et son mari Florin en sont d'ailleurs exclues, voir biographie de Denisa). Il constitue un espace situé aux confins de la ville, habité par une population racisée, équipé par des logements non-conventionnels mais, alors que les bidonvilles sont construits par les habitant·es, cette marge est produite par les pouvoirs publics.

---

<sup>49</sup>Entretien avec Éric Depert, directeur général des services de la ville de Beaulieu-les-Prés. 8 novembre 2017.

<sup>50</sup>Ligue des droits de l'homme, 2014 « Lutter contre les idées reçues » et (Olivera 2014b).



#### 4. « Du bidonville à la ville », un projet d'insertion en cœur de ville<sup>51</sup>

---

<sup>51</sup> Pour cette présentation fictionnelle, je me suis inspirée du marketing territorial des villes dirigée par la gauche qui s'appuient sur leur histoire et leur patrimoine industriels pour attirer la classe créative parisienne.

# MÉRIVILLE

Mérimville est une commune dynamique située à deux pas de Paris. Desservie par le métro et le tramway, elle occupe une position privilégiée dans le territoire francilien. Fièrre de son histoire ouvrière et de son passé industriel, Mérimville a su prendre le train du progrès en marche. En effet, l'opération « Les rails de l'avenir » est pionnière en matière de reconversion de friche industrielle puisqu'elle accueille dès 2015 les entreprises les mieux placées du secteur tertiaire 2.0. Avec l'arrivée de la Grande pépinière numérique, Mérimville est plus que jamais à la pointe de l'innovation économique et sociale. Outre son économie florissante, Mérimville est une ville ouverte à tous et toutes. Elle comporte de nombreux quartiers d'habitat social dont certains sont en accession à la propriété. Suite à la démolition de la dernière tour HLM, le nouvel éco-quartier « Les Passages du Temps » verra bientôt le jour. Sur le plan culturel, Mérimville n'a rien à envier à la capitale. La Mairie défend une politique culturelle et sociale variée à l'image de la diversité de la population mérimilloise. Des cinémas et des salles de spectacles offrent un riche programme culturel à un tarif abordable. La ville accorde une place importante à la vie associative dans le respect de toutes les cultures. Enfin, Mérimville dispose de nombreux équipements et terrains de sport pour le plaisir des petits comme des grands. Ses parcs et jardins sont de véritables espaces de respiration et font de Mérimville un cadre de vie idéal où urbanité et vivre-ensemble vibrent en harmonie.

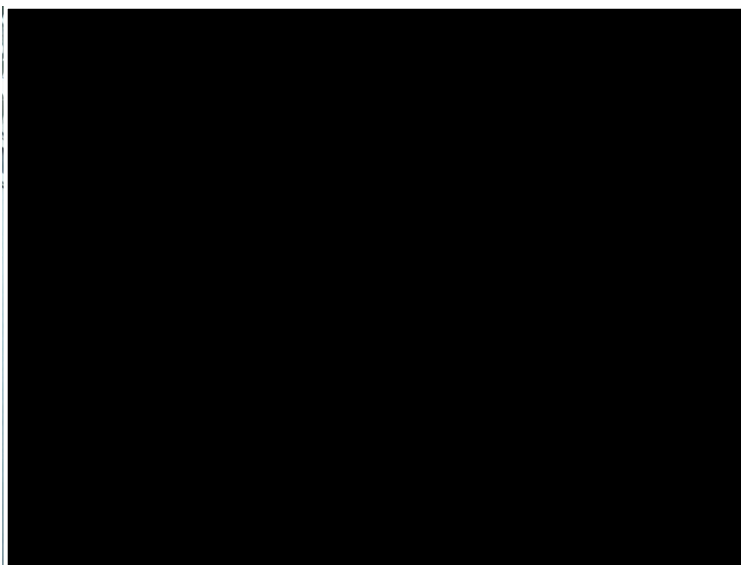
## a) Le projet « du bidonville à la ville » : démarginaliser la marge

Méreville, à l'inverse de Beaulieu-les-Prés, ne dispose d'aucun espace forestier. En 2014, c'est sur un terrain en friche, inoccupé depuis une dizaine d'années, que des familles originaires du même village en Roumanie installent des caravanes (voir les biographies de Veronica et Sorina). Situé dans une rue passante comportant plusieurs commerces alimentaires et services de proximité, le terrain de la rue Paul Vaillant-Couturier est à la fois connecté au centre de Méreville et à Paris par une ligne de bus qui fonctionne également le dimanche. Les familles sont toutes véhiculées et pratiquent la revente de ferraille à des grossistes implantés dans les environs.

La même année, en 2014, la société foncière qui possède le terrain saisit la justice pour procéder à l'évacuation et récupérer son bien destiné à la vente. L'association locale « 1 toit 1 travail » contacte la société et se rend compte, en se présentant comme acheteuse, que la société n'a pas prévu de se séparer immédiatement du terrain et attend qu'il prenne de la valeur. L'association réclame le droit d'occuper les lieux pour une période de trois à cinq ans gratuitement. Elle contacte la Mairie de Méreville avec laquelle elle est en dialogue depuis plusieurs années au sujet d'autres bidonvilles. La ville qui, contrairement à Beaulieu, n'édite pas d'arrêté pour ordonner les évacuations, soutient l'association. L'année suivante, l'association lance le projet « du bidonville à la ville ».

En décembre 2015, la société propriétaire accepte de signer une mise à disposition gratuite du terrain. L'association installe un local administratif sur le terrain et s'engage auprès des familles et des partenaires dans la poursuite de trois objectifs : l'amélioration des conditions de vie, l'insertion économique et l'accès au logement et ceci avec la certitude qu'il n'y aura pas d'évacuations dans les cinq années à venir.

## b) La construction de chalets et l'installation de sanitaires



*Figure 10 ANONYMISÉE « Du bidonville à la ville » -  
Septembre 2017 – Emma Peltier*

Paul Germain – À l'heure actuelle, on est sur des indicateurs qui sont largement au-dessous de ce qui est recommandé par l'Union européenne dans des cas d'urgence humanitaire, hein.

Emma Peltier \_ Mmh.

PG – Donc tu vas sur un camp de réfugiés en Centrafrique, les mecs ils sont mieux lotis. Ici, ils ont une latrine pour 40 personnes... Ils vont chercher l'eau à plus de quatre kilomètres, pour certains... Certaines familles sont avec moins de 15 litres d'eau par jour et par personne... tu vois, ils stockent ça dans les bidons qui sont juste devant, là<sup>52</sup>.

À Méreville, le respect des indicateurs de l'Union européenne justifie la nécessité et l'urgence d'intervenir sur les conditions matérielles du bidonville alors qu'à Beaulieu, la précarité résidentielle (être privé de salle de bain et d'eau courante) est vue comme un mode de vie qu'il faudrait corriger par la création d'un habitat transitoire qui enseigne les bonnes manières d'habiter pour être prêt<sup>e</sup> à vivre dans un logement standard. Le projet « du bidonville à la ville » considère au contraire que les conditions de vie précaires des familles sont d'origine économique et non pas culturelle. Par conséquent, l'intervention de l'association se concentre prioritairement sur ce point.

Ainsi, au printemps 2017, soit un an et demi après l'arrivée de l'association sur le terrain, des sanitaires collectifs sont installés et la construction de structures en bois : les « chalets »

---

<sup>52</sup>Entretien avec Paul Germain, chef du projet « du bidonville à la ville ». 8 décembre 2016.

(Figure 10) remplaçant les caravanes exigües commence. Les sanitaires collectifs sont composés d'un point d'eau et de quatre salles de bain. Chaque salle de bain est utilisée par deux ou trois familles qui s'accordent pour la partager. L'arrivée de l'eau courante et le raccord au tout-à-l'égout améliorent drastiquement les conditions de vie de tous les habitants et surtout des habitantes qui sont en charge du travail domestique et notamment de celui qui nécessite l'utilisation d'eau (la cuisson des aliments, la vaisselle, la toilette des enfants et le ménage). Ce sont elles qui, comme à Beaulieu, sont majoritairement en charge de l'acheminement de l'eau potable. Avant l'arrivée des sanitaires, les femmes devaient pousser un caddie sur quatre kilomètres pour atteindre le point d'eau le plus proche, ou bien demander à leur mari de les emmener en camion. Plus localement, il existe un moyen d'obtenir de l'eau mais cela implique la mise en œuvre d'une manipulation spécifique.

Paul Germain, *commentant une photographie du rapport d'activité* – Et, en fait là elle utilise une bouteille de coca, pour faire réducteur, augmenter la pression et faire que le jet monte là-haut pour remplir le bidon.

EP \_ D'accord. O.K.

PG – C'est absolument... génial.

EP \_ Et ça, c'est sur un trottoir ?

PG – Ouais ouais ouais, c'est le trottoir qui est juste là, là, après l'abribus. C'est à 50 mètres, là.

EP \_ Mmh mmh. D'accord. Et c'est les femmes qui font ça... ?

PG – [Temps d'hésitation] Ouais<sup>53</sup>.

Paul Germain décrit le procédé par lequel les femmes utilisent une arrivée d'eau située à 50 mètres du terrain. Elles soulèvent la plaque en fonte scellée dans le goudron du trottoir et, à l'aide d'une grosse pince, ouvrent l'arrivée d'eau et manipulent une bouteille en plastique afin de guider le jet dans le jerrycan.

L'amélioration du bâti passe par la construction de « chalets » (Figure 10). Ce sont des structures en bois provenant d'un projet financé par le département et terminé quelques années auparavant. Ce sont des kits dont les panneaux pèsent au maximum 60 kg. Ce mode de construction évite d'avoir recours à un engin de levage et permet de réaliser une économie non négligeable. À l'été 2018, l'association fête la fin de son chantier. Les onze familles vivent dans des studios de 25 m<sup>2</sup> et haut de trois mètres sous plafond. Ils sont raccordés au réseau d'électricité. Les cuisines sont extérieures et attenantes à l'espace de vie.

Concomitamment à l'amélioration du bâti, le projet « du bidonville à la ville » réalise les démarches en faveur de l'insertion par le travail.

---

<sup>53</sup>Entretien avec Paul Germain, chef du projet « du bidonville à la ville ». 8 décembre 2016.

### c) Des propositions d'insertion professionnelle peu saisies par les habitant<sup>es</sup>

Quand l'association lance le projet d'insertion en 2015, l'activité économique principale des familles est la revente de matériaux ferreux. Tous les hommes de plus de 19 ans ont le permis de conduire et un camion. La possession d'un véhicule utilitaire leur permet de multiplier les sources de revenus en vendant du matériel trouvé dans la rue chez des grossistes (matériaux ferreux) ou sur le bidonville à une clientèle extérieure (électroménager, TV, hi-fi). Ceux qui parlent français pratiquent aussi le débarrasage de maison ou de chantier. La vente de ferraille est une activité pratiquée par tous les hommes car elle correspond à leur compétence et qu'ils sont tous véhiculés. Il s'agit de repérer les matériaux dans la rue et de les trier. Parler français n'est pas indispensable. En revanche cela repose sur une compétence incontournable que tous possèdent : savoir conduire.

Contrairement à ce qui se déroule à Tremplin-Beaulieu ou à d'autres villages d'insertion, la pratique de cette activité non déclarée n'est pas interdite par l'association et les familles sont libres de continuer à gagner de l'argent de cette manière. Paul Germain critique d'ailleurs le fonctionnement des villages d'insertion et exprime l'ambition de l'association qui, en stabilisant un bidonville sur un terrain privé, réalise un pas de côté « novateur » par rapport aux projets d'insertion habituels.

PG – C'est novateur parce que, certes, on a un terrain privé. Après, il faudrait peut-être qu'on soit aussi novateurs dans la méthodologie qu'on va mettre en avant. Parce que des terrains ... tu vois, ben, pendant des années y a eu, ben, des villages d'insertion *etc.* Alors, y en avait qui avaient des méthodes euh... c'étaient un peu des prisons, tu vois, où les mecs disaient : « Bon, ben, vous êtes là mais... coupure de courant à neuf heures... vous avez pas le droit de faire venir de gens... interdiction de faire de la ferraille... »<sup>54</sup>.

En parallèle des chantiers d'amélioration de l'habitat, des cours de français sont organisés avec une association partenaire et Paul Germain propose des préparations aux entretiens d'embauche. En 2018, trois personnes décrochent un contrat de travail. Deux hommes deviennent chauffeurs pour Emmaüs, partenaire de l'association, et Sorina devient préparatrice de repas en restauration collective. Elle est la seule personne du terrain qui participe au dispositif POEC lancé par la Préfecture de région<sup>55</sup> et dont l'association se fait

---

<sup>54</sup>Entretien avec Paul Germain, chef du projet « du bidonville à la ville ». 8 décembre 2016.

<sup>55</sup>Préparation opérationnelle à l'emploi collective. « L'objectif de celle-ci est de 'mettre le pied à l'étrier', le plus rapidement possible, aux personnes volontaires pour s'engager dans un parcours d'insertion. »

le relai. Le dispositif régional, destiné aux personnes en bidonvilles, prévoit des cours de français intensifs et une formation en alternance.

Le troisième objectif du projet « du bidonville à la ville » concerne la sortie vers le logement. En juillet 2021, soit six ans après l'arrivée de l'association, seule la famille de Sorina accède au logement standard suite à une demande de logement opposable (DALO) que Sorina a déposé quelques années auparavant de sa propre initiative.

#### **d) Un multi-partenariat inventé *in situ***

Contrairement au Tremplin-Beaulieu qui a été initié par la municipalité, le projet « du bidonville à la ville » a été impulsé et construit par des personnes issues de la société civile. Ancrée dans le département de Méryville depuis plusieurs années, l'association « 1 toit 1 travail » s'est appuyée sur le réseau de chacun des membres pour construire le projet d'insertion, multipliant ainsi les interlocuteurs les compétences et les stratégies.

Sylvie, militante retraitée, est connue localement par les agents de la Mairie qu'elle sollicite régulièrement au sujet d'autres situations de mal-logement. Elle est une membre active de « 1 toit 1 travail » et connaît bien Bernard, investi dans une association défendant les droits des Roms dans un autre département. Bernard a dans le passé travaillé avec Emmaüs qu'il sollicite pour l'accès au travail. Il connaît d'autres associations dont le cœur d'activités ne concerne pas les bidonvilles mais qui sont indispensables à la mise en œuvre du projet (éducation, santé).

Cette polyvalence est appréciée par les pouvoirs publics (Mairie, Département, Préfecture, DIHAL) qui financent en partie le projet.

Le projet « du bidonville à la ville » est intéressant car il est soutenu par pas mal d'autres associations comme la Fondation Abbé Pierre. Ils ont un projet axé sur l'insertion par l'activité économique. Et ça, ça nous intéresse<sup>56</sup>.

---

<https://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/Actualites/49-occupants-de-bidonvilles-ont-beneficie-d-une-preparation-a-l-emploi-pour-une-integration-reussie>

<sup>56</sup>Entretien avec Guillaume Fourques, agent à la Mairie de Méryville. 15 décembre 2016.

Pour nous il est intéressant ce projet parce que ... face à la difficulté de trouver des opérateurs sociaux qui gèrent la question des Roms là on a un pool associatif qui travaille ensemble et qui prennent en charge les choses. C'est une autre expérience et puis c'est des gens extrêmement sérieux, inventifs, dynamiques donc c'est génial quoi (rires) non vraiment ce multi-partenariat qui se présente à nous... et c'est super de pouvoir être parti-prenante de ce projet d'une façon ou d'une autre, enfin on apprend des choses de tous ces gens quoi<sup>57</sup>.

Le « multi-partenariat » permet de multiplier les sources de financement. L'association a misé sur un cercle vertueux où la pluralité des financeurs est un gage de confiance qui incite d'autres structures, qui auraient hésité à se lancer seules, à rejoindre le projet. Ainsi à Méruville, la Mairie s'est restreinte à un appui politique et technique sans déboursier un euro tandis qu'à Beaulieu, la Mairie a participé à hauteur de 50 % du budget final de Tremplin-Beaulieu, soit 200 000 €.

Le mode de financement du projet « du bidonville à la ville » est très différent de celui du Tremplin-Beaulieu mais ce n'est pas le seul point de divergence. Nous verrons tout au long de la thèse comment la mise en place différenciée des projets a affecté les mobilités des habitantes.

Les trois cas d'études illustrent la mise en place localisée de la résorption des bidonvilles et révèlent des spécificités entre les sites : localisation dans la ville, financements, durée, nombre de familles concernées. Leur point commun est d'être des lieux en marge, habités par des personnes assignées comme roms. Le Tremplin-Beaulieu et Vil'laginsy sont des sites construits *ex nihilo* conçus comme des sas s'inscrivant dans une trajectoire résidentielle tracée par les pouvoirs publics. Éloignés du centre-ville, racialisés, rudimentaires ces deux sites sont des marges socio-spatiales produites par ceux-ci. Au contraire, le projet « du bidonville à la ville », ne prévoit pas de mobilité résidentielle intermédiaire. En amenant l'eau courante, l'électricité et l'ouverture des droits sociaux aux habitant·es sur place, il transforme un espace marginal et l'intègre à la ville.

---

<sup>57</sup>Entretien avec Franck Michon, responsable de l'insertion des Roms au Conseil Départemental. 2 mai 2017.



	Type de projet et instrument	Durée	Résultat (nb de familles relogées sur nb total)	Financement	Acteurs	Poste chargé du suivi social	Tension immobilier
<b>VIL'LAGINSY</b>	Village d'insertion (3 MOUS)	2013 à 2017	25 sur 25	Département, Mairie puis uniquement État via DDCS	Société civile, opérateur Toile Solidaire, État	1 TP	Faible
<b>TREMLIN-BEAULIEU</b>	Village d'insertion (sans instrument)	2019 à maintenant	4 sur 5	Mairie puis État via DDCS	Mairie puis, Mairie et SEBH	Pas de poste dédié	Faible
<b>DU BIDONVILLE A LA VILLE</b>	Bidonville stabilisé (sans instrument)	2015 à 2022	1 sur 11	État via DDCS et DIHAL, privé (mécénat)	Société civile dont bénévole et salarié	1 ETP	Forte

Figure 11 Tableau récapitulatif des projets d'insertion étudiés (2021)

MOUS : Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale

DDCS : Direction départementale de la cohésion sociale

DIHAL : Délégation interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement

SEBH : Service bidonville hébergement

TP : Temps plein

ETP : Équivalent temps plein

## 5. « Forcing » et « passe-droit » les manœuvres auxquelles les agentes ont recours

La comparaison de ces trois sites donne des éclairages sur la résorption des bidonvilles en France. Intégrée aux hautes fonctions de l'État, financée par les ministères, opérationnalisée par des acteurs historiques de la grande précarité, cette politique publique a en effet donné de faibles résultats malgré le lancement de la stratégie nationale en 2014 et les promesses de l'instruction de 2018. Entre « passe-droit », processus expérimental et financement de court terme, les deux projets d'insertion sont chacun à leur manière une illustration du « bas-bruit » de la politique de résorption dont le dénominateur commun, identifié dès le début des années 2010 (Benarrosh-Orsoni 2011; Olivera 2013; Clavé-Mercier et Olivera 2016), reste le « bricolage ».

Étudier les modalités de mise en œuvre de projets d'insertion à l'échelle locale invite à s'interroger sur les ressorts de la résorption à l'échelle nationale. Vil'laginsy correspond à un modèle d'insertion déjà expérimenté dans d'autres villes de France et peut être considéré comme un projet de résorption réussi dans la mesure où il se termine par une sortie de bidonville. Cependant son coût est jugé disproportionné par ses financeurs et son mode opératoire est basé sur l'exclusion des habitant·es de bidonvilles les plus précaires. De plus, le « forcing » effectué pour le relogement et les tactiques de la travailleuse sociale dans la constitution des dossiers montrent bien que l'accès au logement ne relève pas du droit commun mais d'un traitement spécial qui nécessite l'utilisation de passe-droit. De son côté, le projet « du bidonville à la ville » repose sur la configuration locale particulière de Méreville. Le tissu associatif et le positionnement de la Mairie vis-à-vis des bidonvilles ont permis à des acteurs de la société civile d'élaborer leurs propres modalités d'insertion en prenant pour contre-exemple les villages d'insertion existants. Si les acteurs engagés sont parvenus à se tenir à distance des pratiques majoritaires, ils ne sont pas parvenus à fournir un logement à toutes les familles.

Le point commun entre les projets « Tremplin-Beaulieu » et « Du bidonville à la ville » est d'avoir stabilisé un bidonville pendant plusieurs années sans que les familles ne subissent d'évacuations. Cependant, à Méreville les familles ont, un an après leur installation, bénéficié de l'électricité, de l'eau courante et d'habitations salubres. À Beaulieu, elles sont restées six ans dans la même situation de précarité et c'est quand elles ont emménagé dans les bungalows qu'elles ont pu profiter de l'eau courante, de l'électricité en continu, du chauffage et d'une salle de bain. Alors qu'à Méreville, l'accès au confort est arrivé rapidement *et sur place*, à Beaulieu, il s'est opéré par un déménagement faisant suite à six années de précarité. Cet écart temporel est notamment dû au montage politique et financier de chaque projet. À Méreville, l'association a reçu des financements dès le début de son activité et a pu, en parallèle, intervenir elle-même sur le bâti et réaliser l'accompagnement social. À Beaulieu, le calendrier était imposé par les compétences et le budget de la Mairie. Tant que les préfabriqués n'étaient pas prêts, le *statu quo* en bidonville perdurait. Alors que pendant plusieurs années, la municipalité de Beaulieu a pris en charge sans création de poste adéquat le suivi administratif de cinq familles, le projet « du bidonville à la ville » a, de manière concertée, permis à onze familles de subvenir à leurs besoins comme elles l'entendaient dans des conditions matérielles qui, bien que sommaires, étaient moins précaires qu'à Beaulieu (volume d'habitation, accès à l'eau et l'électricité, titre d'occupation).

Au niveau de l'accès aux droits, les situations sont équilibrées. À Méreville, toutes les familles ont une activité économique et sont domiciliées mais toutes n'ont pas l'AME (aide médicale d'État), une demande de logement social en cours et un compte bancaire. En outre, rares sont celles qui sont inscrites à la sécurité sociale et bénéficient des minima sociaux. À

Beaulieu, toutes les familles comptent un membre qui travaille ou qui a travaillé. Elles ont toutes une domiciliation, un compte bancaire et une demande de logement social en cours. La plupart bénéficie de la sécurité sociale et a un passe Navigo. En revanche, alors que la durée du projet est supérieure à celle du projet « du bidonville à la ville » aucune, 2021, n'est sortie du dispositif et n'a accédé à un logement stable.

L'autre point commun de ces trois expérimentations, et cela est vrai pour d'autres sites en France, est d'être perçues par les acteuices comme exceptionnellement coûteuses et chronophages. Au niveau des DDSCS, de la DIHAL, d'Adoma ou du département, l'argument économique est convoqué pour expliquer soit que les dépenses sont trop élevées, soit que les crédits ne sont pas à la hauteur des objectifs. À Laginsy, Cécile Eiffault et Sophie Fourteau considèrent que le projet n'est pas rentable. À propos du projet à Méreville, Franck Michon considérait que le conseil départemental avait déjà assez dépensé en mettant en œuvre plusieurs projets d'insertion par le passé et affirmait : « on ne remettra pas un centime de plus !<sup>58</sup> ». À propos du relogement des familles à Chamfort-les-Mines, Abel Firmin de la DIHAL, s'exclamait sur le ton de l'effort « Ça a demandé une énergie... un coût !<sup>59</sup> ».

Dans ce chapitre, il ne s'agit pas de déterminer laquelle de ces options est préférable. En revanche, la comparaison de ces projets, pourtant forts différents, illustre la difficulté avec laquelle la résorption s'opère : coût économique, technique et administratif des projets d'insertion, tension du marché de l'immobilier, candidates éloignées du marché de l'emploi, collectivités locales peu volontaristes.

Appréhender ce résultat à l'aune du traitement discriminatoire dont font l'objet les personnes permet de comprendre sous un autre angle la politique de résorption. Cela conduit à explorer une autre raison qui explique la lenteur de la résorption et la stratégie de « bas-bruit » (Bourgeois 2021). En effet, la réticence des acteuices à mettre en œuvre des projets de sortie de bidonville vers le logement ne repose pas seulement sur le coût des opérations. La racialisation qu'ils et elles subissent en France et dans leur pays d'origine, et à laquelle se confrontent les professionnelles de l'insertion lors des démarches administratives, est un frein à l'ouverture des droits, donc à la sortie du bidonville et *in fine* à la résorption.

---

<sup>58</sup>Entretien avec Franck Michon, responsable de l'insertion des Roms au Conseil Départemental. 2 mai 2017.

<sup>59</sup>Entretien avec Abel Firmin, haut fonctionnaire à la DIHAL. 20 janvier 2017.

## 6. Le racisme systémique comme cause principale de l'échec de la résorption des bidonvilles

### a) Les intermédiaires face aux discriminations raciales

Dans le chapitre 1, j'évoque la manière dont l'antitsiganisme traverse la Roumanie et la France dans le passé et au présent et je mobilise les théories critiques de la race pour analyser les positions sociales des enquêtés. Dans cette section, j'étaye mon propos en étudiant l'effet des discriminations raciales dans l'accès au droit à travers le rôle des intermédiaires, c'est-à-dire des travailleurs sociaux des projets d'insertion que j'ai présentés plus haut.

Les personnes identifiées comme roms vivant en bidonvilles sont victimes de discriminations et d'un manque d'accès aux droits communs. Ces inégalités de traitement sont décriées par les associations qui dans leurs rapports et leurs plaidoiries dénoncent les inégalités dans l'accès aux droits. La scolarisation et la domiciliation font souvent défaut, l'accès au soin est limité, le non-recours aux droits est fréquent, l'accès à l'eau sur les terrains est la plupart du temps manquant, les discriminations à l'embauche sont monnaie courante. Les entretiens que j'ai menés avec les professionnelles du travail social confirment les injustices soulignées par les associations et les ONG mobilisées pour les droits des Roms. Leurs témoignages indiquent que la participation des pouvoirs publics à un projet d'insertion ne garantit pas un accès normal aux droits. Même sélectionnés et encadrés par des professionnelles de l'insertion, les habitant·es de bidonvilles restent marginalisés dans l'accès aux droits sociaux.

À Chamfort-les-Mines, dans l'est de la France, Martine Dejean, intervenante sociale chez Adoma dénonce le racisme des associations partenaires envers les familles dont elle assurait le suivi social<sup>60</sup>.

Martine Dejean – Vous téléphonez à une association euh... pour avoir des habits  
« Pas de problème », on vous répond. Et puis, dès que vous arrivez à la boutique, la  
personne vous dit : « Non, j'ai rien pour eux, c'est pas la peine. Vous pouvez partir. »  
EP \_ Ah bon ?  
MD – [Prenant une petite voix aigüe] Euh... d'accord. [Reprenant sa voix normale]  
Vous avez envie de dire vos quatre vérités, mais vous le dites pas, parce que c'est  
des partenaires. Vous avez pas envie de perdre le partenariat. Mais vous vous  
retenez... Ouais.  
EP \_ Ah ?

---

<sup>60</sup>Une seule famille issue d'un bidonville de la région francilienne a été relogée à Chamfort. Je n'ai donc pas présenté le projet d'insertion au même titre que ceux de Beaulieu, Méreville et Laginsy.

MD – Une association caritative, je suis désolée, c'est pour toute personne, quels que soient euh... sa religion, son sexe, son ..., tout ce qu'on veut, hein<sup>61</sup>.

À Laginsy, Alexandra Durantin évoque les préjugés que les agent<sup>es</sup> ont sur les Roms et qui constituent un frein à la scolarisation.

Ça m'est arrivé où à la Mairie ou dans l'école d'entendre mon interlocuteur me dire « oui mais c'est des familles en bidonville, ils vont rester six mois ! » « euh non monsieur en fait euh, là, la famille est en logement... elle est installée et l'enfant va rester en fait ! » Voilà, à partir du moment où c'est roms, c'est forcément pas destiné à rester, c'est forcément pas destiné à s'implanter<sup>62</sup>.

Paul Germain, du projet « du bidonville à la ville » à Méreville m'informe de l'ampleur des obstacles qu'il a rencontrés dans l'accompagnement social.

Je sais pas, je sais pas d'où vient le problème, je sais pas si c'est... si y a... un racisme structurel ou... j'en sais rien. Mais tout, tout est... tout... tout, absolument tout est une galère<sup>63</sup>.

Il a été obligé de mettre en place des tactiques pour déjouer le refus de la part des administrations en ce qui concerne la domiciliation, l'ouverture de compte bancaire, le raccordement postal ou l'inscription à Pôle emploi.

EP \_ Et la scolarisation, du coup, c'est grâce à la domiciliation, tu as fait comment... ?

PG – Euh... ça, j'ai piraté un peu. Je faisais des attestations en disant qu'ils habitaient là, même si y avait pas de... raccord postal, et c'est passé auprès de la mairie.

EP \_ D'accord.

PG – En fait, j'y allais au bluff, je disais que, voilà... j'arrivais avec ça [il montre le dossier du projet], parce qu'ils me demandaient une adresse, machin. J'ai fait l'attestation, j'ai fait : « Regardez ! Y a euh... la Préfecture, la Dihal, qui financent le projet... », enfin, voilà : « Mettez pas trop de bâtons dans les roues... Ce serait chiant que je doive... » J'ai dû le dire, à un moment, à un mec de Pôle emploi qui a refusé d'inscrire un mec... il avait dit « Mais bon, qu'est-ce qu'il vient faire là ? Il va pas chercher de boulot ? » « Ben si, connard, il va chercher du boulot ! » Et puis, au bout d'un moment, ils l'ont fait ...

EP \_ Ah ! Il a dit : « Ça sert à rien que je l'inscrive parce que, de toute façon, il va pas chercher de boulot » ?

PG – Ouais ouais.

EP \_ Ah oui, d'accord.

---

<sup>61</sup>Entretien avec Martine Dejean, intervenante sociale ADOMA à Chamfort-les-Mines. 28 juillet 2017.

<sup>62</sup>Entretien avec Alexandra Durantin, travailleuse sociale à Toile Solidaire pour Vil'laginsy. 13 décembre 2017.

<sup>63</sup>Entretien avec Paul Germain, chef du projet « du bidonville à la ville ». 8 décembre 2016.

PG – Et donc en une demi-heure j'ai essayé d'expliquer gentiment qu'ils étaient dans un projet... et puis, au bout d'un moment, j'ai dit : « Écoutez. Voilà... on est soutenus par la préfecture du Val-de-Marne. On est financés à hauteur de 30% par la DRIHL et la DIHAL, qui sont des directions interministérielles. Ça m'emmerderait de devoir appeler le préfet de région, pour qu'il appelle votre boss et vous tape sur les doigts. » Et puis là, il... Mais j'y allais au bluff, hein, [en éclatant de rire] j'ai pas le numéro du préfet, moi ! J'en ai rien à foutre de son numéro ! Et le mec, il a changé de couleur, il a fini par l'inscrire. Mais tu vois ? Tu vois où est-ce qu'il faut en arriver...<sup>64</sup> ?

À Laginsy, Alexandra Durantin décrit des contradictions similaires de la part des pouvoirs publics où des démarches sont soutenues par certains services et bloquées par d'autres.

AD – L'État injecte de l'argent pour un projet, et en fait... les mêmes services, enfin d'autres services de l'État... court-circuitent le projet, en fait. Donc... ouais... Le SIP de Bertheuil est très très très très dur, et... délivre... pas d'avis d'imposition aussi facilement que ça.

EP \_ D'accord. Donc, pour avoir un avis d'imposition, ils demandent des pièces... difficiles à avoir.

AD – Ben, en fait, il faut impérativement avoir... une date effective au premier janvier, donc, de l'année précédente, il faut justifier de...

EP \_ Une date effective de quoi ?

AD – De résidence, de... droit au sol, enfin une domiciliation. Si vous avez une domiciliation qui commence au 15 février, et que vous en avez pas d'autre avant, eh ben tant pis pour vous, vous pouvez pas faire les impôts, en fait.

EP \_ Mmh. Ce sera possible l'année prochaine.

AD – Voilà. Mais si vous gardez tous vos papiers... Pour certains dossiers, je suis tombée face à des gens qui ont été jusqu'à me dire : « Oui mais les certificats de scolarité, ça fait pas foi, parce que, de toute façon... y a des familles, elles sont encore au pays et les enfants, ils sont chez des copains ici, ils sont scolarisés ici et... » J'en suis arrivée à un point, je lui dis : « Mais je fais quoi, en fait ? En fait je leur demande de garder leurs tickets de caisse, leurs tickets de parking ? », je dis : « Je fais quoi ? En fait, il vous faut des justificatifs, tous les mois, qu'ils vivent sur le territoire ? Enfin, vous vous rendez compte à quel point c'est débile, là, ce que vous êtes en train de me dire ? » Et euh... pfff... tsss... enfin, on tombe face à des cons, quoi.

(...)

À chaque fois il faut faire intervenir le préfet, et puis faire une lettre en disant : « Non mais euh... c'est bon, quoi, arrêtez de tout bloquer, ça va. »<sup>65</sup>

Les agent<sup>es</sup> de l'administration qu'Alexandra Durantin et Paul Germain ont rencontrés attribuent aux habitant<sup>es</sup> de bidonvilles des caractéristiques sociales et psychologiques en fonction d'une origine supposée. Els pensent que les personnes ne cherchent pas de travail,

---

<sup>64</sup>Entretien avec Paul Germain, chef du projet « du bidonville à la ville ». 8 décembre 2016.

<sup>65</sup>Entretien avec Alexandra Durantin, travailleuse sociale à Toile Solidaire pour Vil'laginsy. 13 décembre 2017.

qu'elles font un court passage dans leur ville et qu'elles ne sont pas légitimes à recevoir un avis d'imposition. Ce « geste qui consiste à essentialiser une origine réelle ou supposée, à en radicaliser l'altérité et à la minoriser, c'est-à-dire à la soumettre à un rapport de pouvoir (Mazouz 2020, 23<sup>66</sup>) » est une assignation raciale et produit des discriminations raciales qui pénalisent le parcours d'accès aux droits des personnes ainsi minorisées. Les travaux qui étudient les catégorisations raciales formulées par l'administration, notamment en sociologie de l'action publique, montrent à quel point les guichets sont des espaces saillants de l'exercice des rapports sociaux de race (Mazouz 2017; Jounin, Palomares, et Rabaud 2008; de Rudder, Poiret, et Vourc'h 2000; Dunezat 2016).

Contrairement à mon travail de thèse, ces recherches se basent sur des interactions observées *in situ*. En effet, j'ai restreint l'enquête ethnographique à l'observation de la vie quotidienne des personnes en bidonville et j'ai mené des entretiens avec les acteurs de la résorption. Je n'ai donc pas observé, à de rares occasions près, d'interactions entre agent·es de l'action publique et le public minorisé. En revanche, certains enquêtés comme Alexandra Durantin et Paul Germain, sont en lien avec les agent·es et avec les habitant·es. En cela, ils représentent des intermédiaires positionnés entre l'administration et le public minorisé racialement. Selon Doris Buu-Sao et Clémence Léobal (2020, 21), « la position des intermédiaires est une entrée féconde pour penser les logiques de production, d'appropriation et de contestation des catégories raciales ». En effet, les deux enquêtés dénoncent les assignations raciales, les contestent et contredisent leurs interlocuteur·ices en défendant les habitant·es dont ils suivent le dossier. Ils doivent faire preuve de ruse en « piratant » ou en « bluffant » afin de débloquer des situations.

Maîtrisant une pluralité de rôles et de compétences, elles et ils peuvent assurer une fonction de traduction (linguistique mais aussi conceptuelle) pour ainsi établir une médiation d'ordre cognitif – construire du sens commun – et stratégique – parvenir à un compromis (Buu-Sao et Léobal 2020, 22).

La traduction – au sens propre comme au sens figuré – permet de transférer des informations d'un groupe à un autre. Les professionnelles du travail social maîtrisant les codes du groupe dominant mais travaillant dans l'intérêt du public minorisé s'appuient sur leurs capitaux auprès de l'institution pour faire valoir les droits du public qu'ils défendent. En retour, ils traduisent avec plus ou moins de conviction les normes de « l'ordre social racialisé » et les réinterprètent (Buu-Sao et Léobal 2020; Jounin, Palomares, et Rabaud 2008; Sala pala 2006; Arnoulet et Tournon 2021) vers le public minorisé. Par exemple, Paul

---

<sup>66</sup> P. 23 de la version pdf.

Germain à Méreville envisageait que l'objectif du projet « du bidonville à la ville » n'était pas de faire des habitant·es « de bons petits Français<sup>67</sup> ». De son côté Alexandra Durantin, à Laginsy, prenait le soin de répéter aux habitant·es qu'ils devaient « redoubler d'effort » et montrer « qu'ils méritaient leur place ».

AD – Non c'est... pfff... Sérieux, c'est... terrible. Terrible, terrible, terrible. Et puis... je suis désolée, hein, mais c'est mon expérience, quand on s'appelle Petrosan... déjà à la base, en fait, il fait pas bon vivre en France en ce moment, en fait, il fait pas bon demander quelque chose à quelqu'un... se pointer à une M.D.S. [maison des solidarités] – pourtant c'est... un lieu social, hein. [Faisant une voix agressive] « Ah Petrosan ! » [Reprenant sa voix normale] « Euh... excuse-moi, Madame, en fait... non. Tu... » [Refaisant la même voix] « Ah ! Encore un Petrosan ! »

EP \_ [Petit tire]

AD – [Avec sa voix normale] « Oui ! Ils ont le droit de vivre, comme vous, comme moi, en fait... C'est quoi, le problème ? » Non voilà, c'est... Et c'est vrai que, des fois, j'hésite pas aussi à dire à certaines familles : « Oubliez pas que vous êtes des Petrosan. Donc malheureusement, vous devez être deux fois plus forts, vous devez redoubler deux fois plus d'effort, vous devez montrer deux fois plus aux gens que vous méritez votre place... » Je dis : « Malheureusement c'est comme... Mouloud y a 50 ans... comme les Italiens et les Portugais y a 70, et ben voilà, en France, c'est comme ça. En France on met à l'épreuve les gens avant d'accepter qu'ils aient droit à une place comme tout le monde. »

EP \_ Et qu'est-ce qu'ils en disent ?

AD – Ils se rendent compte que... c'est vrai. Au début ils ont du mal avec ce discours-là. En général, je suis très crue, hein, je mâche pas mes mots, comme je leur dis : « Je préfère vous dire la vérité. J'ai pas envie de vous mentir, je suis pas là pour ça. On a pas de temps à perdre. Vous avez pas de temps à perdre, j'ai pas de temps à perdre... » C'est vrai que y a des familles que je vois aujourd'hui, qui ont fait partie de la MOUS 2, à qui j'ai beaucoup tenu ce discours-là parce que y avait des problématiques un peu particulières, et aujourd'hui ils viennent me voir en disant : « T'avais raison. Et on va pas oublier. Voilà, mes enfants ils comprennent pas, ben c'est dommage... Si ça se trouve, mon enfant il va repartir en Roumanie... ma mère elle va s'occuper de lui, ça va le calmer un petit peu. Et puis quand il reviendra en France, il comprendra qu'il faut pas se comporter comme ça. » Enfin, voilà, quand on s'appelle Petrosan et qu'on sort de Vil'laginsy si on a un iphone dans la poche, bah c'est forcément [un] téléphone volé, donc on fait 24 heures de garde à vue. Ça c'est des choses vécues, hein ! Ouais ouais, c'est vraiment du vécu<sup>68</sup>.

La position d'Alexandra Durantin peut paraître ambiguë. Elle dénonce à la fois l'employée de la maison des solidarités pour discrimination et le harcèlement policier subi par un jeune homme, mais elle enseigne aussi aux familles que leur droit n'est pas dû et qu'il se mérite. Explicitant la métaphore du « plafond de verre », elle leur rappelle, d'une certaine manière,

---

<sup>67</sup>Entretien avec Paul Germain, chef du projet « du bidonville à la ville ». 8 décembre 2016.

<sup>68</sup>Entretien avec Alexandra Durantin, travailleuse sociale à Toile Solidaire pour Vil'laginsy. 13 décembre 2017.



qu'ils ne sont pas des citoyens comme les autres et qu'ils devront toujours redoubler d'efforts. La référence à la situation d'autres immigrés dans le passé témoigne qu'elle reconnaît l'existence d'un racisme systémique en France qui touche différentes populations et notamment les habitantes de bidonvilles. Cela dit, le rôle d'intermédiaire qu'elle a choisi d'investir est de prévenir les personnes du traitement racial et inégalitaire qui existe en France afin que le public minorisé racialement s'adapte au groupe majoritaire (« ... c'est comme ça. En France, on met à l'épreuve les gens »). En reformulant l'assignation raciale issue de l'institution, elle ne subvertit pas l'ordre racial. Elle en devient une courroie de transmission quand bien ses intentions ne sont pas racistes.

Les avertissements d'Alexandra Durantin ont un effet réel sur les décisions des familles et la manière d'élever leurs enfants puisque les parents envisagent de punir leur fils, dont le comportement a été signalé par l'institution, en l'envoyant chez sa grand-mère en Roumanie afin de le priver de son espace de sociabilité qui se situe désormais en France. Nous verrons plus loin dans la thèse comment les assignations raciales sont intériorisées par les personnes identifiées comme Roms. Analysons maintenant les mécanismes du racisme systémique et la production des catégories raciales par les discours républicains.

Les extraits précédents montrent les difficultés des professionnelles de l'insertion, recrutés par des opérateurs financés par les pouvoirs publics, pour faire ouvrir les droits des personnes identifiées comme roms et vivant en bidonville. Ils doivent mobiliser leur connaissance de l'administration française, user des codes sociaux oraux et écrits qu'ils maîtrisent et s'appuyer sur leur capital social et symbolique. La pluralité des compétences nécessaires révèle à quel point les droits sont inaccessibles à des personnes étrangères, peu scolarisées, racisées et sans domicile.

La définition du racisme de guichet que donnent Véronique de Rudder, Christian Poiret et François Vourc'h (2000) caractérise bien le type de discrimination dont font l'objet les habitantes de bidonville identifiées comme roms.

Application discriminatoire de règles qui ne le sont pas par elles-mêmes (que l'on songe aux contrôles plus « tâillons », aux exigences de « preuves » supplémentaires, à la non-prise en considérations de certaines réclamations ou aux soupçons *a priori* infligés aux minoritaires) (...) et qui relève du racisme dans l'institution (la police, la justice, la douane mais aussi nombres de services, publics ou non, tels que des organismes de sécurité sociale, les banques, les assurances...) (Rudder, Poiret et Vourc'h 2000, 41).

Le racisme de guichet est au cœur du racisme institutionnel dénoncé et analysé par les militant·es des droits civiques aux États-Unis<sup>69</sup>. Il s'agissait d'affirmer, et ceci est toujours valable à l'heure actuelle, que le racisme ne se résume pas à des interactions interpersonnelles hostiles et à des préjugés individuels mais renvoie à « un ensemble intégré de dispositifs qui assure la perpétuation du pouvoir des Blancs et défavorise systématiquement les Noirs (de Rudder, Poiret, et Vourc'h 2000, 40) ». Le racisme institutionnel s'appuie ainsi sur deux piliers fondateurs : le traitement discriminatoire des agent·es au guichet d'un côté et le caractère structurellement discriminatoire des institutions de l'autre. Afin d'insister sur le caractère globalisant du racisme de Rudder, Poiret et Vourc'h (de Rudder, Poiret, et Vourc'h 2000, 41) proposent le terme de racisme systémique qui associe racisme institutionnel et racisme individuel, soit : « Le point de rencontre entre des formes 'interactionnelles' et des formes 'structurelles' de racisme ».

Les premières sont constituées des 'micro-iniquités' répétitives et corrosives, mais inattaquables juridiquement, les secondes par les règles et les procédures de traitement, l'une et l'autre formes étant incorporées aux règles éthiques et socioculturelles du fonctionnement ordinaire des institutions, voire des sociétés toute entières<sup>70</sup>.

Ce concept a l'avantage de souligner la multiplicité des acteurs (individuels et collectifs) engagés dans les mécanismes du racisme. Dans ce travail de recherche, la notion de racisme systémique permet de dépasser le constat indiquant que « les Roms restent de loin la minorité la plus mal perçue par les Français<sup>71</sup> ». Savoir que l'indice longitudinal de tolérance à l'égard des Roms est le plus bas<sup>72</sup> ne permet pas de saisir les effets combinés des rapports de domination vécus par les habitant·es de bidonvilles. La minorisation dont ils et elles font l'objet s'exerce à différentes échelles et affecte plusieurs domaines de la vie sociale.

---

<sup>69</sup>Notons l'ouvrage pionnier de Carmichael et Hamilton, respectivement militant et universitaire, paru en 1967 : *Black Power : The politics of liberation in America*. Pour une discussion du concept voir (Dunezat et Gourdeau 2016; Dunezat 2016).

<sup>70</sup>Voir aussi ((de Rudder et al 2000) D. Fassin et Fassin 2009, 187).

<sup>71</sup>(France. Commission nationale consultative des droits de l'homme 2021, 29). Le rapport s'appuie notamment sur le baromètre « racisme ». Depuis 1990, ce sondage d'opinions est réalisé à domicile auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes françaises. L'indice longitudinal de tolérance, construit à partir du sondage, mesure l'acceptation des minorités sur une échelle de 0 à 100. Celui mesurant la tolérance envers les Roms est le plus bas depuis 1990. Il s'élève à 36 contre 79 à l'égard des « Noirs » en 2019.

<sup>72</sup>L'indice longitudinal de tolérance, construit à partir du sondage, mesure l'acceptation des minorités sur une échelle de 0 à 100. Celui mesurant la tolérance envers les Roms est le plus bas depuis 1990. Il s'élève à 36 contre 79 à l'égard des « Noirs » en 2019 (France. Commission nationale consultative des droits de l'homme 2021).

Le racisme systémique remet en question la prétendue universalité républicaine *a priori* aveugle à la race. Dès lors, il est intéressant d'étudier la production des catégories raciales au sujet des habitant·es de bidonvilles à partir de la critique de la *colorblindness*.

### b) Mécanismes de la résorption *colorblind*

On a vu dans les extraits cités précédemment que la catégorie « rom » est utilisée sans précaution particulière tant du côté de l'administration que des opérat·euses. On pourrait être surpris·e que, dans un pays où le mot race a été enlevé de la constitution et où l'on ne reconnaît pas de groupes ethniques, les catégories ethniques ou raciales soient produites de manière relativement anodine dans les discours (Bessone 2021; Devriendt, Monte, et Sandré 2018; Dhume et Cohen 2018).

Je propose, en ayant recours au concept de texte caché/texte public (J. C. Scott 2009), appliqué aux dominant·es, d'expliquer ce paradoxe. Selon Abdellali Hajjat, le concept de texte caché/texte public théorisé par James C. Scott au sujet des dominé·s est aussi pertinent pour comprendre le registre de discours des dominant·es, en particulier sur la question de la race. « Que faire quand le mot race n'apparaît pas alors que l'on observe un processus de racialisation » et « que faire de la présence des catégories raciales alors que les discours républicains sont censés être *colorblind*<sup>73</sup> ? » se demande-t-il à juste titre (Hajjat 2021, 420)<sup>74</sup>.

Les act·euses de la résorption des bidonvilles manient avec souplesse texte caché et texte public. En effet, certains représentants<sup>75</sup> de l'État (DIHAL, préfecture, DDCS), se défendent publiquement d'utiliser les catégories raciales alors que d'autres les utilisent volontiers. J'exposerai des cas de figures où les termes « rom » et « racisme » sont mobilisés ou au contraire niés par les acteurs à différentes échelles de l'action publique. Je montrerai que cette alternance ne révèle pas un paradoxe ou une incohérence de l'action publique, mais qu'elle garantit son efficacité sous couvert de neutralité. La complémentarité des deux textes contenus dans le discours républicain permet de traiter de manière différencielle un groupe en l'assignant racialement tout en maintenant intacts les principes de la Constitution.

- Des mesures « contre la pauvreté » pas contre le racisme

---

<sup>73</sup>p. 420.

<sup>74</sup>Je remercie Fatma Çingı Kocadost de m'avoir suggéré la lecture de cet article.

<sup>75</sup>Le terme n'est pas féminisé car il s'agit uniquement d'agents masculins.

Les agent·es de la résorption des bidonvilles font face à une ambiguïté que toutes les actrices ne rencontrent pas. Leur mission est plurielle et parfois contradictoire : ouvrir des droits à des personnes vivant dans des lieux sans droits ni titre, reloger des personnes qui sont discriminées dans l'accès au logement, gagner la confiance de son électeurat, implanter des projets d'insertion dans des villes inhospitalières, dialoguer avec des partenaires qui mobilisent les catégories raciales de manière contraire (associations, préfectures, Union Européenne, habitant·es). Face à ces injonctions contradictoires, l'alternance entre texte public (déclarations publiques, des textes officiels...) et texte caché (réunion ou document internes, entretiens dans le cadre de la recherche, conversations informelles) est une des options choisies par les agent·es.

Dans nos documents vous verrez, on parle jamais de Roms. Sauf quand on parle de l'Europe ou d'un programme qui s'appelle Rom'Civic, jamais. C'est illégal du reste, hein, c'est illégal<sup>76</sup>.

Abel Firmin explique que la seule occasion où la DIHAL outrepassa la loi républicaine en « parlant de Roms » a lieu quand il s'agit de communiquer avec l'Europe. En effet, l'Union Européenne reconnaît le peuple rom comme la plus grande minorité d'Europe. À ce titre, des programmes de réductions des inégalités existent. Ils se concrétisent par le financement de projets d'insertion, l'organisation et l'animation d'espaces de discussion et de rencontre entre dirigeant·es européen·es et la dotation d'associations et d'ONG de défense des droits des Roms et de promotion de la culture romanès. Dans un document public, la DiHal précise sa position vis-à-vis de l'Union Européenne.

L'action conduite en France s'inscrit dans le cadre européen pour l'inclusion des Roms défini en 2011 par la Commission européenne, mais dans une perspective républicaine universaliste qui, conformément à la Constitution française, et dans un souci d'efficacité opérationnelle, consiste à lutter contre la grande précarité et l'habitat indigne sans cibler un groupe sur la base de son origine culturelle ou ethnique.

L'approche française replace ainsi au cœur de l'approche européenne la question de la migration de citoyens européens pauvres qui doit trouver une réponse dans les pays d'accueil et dans les pays d'origine, et dans un cadre européen qui devrait prendre clairement en compte cette dimension et soutenir les actions d'insertion et de coopération transnationale<sup>77</sup>.

---

<sup>76</sup>Entretien avec Abel Firmin, haut fonctionnaire à la DIHAL. 20 janvier 2017.

<sup>77</sup>DIHAL, 2018, Présentation du dispositif national d'appui et de suivi dans le cadre de l'instruction du Gouvernement du 25 janvier 2018.

La DIHAL expose clairement que sa mission est de lutter contre la grande précarité et non contre le racisme et les discriminations. Je demande confirmation à Abel Firmin.

EP \_ Du coup, à la DIHAL au niveau du racisme ou des discriminations, y a un volet ou y a des... je sais pas, une direction... ?

AF - On y est attentif, on essaye de diffuser des choses. On travaille beaucoup, pas mal avec la DILCRAH sur ces sujets. On essaye de rendre des comptes aussi à la Commission mais disons que ça fait pas partie de notre ... de notre palette... globalement tout ce qu'on essaye de faire, (*il tousse et montre du doigt le haut de la fenêtre*) c'est ... c'est la clim' ! Ça contribue et je dirais de manière structurelle à essayer de changer le regard qu'on porte sur ce sujet et sur les populations<sup>78</sup>.

Il s'agit donc de « changer le regard sur des populations » qu'il s'agit précisément de ne pas nommer.

La DIHAL incarne explicitement la pensée républicaine *colorblind*. Dans un contexte où l'existence d'un racisme anti-roms est reconnu largement, ne pas nommer le groupe en question est une manière de se prémunir d'une lutte antiraciste à mener et *a fortiori* de ne pas reconnaître le racisme de l'institution. Si la DIHAL dénonçait publiquement le racisme dont font l'objet les habitant·es de bidonvilles, les faibles résultats de l'insertion (emploi, scolarisation, logement) auraient une autre signification. Plutôt que de révéler à quel point ce public est particulièrement éloigné du marché de l'emploi et cumulent les indicateurs de vulnérabilité, ils révéleraient qu'une population racisée peine à accéder aux droits sociaux en France.

- Les ruses discursives de la *colorblindness* : alterner texte public et texte caché

Tenir ensemble *colorblindness* et intervention sociale sur les bidonvilles donne lieu à des pirouettes discursives. Par exemple, accéder aux financements européens créés dans le cadre de l'inclusion de la minorité rom nécessite précisément de nommer le public pour lequel les crédits *ad hoc* sont sollicités. Afin de faire face aux injonctions contradictoires du modèle républicain, les acteurs tempèrent leur discours en fonction des contextes d'énonciation. Ainsi, Louis Le Cocq, haut fonctionnaire en charge de la résorption au niveau régional, me glisse en entretien :

---

<sup>78</sup> Entretien avec Abel Firmin, haut fonctionnaire à la DIHAL. 20 janvier 2017.

La moitié des occupants de campements illicites, on va dire « les Roms » entre nous, sur tout le département, sont à Beaulieu<sup>79</sup>.

« Entre nous » désigne plusieurs choses. D'une part, le caractère confidentiel de l'entretien. Il autorise une parole contraire aux principes de la République puisqu'il est prononcé « entre nous » et que personne n'en est témoin. D'autre part, cela désigne le groupe majoritaire dont il fait partie et auquel il m'associe : les non-Roms. L'emploi de ces deux mots procèdent d'une intention de distinction entre « eux » et « nous ». La situation d'entretien permet à l'agent de s'affranchir de la censure à laquelle il se soumet d'habitude. Employer la catégorie raciale « les Roms » est une manière de « faire court » sans emprunter les détours préconisés par l'idéologie républicaine. Dans un souci d'efficacité, il s'agit de simplifier une langue que les principes républicains ont rendu sinieuse.

Dans d'autres circonstances, Louis Le Cocq se garde bien d'affirmer qu'il pilote des actions en direction des « Roms » :

Les municipalités, elles sont très très prudentes avec ça [quand elles mènent des actions en direction des Roms] parce que celles qui l'ont fait, bah elles ont payé lourd hein. La Maire de Bobigny a perdu les élections avec les Roms ça c'est évident. Elle refusait de demander les évacuations. Ça c'est clair. C'est clair qu'elle a perdu les élections avec ça. Ça c'est évident.

Louis Le Cocq explique que les pouvoirs publics ne font pas de communication sur les actions menées en direction des habitant·es des bidonvilles car ils sont identifiées comme roms. Les pouvoirs publics taisent leur action pour ne pas subir des conséquences qui se concrétiseraient au moment des élections. Ainsi, feindre de ne pas agir pour les « Roms » permet de protéger les élus. Cette précaution révèle bien, sans l'exprimer explicitement, que les pouvoirs publics reconnaissent que les Roms sont victimes de racisme. Pourtant, le comportement adopté n'est pas de dénoncer le racisme afin de protéger les personnes qui en sont victimes, mais de taire les actions réalisées en faveur de ce groupe.

Abel Firmin confirme le tabou sur les actions à destination des « Roms ». Les projets d'insertion initiés localement par les préfetures sont parfois dissimulés de peur des réactions de rejet que cela pourrait susciter au sein des municipalités. En entretien, je lui demande s'il existe des collectivités territoriales avec lesquelles la DIHAL ne parvient pas à dialoguer et à faire émerger des programmes d'insertion.

---

<sup>79</sup>Entretien avec Louis Le Cocq, haut fonctionnaire en charge de la résorption des bidonvilles. 29 mars 2017.

Ah bah complètement, oui certaines qui sont... On peut aller partout mais... Y a des territoires ... y a des territoires où en préfecture, on nous dit « mais on n'en parle absolument pas au Maire ! S'il savait qu'on met en place des actions pour l'insertion des Roms... » (même si à la DIHAL n'est pas du tout dans cette visée 'rom' enfin... l'opinion publique raisonne comme ça et malheureusement beaucoup de gens encore) « ... on se ferait tirer dessus ! » Donc nous on a essayé de jouer les entremetteurs, les intercesseurs entre un Préfet et un Maire, en disant « écoutez, on vous soutiendra »<sup>80</sup>.

« Jouer les intercesseurs » revient à savoir dialoguer avec des acteuices qui mobilisent les catégories raciales tout en taisant les projets destinés au groupe racialisé et issus du partenariat afin de ne pas éveiller de désaccords qui pourraient s'avérer violents. Il s'agit d'évoquer une hostilité « ambiante » qui pourrait se manifester ponctuellement dans des actes individuels. Cela révèle bien que les agent<sup>es</sup> ont conscience que le racisme traverse à la fois les institutions publiques, les élues et la population locale.

Éric Depert, à Beaulieu-les-Prés convoque aussi l'opinion publique au sujet des réactions des riverains d'un « campement ».

Ce dont on ne parle jamais... ou trop peu... c'est la perception et l'implication que cela a pour les riverains. Ce campement-là qui est resté à peu près six mois à 100 mètres des habitations a généré énormément d'appels de courrier de familles, d'habitants indignés de ce que la ville ne fasse rien pour faire évacuer les gens. Alors y a des personnes à qui on répondait plus ou moins sèchement, selon le ton employé. Y avait évidemment des gens qu'on a renvoyés dans leurs cordes parce qu'il y avait des discours... pour le coup racistes et même fascistes, tenus par les administrés. Donc sur ceux-là, Monsieur le maire a su les renvoyer dans les cordes. Par contre, il y avait des personnes qui disaient simplement : « Pour nous, voilà, c'est pas tenable d'avoir 80 baraques sous nos fenêtres, avec les odeurs de caoutchouc brûlé, les incendies, la musique à n'en pas finir, à trois heures du matin et cætera. Ben, qu'est-ce que l'on peut faire pour qu'on retrouve notre sérénité ? »<sup>81</sup>

Dans cet extrait, Éric Depert légitime les « habitants indignés » et les distingue des riverains racistes. En désapprouvant le comportement de certaines habitant<sup>es</sup> – racistes certes mais peu nombreux – Éric Depert se dissocie d'une idéologie contraire aux principes de la République tout en justifiant d'évacuer le bidonville, et ce, afin de respecter les administrés qui réclament leur droit « à la sérénité ».

---

<sup>80</sup>Entretien avec Abel Firmin, haut fonctionnaire à la DIHAL. 20 janvier 2017.

<sup>81</sup>Entretien avec Éric Depert, directeur général des services de la ville de Beaulieu-les-Prés. 8 novembre 2017.

En résumé, l'article d'Abdellali, qui analyse les discours des dominantes au sujet des rébellions urbaines des années 1980 et analyse le traitement judiciaire des infractions racistes, donne des pistes d'interprétation pour saisir la racialisation à l'œuvre dans d'autres discours, ceux des acteurs de la résorption. Le concept de texte public/texte caché révèle qu'il existe une « division du travail discursif (Hajjat 2021, 421) » dans les discours républicains. Ils ne sont en réalité ni contradictoires ni incohérents mais complémentaires. Les personnes roms ou identifiées comme telles sont altérisées sur une base culturelle qui leur est assignée. Ainsi les agents prennent pour vérité établie des comportements sociaux immuables qui leur sont attribués : ne pas chercher d'offres d'emplois, ne pas être sédentaire, ne pas scolariser les enfants, ne pas avoir besoin d'adresse postale, ne pas savoir habiter dans un appartement... Que la catégorie raciale soit affirmée dans un discours public (par la préfecture, les services publics) ou tue dans un discours caché (par la DIHAL ou la Mairie de Beaulieu), les effets de l'assignation sont eux bien réels. Il s'agit de sélectionner des personnes et de les traiter de manière différencielle sur des critères racialement construits.

À Laginsy, l'équipe de Louis Le Cocq et celle de la DIHAL ne prononcent pas publiquement la catégorie raciale mais toutes les habitantes sont identifiées comme roms et doivent fournir plus de preuves et de pièces justificatives que des personnes qui demandent un hébergement standard. De plus, lors de la 3<sup>e</sup> Mous<sup>82</sup>, les pouvoirs publics restreignent de manière inédite les conditions d'accès. Seules personnes n'étant pas recensées dans le fichier police sont éligibles<sup>83</sup>. À Beaulieu, Éric Depert ne mobilise pas la catégorie raciale mais prétend que les habitantes de bidonville ne sont pas aptes à habiter en logement social. Il attribue des comportements sociaux et psychologiques à un groupe altérisé. La racialisation dans l'attribution de logement n'est pas un phénomène isolé et restreint aux personnes assignées roms. D'autres recherches étudient à partir d'entretiens, de documents internes et/ou d'articles de presse la manière dont la racialisation affecte les politiques de logement qu'il s'agisse de logement social (Sala pala 2006; Desage, Morel Journel, et Sala Pala 2014; Léobal 2017; Vulbeau 2021) ou de cités de transit (Bernardot 1999; Delon 2017b; Barros et Cohen 2019; David 2016).

---

<sup>82</sup>Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.

<sup>83</sup>Il ne s'agit pas d'un casier judiciaire mais d'un fichier recensant les verbalisations non judiciairiables.



On l'a vu, dans le cadre de ce travail, les catégories raciales, quand elles sont mobilisées, ne le sont quasiment jamais publiquement<sup>84</sup>. Cependant, ne pas nommer la catégorie raciale n'exclut pas la racialisation et les discriminations raciales. La *colorblindness* fonctionne précisément sur ce principe. Taire ou euphémiser l'existence de groupe racialisé afin de nier ou de minimiser le racisme. Pas de Roms, pas de racisme anti-roms.

La *colorblindness* sert principalement à ne pas reconnaître l'expérience de celles et ceux qui sont soumis-es au quotidien aux assignations et aux discriminations raciales. De même, y recourir (...) permet de disqualifier celles et ceux qui pointent les logiques de racialisation à l'œuvre aujourd'hui (Mazouz 2020, 36).

Quand les actrices publiques évoquent le racisme, il s'agit de le circonscrire à des comportements ou à des intentions marginales qui sont le fait de quelques personnes déviantes. Cela renvoie à ce que développe Eduardo Bonilla-Silva (2007) dans l'ouvrage « Racism without racists ». Selon lui, la période actuelle aux États-Unis qui succède aux lois racistes de Jim Crow imposant la ségrégation raciale et au mouvement pour les droits civiques voit l'émergence d'un nouveau type de racisme qu'il nomme colorblind et qui comporte quatre aspects « abstract liberalism, naturalization, cultural racism, and minimization of racism (Bonilla-Silva 2007, 47) ». Dans cette idéologie, le concept de « race » est jugé obsolète par la majorité blanche qui considère que les inégalités entre Blancs et non-Blancs ne résultent pas des catégories raciales produites au moment de l'esclavage. Le racisme *colorblind* nie l'origine raciste des inégalités raciales en les expliquant par d'autres raisons : culturelles, géographiques, économiques<sup>85</sup>. Ainsi, le racisme *colorblind* dédouane le groupe majoritaire de sa part de responsabilité dans la minorisation du groupe racialisé.

Ce que Bonilla-Silva écrit au sujet de la situation aux États-Unis se révèle pertinent au sujet de la France, précisément, car la République se présente comme un pays « aveugle à la race » – alors qu'elle produit des discours racialisants. En effet, le monde social, dont les institutions républicaines font partie, produit des catégories raciales et restreint l'accès aux droits des groupes minorisés. Ce processus a des effets sur la stratification de la société. Il est donc important de « refuser l'aveuglement volontaire (Brun et Cosquer 2022, 125) », d'étudier la race en termes sociologiques dans les études urbaines car, comme le disait déjà

---

<sup>84</sup>Cela est vrai dans le cadre de mon enquête. Par contre, certaines prises de parole d'hommes et de femmes politiques expriment un racisme décomplexé qui charrie des stéréotypes historiques. Voir « Chronologie du pire » dans Fassin et al., 2014.

<sup>85</sup>« If anyone dares to point out that in this land of milk and honey there is a tremendous level of racial inequality – a fact that could deflate the balloon of color blindness – they can argue this is due to minorities' schools, lack of education, family disorganization, or lack of proper values and work ethic. In short, whites can blame minorities (black in particular) for their own status (Bonilla-Silva 2007, 47).

Colette Guillaumin en 1972 « si la race n'existe pas, cela n'en détruit pas pour autant la réalité sociale et psychologique des faits de race ([1972] 2002, 92) ».

## Conclusion

Dans ce chapitre, j'ai montré que la politique de résorption ne résout pas la persistance des bidonvilles en France et ne remédie pas à la vulnérabilité résidentielle des personnes en bidonville. D'une part, la politique de résorption de bidonville donne lieu à un nombre réduit de relogements. Lors des relogements, les habitant·es de bidonville n'accèdent pas au logement directement mais suivent un parcours résidentiel jalonné de plusieurs étapes. Les projets « Vil'laginsy », « Du bidonville à la ville » et « Tremplin-Beaulieu » en sont une illustration. Si pour chacun de ces projets, les résultats en termes de relogement sont inégaux, les modalités d'insertion sont similaires : le passage obligé par un hébergement temporaire (village d'insertion, habitat modulaire *ex nihilo* ou *in situ*) associé à un suivi social. L'aménagement des villages d'insertion, dont les modalités sont calquées sur les « aires d'accueil de gens du voyage » consiste en la production institutionnelle de marges. Des terrains situés en marge des villes sont aménagés de toute pièce en dépit de toute urbanité. Ils constituent en cela des « quasi-bidonvilles (Roche 2022) » (exception faite pour Mériville puisque la résorption a eu lieu sur le terrain que les familles avaient choisi).

D'autre part, en sélectionnant un nombre limité d'habitantes d'un bidonville – sur des critères d'employabilité plus que de vulnérabilité – de nouveaux bidonvilles sont construits. Soumises aux expulsions des hôtels ou des bidonvilles où elles ont trouvé refuge, la vulnérabilité résidentielle demeure le quotidien des personnes évincées des projets d'insertion. La politique de résorption ne correspond donc pas à la résorption de la vulnérabilité et de l'antitsiganisme. En effet, les agents locaux de la résorption sont confrontés aux discriminations raciales que les Roms subissent dans les démarches d'accès au droit. Au niveau national, les cadres de la résorption, dans un « aveuglement volontaire » à la race et au racisme, refuse de mener une lutte contre l'antitsiganisme. En butant contre les discriminations raciales et donc en limitant l'accès au droit commun, les agents responsables de la résorption sont dans l'impossibilité de freiner la vulnérabilisation des habitant·es de bidonville.

## *NOTA BENE*

Je tiens à actualiser le positionnement de la Dihal, responsable du suivi de la résorption des bidonvilles. Au moment de l'enquête, la lutte contre les discriminations est loin de constituer un sujet en soi et le terme « antitsiganisme » ne fait pas partie du vocabulaire employé par l'institution. En 2021, le Conseil de l'Union européenne sur l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms notifie des recommandations à la France. La Dihal publie en 2022 un document présentant sa stratégie 2020-2030 et la manière dont le cadre européen est transposé en France dans le respect des lois de la République. Dans cette perspective, le 83e atelier de la Dihal organise porte sur l'antitsiganisme. C'est la première fois qu'agentes de la fonction publique, associations et universitaires sont spécifiquement réunis autour de ce thème. Enfin, en novembre 2022, le directeur de cabinet du Dihal est auditionné par le CERD de l'ONU (Comité pour l'élimination de la discrimination raciale). Il indique que « la reconnaissance de cette forme spécifique de racisme et sa désignation en tant que telle, tout en l'inscrivant dans le cadre universaliste français, étaient des éléments nouveaux par rapport à la précédente audition de la France devant le CERD ».

L'intervention des instances institutionnelles étrangères et internationales aura peut-être des effets sur la politique nationale de la résorption des bidonvilles et il serait intéressant d'étudier à l'avenir l'évolution des positions de la Dihal et des préfetures sur la question des discriminations raciales.



*Home is the space where I  
keep and use the material  
belongings of my life.*

Iris Marion Young

*j'ai connu des gens qui  
possédaient l'endroit où ils  
vivaient, ils pou-  
vaient dire « ici c'est chez moi  
et j'ai bien l'intention d'y  
rester » sans  
avoir l'impression de lancer  
une énormité*

Camille Readman  
Prud'homme

*Home is where it hurts.*

Camille



# CHAPITRE 4 Construire un chez-soi. Prendre soin de soi et des autres dans les marges.

Le chapitre précédent démontre que l'action publique combinée à l'antitsiganisme systémique ont plusieurs effets sur la vulnérabilité résidentielle des personnes, c'est-à-dire sur la menace qui pèse sur leur position résidentielle : la localisation du logement, ses caractéristiques matérielles et le statut d'occupation. La position résidentielle des femmes de l'enquête se caractérise par une localisation marginale, des logements précaires et insalubres – c'est-à-dire qui mettent en danger leur vie et leur santé – et une absence de pérennité dans l'occupation. Dès lors, la construction d'un chez-soi reposant et protecteur devient une gageure.

Ce chapitre examine les conséquences de la vulnérabilité résidentielle sur les mobilités quotidiennes à travers les pratiques domestiques des femmes. Ce parti pris se distingue à plusieurs titres de la littérature existante. En effet, la sphère domestique n'est abordée ni par les travaux sur la mobilité quotidienne ni par les travaux sur l'accès à la ville des femmes. Pourtant, la mobilité quotidienne renvoie aux déplacements réalisés au cours d'une journée à partir du domicile. Les caractéristiques du logement, la position résidentielle et, on le verra, la manière de se l'approprier sont donc déterminantes dans la réalisation de ces déplacements et dans l'accès à la ville.

Insister sur la vulnérabilité résidentielle permet de mieux comprendre en quoi les mobilités quotidiennes des femmes « roms » vivant dans les marges se distinguent des mobilités quotidiennes d'autres femmes.

En effet, la vulnérabilité résidentielle se caractérise dans le cas des enquêtées par un habitat situé en marge (zone d'aménagement concerté, zone industrielle, interstices urbains, quartiers en rénovation urbaine peu desservi par les transports en commun, enclave aux confins entre deux villes). Ce faisant, la vulnérabilité résidentielle distingue en profondeur les mobilités des femmes de cette enquête des mobilités des femmes enquêtées dans le cadre d'autres recherches. Résidant dans des marges, elles effectuent de longues distances à pied – et souvent dans la boue – pour accéder à la ville ou au réseau de transport.

À travers la perspective féministe du *care*, j'examine dans ce chapitre la tension entre vulnérabilité résidentielle et tentative de construction individuelle et collective du chez soi. J'adopte la distinction que Iris Marion Young (2005) fait entre *homemaking* (construction



du chez-soi) et *housework* (travail domestique) afin de saisir finement la diversité des pratiques domestiques qui se déploient dans une situation de vulnérabilité résidentielle.

Tout d'abord, j'examinerai au moyen d'observations ethnographiques, la manière dont les femmes tentent, malgré la vulnérabilité résidentielle de construire un chez-soi protecteur pour elles et leur famille et accueillant pour recevoir les proches. Puis, il s'agit d'explorer plus avant la manière dont les caractéristiques des logements (bidonville, hôtel, village d'insertion, maison en Roumanie) modèlent spécifiquement la réalisation du travail domestique auquel elles sont assignées.

## 1. Construire, meubler, décorer ou la tentative de fabriquer un chez-soi

L'espace domestique est une échelle spatiale qui a longtemps été ignorée par la géographie (Staszak et Collignon 2004). Les travaux sur les pratiques domestiques et la domesticité sont heuristiques dans ce qu'ils apportent sur l'habiter (Lion 2014), sur les normes et les valeurs de la société qui l'a produite (Staszak 2001) et la manière différenciée dont il est investi en fonction des classes sociales (Lambert, Dietrich-Ragon, et Bonvalet 2018; Le Wita 2015; Bozouls 2019; Siblot et al. 2015; P. Gilbert 2016). Cependant, ils portent rarement sur une population qui, comme celle de l'enquête, observe une trajectoire résidentielle<sup>1</sup> segmentée et non-linéaire – la mobilité résidentielle intense qui caractérise les trajectoires résidentielles des femmes est peu représentative des études qui identifient des trajectoires comme « ascendantes » ou « descendantes » (Cailly et Dureau 2016; Antoine et al. 2006; Lelévrier 2014; Lévy 2003; Lévy et Dureau 2002). Il s'agit donc d'appréhender pleinement les particularités de la vulnérabilité résidentielle pour comprendre les pratiques domestiques qui en découlent et, parmi elles, la construction du chez-soi.

La notion de chez-soi permet d'approfondir ces travaux qui traitent de la relation entre l'espace domestique et les personnes qui l'habitent. Particulièrement heuristique dans le cadre de cette recherche le « chez-soi » permet de souligner les efforts à fournir pour créer un espace à soi intime et protecteur dans une situation de vulnérabilité résidentielle. Pour Pascale Pichon et Élodie Jouve (2015, 48) on est chez-soi quelque part, à condition que les « quatre A » coexistent : « l'aménagement, l'appropriation, l'attachement et l'ancrage ». Pour les femmes en bidonville, en hôtel et en village d'insertion « les quatre A » sont au

---

<sup>1</sup> Les trajectoires résidentielles désignent les « positions résidentielles successivement occupées par les individus et la manière dont s'enchaînent et se redéfinissent au fil des existences ces positions (Authier et al. 2010, 4) » Voir aussi (Lelévrier 2014; Segaud, Bonvalet, et Brun 1998).

centre des activités domestiques mais font rarement l'objet d'une réalisation pleine et entière.

De plus, les autrices précisent que la construction du chez-soi ne peut se penser qu'en relation avec l'extérieur. C'est pourquoi les mobilités sont si pertinentes pour comprendre le droit à la ville des femmes racisées comme roms.

Lorsque le chez soi n'est qu'une visée lointaine, l'urbanité se dérobe face aux épreuves du prendre soin de soi. Car le chez-soi ne recouvre pas seulement le logement, encore moins l'hébergement, mais l'entrelacement du dedans et du dehors, des temporalités, du soi et des autres, tout comme le *care* se joue dans cette collaboration entre l'aidant et l'aidé, au-delà, et parfois entre les mailles des dispositifs sanitaires et sociaux (Jouve et Pichon 2015, 55).

Les perspectives féministes du *care*<sup>2</sup> invitent à observer le monde social en fonction de l'inégale répartition des activités du *care*. Appliquées à notre objet, voyons dans un premier temps comment le genre divise les rôles dans les activités matérielles de la construction du chez-soi (*homemaking*) et dans un deuxième temps comment l'appropriation s'opère dans différents espaces domestiques investis par les femmes au cours de leur trajectoire.

### **a) Construction et aménagement intérieur : une répartition genrée**

Les perspectives du *care* proposent de saisir ce qui relève à la fois d'une éthique et d'une activité quotidienne inégalement répartie dans la société mais indispensable à sa survie. Joanne Le Bars (2018, 3), qui a étudié les pratiques spatiales de femmes « sans-papiers » à Paris, indique qu'un chez-soi est « un espace physique approprié qui préserve de l'extérieur et sur lequel la résidente a une autorité ».

---

<sup>2</sup> Concept né en psychologie morale dans les années 1980 (Gilligan 1982), il fait également objet de travaux en philosophie politique Tronto (1993), puis en sociologie (Ehrenreich et Hochschild 2002; Glenn 1992; 2000) et en géographie (Yeoh, Huang, et Gonzalez 1999; Pratt 2012; Kofman 2008). Difficilement traduisible, il renvoie à plusieurs significations en français « soin », « sollicitude », « attention », « responsabilité, « souci des autres » ... chacune d'entre elles étant insuffisantes et partielles. En effet, le *care* possède plusieurs dimensions : éthique et morale, politique et professionnelle (Laugier, Paperman, et Molinier 2021). Le mot en langue anglaise étant plus riche que ses traductions françaises, je garderai sa forme originelle : *care*, même si cela revient à réduire le terme à un substantif, là où en langue anglaise, le terme renvoie au verbe « to care ».

Nous allons voir que les rôles dans la construction et l'aménagement des baraques en bidonville suivent une répartition clairement genrée : les hommes construisent et les femmes décoorent.

Comme on l'a vu, les bidonvilles sont des lieux de vie auto-construits à partir de matériaux de récupération. Les auto-constructeurs sont des hommes mais ce ne sont pas toujours les hommes du ménage pour lequel la baraque est construite. Paul, par exemple, construit un abri pour son frère et sa famille. Quand Florin et Denisa quitte le bidonville du Lac où Florin avait construit une extension à partir de la baraque de sa mère, il et elle en achètent une dans le bidonville de Maria, la mère de Denisa. Mécontent du manque de lumière de cette construction, Florin déclare que la prochaine fois, il construira une baraque avec fenêtre.

Ici des portes, là des morceaux de meubles. Tout élément pouvant participer à l'édification de l'abri est utilisé. La charpente est constituée de branchages trouvés sur place dont le faitage se situe à 2,2 mètres du sol environ (c'est-à-dire à la hauteur d'un adulte sur une chaise). Elle est très généralement recouverte d'une bâche tissée en plastique bleu, percée d'un tuyau de poêle. L'emplacement des fenêtres fait l'objet d'un traitement singulier. Tantôt posée dans la hauteur du mur, tantôt posée dans la largeur, la fenêtre constitue le lien entre l'intérieur et l'extérieur. Elle laisse passer la lumière et les regards. L'avantage de l'auto-construction est sa plasticité. Les habitant·es sont à même d'adapter l'architecture de leur lieu de vie à leurs besoins et au climat. À l'été, des auvents et des cuisines extérieurs s'élèvent. À l'hiver, des portes et des rideaux se dressent. L'arrivée d'un nouveau meuble, d'un frigidaire ou d'un membre de la famille déclenchent aussitôt de petits aménagements qui facilitent l'usage du lieu. Les baraques, à l'image du bidonville, sont en constante évolution. Il m'est d'ailleurs arrivée de ne pas reconnaître à première vue des endroits que j'avais pourtant pratiqué souvent. Ces modifications récurrentes sont associées à la mobilité des personnes qui partent en Roumanie, changent de bidonville, décohabitent ou trouvent un hébergement.

Chez Denisa, j'assiste à un aménagement intérieur express. Marta, sa belle-mère, accompagnée de sa voisine, s'introduit chez elle pour lui demander son canapé. Marta est une personnalité influente et respectée au bidonville. Elle a un fort caractère et elles sont parfois toutes les deux en conflit. Elle est connue pour ses moqueries et son attitude extravertie. Elle m'impressionne un peu.

La petite dort. La voisine entre. Elle est jeune et rit beaucoup. Puis la belle-mère de Denisa entre. Elle s'assoit à côté de moi. Elle parle vite et fort. Je ne comprends que quelques mots « grand, petit ». Denisa rigole. Tout à coup, sans crier gare, Marta se redresse et soulève sa jupe devant tout le monde. Elle porte une culotte Snoopy. J'éclate de rire, effarée. Puis, je demande pourquoi elle veut le canapé. C'est la sœur de sa belle-mère qui veut le canapé pour faire un lit. Elle propose de l'échanger avec le sien qui est trop grand. J'assiste à une rotation rapide de meubles. Les hommes prennent le canapé-lit. Les femmes passent le balai puis modifient les tapis. Je les aide. « Vite, vite ! » disent-elles. Denisa veut se débarrasser du tapis vert car il est sale. Je l'aide à le sortir. Elle s'excuse : « Ah je te fais travailler ! » Je réponds que ça me fait plaisir de l'aider.

-Ah bon ? Alors un jour tu viendras m'aider ?

-Oui bien sûr ! je réponds.

On déplace le tapis noir à motifs géométriques mais il est fixé par des clous. La voisine s'en va. Denisa déclare :

-Chez moi c'est propre. Y'a des gens chez qui il y a de la nourriture par terre. C'est sale.

Puis les hommes arrivent avec le grand canapé. Il est sale. Denisa demande à Florin de passer le balai sur le canapé. Il manque un coussin, elle le remplace. Puis elle tend un drap sur le canapé. Je l'aide. Elle le tire pour ne pas qu'il y ait de plis.

Cette scène illustre la manière dont, en un tour de main, l'aménagement peut changer. Les meubles et les objets circulent de la rue au bidonville puis de baraque en baraque. Cette activité vient interrompre le calme déroulement du quotidien. Marta en profite pour faire le pitre et attirer l'attention sur elle, transformant cette opération matérielle en un moment joyeux et léger. Cet extrait montre aussi la dimension collective de l'aménagement. En effet, pour construire et meubler, il est nécessaire de porter des éléments à plusieurs. L'aménagement fait par ailleurs apparaître les rapports de pouvoir entre femmes. Ici le transfert de canapé est une opération conduite par la belle-mère de Denisa au profit de sa sœur et au détriment de Denisa à qui l'échange est imposé. Cependant, cette dernière reprend les commandes de son espace domestique en ordonnant à son compagnon de nettoyer le canapé.

La plupart des observations que j'ai menées a eu lieu chez elle. Nos conversations, influencées par l'espace dans lequel elles ont lieu, portent notamment sur le travail domestique. Alors que moi-même je suis en couple hétérosexuel à l'époque, Denisa me pose des questions sur la répartition des tâches ménagères.

Elle me demande si mon mari fait la vaisselle et s'il fait à manger. Je dis qu'on partage mais que c'est plus souvent lui qui fait à manger. Elle me dit qu'ici c'est beau, c'est propre et c'est grâce à elle<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Carnet de terrain, 4 septembre 2017.

Bien que la charge du travail domestique lui incombe, Denisa retire de l'orgueil et de la fierté de vivre dans un espace propre et bien rangé. Elle est fière de l'espace qu'elle a aménagé et aime recevoir. Pendant sa grossesse et durant les premiers mois de sa fille, ses déplacements sont limités et elle sort peu du bidonville. Face à son immobilité subie, elle s'agite et range tout ce qui n'est pas à sa place.

- J'aime que ce soit beau chez moi, déclare-t-elle.

Elle dispose des peluches sur le canapé. Elle range l'espace télé.

- Moi je suis maniaque, mais j'ai un problème, je range et après j'oublie où<sup>4</sup> !

Deux ans plus tard, nos liens se sont distendus car elle se rend régulièrement en Roumanie pour rendre visite à sa fille qu'elle a confiée à la grand-mère de Florin. Nous nous voyons peu mais je l'appelle de temps en temps. Un jour elle est en déplacement dans la ville. Je l'entends acheter des cigarettes et lui fais remarquer qu'elle est toujours de sortie quand je l'appelle.

- Tu as vu hein, quand j'étais enceinte je ne sortais pas ! Maintenant j'en profite<sup>5</sup> !

L'enquête menée sur le temps long permet de nuancer le rapport à la domesticité de Denisa. Si elle valorise un temps son investissement dans la décoration et le rangement, elle souligne à un moment où elle jouit de plus de liberté du plaisir qu'elle a à sortir.

Ces observations montrent que les femmes ont une certaine autorité sur leur lieu de vie. Cela passe par la maîtrise de l'aménagement et de la propreté aussi bien que des visites qui s'y déroulent. Cependant, la vulnérabilité résidentielle caractérisée par les évacuations incessantes et la précarité énergétique constituent un obstacle à la construction d'un « lieu relativement stable, à soi marqué par l'habitude et l'ancrage (Le Bars 2018, 3) ».

## **b) Ce que l'aménagement intérieur révèle de la vulnérabilité résidentielle**

De nombreuses recherches, détaillent comment les personnes s'approprient les lieux en soignant l'intérieur malgré la précarité et l'exiguïté des lieux de vie : les tentes et cabanes du bois de Vincennes (Lion 2014), la cellule de prison (Bony 2015), le camp de réfugiés (Bulle 2009), l'habitat mobile et léger (Cousin et al. 2016) ou le squat (Le Bars 2017; Bouillon 2009;

---

<sup>4</sup> Carnet de terrain, 4 septembre 2017.

<sup>5</sup> Carnet de terrain, 23 février 2019.

Pattaroni 2009). Cependant, le prisme du genre et de la race est rarement celui qui est adopté pour étudier les pratiques domestiques.

Gaspard Lion a mené un travail sur « l'habiter précaire » de sans-abri français et célibataires. Il affirme que l'appropriation des lieux passe notamment par le soin accordé à l'aménagement intérieur.

Les pratiques et aspirations qui sont liées [au chez-soi] (choisir son lieu de résidence, aménager son espace intérieur, le décorer, se l'approprier, instaurer des habitudes spatiales, etc.) relèvent d'un même horizon, la quête d'un mieux-être qui nous paraît constitutif de l'habiter (Lion 2014, 961).

Selon lui, l'aménagement intérieur comme les habitudes spatiales fait partie des activités qui permettent de construire un espace où l'on se sent bien, même en situation de vulnérabilité résidentielle comme c'est le cas des femmes de l'enquête. Voyons comment, en tant que mère de famille, dans l'obligation de quitter leur lieu de vie régulièrement, elles investissent cette pratique domestique.

Expulsées des bidonvilles, hébergées temporairement en hôtel social, sélectionnées dans des projets d'insertion à durée limitée, de passage dans leur village d'origine, les femmes, en changeant de domicile, doivent s'adapter à de nouveaux espaces domestiques. Cette instabilité est le propre de la vulnérabilité résidentielle : une situation où la position résidentielle est « fragilis[e], insatisfaisant[e] ou menac[e] » (Bouillon et al. 2019, 12).

Parmi les espaces domestiques de leur trajectoire résidentielle, figure la chambre d'hôtel considérée par la philosophe Iris Marion Young (2005, 134) comme le comble de l'impersonnel.

A hotel room has all the comforts one needs—heat, hot water, a comfortable bed, food and drink a phone call away. Why, then, does one not feel at home in a hotel room? Because there is nothing of one's self, one's life habits and history, that one sees displayed around the room.

Dans mon enquête, l'hôtel est en effet difficilement approprié. Cela est dû au peu d'affaires que les personnes peuvent transporter avec elles et à l'incertitude de la durée de l'hébergement. En effet, l'investissement dans la décoration est souvent lié à la temporalité de la résidence dans les lieux. Dans les appartements où je me suis rendue autour de Laginsy et à Chamfort-les-Mines, les salons débordaient d'objets de décoration. Les meubles en bois sculpté servent de présentoir à de multiples services en porcelaine, vases, bibelots, napperons et bouquets de fleurs en plastique. Simona me raconte qu'elle se procure des tapisseries et des bibelots dans des magasins d'occasion pour quelques euros seulement. Ayant vécu les évacuations surprises à cinq heures du matin où il fallait partir en quelques minutes en emportant ce qu'il était possible de porter en plus des enfants endormis dans les

bras, la perspective de pouvoir demeurer quelque part sans en être délogé modifie le rapport au chez-soi. On peut lire dans l'abondance d'objets décoratifs l'assurance de ne plus être expulsé et la sensation d'avoir trouvé un point d'ancrage stable. Comme le souligne Norah Benarrosh-Orsoni (2015, 92), « la construction du chez-soi s'appuie en effet largement sur des objets significatifs qui dotent les lieux de vie d'une dimension affective. » En bidonville ou en caravane, tapisser les murs de tissus, changer les meubles de place, disposer des bibelots et installer des peluches sur les lits sont des manières « d'aménager la précarité » et de rendre l'espace familial (Benarrosh-Orsoni 2009; Véniat 2018).

En revanche en bidonville, quand une menace d'expulsion pèse à peine la baraque construite ou si la certitude de ne pouvoir rester plus d'un mois fait défaut, l'intérieur est dépourvu de toute décoration, les bâches des murs et des plafonds à nu.

L'investissement dans la décoration indique ce faisant la temporalité de la résidence dans les lieux. En bidonville, quand une menace d'expulsion plane à peine la baraque construite ou si la certitude de ne pouvoir rester plus d'un mois fait défaut, l'intérieur est dépourvu de toute décoration, les murs et les plafonds sont à nu. À Beaulieu, les baraques que Maria occupe ne sont pas toutes investies de la même manière. Dans les bidonvilles Petit 1 et Petit 2, qui ont été évacués peu de temps après leur construction, elle n'a pas le temps d'aménager son espace. En revanche, au bidonville des Bâches Noires où elle reste plus d'un an, elle traite distinctivement plusieurs parties de la baraque en fonction de leur usage : un coin vaisselle à l'entrée se résumant à une bassine remplie de vaisselle sale, un coin beauté constitué d'un meuble haut à tiroir sur lequel est posé un miroir et des cosmétiques, un coin vêtements et un coin salon composé d'un canapé, d'une table basse et d'un fauteuil. Quand elle emménage au bidonville du Fossé puis au bidonville de l'Autoroute, les baraques sont plus grandes et plus encombrées. Maria commence une activité de vente de cigarettes, de boissons et de friandises chez elle. Son espace domestique devient un espace d'activité économique et de sociabilité favorisant ainsi la discussion et la convivialité. En outre, l'espace intérieur est encombré par des objets que son compagnon vend aux puces. Grâce à sa voiture, il peut récupérer des objets d'occasion et les transporter jusqu'aux lieux de vente en région parisienne. Au fur et à mesure, la baraque de Maria se remplit de services en porcelaine, de petits meubles ornements et de couverts ciselés.

La fille de Maria, Denisa habite en général dans de petites baraques car cela permet d'avoir rapidement une température agréable l'hiver. Elle prend soin de l'intérieur et passe du temps à ranger et décorer. Par exemple, en décembre une guirlande électrique rappelle les lumières de Noël. Le lit est toujours recouvert de couvertures fleuries et de peluches en tous genres. Le cadre portant les mots « Las Vegas » et qui abrite une photo d'elle et Florin trône sur le meuble de chevet de chaque baraque où elle a habité.

Dans les baraques du bidonville qu'Izabela et Ionuți occupent, la décoration est peu soignée mais la situation évolue à partir de septembre 2017. Suite à l'évacuation du bidonville du Parking 1, le couple et leurs six enfants sont hébergés dans deux chambres d'hôtel de 25 m<sup>2</sup> chacune. Des photos et des images de magazine sont affichées aux murs et aux portes des placards. Dans la chambre du 4<sup>e</sup> étage, Mina transforme la petite table de la salle à manger en table de restaurant en y installant une nappe et un bouquet de fleurs en plastique. Les meubles et le volume des pièces à vivre conduisent la famille à emprunter d'autres pratiques d'aménagement intérieur. L'affichage de photos devient tout simplement possible dans un logement « en dur », là où en bidonville les murs sont faits de bâches et de tentures.

À Mériville, l'association en charge du projet d'insertion remplace les caravanes exigües par des chalets en bois. Sorina a ainsi plus de place pour aménager l'intérieur à son goût. Vivre à cinq en caravane impliquait une rotation des espaces et un déplacement continu des objets. L'espace intérieur était sans cesse occupé par le linge qui, malgré le chauffage roulant, peinait à sécher tant l'humidité était forte. Une fois la caravane détruite et le chalet repeint, Sorina accroche aux grandes fenêtres les rideaux qu'elle a achetés en Roumanie. La hauteur sous plafond autorise l'installation d'armoire en bois qu'elle récupère dans la rue le jour des encombrants et dont elle ne pouvait rien faire tant qu'elle habitait en caravane. Récupérer des objets dans la rue est cependant risqué. À Mériville, plusieurs familles ont été envahies par les punaises ravageant la peau des adultes comme des enfants.

Si l'association « 1 toit, 1 travail » a prévu de faire participer les habitant<sup>es</sup> à la peinture des murs intérieurs, elle n'a rien envisagé pour l'extérieur. Cependant, le voisin et la voisine de Sorina personnalise leur façade en peignant des motifs décoratifs colorés sur les panneaux de bois. En bidonville également, les murs portent la marque des habitant<sup>es</sup>. Les enfants y déposent leur nom à la bombe aérosol.

Voyons maintenant une condition centrale de la réalisation du chez-soi : être en mesure d'accueillir ses proches.

## **2. Prendre soin de soi et prendre soin des siens**

Comme je l'ai expliqué, les personnes en bidonville, en hôtel ou en village d'insertion, tentent de faire de leur lieu de vie un espace chaleureux. L'investissement dans l'aménagement intérieur s'explique en vue d'accueillir et de recevoir des invité<sup>s</sup> (voisins, amis, membres de la famille, bénévoles, travailleuse du service social, enquêtrice). Les intérieurs sont généreusement fournis en tapisseries, bibelots, tentures, peluches. Cependant, l'accès à certains espaces domestiques est contrôlé et les entrées sont filtrées.



## a) Des conditions pour accueillir ses proches inégales en fonction des espace domestiques

Les espaces domestiques des femmes sont soumis à de fortes contraintes extérieures. Ils sont construits par les hommes, évacués par les pouvoirs publics et attribués par les services sociaux. Par conséquent, elles doivent ajuster leurs pratiques à chaque déménagement et appliquer des conditions d'hospitalité qu'elles ne choisissent pas toujours.

En fonction du lieu de vie, recevoir des visites n'est pas toujours possible. Le bidonville étant un lieu de vie autogéré, il n'y a pas de restriction règlementaire contrairement au village d'insertion et à hôtel.

Le bidonville est un lieu qui permet l'hébergement pour la famille éloignée. Une sœur qui se rend de l'Allemagne vers l'Angleterre. Une autre qui se rend du Portugal à Lyon. Un voisin qui travaille en Espagne et va voir sa famille en Roumanie etc. Il est arrivé qu'à moi aussi l'on propose un hébergement. Quand la nuit tombait, les femmes s'inquiétaient pour mon trajet retour. En effet, en venant les voir, je prenais, comme elles, le risque d'être agressée en traversant la forêt. Un soir de février 2018, je reste discuter avec Denisa un peu tard dans sa baraque. Quand elle se rend compte que la nuit est tombée, elle panique et s'écrit « Emma ! Il fait nuit ! Tu peux dormir ici si tu veux ! ».

Les villages d'insertion, comme la plupart des « aires d'accueil de gens du voyage », sont, à l'inverse des bidonvilles, gardiennés et clôturés par une barrière pour réguler les entrées et sorties (Acker 2021; Cossée et al. 2016; Legros 2010). À Laginsy, les associations à l'initiative du village d'insertion ont refusé le gardiennage voulu par les pouvoirs publics. Les habitant·es sont donc libres de recevoir des visites et les invités peuvent se garer sur les places de parking de l'aire aménagée. Cette pratique s'est prolongée une fois le relogement en appartement réalisé. Lors des entretiens, j'ai assisté au passage de membres de la famille venus rendre visite à leurs proches.

Je développerai ici le cas de l'hôtel et de la maison en Roumanie car leurs qualités opposées permettent de saisir l'inégale possibilité d'accueillir et donc de prendre soin des relations avec les proches.

À l'hôtel de Chailly-les-Roses, un panneau signale que les visites sont interdites. L'accès est contrôlé. Cependant, en mettant en avant mon statut d'universitaire auprès de l'agent d'accueil, je parviens à entrer ce qui étonne Mina la première fois que je lui rends visite :

« Emma !! Comment as-tu fait pour passer<sup>6</sup>?! » Si l'agent d'accueil m'octroie le droit d'effectuer une visite, ce n'est pas le cas de la grand-mère de Mina. L'interdiction des visites vise justement à empêcher l'hébergement de personnes qui n'ont pas été sélectionnées par le Samu social. Alors qu'au bidonville, les membres de la famille peuvent se rendre visite et rester dormir si le repas s'éternise, en hôtel, les rencontres doivent se dérouler en extérieur. Cependant, les hébergé.es usent de tactiques pour passer outre. Se transmettre des cartes d'accès, passer à travers les barreaux des chambres du rez-de-chaussée ou se baisser et marcher suffisamment recroquevillé pour passer sous le guichet de l'accueil sans attirer l'attention. La grand-mère de Mina qui, usée par la vie, peine à se déplacer ne peut ni se baisser pour échapper au regard du réceptionniste ni passer à travers les barreaux de la chambre. Elle est contrainte de voir son fils et ses petits-enfants sur la dalle de l'hôtel et dans l'espace public.

Contrairement à la famille de Mina, Domenica a pu être hébergée avec sa mère. Après l'évacuation du bidonville du Parking 1, elle obtient une chambre dans un hôtel situé à 1h30 de Beaulieu. Alors que l'hôtel de la famille de Mina se situe à Chailly-les-Roses dans le secteur de Beaulieu, l'hôtel de Domenica se situe des dizaines de kilomètres plus loin : à Outry. Un samedi, je lui rends visite en fin d'après-midi. Elle m'attend à la gare. Elle est accompagnée de Livia âgée de 20 ans que j'ai déjà rencontrée sur le bidonville du Parking 1 et qui vit maintenant dans un autre bidonville. Nous faisons le trajet ensemble jusqu'à l'hôtel. Nous longeons les rails, puis nous traversons la zone d'aménagement concerté et le parking du Quick. Derrière le Buffalo Grill, se trouve l'hôtel Ibis. Je repère une caméra fixée à la façade. Domenica m'informe que les visites sont interdites la semaine mais possibles le week-end. À l'intérieur, sa mère nous accueille. Je m'installe sur une chaise à côté du frigidaire. Elle me sert un café. Domenica me parle de son séjour en Italie où sa sœur est morte le mois dernier. Elle s'y est rendue pour rapatrier le corps en Roumanie.

-L'Italie c'était pas bien, on a dormi dans un parking, on n'avait pas d'argent... me dit-elle.

Sa sœur avait un boulot pas déclaré : elle faisait le ménage. Elle vivait dans une petite maison, un squat.

-Elle a eu un problème au cœur, elle était stressée par le travail, fumait, buvait du café... Elle est rentrée chez elle et dans la cuisine... c'était le cœur...

-Elle a fait une crise cardiaque ?

-Exact.

Sa fille parle un peu. Sa mère me sert un café.

Tout à coup, on frappe. C'est un homme. Il nous réprimande.

---

<sup>6</sup> Carnet de terrain, 6 octobre 2017.

-Ça va pas ça madame. Ils ont vu que vous êtes entrées à trois dans la chambre. Ils m'ont demandé de voir. Vous entrez et après, on ne sait pas ce qu'il se passe.

-Rien, elle reste 10 minutes, c'est une amie ! explique Domenica.

-Oui monsieur, je suis passée prendre des nouvelles car ça fait longtemps que je ne l'ai pas vue mais ne vous inquiétez pas, je ne vais pas dormir ici, j'ai mon appartement à Paris, je vais rentrer chez moi ! je réponds.

Une fois qu'il s'en va, je demande à Domenica :

-C'est qui ? Le directeur ?

-Non, il fait le ménage, répond-elle.

On se remet à discuter sans y prêter plus attention (...) La porte frappe à nouveau. Livia va se cacher dans la pièce au fond à gauche (je crois que c'est une salle d'eau). C'est encore le monsieur.

-Là ça va pas du tout ! La directrice va venir lundi et va venir discuter avec vous. Elle voudra regarder les caméras. C'est pas possible, on vous a vu arriver à trois, vous avancez et faire demi-tour et entrer. On fait quoi ? Il s'agit d'un règlement de compte ou quoi ? On avait dit dix minutes et voilà... ça va pas. En plus, c'est pas la 1<sup>e</sup> fois, c'est pas la 2<sup>e</sup>, c'est pas la 3<sup>e</sup>... y a eu des problèmes déjà : des visites, les enfants qui sont seuls dans la chambre...

-Non mais monsieur, on fait rien de mal, on discute, je vais rentrer chez moi... y a pas de souci ! je réponds.

-Les visites c'est le dimanche, elle le sait très bien la dame ! Si vous venez le dimanche, vous pouvez venir une heure, deux heures, comme vous voulez !

Il ferme la porte.

- *Ce a zis<sup>7</sup>* ? demande Domenica.

J'essaye de traduire.

-Il veut me mettre dehors ?

-Non mais la directrice va venir lundi, je réponds embêtée<sup>8</sup>.

Inquiète, j'appelle quelques jours plus tard Domenica pour connaître les conséquences de ma visite. La directrice ne l'a finalement pas sanctionnée. Elle ne lui en a d'ailleurs même pas parlé. Le décalage entre les menaces proférées par le gardien et l'inaction de la directrice interroge. Pourquoi s'est-il attaché à nous interpeler deux fois dans la soirée ? Pourquoi nous a-t-il menacé de dénonciation à sa hiérarchie en évoquant le visionnage des caméras de surveillance ? Son comportement disproportionné révèle la volonté de contrôler les relations sociales des personnes hébergées à l'hôtel, en l'occurrence, des femmes. Alors que nous ne causons aucun trouble au fonctionnement de l'hébergement, le gardien y voit une infraction aux règles. Cette interruption constitue un rappel à l'ordre et perturbe la construction de notre relation déjà malmenée par la dernière évacuation vécue par Domenica. Cette intrusion masculine dans l'espace domestique féminin exprime le rapport de pouvoir que le responsable de l'hébergement exerce sur l'espace de vie des femmes.

---

<sup>7</sup> « Qu'est-ce qu'il a dit ? » Ma traduction du roumain.

<sup>8</sup> Carnet de terrain, 9 mars 2019. Traduit du roumain par mes soins.

Une autre scène ethnographique illustre la place que l'espace domestique occupe dans la sociabilité des femmes et dans la construction de liens entre elles. Dans le cas de Marina, il s'agit de la maison de famille en Roumanie. En juillet 2019, elle m'invite à passer une semaine à Pârvarele, le village où elle a grandi. À cette époque Marina n'a pas de maison à elle. Elle passe l'été chez sa sœur qui vient d'acquérir la maison voisine de celle de ses parents. Durant cette semaine, je me joins à Marina, ses sœurs et sa mère dans la réalisation des activités domestiques qui animent la maison. Leurs maris les rejoignant en août, nous sommes en permanence entre femmes. La maison est constituée d'une pièce principale et d'une cuisine. La pièce principale est polyvalente. On y prend les repas, on y dort, on se prépare. On joue avec les enfants, on regarde la TV. Outre les discussions portant sur les repas, le corps est au centre des conversations et des activités. Au fil de la semaine, la proximité déjoue la pudeur qui m'habite d'ordinaire et, par souci de bienséance, je m'adapte à leurs habitudes et réalise les activités quotidiennes comme elles dans la pièce unique : se déshabiller, dormir dans le même lit, choisir des vêtements, se maquiller, se laver les pieds. Nous naviguons entre l'intérieur de la maison, la cour, la maison de leurs parents et la ville où nous réalisons des courses quasiment quotidiennement.

Un après-midi, après avoir fait la sieste, nous nous rendons, Marina et moi, chez sa mère à 50 mètres de la maison.

En s'approchant de la maison, on entend crier. Je m'inquiète. Je regarde Marina. Elle accélère le pas. On arrive. Sa mère et ses sœurs sont toutes assises dans la cour sur des couvertures à l'ombre. Elles s'invectivent les unes les autres en fumant. Elles crient et se coupent la parole. Je me demande bien ce qui se passe. Elles parlent en romanès. Je ne comprends pas un mot. Marina les observe et entre rapidement dans la conversation sans me tenir informée de ce qui est en jeu. Je regarde César en montrant que je ne comprends rien. Il ne semble pas comprendre tellement non plus mais la scène n'a pas l'air de l'interpeler outre mesure. Puis, c'est au tour de la mère de Marina. Elle se met à s'exclamer en agitant les bras. Elle parle tellement vite et fort qu'elle peine à reprendre son souffle et sa voix s'interrompt. Elle recommence de plus belle avec une telle intensité que les larmes lui montent aux yeux. Je suis hyper mal à l'aise. Je m'assois sur un tabouret laissé libre. Après la tirade de la mère c'est aux filles d'enchaîner sur le même registre. Au bout d'un moment, je réalise qu'un smartphone est posé sur les couvertures et que leurs exclamations lui est destiné. Mioara se saisit tout à coup de son téléphone et touche l'écran pour raccrocher. Un moment de silence. Tout le monde reprend son souffle et... les visages se détendent. Premier sourire de Cristina. Marina acquiesce. La mère sur un tout autre registre s'adresse cette fois-ci à ses filles en les regardant dans les yeux et non dans le vague en battant l'air de ses bras comme elle vient de le faire. Le téléphone sonne à nouveau. Mioara décroche et répond si vite que je n'ai pas le temps d'entendre la voix de la personne au bout du fil. Elle reprend sur un ton tout aussi vif, puis c'est au tour de Cristina, puis à celui de Marina. Subitement, elle raccroche. Un bref moment de silence et la mère sourit avec satisfaction en hochant la tête. Cristina lui répond avec le même geste. Les autres regardent le tapis et fument en réfléchissant. Charles, le fils de Mioara dort paisiblement sur un coussin<sup>9</sup>.

Marina m'explique plus tard que la personne après laquelle elles vocifèrent au téléphone est l'ex-mari de Mioara. Parti avec une autre femme sans donner de nouvelles pendant un an, il veut maintenant récupérer la garde de son fils. Face à la menace de perdre la garde d'un enfant, les femmes s'unissent et vilipendent à distance l'homme laissé sans voix. Cette scène illustre la force de l'union féminine. Seule dans l'interaction, Mioara n'aurait pas été aussi convaincante. Entourée de ses sœurs, de sa mère et de sa voisine, elle est soutenue et sa voix est décuplée. L'après-midi de discussion informelle tourne à la réunion de crise et à l'action collective. Le soutien dont bénéficie Mioara ce jour-là repose en partie sur le fait que la maison familiale réunisse toutes les sœurs au même moment. En effet, durant l'année, elles habitent toutes dans un pays différent : Cristina en Angleterre, Mioara en Allemagne et Marina en France. Avec l'argent de la migration, Cristina a pu acheter la maison voisine de celle de ses parents et, d'une certaine manière, étendre le périmètre de la maison familiale.

---

<sup>9</sup> Carnet de terrain, 13 juillet 2019.



Figure 12 ANONYMISÉE Pârvarele - Juillet 2019 - Emma Peltier

En résumé, les conditions d'hospitalité dépendent du fonctionnement des lieux de vie. La maison familiale, comme la baraque en bidonville, permet l'accueil et l'hospitalité des proches, chose que la chambre d'hôtel ou le préfabriqué en village d'insertion empêche. Au bidonville, les femmes se reçoivent, discutent, se confient, se donnent des conseils...

Tous les lieux de vie ne permettent pas la même possibilité de déployer un chez-soi. Cependant, on va le voir, l'espace domestique constitue un des rares endroits où l'on peut prendre soin de soi. Nourrir et langer les enfants, soigner sa tenue, se laver, se maquiller, se coiffer sont autant d'activités qui prennent place dans l'espace domestique et ce, en dépit de la vulnérabilité résidentielle.

## b) Prendre soin de soi dans l'espace domestique

- Les tenues domestiques des femmes

Les baraques sont des lieux de grande sociabilité où l'on ne reste isolé que peu de temps et où les visites sont la plupart du temps imprévues. Dans un souci de présentation de soi et de respectabilité, les vêtements font l'objet d'une attention particulière.

Lors de mes visites en bidonville ou en hôtel, il m'arrivait d'être surprise par l'allure physique de mes enquêtées : maquillage, vêtements, coiffure. Alors que je venais habillée de manière banale et équipée de chaussures adaptées aux sentiers, chargée de vêtements, de nourriture ou de livres à donner, je trouvais parfois mes enquêtées parées de talons, maquillage et vernis à ongles. Un jour, en rendant visite à Denisa et Maria, je découvre, au bidonville des Bâches Noires, une fête improvisée.

Quand j'arrive, je tombe sur Albița pour qui j'ai apporté la revue : *Le vilain petit canard*. Elle le prend et m'amène chez Maria. Denisa discute devant chez Maria avec d'autres femmes. Elle porte un gilet fin et une robe moulante qui fait ressortir son ventre arrondi par la grossesse. Elle a les cheveux tirés. Elle est très élégante. Je m'exclame :

-Wouah ! Qu'est-ce que vous avez toutes ? Vous sortez ?

-Bah non, quoi ?

-Bah, vous êtes belles c'est tout !

-« Belles » ?? me répond-elle étonnée.

Elles sont toutes maquillées, créoles en or, talons noirs, robes moulantes et couleurs assorties.

Maria est un peu ivre. Elle demande à Denisa de sortir un siège pour moi. Denisa me propose de mettre mon sac dedans. Elle le cache sous des vêtements et des couvertures. Elle en profite pour tendre le tissu qui recouvre le canapé.

Maria demande à Florin situé à quelques mètres de mettre de la musique. Florin fait semblant de ne pas comprendre, se retourne et s'adresse aux arbres derrière lui : « Eh toi là-bas ! Mets de la musique » C'est drôle. Maria me propose une bière. Je suis contente.

Les filles dansent sur de la musique roumaine. Denisa chante. Elle me demande de danser. Je réponds que je ne sais pas faire. Elle se moque de moi. Maria est éblouissante dans son rôle de maîtresse maison. Frédéric, le voisin, la dévore des yeux. Quelques minutes plus tard, Mirela quitte l'assemblée et va chez elle. Sa fille et une autre enfant la suivent. Elles fouillent dans un sac plastique rempli de vêtements. Mirela cherche un soutien-gorge. Liliana trouve une robe moulante bustier qui imite un déguisement de père Noël. Mirela se change devant moi<sup>10</sup>.

Cet extrait montre la manière dont les femmes soignent leur apparence physique lors d'une fête spontanée. Résidant au fond des bois, n'ayant pas les moyens de payer une sortie en boîte de nuit ou la réservation d'une salle des fêtes, les habitant<sup>es</sup> du bidonville improvisent une fête où la musique et les tenues féminines occupent un rôle clé.

J'ai été témoin à une autre occasion de l'importance accordée aux vêtements. Il s'agit de l'anniversaire du fils de Maria, auquel j'ai été invité. « Je veux que Sebastian soit comme un Prince » m'avait-elle annoncée. Elle avait commenté la tenue que je portais ce jour-là et l'avait prise comme contre-exemple. « Tu t'habilleras bien hein ? Pas comme ça ! » Je portais alors un pantalon bleu électrique à pinces, des chaussures Camper et un pull noir.

L'invitation de Maria et le jugement qu'elle porte sur mon style me préoccupent car j'ai envie d'être à la hauteur et de ne pas la décevoir. Sa mise en garde influence mon rapport aux normes de genre. Ainsi, lorsque ma sœur me demande de m'accompagner à l'anniversaire, j'insiste pour qu'elle s'habille correctement sachant que sa garde-robe est principalement composée de jeans troués et de tee-shirts sales. De mon côté, après quelques jours de réflexion, j'opte pour des chaussures à talons, des collants noirs et une tunique assortie de la marque Kookaï, fluide à motifs géométriques.

---

<sup>10</sup>Carnet de terrain, 30 mars 2017.

Bien que la fête ait lieu dans l'espace domestique, Maria désire que l'événement sorte de l'ordinaire et que les invités soignent leur tenue. Pour cela, elle impose un *dress-code*. Elle s'approprie un usage qui est en vigueur dans certains espaces dont l'accès est limité afin de garantir une image de marque et de prestige.

L'éthique du *care* invite à dépasser le caractère *a priori* superficiel ou banal des pratiques quotidiennes pour y déceler les marges de manœuvre qui s'y logent malgré des conditions de vie structurées par des rapports de domination croisés.

- Entrer et sortir : les chaussures au seuil

Selon Pierre Bourdieu (1979, 197-256), le repli sur l'espace domestique des ouvrières et des paysannes implique « tout un rapport au corps, à la toilette et à la cosmétique » dont témoigne « une consommation particulièrement forte de pantoufles (1979, 197-256 note 20) ». Dans mon enquête, « introduire la tenue dans l'univers domestique », n'est pas un « souci » réservé aux seules classes dominantes. Au contraire, pour mes enquêtées, qui sont elles aussi d'origine paysanne mais qui disposent d'un capital économique certainement plus faible et irrégulier que les ménages français ouvriers et paysans enquêtés dans les années 1960, le repli sur l'espace domestique implique bien souvent, même en dehors des moments festifs, une attention particulière accordée à l'apparence, et ceci, des pieds à la tête.

Les baraques sont des lieux sombres, bas de plafond, humides et dépourvus d'isolation. Quand il fait mauvais temps, la boue les encercle. Afin de garder le lieu de vie propre, il est d'usage de retirer ses chaussures sur le seuil de la porte, chose que ne fait pas Florin, le compagnon de Denisa.

Un jour, je reste chez elle une heure ou deux. Nous parlons de la conjugalité et notamment de la relation de sa mère avec Emil, son nouveau compagnon. Depuis que je suis arrivée, deux ou trois personnes sont entrées intempestivement sans que Denisa ne fasse de remarques particulières. Quand Florin entre pour prendre quelque chose dans le meuble de la TV, Denisa l'interpelle en français :

- Monsieur est rentré avec ses petites chaussures !
- Oui, c'est moi qui fait le ménage ! Haha ! Répond-il.
- Ouais ouais... Bien sûr... dis-je sans me retenir<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup>Carnet de terrain, 4 septembre 2017.



Comme je le montre plus haut, et contrairement à ce qu'affirme Florin, le ménage et l'aménagement des baraques incombent principalement aux femmes et aux jeunes filles. Si Denisa ne se prive pas d'hospiller l'homme avec qui elle vit, les codes de l'hospitalité lui empêchent d'imposer à ses hôtes de quitter leurs chaussures. C'est aussi le cas de la grand-mère de Mina qui, au moment où je retire mes chaussures sur le seuil de la baraque, s'y oppose du fond de son lit. J'ai pourtant pataugé dans la boue sur 200 mètres, les pluies de février ayant noyé les sentiers.

Je vais au bidonville du Parking 1 vers 17h30. Toute la pente pour y accéder est recouverte de boue. Il n'y a plus d'herbe. Des planches sont empilées entre les joncs et les places de stationnement. Je prends aussi en photo des chaussures qui, comme ce matin, ont été déposées, salies par la boue du chemin (...) L'ancien chemin s'est démultiplié, il est constitué de plusieurs bras, menant tous au sentier forestier. Au bout du sentier : le bidonville. Il a encore grandi sur sa partie gauche. C'est impressionnant (...) J'arrive devant chez Mina. Je frappe à la porte et entre. « Ah Emma, j'avais hâte que tu viennes ! » Larisa enlève ses chaussures, je le fais aussi. « Non ! » dit une voix grave du fond du lit. C'est une vieille dame décoiffée qui vient apparemment de sortir de son sommeil. J'insiste car mes chaussures sont pleines de boue. Le lino est presque blanc<sup>12</sup>.

Dès que le temps le permet, les habitant·es sortent des baraques et profitent de l'extérieur. Les enfants jouent dans le bidonville qui prend des airs de square. Les hommes s'affairent dans des travaux de réparation. Les femmes font à manger et étendent des lessives. Entre deux activités, les adultes discutent sous un auvent construit à la hâte, sur un siège improvisé ou sur le seuil d'une baraque.

Quelques semaines plus tard, je retourne voir Denisa vers 14 heures. On reste à l'intérieur et on discute une trentaine de minutes. Elle me parle de ses accouchements précédents et des hommes avec qui elle a vécu en Belgique et en Italie avant de rencontrer Florin.

Denisa entend Florin arriver et me dit de me taire. Il doit se demander ce qu'on fait là. Il propose qu'on aille manger sous l'auvent. « On y va ? » dit-elle. Quand je remets mes chaussures elle me dit « Non c'est trop long ! Mets celles-ci, ça va plus vite ». Elle me tend des sandales. En effet, c'est plus rapide<sup>13</sup> !

La discussion intime qui vient de se dérouler, l'urgence à ne pas faire attendre les voisines pour le repas, la familiarité qui caractérise notre relation du fait de la durée de l'enquête, poussent Denisa à me prêter des chaussures. Ce geste d'hospitalité est marquant. Il témoigne de l'accueil de Denisa et de mon intégration au sein de son entourage.

---

<sup>12</sup>Carnet de terrain, 7 février 2019.

<sup>13</sup>Idem.

Les chaussures et les sandales sont intéressantes à analyser dans le cadre de la fabrication du chez soi. Le retrait des chaussures signale l'entrée dans l'espace domestique. Le port des sandales signale la circulation entre l'intérieur et l'extérieur. Ce sont des accessoires qui, dans un contexte de vulnérabilité résidentielle, sont adaptés aux aller et venue entre, d'un côté, l'intérieur sombre et exigü de la baraque et, de l'autre, l'extérieur lumineux et boueux du bidonville. En marquant la limite entre l'intérieur et l'extérieur, elles matérialisent le seuil et l'accueil dans l'espace domestique qui est aussi celui de l'intimité. Le seuil est, par l'intermédiaire des chaussures, le premier pas dans l'univers intime, et la première pierre de la fabrication du chez soi.

Les récits sur la construction du chez-soi ont révélé la manière dont les femmes s'approprient leur espace domestique. Le soin accordé à l'espace intérieur est réalisé en vue de rendre le lieu de vie agréable et chaleureux pour recevoir de la visite. Changer de canapé, tirer le couvre-lit pour faire disparaître un pli, balayer le sol, ranger les affaires dans un meuble sont autant de gestes anodins qui témoignent de l'envie de transformer un espace, aussi précaire soit-il, en un lieu de réunion et de discussion. Pour Iris Marion Young, la fabrication du chez-soi passe par l'arrangement des objets afin de faciliter les routines des corps dans l'espace, leur donner du sens et les préserver dans le temps.

Home and the practices of homemaking support personal and collective identity in a more fluid and material sense, and that recognizing this value entails also recognizing the creative value to the often unnoticed work that many women do (Young 2005, 154).

Ce faisant, la philosophe apporte une distinction éclairante entre *housework* (travail domestique) et *homemaking* (construction du chez-soi). Dans une critique croisée de Heidegger et de De Beauvoir, elle refuse la dévalorisation systématique des activités domestiques. Elle s'inscrit ainsi dans la même perspective que bell hooks (2004) qui affirme que, pour toutes personnes minorisées, « home » a un sens politique quand bien même il se situe dans les marges. Le chez-soi dans la mesure où il rend possible l'échange, la discussion et le partage est une modalité de la capacité d'agir. Sa portée n'est pas uniquement individuelle. Elle est collective. Comme l'affirme Élodie Jouve et Pascale Pichon (2015, 55), le chez-soi se construit toujours en lien avec l'extérieur. Il est vécu et appréhendé dans sa propension à accueillir l'autre et à aller vers l'autre.

Par conséquent, une recherche sur les mobilités quotidiennes doit prendre en compte les manières de s'approprier un espace domestique afin d'être en mesure de comprendre les contraintes et les possibilités qui s'offrent aux habitant·es au niveau résidentiel mais aussi de prendre la mesure de ce qui compte pour elle·ux comme nous y invite l'éthique du care, pensé

initialement par Carol Gilligan (1982) « comme une éthique de la vie ordinaire visant à préserver les formes de vie importantes pour les personnes (Ibos 2019, 198) ».

En résumé, la vulnérabilité résidentielle a des effets notables sur la construction du chez-soi et sur les mobilités quotidiennes. Elle parcellise les trajectoires résidentielles et multiplie les expériences de l'espace domestique qui prend ainsi plusieurs formes : baraque, caravane, chambre d'hôtel, préfabriqué, appartement.

Après avoir déplié les pratiques du *homemaking* (construction du chez-soi), pour reprendre la terminologie de Young, nous verrons dans cette section comment les caractéristiques respectives des différents espace domestiques influencent la réalisation du *housework* (travail domestique).

### 3. Le travail domestique à l'épreuve de la vulnérabilité résidentielle

Comme je le montre dans le chapitre précédent, l'action publique, loin de stabiliser les positions résidentielles, fait de la mobilité résidentielle l'ingrédient principal de sa politique puisque les projets d'insertion prévoient systématiquement une mobilité vers un logement temporaire avant l'accession à un logement stable. En dehors des projets d'insertion, les bidonvilles sont évacués et seuls les habitant·es considérées comme vulnérables par le Samu social sont hébergés. Les personnes qui ne sont pas sélectionnées dans les rares projets d'insertion qui existent ont donc trois horizons résidentiels : emménager de manière temporaire dans un hôtel social d'une ville inconnue, déménager dans un autre bidonville ou retourner en Roumanie. Que les femmes participent ou non à un programme d'insertion financé par la politique nationale de résorption des bidonvilles, elles sont amenées à changer de lieu de vie fréquemment et donc à reconstruire des habitudes liées à l'espace domestique.

Dès lors, comment se reconfigure le travail domestique ? De quelles manières la vulnérabilité résidentielle conditionne-t-elle le travail domestique ?

À partir de vignettes ethnographiques et de récits biographiques<sup>14</sup>, je propose dans cette section de croiser genre et vulnérabilité résidentielle afin de comprendre comment le travail domestique des femmes accaparent leur temps, leur mobilité et leur corps.

---

<sup>14</sup> Mes observations en logement ont été restreintes à la durée des entretiens réalisés au domicile des cinq enquêtées. Je n'ai donc pas pu saisir les modalités de la réalisation du travail domestique autant que j'ai pu le faire dans les bidonvilles où j'ai enquêté pendant plusieurs années

## a) En bidonville ou à la maison, le travail domestique capture le temps des femmes

Nettoyage, rangement, lessive, vaisselle, préparation des repas, éducation des enfants, constituent un travail dans la mesure où ces activités produisent de la valeur, nécessaire à la survie de la famille (Delphy 1998) et à la réalisation du travail productif. Il a la particularité de s'effectuer dans l'espace domestique où vivent les femmes qui le réalisent gratuitement. La division sexuelle du travail se matérialise par une division spatiale qui assigne l'espace domestique aux femmes. C'est le cas de Lenuța comme on va le voir dans un premier temps. Dans un second temps, on verra que d'autres femmes voient une partie de sa réalisation, en raison de la vulnérabilité résidentielle, se dérouler en dehors du périmètre consacré que les théoriciennes de la seconde vague du féminisme ont identifié.

- Assignation à l'espace domestique : « je ne suis jamais sortie pour prendre l'air »

Lenuța témoigne de l'omniprésence du travail domestique depuis son enfance. En France, elle n'a connu que la vie en bidonville ponctuée de quelques séjours rapides en hôtel social. Contrairement à son mari Rafael que je croise régulièrement sur le Green City Campus® et qui, à chaque fois, me demande mon numéro de téléphone, Lenuța a passé une grande partie de sa vie au sein de l'espace domestique. Un après-midi de 2019, elle me fait part de son propre regard sur sa trajectoire et me confie : « je n'ai jamais profité. Je ne suis jamais sortie pour prendre l'air et m'amuser avec des copines. Je me suis toujours occupée d'enfants<sup>15</sup> ».

Âgée de 19 ans, Lenuța souligne l'effet de l'assignation à l'espace domestique sur son accès à l'espace public. Sa socialisation urbaine a été limitée par le travail domestique. Contrairement à d'autres jeunes femmes pour qui les sorties en ville sont constitutives de ce moment particulier que représente l'adolescence (Oppenchaim 2013; Devaux et Oppenchaim 2017; Amsellem-Mainguy 2021), les pratiques spatiales de Lenuța, dont l'adolescence est marquée par la migration, la déscolarisation et la maternité, se restreignent à l'espace domestique.

---

<sup>15</sup> Carnet de terrain, 17 septembre 2019.

- La vulnérabilité résidentielle en bidonville rend le travail domestique mobile

L'absence d'eau courante, d'assainissement et d'électricité en continu font du bidonville le lieu le plus précaire. Pour tenir l'intérieur de la baraque propre et y réaliser le travail domestique, les femmes doivent palier à ce manque de services et de confort. Ainsi, elles doivent s'approvisionner en eau à des points d'eau collectifs situés à l'extérieur, en l'absence de frigidaire, elles font les courses quasi-quotidiennement et pour se chauffer, elles ramassent du bois de chauffage tous les jours car, en l'absence d'isolation thermique, le poêle à bois est un système de chauffage particulièrement énergivore. Autrement dit, le bidonville génère des mobilités que des logements standards ne nécessitent pas et qui renvoient à la définition du travail domestique mobile en tant que « l'ensemble des trajets qui découlent de la sphère domestique et des responsabilités de soin (Gilow 2019, 22) ». Le travail domestique en bidonville s'étend donc au-delà du seuil de la baraque. L'espace public devient d'une certaine manière une extension de l'espace domestique.

Cette particularité n'est pas partagée par les autres types d'espace domestique. Afin de comprendre comment le travail domestique dépend de la configuration de l'espace domestique, il a été nécessaire de mener des observations au fil de la mobilité résidentielle des enquêtées. C'est ce que j'ai pu réaliser auprès de Sorina d'abord dans sa caravane à Méreville, puis dans le chalet dans lequel elle a emménagé sur le même terrain et dans sa maison en Roumanie.

- La reconfiguration du travail domestique de Sorina au fur et à mesure de sa mobilité résidentielle

Comme la grande majorité des femmes, Sorina aussi dédie la plupart de son temps au travail domestique. Elle rejoint son mari en 2014 à Méreville sur un bidonville situé entre la mairie et le tramway parisien. Jusqu'en 2018, elle vit avec ses trois enfants dans une caravane prolongée par une cuisine d'appoint. Durant mes visites, Sorina est systématiquement occupée à faire la vaisselle, à préparer le repas ou à s'occuper d'un enfant.

Sorina est occupée.

- Je suis tout le temps en train de faire quelque chose.

Elle fait la vaisselle dans des cocottes qui lui servent d'évier. J'observe le rayon de soleil traverser le rideau blanc en dentelle industrielle<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Carnet de terrain, 27 mars 2017.

Sorina commence vaisselle. Elle a rangé la vaisselle sale dans le placard à cause des souris. Hier, elle n'a pas eu le temps de la faire et maintenant ça accroche. Elle met de la javel et beaucoup de produit vaisselle. Elle utilise des saladiers peu profond et met en place un système de rotation des objets propres et sales. La table est petite et elle empile les objets de manière astucieuse et habile pour éviter la casse.

Elle se plaint de la vaisselle car elle la fait depuis qu'elle est petite car c'est l'ainée [elle a grandi sans père]. Sa mère faisait une liste pour tous les enfants : animaux, cuisine, ménage... Ils et elles allaient à l'école la semaine et faisaient les tâches domestiques tôt le matin et le week-end<sup>17</sup>.

Ces activités constituent un support à la conversation. Elle me parle de l'aménagement de sa maison à Locul Șarpilor, de sa relation avec son mari et s'intéresse à la manière dont je vis.

Elle me demande si j'aime cuisiner. Je réponds que pas trop. J'aime pas passer la journée dans la cuisine. Je fais des choses simples et saines. Je n'aime pas les plats cuisinés.

-Moi aussi j'ai arrêté ! J'aime cuisiner mais je n'aime pas ranger ! Il faudrait que ce soit quelqu'un d'autre qui range ! Mais bon, c'est pas le cas, alors je continue comme ça...<sup>18</sup> !

En effet, Sorina effectue seule le travail domestique et ne le délègue à personne. Dans certaines familles, le travail domestique est confié à la belle-fille. Lorsqu'un des enfants garçon se marie, son épouse rejoint la maisonnée. La mère du marié se décharge du travail domestique sur la *borr*<sup>19</sup> ce qui génère souvent des tensions entre les deux femmes (Benarrosh-Orsoni 2015; Rosa 2017). C'est la situation à laquelle Denisa est confrontée à Beaulieu-les-Prés lorsqu'elle emménage chez son compagnon Florin qui vit avec sa mère, son beau-père et son demi-frère. Les tensions sont telles que Denisa, enceinte, quitte le bidonville du Lac avec Florin et s'installe dans le bidonville de sa mère Maria, situé dans la forêt<sup>20</sup>.

En France comme en Roumanie, Sorina n'a pas une minute à elle. En 2017, elle m'invite au mariage de sa fille aînée. Ayant prévu de séjourner chez elle une semaine, elle se réjouit de me faire connaître son monde loin des rats et du bidonville et me promet de faire « una passeggiata nel bosco<sup>21</sup> ». Elle déplore souvent le fait de vivre dans un lieu si exigü et insalubre alors que sa maison en Roumanie est « uno palazzo ! ». Elle est prise

---

<sup>17</sup> Carnet de terrain, 21 juin 2017.

<sup>18</sup> Dialogue traduit de l'italien par mes soins le jour de la rédaction du carnet de terrain. 15 juin 2017.

<sup>19</sup> Terme romanès.

<sup>20</sup> Voir Trajectoire de Denisa dans le livret.

<sup>21</sup> « Une promenade dans les bois ».

du matin au soir par les préparatifs du mariage et l'accueil de sa petite sœur qui lui demande de lui faire des biscuits et des points de couture afin d'ajuster sa tenue de soirée. À la fin du séjour, elle me présente ses excuses. Elle aurait aimé passer plus de temps avec moi et aller dans les bois mais elle est rattrapée par le quotidien : les enfants, la maison, les repas... Pour Sorina, les « vacances » en Roumanie n'allègent pas le travail domestique qu'elle fournit le reste de l'année en France.

En 2018, Sorina trouve du travail en alternance à deux pas de l'endroit où je vis à l'époque dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Nous nous réjouissons de cette proximité fortuite car depuis un an, l'enquête de terrain prenant fin, je ne me rends que très rarement à Méryville. Pourtant, mes propositions de repas le midi ou de café en fin d'après-midi trouvent lettres mortes. Ses sms répètent inlassablement qu'elle n'a ni le temps avant le travail car elle doit déposer les enfants à l'école ni après car elle doit aller les chercher.

Au bidonville, la réalisation du travail domestique est facilitée par l'arrivée des sanitaires collectifs et donc de l'eau courante. Avant l'installation du bloc sanitaire, les familles (principalement les femmes) ont deux possibilités pour s'approvisionner en eau. Parcourir plusieurs kilomètres pour atteindre une fontaine publique ou bien se brancher illégalement à une pompe à incendie. Dans le chapitre 3, Paul Germain, chef de projet à l'association « 1 toit, 1 travail » à Méryville décrit la technique, particulièrement contraignante l'hiver, que les femmes utilisent pour remplir les jerricanes. L'eau est indispensable à la quasi-totalité du travail domestique : préparation des repas, boissons, vaisselle, nettoyage, hygiène des enfants. La lessive est une tâche particulièrement consommatrice d'eau notamment en bidonville. En effet, plus qu'à l'hôtel ou en village d'insertion, les vêtements sont plus fréquemment salis par la boue ou la poussière. Avec l'arrivée de l'eau courante au bidonville, la réalisation de la lessive est particulièrement allégée. La machine à laver est placée dans la salle de bain commune située à quelques mètres du chalet de Sorina.

Sorina me propose de me montrer la machine à laver. Avant elle était dehors, maintenant elle est dans la salle de bain. Elle utilise un tuyau d'aspirateur qui rejoint le robinet à la machine et elle place le tuyau d'évacuation dans les toilettes. Elle fait la lessive la journée car la rallonge électrique traverse tout le terrain et l'arrivée des camions le soir risqueraient de l'abîmer. C'est la 3<sup>e</sup> lessive de la journée. Elle étend le linge à l'intérieur du chalet et près de la salle de bain<sup>22</sup>.

---

<sup>22</sup> Carnet de terrain, 4 octobre 2017.

Avec le branchement à l'eau courante, la réalisation de la lessive est plus aisée. Avant, il fallait vider le jerricane manuellement pile au moment du cycle de lavage de la machine. Cet extrait montre cependant que le travail domestique doit s'adapter au rythme du travail productif. Quand les hommes rentrent de la ferraille, les lessives s'arrêtent. Les femmes ne sont donc pas maîtresse de leur temps et doivent sans cesse s'adapter. Un nouvel espace domestique, l'arrivée de leur mari après une journée de travail bouleverse leur quotidien où aucune routine n'a le temps de se mettre en place.

Cette section complexifie le principe de seuil que les femmes mettent en place en ritualisant le retrait des chaussures avant de pénétrer dans l'espace domestique. La précarité des lieux rend leur travail domestique perméable avec l'extérieur. S'opère alors une extension du travail domestique en dehors de l'espace domestique.

## **b) Hors du bidonville : moins de travail domestique ?**

L'intervention de l'action publique si elle ne permet que très rarement d'accéder à une position résidentielle stable, permet toutefois aux bénéficiaires d'accéder à un peu plus de confort qu'en bidonville. En revanche, comme on l'a vu au début de ce chapitre au sujet de la difficile construction d'un chez-soi hospitalier et accueillant, l'hôtel et le village d'insertion contraignent les femmes dans la façon dont elles entendent réaliser le travail domestique.

- **Le village d'insertion**

La matérialité du village d'insertion se distingue du bidonville dans la mesure où les habitant·es ont accès à l'eau et à l'électricité. Le terrain du village d'insertion de Laginsy est aménagé « en modulaires ». Les familles qui ont été sélectionnées pour participer au parcours d'insertion sont d'abord hébergées à l'hôtel puis emménagent dans des préfabriqués de tailles différentes en fonction de la composition du foyer. Les sanitaires sont collectifs et genrés. Les cuisines également sont partagées et disposent de plusieurs feux et de plusieurs éviers. Du bidonville à Vil'laginsy en passant par l'hôtel social, les familles doivent s'adapter à des espaces domestiques différents. Une cuisine familiale et rudimentaire en bidonville, une cuisine sous-dimensionnée et partagée avec des inconnues en hôtel, une cuisine partagée avec des familles originaires du même village et occupant les mêmes bidonvilles depuis plusieurs années au village d'insertion. Pour Dana, Simona et Nadia qui viennent du même quartier en Roumanie, le village d'insertion est une étape contraignante. En effet, le fait d'être privé d'une partie de l'espace domestique et de devoir cuisiner au vu et su de toustes est mal vécu. La situation s'arrange quand un roulement d'occupation de la



cuisine est adopté. Pour Ionela en revanche, qui ne vient pas du même bidonville et pas du même quartier, le passage au village d'insertion est un mauvais souvenir car elle n'entretient pas de bon rapport avec ses voisines. Elle doit prendre son mal en patience se répétant que le village d'insertion est le passage obligé pour accéder à un logement pérenne et stabilier enfin sa position résidentielle.

- Les hôtels : un espace domestique sans cuisine

Les hôtels sont de toute évidence plus confortables que les bidonvilles. L'eau et l'électricité sont gratuites et illimitées. En outre, ils sont chauffés et connectés au réseau d'assainissement. Si au petit matin, une envie pressante se fait sentir, il suffit de pousser la porte de la salle de bain pour se soulager et regagner son lit pour finir sa nuit. Inutile de réveiller toute la famille en cherchant ses chaussures, son manteau et son bonnet dans la pénombre de la baraque puis, une fois dehors, de chercher un recoin non souillé par les passages précédents, à l'abri des regards et à l'écart des chemins. De plus, si un enfant réclame à manger ou à boire, on peut être assuré que les rats n'auront pas attaqué le reste du repas de la veille laissé sur la table à côté de la TV. Si l'envie de l'enfant va plutôt vers une boisson fraîche ou lactée, il suffit d'ouvrir le frigidaire, alimenté en électricité jour et nuit, pour y trouver des aliments conservés à une température fraîche et stable garantissant l'absence de prolifération de germes et parasites responsables d'infection gastroentérologique.

Si l'hébergement en hôtel social a de nombreux atouts, il est loin de satisfaire pleinement les familles. Soit parce que les hôtels sont situés dans une ville inconnue des personnes qui ont développé des repères dans une autre depuis parfois plusieurs années, soit parce qu'il ne correspond pas à leur besoin : taille des chambres, absence de cuisine, règlement intérieur strict...

En mars 2018, de violentes inondations font des ravages en Île-de-France. Le bidonville du Lac à Beaulieu n'y échappe pas. Situé sur un terrain légèrement en pente dans la forêt, il est littéralement lessivé par des cours d'eau qui traversent les habitations.

C'est sombre et humide. Dans la cuisine, il y a des palettes au sol. Marina se plaint des inondations. Elle a dû tout surélever. Dans la cabane, des torrents s'écoulaient. Il reste maintenant quelques vestiges de l'urgence : quelques valises noires empilées. La maison porte des séquelles de l'inondation. Les meubles ont été déplacés. Du lino attend d'être posé. L'intérieur est moins soigné qu'avant<sup>23</sup>.

Quelques mois plus tard, Marina souffre encore de l'humidité. Dès qu'il pleut, l'eau emprunte les sillons que les fortes pluies du printemps ont dessiné au sol et se regroupe en flaques au milieu du salon. Alerté par les familles du bidonville, la mission bidonville (le SEBH – voir chapitre 3) du Samu social leur propose un hébergement. En juin 2018, Marina va à l'hôtel pour la première fois. Si sa fille Prima est satisfaite par ces nouvelles conditions de vie, la joie de Marina d'avoir trouvé un abri au sec ne dure pas. En juin, la météo a changé du tout au tout. C'est la canicule. La chambre exigüe de l'hôtel « Les Mimosas » est étouffante. Marina regrette la fraîcheur des chênes de la forêt. De plus, il n'y a pas de cuisine dans la chambre ni de machine à laver. Elle retourne donc au bidonville pour préparer des repas comme à son habitude dans sa cuisine extérieure et se rend à pied à la laverie automatique pour laver tout le linge qui commençait à pourrir suite à l'inondation.

L'absence de cuisine en hôtel est un souci majeur. En effet, en bidonville, même si la cuisine se fait souvent au feu de bois, les personnes ont tout de même la possibilité de manger des plats chauds préparés à leur guise.

La mère d'Albiça partage cet avis. Quelques jours avant l'évacuation du bidonville des Bâches Noires où elle vivait avec sa famille depuis quelques mois, elle m'explique la raison pour laquelle, même si un hébergement est proposé, elle le refuserait : « On ne peut pas manger que du *salami* ! Ce n'est pas bon pour l'estomac. Il faut manger de la soupe ! »

Pour résumer, l'appréciation d'un logement ne tient pas uniquement à son confort et sa standardisation. Parce que les femmes sont attentives à la santé de leur famille, cuisiner fait partie des activités indispensables qu'un logement doit permettre. L'atout premier d'un logement consiste principalement dans sa capacité à dispenser le soin dont les enfants ont besoin pour être en bonne santé. Loin de représenter un choix irrationnel, le refus de l'hébergement en hôtel repose au contraire sur une décision tout à fait réfléchie et sensée. Le travail domestique, en ce qui concerne les repas, n'est pas concrètement facilité par le confort énergétique de l'hôtel.

---

<sup>23</sup> Carnet de terrain, 29 mars 2018.

## Conclusion

La politique de résorption, si elle améliore ponctuellement le quotidien de quelques femmes en apportant le confort minimum, ne met pas un terme à la vulnérabilité résidentielle. Elle ne bénéficie qu'à une petite minorité de femmes qui accepte de se conformer à un parcours résidentiel tout tracé et restreint à la famille nucléaire. Nombre de personnes refuse ce dilemme imposé qui vise à choisir entre sortie du bidonville et abandon de la famille élargie.

En se saisissant de la perspective du *care*, ce chapitre apporte un regard inédit sur la politique de résorption des bidonvilles qui est plus classiquement analysée à l'aune de sa forme urbaine et de sa gouvernance que des relations de *care* du public qu'elle cible. Pourtant, étant donné la situation de vulnérabilité résidentielle dans laquelle se trouve les personnes, la perspective de *care* trouve toute sa pertinence. Regarder la vulnérabilité résidentielle et la construction du chez-soi à travers la double-lunette du *care* et de la vulnérabilité souligne les relations d'interdépendance et révèle plus une quête d'alliance et de liens sociaux qu'une quête d'autonomie.

Les deux échelles de la perspective de *care* déployées au niveau de la construction du chez-soi et au niveau du corps témoignent d'un même mouvement visant à revaloriser la position résidentielle et donc à reconfigurer la vulnérabilité résidentielle. En effet, l'analyse du travail domestique met au jour des contraintes, comme les cuisines partagées et l'absence d'électricité, qui pèsent particulièrement sur les femmes et étend le travail domestique en dehors de son périmètre. Il en découle des pratiques qui conditionnent les mobilités quotidiennes. La vulnérabilité résidentielle rend les pratiques domestiques poreuses avec l'espace public tant et si bien que les femmes demeurent, même au sein de la sphère domestique, en partie exposé au monde extérieur.

Le chapitre suivant approfondira précisément la question de l'accès à l'espace public à travers les expériences vécues de violences racistes, sexistes et sexuelles.





*Qui peut se balader en ville  
l'air de rien ?*

Hourya Bentouhami

*Être hors de chez soi, et  
pourtant se sentir partout  
chez soi ; voir le monde, être  
au centre du monde et rester  
caché au monde, tels sont  
quelques-uns des moindres  
plaisirs de ces esprits  
indépendants, passionnés,  
impartiaux, que la langue ne  
peut que maladroitement  
définir.*

Charles Baudelaire

*quand tu marches dans la  
ville  
tu deviens un corps  
il t'arrive des choses que tu  
préférerais oublier  
personne ne se parle pourtant  
chacun reconnaît les autres  
comme des autres*

Camille Readman  
Prud'homme



# Chapitre 5 Se construire dans les marges. La vulnérabilité accentuée par la relégation et les violences racistes, sexistes et sexuelles.

Dans le chapitre précédent, j'ai exploré la complexité des pratiques domestiques prises entre construction du chez-soi (*homemaking*) et travail domestique (*housework*). Toutes deux ont la particularité de fonctionner en relation avec l'extérieur. À cause de la vulnérabilité résidentielle, j'ai souligné que les femmes peinent à construire un chez-soi intime et protecteur et que le travail domestique s'étend à en dehors de l'espace domestique et nécessite des mobilités spécifiques.

Dans ce chapitre, j'explore la relation entre la subjectivité des habitant·es et la vulnérabilité résidentielle. L'antitsiganisme et le genre en tant que « processus sociaux qui ont pour caractéristiques de porter atteinte à l'intégrité physique ou morale des sujets sociaux (Garrau 2018, 10 citée par; Caseau 2020a, 23) » vulnérabilisent les personnes de l'enquête. Ils affectent à la fois la dimension subjective et les conditions de vie matérielles des enquêtés. Comment dès lors se croisent « vulnérabilité problématique (Garrau 2018) » et vulnérabilité résidentielle ? En quoi la fragilité de la position résidentielle est-elle renforcée au quotidien par l'antitsiganisme ? Dans quelle mesure le genre et la vulnérabilité résidentielle contraignent-ils les mobilités des femmes ? Je propose de répondre à ces questions en partant de l'expérience vécue de l'antitsiganisme et du genre au quotidien, c'est-à-dire lors des déplacements quotidiens, des contacts avec les autorités publiques et des interactions interpersonnelles.

L'antitsiganisme est un « racisme systémique (de Rudder, Poiret, et Vourc'h 2000) » qui agit au niveau structurel et interactionnel. Il s'exerce à la fois au niveau des institutions et au niveau interpersonnel. Pour Philomena Essed (1991), le racisme fonctionne selon une complexe imbrication entre les échelles macro et micro mais « les perspectives micro-interactionnelles sur le racisme autant que les dimensions phénoménologiques du racisme ont été négligées (Essed 1991, 7)<sup>1</sup> ».

---

<sup>1</sup> Ma traduction.



Les mobilités quotidiennes, en tant que pratique sociale qui engage le corps dans l'espace, qui dépend de la position sociale des personnes, des moyens de locomotion et des infrastructures de transports, se situent à l'interface des dimensions macro et micro et constituent ainsi un bon analyseur du niveau structurel et interactionnel de l'antitsiganisme.

Si Essed considère que « pour comprendre les conséquences du racisme dans la vie quotidienne des femmes Noires, nous avons besoin d'aller au-delà des questions des inégalités de carrières et d'inclure les expériences raciales dans d'autres sphères de la vie, qui comprend les expériences personnelles avec le racisme dans les magasins, dans la rue, à l'université et au travail (Essed 1991, 36)<sup>2</sup> », elle n'investigue pas les mobilités pour réaliser les activités nécessaires à la vie quotidienne dans ces différents espaces où les interactions racistes ont lieu.

Je propose donc de poursuivre sa réflexion en l'appliquant aux mobilités afin d'examiner comment, pratiquement, l'antitsiganisme, tout d'abord au niveau subjectif et phénoménologique puis au niveau matériel, contraint et influence les mobilités des femmes.

## **1. Se construire avec et contre les rapports de pouvoir : les effets subjectifs de l'antitsiganisme**

Dans le cadre de ce travail, le terme « subjectivité » désigne la manière dont on se perçoit, c'est-à-dire le regard singulier que l'on porte sur soi-même et sur le monde, celui-ci étant influencé par la manière dont on est perçu. Cette perception est construite et actualisée en permanence par les rapports de domination qui assigne à des places et des catégories sociales et spatiales. La subjectivité est donc le fruit d'une construction avec les rapports sociaux et contre eux.

Après avoir montré les mécanismes de l'assignation par les actéuices de la résorption dans le chapitre 3, j'aborde ici la manière dont, à l'inverse, les personnes elles-mêmes s'identifient et se construisent avec et contre les rapports de pouvoir. Le concept de racisme systémique est pertinent pour comprendre les discriminations dans l'accès aux droits sociaux. Produit par le croisement des préjugés individuels et du racisme dans l'institution, le concept de racisme systémique permet, en décentrant le regard des seules intentions personnelles, d'appréhender la société comme résultant d'un ordre social racialisé et globalisé.

---

<sup>2</sup> Ma traduction.

Dans un premier temps, j'explique comment les personnes s'identifient vis-à-vis de l'antitsiganisme. Si le fait que les personnes en bidonville soient roms ne fait douter personne, je montrerai que l'auto-identification<sup>3</sup> renvoie à des représentations bien plus complexes et multiples que ce que l'assignation extérieure laisse imaginer. Dans un deuxième temps, j'aborderai la manière dont l'antitsiganisme pénètre la subjectivité à partir de témoignages que des enquêtés m'ont confiés au sujet de la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur corps.

### **a) L'auto-identification raciale comme rapport à soi et aux autres**

- Partir des formes d'auto-identification comme précaution épistémologique

Repérer les formes d'auto-identification, les reconnaître et les employer dans l'analyse est une manière de rester fidèle aux propos des enquêtés et de respecter leur subjectivité, malgré l'asymétrie irréductible de la relation d'enquête. Comme je le montre dans le chapitre 1, étudier les processus de racialisation nécessite quelques précautions afin de ne pas essentialiser les enquêtés. À ce sujet, Sarah Mazouz (2008, 95) suggère de

toujours partir des formes d'identification données par les enquêtés eux-mêmes afin de voir s'ils se racialisent ou pas, comment ils le font, s'ils le font, s'ils se vivent comme victimes de stigmatisation raciale ou pas et dans quels termes ils forment cette expérience. Cette première précaution permet de ne pas imposer aux enquêtés des types d'identités dans lesquels ils ne se reconnaîtraient pas.

Mon objet de recherche porte sur les pratiques spatiales de personnes identifiées comme roms et non sur les populations roms. Ainsi, durant l'enquête, je ne considérais pas *a priori* que telle ou telle personne était rom. Je m'intéressais, outre les pratiques spatiales, aux conditions de logement, à la maternité, à l'accès aux droits, aux relations familiales et à la trajectoire migratoire. Quand nous avions des discussions sur l'identité, cela était rarement de mon fait. Je préférais laisser aux personnes la liberté de se positionner et de choisir à quel moment le faire.

Avant cela, une précision linguistique est nécessaire sur l'emploi des termes « rom », « tsigane » et « roumain. Il varie en fonction des personnes et des situations mais surtout de la langue employée. Pour sa thèse de sociologie, Lison Merville (2018) a conduit son enquête

---

<sup>3</sup> Emilie Devriendt (2018) parle d'« auto-raci(al)isation » et d'« hétéro-raci(al)isation ».

en romanès et en roumain. Selon elle, les termes employés pour l'auto-identification dépendent de la langue d'énonciation. Les personnes roms, quand elles parlent romanès, utilisent le terme « rom » et quand elles parlent roumain, utilisent le terme « țigan ». Pour ma part, je n'ai communiqué qu'en roumain ou en français avec mes enquêtés. Ils se sont donc adaptés à la langue de la conversation et employaient, quand nous parlions roumain, le terme « țigan » et quand nous parlions français les termes « roumain » ou, plus rarement « rom ». Par exemple, Miron, Dana, Domenica et Raluca quand ils parlent français s'identifient plus souvent avec les termes « roumain » ou « gitan » que « rom » ou « tzigane ». Cela s'explique aussi par une confusion dans l'expression en langue française. « Țigan » était parfois traduit par « gitan » et, « rom », traduit par « roumain ». En langue roumaine, la confusion n'avait jamais lieu. Le terme « țigan » n'était pas confondu avec le terme « român », qui n'était d'ailleurs quasiment jamais employé.

J'ai relevé trois formes d'auto-identification. La première récuse l'assignation à la catégorie « rom ». La seconde la reformule et la dernière, minoritaire, la revendique et l'historicise.

- « Moi je ne suis pas rom ! »

La plupart du temps, les personnes que je rencontrais roumaines non-roms vivant en bidonville ou ayant vécu en bidonville se positionnaient rapidement. Leur déclaration prenait la forme d'une mise au point visant à dissiper un malentendu. C'est le cas de Ionela qui a vécu en hôtel social puis dans un bidonville à Laginsy et qui a été relogée en logement social. Je l'ai rencontrée à un événement associatif à Laginsy en 2017. D'autres personnes ayant vécu en bidonville étaient présentes ce jour-là et elle avait dès le début de la conversation tenu à se distinguer des autres personnes en affirmant qu'elle n'était pas rom. Elle m'avait parlé de sa trajectoire résidentielle et m'avait expliqué qu'elle avait quitté son hôtel social et s'était installée volontairement en bidonville, car c'était selon elle le seul moyen d'accéder à un appartement. Elle avait ajouté : « je ne pouvais plus rester à l'hôtel ! Je me suis dit 's'il faut aller habiter avec des Roms pour trouver un appartement, je le ferai' ». Dans son cas, infirmer l'assignation est une manière de revaloriser sa position sociale déclassée par un choix résidentiel stratégique mais stigmatisant.

De la même manière, Gina avait démenti l'assignation raciale opérée par la travailleuse sociale d'Adoma en charge de son relogement après l'expulsion d'un bidonville francilien. Lors de l'entretien dans son nouvel appartement à Chamfort-les-Mines,, elle avait déclaré « Je suis pas rom ! Je connais pas la langue, lui aussi [en montrant son mari] ! Il est noir mais

il parle pas rom. » Ces déclarations spontanées visaient à réfuter l'amalgame superposant identité et type d'habitat afin d'affirmer et de faire reconnaître une existence singulière

- « Je suis rom mais ça ne veut pas dire ce que tu crois... »

Une autre forme d'auto-identification consiste à apporter une nuance à l'assignation. Dans ce cas, les personnes ne rejettent pas l'assignation raciale qui leur était faite mais rejettent le discrédit qui y est associé : la malhonnêteté, l'archaïsme, la généralisation des comportements.

En Roumanie, Marina décrivait ainsi le quartier de la gare routière où elle était venue me chercher : « Tu sais par ici, il y a des Tsiganes ! Mais des Tsiganes qui volent ! Nous aussi on est Tsigane, mais on n'est pas des Tsiganes qui volent ! ». À Beaulieu, elle critiquait les « Tsiganes » du bidonville du Parking car ils étaient « sales et voleurs ». Mina, une jeune habitante du bidonville du Parking qui s'identifiait comme tsigane, critiquait quant à elle ses propres voisines. Elle méprisait leur manière de parler et leur reprochait d'avoir des enfants mal-élevés.

Quant à Domenica et Denisa, elles se disaient tsiganes ou « rom românisat » pour se distinguer des « autres tsiganes ». Domenica maîtrisait peu la langue française. Je lui parlais donc roumain. Il me manquait souvent des mots et elle me reprenait parfois quand je faisais des fautes. Un jour, elle m'expliqua une particularité de la langue roumaine : il y aurait deux manières de demander « comment ça va ? ».

- Y a deux roumains. Y a « Ce faci ? » et « So keres ? » Nous, c'est « So keres ? » C'est țigan-țigăncă<sup>4</sup>.
- Ah ! Ce fel de țigan ești<sup>5</sup> ? Je demande.
- Țigan românisat. Nous c'est pas țigan avec les tresses, les jupes... haha<sup>6</sup> !

En posant la question « quel genre de tsigane es-tu ? » (c'est-à-dire « à quel groupe appartiens-tu ? »), je souhaite préciser l'auto-identification formulée par Domenica. Je demande cette précision afin de savoir si les catégories ou « clans » (*neamuri*) identifiées par les chercheuses en études tsiganes sont énoncées par mes enquêtés (Ursari, Ciurari, Kalderași, Gabori...). Ce n'est pas le cas de Domenica. Elle ne se saisit pas de cette question

---

<sup>4</sup> « tsigano-tsigane » (ma traduction).

<sup>5</sup> « Quel genre de tsigane es-tu ? » Ma traduction.

<sup>6</sup> Carnet de terrain, 9 août 2018.

pour révéler une appartenance spécifique. Sa réponse correspond à la formule équivalente : « je suis franco-française ».

En quelques secondes, Domenica dévoile deux éléments de son auto-identification. D'abord en tant que « tzigane » par la langue : elle utilise l'expression « so keres », ensuite comme « tzigane roumanisée » par les vêtements : elle ne porte pas de tresses ni de jupe. Domenica me présentait en réalité les deux langues qu'elle avait apprises étant enfant en Roumanie : le roumain et le romanès – « so keres » étant du romanès. Il est intéressant de souligner qu'elle a donné le même nom aux deux langues, alors même que, dans cet extrait, c'est par la langue qu'elle se distingue des Roumains et s'identifie en tant que tzigane. Son mode d'auto-identification est loin de celui des ethno-nationalistes roms (Lièvre 2013; Asséo, Henriette 1994; Piasere 2011) qui définissent la nation rom comme une nation sans État dont la langue romani, l'hymne et le drapeau sont les symboles exclusifs.

Toujours à Beaulieu, Marin contredit la prétendue interconnaissance des Roms. Il affirme que toutes les habitant·es du bidonville du Parking ne viennent pas du même village et ne sont pas de la même famille. « Moi je ne connais que les Roms que je connais, je ne connais pas tout le monde ! »

Dans le même sens, Nora affirme :

On n'est pas tous pareil. Y a des femmes avec les jupes, les foulards... c'est pas pareil ! C'est pas les mêmes traditions ! Comme vous, vous connaissez pas tout le monde de Beaulieu et de Paris<sup>7</sup> !

Ces déclarations visent à repositionner leur subjectivité par rapport à un groupe uniforme *a priori*. Nora et Florin contredisent l'altérité uniformisante qui leur est assignée. En prenant à parti, Nora met en miroir les majoritaires et les minoritaires. Elle reproche que l'interconnaissance soit logiquement considérée comme inenvisageable pour le groupe dont je fais partie alors qu'elle est présumée comme évidente pour le sien. Autrement dit, si l'individualité est reconnue au sein d'un groupe, il est injuste qu'elle soit niée pour les personnes qui appartiennent à un autre groupe.

L'ouvrage de Colette Guillaumin (2002 [1972]) donne des pistes pour analyser cette situation à travers le prisme du racisme. Dans le chapitre « Définition du racisme », elle souligne qu'il est nécessaire de « focaliser l'attention sur ce qui constitue l'unité du racisme en tant qu'il est une conduite totale de perception de l'altérité (2002, 110) ». En effet, selon Guillaumin, le

---

<sup>7</sup> Carnet de terrain, 16 mars 2017.

racisme menace la liberté individuelle des minoritaires en les plaçant dans une altérité absolue et radicale « qui tend à conserver la différence de l'autre en tant que groupe tout en niant la surgence de l'individu au sein de ce groupe (2002b, 112) » et ceci au sein d'un système cohérent qui associe la « négativité (hostilité) » mais aussi, et on l'oublie souvent, la « positivité (sentiments admiratifs, fascination) (2002b, 110) ».

- « Chez nous les Roms »

- Un discours affirmatif et historicisé : « On vient d'Inde, on a vécu l'esclavage »

Au cours de l'enquête, peu de personnes se sont identifiées comme roms en référence à l'histoire officielle et commune du « peuple » rom. Seuls Paul et Ciprian m'ont fait part d'un récit historique auquel ils se rattachaient.

J'ai rencontré Paul en 2016, au bidonville du Triangle à Beaulieu lors du chantier avec les architectes bénévoles. Il construisait une baraque pour son frère et sa belle-sœur qui attendaient un enfant mais il ne vivait pas sur place. La manière rapide et franche avec laquelle il avait abordé la question de l'identité indienne que ce n'était pas une question qu'il voulait cacher ou dont il avait honte. Entre deux pelletées, il m'expliquait le fonctionnement de la justice communautaire romanès. Des « sages » sont appelés et payés pour juger un conflit : violences sexuelles, vol, bagarre etc. Il s'agit de rester en marge de l'État et de ne pas faire intervenir la police et la justice. Cela implique un engagement financier important. « J'ai payé 1000 euros et je n'ai pas eu de bracelet électronique » déclare Paul. Il avait ensuite expliqué la distinction entre Gitan et Rom (terme pourtant interchangeable pour Miron comme je le montre plus bas). « Les Roms viennent d'Inde et sont arrivés il y a 400 ans. Les Gitans viennent d'Espagne. » Cette interprétation historique ne fait pas l'unanimité chez les chercheurs et chez les militant·es mais elle fait sens pour Paul qui s'identifie comme Rom non-Gitan<sup>8</sup>.

La deuxième personne ayant affirmé, événements historiques à l'appui, qu'elle appartenait à un groupe rom est Ciprian à Méreville. Ce n'est pas le cas de sa femme et des autres membres de sa famille. Sa cousine Sorina, mon interlocutrice privilégiée à Méreville, se

---

<sup>8</sup>Au sein des études tsiganologiques, les origines géographiques, la filiation entre les groupes, la temporalité de la migration sont des sujets qui donnent lieu à des débats et des recherches toujours en cours. Dans ce domaine aussi bien que dans un autre, la production de connaissance dépend toujours des contextes politiques, des disciplines et des moments historiques.

présentait comme roumaine non-rom et rejetait cette identité (voir biographie). Violeta la sœur de Sorina, vivant à Bucarest, dénonçait les discriminations vécues par les habitants de Locul Șarpelor, leur village d'origine, qu'elles jugeaient infondées car « none of them are gypsy<sup>9</sup> » me disait-elle en attendant le bus qui allait nous ramener à Bucarest après le mariage.

Quelques semaines avant le mariage en Roumanie, à Méreville, j'assiste à une conversation impromptue sur l'identité. Ciprian, sachant que je suis invitée au mariage, décide de me mettre en garde en m'informant de l'ambiance qui anime le village. Sebastian et Raluca, deux personnes roms ayant vécu en bidonville et ayant été employées en contrat aidé par l'association « 1 toit, 1 travail », sont également présentes. Sur le bidonville, Jean-Louis un militant français ancré à Méreville depuis des années s'affaire sur le chantier de construction des chalets. Raluca fume une cigarette.

-Tu vas voir comment c'est chez nous... tu vas voir, c'est l'Afrique ! Y a pas de poubelles, y a des voitures, des enfants partout... c'est le bazar, y a pas de respect, c'est pas comme ici ! Me prévient Ciprian.

-Ah y a pas de feux rouges ? Je demande.

-Y a une route et des maisons de chaque côté, comme là [il montre la rue Paul Vaillant-Couturier]. C'est comme ça chez les Roms, la Mairie elle ramasse pas les poubelles, elle dit qu'on paye pas. Tu vas voir, les garçons ils vont dire « madame t'es jolie... » ils vont te regarder !

-Ah bon ?! Je réponds effrayée.

-Bah oui mais nous les Roumains, on blague beaucoup ! C'est des blagues ! dit Raluca.

-Ah oui et comment je dis « laisse-moi tranquille ! » ?

-Lasă-mă în pace.

-Lach-meu-in-pach. D'accord.

-Mais c'est bon tu connais Sorina et Carolina alors ils vont pas t'embêter longtemps. Elles vont te montrer « ça c'est la maison de Ciprian... »

-Ah vous habitez tous à côté ?

-Oui à côté, pas loin. dit Raluca

-Raluca, t'y es déjà allée ?

-Non mais il m'a montré sur internet !

-Aah sur google street view?

-Oui c'est ça.

-Mais vous vous êtes Rom ? Je demande.

-Non on est Rudari. On parle pas l'autre langue.

-Et le quartier y a que des Roms ?

-Oui.

Jean-Louis vient me dire « bonjour ». Je lui demande :

-Vous avez des problèmes d'élec ?

-Oui, je sais pas, depuis ce matin, c'est coupé...

---

<sup>9</sup>Carnet de terrain, 7 août 2017.

- Du coup vous avez branché le générateur ?

- Bah ouais !

Il repart fixer le poteau du premier chalet. Ciprian parle en roumain à Raluca. Je comprends quelques mots faisant référence à l'histoire. Quand il parle, je remarque, vu qu'il est plus grand que moi, que la face interne de ses dents est noire. Il a fait mettre des couronnes, comme Veronica qui a un sourire dentifrice. Il s'adresse à moi :

- Je lui disais que les Roms, ils viennent d'Inde. Les Italiens de Rome, de Cesar Augusto, ont envahi la Roumanie y a 1800 ans et ont emporté des esclaves. Les Roumains c'est un mélange entre les Italiens de Rome, et les Daces. Nous les Roms, on était en esclavage, comme les Noirs. Ils nous faisaient travailler chez les riches. Grâce aux Français, l'esclavage est terminé en 1827 avec le traité de Biciu. Pas vrai Sebastian ?

Sebastian fait oui oui de la tête et remarque :

- T'es éduqué Ciprian, tu t'es renseigné !

- Et ça l'esclavage, vous l'apprenez à l'école ? Je demande.

- Non pas trop, pas à l'école !

- Mais Sorina, elle dit qu'elle est pas rom.

- C'est parce que c'est les deux. Son père il est roumain et sa mère c'est ma tante, elle est rom.

- Et Veronica [sa femme] ?

- Je sais pas ! Elle est belle, c'est tout ! Moi je m'en fiche si elle est rom ou roumaine... je m'en fiche des origines, si ton cœur est pur<sup>10</sup>.

Un peu plus tard je demande à Raluca :

- Mais toi tu savais que les Roms viennent d'Inde ?

- Non ! Savais pas moi !

Cet extrait de carnet de terrain donne à voir la diversité des manières de s'identifier. Ciprian affirme que sa tante est Rom alors que les filles de sa tante, Sorina et Violeta, disent le contraire. Pour lui, être rom ne signifie pas parler romanès, mais faire partie du groupe des Rudari et s'inscrire dans la migration depuis l'Inde et dans l'histoire de l'esclavage. La raison pour laquelle il est le seul du bidonville et du village à revendiquer cette identité reste pour moi en partie inexplicite. Quand je me suis rendue en Roumanie, j'étais la seule étrangère invitée au mariage. Pendant le séjour, mes hôtes ont pris le soin de me faire découvrir les incontournables de la vie au village. On m'a fait visiter les maisons, on m'a présenté les aïeux, on m'a montré les danses, on m'a expliqué les nombreuses étapes de la cérémonie du mariage et on m'a donné le nom et la recette des principaux plats de résistance. Cependant, aucune référence n'a jamais été faite au groupe des Rudari, pas même la grand-mère de Ciprian.

---

<sup>10</sup>Carnet de terrain, 7 août 2017.



Les seules autres personnes qui affirment que « les Roms de la rue Paul Vaillant-Couturier » sont Rudari sont les responsables de l'association, les partenaires anthropologues spécialistes des Tsiganes et un cabinet d'étude ayant produit un document sur « l'insertion des Roms en bidonville ». Mon hypothèse est la suivante. Ciprian étant le seul habitant du bidonville à parler français, il est devenu l'interlocuteur privilégié de l'association et de ses partenaires. Il s'est approprié ces informations et s'est identifié à partir d'elles.

Les modes d'identification sont donc différents selon les personnes roms en général certes mais selon les membres d'une même famille également. Cela peut renvoyer à la langue, aux manières d'habiter et de vivre, de se positionner vis-à-vis des pouvoirs publics et des associations ou de se rapporter à l'histoire officielle. Par exemple, Raluca et Sebastian s'identifient comme rom bien qu'ils n'aient pas connaissance des faits historiques retracés par Ciprian<sup>11</sup>.

○ « On habite comme ça »

La première fois que Marina m'a invitée chez elle à Beaulieu, son mari Miron m'avait demandé, en montrant la bâche qui faisait office de plafond, « c'est comme ça chez toi ? ». J'avais répondu par la négative en disant que j'habitais en appartement. « Eh oui ! C'est comme ça la vie des Gitans ! ». Par cette constatation, Miron fait de l'habitat en bidonville un trait culturel qui caractérise « la vie des Gitans ». Par ailleurs, il est intéressant de noter que Miron considère qu'il est « devenu gitan » au contact de sa femme Marina : « Elle est gitane pas moi ! Mais ça fait 12-13 ans qu'on est ensemble, c'est pareil maintenant ! » avait-il dit ce jour-là.

De son côté Florin, le mari de Denisa, posait la vie en bidonville comme un choix. Depuis 2014, malgré plusieurs contrats de travail dans le bâtiment, il avait toujours vécu en bidonville et n'avait jamais eu d'appartement en France. Je m'en étonnais :

- Alors vous n'avez toujours pas d'appartement ?
- Non mais nous les Roumains, on ne veut pas d'appartement !
- Ah bon ? Tu préfères la baraque ?

---

<sup>11</sup> Il serait intéressant – mais ce n'est pas le sujet de cette thèse – d'explorer plus avant la question de la subjectivation entendue comme la manière dont une personne minorisée vit, subit, répond aux rapports de domination agissant et assujettissant (Guenebeaud 2017; D. Fassin 2012b). Une piste serait d'approfondir les liens entre positionnement social et subjectivation politique des personnes en bidonville en comparant avec la subjectivation d'autres personnes minorisées. Au-delà du capital culturel, la migration et le capital social jouent en effet un rôle décisif. Là où la sociologie de la stratification sociale identifie des « alliées d'ascension », étudier les espaces de la politisation rendus possibles par la migration ferait sans doute apparaître des « alliés de subjectivation ».

- Oui, parce qu'en appartement tu ne peux pas écouter la musique fort !
- Ah oui c'est sûr ! Mais il fait froid dans la baraque !
- Non, on met du bois !
- Mais y a de la boue !
- Non ça va la boue... On trouve beaucoup de chaussures dans les poubelles<sup>12</sup> !

Notre première rencontre a eu lieu en 2016 et, à cette époque, il ne tenait pas ce discours. Il avait mal vécu l'exclusion du projet Tremplin-Beaulieu car cela impliquait de quitter ses voisines et sa mère et de s'installer avec des personnes qu'il ne connaissait pas. De plus, cela actait l'impossibilité de sortie du bidonville vers le logement.

En conclusion, les manières de s'identifier comme rom sont multiples. Elles dépendent des personnes elles-mêmes, des personnes auxquelles elles s'adressent et des situations. L'énonciation prend plusieurs formes tantôt affirmative et directe tantôt sous-entendue et discrète. Parfois, l'on me glissait à voix basse, assortie d'un clin d'œil : « je suis tsigane ». Il s'agissait plus d'un aveu nécessaire à la bonne compréhension de la conversation – à l'image d'un élément de contextualisation – que d'une déclaration.

Ces modes pluriels d'identification renvoient à la diversité des trajectoires des personnes réunies sous le terme « rom ». Se dire rom renvoie à des sens différents selon les personnes. En effet, comme c'est le cas pour l'identité de genre, la sexualité, l'âge ou la classe sociale, l'appartenance raciale ne peut traduire à elle seule la complexité de l'identité d'une personne. On n'est jamais uniquement une femme, un prolétaire, un retraité ou un homosexuel. Il en va de même pour les personnes roms. Ne les désigner que par ces trois lettres-là est une assignation réductrice qui ne rend pas compte de la richesse et de la complexité de leur subjectivité.

L'historicisation et la contextualisation des catégories raciales rappellent que la race est un rapport social qui met en relation des groupes en fonction de critères qui dépendent de situations données. Cela éclaire la manière de produire la race et en retour de se s'identifier face à l'assignation. « Se nommer » est donc éminemment relationnel. Il dépend des interlocuteurs (l'enquêtrice, les professionnelles de l'insertion, les représentantes de l'État). Il dépend aussi, et j'insiste sur cette dimension, de la manière dont les personnes se rapportent à leur habitat : le bidonville, l'hôtel ou la maison de village. Certaines personnes le revendiquent, d'autres le critiquent mais dans tous les cas, l'habitat parce qu'il renvoie à une condition sociale participe à la formation des subjectivités.

---

<sup>12</sup>Carnet de terrain, 18 décembre 2019.

## b) « Je suis laide parce que je suis noire<sup>13</sup> », les effets subjectifs de l'antitsiganisme sur le rapport au corps

Alors que la mobilité quotidienne est une pratique sociale qui a la particularité de reposer sur le mouvement du corps dans l'espace, les approches en sciences sociales des mobilités en font un objet marginalement étudié<sup>14</sup>. Ces approches identifient bien le fait que la mobilité repose sur des aptitudes physiques et des compétences particulières (Kaufmann 2008; Fol 2009; Orfeuil 2015; Oppenchain 2013; Motte-Baumvol 2019) mais le corps est invisibilisé. Dans une perspective phénoménologique critique, je propose de voir non pas comment les capacités fonctionnelles du corps sont la condition de la réalisation des mobilités mais comment la représentation de son corps et donc de soi influence la manière de se déplacer. La racialisation est un processus d'altérisation. Elle produit des corps altérisés qui constitue un groupe socialement et hiérarchiquement inférieur divergeant de la norme. Elle exclut les minorisés de la « neutralité phénoménologique<sup>15</sup> » nous dit Hourya Bentouhami (2022) à la suite de Judith Butler. Les mobilités mettant en mouvement les corps, on peut se demander comment les enquêtés se déplacent malgré tout et font *avec* ou *contre* leurs corps altérisés<sup>16</sup>. On examinera avant toute chose comment fonctionne l'incorporation de l'altérisation opérée par l'antitsiganisme.

Au fur et à mesure des interactions, l'expérience quotidienne du racisme produit une subjectivité façonnée par les normes produites par le groupe dominant et incorporées par les personnes minorisées. Voici un exemple tiré de mon séjour en Roumanie chez Marina.

En juillet 2019, Marina m'invite en Roumanie. Je passe une semaine avec elle chez sa sœur car, à cette époque, Marina n'a pas de maison. Nos journées sont rythmées par le soin des enfants, la préparation des repas, les discussions autour d'un café et les courses alimentaires que nous faisons quotidiennement. Le corps constitue un sujet important dans nos discussions. Nous parlons d'épilation, de vêtements, de régime. Elles comparent leur corps entre elles et avec le mien. Un samedi, nous allons au marché. Une fois les enfants habillés

---

<sup>13</sup> Marina, en juillet 2019.

<sup>14</sup> Notons toutefois les travaux sur le handicap (Chouinart et Grant 1997), sur le genre (Uteng et Cresswell 2008), sur la race (Subramanian 2008) et sur la pratique du vélo (Sayagh 2017).

<sup>15</sup> « Ce qui caractérise celui qui bénéficie d'une neutralité phénoménologique, c'est l'inattention à la vie et à ses circonstances immédiates (Bentouhami 2022, 58) ».

<sup>16</sup> J'ai découvert malheureusement trop tardivement l'ethnographie féministe de Ghaliya Djelloul (2020) réalisée à Alger portant sur le mouvement du corps des femmes de l'espace domestique à la ville. Cela appelle à approfondir une réflexion croisée de nos travaux.

et débarbouillés, nous nous apprêtons à partir. Marina porte une jupe légère motif zèbre et place une pince dans ses cheveux afin qu'une partie soit retenue à l'arrière de son crâne et que l'autre retombe sur ses tempes. Je la prends en photo. Quand elle regarde la photo sur mon téléphone, elle soupire :

- Je suis laide.
- Mais pourquoi tu dis ça ?
- Parce que je suis noire.

Le dispositif photographique met à distance la représentation qu'elle a d'elle-même. À travers l'écran du téléphone portable, sa couleur de peau lui saute au visage. Elle se juge avec les yeux de la culture dominante qui valorise la blancheur. Ce jugement porté sur son apparence rappelle une citation de Frantz Fanon dans « Peaux noires, masques blancs ». Après avoir été l'objet de l'interpellation d'un enfant blanc dans la rue, Fanon découvre sa « livrée ».

- Regarde le nègre... Maman, un nègre ! (...)
- Mon corps me revenait étalé, disjoint, rétamé (...) Le nègre est une bête, le nègre est mauvais, le nègre est méchant, le nègre est laid (...) Je m'assieds au coin du feu, et je découvre ma livrée. Je ne l'avais pas vue. Elle est effectivement laide. Je m'arrête, car qui me dira ce qu'est la beauté ? (Fanon 1975, 91-92) cité par (Young 2011, 122) ?

Dans cet extrait, Fanon aussi s'associe aux normes esthétiques dominantes pour juger son apparence physique. C'est une interpellation dans la rue qui en est le déclencheur, pour Marina c'est la photographie. Dans les deux cas, c'est en présence d'une personne blanche que s'opère cet auto-appréciation négative. Un enfant dans le cas de Fanon, moi-même dans le cas de Marina.

Le fait que nous soyons prises toutes les deux inégalement dans les rapports sociaux impliquent une perception de nous-mêmes différentes. Appartenant au groupe dominant, je n'ai jamais ressenti ma couleur de peau comme un facteur de laideur. Au contraire, pour Marina « être noire » signifie « être laide ».

Iris Marion Young (2011), à la suite de Fanon, théorise ce que produit « l'impérialisme culturel » sur la subjectivité des minorisés. Pour Young, le discours dominant produit des normes esthétiques qui fixent les frontières entre ce qui est beau/laid, propre/sale, valide/invalid, pur ou impur.

Much of the oppressive experience of cultural imperialism occurs in mundane contexts of interaction – in the gesture, speech, tone of voice, movement, and reactions of others. Pulses of attraction and aversion modulate all interactions with specific consequences for experience of the body. When the dominant culture defines some groups as different, as the Other, the members of those groups are imprisoned in their bodies. Dominant discourse defines them in terms of bodily characteristics, and constructs those bodies as ugly, dirty, defiled, impure, contaminated, or sick (2011, 123).

La honte de son propre corps ne se cristallise pas uniquement sur la couleur de la peau mais aussi sur le poids. En voici un exemple à partir du témoignage d'Edi qui se compare à ses collègues français.

Ils sont minces, ils paraissent plus jeunes que moi ! C'est parce qu'ils mangent des légumes<sup>17</sup> !

Edi est agent hospitalier dans un hôpital parisien. Il a trouvé ce travail par interconnaissance. Il loge avec sa femme Lorena et ses enfants dans un hôtel à Forny-Petit. Le couple a été hébergé juste avant l'évacuation de leur bidonville de Beaulieu car Lorena était enceinte. Je les rencontre au bidonville du Triangle où il et elle sont venues cuisiner chez le frère d'Edi. En effet, à l'hôtel, il n'y a pas de cuisine. Pour éviter d'acheter des plats préparés ou de manger cru, Edi, Lorena et leurs deux enfants retournent au bidonville pour cuisiner au feu de bois des repas pour deux jours. En effet, le manque de cuisine en hôtel, la présence de rats dans le bidonville et l'absence de frigidaire donnent lieu à une alimentation faible en légumes. L'alimentation occupe une place de premier choix dans la vie des enquêtés si bien que l'hôtel est souvent refusé en raison de l'absence de cuisine. En se comparant à ses collègues, Edi dénonce une injustice. Ils paraissent plus jeunes car la vie n'a pas marqué leur corps autant que lui et ils ont la possibilité de manger des légumes car ils vivent dans un logement équipé de cuisine.

Le concept d'impérialisme culturel théorisé par Young permet de comprendre comment les normes dictées par le groupe dominant marquent et stéréotypent les corps. Coincés par des normes extérieures et l'intériorisation de ces normes, les membres du groupe considérés comme autres sont emprisonnés dans leur corps. Cette auto-appréciation négative conduit à une autocensure, comme le montre cette interaction avec Miron.

Sur le Green City Campus®, je discute un jour avec Miron rencontré par hasard boulevard Léonard de Vinci alors que je me rendais à la gare transilienne. Passent alors des collègues

---

<sup>17</sup> Carnet de terrain, 30 novembre 2016.

de bureau s'apprêtant à entrer dans le bâtiment Welcome hAll. Je les salue brièvement avant de préciser à Miron :

- C'est des collègues. Ils travaillent à côté.
- Oui, oui, je sais. Je les ai déjà vus ! répond Miron.
- Ah bon ?
- Oui je vous ai déjà vu discuter avec !
- Ah bon ? Bah fallait me dire bonjour !
- Non, j'osais pas vous déranger. Après vos collègues vont dire 'ah elle connaît ce Gitan...' Les gens ils aiment pas...<sup>18</sup>

Cette interaction est révélatrice de l'empêchement que produit la racialisation. Miron, alors même qu'il considère qu'il n'est pas rom, redoute qu'une simple salutation de sa part dégrade ses relations professionnelles. Il se perçoit comme quelqu'un pouvant nuire à la réputation de quelqu'un d'autre si la relation d'interconnaissance est dévoilée. Le lien doit donc être caché. Alors qu'il m'a souvent reçue chez lui et sa femme Marina, que nous avons discuté du passé, de sa vie en Roumanie et en Espagne, que j'ai rencontré l'été suivant sa mère, Miron s'empêche ce geste si banal et d'ordinaire spontané – dire bonjour – car il mettrait en péril une autre relation sociale, plus légitime selon lui, celle du monde professionnel d'une femme blanche.

En définitive, sachant que « l'expérience de l'oppression raciale implique en partie d'exister comme un groupe défini comme ayant un corps laid et d'être craint, évité et haï pour cette raison (Young 2011, 123)<sup>19</sup> », sortir de chez soi relève d'une prise de risque puisque cela revient à rendre visible ce corps dans l'espace public.

Privés de la « neutralité phénoménologique », les enquêtés ne peuvent faire abstraction de leur corps et de leur condition sociale. Les interactions vécues dans la rue ou au travail leur rappellent de manière répétée qu'ils sont différent·es.

Dépassons maintenant l'analyse phénoménologique et examinons comment l'antitsiganisme à travers les discriminations et les violences racistes conditionne les mobilités.

## **2. L'antitsiganisme au quotidien : un continuum de rappels à l'ordre qui contraint les mobilités**

---

<sup>18</sup> Carnet de terrain, 27 juillet 2018.

<sup>19</sup> Ma traduction.

Le terme de « rappel à l'ordre de la race » fait référence au terme « rappel à l'ordre sexué » que Marylène Lieber (2008; Debonneville et Lieber 2021) utilisent pour désigner la manière dont les violences sexistes et sexuelles dans l'espace public constituent un rappel à respecter le système social hiérarchisant les groupes en fonction de leur sexe. Nous verrons que les violences et injustices racistes (discrimination, injure, agression) constituent des rappels à respecter l'ordre social racial et visent à maintenir les personnes *à leur place*. En cela, les rappels à l'ordre font partie du « travail d'apprentissage de la race » et relèvent « de processus de socialisation qui, comme pour le genre ou la classe, façonnent les dispositions, les univers d'expérience et, in fine, les positions sociales (Brun et Cosquer 2022, 92) ».

### **a) Les violences et les discriminations racistes contraignent les mobilités**

En Roumanie, les enquêtés font face à un antitsiganisme ancré historiquement qui contribue à façonner leur position sociale et leur vie quotidienne. En France, l'antitsiganisme s'il se reconfigure, n'entraîne pas un changement drastique des situations vécues en Roumanie mais plutôt un prolongement des discriminations et de la marginalisation.

- Un accès limité aux institutions publiques

Dans le chapitre 3, j'explique les obstacles que rencontrent les travailleuses des services sociaux dans l'ouverture des droits pour les habitant·es de bidonville. Les discriminations à l'égard des personnes roms ou identifiées comme telles constituent le principal. L'école, l'espace public urbain, le travail ou à l'hôpital constituent des instances de la socialisation raciale, c'est-à-dire des espaces où les enfants et les parents, renvoyés à leur altérité, intériorisent qu'ils sont différent·es et qu'ils ne disposent pas des mêmes droits (Brun 2022).

Ici, je rends compte des discriminations, assignations ou injures racistes dont les enquêtés m'ont fait part

Le jour où j'ai rencontré la famille de Lorena au bidonville du Triangle, Edi m'a fait part des difficultés qu'il a rencontré à la Mairie de Beaulieu pour inscrire ses enfants.

Au début, la dame était gentille et accueillante tu vois. Elle m'a dit 'Bonjour Monsieur, installez-vous...' etc. J'ai sorti ma carte d'identité et quand elle a vu 'roumain' elle a changé de visage et a demandé où j'habitais. J'ai répondu 'sur le camp, dans votre commune !' et elle a refusé l'inscription<sup>20</sup>.

Selon lui, cela est propre à la commune de Beaulieu car lorsqu'il vivait dans une ville voisine ses enfants étaient inscrits à l'école alors même que lui et sa famille habitaient en bidonville. Ceci souligne l'importance des contextes locaux dans l'accès aux droits. Vivre à Beaulieu revient à se maintenir dans un espace qu'il sait hostile et où il n'est ouvertement pas le bienvenu mais où il a ses repères et où vivent les membres de sa famille élargie.

À Méreville, Tania fait l'expérience d'une rumeur lancée à son propos par des camarades de classe.

En classe des filles ont dit devant tout le monde qu'elle faisait les poubelles et qu'elle était témoin de Jéhovah. Du coup, Tania a été convoquée chez le CPE. Il a dit qu'il la soutenait et qu'il allait réprimander les filles. Tania s'en défend.  
-C'est même pas vrai. Elles peuvent dire que je fais les poubelles, c'est pas vrai ! Je m'en fiche<sup>21</sup>.

L'école est une instance de socialisation pour sa petite sœur également. Si elle n'a pas reçu d'injures de la part de ses camarades, Leonarda, cinq ans, veille à ce que personne ne sache qu'elle habite dans le bidonville voisin. Un jour nous discutons dans la cour du bidonville et tout à coup, elle interrompt la discussion et se déplace. Je la suis jusqu'au camion où elle s'est cachée. Elle m'explique « je me mets là pour pas que les filles de la classe voient que j'habite ici. »

Les enquêtés témoignent d'un autre espace de discrimination. Que des actes soient directement vécus ou qu'il s'agisse de propos rapportés, l'hôpital et plus largement les institutions de santé constituent des lieux qui leur rappellent qu'elles sont inférieures<sup>22</sup>.

En construisant une nouvelle baraque pour remplacer celle envahie par les rats sur le bidonville du Lac (le terrain d'habitation attribué par la mairie de Beaulieu dans l'attente de la livraison du « Tremplin-Beaulieu »), Miron se coupe les tendons de la main en passant à travers la vitre qu'il installait.

Marina me raconte la blessure de Miron.

---

<sup>20</sup> Carnet de terrain, 30 novembre 2016.

<sup>21</sup> Carnet de terrain, 30 mars 2017.

<sup>22</sup> Voir aussi le travail de (Renaudeau 2019; Prud'homme 2016; 2015) sur l'accès aux soins et la prise en charge dans les services d'urgence.



- Il a attendu aux urgences de la Plaine-en-France. Il a attendu très très longtemps. Il avait très mal
- Ça l'a énervé alors il est rentré sans être ausculté par un médecin. Marina l'a soigné en mettant du désinfectant et un bandage.
- Ils sont racistes là-bas. Ils en ont marre des Roumains, y a trop de Roumains !
- Ah bon et à Paris, c'est comment ? je demande.
- Ah Paris oui ! Ils sont gentils ! Ici aussi ça va.
- Mais là-bas [en montrant en direction du Green City Campus<sup>®</sup>] oulala<sup>23</sup> !

En Roumanie aussi, certaines enquêtées ont été victimes de violences. Les faits circulent de bouche à oreille et participent à la représentation de ce qu'elles se font des institutions de santé. Mina, âgée d'une dizaine d'années, quant à elle, me fait part de ce qui se raconte dans sa famille au sujet du système de soin en Roumanie.

- Des fois les médecins ils sont méchants avec les tziganes.
- Elle me raconte le petit frère ou sœur de sa mère qui a été noyé par les médecins.
- Ça a été filmé et ils ont été jugés = prison à vie<sup>24</sup>.

Que ce fait atroce soit véridique ou inventé a peu d'importance par rapport à ce qu'il dit de la représentation que Mina se fait de l'institution hospitalière en Roumanie. Les personnes roms, ou qui savent qu'elles peuvent être identifiées de la sorte, intériorisent, à force de répétition de mauvais traitements subis ou rapportés, que certaines institutions publiques leur sont défavorables, voire sont dangereuses pour elles. Les propos et les agressions racistes vécus ou entendus participent à la socialisation raciale. Le fait que la vie d'une Rom vaut moins que la vie de quelqu'un d'autre en est un exemple.

- Le vigilantisme : agressions racistes et repli dans la sphère privée

L'histoire des violences et des crimes racistes dans l'espace public est longue. L'on pense aux lynchages des Noirs dans les États esclavagistes du sud des États-Unis, à l'exil de James Baldwin à Paris craignant d'être agressé dans les rues de New York, au meurtre de George Floyd tué par la police en 2020 ou au vigilantisme<sup>25</sup> organisé par des citoyens sur les

---

<sup>23</sup> Carnet de terrain, 17 janvier 2018.

<sup>24</sup> Carnet de terrain, 21 décembre 2018.

<sup>25</sup> « Le vigilantisme implique une tentative organisée par un groupe de citoyens ordinaires de maintenir l'ordre et de faire appliquer des normes au nom de leurs communautés, en utilisant souvent la violence, et dans la perception d'une absence d'actions étatiques de la police ou de la justice (Pratten 2007, 423; cité par Fourchard 2018, 1) ».

frontières (Simonneau et Castelli Gattinara 2019) ou dans les *campi* rom en Italie (É. Fassin et al. 2014).

Les habitant·es des bidonvilles ont aussi vécu des situations de violence dans l'espace public, comme je vais le montrer dans un premier temps, qui a généré, un repli dans l'espace privé et une assignation à l'immobilité, notamment lors de la vague de violences de mars 2019, dont je retrace les faits dans un deuxième temps.

En 2016, Paul me raconte, sur le chantier du bidonville du Triangle à Beaulieu, entre deux coups de marteau ce qui est arrivé à son petit frère.

Paul nous dit qu'il y a deux ans il a perdu son petit frère de 15 ans. Il a été renversé à vélo par une voiture. Le Maire aurait dit « ce n'est pas grave, il y a trop de Roms de toutes façons.

Sur ce même chantier, les architectes que j'accompagne ont prévu de construire des escaliers pour faciliter l'accès au bidonville qui se fait depuis le rond-point. En effet, il est situé en contrebas sur l'étroite parcelle en triangle qui sépare l'autoroute de la voie de sortie. Nous arrivons un matin pour continuer notre ouvrage et nous sommes accueillies par la mère de Gustave.

On descend et une vieille femme sort de sa baraque. Elle interpelle Michèle [l'architecte]. Elle va chercher son fils qui parle un peu français. Gustave se réveille. Puis vient le petit Gustave qui nous explique la situation. On comprend que quelqu'un à moto est venu et a arraché la rampe en menaçant quelques habitants. Gustave a peur de ce monsieur et nous demande de ne pas réparer la rampe car le monsieur a menacé de mettre le feu aux baraques si c'est réparé<sup>26</sup>.

Ce type de menace constituant « un rappel à l'ordre racial » n'est pas un cas isolé. Marina s'est déjà faite insulter dans la rue et la plupart des personnes rencontrées dans le cadre de ce travail de recherche ont été agressées lors de la vague de violences qui a sévi à la fin du mois de mars 2019 en région parisienne quand une rumeur est lancée sur les réseaux sociaux.

Des « Roms en camionnette blanche » auraient volé des enfants à Colombes dans les Hauts-de-Seine<sup>27</sup>. La rumeur se propage et, dans les jours qui suivent, plusieurs personnes identifiées comme roms sont agressées violemment dans plusieurs départements d'Ile-de-France dans l'espace public et dans les lieux de vie. Dans les bidonvilles où j'enquête à Beaulieu et Méryville, la peur saisit les personnes. Les habitant·es me parlent de l'événement en ces termes « ils ont pris sa fille et ne voulaient plus lui rendre », « ils l'ont attrapé et ne

---

<sup>26</sup> Carnet de terrain, 11 novembre 2016.

<sup>27</sup> Voir aussi (Vitale 2019).

voulaient plus le lâcher », « on ne sort plus, on n'a plus rien à manger », « on n'a pas été à l'école pendant plusieurs jours ».

Dans le cas des enquêtés, les agressions se sont déroulées dans l'espace public. La plupart des familles ont d'abord limité leurs déplacements dans la ville puis, dès qu'elles ont pu, ont quitté la France, craignant d'être les victimes de nouvelles agressions. Cet événement montre la violence avec laquelle les oppressions de race s'expriment dans l'espace public et la manière dont la peur s'est emparée des habitant·es de bidonville, les incitant à ne plus sortir. Dans *Se défendre*, Elsa Dorlin étaye ce qu'elle nomme « une phénoménologie de la proie ». Elle achève son propos en affirmant, et cela est pertinent pour penser la situation de toutes personnes victimes de violence, que la peur « renvoie ainsi à un monde où le possible se confond tout entier avec l'insécurité, elle détermine désormais le devenir assassin de tout "bon citoyen" (2017, 181) ». Craindre d'être agressé quand l'on sort de chez soi est une émotion qui peut devenir obsédante et paralysante. C'est une dimension cruciale du rapport à l'espace des personnes vulnérabilisées et minorisées. Cependant, elle est peu prise en compte et objectivée comme telle dans les études sur les mobilités.

Les injures et agressions racistes qui ont lieu dans l'espace public constituent des rappels à l'ordre de la race. Les personnes visées sont rappelées qu'elles ne sont pas légitimes à marcher dans la rue et que ce n'est pas leur *place*.

Cette première section a rassemblé des situations de violences dans lesquelles les habitants et habitantes se trouvent aussi bien dans les institutions, sur les lieux de vie ou aux abords et dans l'espace public. Il convient d'étudier maintenant comment les rapports de domination touchent spécifiquement les femmes « roms » quand elles quittent l'espace domestique pour rejoindre l'espace public. L'ENVEFF<sup>28</sup> (enquête sur les violences envers les femmes en France) a identifié que, dans l'espace public, « c'est au cours des déplacements que se produisent la plupart des agressions, les trois quarts ayant lieu dans la rue, les parkings, les voitures et les transports en commun (Blidon 2016, 247) ». Puisque cette enquête a porté sur des femmes habitant en milieu rural et urbain et n'a pas intégré les violences racistes, voyons comment le fait d'habiter dans un espace marginalisé modifie les violences sexistes vécues dans l'espace public.

---

<sup>28</sup> Un peu moins de 20 ans plus tard, l'enquête VIRAGE le confirme (2018).

## **b) Les mobilités des femmes restreintes par les violences sexistes et racistes**

De nombreux travaux traitent des violences sexistes et sexuelles dans l'espace public. Ils explorent la construction des peurs féminines et révèlent les géographies personnelles que les femmes élaborent pour limiter les risques en sortant de chez elle (Hanmer 1977; Coutras 2003; Jaspard et al. 2003; Lieber 2008; Gardner 1995; Pain 1991; G Valentine 1993). Les violences sexistes et sexuelles sont considérées « comme un continuum d'actes divers qui peuvent importuner, humilier ou blesser (Condon, Lieber, et Maillochon 2005, 282) ».

Les travaux sur les violences sexistes et sexuelles dans l'espace public identifient plusieurs tactiques qui varient en fonction des femmes et des contextes : contournement, changement vestimentaire, écoute de musique, appel téléphonique, accompagnement ou même renoncement. Le principe de ces tactiques ou « coping stratégies (Stanko 1990) » est de passer inaperçue ou de signifier son manque de disponibilité afin d'éviter toutes interactions. Par exemple, écouter de la musique au casque ou faire semblant de téléphoner est un artifice ôtant la faculté d'entendre des interpellations extérieures.

Les tactiques représentent toutes des formes d'anticipation qui laissent entrevoir le caractère constant de la vigilance mentale que les femmes interrogées ne manquent pas d'avoir. En tant que femmes, elles ne peuvent pas se permettre de se promener sans arrière-pensée : elles jaugent toujours l'espace pour savoir comment réagir (Lieber 2008, 262).

Ces travaux sont riches et croisent en partie les expériences des femmes de l'enquête. En effet, les tactiques identifiées dans ce travail ne sont pas tellement différentes. Même si le recours au téléphone ou au changement de tenue vestimentaire est plus rare, l'adaptation des sorties en fonction des heures de la journée, l'accompagnement par une autre personne (très souvent le conjoint) ou le renoncement sont les tactiques les plus fréquentes. Cependant, l'intersection des rapports de sexe et de race et la situation de vulnérabilité résidentielle des personnes enquêtées appellent à des analyses plus spécifiques.

Le concept théorisé par Philomena Essed de racisme genré (1991) qu'elle articule au racisme ordinaire (parfois traduit « du quotidien ») permet de comprendre que « Ni la « race », ni l'ethnicité ne sont neutres du point de vue du genre ; au contraire, elles intègrent des aspects concernant le masculin et le féminin (2005, 106) ». Cela invite à saisir les mobilités du quotidien en croisant le genre et la race pour comprendre au mieux comment s'exercent les rapports sociaux dans l'espace.

Dans mon enquête, les femmes aussi sont confrontées à la peur de sortir de chez elles. En outre, les lieux de vie atypiques – par leur marginalité – dans lesquels se trouvent les femmes

et la racialisation dont elles font l'objet compliquent d'autant plus l'accès à la ville. Alors qu'elles ne témoignent pas toutes d'avoir personnellement été victimes de violences, elles expriment quasiment toutes des mises en garde et des manières de limiter les risques.

L'arrivée en France constitue un prolongement de la relégation vécue en Roumanie. Une petite partie des enquêtés a vécu à la rue au début de la migration (Nadia et Ron, Ionela et sa famille). Dans la très grande majorité des cas, c'est le bidonville qui constitue le point de chute. Il partage avec l'hôtel et le village d'insertion la particularité de se situer en marge des villes. Ils sont situés pour la plupart loin des services urbains et peu desservi par les transports en commun. Comme je l'indique au fil des pages précédentes, les bidonvilles où ont vécu les enquêtés sont des lieux de vie éloignés des réseaux de transport, des services publics et des commerces. Seul le bidonville de Méreville ne correspond pas à cette configuration spatiale et c'est précisément pour cela que je l'ai choisi comme cas d'étude en comparaison avec ceux de Beaulieu et de Laginsy. Concrètement, cela signifie que les habitant·es doivent parcourir de longues distances pour accéder aux ressources majoritairement regroupées dans les espaces centraux. La conséquence de la marginalité des lieux de vie n'est pas *simplement* une question de temps de transport, mais une question de *visibilité*. Sortir de chez soi pour aller en ville quand on est situé à l'intersection de plusieurs rapports sociaux de domination n'est pas une activité anodine. La contrainte principale n'est pas la durée des navettes mais le risque encouru à être *vue* dans l'espace public. Si l'on considère que l'espace public est structuré par les rapports sociaux de domination, alors y accéder revient à *s'exposer* au racisme et au sexisme.

Je développe ici les rapports à l'espace public et les tactiques adoptées par les femmes à partir du bidonville et de l'hôtel qui sont les lieux où se sont déroulées les observations ethnographiques.

- Se déplacer la nuit

À Beaulieu, les bidonvilles sont situés dans la forêt. Il faut marcher à travers bois puis à travers le Green City Campus® durant 15 à 20 minutes pour accéder aux transports en commun et aux services urbains. Le manque d'éclairage et la peur du viol constituent les premières appréhensions des habitantes. Même si c'est souvent à la tombée du jour que les femmes ou les filles expriment leur crainte, les trajets en journée ne sont pas dénués de tension.

Il est 19 heures. Dehors la nuit tombe.

- Emma il fait nuit ! s'exclame Mina.

- Ah oui, je devrais partir c'est ça ?

- Ben j'ai pas envie que tu partes mais oui peut-être qu'il vaut mieux...

Elle s'adresse à sa petite sœur avec autorité :

-Larisa, tu vas la raccompagner.

Larisa la dévisage quelques secondes avec stupeur. Mina se reprend et précise :

-Non mais pas en dehors du platz ! Seulement jusqu'à la porte, là !

-Aaah, bon... ! Répond Larisa soulagée<sup>29</sup>.

Quitter le bidonville la nuit représente une épreuve aussi bien pour les filles que pour les femmes. Au bidonville des Bâches Noires, Leandra la fille aînée de Mirela âgée d'une vingtaine d'années, avait pris la peine de me raccompagner jusqu'à la sortie du bidonville. Au moment où elle me montre le chemin pour rejoindre la gare, je lui fais remarquer :

-C'est pas facile de marcher ici la nuit...

-Non, c'est pour ça qu'on ne sort pas. C'est dangereux ! Une fois, je suis sortie acheter du tabac et y avait un homme caché derrière un arbre. Il a dit : « donne-moi de l'argent. Vous les Roms, vous êtes riches ! » J'ai répondu « Non y a pas<sup>30</sup> ! »

Dans les conversations avec Leandra, la peur est associée à la nuit et aux rencontres avec de dangereux inconnus. L'altérité génère des préjugés racistes tant du côté des victimes que des agresseurs potentiels. Les Roms auraient de l'argent et les Noirs seraient dangereux. L'objectif de ce chapitre n'est pas d'expliquer l'origine des peurs des femmes ni d'évaluer si elles sont bien fondées ou non mais plutôt de les énoncer afin de comprendre l'appréhension et l'effort dont elles doivent faire preuve pour sortir malgré tout.

- Même en journée, les mobilités des femmes sont risquées

Ces appréhensions sont ressenties par les enquêtées de tous âges, même les plus jeunes. À Beaulieu-les-Prés, Mina et Larisa âgées en 2019 de cinq et huit ans ont peur de traverser la forêt seules. Leurs parents leur ont interdit de quitter le bidonville sans être accompagnées d'une adulte.

En octobre 2018, je retrouve la trace de la famille de Mina que j'ai rencontrée à Beaulieu en 2017 et dont j'avais perdu le contact à cause de leur expulsion de l'hôtel social qu'elles habitaient, quelques mois auparavant. Rencontré par hasard sur le Green City Campus® à la sortie de mon cours de géographie, le père, Ionuți, m'avait informée que la famille était retournée vivre au bidonville du Parking 2. La semaine suivante, je décide de partir à leur rencontre. À mon arrivée, je croise un homme que je ne connais pas et lui demande où habite la famille Marcovan. Il appelle Ionuți. En attendant qu'il arrive, nous échangeons quelques mots. Le jeune homme habite à Barcelone avec sa femme et son bébé et rend visite

---

<sup>29</sup> Carnet de terrain, 7 février 2019.

<sup>30</sup> Carnet de terrain, 16 mars 2017.

à son oncle. Il est saisonnier agricole en Espagne et paye un loyer de 250 euros. Ionuți nous rejoint. Il a perdu sa carte d'identité. Les enfants sont parties acheter des frites en ville. Le jeune homme continue son récit. Il a vécu à Dortmund et à Berlin pendant quatre ans. Il me parle allemand et je lui rends la réplique tant bien que mal. À ce moment-là, Mina, Larisa et leur petite sœur de trois ans arrivent, un sac de course à la main. Je ne les ai pas vues depuis quelques mois.

Larisa se jette dans mes bras. Mina me fait la bise. Elles ont meilleure mine que les fois où je les aies vu par hasard cet été. Mina porte une mini-jupe en jean avec des bottes noires. Larisa a des griffures sur le visage. La petite tête sa tétine (c'est peut-être pour ça qu'elle ne parle pas). Tout à coup, le jeune homme saute sur le sac en plastique qu'elles viennent de ramener. « Héé ! » crie Larisa subitement avant de lui courir après. Il vient de piquer une barquette de frites et se réfugie dans sa baraque. « Laisse » dit le père. Je fais un signe de désapprobation en le regardant fixement. (...)

Mina s'exclame :

-On a pris des risques pour aller chercher les frites, on y est allées sans maman. Et lui, il prend sans demander. On lui aurait donné. C'est pas le problème mais c'est pas juste. En plus, ils ont la baraque pleine de nourriture et nous, il faut qu'on attende jusqu'à 16 heures pour manger que maman revienne. Ils sont pas généreux. Juste une fois, ils nous ont donné une assiette pleine. Mon père il dit rien, c'est son ami, c'est normal.

Je demande :

-Pourquoi tu dis que vous avez pris des risques ?

-Parce que dans les bois, c'est pas sûr pour des filles. Y a des monsieurs qui sont méchants...

-Ouais, qui les violent même ! ajoute Larisa<sup>31</sup>.

À cinq et huit ans, Larisa et Mina ont déjà intériorisé ce qui surplombe les femmes dans leur déplacement : la dimension genrée de l'espace public. Malgré leur jeune âge, elles ont une connaissance de l'espace public en termes de risque face aux agressions sexuelles. Elles savent qu'il existe des espaces qu'elles peuvent traverser sans risque et d'autres qui sont dangereux « pour les filles ». La peur du viol constitue une des peurs enfantines avec laquelle elles grandissent. Cette peur est particulièrement liée au fait d'habiter dans une forêt. En effet, lors de leur séjour en hôtel l'année précédente, la socialisation urbaine des enfants s'était construite par un accès à la ville en relative autonomie.

L'hébergement dans l'hôtel social de Chailly-les-Roses donne la possibilité aux enfants d'aller et venir librement. Intégré à une dalle urbaine, l'hôtel donne accès à une gare RER et à un centre commercial. Les enfants passent leur après-midi à jouer sur la place piétonne que représente la dalle ou à explorer le centre commercial auquel ils et elles se rendent à

---

<sup>31</sup> Carnet de terrain, 4 octobre 2018.

ped. Les environs de l'hôtel sont devenus un terrain de jeux où les enfants construisent leurs repères et des relations de voisinage avec les commerçants et les autres enfants du quartier.

La liberté d'aller et venir permise par la centralité de l'hôtel social à Chailly est aussi permise par la centralité de certains bidonvilles, comme on le verra notamment comme on le verra à Méreville dans le chapitre 6 sur les transports.

Si quitter le bidonville pour aller en ville est un trajet qui fait l'objet d'appréhension, ce n'est pas uniquement à cause des agressions qui peuvent être subies à l'extérieur. Pour les parents, laisser les enfants au bidonville est source d'inquiétude et, d'une certaine manière, affecte leur mobilité en dehors du bidonville.

À Beaulieu, la crainte de la pédocriminalité est largement partagée par les enquêtés. Marina explique qu'elle a refusé des emplois car les horaires de travail impliquaient de laisser sa fille seule dans la baraque. La famille de Constance par exemple m'informe que leur chien les a défendus plus d'une fois contre « les pédophiles ».

On parle du chien qui a été dressé par Aurelia pour attaquer les agresseurs et protéger la famille. Je réagis :

-Mais moi j'ai peur qu'il me morde !

-Mais oui il mord ! Mais seulement les méchants et les pédophiles !

Constance me parle de cette histoire où un type en voiture est venu promettant des bonbons.

-Nous on a dit 'bah va chercher les bonbons, on t'attend là !'.

Il est parti quand Pipo l'a mordu<sup>32</sup>.

Un autre danger est considéré par les mères au sein du bidonville. Il s'agit des voisins. En effet, dans un bidonville, toutes les familles ne se connaissent pas. Les chaînes et cadenas qui verrouillent les baraques témoignent de la méfiance qui règne dans un bidonville.

C'est le cas sur le bidonville du Parking 2. Un mois après avoir volé les frites de Mina et Larisa, le jeune homme vivant à Barcelone s'est illustré par un autre acte malveillant. En novembre 2018, je me rends au bidonville chez Mina. Izabela est énervée. Elle sillonne le bidonville en se faufilant entre les baraques en criant. Je rentre chez elle. Mina m'accueille intimidée par la colère de sa mère.

Izabela entre dans la baraque avec fracas en vociférant. Je ne comprends pas ce qu'elle dit et me fais toute petite. Elle me traduit plus tard.

---

<sup>32</sup> Carnet de terrain, 14 février 2019.



- Il est rentré dans la baraque alors qu'on était pas là et que les enfants dormaient ! c'est pas normal !
  - Tu es allé voir Elvis [le chef du platz]?
  - Oui mais ça sert à rien ! dit le père.
  - C'est Simba qui l'a fait rentrer ! dit Larisa.
  - Ben, il savait pas. Dis-je pour défendre Simba.
  - Oui, il savait pas. Ajoute le père.
- Les parents avaient quitté le platz tôt le matin pendant que les enfants dormaient<sup>33</sup>.

L'absence de mode de garde pour les enfants est structurant dans la mobilité des parents, et plus spécifiquement pour celle des mères. Certaines peuvent s'appuyer sur l'aide de proches ou de voisines ou alors, plus informellement, sur le regard collectif des adultes du bidonville. Nous verrons dans le reste de la thèse que le refus de la scolarisation génère une difficulté dans la mobilité des femmes, qui, en l'absence de mode de garde alternatif doivent se déplacer avec les enfants et donc déployer un travail de *care* mobile.

L'étude des mobilités des femmes révèle les tensions à l'œuvre dans les espaces mis en relation par la mobilité. L'espace public et l'espace domestique sont des lieux de l'exercice de la domination patriarcale (harcèlement, agressions, travail domestique, viol conjugal, abus sexuel...) auxquelles les femmes sont confrontées. Pour les femmes en bidonville, une autre menace pèse sur leur espace domestique : l'insécurité au sein du bidonville lui-même, car le voisinage peut constituer un danger, parce qu'il est situé en marge des villes mais aussi car c'est un lieu de vie racialisé, c'est-à-dire que sa forme (regroupement dans les interstices de la ville de baraques en bois recouvertes de bâches) est interprétée comme renvoyant à une appartenance raciale.

- Un lieu de vie racialisé

Quand Leandra sort acheter du tabac, l'homme qui l'agresse s'adresse à elle comme faisant partie du groupe des Roms. Sur quels critères se base-t-il pour affirmer cela ? Il fait sombre, l'échange est bref, Leandra ne s'est pas présentée... Pourtant l'homme affirme qu'elle est rom. Selon lui, le fait que Leandra marche dans cette forêt à cette heure-ci fait d'elle une habitante du bidonville et donc cela fait d'elle une femme rom. Il associe le fait de marcher dans cette forêt en soirée comme une caractéristique justifiant l'assignation. Sa pratique spatiale est racialisée.

---

<sup>33</sup> Carnet de terrain, 9 novembre 2018.

Les habitant·es ont conscience que l'assignation raciale dont ils font l'objet est liée à leurs conditions de vie. En mars 2019, lors des agressions racistes générées par la rumeur diffusée sur les réseaux sociaux, la plupart avait peur de sortir et de rester dans le bidonville. En effet, des attaques s'étaient produites dans des lieux de vie à d'autres endroits de la région parisienne. À Méreville, Sorina, qui ne se considère pas comme rom ne sortait plus car elle avait peur que, comme son gendre, elle et ses enfants soient agressés.

À Beaulieu, la police municipale faisait des rondes à proximité des bidonvilles pour intervenir en cas d'agressions et avait indiqué aux habitant·es : « Restez sur vos gardes. Faites attention. »

Le 28 mars je m'étais rendue sur le bidonville de l'Autoroute où vivaient notamment la famille de Cerisela, celle de Maria, celle de Vijai et depuis peu, celle de Mina. Depuis quatre jours, les habitant·es s'étaient relayés toute la nuit durant autour d'un grand feu pour « faire peur » et dissuader toute attaque. La situation était tendue. Une agitation nerveuse traversait le bidonville. Mina était affolée. Son frère Mirel m'avait menacée avec un bâton en me demandant de quel pays je venais alors que depuis trois ans je me présentais comme française. La peur s'exprimait de différentes manières en fonction des personnes. Certaines s'en tenaient à ce qu'elles avaient vécu, d'autres répétaient ce qu'elles avaient entendu de plus effroyable et d'autres encore, sidérées, ne disaient mot. Après être passée chez Mina, j'avais rendu visite à Maria. Au bout de quelques temps, elle me conseilla de rentrer chez moi car la nuit tombait. Elle ajouta « et s'ils te prennent pour des gens comme nous !? »

Cette mise en garde révèle la manière dont l'assignation raciale est vécue. Peu importe la manière dont la personne s'identifie, l'assignation nie la subjectivité de la personne concernée. Alors même que Maria sait que je ne suis pas rom et qu'elle m'identifie comme une femme blanche et française, elle considère que, étant présente dans un bidonville, je pourrais être la cible d'une agression raciste. Son conseil révèle sa connaissance des rouages de la racialisation. Elle sait que les violences racistes sont arbitraires et s'abattent de manière aléatoire sans que l'on s'y attende. Elles dépendent aussi du type d'espace fréquenté, ici le bidonville.

La racialisation procède d'une dépossession de l'identité. L'interprétation des signes extérieurs en vue de l'identification est régie par des règles – des schèmes d'interprétation – détenues par le camp de l'assignation. La personne racialisée n'a pas de prise sur la manière dont elle l'est. Cela lui échappe.

Après avoir examiné avec précisions les effets des violences sexistes et racistes sur les mobilités des femmes à partir de leur expérience vécue, voyons comment l'antitsiganisme

ordinaire conditionne les mobilités des hommes afin de mieux saisir en creux ce que, si l'on détourne le concept d'Essed, l' « l'antitsiganisme genré » pourrait recouvrir.

### c) La flânerie : un privilège masculin ?

Dans son livre sur les violences dans l'espace public, Marylène Lieber analyse une « fiche-conseil » rédigée par le ministère de l'intérieur à destination des femmes. Le ministère les invite à « toujours d'un pas énergique et assuré », et à ne pas donner « l'impression d'avoir peur » si elles sont isolées. Elle souligne le paradoxe qui cristallise les mobilités des femmes soumises à des injonctions contradictoires.

Aux yeux des gardiens de l'ordre public, une femme seule ne devrait pas **flâner** sur la voie publique ou s'afficher trop ostensiblement, au risque de se faire agresser (2008, 14)<sup>34</sup>.

En effet, contrairement à la figure du flâneur qui, comme nous le rappelle Baudelaire en exergue de ce chapitre, demeure partout chez lui, peut à la fois voir le monde, être au centre du monde et rester caché de lui, les femmes « doivent, au contraire, marcher vite et discrètement (Lieber 2008, 258) ».

Si le flâneur par son oisiveté et sa liberté de circulation est le héros de la modernité, les femmes de mon enquête en sont la figure inversée. Chargée de courses et d'enfants, pratiquant la mendicité ou le travail du sexe, chassée par la police ou les riverains, préoccupée par la peur d'être agressée physiquement ou verbalement à cause de leur sexe ou de leur race, elles n'ont guère le loisir de se « balader l'air de rien en ville (Bentouhami 2022, 59) ».

Pour autant, est-ce le cas de leur mari, frère ou cousin ?

Pas vraiment. Les hommes aussi sont fort occupés par les activités que la précarité rend irrémédiablement urgentes. Vivre au jour le jour implique de s'activer en permanence : gagner de l'argent, ramasser du bois de chauffage (été comme hiver), faire des démarches administratives, se rendre aux permanences des associations caritatives...

Il m'est arrivée de croiser cependant par hasard de jeunes hommes, le pas lent, ne se dirigeant pas vers un point précis. Le jour où je suis harcelée dans la forêt, par exemple, Alin et son cousin Marius ne sont pas débordés par la contingence du quotidien. Ils sont au

---

<sup>34</sup> C'est moi qui souligne.

contraire disponibles. Ils s'ennuient sans doute un peu et la perspective de rentrer au bidonville ne constitue pas un programme réjouissant pour les adolescents déscolarisés et sans travail qu'ils sont. Leur situation sociale de jeunes hommes célibataires sans enfants à charge leur libère précisément du temps pour se balader, rendre visite à la famille, faire de nouvelles rencontres et par exemple harceler une jeune femme isolée dans les bois.

La première fois que j'ai rencontré les deux frères Marius et Mihai, ils revenaient de Chailly-les-Roses. À cette époque, ils habitent en hôtel à Hauteville. Ils se rendent régulièrement à Beaulieu pour rendre visite à leurs cousines et à Chailly pour saluer des voisins du village hébergés à l'hôtel. C'est en discutant avec d'autres jeunes, sur la dalle de Chailly, qu'ils ont par exemple pris le tic de langage « wallah ! » me disent-ils sur le trajet vers le bidonville du Parking 1 en 2017.

Rafael lui aussi est très mobile. Je le croise plusieurs fois sur le Green City Campus® et c'est systématiquement lui qui me reconnaît. Je quitte le Welcome hAll en direction de l'université-le-Corbusier et pense au cours de géographie que je vais donner dans quelques instants quand tout à coup j'entends « Bonjour ! ». C'est Rafael. Il retire un écouteur fixé dans son oreille et me sert la main. Je l'ai pris pour un étudiant indien ou marocain peut-être. « Ah Rafael, je ne t'avais pas reconnu ! ». Il porte un ensemble Nike tout neuf aux couleurs vives. Pour ma part, ce n'est pas un jour où j'ai prévu de faire du terrain. Je me suis donc habillée « en enseignante-chercheuse ». Ce matin, j'ai enfilé une robe, des collants noirs et des chaussures à talons. Inhabitué à me voir habillée de la sorte, il me dévisage des pieds à la tête, ce qui me gêne et me pousse à interrompre la conversation pour reprendre mon trajet.

Deux ans plus tard, je pique-nique avec un collègue dans l'enceinte sécurisée du Green City Tech Plus®. Nous sommes installés dans l'herbe au pied de la haute école d'ingénieurs, à côté du cours de tennis et à deux pas du terrain de basket. Nous discutons du confinement et de la difficulté à finir la thèse quand nous sommes interrompues. C'est Rafael ! Il me tend la main, bonhomme, en souriant. Il est parvenu à entrer dans l'enceinte sécurisée du Green City Tech Plus® par l'entrée qui donne sur la bibliothèque Guy Debord. Pourtant cette entrée est particulièrement surveillée. Plus d'un collègue, fatigué de trouver porte close, refusant de revenir sur leur pas et de faire un détour par la guérite de sécurité principale, escaladent les grillages au prix de quelques réprimandes de la part des vigiles de l'entreprise Gentle Bodyguard. Rafael, lui, est passé incognito, la démarche sereine et le sourire aux lèvres.

Ces anecdotes illustrent la variété des pratiques spatiales des habitant·es des bidonvilles de Beaulieu. Rafael est la seule personne de l'enquête que j'ai vue à l'intérieur du Green City Tech Plus®. Sa manière de s'habiller, son allure, son assurance, sa connaissance des lieux

révèlent sa capacité à s'imposer dans l'espace et à reprendre à son compte les codes dominants. On a vu dans le chapitre précédent que sa femme, Lenuța 19 ans, mère de ses deux enfants, ne jouit pas de la même mobilité puisque depuis son enfance, elle est assignée au travail domestique.

Cependant, Rafael n'est pas un flâneur comme Baudelaire l'entend. La police lui rappelle régulièrement qu'il ne peut pas « se sentir partout chez lui ».

- La police tout le temps me demande mes papiers mais je les ai perdus...  
Je pose une question à son frère Johnny mais c'est Rafael qui répond.
- Ah bon ! Et toi aussi Johnny, la police te demande tes papiers ?
- Non pas lui ! Ils me demandent à moi car ils croient que je suis arabe ! Quand je dis que je suis roumain, ils me croient pas ! Alors je parle roumain et ils disent 'ah bon, t'es roumain ?'
- Ah, à Paris c'est pareil ?
- Non à Paris, ça va ! Moi je connais la police à Paris ils me connaissent ! Mais ici la police elle est raciste ! À Chailly, Hauteville, Mercueil, la Plaine-en-France ... laisse tomber<sup>35</sup> !

Les contrôles policiers à répétition dans l'espace public constituent une manière de réguler l'espace public. Ils signalent que les personnes ne sont pas les bienvenues et, par force de dissuasion, les incitent à ne pas continuer à occuper l'espace public. L'explication que Rafael donne à propos du fait que Johnny ne se fasse jamais contrôler révèle sa lecture et sa compréhension de la manière dont se déroulent les rapports sociaux de race en France. Rafael rapproche son phénotype et son style de ceux des « Arabes » qui font l'objet de contrôle au faciès. Au fur et à mesure des contrôles d'identité, il a compris que la police contrôle davantage les personnes identifiées comme arabes. La répétition des contrôles dans différents espaces urbains à Chailly, Hauteville, Mercueil, la Plaine-en-France... constituent un apprentissage que Rafael acquiert de sa position dans l'ordonnement du monde social racialisé. Dans ce sens, l'espace public est une instance de la socialisation raciale.

Enfin, les différentes vignettes que j'ai partagées soulignent la dimension contextuelle et relationnelle de la race. La même personne, Rafael, qui s'identifie comme rom roumain, est tour à tour prise pour un étudiant indien puis pour un jeune homme arabe. Cela souligne que l'assignation dépend autant, sinon plus, de la personne qui assigne que de la personne elle-même. Non pas biologique, la race est résolument un rapport social.

---

<sup>35</sup> Carnet de terrain, 12 juillet 2017.

Tant que les femmes ne bénéficieront pas des mêmes choix que les hommes pour agir en tant que flâneur dans les villes contemporaines, l'inégalité de genre dans le droit à la ville persistera (Preston et Ustundag 2005, 221)<sup>36</sup>.

Après les exemples donnés sur les pratiques de mobilité des jeunes hommes en bidonville, il conviendrait de reformuler cette affirmation des géographes Valerie Preston et Ebru Ustundag. En effet, les contrôles au faciès des jeunes hommes racisés révèlent que le flâneur n'est pas seulement un homme, il est aussi un homme blanc aisé qui est libre de disposer de tout son temps. Rafael, Marius, Mihai et Johnny, bien qu'ils soient davantage maîtres de leur temps et de leur mobilité que leur sœur et leur conjointe, ne peuvent pourtant pas se prendre n'y être pris pour des flâneurs.

Tant que les personnes racisées ne bénéficieront pas des mêmes choix que les personnes blanches pour agir en tant que flâneuses dans les villes contemporaines, l'inégalité de race dans le droit à la ville persistera.

---

<sup>36</sup> Ma traduction.

## Conclusion

Dans ce chapitre, j'ai exploré l'expérience vécue de l'antitsiganisme et du genre – ou « antitsiganisme genré » pour reprendre la formule de Essed – afin de comprendre comment ils influencent les pratiques de mobilité. L'antitsiganisme et le genre agissent à plusieurs échelles de matérialité, celle du corps et celle des conditions d'existence, que les études intersectionnelles appréhendent rarement de manière conjointe. Je développerais, même si les deux sont empiriquement imbriqués, les effets de l'antitsiganisme puis ceux du genre.

Premièrement, l'antitsiganisme impose des normes sociales et esthétiques desquelles les personnes roms sont exclues et qui se concrétisent par une autocensure ou une autoappréciation négative. La phénoménologie critique, en tant que théorie de la connaissance partant du corps, nous enseigne que les personnes minorisés accèdent à une autre connaissance du monde que les personnes majoritaires et développent des compétences particulières. Les observations menées pendant l'enquête révèlent comment les violences affectent les personnes dans leur rapport à elle-même et à l'espace. Avoir peur, se sentir laid·e, gros·se, illégitimes, discrédité·s sont autant de sentiments qui influencent et transforment la manière dont les personnes se perçoivent – et donc leur subjectivité – et la manière dont l'espace public est perçu. S'inquiéter de la réaction des autres – le « dark care (Dorlin 2011) » est constitutif de la vigilance avec laquelle les minorisés accèdent à l'espace public.

Deuxièmement, ce chapitre invite à entreprendre un dialogue qui s'avérerait fructueux entre les travaux sur la socialisation spatiale et raciale et les travaux de phénoménologie critique pour comprendre comment les normes modèlent les mobilités et l'expérience. En effet, les mobilités quotidiennes, parce qu'elles sont répétées, ordinaires et qu'elles ont lieu dans l'espace public, participent de la socialisation raciale des individus, c'est-à-dire de « l'ensemble des processus d'apprentissage et d'intériorisation de dispositions racialisées, des manières de concevoir et négocier au quotidien sa position racialisée dans l'espace social, ainsi que des manières de catégoriser les autres et de faire sens du monde selon un prisme racial (Brun et Cosquer 2022, 92) ». Cette dimension de la socialisation permet de compléter les travaux sur la socialisation *à* et *par* l'espace (Cayouette-Remblière, Lion, et Rivière 2019) d'un côté, et les travaux sur la socialisation *aux* et *par* les mobilités (Authier, Belton Chevallier, et Cacciari 2022) de l'autre. Cela permet également de mieux comprendre la manière dont, pour paraphraser Muriel Darmon (2016), l'espace public « forme et transforme les individus ». Autrement dit, utiliser le concept de socialisation raciale dans l'étude des mobilités quotidiennes permet de révéler comment les rapports sociaux de sexe, de race et de classe co-forment les rapports à l'espace public.

Troisièmement, l'étude des mobilités quotidiennes des femmes permet de saisir deux aspects méconnus de l'antitsiganisme : la dimension spatiale et la dimension genrée. En effet, les violences sexistes et sexuelles dans l'espace public – craintes ou vécues – conditionnent les manières de se déplacer et d'accéder aux ressources urbaines car elles constituent « un continuum de violences ». Les injures et agressions que les femmes de l'enquête subissent dans l'espace public sont des rappels à l'ordre du genre et de la race. La dimension ordinaire du racisme genré (Essed 1991) conduit à des réactions et des adaptations qui constituent des apprentissages de dispositions urbaines (Rivière 2017). En effet, les mises en garde et les interdictions sont autant de « savoirs et de savoir-faire » « inculqués » de manière continue par « différentes instances socialisatrices (la famille, l'école, les groupes de pairs) (...) induisant des pratiques ou des manières de penser ou de catégoriser la mobilité) (Authier, Belton Chevallier, et Cacciari 2022, 11) ». En retour, « les mobilités spatiales participent à façonner les individus qui les vivent (Authier, Belton Chevallier, et Cacciari 2022, 11) ». Les expériences de racisme et de sexisme vécues au cours des mobilités font partie de cette socialisation. Les tactiques d'évitement, de renoncement ou d'accompagnement que les femmes adoptent au cours de leurs mobilités sont l'expression de la manière dont elles s'adaptent à des normes hostiles et négocient leur place au quotidien, c'est-à-dire à la manière dont elles font *avec* et *contre* les rapports de pouvoir. Leur mobilité est donc fonction de leur socialisation raciale c'est-à-dire fonction de la manière dont elles se repèrent au sein des rapports sociaux de race ceux-ci étant en retour actualisés par les mobilités au quotidien.



## Conclusion de la partie 2

Dans cette partie, je me suis attachée à expliciter les mécanismes de vulnérabilisation qui touchent les femmes de l'enquête afin de comprendre les conditions de réalisation de leurs mobilités. Parmi les paramètres caractérisant les conditions de réalisation des mobilités quotidiennes (l'utilisation de moyen de locomotion, l'engagement du corps dans l'espace), j'ai développé la question de la position résidentielle. Dans le cas de mes enquêtées, c'est la vulnérabilité qui la caractérise en grande partie.

Explorer les rouages du processus de vulnérabilisation s'est révélé une perspective particulièrement heuristique pour comprendre les conditions de la réalisation des mobilités quotidiennes des femmes de l'enquête. Cette partie apporte des résultats inédits dans le domaine des mobilités quotidiennes. D'une part, parce que les personnes vulnérabilisées, racisées, migrantes et sans logement stable figurent sur la liste des absents des travaux sur la mobilité. D'autre part, parce que si les relations entre domicile et déplacements quotidiens sont largement traitées par la littérature, la question des conséquences de la vulnérabilité résidentielle sur les déplacements n'a pas fait l'objet de recherche à part entière.

Je propose maintenant de discuter la manière dont les trois éléments qu'Yves Grafmeyer (2010) identifie comme composant la position résidentielle – les caractéristiques matérielles, le statut d'occupation, et la localisation du logement – contribuent à influencer et à conditionner les mobilités des femmes de l'enquête.

Premièrement, les caractéristiques des logements pénalisent en premier lieu les femmes car elles sont en charge du travail domestique. La précarité énergétique génère des mobilités supplémentaires comme l'approvisionnement en eau, le ramassage de bois de chauffage et la réalisation de courses alimentaires quasi quotidiennes. La multiplicité des espaces domestiques auxquelles elles doivent s'adapter alourdit la réalisation du travail domestique. La vulnérabilité résidentielle a pour conséquence, dans leur cas, de produire un quotidien où l'installation de routines ne semble possible qu'à partir de l'installation en logement social.

Deuxièmement, le statut d'occupation joue un rôle clé car l'absence de titre d'occupation ou la courte durée de l'hébergement génère une mobilité résidentielle intense qui bouleverse le quotidien des personnes tant au niveau des repères spatiaux à l'échelle du quartier que de l'appropriation de l'espace domestique. Les personnes évincées des dispositifs sont hébergées en hôtels ou reléguées aux bidonvilles. Soumises aux expulsions, leur vulnérabilité résidentielle reste accrue. Le concept de *care* est, de ce point de vue, éclairant car c'est dans sa relation avec la vulnérabilité qu'il prend tout son sens, les deux fonctionnant

de concert. En effet, les perspectives du *care* et les travaux sur la domesticité soulignent l'importance du chez-soi pour les personnes minorisées. Plus qu'un simple abri, l'espace domestique constitue un lieu ressource où peuvent se déployer les activités de care (s'accueillir, discuter, prendre soin de soi et des autres) indispensables pour faire face à la vulnérabilité.

Troisièmement, la localisation des lieux de vie dans les marges portent préjudice aux enquêtés non seulement car elle allonge le temps de déplacement mais surtout parce qu'elle expose les enquêtés aux violences sexistes, sexuelles et/ou racistes. Associer le prisme de l'antitsiganisme à l'analyse, permet de révéler les conséquences de la vulnérabilité résidentielle sur les subjectivités des habitant·es.

En résumé, je montre que l'hébergement et les projets d'insertion mis en œuvre par la résorption des bidonvilles, s'ils donnent accès à un emploi et un abri ne donnent pas accès au droit commun plein et entier à cause des discriminations raciales. Ces programmes donnent accès à un peu plus de confort, mais ne parviennent pas à résorber la vulnérabilité résidentielle dans le sens où la position résidentielle reste « fragilisée, insatisfaisante et menacée » et que la réalisation du chez-soi comme espace reposant et protecteur n'est pas atteinte. Résultat d'un processus issu du croisement entre les politiques publiques et le marché économique, la vulnérabilité résidentielle « implique une expérience sociale, mais aussi des rapports de force et, enfin, des (im)possibilités d'agir (2019, 12) ».

Après avoir examiné les conditions de réalisation de la mobilité à travers un de ses paramètres, la position résidentielle, dans la troisième partie, j'analyserai de manière plus approfondie la question de l'engagement du corps dans l'espace au cours des déplacements et l'utilisation des moyens de locomotion. Plonger au cœur des pratiques permettra de révéler la manière dont les femmes réalisent les déplacements nécessaires aux activités de la vie quotidienne et *in fine* accèdent à la ville malgré la vulnérabilisation que le croisement des rapports de domination produit.



**PARTIE 3 SORTIR MALGRÉ TOUT.**

**CORPS EN MOUVEMENT**

**EN QUÊTE DE CARE ET**

**D'ANCRAGE.**



## Introduction de la partie 3

Après avoir explicité les conditions de vie dans les marges (hôtel, bidonville, village d'insertion) et la manière dont elles affectent subjectivement et matériellement les personnes, j'explore dans cette partie plus concrètement les pratiques de mobilités des femmes de l'enquête.

La mobilité quotidienne est une pratique sociale qui, je le rappelle se situe au croisement de dimensions structurelle (système politique, technique, social, symbolique) et individuelle (disposition, compétence, expérience). En outre, elle a la particularité de désigner le déplacement du corps dans l'espace pour réaliser des activités nécessaires à la vie quotidienne. Elle dépend de la position sociale, dont le rôle est analysé de manière transversale dans la thèse, de la position résidentielle, qui occupe une place centrale dans la partie 2 et, ce qui nous occupe ici, de l'engagement du corps dans l'espace et de l'utilisation de moyens de locomotion.

Cette partie consiste à entrer dans le détail de la réalisation de la mobilité et de voir en quoi la position sociale (des femmes de classes populaires racisées, mères, migrantes et sans emploi) et la position résidentielle (logement précaire et non pérenne pour la plupart) influencent les pratiques de mobilités. Je me concentrerai sur l'accès aux transports publics et personnels et sur la mise en mouvement du corps dans l'espace public.

Quel profit les femmes sans emploi fixe et déclaré peuvent-elle tirer de la mobilité ? Quels sont les arrangements que les femmes dont les enfants ne sont pas scolarisés doivent effectuer ? Comment l'équipement et l'accès inégal aux transports affectent-ils la réalisation du travail domestique mobile ?

La géographie du genre et la sociologie féministe m'ont fourni des outils pour pouvoir y répondre. En effet, toutes deux mobilisent les épistémologies féministes qui, en réfutant la prétention à la neutralité scientifique et en rejetant les positions universalistes, invitent à analyser et à visibiliser des pratiques marginales et minoritaires. Pour ce faire, elles appréhendent le genre et la race comme des concepts d'analyse transversaux, qui permettent d'analyser le monde social dans son ensemble et non dans un seul de ses aspects, comme le travail, la famille ou la sexualité. Cependant, la mobilité quotidienne en tant que pratique sociale et spatiale a peu fait l'objet de travaux croisant les deux concepts dans ces disciplines.

On l'a vu, leur situation de vulnérabilité génère des activités de *care* particulièrement complexes. Élever ses enfants, nourrir sa famille, faire le ménage, recevoir ses proches sont

des activités que la vulnérabilité rend compliquées à réaliser, et qui occupent la quasi-totalité du temps des femmes. Si elles prennent place en grande partie au sein de l'espace domestique, elles reposent néanmoins sur des ressources qui se trouvent en dehors : biens matériels (courses, bois, eau), ressources financières et droits sociaux (scolarisation, domiciliation, santé). Accéder aux ressources exige des femmes qu'elles se déplacent alors même qu'elles sont vulnérabilisées par la privation de ces mêmes ressources.

J'analyserai ainsi la place qu'occupe le travail domestique dans leurs mobilités quotidiennes à travers trois aspects centraux qui permettent de spécifier leur mobilité : le difficile accès aux transports mécanisés (chapitre 6), la pratique d'une activité économique considérée comme déviante qui se déroule dans l'espace public et en mobilité : la mendicité (chapitre 7) et l'ambivalence de l'équipement indispensable à la mobilité, qui participe de leur assignation au travail domestique et en même temps constitue un support à la capacité d'agir (chapitre 8).







*Oh Lord, won't you buy me a  
Mercedes Benz?*

Janis Joplin

*Parler du métro, c'est donc  
parler d'abord de lecture et de  
cartographie.*

Marc Augé

*J'achèterai ton terrain, j'en  
ferai un tableau  
Quand j'ramènerai tout  
l'monde, ils viendront au  
galop  
J'commence en intérim,  
j'finirai en Tesla  
J'voudrais vivre ma vie  
comme Louise et Thelma*

Poupie



# Chapitre 6 Transporter ou être transportée : tactiques et dépendances.

La littérature sur la place des transports dans la mobilité quotidienne des femmes est riche et émerge en France dès les années 1970 (Fagnani 1977; Coutras et Fagnani 1977). Elle identifie que les années 1980 et 1990 constituent un tournant dans les pratiques de mobilité des femmes. La banalisation de la voiture associée à la massification du travail salarié des femmes entraîne une augmentation soudaine du temps de déplacement des femmes (Demoli 2014; Coutras 1997), si bien que celui des femmes tend à « rattraper » celui des hommes<sup>1</sup>. Les femmes sont donc de moins en moins confinées à l'espace domestique et accèdent de plus en plus à la sphère publique. Ces études apportent un autre résultat important. Si les temps passés à réaliser des déplacements des femmes et des hommes sont quasiment équivalents, les modes de transports et, plus encore, la structure des déplacements et les motifs de déplacement des femmes se distinguent nettement de ceux des hommes<sup>2</sup>. La structure de leurs déplacements est segmentée et caractérisée par un chaînage<sup>3</sup> rendant sa réalisation complexe et nécessitant une charge mentale plus grande qu'une navette domicile-travail (McGuckin et Murakami 1999; Scheiner et Holz-Rau 2017; Predali 2002; Gilow 2020; Coutras 1997).

Si cette littérature est enrichissante car elle éclaire les inégalités entre hommes et femmes dans les déplacements quotidiens, elle ne caractérise cependant qu'une partie de la classe des femmes. Les mobilités des femmes les plus précaires n'ont pas fait l'objet de recherche à part entière. En effet, si l'on sait que les femmes ont moins accès à l'automobile et sont plus dépendantes des transports en commun (Demoli et Gilow 2019; Demoli 2014; Coutras

---

<sup>1</sup> En (1997), Jacqueline Coutras identifie un écart de 25 minutes dans le temps consacré aux déplacements par jour entre hommes et femmes. En 2018, l'écart se réduit. Les hommes observent un temps de déplacement quotidien supérieur de 6 minutes comparé à celui des femmes (Cerema 2018).

<sup>2</sup> Elena Zucchini démontre dans sa thèse de doctorat (Zucchini 2015) que les femmes à Madrid réalisent quatre fois plus de déplacements liés aux activités de care et aux activités domestiques que les hommes.

<sup>3</sup> La chaîne de déplacement désigne « une succession de déplacements (caractérisés par une origine, une destination, un motif – école, achats, travail... – et un ou plusieurs modes) effectuée par un individu entre son domicile comme lieu de départ et son domicile comme lieu d'arrivée, à condition que le retour soit effectué le même jour (Demoli et Gilow 2019, 138). »

1993; Predali 2002; STIF 2013; Tillous et Lahmani-Saada 2015), l'on sait peu de choses de la mobilité des femmes des classes populaires. Si elle apparaît dans certaines études (Coutras 1993; Predali 2002; Aragau, Berger, et Rougé 2017; Kerivel 2021; Sinigaglia-Amadio 2021), l'analyse de la mobilité des femmes de classes populaires est dispersée parmi celle des mobilités féminines en général sans faire l'objet de recherches à part entière. Par exemple, les mobilités des femmes sans emploi ne sont quasiment pas étudiées<sup>4</sup>. Si l'on ajoute les critères de vulnérabilité et de racialisation, les modalités d'accès aux transports relèvent de l'inconnu.

En réponse à cet angle mort, le chapitre étudie la manière dont la vulnérabilisation affecte l'accès aux modes de transports mécanisés des femmes.

Si la motorisation des femmes facilite la réalisation du travail domestique mobile (Gilow 2019; Coutras 1993) à quelles difficultés sont confrontées les femmes de l'enquête qui n'ont pas de permis de conduire ? Étant captives des transports en commun, comment y accèdent-elles depuis les marges et sans ressources financières ?

Dans ce chapitre, j'explore tout d'abord les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes dans l'accès aux transports en commun. Puis, je montre quelles sont les conditions dans lesquelles elles utilisent un véhicule personnel et comment les avantages qu'elles en tirent dessinent en creux des inégalités entre elles.

## 1. Un accès aux transports en commun limité par la vulnérabilité

Sur la centaine de personnes rencontrées pendant l'enquête, une quinzaine d'hommes seulement possèdent une voiture. La majorité des enquêtés utilisent les transports en commun : bus, métro, RER, train, tramway et, dans une moindre mesure, se déplacent à vélo. Les femmes n'utilisent pas le vélo et n'ont pas le permis de conduire. Ainsi, comme de nombreuses femmes de classes populaires, elles sont captives des transports en commun (Tillous et Lahmani-Saada 2015). N'ayant pas accès à un véhicule personnel motorisé, elles sont dépendantes des transports en commun pour réaliser de longues distances.

Pour les femmes de l'enquête, accéder aux transports en commun les confrontent à plusieurs obstacles : se repérer dans la ville et payer les transports en commun. La plupart

---

<sup>4</sup> Jacqueline Coutras (1993) fait une rapide allusion à l'acquisition systématique de la carte orange (ex-passe Navigo) par les chômeuses non-motorisées.

des femmes ne lisent pas le français. Elles s'appuient sur l'aide de personnes proches ou de personnes inconnues pour se repérer (1a). Sans emploi stable et possédant de petits revenus, la plupart est contrainte de frauder pour se déplacer sans payer de titre de transport (1b). Celles qui peuvent payer sont celles qui ont été sélectionnées pour participer à un projet d'insertion (Vil'laginsy, Tremplin-Beaulieu et Du bidonville à la ville) et dont l'accès aux droits a été facilité par une travailleuse sociale (1c).

### **a) Se repérer, une nécessité inégalement expérimentée**

Les femmes viennent de régions rurales en Roumanie. La plupart n'a jamais pris le métro ou un train en ville. En arrivant, en France, elles découvrent des pratiques modales. Cela se combine à d'autres difficultés. Certaines ne savent pas lire le roumain et la plupart ne lit pas le français. Lire un plan et déchiffrer le nom des arrêts de bus ou de métro est donc impossible pour la majorité des femmes de l'enquête.

C'est le cas de Domenica. Elle a 28 ans et vit avec ses trois enfants et sa mère dans un hôtel depuis que le bidonville du Parking 1 à Beaulieu a été évacué. Elle m'apprend un jour qu'elle n'est allée à l'école qu'une seule fois. Elle ne sait pas lire un plan, mais elle m'explique son trajet pour aller à la gare de Chailly-les-Roses où elle pratique la mendicité. « D'ici, je fais onze stations et je change à Châtelet », soit une heure trente en transport en commun.

Devoir se déplacer dans un espace inconnu génère des craintes et des appréhensions. C'est le cas pour Mina qui vit en bidonville à Beaulieu. En 2017, l'expulsion de sa famille de la résidence sociale où elle vivait a interrompu sa scolarité, qui avait pourtant été quasi continue depuis 2011. En 2018, les militantes de l'association « Mobilisés pour les Roms » parviennent à lui trouver une place dans le collège du secteur. La rentrée est prévue pour janvier 2019. Outre le stress que représente la reprise de sa scolarisation, c'est bien la question du transport jusqu'au collège de Mervigny qui la préoccupe. En effet, depuis deux ans elle sort peu du bidonville où elle doit s'occuper de ses frères et sœurs et effectuer une partie du travail domestique.

Elle répète qu'elle a le trac et que ce sera compliqué d'y aller toute seule avec le bus, le métro, le train parce que « y a des gens bizarres » me dit-elle. Ce ne sera pas comme avant quand ses parents l'emmenaient à l'école et qu'elle pouvait rentrer avec ses frères et sœurs le midi pour manger chez elle. Il faudra qu'elle prenne deux bus.

-Celui, tu sais, qui est plus devant, là où il y avait du verre brisé. Précise-t-elle au sujet de l'arrêt desservi par le bus.

Elle devra prendre ensuite un autre bus qui l'amènera dans le centre.

Elle parle du collège. Elle est passée devant avec sa mère mais ne se souvient plus comment il s'appelle. Elle me parle de son école à La-Plaine-En-France : Germaine Tillon. Elle se souvient même du nom du directeur M. Latour.

Elle sera dans une classe spéciale avec d'autres Roumains qu'elle connaît déjà et qui étaient à son école primaire. Je dis que son père ou sa mère pourrait l'emmener tôt le matin pendant que les autres enfants dorment ou alors partir avec tout le monde pour aller à l'école.

- Oui c'est ce que ma mère a pensé.

Avant ils avaient un passe Navigo.

- Ça serait bien si on en avait un<sup>5</sup>...

L'inscription dans un nouvel établissement entraîne une forte appréhension pour Mina. D'une part, elle craint de ne pas être au niveau d'une classe de 6<sup>e</sup> et d'autre part, elle craint de devoir prendre les transports seuls, sans passe Navigo. Comme l'affirme Nicolas Oppenchain (2013), l'adolescence est un moment charnière de socialisation à la mobilité. Si elle constitue un moment d'apprentissage et de prise de distance avec les parents pour toutes les adolescent·es, elle a un coût inégal en fonction des situations socio-résidentielles des jeunes.

À Méreville, la situation est tout autre. Le tissu urbain est dense et le bidonville se situe dans une rue commerçante à quelques centaines de mètres de la mairie et du centre-ville.

Tania, la fille de Sorina a 14 ans en 2017 et, contrairement à Mina, elle est scolarisée depuis son arrivée en France en 2014 et va au collège à pied. Ses parents lui laissent une assez grande liberté de sortie. Elle emmène parfois son petit frère et sa petite sœur au parc le plus proche et à l'école située à cinq minutes. Elle me raconte ses activités en dehors des cours. Elle ne m'a jamais fait part d'appréhension à l'idée de se balader en ville. Par exemple le dimanche, elle se rend parfois à Paris dans un lieu de culte sans sa mère. D'ailleurs un dimanche après-midi où il était prévu qu'elle vienne me voir après l'office, car à cette époque j'habite à deux pas, elle annule car elle est invitée par le « groupe-jeune » de son association religieuse.

Ils l'ont invité au Bois des Fleurs. Elle n'est pas venue me voir car elle est rentrée à Méreville pour se changer.

- J'étais en robe et en talons ! Il fallait que je me change car on devait jouer au foot ! J'y suis allée à 16 heures mais en fait c'était à 18 heures... J'ai marché partout. J'ai fait le tour deux fois. Je ne les ai pas trouvés. Quand je suis rentrée à la maison, j'étais fatiguée<sup>6</sup>...

Le fait que le bidonville soit proche d'une station de métro lui permet d'atteindre le Bois aux fleurs alors même qu'elle ne s'y est jamais rendue. Si elle habitait au milieu de la forêt, ses parents ne l'auraient sans doute pas autorisée à se rendre seule à un rendez-vous situé dans un endroit inconnu à une heure de chez elle. Par ailleurs, il est intéressant ici de souligner

---

<sup>5</sup> Carnet de terrain, 21 décembre 2018.

<sup>6</sup> Carnet de terrain, 27 mars 2017.

– ce point sera approfondi dans le chapitre 8 – que si Tania quitte sa robe et ses chaussures à talons avant d’aller en ville ce n’est pas pour éviter le harcèlement de rue mais pour faire du sport. Elle choisit une tenue adaptée à une activité de plein air.

Le fait que Tania soit scolarisée depuis plusieurs années, qu’elle ait ses repères à Méreville et à Paris, et qu’elle parle parfaitement français facilite ses déplacements et son autonomie. Sa mère, en revanche, rencontre plus de difficulté pour se déplacer. En 2018, elle participe à un programme initié par la préfecture de région pour faciliter l’accès à l’emploi des personnes en bidonville. Le lieu de la formation se trouve lui aussi à deux pas de chez moi. Sachant cela, je lui propose que durant le temps de sa formation, on en profite pour se voir et prendre des nouvelles autour d’un café par exemple.

Elle m’appelle à 16h35 et me donne rendez-vous devant l’afpa : elle veut me demander « un favore<sup>7</sup> ». Je la retrouve comme convenu. Elle n’a pas le temps de boire un verre car elle doit aller chercher les enfants à l’école.

– Mais l’école c’est à 18h ! lui fais-je remarquer.

D’abord, elle veut savoir où est la rue Fernand Léger. Elle a rendez-vous demain à 9h30 au sujet de son stage. Je lui propose d’aller sur internet installée à une terrasse. Apparemment, ça ne lui parle pas tellement ! Elle a déjà fait la recherche sur google maps. C’est à 1 km mais elle ne sait pas par où aller. Je lui propose qu’on y aille ensemble maintenant. Elle préfère le savoir dès maintenant plutôt que de chercher demain matin en toute hâte. C’est une rue située entre la rue des bananiers et l’avenue Poincaré. On y va tranquillement. Elle veut prendre le métro car pense que son ticket sera valable au retour. Je lui propose de lui épargner cette dépense en y allant à pied. Je répète « Père Lachaise » et « cimetière ».

Son stage est du 12 au 24 novembre. Elle va couper des légumes et faire la vaisselle. « La cuisine, c’est ce que je préfère » et ajoute « c’est comme à la maison ! »

Elle est fière d’avoir obtenu le seul poste qui était à pourvoir en restauration. Les autres personnes de la formation font femme de ménage, valet de chambre...

Je lui montre le plan derrière l’abri bus. Je crois qu’elle se repère mal. On traverse plusieurs rues pour arriver à la rue Ferdinand Léger.

– Quand je serai en stage au restaurant, tu viendras manger ? demande-t-elle.

– Oui ! dis-je en frappant des mains.

Elle me demande comment va Nicolas. J’explique qu’il est à Lille en ce moment pour le travail.

– Ah c’est pas facile... dit-elle.

---

<sup>7</sup> Nos discussions se déroulent dans trois langues même si au début de l’enquête nous parlons principalement en italien. Grâce aux cours que je suis à l’Inalco, nous parlons roumain. Puis, nous parlons français une fois que Sorina maîtrise le français mieux que moi le roumain.



Je dis que c'est mieux que l'année dernière. Quand il travaillait à l'université de Saint-Etienne, il ne rentrait pas pendant plusieurs jours. On trouve enfin le restaurant « social et solidaire ». Elle regarde autour d'elle et remarque que c'est à côté du Franprix. Elle prononce « franpriqs »<sup>8</sup>.

Si Sorina ne sait pas lire un plan, ne sait que faire d'un GPS et débute à cette époque l'apprentissage de la langue française, elle a une autre tactique : faire appel à son entourage français, en l'occurrence moi. Mes propositions de verre en terrasse ne l'intéressent guère. Elle préfère mettre à profit son temps libre pour bénéficier de mon expertise en matière de localisation géographique.

Cet extrait donne ainsi à voir une partie de la relation d'enquête. En effet, durant l'enquête, je n'ai pas essayé de minimiser l'impact de ma présence sur le comportement des enquêtées. Au contraire, je les ai aidées dans certaines démarches administratives, je leur ai fourni des documents permettant de connaître le jour des encombrants dans différentes villes pour faciliter leur travail de récupération. Ces interventions n'ont à mon sens pas « faussé » l'enquête, mais ont révélé les difficultés et les obstacles auxquels les personnes étaient confrontées. Les épistémologies féministes remettent en cause la position de neutralité et la non-intervention dans la production de la science. J'ai plutôt considéré nécessaire d'intervenir afin de soutenir les femmes et de faciliter leur accès à davantage d'autonomie dans leur déplacement. L'extrait de carnet de terrain montre aussi la relation d'interconnaissance que nous avons. Elle connaît mon conjoint et me demande de ses nouvelles. Elle fait preuve d'empathie car il s'absente sur de longues périodes. Cela révèle la particularité de l'enquête ethnographique où sont entremêlés des éléments de nature différente que l'analyse hiérarchise en fonction de l'objet de recherche : les faits que l'on écarte, ceux qui sont d'ordre contextuel, ceux qui deviennent des données utiles à l'argumentation et à la compréhension de la relation d'enquête.

À une autre occasion, j'ai été amenée à orienter le trajet d'une enquêtée. En juillet 2018, je croise Maria à Hauteville, une commune proche de Beaulieu. Elle est accompagnée de deux personnes que je n'ai jamais vues. Il s'agit de sa sœur et son beau-frère, Carina et Sorin. Ils habitent au Portugal mais sont restés quelques jours chez Maria car sa sœur s'est faite opérer à l'hôpital de la Plaine-en-France. Au Portugal, elle et son mari logent chez un exploitant agricole pour qui ils travaillent. Le couple veut maintenant rejoindre la famille de Sorin à Lyon d'où le couple partira au Portugal.

---

<sup>8</sup> Carnet de terrain, 9 octobre 2018.

- Mais moi je ne peux pas [les accompagner], je ne sais pas comment faire !  
s'exclame Maria démunie.  
-Ah, bah faut aller gare de Lyon. Dis-je.  
-Mais je ne sais pas comment faire !  
-Elle veut partir aujourd'hui ? Je peux l'accompagner jusqu'à gare de Lyon. C'est pas un problème<sup>9</sup> !

On se dirige vers la baraque de Maria pour que Carina et Sorin récupèrent leurs affaires. Je remarque que Maria est un peu plus apprêtée que d'habitude. Elle porte des sandales compensées, une robe et dessous, une jupe bleue. Son décolleté laisse apparaître un soutien-gorge en dentelle rose fuchsia. Elle a de lourdes créoles dorées aux oreilles et un collier. Ses cheveux sont ramassés sur sa nuque par un élastique coloré et une fleur en tissu est fixée sur le haut de son crâne. Elle se plaint d'avoir mal aux pieds. En effet, j'approfondirai ce point dans le chapitre 8, ses chaussures ne sont pas très adaptées à la distance et à l'environnement du trajet.

On longe la route qui sépare Hauteville de Beaulieu. On passe devant les grilles de l'université-Le-Corbusier. On slalome entre les rochers déposés sur le trottoir par la Mairie pour éviter que des caravanes se garent. Carina a du mal à marcher et se tient le ventre. À un endroit, des planches traversent le fossé qui borde la route et font office de pont. On les emprunte et on s'engouffre dans la forêt. On arrive là où étaient installées il y a quelques mois les familles qui avaient dû quitter leur village d'insertion à Busseuil à cause d'un incendie. En continuant notre chemin jusque chez Maria, je me rends compte qu'on passe là où elle habitait il y a un mois. Elle a donc construit le nouveau bidonville dans le prolongement de l'ancien. De Petit 1 à Petit 2.

Il y a 5-6 baraques sur ce platz. Une à gauche, celle d'en face est occupée par un garçon et sa famille. Celle de Maria est située à gauche. Il y en a une en face d'elle et une à côté et encore 2 autres plus loin. Maria entre, je reste dehors. Carina a chaud. Elle remonte son tee-shirt. Elle a le ventre marqué d'une balafre qu'il la traverse de part en part. Elle a déjà été opérée apparemment. Je me demande de quand elle date, ça paraît ancien<sup>10</sup>.

Maria se plaint de l'état de la baraque. En effet, l'intérieur est très sommaire. Il y a deux matelas à même le sol, des tapis indiens en plastique et des paquets de cigarettes KENT vides. Une fois les affaires récupérées, elle ferme la porte avec une chaîne et un cadenas fixé à un clou cavalier. Aucune de nous n'a de smartphone pour regarder les tarifs du trajet Paris-Lyon. On ne peut pas dire que celui que ma sœur m'a donné il y a quatre ans en soi vraiment

---

<sup>9</sup> Carnet de terrain, 30 juillet 2018.

<sup>10</sup> Idem.

un. Je tente d'accéder à internet mais la 3G ne paraît pas vouloir coopérer. Je propose donc de les emmener à la gare de Bercy pour prendre un ter ou un bus et de consulter les tarifs sur place. Les TGV depuis la gare de Lyon seront trop chers de toutes façons. On quitte le bidonville et on prend la direction de la gare de Beaulieu. Sorin a posé le sac de voyage sur une vieille poussette.

Le trajet est cabossé. Maria le taquine « Allez ! Sorin ! » Il a du mal à faire avancer la poussette et se plaint auprès de Maria. Il se moque d'elle car elle habite dans les bois. La sœur me dit « e greu aici. Niciun duș<sup>11</sup> ». Elle habite dans un appartement là où ils travaillent. Il y a tout ce qu'il faut. « On n'a jamais habité comme ça ! » Sorin descend avec peine le talus. Carina se moque de lui car il galère. « Ce n'est pas lourd pour un homme ! ». On traverse la route et on passe entre les rochers. On longe le lac par la droite. Sorin propose pour rire que je vienne avec eux à Lyon. À un moment, il s'inquiète : « Mais on ne sait même pas où on va ! » « Știm noi<sup>12</sup> » répondons-nous en chœur ! « Ici c'est l'université ! » Sorin compare Beaulieu et Bucarest. Il dit que Bucarest est une belle ville, que la Roumanie c'est beau : « c'est pas comme ici, y a du monde dans les rues ! »<sup>13</sup>.

En effet les rues du Green City Campus® sont particulièrement désertes ce jour de juillet. On arrive à la gare. Sorin prend son sac et laisse la poussette à l'entrée. Maria leur indique la porte automatique pour PMR et poussettes. Je propose au même moment de les faire passer avec mon passe Navigo. « Ah oui, tu sais toi aussi ! » dit Maria complice le sourire en coin. Arrivés sur le quai, je leur montre sur le plan RATP notre trajet de Beaulieu à la gare de Lyon. Els n'y prêtent pas plus attention sans doute parce qu'un plan des transports en commun ne leur parle pas beaucoup.

Une fois dans le train, Carina regarde le parcours de la ligne affiché au-dessus des portes. Les arrêts sont signalés par un signal lumineux. « Ultima stop ? » demande-t-elle. « Da », je réponds. À l'avant dernier arrêt, Maria s'apprête à partir. Elle se lève, me serre la main et me fait la bise. Quand vient le tour de sa sœur, cette dernière, émue, contient ses larmes. J'apprends à ce moment que Maria part au Bois des fleurs rejoindre d'autres femmes qui, comme elle, pratiquent le travail du sexe. Carina la regarde s'éloigner sans mot, les yeux rouges d'inquiétude. Le train arrive au terminus. Nous descendons.

---

<sup>11</sup> « C'est dur ici. Il n'y a même pas de douche. »

<sup>12</sup> « Nous, on sait ! »

<sup>13</sup> Idem.

On se dirige vers les escaliers mécaniques, iels montent derrière moi. La sœur se met du côté gauche. Du coup, les gens se fauillent et tentent de passer au milieu. J'hésite à lui dire qu'il faut se mettre à droite des marches mais je veux pas l'embêter. Son mari, lui, a changé de côté. On marche dans les couloirs. « Multe lume ! » dit-elle. « Da, suntem la Paris ! » dis-je. Elle le répète à son mari. Il enchaîne : « la București e la fel<sup>14</sup> ! ». Je surveille qu'il n'y ait pas de contrôleurs car ça m'inquiétait depuis le début du trajet. La voie est libre. On regagne le quai de la ligne de métro. Il y a beaucoup d'escaliers... On s'assoit toutes les deux. Elle se touche le ventre. « Îți e doare<sup>15</sup> ? » Elle acquiesce. Elle me parle de la tour Eiffel. Je lui montre l'arrêt « Bir Hakeim » sur la ligne du métro. On descend à Bercy. Cette fois-ci, dans les escalators elle se met derrière moi, à droite<sup>16</sup>.

Arrivée à la gare de Bercy, on consulte les tarifs sur un borne automatique. Le prochain train tarif adulte est à 16 heures et coûte pour deux personnes 126 €. « Nu ajungem bani<sup>17</sup> ! » s'exclame Sorin en sortant un billet de 50 € et trois billets de 20 €. Mon "smart"phone, se décide à fonctionner et je parviens à accéder aux tarifs flixbus. Le prochain trajet coûte 49,53 €, départ à 15 heures. Els sont ok. Maintenant, il faut trouver la gare routière.

« Întrebăm cineva<sup>18</sup> ! » propose Sorin. Ok vendu, c'est parti. Quelqu'un nous indique l'ascenseur pour descendre à la route. « Puis c'est tout droit ». On tombe sur un panneau « FLIXBUS » qui confirme la direction. On marche, on marche, on marche. C'est lourd pour lui mais faut se dépêcher pour le bus de 15 heures. Arrivé-es sur une place, je demande à un bar. Quelqu'un m'indique : « avant le pont à droite. » On continue, on passe près du parc où je m'étais promenée avec Christophe en 2013. Arrivé-es à la Seine : pas de panneau. Un flixbus en circulation nous passe sous le nez comme pour nous narguer. On devrait pas être trop loin... Je demande à quelqu'un qui me répond : « allez au fond à droite ». On descend vers un parking. C'est glauque, ça pue la pisse et toujours pas de panneau. J'ai du mal à croire qu'on va arriver à une gare routière<sup>19</sup>.

Finalement, au bout du tunnel on trouve enfin des bus, des quais, des écrans, et surtout une immense file d'attente devant le guichet fermé jusqu'à 15 heures. On s'y ajoute et on discute. Des gens devant nous se fâchent au sujet de l'ordre dans la file. L'agent de sécurité fait ce qu'il peut pour ramener le calme. Je regarde autour de moi et je me dis « c'est fou comme c'est moche, cette gare ». En effet, c'est sombre, il n'y a pas de banc, pas de ventilation. Un maigre distributeur de boissons et c'est tout.

---

<sup>14</sup> « Beaucoup de monde » « oui, nous sommes à Paris ! » « À Bucarest, c'est pareil ! »

<sup>15</sup> « Ça te fait mal ? »

<sup>16</sup> Idem.

<sup>17</sup> « On n'a pas assez d'argent ! » Traduit du roumain par mes soins.

<sup>18</sup> « On demande à quelqu'un ! »

<sup>19</sup> Ibid.

À 16h10, soit une heure trente après notre arrivée, nous tenons enfin les billets de transport en main. J'indique à Sorin et Carina le quai de départ et, inquiète, je préviens le chauffeur qu'il faudra leur signaler l'arrêt « Lyon Perrache » car ils ne connaissent pas la ville. Je dis au revoir à Carina et Sorin.

- Merci on n'aurait rien pu faire sans toi ! s'exclame Carina.
- Bah tu vois, pour moi aussi c'était compliqué ! je réponds embêtée qu'ils aient marché si longtemps alors qu'elle a mal au ventre.

Elle critique gentiment Maria qui est en France depuis longtemps mais qui était incapable de les aider à trouver la gare et le bus. Ils s'inquiètent de mon trajet retour.

- Ça va aller pour rentrer chez toi, c'est pas trop loin ?
- Non, non, 30 minutes, ça ira !
- Où tu habites ?
- À Paris, je dois changer de métro une fois.
- Ah et on est loin de Paris ?
- Mais on EST à Paris ! je réponds étonnée<sup>20</sup>.

Je les quitte et emprunte la sortie principale qui donne en fait sur le square devant la cinémathèque, là où Camille et Victor avaient organisé leur pique-nique de retour de voyage. On a fait tout ce détour par la Seine alors qu'en fait la gare routière était là, à deux pas de la gare TER de Bercy et de la cinémathèque que je connais pourtant bien !

Cette longue vignette est éclairante à plusieurs titres mais je développerai l'aspect qui concerne l'accès aux transports<sup>21</sup>. L'observation directe des pratiques de mobilités informe les modalités d'apprentissage de l'usage des modes de transport. Sorin et Carina n'ont que faire des plans et des cartes pour se repérer. Par contre, ils s'appuient sur l'aide de l'entourage ou de personnes inconnues. Ce trajet est une des premières expériences que le couple fait du métro. Dans les escalators, Carina gêne une première fois les usagères en se tenant à gauche, puis se plie aux codes comportementaux propres aux transports franciliens en « tenant sa droite ».

Cet extrait révèle aussi la marginalité de la gare routière de Bercy. Domenica aussi s'est trouvée démunie dans cette gare. Elle me raconte qu'à son retour d'Italie, elle s'est fait aider

---

<sup>20</sup> *Ibid.* Traduit du roumain par mes soins.

<sup>21</sup> Toutefois, il est intéressant de relever la réaction de Carin et Sorina au sujet du lieu de vie de Maria. En effet, cela confirme que les bidonvilles ne sont pas un type d'habitat propre à la « culture rom ». Sorin et Carina n'ont jamais habité en bidonville, ce qui fait dire à Sorin que Bucarest est bien plus agréable à vivre que Paris. En effet, les trajectoires migratoires des roms roumain.es se distinguent à plusieurs égards. Le pays d'arrivée, le secteur professionnel, le type d'habitat, l'accès à la santé en sont des exemples saillants (Bergeon, Legros, et al. 2023).

par un ami qui l'a raccompagnée chez elle à Outry car elle avait peur de se trouver seule à la gare. Dans le cas de Carina et Sorin, c'est bien au sujet de la localisation que je leur viens en aide. Cependant, le détour que nous empruntons montre que moi-même je ne parviens pas à trouver la gare routière alors même que je suis rompue à la lecture des cartes et que je suis familière de ce quartier de la ville de Paris, comme l'indiquent les remarques que je fais au sujet des lieux que je reconnais. La gare routière, dissimulée aux yeux de tous<sup>es</sup> est paradoxalement située à deux pas du ministère des finances et du temple de la culture audiovisuelle. Des personnes venues du monde entier se retrouvent ici car c'est un des endroits qui permet de quitter la ville à peu de frais. Quand les voyageuses arrivent à la gare après un long trajet en bus, ils ignorent où ils se trouvent et les usagères du quartier, comme moi, ignorent que la gare existe. Cette infrastructure de transport compte parmi les coulisses<sup>22</sup> de la ville. Indispensable à son fonctionnement mais invisible, elle demeure une marge intérieure.

Enfin, ce récit donne à voir une tactique pour se déplacer gratuitement : la fraude. Le passage par les portes destinées aux poussettes et aux fauteuils roulants permet de passer dignement sans escalader ni trop se faire remarquer.

### **b) Frauder : avantage et inconvénient d'une pratique stigmatisante**

Comme je l'ai déjà indiqué, mes enquêtés ont peu de ressources financières. En effet, les personnes qui ne sont pas qualifiées et ne parlent pas français sont éloignées du marché de l'emploi. Ils dégagent de petits revenus grâce à des activités informelles et ce, de manière irrégulière (biffe, ferrailage, mendicité, travail du sexe). Dans leur cas, la fraude est la seule manière de se déplacer en transport en commun gratuitement. Les personnes qui sont en mesure de se déplacer avec un titre de transport valable sont celles qui ont été sélectionnées par un programme d'insertion ou celles qui travaillent. Nous aborderons ce sujet après un point sur la technique de la fraude et la manière dont les femmes s'en saisissent.

Frauder est une pratique qui demande des compétences et qui présente des risques : ne pas se blesser quand les portes se referment, lancer ses jambes suffisamment haut pour dépasser le portillon, éviter les amendes, garder la face devant les passant<sup>es</sup>. Les personnes ont recours à des tactiques de fraude variées.

---

<sup>22</sup> Je fais référence « aux coulisses » que Goffman emploie dans sa métaphore théâtrale de la vie quotidienne et de ses interactions (Goffman 1973b).

Prenons l'exemple d'Adelina. Le jour où je l'accompagne à un rendez-vous gynécologique, j'assiste à la fraude de son trajet en bus. Sa technique consiste à passer à l'arrière du bus pour éviter le machiniste. Elle profite de la descente de passagères pour se faufiler tant que les portes sont ouvertes. Cette technique est adaptée à cette situation en particulier. En effet, ce jour-là, elle fait garder sa fille de 18 mois par sa belle-fille et la raison pour laquelle elle se déplace n'implique pas d'être chargée d'affaires. Elle est donc « libre » de ses mouvements. Si franchir les portes comporte le risque de se blesser ou de se pincer les doigts, il faut en plus affronter les regards des passagères tantôt apitoyés tantôt agacés, garder la face quand le message sonore réclamant de valider son titre de transport retentit, et assumer la responsabilité du retard du départ du bus.

Dans le métro ou le RER, l'opération s'avère plus ardue encore. Les plus lestes, les plus minces (et souvent les plus jeunes) se faufilent entre les portes verrouillées. D'autres parviennent à sauter au-dessus du portillon. D'autres encore, se collent à un passagère pour profiter du passage de quelqu'un. Les personnes à mobilité réduite à cause d'un handicap, de leur âge ou d'un surpoids ou les personnes accompagnées d'enfant en bas âge ont difficilement accès à ces tactiques. Le meilleur moyen pour elleux, c'est le cas de Carina et Sorin dans leur voyage vers Bercy, est de passer par les portes PMR. Il faut cependant trouver un moyen pour les ouvrir : soit en tirant avec force, soit grâce à une passante ou bien une personne de l'entourage qui valide son titre de transport.

Frauder est donc une prise de risque physique mais aussi financière. Marin, que je croise régulièrement sur le Green City Campus®, me raconte les conséquences que les amendes qu'il a reçu par le passé ont sur sa situation actuelle. Depuis 2016, il vit dans un hôtel social avec sa femme et ses deux enfants et vient à Beaulieu pour pratiquer la mendicité. Il se plaint de la chambre qui est trop petite. Il préférerait habiter en appartement mais n'en a pas les moyens car il ne trouve pas de travail. Il hésite à suivre une formation rémunérée que lui propose le travailleur social qui suit son dossier.

- Je devrais y aller tous les jours et ce n'est payé qu'à la fin du mois. Moi j'ai besoin d'argent tous les jours !

- Ah oui avec la manche tu gagnes de l'argent tous les jours, je comprends. Mais peut-être que tu peux demander une avance ?

- Pas sûr. En plus, à chaque fois que je reçois de l'argent, c'est retiré aussitôt à cause des amendes que j'ai prises dans le train<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Carnet de terrain, 29 mars 2018.

Les amendes que Marin a reçues dans le RER par le passé ont des conséquences importantes sur ses projets actuels et il n'a aucune économie. Le prix des transports associé à la nécessité de se déplacer en Île-de-France entraînent une prise de risque ponctuelle qui pèse à long terme sur le budget de la famille et sur les projets professionnels. Il est pris dans le paradoxe de la dépendance à la mobilité qui s'exprime comme ressource et contrainte. Il hésite à reprendre un emploi pourtant indispensable à son insertion sociale, en raison des amendes accumulées, qui risquent d'être prélevées sur son compte dès qu'il sera solvable. La fraude permet certes d'accéder gratuitement aux transports publics sous réserve de franchir des barrières physiques importantes, mais le risque d'être verbalisé a des conséquences démesurées par rapport à sa situation puisqu'elle compromet son accès à un emploi rémunéré étant donné qu'il se trouve « en dette » vis-à-vis du transporteur.

Domenica, dont j'ai évoqué la situation précédemment, fraude également. Une différence toutefois liée à la réglementation des bus d'Outry, où elle vit, lui permet d'éviter les amendes. Elle est hébergée dans un hôtel social. Elle a signé un contrat d'accompagnement social avec le SEBH (service bidonville hébergement) qui stipule les conditions de l'hébergement et « ses droits et devoirs ». Une travailleuse sociale assure son suivi et son accès aux droits et, en retour, elle doit respecter les termes de l'engagement du contrat. Toutefois, près d'un an après son arrivée à l'hôtel, elle n'a toujours pas accès à l'aide médicale d'État (AME) ni à la prise en charge des transports. Son accès à l'hébergement met un terme à sa situation résidentielle en bidonville, mais faute d'abonnement, elle est toujours contrainte de frauder pour utiliser les transports collectifs. Un jour, je lui rends visite de Paris. Elle vient me chercher à la gare et on se rend à son hôtel. Ce trajet me donne l'occasion d'observer un choix modal en train de se faire.

Elle est venue à pied. On regarde les horaires du bus. Des hommes en uniforme attendent aussi le bus. Il part dans 20 minutes. Elle ne veut pas le prendre finalement. « Les contrôleurs me disent de descendre quand je n'ai pas de ticket. Et là, je n'ai pas de ticket ! ». On se met donc en route, à pied. Il commence à pleuvoir, je lui propose de partager mon parapluie mais elle refuse. « J'habite près de Mac Do'. » On passe par un chemin qui longe les rails.

À la différence d'Île-de-France Mobilités, les autorités qui gèrent le service de transport desservant la ville d'Outry ont opté pour une politique de dissuasion vis-à-vis de la fraude et engageant, non pas des contrôleurs comme le pense Domenica, mais des médiateurs qui ne sont pas assermentés pour verbaliser les usagers et usagères. En étant hébergée à Outry, elle parvient à échapper aux amendes qui étaient fréquentes lorsqu'elle habitait à Beaulieu. L'hébergement à Outry, situé en grande couronne, a un double effet. D'un côté, il rallonge ses trajets car Domenica continue à se rendre à Beaulieu situé désormais à 1h30, comme on le verra dans le chapitre suivant. De l'autre, elle bénéficie de l'éloignement de la capitale en utilisant des bus dont la réglementation vis-à-vis de la fraude lui est favorable.



La fraude est une pratique utilisée par la majorité des enquêtés car elle permet de se déplacer sans payer de titre de transport. Cependant, sa gratuité est ponctuelle. En effet, en cas de verbalisation, les amendes, comme le montre la situation de Marin, entraînent les personnes dans une spirale de précarité dont je prolongerai le fonctionnement plus bas avec le cas de Gheorghe. Voyons maintenant dans quelles circonstances le paiement des transports est possible.

### **c) Payer les titres de transports : une pratique minoritaire permise par l'accompagnement social**

Le passe Navigo est un véritable laissez-passer pour se déplacer en Île-de-France. S'il existe des tarifs de solidarité pour les déplacements sur le réseau Île-de-France Mobilités, les cas de non-recours sont fréquents. Ceci s'explique par des raisons différentes : absence de domiciliation (même si cela est illégal, de nombreuses municipalités la refusent), difficulté dans la constitution du dossier ou ignorance de l'existence de ce tarif avantageux. Avant 2016, le passe Navigo était gratuit pour les bénéficiaires de l'aide médicale d'État. L'aide médicale d'État est certes compliquée à obtenir et nécessite souvent l'intervention d'une tierce personne rompue aux démarches administratives des services sociaux français mais, une fois en poche, elle garantissait l'accès aux transports gratuits. Avec le changement de majorité de la région Île-de-France en 2015, cette mesure a tout simplement été suspendue<sup>24</sup>. Elle est remplacée quelques années plus tard par la « tarification solidarité transport » allant de la gratuité à la réduction de 50%. Les personnes bénéficiant de l'aide médicale d'État sont éligibles à 50 % de réduction et doivent donc s'acquitter de la somme de 37 € par mois<sup>25</sup>.

Les personnes en mesure de payer les transports en commun sont les personnes prises en charge dans un programme d'insertion : Romcivic<sup>26</sup>, Vil'laginsy, Tremplin-Beaulieu et Du bidonville à la ville. Cependant, le suivi dans la démarche pour obtenir la réduction du passe Navigo est inégal en fonction des programmes.

---

<sup>24</sup> Le collectif « Mobilité pour tous et toutes ! » a été créé en réaction à cette suspension. Il milite pour le rétablissement des réductions forfaitaires à destination des plus précaires (sans-papiers, bénéficiaires de l'Aide Médicale d'État ou du RSA) et l'indemnisation des personnes lésées par cette suspension. <http://gisti.org/spip.php?article6146>

<sup>25</sup> Le 1er janvier 2023, le montant du passe Navigo annuel plein tarif passe à 81 €.

<sup>26</sup> Le « Romcivic » est un service civique dédié d'abord aux jeunes « roms » habitant en bidonville. Il a ensuite été ouvert aux autres jeunes souhaitant venir en aide aux personnes en bidonville. Il serait intéressant d'avoir des données en termes de genre concernant ce dispositif car durant mon enquête, je n'ai rencontré que deux jeunes femmes à Laginsy ayant participé à ce programme.

Marina fait partie des habitant·es du Bidonville du Lac. Elle et ses voisines ont été sélectionnées par la Mairie pour intégrer le « Tremplin-Beaulieu » qui est en cours d'aménagement depuis 2014. Marina ne travaille pas de manière salariée et son mari, Miron, travaille en tant qu'intérimaire. La prise en charge de ses déplacements n'est donc pas pérenne. La démarche pour bénéficier de l'aide médicale d'État est confiée à la travailleuse sociale du centre communal d'action sociale (CCAS) de Beaulieu.

Je lui demande si elle va à Paris des fois, si elle connaît : Chatelet etc. Elle sourit et dit :

-Oui, mais c'est cher, je n'y vais pas ! 5 € le ticket... c'est obligatoire sinon il y a la police et tout... oui car j'ai pas le Navigo...

-Ah bon, la Mairie ne vous a pas donné le Navigo ?

-Non, ça fait 6 mois<sup>27</sup> ...

Quelques mois plus tard, la situation se débloque car la mairie laisse le dossier à un service intercommunal (le SEBH) dédié à l'insertion professionnelle.

Ils ont enfin le passe Navigo depuis un mois grâce au SEBH. La dame n'a pas compris pourquoi c'était si long. Elle a débloqué la situation facilement. Ils sont contents. On parle de ce qu'ils pourraient faire désormais : aller à la tour Eiffel, le Sacré Cœur et Pompidou ...

-Oui, oui on a déjà été ! disent-ils en rigolant.

Ils parlent de la place et des musiciens, ils vont y aller ce week-end<sup>28</sup>.

À Méryville, au sein du projet Du bidonville à la ville, Sorina est la seule à obtenir un passe Navigo, force de persévérance. Avant 2016, elle avait bénéficié de la gratuité, mais elle avait subi l'interruption de la mesure par la Région. En 2018, elle totalise 402 heures de formation rémunérée. Ses revenus étant sous le plafond du tarif solidarité, elle bénéficie d'une réduction de 75 %. En 2019, elle m'annonce avec fierté « Ça y est Emma, j'ai le Navigo ! Ça marche aussi pour les enfants ! »

Auparavant, la technique de Sorina pour emprunter les transports en commun était de ne payer qu'une partie du trajet en cas d'intermodalité<sup>29</sup>. « Pago solo sotto !<sup>30</sup> » disait-elle à l'époque. Elle achetait un ticket pour le métro ou le RER afin que les portillons automatiques s'ouvrent et que ses enfants passent avec elle mais ne payait pas de ticket supplémentaire

---

<sup>27</sup> Carnet de terrain, 17 janvier 2018.

<sup>28</sup> Carnet de terrain, 31 mai 2018.

<sup>29</sup> Trajet qui nécessite l'utilisation de plusieurs modes de transport (Rer+bus par exemple).

<sup>30</sup> « Je ne paye qu'en-dessous ! » dit Donatella en parlant du métro. L'italien était la seule langue que nous partagions en 2016 quand nous nous sommes rencontrées. Maintenant, nous alternons entre le français et le roumain à mesure des progrès que nous faisons chacune dans la langue étrangère que nous apprenons.

pour le bus et tramway. En effet, en région Île-de-France, un ticket n'est valable que pour une correspondance métro-RER. Pour l'intermodalité métro-tram, il faut se munir de deux tickets. En ne payant que les trajets souterrains, Sorina s'auto-administre la réduction de 50 % dont elle ne bénéficie pas encore.

Les personnes qui parviennent à payer ont toutes derrière elles une « trajectoire » de fraudeuses. Madalina, par exemple, se rappelle de la fraude à laquelle elle avait recours quand elle vivait en bidonville avant qu'elle intègre le Vil'laginsy. L'entretien a lieu à son appartement de Buis-en-Mouvert, en présence de son mari Iosiv. Aucun des deux n'a le permis de conduire.

EP\_ Tous les jours vous payez les tickets ? C'est cher...

Iosiv- Oui.

Madalina - C'est très cher.

EP\_ Et quand vous faisiez la manche dans le train vous payez les tickets aussi ?

M- Non !

EP\_ Vous passez comme ça dans les portillons ?

M- (rires) Oui (rires) ! Oui !

EP- Et là y avait pas d'amendes ?

M- Si, mais, je te explique, tu vois l'amende ... pas arriver en Roumanie.

EP\_ Ah, toi tu donnais l'adresse en Roumanie : « Târneavă ... Piatră », et à Piatră, ça n'arrivait pas l'amende ?

M- Non.

EP\_ Donc jamais vous avez payé ?

M- Non, non jamais, jamais.

EP\_ Et après quand vous avez eu du travail toutes les amendes étaient affichées ?

M- Non on la trouve pas !

EP\_ Ils ont pas trouvé ?!

M- Non ! (rires)

EP\_ Aah... heureusement.

M- Voilà c'est ça. Mais maintenant quand j'ai pas de tickets, je paye une amende.

Elle arrive. Obligée pour payer ! Je peux pas menter.

EP\_ Maintenant vous payez ?

M- Oui maintenant je paye.

EP\_ Avec le passe Navigo ou le ticket de transport ?

M- Des fois, comme je oublie mon passe Navigo, je oublie pour je le mette... Je fais une amende alors je prends un ticket<sup>31</sup>.

Cet extrait donne à voir une autre tactique. Contrairement à Marin, Madalina n'a pas de domiciliation durant la période où elle a recours à la fraude. Elle donne donc son adresse en Roumanie et le courrier d'attribution de l'amende n'arrive jamais. Par chance, son nom n'est

---

<sup>31</sup> Entretien à Buis-en-Mouvert, 21 juillet 2019.

pas enregistré au Trésor public et, plus tard, quand elle devient solvable, les majorations d'amendes non payées ne lui parviennent pas.

Ses trajets se régularisent quand elle entre dans le programme Vil'laginsy. La condition pour être sélectionnée est d'avoir une promesse d'embauche au salon de l'emploi organisé par la préfecture. Madalina est alors recrutée dans une exploitation agricole située dans un autre département que Vil'laginsy. À cette époque, Vil'laginsy n'est pas encore opérationnel. Madalina et sa famille sont donc hébergées en hôtel à Gardan dans un 3<sup>e</sup> département, encore plus loin de son travail. S'ensuit alors avec son mari, la mise en place d'une organisation quotidienne d'une ampleur hors du commun.

EP\_ Donc vous étiez à l'hôtel à Gardan et vous alliez travailler à Frémicourt.

Iosiv- Oui !

Madalina- C'est très très très difficile (rires) !

EP\_ Ah oui... et comment vous faisiez ? Vous preniez le RER A ?

M- Euh c'est lui, c'est lui qui vient avec moi tout le temps (rires) !

EP\_ Ah c'est vrai ?! Ça c'est gentil !

I- (rires)

EP\_ Tous les matins ?

M et I- Oui oui ! Tous les matins !

M [s'adressant à Iosiv]- Avec moi jusqu'à Bibliothèque, non ?

I- Oui.

EP\_ À Bibliothèque vous preniez le RER C ?

M- Oui directement jusqu'à Frémicourt.

EP\_ Et après, à Frémicourt, il fallait prendre un bus jusqu'à la ferme ?

M- Des fois oui, des fois non, donc j'allais à pied.

EP\_ Le matin vous commenciez à quelle heure ?

M- 9 heures.

I- Après, on n'est pas resté beaucoup à l'hôtel, on a changé là-bas à ... Cressant.

M- Mais à Cressant, après c'était très facile pour moi.

EP\_ De Cressant à Frémicourt, c'était bien.

M- Oui, c'était très très très très bien<sup>32</sup>.

Tous les matins donc, pour soutenir et aider Madalina dans son trajet, Iosiv l'accompagne dans les transports. Ils ont à l'époque deux enfants. La direction des hôtels refusant que des enfants soient laissés sans surveillance, les enfants sont emmenés dans le voyage aller-retour à 7 heures du matin.

EP\_ Ah vous partiez avec les enfants ? Oooh ! Ah oui d'accord, toute la famille !

Iosiv- Oui.

Madalina- Ouiii ! Oh la la !

EP\_ Jusqu'à Frémicourt et vous, Iosiv, vous reveniez avec les enfants jusqu'à Gardan.

---

<sup>32</sup> Idem.

M- Oh ! C'était très difficile pour nous ! Jusqu'à ce qu'on nous emmène à Persy-la-Belle, après ça va.

EP\_ Et vous payiez les tickets à chaque fois ?

M- Oui c'est obligé parce que... comme déjà nous on donnait tout l'adresse, les papiers et tout... sinon amende après. C'est obligé.

Une fois la domiciliation obtenue, Madalina et Iosiv cessent de frauder. Cela entraîne l'avance d'une somme d'argent importante car la prise en charge du passe Navigo par l'employeur n'est pas effective dès le début du contrat. Puisque Madalina ne veut pas se déplacer seule jusqu'à Frémicourt, Iosiv l'accompagne. Puisque les enfants ne peuvent rester seuls à l'hôtel, ils participent au voyage. Ainsi, chaque jour de semaine, la famille utilise une dizaine de tickets, ce qui grève le budget de la famille dont les revenus reposent sur l'emploi aidé de Madalina qui avoisine les 900 €.

L'ouverture tardive de Vil'laginsy entraîne donc des trajets longs, éprouvants et coûteux pour la famille de Madalina puisque la famille est contrainte d'habiter dans un hôtel éloigné du lieu d'emploi de Madalina. Une fois que la famille est installée à Vil'laginsy, les mobilités sont moins intenses pour Iosiv car les enfants sont en mesure d'aller seuls au collège de Buis-en-Mouvert grâce à la navette mise en place par le programme. Quant à Madalina, elle apprend à faire le trajet seule depuis Vil'laginsy : prendre le bus ou bien se faire amener en voiture à Bertheuil, prendre le tram jusqu'à Dreffeuil-Chassognes et continuer en RER jusqu'à Frémicourt.

Au moment de l'entretien en 2019, elle se plaint que son passe ait été désactivé. Elle s'est rendue au CCAS de la ville mais n'a pas obtenu d'aide. « L'assistante sociale de la Mairie est méchante. J'ai besoin d'une autre assistante » me dit-elle.

J'ai montré à travers plusieurs cas de mobilités que le passe Navigo est crucial dans la vie des personnes enquêtées. Il devient un véritable sésame qui allège le quotidien et permet de se déplacer avec moins d'appréhension. Cependant, son obtention nécessite l'intervention d'une tierce personne – mis à part pour Sorina, qui y parvient seule. En effet, seules les personnes qui possèdent un passe Navigo sont celles qui participent à un programme d'insertion. Toutefois, comme on l'a vu, participer à un programme d'insertion ne garantit pas d'office à toutes les habitantes l'obtention d'un passe et les délais sont parfois longs. Cela n'épargne ainsi pas les personnes d'une période de précarité dans leur mobilité.

Les observations des mobilités et les récits des enquêtés analysés dans cette section révèlent que l'accès limité aux transports en commun est liée à la vulnérabilisation c'est-à-dire au processus de « fragilisation de la capacité d'agir induite par des processus sociaux qui ont pour caractéristiques de porter atteinte à l'intégrité physique ou morale des sujets sociaux (Garrau 2018, 10) ». En effet, les faibles revenus, le manque de motricité à cause de

problèmes de santé, la méconnaissance de la langue française, la difficulté à se repérer de manière autonome à partir d'un plan et la localisation des lieux de vie dans les marges sont des obstacles dans la mobilité. Ce dernier facteur est à souligner et renvoie aux travaux des géographes féministes sur les mobilités des femmes noires aux États-Unis. Alors qu'à New York (McLafferty et Preston 1992), les afro-américaines sont plus mobiles que les femmes blanches, à Worcester c'est le contraire. Les afro-américaines sont plus confinées que les blanches Gilbert (1997). McLafferty et Preston (1992) et Gilbert (1997) démontrent qu'il n'existe pas un modèle de mobilité de femmes noires. La configuration des quartiers d'habitation, la localisation des emplois accessibles et le capital social (« personal or impersonal social network ») sont des facteurs clés de leur mobilité. Dans le cadre de ma recherche, peu de femmes, c'est le cas de Mina, sont confinées. En revanche, leur capital social (proches, entourage, travailleuses sociaux) et la localisation des lieux de vie influencent fortement leur mobilité. À Méryville, la centralité du bidonville où vit Tania lui permet d'accéder facilement aux transports en commun et de se déplacer seule. De son côté, Maria habite dans les marges du péri-urbain francilien. Elle doit traverser la forêt et un campus pour atteindre la gare transilienne de Beaulieu.

Après avoir détaillé les ressorts de la captivité des femmes vis-à-vis des transports en commun et les tactiques qu'elles mettent en place pour y accéder, j'aborde maintenant la question de l'accès au véhicule personnel. Si la littérature sur la mobilité des femmes est unanime sur le fait que l'écart se réduit dans la motorisation grâce à la massification du travail salarié et la généralisation de l'accès au permis de conduire, force est de constater que cela ne concerne pas les femmes de l'enquête. De quelle manière utilisent-elles malgré tout les transports personnels ? Leur place de passagères les rend-elles pour autant passives ? Au-delà de la dimension pratique et matérielle, qu'apporte la motorisation du couple à la position sociale de la femme ?

## **2. Assignées à la place passagère : une position passive ?**

Depuis les années 1980, l'automobile a pris une place considérable dans la mobilité des femmes. Si, elle n'a pas participé à redistribuer les cartes du travail domestique, elle facilite les mobilités des femmes caractérisées par des chaînes de déplacements complexes (emploi, accompagnement scolaire et périscolaire, visites, achats...). La voiture permet de transporter les enfants et des objets de manière plus aisée qu'en transport en commun ou en marchant. La voiture facilite les mobilités des femmes.

Cependant, elle est source d'inégalité entre femmes comme le montrent Yoann Demoli et Marie Gilow (2019). Dans leur enquête, la conjonction de plusieurs facteurs rend la voiture incontournable aux yeux des femmes : avoir des enfants en bas âge (ou plusieurs enfants

d'âges éloignés ayant chacun des rythmes et des agendas différents) et habiter un logement dans une zone urbaine ou périurbaine où les transports en commun et la marche ne sont pas considérés comme des alternatives praticables pour se déplacer (2019, 149-50). En comparant la mobilité de femmes issues de différentes classes sociales, les chercheuses affirment qu'il existe ainsi une dépendance à la voiture génératrice d'inégalités entre femmes. Si un ménage biactif possède une voiture, elle est souvent destinée à l'homme du couple dont le lieu de travail se trouve souvent plus loin que celui de la femme et dont le salaire supérieur justifie son utilisation. Acquérir une deuxième voiture génère des frais que les ménages les plus précaires ne peuvent supporter. Le renoncement à l'achat d'une deuxième voiture se concrétise généralement par le recours aux transports en commun et la dépendance des femmes qui n'ont pas de permis de conduire vis-à-vis de leur mari pour la réalisation de trajets en automobile.

La motorisation crée donc des inégalités entre les femmes dans la réalisation de leurs déplacements. Les femmes précaires et les « mères solos » non motorisées qui habitent dans des zones périphériques et ont parfois des horaires de travail atypiques utilisent les transports en commun et la marche. Leur mobilité est plus éprouvante (en distance comme en durée) que celle des femmes qui ont accès à une mobilité motorisée, ou qui habitent des zones centrales, bien dotées en aménités.

Je propose maintenant de poursuivre ces réflexions à partir du cas de mes enquêtées. Leur accès différencié au véhicule personnel dessine des inégalités non seulement avec les hommes de leur entourage mais aussi entre elles. En effet, la voiture personnelle au-delà de sa dimension utilitaire, qui permet d'accéder à des ressources plus variées que celle présente à proximité de son lieu de vie, a une fonction symbolique. Elle renvoie à une réussite sociale dont toutes les enquêtées ne peuvent se prévaloir (Coulangeon et Petev 2012; Demoli 2015; Demoli et Lannoy 2019; Paulo 2007).

Dans les quatre terrains où j'ai mené l'enquête (Laginsy, Méreville, Beaulieu-les-Prés, Champfort-les-Mines), j'ai rencontré des personnes possédant une voiture, dans des proportions, ceci étant, très inégales. Je propose ici d'étudier la manière dont la possession d'une voiture distingue les positions sociales, le champ des possibles et les mobilités des personnes. Une différence nette ressort : les familles motorisées ont plus de ressources économiques que les familles non-motorisées.

#### **a) Posséder un véhicule : un accès à davantage de ressources économiques qui profite aux hommes**

À Beaulieu, les quatre familles du bidonville du Lac, sélectionnées pour participer au « Tremplin-Beaulieu », possèdent une voiture. Les hommes ont des emplois à durée déterminée ou indéterminée dans le secteur du bâtiment ou des espaces verts. Seule Marina et son mari Miron n'en possèdent pas. À Beaulieu, parmi les habitant·es des bidonvilles expulsables – c'est-à-dire hors Tremplin-Beaulieu, quelques personnes seulement possèdent une voiture.

À Laginsy, seule la famille de Madalina n'a pas le permis de conduire et pas de voiture. Les autres ont des emplois à durée déterminée ou indéterminée dans le secteur du bâtiment principalement. À Champfort-les-Mines, la seule famille qui est restée dans le dispositif de relogement possède une voiture. Au bidonville de Méreville, tous les hommes possèdent un camion car ils pratiquent la récupération et la vente de matériaux ferreux. Cette pratique économique a la particularité d'être mobile et de reposer sur la possession d'un véhicule. J'en propose une lecture genrée dans les lignes qui suivent.

- « Faire la ferraille » en famille : un travail (re)productif

« Faire la ferraille » consiste à récupérer des objets qui contiennent du métal pour les vendre au poids à des grossistes (Florin et Garret 2019). À Méreville, toutes les familles vivent de cette activité. C'est une activité bien plus rémunératrice que la mendicité ou la biffe, qui génère un revenu mensuel pouvant aller jusqu'à 2000 ou 2500 €. Cette estimation est très variable. Elle dépend des compétences du récupérateur, du type de matériaux trouvés, du cours du métal, de la météo et du nombre de personnes exerçant la même activité dans le secteur.

Pour faire la ferraille, il faut avoir le calendrier des encombrants de plusieurs villes de la région parisienne. Le GPS est d'une grande aide pour se déplacer. Les objets à récupérer sont déposés sur le trottoir la veille de l'enlèvement par le service de la communauté d'agglomération concernée. Les récupérateur·ices profitent de cette fenêtre temporelle pour glaner ce qui a été déposé avant que cela soit enlevé. Il s'agit donc d'une activité qui se réalise en fin de journée et peut se terminer tard dans la nuit. C'est aussi une activité physique. Puisque les objets récupérés sont vendus au poids, ils sont souvent lourds et volumineux et il est plus commode d'être deux pour les porter. Mes enquêtées accompagnent leur mari quand cela est possible. Cette activité est compatible avec la présence des enfants, mais elle comporte de lourdes contraintes : horaires tardifs, nécessité de garder une place pour installer un siège-enfant, longue durée des déplacements, transport de produits toxiques et dangereux. Il arrive que les femmes les emmènent car elles ne peuvent les faire garder ou parce que les enfants insistent pour venir, considérant la sortie comme une activité plus distrayante que celle qui les attend au bidonville. En plus de devoir



les occuper durant le trajet, les changer et leur donner à manger, elles doivent aussi participer au chargement du camion ou, lorsque celui-ci bloque la circulation, descendre rapidement et charger seules l'objet à récupérer pendant que leur mari reste au volant.

En faisant la ferraille avec leur mari, les femmes participent au travail productif c'est-à-dire à la création de revenus pour la famille tout en prenant en charge le travail domestique qui leur est attribué d'ordinaire. La mobilité en famille imbrique les sphères productives et reproductives.

La pratique de la ferraille n'est pas très bien vue par les acteuices en charge de la résorption qui exigent, comme condition d'accès aux dispositifs d'insertion – c'est le cas avec Vil'laginsy et Tremplin-Beaulieu – que les habitant·es cessent leur activité de ferrailage. Dans le projet d'insertion « Du bidonville à la ville », la ferraille est autorisée mais n'est pas considérée comme une activité économique à soutenir et à formaliser. Au cours d'un déjeuner pris dans un restaurant chinois de la rue Paul Vaillant-Couturier à deux pas du bidonville, Sylvie, cheville ouvrière de l'association « 1 toit 1 travail », exprime sa position sur la pratique de la ferraille.

- Cette activité est vouée à l'échec. Il faut leur proposer autre chose et qu'ils travaillent de manière déclarée. De toute façon, la préfecture ne donne pas de statut d'auto-entrepreneur aux activités de recyclage et de récupération, il faut trouver une autre activité. Par exemple, auxiliaire de vie ou la couture pour les femmes<sup>33</sup>.

Concernant les femmes, Sylvie considère donc qu'elles devraient réaliser une activité professionnelle liée au travail domestique et s'appuyer, ce faisant, aux compétences qu'elles déploient dans la sphère domestique.

Sorina saisit cette opportunité initiée par l'association mais compte s'en détourner une fois son CDD obtenu. Sorina est la seule femme du bidonville qui saisit les propositions d'insertion professionnelle de l'association. Elle réalise des entraînements à l'entretien d'embauche avec Paul Germain, elle est acceptée dans la formation professionnelle lancée par la préfecture, elle prend des cours de français dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. En un an, elle maîtrise le français, elle réalise un stage et elle trouve du travail comme agente contractuelle en restauration collective dans trois écoles primaires du 16<sup>e</sup> arrondissement. On peut dire que Sorina a réalisé un parcours exemplaire du point de vue de l'association puisqu'en saisissant les dispositifs mis en place, elle devient rapidement salariée et quitte une pratique économique non déclarée : la pratique de la ferraille. Cependant, cette nouvelle

---

<sup>33</sup>Carnet de terrain, 19 avril 2018.

situation professionnelle ne la satisfait pas. Le travail n'est pas très intéressant. La localisation dans un arrondissement situé à des kilomètres, qui plus est répartie dans trois écoles différentes, implique des déplacements longs et fatigants. Les horaires l'obligent à courir dans les transports pour récupérer ses propres enfants à l'école de Méryville.

En juillet 2021, quand je me rends chez elle pour visiter l'appartement dans lequel elle a été relogée, situé à deux pas de la gare RER, elle m'annonce qu'elle a obtenu le code de la route et qu'elle va bientôt passer le permis de conduire. Elle souhaite acheter un petit camion et faire la ferraille à son compte. Insatisfaite des emplois de *care* qu'on lui a proposés, elle voit dans la pratique de la ferraille, une manière de mieux gérer son emploi du temps et espère également augmenter ses revenus. Là où le programme d'insertion lui propose un emploi faisant appel à des compétences liées au travail domestique, elle veut développer une activité qui fasse appel aux compétences acquises lors de la réalisation du travail productif avec son mari. Ce faisant, en passant son permis et en achetant son véhicule, elle gagne en indépendance.

Les déplacements vers les lieux de travail étaient vécus comme une contrainte au moment de son emploi dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Sorina décide de se tourner vers une pratique de travail mobile (la ferraille), en s'autonomisant vis-à-vis de son mari grâce à l'acquisition du permis de conduire. Sans patron et sans contrainte fixe d'horaire de travail, la ferraille et, par-là, la mobilité, apparaissent comme une des modalités de la capacité d'agir. On voit ici combien l'accès au permis de conduire constitue une ressource essentielle dans l'accès à l'emploi autonome pour des personnes en situation de précarité et vulnérabilisées.

- Être en capacité de transporter du matériel génère des revenus dans l'espace du bidonville

Pour les personnes privées de travail salarié, le fait de posséder une voiture garantit quelques avantages qui facilitent la vie en bidonville. Durant mes trajets sur le Green City Campus® ou bien depuis le bâtiment C de l'université-Le-Corbusier où je donne des cours, j'ai observé de nombreuses manières de transporter des objets, des bagages, des matériaux. Les objets roulants de transport non motorisé sont si nombreux que je manque de vocabulaire pour nommer tout ce qui sert à porter et transporter : chariots, caddies, cabas à roulettes, diable, poussettes, charrettes...

Après le pot de départ à la retraite de la secrétaire, je retourne à la salle des profs. J'observe plusieurs techniques de portage. Un homme a accroché un chariot de courses à un vélo, un autre tire un chariot sur lequel une palette est posée et qu'une femme maintient. J'ouvre la fenêtre car il fait chaud. Un groupe d'hommes, femmes et enfants passent. Un homme porte un matelas deux places. Il ne marche pas vite. Arrivé à la dernière place du parking, il laisse tomber le matelas et s'étale dessus<sup>34</sup>.

Emil est la seule personne en bidonville (hors bidonville du Lac, autorisé par la Mairie car intégré au Tremplin-Beaulieu) à posséder une voiture. Elle lui donne un pouvoir non négligeable : transporter du matériel lourd nécessaire à la vie en bidonville. Cela lui confère un rôle particulier au sein du bidonville. Il construit des baraques et les vend une centaine d'euros aux personnes qui ne peuvent pas se procurer par elles-mêmes de matériaux de récupération nécessaires à la construction d'un abri ou qui sont expulsées du jour au lendemain. Pour un peu plus cher, Emil fournit un lit et des étagères. Certains bidonvilles sont équipés d'un groupe électrogène. Là aussi, le transport jusqu'au bidonville situé dans la forêt (c'est le cas à Beaulieu) est compliqué. Grâce à sa voiture, Emil fournit l'électricité aux habitant·es. Moyennant une commission sur l'argent collecté toutes les semaines pour payer le carburant, cela lui assure une rentrée d'argent régulière.

Par ailleurs, posséder une voiture permet de mettre ses affaires à l'abri en cas d'évacuation. En septembre 2017 lors de l'évacuation des Bâches Noires, Maria met de côté les affaires les plus lourdes pour éviter qu'elles ne disparaissent sous les décombres causés par les bulldozers. Elle confie à Emil, avec qui elle habite à ce moment-là, le poêle, les couvertures et le matelas qu'elle retrouve le soir même dans un autre bidonville : le bidonville du Fossé.

Plus tard, quand elle habite au bidonville de l'Autoroute, elle met en place un petit commerce chez elle, comme je l'évoque dans le chapitre précédent. Peu à peu, la baraque se remplit de vaisselle qu'Emil vend aux puces, de cannettes, de chips et de cigarettes que Maria vend sur place. Grâce à la voiture, ils sont en mesure de vendre des biens de consommation sur le bidonville qui devient, pour elleux seuls un lieu d'activité économique.

### **b) La voiture des hommes : en profiter et en dépendre pour sa sécurité physique et matérielle**

Étant donné que ce sont les hommes qui possèdent les voitures et que, depuis les marges, les transports en commun sont peu accessibles, les femmes dépendent de la voiture des hommes pour transporter des affaires et éviter des distances trop longues à pied.

---

<sup>34</sup> Carnet de terrain, 2 mars 2017.

Un jour de mars 2018, je vais au bidonville du Fossé pour rendre visite à Denisa. On m'apprend que cette dernière est partie en Roumanie. Déçue d'avoir perdu sa trace, je me rends chez sa mère Maria, dans la baraque d'à côté. Depuis que je l'ai rencontrée en 2017, elle a déjà été expulsée quatre fois. Maria a renoncé à poursuivre la scolarisation de son fils Sebastian, car les évacuations interrompent sa scolarité. La vie sur le bidonville est difficile. En plus des conflits auxquels elle doit faire face avec la police, les voisires et son compagnon Emil, elle s'est blessée plusieurs fois en chutant la nuit sur le trajet qui la conduit chez elle. On entame la conversation et au fur et à mesure, elle m'apprend qu'elle a trouvé un logement dans une résidence de la Plaine-en-France, à 15 km. C'est une grande nouvelle selon moi car cela met un terme à des années de précarité en bidonville et que les relogements sans étape intermédiaire sont rarissimes. Maria ne partage pas mon enthousiasme. Elle craint de s'ennuyer, car elle ne connaît personne.

Je demande comment c'est aménagé.

-C'est une *garsonier*<sup>35</sup>. Il y a tout.

Elle veut y aller aujourd'hui. Elle a acheté des couvertures exprès. Elle en a eu pour 40 euros. Je propose de l'aider à les porter. Elle veut y aller en voiture. Elle me demande si j'ai une voiture.

-Non, mais j'ai le permis.

-Ah bon ?

-Pourquoi tu n'y vas pas avec Emil ?

Elle s'est fâchée avec lui. Il veut qu'elle reste à la maison, qu'elle ne fasse pas sa vie de manière indépendante. Elle m'avait déjà dit qu'elle aimait recevoir du monde, discuter, sortir...

-Je veux être une femme *popolar*! dit-elle.

Je lui dis qu'on peut y aller en transport, que le train va à la Plaine-en-France. Elle refuse.

-Non avec Sebastian, les couvertures... c'est compliqué! dit-elle catégoriquement.

Elle sirote du café froid en se plaignant de sa nièce qui pleure. Elle part demander à son beau-frère vivant sur place s'il peut l'amener à Val d'Europe. Pendant ce temps, je regarde les clips avec Sebastian à la TV. Elle revient furieuse. Il demande 20 € et elle n'a que 10 €. Elle demande à son frère Ionel. Il ne les a pas. Mon sang ne fait qu'un tour.

-Ben si tu veux je t'aide ?

-Ah oui, tu as combien ?

-Je peux te donner 10 € !

Elle crie dans la baraque en direction de l'extérieur pour que le mari de Mirela entende. Il arrive. Elle dit si sa voiture marche, on part avec lui mais que s'il veut prendre une douche au studio, il devra payer 5 € ! On éclate de rire.

-Bien dit Maria ! je lance.

-Mais oui qu'est-ce que tu veux, moi je suis une bombe<sup>36</sup> !

---

<sup>35</sup> « Studio ».

<sup>36</sup> Carnet de terrain, 28 mars 2018.

Arrive le moment des couvertures. Elle réclame un sac qui ferme bien à Ionel, il hésite un peu et nous donne un sac poubelle noir. Je l'aide à mettre les couvertures dedans. Le type arrive. Elle me donne le sac à porter. Je trotte derrière elle. Ça me donne l'impression d'être sa larvigne. Maria marche, la tête haute, sur le sol boueux avec des sabots à talon de 8 cm. Elle porte une veste blanche en imitation fourrure. Le type est garé non loin. C'est une Volkswagen break blanche. Un autre type nous accompagne. Je m'assois au milieu. Elle parle roumain avec le mari de Mirela.

On roule sur la voie rapide. Je suis contente de cette virée. Je réalise que je vis une mobilité en direct, à la fois quotidienne et résidentielle. La voiture zigzague entre les lignes blanches. Je ne suis pas tout à fait rassurée. Y a un problème de direction apparemment et y a pas de ceinture... J'imagine le fric que ça coûterait si on se faisait arrêter par les flics !

On arrive à la Plaine par une zone de bureau où se trouve l'hôpital tout neuf. On remonte la rue qui passe entre la gare et le centre commercial. Je montre à Sebastian la médiathèque qui fait l'angle. « Ici il y a des livres et des ordinateurs » lui dis-je. Il est tout excité à l'idée d'aller à l'appartement. On passe devant le lycée et on se gare près du parking où j'avais rendez-vous avec les étudiant•es de géographie le matin même. On a du mal à trouver une place et à se garer. Les voitures derrière s'impatientent. On descend. Le beau-frère fait des blagues pour amuser la galerie. Y a comme un air de vacances ou d'événement inattendu. C'est drôle et léger. Je dis à Maria qu'ici c'est un quartier chic. C'est cher. Il y a un centre commercial avec beaucoup beaucoup de boutiques.

-Ah bon ? « Boutiques » c'est quoi ? me demande-t-elle indifférente.

En conflit avec Emil durant cette période, Maria doit se tourner vers un autre homme qui possède une voiture. La voyant coincée, celui-ci en profite pour lui faire payer les 30 km au prix fort. L'extrait souligne l'avantage de l'utilisation de la voiture comparé à celle des transports en commun dont l'offre pour les trajets de banlieue à banlieue est inadaptée. En effet, le trajet aurait été plus long, plus fatigant et quasiment aussi coûteux qu'en voiture si nous avions utilisé les transports en commun.

Par ailleurs, Maria est surprise que j'aie le permis de conduire sans avoir de voiture. Durant l'enquête, quand les femmes apprenaient cela, elles me conseillaient souvent d'acheter une voiture comme Dana qui au cours de l'entretien s'intéresse à ma propre mobilité.

Dana- Il faut que tu... t'as pas de voiture ?

EP\_ J'ai pas de voiture non, mais j'ai le permis oui.

D- Et pourquoi tu achètes pas une voiture ? C'est mieux comme ça pour vous !

EP\_ C'est mieux ? Pourquoi ?

D- Oui ! Parce que... tu ... tu te prends pas la tête avec le bus avec tout ça. Tu mets directement l'adresse et ... tu y vas.

EP\_ Ah avec un GPS ?

D- Oui avec le GPS ! C'est comme ça. C'est comme ça que fait aussi mon mari. Avec mon père aussi. On va aller directement comme ça. Et c'est mieux. Avec le train, il faut beaucoup que tu changes...tu changes de train, ça va pas.

Pour Dana, il paraît contradictoire que je m'impose à moi-même des déplacements en transports en commun alors que j'ai le permis de conduire. Il est clair qu'à ma place, elle utiliserait une voiture ne serait-ce que pour éviter les changements et les correspondances.

La voiture est donc synonyme de mobilité facilitée, mais aussi, comme me le signifie Maria, de sécurité.

Un soir en bidonville, Maria me met en garde. Nous avons passé l'après-midi à discuter et, vers, 18 heures, elle me demande :

- Tu as une voiture ?
- Non mais j'ai le permis ! dis-je fièrement
- Mais comment tu vas partir d'ici ?
- Ben, à pied !
- À pied ?! Mais c'est dangereux ici ! La nuit c'est dangereux, y a des Noirs. Il y a des rapines... des violeurs...
- Ah bon tu connais des femmes qui ont eu des problèmes ?
- Oui !
- Mais Denisa [sa fille], elle fait comment ?
- Mais elle a un mari !
- Et toi, quand tu vas à Mervigny, tu fais comment ?
- Mais j'y vais le jour, comme ça 1, 2, 3 heures et je reviens avant la nuit<sup>37</sup> !

Ainsi, pour Maria la voiture remplit la fonction de protection que le mari occupe d'ordinaire. Pour Maria les options de déplacement à partir du bidonville sont simples : privilégier les déplacements le jour ou, en cas de déplacement la nuit, faire appel à son mari. En l'absence de mari : utiliser une voiture<sup>38</sup>.

Comme je l'ai déjà souligné, une des appréhensions que les femmes ont dans l'espace public est la peur du viol. En s'inquiétant au sujet de ma propre mobilité, en me demandant si j'ai une voiture ou comment je rentre chez moi la nuit tombée, les femmes me mettent en garde du risque d'agressions sexuelles que je cours en *marchant* dans la rue.

Lors de mon séjour en Roumanie, Sorina, qui en France laisse sa fille de 14 ans traverser seule Paris pour se rendre au Bois des Fleurs, m'interdit de traverser le village à pied et diligente son mari pour me conduire à la maison où je loge, située à 600 mètres. Voici le récit de cette expérience.

Carolina, la fille aînée de Sorina, se marie en août 2017. Il s'agit d'une grande fête étalée sur plusieurs jours où le vêtement joue un rôle important que je détaille dans le chapitre 8. Le lendemain du mariage, les femmes sont réunies chez Carolina pour ranger la maison, laver et trier les plats ayant servi à la cuisson des repas. Le lieu du mariage est situé à cinq minutes à pied de la maison de Sorina où je dors depuis quelques jours. Après avoir mangé quelques

---

<sup>37</sup> Carnet de terrain, 14 décembre 2018.

<sup>38</sup> Notons que le préjugé raciste de Maria sur la dangerosité des hommes n'est pas isolé. Jacqueline Coutras (Coutras 2003) notamment souligne la place de ces préjugés dans la construction des peurs chez certaines femmes.

restes de charcuterie avec d'autres femmes, je participe à la vaisselle. Un tas de casseroles est amassé au milieu de la cour. L'eau provient d'un tuyau d'arrosage. Je manipule les plats ayant contenu la salade de pommes de terre, la polenta et les *sarmale* avec précaution afin de ne pas mouiller mes vêtements et mes chaussures. Le groupe des femmes qui sèchent la vaisselle plus loin me regardent. Elles m'apportent d'autres plats en riant. Une fois la vaisselle terminée, je suis invitée à nettoyer l'intérieur. La maison de Carolina et Tomi est en chantier. Le carrelage n'a pas encore été déposé. Les préparatifs du mariage ont eu lieu au rez-de-chaussée. Il faut donc laver le sol en béton brut recouvert de saleté. La mère de Tomi m'explique comment s'y prendre. Il faut jeter des verres de détergent au sol afin que liquide se répartisse de manière équitable sur toute la surface. Le geste n'est pas aisé. Je ne m'y prends pas très bien. La mère de Tomi n'est pas satisfaite et me demande de jeter plus d'eau. Je ne comprends pas pourquoi on doit mouiller le sol alors que le balai n'a pas encore été passé. Elle me prend le verre des mains et jette le produit avec largesse et assurance. Je passe le balai de paille. Nous sommes dans un nuage de poussière. J'ai sur l'estomac la polenta et le vin bon marché dont j'ai abusé la veille par sociabilité et ennui. Mes règles sont arrivées dans la nuit. Ma coupe menstruelle commence à déborder et je ne sais plus si c'est un protège-slip ou une serviette extra-large que j'ai collé à ma culotte ce matin alors que j'étais à peine réveillée. Bref, l'angoisse de la fuite me gagne. J'aimerais utiliser une salle de bain pour vider et nettoyer ma *cup*. Mais il n'y en a pas encore chez Carolina.

Une fois le balai fini, je dis à Sorina qu'il faut que je rentre à la maison car je dois aller aux toilettes avec de l'eau courante car j'ai mes règles. Elle ne veut pas partir car sinon les autres femmes ne seront pas contentes. Elle m'explique plus tard le problème avec les plats volés qu'il avait fallu recompter (ceux pour maintenir au fond les *sarmale*). Je lui réponds que je vais partir seule et que je connais le chemin : c'est tout droit. Elle refuse que je parte seule car je pourrais être embêtée par des garçons. Ça m'étonne. Elle me propose de partir dans trente minutes. J'accepte. Fabricia aussi a ses règles. Au bout de trente minutes, on ne peut finalement pas partir. Elle me propose de me faire bouillir de l'eau et de me laisser dans une pièce. J'explique que j'ai une coupe menstruelle et que je dois la vider dans un évier. Elle ne me pose pas plus de questions et demande à son mari de nous emmener en voiture. Il n'est pas content (...)

Arrivées à la maison, Sorina me demande « tu n'as jamais vécu comme ça, sans salle-de-bain ? »

Au moment des faits, je suis surprise par la réaction de Sorina. Je ne ressens aucune crainte à l'idée de marcher sur la route du village. Nous avons déjà réalisé le trajet ensemble. Je suis identifiée par tout le quartier comme « la Française » que la famille Vasile héberge. Il est trois heures de l'après-midi. Rien ne déclenche en moi le signal « attention danger ». Aucune menace ne m'affecte en ce moment présent – à part celle du sang qui coule entre mes jambes. Au contraire, marcher quelques minutes m'offrirait un laps de temps pour moi. Un moment de solitude après quelques jours de cohabitation et de sur-interactions sociales.

Une observation mobile où je pourrais faire traîner mon regard sur les façades colorées, les toits ondulés et la crête des collines alentours. Déambuler entre les crottins de cheval au son des coqs et du bourdonnement de la ligne à haute tension ? Un cheminement propice à la pensée.

Plusieurs fils pourraient être tirés de cette anecdote : la relation de protection de Sorina vis-à-vis de moi, la manière dont elle se figure le comportement des hommes du village où elle a grandi, la prise en charge féminine et collective de l'organisation du mariage etc. Cette scène dit aussi quelque chose de nos rapports différenciés à l'espace public. Pour moi, cette route pittoresque rime avec ruralité. C'est un environnement favorable à la réflexion et à l'introspection. Pour Sorina, le trajet sur cette route signifie tout autre chose. Il constitue un danger dont – en tant qu'hôte – elle doit me préserver. La route ne constitue pas un danger en soi mais *pour* moi. Elle considère que je n'y ai pas ma place, qu'elle est inappropriée et que m'y aventurer seule me causerait des soucis. Nos projections sur le danger que le trajet sur cette route comporte sont opposées.

Il est intéressant de comparer la manière dont Sorina régule l'accès à la ville de deux personnes dont elle est responsable : sa fille Tania et moi-même (le temps de mon séjour chez elle). L'autorisation et l'interdiction de sortie qu'elle donne à l'une et l'autre révèle la représentation qu'elle se fait des deux espaces publics : Méreville et Barbulești. Elle considère le contexte francilien plus sûr pour sa fille que son village d'enfance pour moi. Laisser sa fille aller au collège seule, à des rendez-vous entre amis, lui confier la responsabilité de ses frères et sœurs révèlent la légitimité qu'elle lui attribue à exister dans l'espace public de Méreville et Paris et la confiance qu'elle accorde à cet espace public. Intégré à la ville, le bidonville de Méreville ne constitue pas une enclave isolée. L'espace public est perçu comme un prolongement de cet espace de vie.

En revanche me concernant, elle n'attribue pas à Barbulești cette qualité. La représentation négative qu'elle a de Barbulești est à associer avec la représentation négative qu'elle a de son milieu d'origine et des séquelles que le viol de sa mère a laissé dans l'histoire familiale. En effet, avant sa naissance, sa mère a été violée sur la route qui conduit au village alors qu'elle rentrait du lycée. Pour Sorina, c'est Barbulești qui, plus que Méreville, rime avec danger.

Cet exemple révèle à quel point l'espace public n'est pas neutre. Toutes et tous ne sont pas libres d'y circuler. Sa matérialité dit peu de chose de la manière dont on s'y rapporte et ce qu'on peut y faire. En revanche la position sociale des usagères, leur imaginaire, leur vécu et leur légitimité rend son accès envisageable, possible ou exclu.



Ainsi, les peurs des femmes en bidonville dépendent de plusieurs facteurs et ne peuvent renvoyer à une seule réalité. Ces peurs dépendent de la marginalité des lieux de vie, de l'expérience individuelle ou collective des agressions, de l'âge, de sa socialisation urbaine, des pratiques urbaines de l'entourage.

### **c) Fonction utilitaire et symbolique de la voiture**

La motorisation permet de dégager davantage de revenu que la pratique de la biffe ou de la manche. On a vu par ailleurs qu'elle permet d'éviter des changements modaux éprouvants, d'accéder à des endroits non desservis par les transports en commun et de transporter du matériel. En outre, posséder une voiture renvoie à un imaginaire positif de mobilité qui incarne la réussite sociale.

- De l'acquisition à l'utilisation : la voiture, une histoire d'homme

L'acquisition d'une voiture est un moment clé dans la trajectoire de mobilité des personnes. Pour certains hommes, cela coïncide avec l'hébergement au Vil'laginsy ou au relogement en appartement. Cette période de stabilité résidentielle associée à des revenus réguliers a rendu possible l'achat d'une voiture. Pour Sorina à Méreville, c'est la migration en Italie qui permet cette acquisition.

En 2007, pour faire plaisir à son mari Jonai, Sorina part travailler en Italie afin de récolter l'argent nécessaire pour en acheter une. Elle raconte qu'à « chaque fois qu'il voyait une voiture, il soupirait de désir ». Elle trouve un emploi d'auxiliaire de vie au domicile d'une personne âgée pendant quelques mois. À son retour, elle lui achète une polo blanche. « À l'époque, Volkswagen, c'était du luxe » se souvient-elle. Lors de mon séjour chez elle 10 ans plus tard, j'assiste à une scène sociale relevant du rite de passage à l'âge adulte. Pendant que je coupe les légumes avec Sorina pour le déjeuner, Jonai et son futur gendre s'affairent autour de la polo. Ils passent l'aspirateur, testent l'accélérateur et nettoient le carburateur. Elle m'explique que Jonai va lui donner en cadeau de mariage pour remplacer sa logan cabossée. La polo passe ainsi de main en main d'hommes et inaugure de génération en génération la trajectoire des jeunes automobilistes.

La voiture cristallise plusieurs éléments liés à la construction de la masculinité. Elle reflète le passage à l'âge adulte<sup>39</sup> et participe de la sociabilité masculine. Ainsi, les femmes en montant à bord, pénètrent dans leur espace. Cependant, en tant que passagères, elles sont dépendantes de leur conduite mais, comme on l'a vu avec le travail domestique en mobilité, elles ne sont pas pour autant passives.

- Courte ou longue distance, la voiture allège les mobilités des femmes

Parmi les enquêtés, les hommes qui possèdent une voiture personnelle en France sont ceux qui ont été relogés suite au projet d'insertion Vil'laginsy. Les habitants de Méreville possèdent des camions pour la pratique de la ferraille mais pas d'automobile de type familiale ou citadine (à part Jonai, comme je le montre *infra* qui en acquiert une à Méreville pour la revendre ensuite en Roumanie).

Pour les personnes relogées, la voiture est utilisée en général la semaine par les hommes pour se rendre sur leur lieu de travail et le week-end pour faire les courses en famille. Dana prend le bus de temps en temps mais ne prend jamais le train. Quant à Simona, elle ne prend jamais les transports en commun. Elle va à l'école à pied. Son mari utilise la voiture tous les jours. Il fait les courses, va au travail et s'occupe des démarches administratives (pôle emploi et CAF). Depuis deux ans, elle n'a pas pris le RER. Dana et Cosmin m'expliquent qu'ils l'utilisent pour aller à Aldi, à Emmaüs, au marché ou à des brocantes. Leurs déplacements se restreignent au secteur de leur ville de domicile et ils ne vont jamais à Paris. La voiture permet de rendre visite à des proches relogés dans des villes voisines, mal connectées entre elles par les transports en commun. En plus des déplacements qu'il effectue pour sa famille, Cosmin rend des services à ses proches et les accompagnent en voiture. La possession d'une voiture et du permis de conduire lui attribue ce faisant une fonction sociale qu'il n'avait pas jusque-là.

La voiture facilite les déplacements au quotidien mais aussi les trajets de longue distance en France et vers la Roumanie. La fille de Madalina et Iosiv qui vit maintenant avec son mari à Lyon leur rend visite en voiture plusieurs fois par an. Gina et Virgil à Champfort-les-Mines profitent du passage du frère de Gina, serveur en Espagne, pour faire un peu de tourisme à Dijon. Quant à Jonai, il rentabilise le trajet vers la Roumanie pour le mariage de ses filles en achetant une voiture en France spécialement pour l'occasion. Alors qu'à

---

<sup>39</sup> Le père de Calo, que j'évoque plus bas, lui offre sa première voiture pour l'arrivée de son premier enfant.

Beaulieu, les personnes en bidonville font un long et fatigant trajet en minibus, comme le témoigne Constance : « on met deux jours, on se réveille et on ne sent plus son corps car on a dormi tout serré », Jonai réalise une opération blanche financièrement. À Méreville, il possède un camion pour la ferraille. Il est impensable de faire les 2000 km dans ce véhicule avec les trois enfants. Payer le trajet en minibus pour cinq personnes reviendrait à 600 euros. Le calcul est vite réglé. Il achète une voiture d'occasion pour quelques centaines d'euros en France et la revend en Roumanie pour quasiment le même prix. La voiture ne dure que le temps de l'été pour le trajet vers la Roumanie, les déplacements au village et surtout, pour figurer parmi les plus belles voitures : Audi, Mercedes, BMW, situées en tête du cortège qui mène à l'église le jour du mariage.

La possession d'une voiture n'infléchit pas seulement la qualité des déplacements au quotidien et pendant les vacances. Elle est aussi déterminante dans l'appréciation des qualités du lieu de vie.

- L'automobile, miroir des subjectivités

Simona et Calo m'expliquent qu'ils n'ont pas eu le choix de la ville où être relogés à la suite de Vil'laginsy. Ils auraient préféré vivre à Buis-en-Mouvert où ils ont vécu en bidonville mais c'est à Laginsy que le relogement a lieu.

Calo- Au début, on avait peur, on croyait que c'était dangereux mais maintenant ça va. Y a pas de problème ! C'est un quartier calme, tous les gens sont gentils...

EP\_ Maintenant vous êtes contente ?

Simona- Oui.

EP\_ Vous ne regrettez pas ?

S- Non.

EP\_ Et pour faire les courses, c'est pratique ?

C- Oui c'est pas un problème car on fait tout en voiture<sup>40</sup>.

En revanche, Nadia et Ron, qui ont aussi participé au Vil'laginsy, ne sont pas satisfaites de leur appartement à Bréville. Ils se plaignent de la chaleur, des voisines et du bruit. J'évoque la carcasse de voiture brûlée que j'ai vue sur le parking en venant.

Ron- Oui, il y a cinq feux par semaine ici !

EP\_ Et vous, vous avez une voiture ?

R- Oui, elle est ici.

EP\_ Dans un garage ?

---

<sup>40</sup> Entretien à Laginsy, 2 décembre 2019.

R- J'ai pas de garage ! C'est ça, j'ai demandé ici pour la parking. J'aurais préféré un logement de l'autre côté pour avoir un parking souterrain<sup>41</sup>.

Dans les deux cas, la possibilité de prendre soin de sa voiture est déterminante dans l'appréciation du logement. Simona et Gelu sont satisfaites du calme du quartier et de la proximité avec les commerces. Nadia et Ron souhaiteraient déménager et trouver un appartement muni d'un parking souterrain pour protéger la voiture.

Quand l'entretien avec chacun des deux couples se termine, j'assiste à une mise en scène de leur automobile.

Ils me disent qu'ils veulent sortir aussi car ils ont chaud. On arrive en bas des marches de l'immeuble. Dans la cour, une belle Mercedes est garée. Elle trône. Elle se distingue de toutes les autres voitures. Je dis en blaguant : « ah c'est votre voiture la Mercedes ? » « Oui ! » répond Ron. Et aussitôt, il clique sur la clef automatique et le coffre s'ouvre. Impressionnant. La plaque d'immatriculation roumaine me saute aux yeux. Elle porte les trois premières lettres du prénom de Nadia : « BH 39 NAD ». Je comprends mieux pourquoi sa fille disait que Nadia était la cheffe<sup>42</sup>.

Ron a donné le nom de sa femme à sa voiture, toutes deux inestimables à ses yeux et méritant toute sa protection. Sa femme, qu'il chérit depuis qu'il est adolescent et sa voiture, qu'il chérit au point de vouloir déménager, réunies sous le même vocable.

Après l'entretien à leur domicile de Laginsy, Calo me propose de me raccompagner à la gare. Ça me gêne un peu car il est tard et que j'ai déjà pris beaucoup de leur temps. Il insiste. Je finis par accepter bien volontiers car il pleut et il fait froid. On sort de l'appartement. Arrivés sur le parking, on marche jusqu'à la voiture. Il se plaint car c'est difficile de se garer le soir. Quand il n'y a plus de place, il faut aller au parking payant. Il me montre sa voiture. C'est une Mercedes. Je m'installe. Je ne suis jamais montée dans une voiture aussi luxueuse (ou peut-être une fois en stop). En effet, ma trajectoire de motorisation est jalonnée par « les vieilles bagnoles » comme dirait ma mère qui nous emmenait à l'école en 2 CV. Quand ma petite sœur est née, mon père a acheté un monospace certes neuf mais plus fonctionnel que classieux. J'ai appris à conduire sur une Peugeot 505 des années 1980 et quand mes parents se sont séparés, j'ai continué la conduite accompagnée sur une Renault 19 que la voisine avait donnée à ma mère et que l'on a portée jusqu'à ses 400 000 km. Autant dire que le trajet

---

<sup>41</sup> Entretien à Bréville, 21 juillet 2019.

<sup>42</sup> Idem.

à bord de cette Mercedes jusqu'à la gare RER de Laginsy représentât un déplacement physique autant qu'esthétique.

L'intérieur est en cuir, les finitions en bois. C'est spacieux. Les volumes sont doux, la ligne soignée. L'appuie-tête épouse parfaitement le creux de ma nuque qui ne subit aucun à-coup grâce à la conduite souple de Calo et à la boîte de vitesse automatique. « Ça c'est Roberta ! C'est une grande chanteuse roumaine ! » dit Calo en mettant la musique. La voix de Roberta remplit aussitôt tout l'habitacle et donne aux trottoirs mouillés de Laginsy un air solennel et à la lumière orange des lampadaires au sodium une chaleur noble. Je sors de la voiture étourdie par le volume sonore en remerciant Calo et gagne la gare RER de Laginsy au design moins flatteur que la Mercedes de mon enquête.

La voiture d'Emil n'est pas si luxueuse. Après l'anniversaire de Sebastian en avril 2017, Emil nous ramène, ma sœur et moi, jusqu'à la gare de Beaulieu. « Mi dispiace per l'odore di benzina. Puzza<sup>43</sup> ! » Les jerricanes d'essence qu'Emil transporte pour alimenter le générateur se sont renversés dans le coffre. On baigne dans les effluves de pétrole. Emil a vécu en Italie quand il était chauffeur poids lourds pour une compagnie roumaine. Après un grave accident, qui a failli lui coûter la vie, il n'est plus jamais remonté dans un camion et est resté en Italie. De là, il est venu en France et a rencontré Maria. En revanche, sa famille ne sait pas qu'il a cessé de travailler. Il est en contact avec elle par appel vidéo sur facebook. Sa famille lui manque.

- Pourquoi tu vas pas les voir ? je lui demande.
- Je n'ai pas l'argent ! Il faut au moins 1400 € pour aller là-bas !
- 1400 ?! Mais le voyage coute 100 € ! je rétorque.
- Non mais si je vais là-bas, il faut que je paye, sinon j'ai honte ! Je leur ai dit que j'ai une maison, une voiture, un travail... alors je dois payer à manger, faire des cadeaux, aller en discothèque payer vodka, whisky...
- Ah bon ? Mais alors ils voudront venir te voir ici !
- Oui ! Je leur dis que s'ils viennent, je devrais partir à cause de la police.
- Mais c'est pas vrai ! dis-je.
- Je sais ! Je mens !
- Mais du coup comment tu fais pour leur parler sur facebook ?
- Je sors, je vais en voiture ! Si je me filme ici [dans la baraque] ils vont me dire « mais où tu es ? C'est ça la France ?! » Alors je me filme en voiture, je sors je vais dans la cour d'un immeuble et je dis que c'est chez moi<sup>44</sup> !

---

<sup>43</sup> « Désolé pour l'odeur d'essence. Ça pue ! »

<sup>44</sup> Carnet de terrain, 14 décembre 2018. Traduit du roumain vers le français le jour de la rédaction du carnet.

En plus des douches qu'il peut prendre à la station essence quand il fait le plein, Emil a accès à une autre identité grâce à sa voiture. En se filmant en voiture et devant un immeuble, il emprunte les habitudes et le rythme de quelqu'un qu'il voudrait être. Grâce à la torsion de la réalité que le téléphone permet, il se fait passer auprès de sa famille pour quelqu'un de respectable, qui a réussi sa migration. Afin de garder la face et de ne pas éveiller la pitié ou le dégoût de sa famille, il occupe temporairement un espace résidentiel autre, qui n'est pas stigmatisant. La mobilité lui permet de se faire passer pour quelqu'un qu'il n'est pas et de déjouer l'assignation momentanément. Ce n'est pas le cas des autres habitant·es qui, quand ils et elles peuvent communiquer avec leur famille, n'ont pas les moyens de mettre en place un tel subterfuge.

#### **d) Amendes et vandalisme : les bâtons dans les roues des hommes**

Si grâce à leur voiture, les hommes gagnent plus d'argent, transportent du matériel indispensable à la vie quotidienne, rendent les trajets plus confortables et témoignent de leur réussite sociale, il n'en demeure pas moins que posséder et utiliser une voiture comporte des inconvénients de taille.

L'un d'entre eux est financier. Conduire une voiture aux normes est coûteux. L'entretien, l'assurance, le contrôle technique sont autant de frais que les déplacements en transports en commun dispensent. Les enquêtés, bien que détenteurs d'une automobile, ont de petits revenus. Une des manières de rouler à peu de frais est de ne pas respecter les normes, ceci impliquant d'encourir des amendes parfois conséquentes et souvent supérieures aux amendes reçues dans les transports en commun.

C'est le cas de Gheorghe dont la travailleuse sociale Alexandra Durantin suit le dossier à Vil'laginsy. Elle explique la négociation qu'elle a menée pour diminuer le montant de la somme dont Gheorghe était redevable. Dans les démarches liées à l'accès aux droits, elle a réalisé des déclarations de revenu et obtenu des avis d'imposition qui mentionnaient des amendes de transports s'élevant à 22 000 €. Elle est parvenue à diminuer le montant en invoquant la précarité de la situation de Gheorghe avant d'intégrer le projet.

EP\_ Donc pour Gheorghe, vous avez réalisé l'ouverture des droits c'est-à-dire : scolarisation, CAF, Pôle emploi ?

Alexandra Durantin- C.M.U, emploi... oui, ouverture de droits, c'est ouverture de droits : les impôts... toute régularisation possible et imaginable, parce qu'on découvre qu'avec les impôts, on a des régul'... je vous en parle même pas ! Parce que, là, d'un seul coup, y a toutes les amendes de train, de voiture, de tout ça qui arrivent !

EP\_ [Très bas] Et comment vous faites ? Comment vous avez fait ?

AD- Je me suis retrouvée avec 22 000 euros de P.V. pour une famille. Majoré, remajoré, remajoré, remajoré... [Rire léger] Donc euh... ben, pour eux j'ai pu justifier du fait que ben la famille n'avait jamais eu d'avis d'imposition, n'avait jamais pu recevoir les amendes d'origine. Donc du coup, ils pouvaient pas avoir la connaissance de ces amendes et on pouvait pas humainement, trouver ça logique que la famille soit... qu'une somme soit multipliée par je sais pas combien. Donc j'ai demandé à ce que tous les frais de dossier, toutes les majorations soient enlevées. Ça a été accepté, et je crois qu'on est passé de 22 000 à 7000, et ben... 7000, maintenant faut rembourser, hein<sup>45</sup>.

Contrairement à Marin dont j'ai évoqué la situation d'endettement plus haut, Gheorghe a été sélectionné pour faire partie d'un programme d'insertion qui prévoit un suivi social rapproché. Sa dette a pu être divisée par trois grâce à l'intervention de la travailleuse sociale, mandatée par les pouvoirs publics et qui travaille à plein temps. Marin, hébergé en hôtel, bénéficie d'un suivi moins important qui consiste dans l'ouverture d'un compte bancaire et des propositions pour l'accès à l'emploi.

Le système de majoration pénalise les personnes les plus fragiles qui voient leur situation empirer à chaque amende reçue faute de ressources suffisantes, de maîtrise du français ou à cause de l'instabilité résidentielle. Dans le cas de Gheorghe, la majoration a eu lieu à cause de ses conditions de vie précaires rythmées par les expulsions.

D'autres amendes sont adressées non pas en mobilité mais pour défaut de stationnement. C'est le cas d'Emil qui me raconte une altercation avec un policier.

- En France, les permis sont comme ça ! dit Emil.

Il mime la taille d'une feuille A4. Ça fait rire Maria. Elle m'explique qu'un flic lui a dit de pas se garer le long de la route. Il a perdu ses papiers, il a été au commissariat et ils lui ont donné un duplicata A4.

- J'ai dit au policier : « Monsieur, non parlo français s'il vous plait... » « Bon d'accord mais la prochaine fois c'est 400 € d'amende ». La police ne comprend pas ! On a besoin de garer la voiture, on habite ici ! Où est-ce qu'on va garer la voiture ? On va pas la mettre là-bas et marcher ! On en a besoin ici. On sait que c'est interdit, mais qu'est-ce qu'on peut faire<sup>46</sup> !

Là encore, la relation entre la mobilité quotidienne et la vulnérabilité résidentielle est révélatrice de la situation particulière dans laquelle se trouvent les personnes en bidonville. Emil souligne la contradiction à laquelle il est confronté : habiter une marge et posséder une voiture. Le bidonville de l'Autoroute est situé dans une forêt. Ce n'est pas un endroit prévu

---

<sup>45</sup>Entretien avec Alexandra Durantin, travailleuse sociale à Toile Solidaire pour Vil'laginsy. 13 décembre 2017.

<sup>46</sup>Carnet de terrain, 19 novembre 2018.

pour l'habitation. La route près de laquelle il est situé est dépourvue de place de stationnement. En contestant la remontrance du policier, il revendique son droit d'automobiliste à se garer près de son domicile, fût-il en marge.

Habiter une marge rend tout trajet à pied long et décourageant. Razvan, bien que mineur, a appris à conduire en Roumanie. Un dimanche pluvieux, il a besoin d'argent et demande à son père de conduire sa voiture. Il se rend au distributeur automatique et sur le trajet, il se fait arrêter par la police : absence de permis de conduire, de carte grise et d'assurance. La sanction est lourde. Il a le choix entre un an de prison ferme ou une amende de 15 000 euros. Il ne conteste pas le PV et choisit l'amende. En tant qu'apprenti électricien, il fait un emprunt à sa banque. 200 € sont retirés de sa paye tous les mois. À 17 ans, Razvan commence sa carrière professionnelle par une ponction de son salaire à cause d'une verbalisation pour infraction du code de la route.

Les rappels à l'ordre sont nombreux pour les conducteurs d'automobiles précaires vivant en marge. Emil énumère le nombre de vandalismes dont ses voitures successives ont fait l'objet : vitres cassées, pneus crevés, dépôt de caillou dans le réservoir d'essence... Ces actes malveillants sont à lire comme des intimidations qui visent le propriétaire du véhicule. L'auteur du vandalisme sait que le conducteur de la voiture garée à *cet* endroit, le long de *cette* route, est un habitant d'un bidonville voisin. Les bidonvilles étant des lieux de vie identifiés comme roms, l'auteur du vandalisme s'en prend à un véhicule dont il identifie le propriétaire comme étant rom. Le vandalisme n'a pas qu'un objectif de dégradation matérielle, il a dans ce cas un mobile raciste.

Analyser la place du véhicule personnel (camion et automobile) dans la mobilité des femmes a permis de souligner l'ambiguïté de leur situation. Elles ne sont pas autonomes dans l'utilisation de la voiture, faute de disposer du permis de conduire et dépendent donc pour cet usage de leur mari. Autrement dit, si elles demeurent captives des transports en commun, elles sont aussi captives du véhicule de leur mari ou des hommes de leur entourage. Je montre que le véhicule ne permet pas seulement de se déplacer plus loin, ou dans des endroits plus variés, mais surtout de transporter des objets et matériaux nécessaires à la réalisation d'activités économiques et domestiques. Au-delà des inégalités de pratique entre hommes et femmes, la possession d'un véhicule personnel distingue les femmes entre elles. Celle dont le mari ou le conjoint est motorisé voit leur mobilité allégée car certains hommes prennent en charge une partie du travail domestique, et leurs revenus sont supérieurs car la voiture permet d'accéder à davantage de ressources financières.



## Conclusion

Ce chapitre constitue un apport sur la mobilité des femmes et plus précisément sur la mobilité des femmes de classes populaires sur lesquelles les travaux sont encore largement minoritaires. Étudier les mobilités des femmes de l'enquête à travers leur accès aux transports publics et personnel contredit ce qui fait l'unanimité au sujet de la motorisation des femmes. On ne peut affirmer, au regard de cette enquête, que l'accès au permis de conduire et à la voiture s'est généralisé.

En effet, l'accès limité aux transports mécanisés des femmes de l'enquête est une spécificité de leur mobilité et *in fine* de leur expérience de l'espace public. Dans le prolongement des recherches en géographie féministe intersectionnelle, je montre que l'expérience de l'espace public est singulière pour chaque femme et qu'il convient de complexifier ce qui relèverait d'une expérience féminine unique de l'espace public. L'accès aux transports mécanisés est une dimension de la mobilité des femmes, c'est-à-dire une des manières d'accéder à la ville et ses ressources. L'étude de l'accès au transport au sein du groupe des femmes identifiées comme roms, ayant vécu ou vivant en bidonville, visibilise des différences notables entre elles liées à la vulnérabilité résidentielle, à l'accès aux droits et à la motorisation.

Premièrement, toutes les femmes sont dépendantes, pour se déplacer en véhicule motorisé, des hommes de leur entourage. La motorisation permet de dégager des revenus supérieurs grâce à la pratique de la ferraille ou de l'accès à des emplois stables. Les femmes dont les maris sont motorisés ont donc accès à des ressources économiques plus importantes que les autres. De plus, les maris en réalisant les courses en voiture, déchargent leurs femmes d'une partie du travail domestique mobile. D'autre part, la possession d'une voiture facilite les trajets à longue distance. Elle s'associe à un idéal de réussite dont les femmes bénéficient. Par ailleurs, la motorisation s'accompagne d'une trajectoire sociale ascendante où les pratiques de loisirs sont plus nombreuses.

Deuxièmement, habitant dans des marges, ne lisant pas le français, ne possédant pas de permis de conduire, n'ayant pas les moyens de payer les titres de transports, les femmes de l'enquête les plus précaires – celles qui habitent dans les bidonvilles soumis aux évacuations – ont recours à une pratique spatiale stigmatisante – la fraude – pour se déplacer gratuitement. Cependant, cette dernière n'est pas accessible à toutes les femmes. Elle nécessite de bien connaître son environnement, de ne pas être trop chargée et d'avoir suffisamment d'audace et de courage pour affronter le regard des passant<sup>es</sup> durant un trajet où le risque est grand qu'une amende vienne aggraver une situation économique déjà précaire.

Enfin, j'aimerais dans cette conclusion poursuivre la réflexion entamée par Yoann Demoli et Marie Gilow (2019) à la fin de leur article. Ils évoquent, sans l'approfondir, une autre source au-delà de la classe d'inégalité entre femmes : « des expériences de racisme dans les transports en commun, auxquelles les personnes issues de l'immigration sont exposées (2019,151). » Dans ce chapitre, la question du racisme apparaît en filigrane. Il ne s'agit pas du racisme vécu au quotidien puisqu'il est en partie traité dans le chapitre précédent. Ici, j'ai plutôt montré que la position sociale et résidentielle des femmes influencent leur mobilité. En effet, l'antitsiganisme en Roumanie les place en bas de l'échelle sociale et la forme qu'il prend en France se concrétise par une imbrication de facteurs qui prolonge la vulnérabilisation et donne lieu à une marginalisation spatiale qui met en difficulté les femmes dans leur mobilité et dans l'accès aux transports en commun.

En effet, la localisation résidentielle dans les marges augmente les difficultés dans l'accès aux transports. En effet, les femmes vivant en bidonville soumis aux évacuations sont plus éloignées du réseau de transport que les autres. Les évacuations génèrent un éloignement des bidonvilles. Les habitantes construisent des baraques éloignées des voies de communication afin d'éviter d'être trop visibles et ainsi d'être expulsés. L'instabilité résidentielle qui en découle est peu propice au développement d'une activité économique pérenne comme on le verra plus précisément dans le chapitre suivant où je montre que la mendicité repose sur une régularité dans la pratique des lieux.



*Au-delà de ces rails, il y avait  
un monde dans lequel nous  
pouvions travailler comme  
bonnes, comme concierges,  
comme prostituées, aussi  
longtemps que nous étions en  
capacité de servir. Nous  
pouvions entrer dans ce  
monde, mais nous ne  
pouvions pas vivre là-bas. Il  
fallait toujours que nous  
retournions dans la marge, de  
l'autre côté des rails, vers les  
cabanes et les maisons  
abandonnées en périphérie de  
la ville.*

bell hooks



# CHAPITRE 7 Faire la manche. Négocier sa place et entretenir l’ancrage.

Exclues du marché de l’emploi, les femmes vivant en bidonville exercent des activités informelles, qui se déroulent principalement dans l’espace public : biffe, ferraille, mendicité et travail du sexe (voir livret des biographies). J’ai abordé la pratique de la ferraille dans le chapitre précédent. La biffe et le travail du sexe étant des activités économiques minoritairement pratiquées, je me concentrerai dans ce chapitre sur la pratique de la mendicité.

La mendicité est une activité économique qui a lieu dans l’espace public et qui constitue la principale source de revenus de deux tiers de mes enquêtées. Si elle n’est plus considérée comme un délit depuis 1994, le code pénal incriminant la privation de soin sur mineurs indique que « le fait de maintenir un enfant de moins de six ans sur la voie publique ou dans un espace affecté au transport collectif de voyageurs, dans le but de solliciter la générosité des passants<sup>1</sup> » fait partie de la privation de soin. Les femmes de l’enquête qui ont recours à la mendicité sont aussi celles qui sont les plus éloignées des droits sociaux et notamment de celui de la scolarisation de leurs enfants. Elles pratiquent donc la mendicité parfois avec leurs enfants. Dès lors, à quels obstacles les femmes de l’enquête sont-elles confrontées et à quels arrangements ont-elles recours pour gagner de l’argent au moyen de la mendicité ?

Ce chapitre explore la tension entre visibilité et invisibilité qui traverse la pratique de la mendicité. Cette tension est au cœur des pratiques des quêteuses<sup>2</sup> qui doivent se rendre suffisamment visible pour être identifiées et recevoir de l’argent mais doivent paradoxalement se rendre invisibles pour ne pas être interrompues ou empêchées dans le déroulement de leur pratique. Par conséquent, la mendicité nécessite le développement de compétences particulières. S’approprier la ville et développer une connaissance fine de l’espace urbain en font partie comme l’ont déjà identifié de nombreux travaux sur la mendicité dans les villes contemporaines (Pichon 1992; Guillou 1994; Damon 2002; Zeneidi-Henry 2002). Je propose

---

<sup>1</sup> Article 227-15 al. 2 du code pénal.

<sup>2</sup> Dans ma recherche, je préfère l’usage des termes « quèteur », « quèteuse » ou « personne mendiant » comme le fait Muriel Froment-Meurice (2016) plutôt que « mendiant » ou « mancheur » (Pichon 1992). En effet, ils sont moins connotés négativement et se rapprochent de ma propre fonction d’« enquèteuse », c’est-à-dire « d’une personne en quête de ».

de compléter ces études menées auprès d'hommes français et célibataires – dont on ignore s'ils sont concernés par le racisme – par mon enquête constituée d'observation ethnographique et d'entretiens ouverts qui inscrit la mendicité dans les pratiques de mobilités quotidiennes féminines et l'analyse à l'aune du travail domestique mobile.

Il s'agit dans ce chapitre d'explorer les pratiques des personnes qui mendient afin de révéler les obstacles qu'elles rencontrent, les ressources sur lesquelles elles s'appuient et les tactiques qu'elles développent pour gagner de l'argent dans l'espace public malgré les mesures anti-mendicité et le caractère déviant associé à cette pratique économique.

Tout d'abord, je préciserai les conséquences de la répression sur la pratique de la mendicité des femmes. Je détaillerai ensuite le choix des types de mendicité. Statique ou mobile, la mendicité est une activité professionnelle qui dépend en grande partie de l'espace dans lequel elle se déroule et dont les quêteuses doivent connaître les ficelles.

## 1. Une répression de la mendicité qui touche singulièrement les femmes

Des recherches historiques montrent que la mendicité est régulée et réprimée dans les villes dès le moyen-âge<sup>3</sup>. La logique forgée à ce moment-là qui consiste à distinguer les « bons » pauvres des « mauvais » perdure jusqu'à nos jours et se concrétisent par des mesures anti-mendicité plus ou moins formelles (Pichon 2010; Zeneidi-Henry et Fleuret 2007; Damon 2002; Geremek et Geremek 1987; Bruzulier et Haudebourg 2001).

Voyons comment les mesures anti-mendicité contraignent la pratique des enquêtés et comment les femmes en sont victimes de manière spécifique.

Selon le politiste Tommaso Vitale, la mendicité, associée à l'existence des bidonvilles, est un des « deux facteurs [qui] contribuent à la mise en visibilité des immigrés dits roms dans les villes européennes (Vitale 2015, 1) ». Lorsqu'elles sont repérées, les activités informelles comme la mendicité, la fraude, le travail du sexe exposent à des sanctions et des conflits avec les personnes dépositaires de l'autorité publique. Arthur Vuattoux (2016), dans son

---

<sup>3</sup>En Roumanie aussi la mendicité est réprimée. J'ai été témoin d'une scène de répression de la part de policiers envers une femme. Alors que nous nous dirigeons vers l'Église où la fille de Sorina se mariait, une dame munie d'un seau d'eau interpellait les participant.es à la fête. Elle fut brusquement prise à parti par des policiers. Le père de la mariée la défendit et lança des paroles virulentes aux agresseurs. On m'expliqua plus tard que jeter une pièce dans l'eau porte bonheur. La femme profitait donc de la superstition et de la bonne humeur des convives, propres aux jours de fête, pour récolter quelques pièces.

travail de thèse sur le traitement institutionnel de la déviance dans la justice des mineurs, analyse que les « jeunes filles roumaines » sont visées par des sanctions plus lourdes que les autres jeunes filles reconnues coupable de petits délits opérés dans l'espace public. La perspective croisant le genre et les autres rapports de pouvoir a mis en évidence la prégnance de l'*adultification* de la part de l'institution. La discrimination raciale se concrétise par une négation de leur minorité sous prétexte qu'elles soient mariées ou mères.

Muriel Froment-Meurice (2016), dans sa thèse de doctorat, explore la fabrique de l'indésirabilité dans l'espace public et poursuit notamment les travaux de Julien Damon (2002) sur « la question SDF ». Elle remarque que les mesures anti-mendicité sont plurielles et varient dans le temps. Le délit de vagabondage étant levé en 1994, des mesures sont prises localement par les communes qui éditent des arrêtés municipaux et donnent davantage de pouvoir à la police municipale. Plus tard, la mendicité est « repénalisée » par certaines mesures législatives, comme la LSI (loi n° 2003-239 du 18 mars 2003), mais aussi par des réglementations qui régissent certains espaces publics : espaces verts, gares, métro, centres commerciaux... (Froment-Meurice, 2016). La mendicité est donc réprimée mais les sanctions associées à ce « trouble à l'ordre public » sont soumises à des critères variables et subjectifs : types d'espaces, types d'indésirabilité identifiée, agressivité ou non perçue par l'autorité. Ces « catégories de délits [étant] plus en rapport avec les discours politiques et les constructions médiatiques qu'avec de véritables notions juridiques (Froment-Meurice 2016, 67) », les marges de manœuvre sont grandes tant du côté de l'autorité que des personnes faisant la manche. La variation de la répression en fonction des endroits et des moments conduit à une adaptation permanente des pratiques de la manche. Afin de ne pas être chassé, les personnes repèrent les lieux, les expérimentent et communiquent à leur sujet. La répression menace en permanence de briser « l'activité routinière » de la manche (Pichon 1992) obligeant le ou la quêtresse à réviser son itinéraire, ses horaires ou même à arrêter définitivement l'exercice de cette pratique. Beaucoup de mes enquêtés en ont fait l'expérience à des degrés variés.

Vijai, par exemple, fait la manche dans le train et effectue des trajets très courts. Il descend systématiquement à la gare qui suit celle de Beaulieu. À la fin du mois de juillet 2017, il m'explique pourquoi il ne parcourt pas toute la ligne.

Il se plaint des conditions de manche dans le train. Il fait la manche tous les jours de Beaulieu à Chailly. Je lui demande :

-Ah oui ? Tu ne vas pas plus loin ? Tu ne vas pas jusqu'à Paris ?

-Non ! Y a la police ! Plam plam plam ! Fait-il en frappant des mains à chaque interjection.

-Et jusqu'à Mervigny non plus ?

-Non y a la police !



Il me dit qu'il y a beaucoup de Roumains qui sont dans le train et qui font la manche<sup>4</sup>.

La répression dont témoigne Vijai reflète la manière dont les « Roms » sont érigés en figure d'indésirabilité. « Dans le métro, les indésirables sont les “Roms”, “gens de l'Est”, “enfants roumains” qui reviennent dans nombre de discours et constituent un des archétypes des figures indésirables (2016, 225) » écrit Muriel Froment-Meurice dans sa recherche sur la régulation des espaces publics parisiens.

Vijai continue son récit en évoquant l'altercation qu'il a eu avec une passagère du train.

Il me parle de la galère pour faire la manche. Hier ou un autre jour, une dame lui a dit d'arrêter de faire la manche parce que « c'est pas normal ». Il lui a répondu : « Alors donnez moi un travail ! J'ai pas de travail, je fais la manche, j'ai pas d'autres solutions ! » Elle a rétorqué : « Je vais appeler la police ! » et lui : « Appelez ! Je l'attends la police ! ». Il s'adresse à moi et me dit :

-Tu sais qui c'était la police ? C'était la RATP ! (rires). Ils m'ont dit « Ah c'est toi Vijai ! Alors ça va ! Allez, casse-toi Madame ! »

Je réponds :

-Ah, ils t'ont reconnu ? Tu les connais ?

-Bah oui je connais tout le monde moi : RATP, police de Beaulieu, police de Mervigny...

Vijai obtient une petite victoire face à la passagère en colère qui attendait, de la part des forces de l'ordre, une réaction plus punitive. Il explique l'absence de sanction grâce à sa connaissance du quartier et des personnes qui le fréquentent et le régulent. En effet, il prétend connaître les policiers des villes voisines. On comprend ainsi pourquoi il ne s'aventure pas à Paris ou à l'autre bout de la ligne de train.

Madalina a, dans le train, une expérience autre de la répression, bien qu'elle ait fait pendant des années le même trajet de manière régulière. Si la police ne lui administrait pas d'amende, elle procédait à une autre forme d'intimidation. Elle et son mari parlent des étiquettes que les policières déchiraient.

Iosiv : Quand elle attrapait, la police, ça, elle ... prenait et...

Madalina : Elle déchirait, déchirait !

Iosiv : Et met à la poubelle !

EP : C'est vrai ?

Iosiv : Oui.

Madalina : Après tu allais encore ... tu fais la photocopie...

Iosiv : Et tu donnes encore 3 euros pour faire les... photocopies<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup>Carnet de terrain, 31 janvier 2017.

<sup>5</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

Ce harcèlement policier est décrit sur d'autres terrains migratoires. Il consiste à rendre le quotidien plus difficile encore et à décourager la persistance de l'occupation des lieux de vie par des moyens parfois violents. Dans son enquête sur la production de la frontière franco-britannique à Calais, Camille Guenebaud (2016) détaille avec précisions les violences perpétrées par les policiers afin d'entraver l'accès aux ressources premières que sont la nourriture et le sommeil : projection des phares de voiture sur les tentes en pleine nuit, émission de musique à volume élevé, dégradation des lieux de vie et du matériel de cuisine<sup>6</sup>. Il s'agit de la technique gouvernementale de l'auto-expulsion théorisée par Eric Fassin qui consiste « [à] décourager les migrants, dans l'espoir qu'ils renoncent et finissent par partir sans qu'il soit besoin de les expulser (É. Fassin et al. 2014, 42) ».

L'intimidation vécue par Madalina et Iosiv n'affecte pas directement leur accès à la nourriture ou au sommeil mais complique leur vie quotidienne déjà éprouvante. Tous deux doivent, pour continuer à gagner de l'argent, remplacer les étiquettes déchirées par la police. Cela les oblige à passer une journée non pas à gagner de l'argent mais à en dépenser pour payer les photocopies dans le local de l'association.

Les mesures anti-mendicité sont parfois plus formelles et leurs conséquences plus lourdes encore. Marin, dont j'ai évoqué la situation plusieurs fois, fait la manche avec sa fille à Beaulieu où il a vécu en bidonville. Cependant cela n'a pas toujours été le cas. Auparavant, c'est sa femme Rodica qui s'en chargeait. Elle avait l'habitude de faire la manche à une station de métro à Paris. Sa dernière fille n'avait pas l'âge d'aller à l'école. Elle l'emmenait donc avec elle et s'asseyait quelques heures pour récolter un peu d'argent. Un jour, la police l'interpelle et lui demande de quitter les lieux, lui annonçant qu'il est interdit de faire la manche, qui plus est avec un enfant. Rodica ne s'exécute pas tout de suite et la police repasse un peu plus tard. Voyant que Rodica n'a pas obéi, ils la conduisent au commissariat où elle reste trois jours en garde-à-vue et lui retirent sa fille. La petite est placée dans un foyer à Porte des Lilas durant une semaine. Marin raconte que durant cette période, il s'y rend tous les jours pour la faire sortir.

Cette expérience traumatisante modifie en profondeur la mobilité de Rodica. Elle n'ose désormais plus sortir et reste toute la journée à l'hôtel social où la famille est hébergée. Dans

---

<sup>6</sup>En plus de ses observations, Guenebaud cite le rapport de juin 2011 produit par les militants *No Border* de Calais Migrant Solidarity et la Décision du Défenseur des droits n° MDS 2011-113, Paris, 13 novembre 2012. Voir aussi (Guenebaud et Lendaro 2020; De Genova 2017; Babels 2019). Sur les violences policières subies par les travailleuses du sexe chinoises à Belleville, voir (Chen et Le Bail 2020).

son cas, l'on peut dire que l'auto-expulsion a fonctionné. Rodica a définitivement déserté le lieu de mendicité et s'est repliée sur le foyer familial, en l'occurrence, la chambre d'hôtel. L'activité économique repose désormais sur la mobilité de son mari, renforçant le schéma patriarcal selon lequel les femmes sont assignées à la sphère privée et les hommes à la sphère publique.

Les mesures anti-mendicité ont un effet réel sur la mobilité des personnes pratiquant la manche et en particulier les femmes qui mendient avec leur enfant. Elles intègrent l'éventualité de la répression dans leur mobilité quotidienne. Qu'elle prenne la forme d'intimidation, de violences ou de sanctions juridiques, elle affecte les lieux où faire la manche. Voyons maintenant à travers la description de différentes pratiques de mendicité adoptées, les compétences qu'elles exigent et les modalités de l'appropriation spatiale qu'elles illustrent.

## **2. La manche statique : trouver un lieu et le garder**

La réussite d'une journée passée à mendier repose principalement sur les qualités du lieu choisi. Les personnes doivent être de bonnes observatrices pour pouvoir identifier et discriminer les lieux adaptés ou non à la pratique de la manche. La mendicité requiert « un apprentissage, puis une connaissance parfaite de chaque lieu et des possibilités exclusives qu'il offre (Pichon 1992, 146) ». Cela engage, nous le verrons au cours de cette partie, une notion intéressante dans la mesure où elle comprend l'expérience des lieux dans une relation dynamique : la familiarité. Dans le cas de cette recherche, elle invite à explorer l'apprentissage que les personnes construisent dans une situation de vulnérabilité. La mendicité, en tant qu'« activité routinière (Pichon 1992) », repose sur le repérage et la pratique régulière des lieux. Que ce soit près de chez soi, loin de chez soi ou sur une certaine partie de trajet de RER, le choix des lieux où mendier est relatif à la familiarité.

### **a) Près de chez soi : s'appuyer sur la familiarité**

Plusieurs critères comptent dans la sélection d'un endroit où mendier. L'espace doit être suffisamment visible et fréquenté sans être trop exposé ni surpeuplé. Une configuration spatiale optimale comprend notamment des marches et une architecture offrant une protection contre le soleil ou la pluie. La sortie d'une gare ou d'un commerce remplit souvent ces conditions (Domingo 2007). Les passant·es sont nombreuses et l'espace extérieur souvent dégagé. La connaissance fine des lieux développée par les enquêtées s'explique souvent par la proximité avec le lieu de vie. La fréquentation régulière permet aussi de tisser des liens avec les passant·es et les commerçant·es. Les enquêtées, à l'image de

Cerisela et Viviana, sont devenues des usagères familières de l'espace public imposant au fur et à mesure leur présence.

En me rendant sur mon lieu de travail, je croise régulièrement des habitant<sup>es</sup> des bidonvilles du Green City Campus®. Le 7 novembre 2017, je trouve sur mon chemin Cerisela. J'ai fait sa connaissance quelques mois auparavant alors que je rendais visite à sa belle-sœur Maria. Elle est enceinte de son 4<sup>e</sup> enfant, prévu pour la fin du mois.

J'arrive à la gare de Beaulieu vers 10h15. Je ne vois toujours pas la dame qui fait la manche d'habitude sur le quai d'en face. Par contre, dans la rue, je vois une autre dame à la sortie du tabac. Elle me regarde. Je la regarde. Je remarque que ce n'est pas la même qu'hier. Je me demande qui ça peut être. Elle me sourit et je décide d'aller lui parler. En m'approchant, je la reconnais : c'est Cerisela, la femme de Ionel ! Elle me sourit avec ses petites dents mignonnes. Elle est assise par terre avec une couverture en crochet. Son ventre est dissimulé par la couverture et sa tête est recouverte d'un foulard. Un verre en carton est posé devant elle pour recevoir les pièces<sup>7</sup>.

Deux éléments inhabituels dont je fais part dans cet extrait témoigne de ma pratique routinière de l'espace du campus. Comme les autres passant<sup>es</sup>, j'ai des repères dans cet espace familier que je pratique depuis quelques années pour me rendre à des cours, des réunions ou des séminaires. Dans l'espace de la gare, je suis habituée à saluer la dame sur le quai d'en face et, en dehors de la gare, je sais qu'il y a très souvent une femme qui fait la manche au tabac. Cet emplacement est particulièrement stratégique. Le tabac est visible de loin, c'est-à-dire que la distance qui le sépare de la gare laisse le temps à la passant<sup>e</sup> d'identifier que quelqu'un fait la manche et donc de décider s'il ou elle accepte de donner de l'argent ou pas. La grande visibilité dont le tabac bénéficie n'est pas son seul atout. Il dispose également de sucreries et de boissons. Cela donne la possibilité aux client<sup>es</sup>, ne souhaitant pas donner d'argent, d'acheter quelque chose à manger ou à boire aux quêteurs et quêtresses. De plus, les petites sommes dépensées au tabac sont souvent réglées en espèces. Le temps nécessaire pour ranger la monnaie correspond à celui qu'il faut pour regagner la sortie du magasin. La probabilité est donc grande pour que la client<sup>e</sup> décide de placer les quelques pièces issues de son achat dans le gobelet prévu à cet effet plutôt que de les ranger dans son porte-monnaie.

De son côté, Viviana, la voisine de Cerisela, a opté pour un espace plus proche encore et a pris l'habitude de s'installer au supermarché le plus proche du bidonville où elle vit. Elle a une quarantaine d'années. Elle a trois enfants à charge. Quand je la rencontre, son mari est

---

<sup>7</sup>Carnet de terrain, 7 novembre 2017.

en prison depuis quelques années. Elle subvient seule aux besoins de ses trois enfants et garde épisodiquement ses petits-enfants. Son ancienneté en France et son franc-parler lui valent d'être respectée par les habitant·es du bidonville. Dans la mesure où elle parle français, les militant·es et les agent·es municipaux font d'elle une interlocutrice privilégiée comme si elle était la représentante des habitant·es. Depuis 2011, date à laquelle elle est arrivée dans le secteur de Beaulieu, elle pratique la mendicité. Elle connaît bien les quartiers voisins de la forêt et mendie à la sortie du supermarché Franprix. Le gérant accepte sa présence et lui donne parfois des invendus.

Le 14 novembre 2017, je l'appelle car je cherche à joindre sa voisine Cerisela. Elle a accouché trois jours auparavant et je voudrais lui rendre visite, mais je ne sais pas où se trouve le bidonville où elles vivent avec leur famille car je ne m'y suis jamais rendue. Viviana me donne rendez-vous à Franprix où elle fait la manche et me propose d'y aller ensemble ensuite. Je la retrouve facilement. Elle discute avec plusieurs personnes dont Georges de l'association « Mobilisés pour les Roms ».

À 16h, je vais à Franprix. Je trouve Viviana assise par terre. À côté d'elle, un caddie plein de nourriture, Albița et un homme. Elle est souriante. Albița va bien. Elle va faire des photos car elle entre au collège d'Armault demain. Elle rentre en 4e, je crois. Elle ne peut pas m'accompagner chez Cerisela. Viviana reste aussi, elle me parle du patron du carrefour.

L'entrée du supermarché n'est pas seulement un lieu de mendicité. Les rendez-vous que Viviana donne à moi-même et à Georges ainsi que la présence de sa fille et d'une autre personne le prouvent. C'est un lieu de sociabilité. Un espace où les relations sociales peuvent se déployer de manière publique. Il s'agit d'une centralité dont a besoin Viviana pour que s'exerce sa vie sociale en dehors – mais à proximité – du bidonville.

## **b) Les trajets longue distance : une solution par défaut**

Certaines personnes ne sont pas en mesure de mendier près de chez elles. Soit parce qu'elles ne connaissent pas bien les lieux, soit parce que ces derniers sont rendus inaccessibles par d'autres personnes ou par des dispositifs de surveillance. Pour les mères, ces trajets longue distance exigent une organisation et une charge mentale que les jeunes hommes célibataires sans enfant n'ont pas.

Vijai est un homme d'environ 25 ans. Il est célibataire et vit avec ses frères mariés au bidonville. Ses revenus ne reposent que sur son activité économique. Il fait parfois des missions d'entretien de bureaux de manière non déclarée mais son activité principale est la mendicité qu'il pratique dans le train. Je le croise très régulièrement quand je me rends à l'université-Le-Corbusier. On discute de la vie au bidonville et en Roumanie. Il me demande

des nouvelles des architectes qui ont organisé des chantiers à Beaulieu et moi je lui demande des nouvelles de sa mère et des risques éventuels d'évacuation du bidonville. Un après-midi de mai 2017, il m'apprend qu'il ne fait plus la manche dans le train à partir de Beaulieu mais qu'il va à Chaussy.

On récite les jours de la semaine en français puis en roumain. On parle du temps : la pluie, la neige, le soleil, le printemps... Il baille :

-Hou, je suis fatigué !

Il ne fait plus la manche dans le train car la police lui a dit d'arrêter. Du coup, il va à Chaussy. Je m'exclame :

-Pourquoi à Chaussy ? C'est loin !

-Parce que je sais faire là-bas !

Il est parti à 4h30 ce matin et est arrivé à 9h à Chaussy. Là, il en revient<sup>8</sup>.

Quelques semaines avant de prendre la décision d'arrêter de faire la manche au départ de Beaulieu, il a eu plusieurs altercations avec des passagères et des agent·es de la RATP. Face à l'impossibilité de gagner de l'argent près de l'endroit où il vit, il mobilise sa connaissance d'un lieu où il a vécu précédemment. En effet, Vijai a vécu avec ses parents et ses frères dans les bidonvilles de Chaussy pendant quatre ans. Il connaît donc les endroits où faire la manche. Cela implique un temps de trajet important et une prise de risque puisqu'il voyage sans titre de transport. La dissociation entre lieu de vie et lieu de mendicité est un compromis pour lequel d'autres personnes ont opté. C'est le cas de Marin et de Domenica dont je propose de partager maintenant l'expérience.

Marin est un homme d'une trentaine d'années. Je le rencontre dans un bidonville de Beaulieu en octobre 2016. Suite à l'évacuation en décembre 2016, il est hébergé avec sa femme et ses trois filles dans un hôtel social à Mervigny, à 15 km de Beaulieu. Il y revient seulement pour faire la manche. Il est parfois accompagné de sa fille. Il m'explique qu'il préfère faire la manche à Beaulieu car il connaît bien cette ville plutôt qu'à Mervigny. Le bus 327 l'amène directement devant le fleuriste où il passe quelques heures debout à la rencontre des passant·es. Il réclame un peu d'argent à voix basse en cherchant leur regard. Malheureusement, le sentiment d'aise qu'il avait à Beaulieu est un jour ébranlé. Alors que nous discutons, j'assiste à une intervention dédaigneuse d'une employée de la boutique de fleurs.

Derrière moi, une dame en blouse de travail sans sac à main sur le trottoir me regarde en souriant. Je me dis qu'elle regarde quelqu'un derrière moi. Puis, je comprends que c'est la fleuriste. Elle s'approche de moi et me dit :

-Il est là depuis des mois. Il parle à tout le monde.

---

<sup>8</sup>Carnet de terrain, 4 mai 2017.

Elle dit cela d'un air entendu sans le regarder comme pour me prévenir d'une arnaque. Je suis choquée :

- Je vois pas le problème Madame ! On parle tranquillement, il ne me gêne pas. Au contraire je suis contente de le retrouver, on s'est pas vu depuis longtemps.

- Il fait ça avec tout le monde mais le problème c'est que c'est devant le magasin ! En plus avec la petite... qu'il fasse ça, comme ça tout seul... Mais là, utiliser la petite et devant le magasin...

- Mais on est mercredi ! Y a pas école, vous voulez qu'il fasse quoi, qu'il la laisse toute seule ?

Elle ne s'attend pas à cette réaction de ma part et s'en va. Marin conclut :

- Ce qu'elle a dit la dame, ça m'a coupé...<sup>9</sup>

Marin pense être discret en se fondant dans le flux des personnes passant dans un endroit qu'il connaît bien mais cela lui est reproché. La précaution qu'il prend en évitant de mendier où il vit afin d'éviter les conflits est mise à mal. Cette interaction montre que même un lieu familier peut être hostile aussitôt que des pratiques employées ne correspondent pas à l'usage attendu.

Comme le font Vijai et Marin, pour mendier, Domenica se rend dans un endroit situé à plusieurs kilomètres de son lieu de vie. Alors qu'elle habite à Outry, elle va à la gare de Chailly-les-Roses située dans le secteur de Beaulieu pour gagner de l'argent.

En 2016-2017 elle vit dans un bidonville de Beaulieu avec une centaine d'autres personnes originaires de Roumanie. En septembre 2017, le bidonville est évacué sur ordre de la préfecture. Quelques semaines plus tard, je rends visite à la famille de Mina hébergée en hôtel à Chailly-les-Roses et je la retrouve par hasard à la gare. Elle fait la manche avec sa cousine, un vieil homme et sa fille de deux ans.

En repartant de l'hôtel, je tombe sur Domenica et Livia qui font la manche avec d'autres gens. Je vais les voir. Elle me dit qu'elle est à l'hôtel à Ouchy ou Trouilly... (décidément, je connais mal l'Île-de-France !) À côté, c'est sa fille. J'avais pas remarqué tout de suite. Elle dit que l'hôtel c'est bien. Elle y est avec sa mère, sa fille de 2 ans et son fils de 10 ans. Elle vient ici pour faire la manche car « là-bas, ça va pas, c'est pas bien ». Elle me dit : « Le 'camp/coin' c'était pas bien. C'était pas possible d'avoir chaud, pas d'eau, pas de douche, faire le feu<sup>10</sup>... »

Suite à l'évacuation, le n15 – la plateforme en charge de l'hébergement d'urgence – lui a proposé un hébergement temporaire en hôtel dans la ville d'Outry, située à l'extrême opposé du département. Elle accepte sans connaître la ville et sans même visiter la chambre. Malgré la longueur du trajet – une heure trente en transport en commun – elle continue à faire la

---

<sup>9</sup>Carnet de terrain, 10 octobre 2018.

<sup>10</sup> Carnet de terrain, 31 octobre 2017.

manche à Chailly. Elle m'explique que ce n'est pas possible à Outry, car la police l'en empêche et parce que son fils est à l'école dans cette ville. Elle aurait trop honte d'être reconnue par les élèves, les parents d'élèves ou les professeurs.

Outry marque une nouvelle étape dans sa trajectoire. Le simple fait de se déplacer avec des chaussures qui ne sont pas couvertes de boue lui donne la possibilité de passer inaperçue. Le statut légal de l'hébergement à Outry et son relatif confort lui garantissent l'anonymat qu'elle recherche. À Chailly-les-Roses, au contraire, elle a des repères depuis plusieurs années. Elle a besoin d'occuper l'espace public pour gagner de l'argent et elle a trouvé là un endroit qui répond aux conditions indispensables à la pratique de la manche : absence de contrôle de police, flux de passantes suffisant, accessibilité en transport en commun. L'espace public constitue une ressource. La régularité avec laquelle elle pratique cette activité lui a permis de nouer une relation de quasi-voisinage avec des passantes régulières, et même d'établir une relation intime et de confiance avec un habitant du quartier de la gare. Elle trouve un équilibre dans cette distinction entre lieu de vie et lieu d'activité économique : Outry, où elle cherche à être invisible, et Chailly, où l'occupation de l'espace public la rend visible.

La familiarité que les personnes développent est permise par la connaissance des lieux et leurs pratiques régulières. Afin que la manche se déroule sans problème, les personnes créent de la familiarité, la recherchent et s'y appuient. Cependant, elle est mise à mal par les évacuations et les mesures répressives qui bouleversent les repères construits par les quêteuses les obligeant à faire de longs trajets pour rejoindre des lieux où ils et elles maîtrisent les codes. Dans le train également, la familiarité joue un rôle important. Cependant, la manche dans le train fait appel à une autre pratique et d'autres ressources que la manche statique.

### **3. La manche mobile et manche dans un espace couvert : une autre appropriation de l'espace public**

#### **a) La pratique de la mendicité dans le train : un travail mobile**

J'ai montré la répression qui sévit contre la pratique de la mendicité dans le train. Voyons maintenant ses avantages et ses particularités.

Mina, âgée d'une douzaine d'années, me résume brièvement le principe.

- C'est simple, on marche dans le train et on demande de l'argent. Quand on arrive au bout et bien, on revient.
- Et les gens ils sont comment ? ils sont gentils ?



-Bah ça dépend. Des fois, il nous crie dessus, des fois il nous donne de l'argent, même des billets des fois ! dit-elle avec un sourire<sup>11</sup>.

Cette pratique de la mendicité en mobilité comporte quelques particularités dont il convient de retracer les principaux aspects. Les techniques pour récolter de l'argent varient en fonction des quêteweices. Demander à chaque passagère comme le font Vijai et Izabela, déposer des tickets comme le font Gela et Madalina, faire de la musique comme le font Ionela et Adrian. Expliciter les manières de mendier permet de mettre en lumière les liens entre tactiques de survie en milieu hostile et ressources personnelles.

Qu'ils soient situés proches ou loin, le choix des lieux s'effectue principalement en fonction de la connaissance que les personnes en ont et de ce à quoi ils et elles peuvent s'attendre. Il en va de même pour ce qui est des trajets en train.

L'entretien avec Madalina a eu lieu en présence de son mari Iosiv. J'interroge Madalina à propos de sa période de vie en bidonville. Elle évoque notamment sa pratique de la mendicité dans le train et la raison pour laquelle elle faisait toujours le même trajet. Madalina a vécu en bidonville puis au village d'insertion de Vil'laginsy. En 2016, elle est relogée en logement social. Au cours de l'entretien, elle se remémore la routine qu'elle avait mise en place pour faire la manche dans le train. Elle évoque plus particulièrement les passagères qu'elle croisait régulièrement.

Madalina : Parce que tu vois dans le train il y a beaucoup de personnes. Que tu mettes comme ça. Je fais beaucoup beaucoup ça. Elle me connaît beaucoup beaucoup.

EP : Les gens dans le train ? Ils vous connaissaient déjà ?

M : Oui ! je connaissais déjà. Tout... à chaque fois tous les matins, tous tous les matins elle me donnait de l'argent. Tous les matins.

EP : Vous faisiez quoi comme trajet ?

Madalina : Bibliothèque à Marny-la-Grande.

EP : Aah ! Le RER C ? Bibliothèque/ Marny-la-Grande ? D'accord ! Mais pourtant vous habitiez ici ? Ou à la gendarmerie ?

Madalina : Oui à Buis.

EP : Mais à Buis, c'est le RER D !

M : Oui j'allais jusqu'à Dreffeuil-Chassognes ! À Dreffeuil-Chassognes je changeais directement jusqu'à Bibliothèque.

EP : Mais pourquoi le RER C et pas le RER D ?

---

<sup>11</sup>Carnet de terrain, 7 février 2019.

Madalina : Non ! Parce que moi je connais là-bas ! Parce que tu vois, les personnes me connaissent déjà !<sup>12</sup>

Madalina, comme les autres personnes, mendie dans les endroits qu'elle connaît, dont elle est familière. La familiarité intervient dans les choix des lieux où pratiquer la mendicité. Les personnes vont dans des endroits où elles s'attendent à ne pas être dérangées et où elles vont rencontrer des gens qu'elles connaissent. Il y a donc un lien entre familiarité et représentations. Quand une personne fait la manche, elle sait que cela est interdit donc elle choisit un endroit où elle considère que cela est toléré. C'est cette maîtrise des codes qui qualifie la familiarité.

Elle s'obtient par la manipulation efficace des codes en vigueur dans les relations. Pour reprendre les notions goffmaniennes, la familiarité est le résultat d'une reproduction attentive des modes de présentation de soi et de rituels habitants (Simon 1997, 68)<sup>13</sup>.

L'étude des lieux de mendicité indique ce que la personne s'autorise à faire et donc les représentations sociales qu'elle associe au lieu. En distinguant ce qui est toléré, permis ou interdit, elle accorde une valeur morale aux lieux en fonction des pratiques. Je développerai plus bas la question de la morale associée aux pratiques de l'espace et aux manières de faire.

Madalina m'explique l'avantage qu'elle y voit par rapport à la mendicité statique.

EP : Et faire la manche juste dans la rue ? à la gare ou... juste assise... Vous avez pas fait ça ?

Madalina : Noonn...

losiv : Juste les trains.

EP : Au supermarché... à la boulangerie ?

R : Non, juste les trains.

M : Mais je ne peux pas rester juste dans la rue. Non non non non non. Non. Je me suis habituée comme ça.

EP : Ouais vous préférez vous déplacer.

M : Oui. Je peux pas attendre moi (rires) ! Non ! Je reste la journée comme ça ?! Non non non.<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup>J'ai laissé volontairement les fautes de français lors de la retranscription pour être plus fidèle à la parole des personnes enquêtées et afin de rendre visible leurs difficultés langagières. Entretien, 28 novembre 2019.

<sup>13</sup>La définition qu'en donne Maxime Felder en est assez proche : « a dynamic relationship to the world that develops over time and through experience (2021, 1) » et « a feeling of ease, enabled by the capacity to know what to expect, and who and when to trust or distrust (2021, 13) ».

<sup>14</sup>Entretien, 21 juillet 2019.

Si Madalina justifie le recours à la mendicité dans le train par un rejet de l'immobilité, d'autres raisons sont invoquées par les enquêtés notamment ceux qui pratiquent la musique.

## b) La chaleur et l'acoustique comme conditions favorables à la pratique de la mendicité

-Ah ce temps ! on est obligé de rester à l'intérieur, on ne peut pas aller chercher de l'argent. On peut pas être dehors sous la pluie<sup>15</sup>.

Comme le déclare Livia en glissant sur la boue du bidonville du Parking 1 à chaque pas qu'elle fait du haut de ses sandales compensées l'inconvénient de la manche « à ciel ouvert » est l'exposition aux intempéries. Ne pas faire dépendre ses revenus de la météo est une des raisons qui poussent les personnes à faire la manche dans le train.

À ce titre, la chaleur est évoquée en premier lieu par Dana, lors de l'entretien qui a lieu dans son appartement en logement social.

EP : Pourquoi c'est bien le train ? plutôt que d'attendre assis par terre ?

Dana : Parce que là-bas, c'est chaud... (rires)<sup>16</sup>

Durant l'entretien, Dana se remémore son adolescence dans les bidonvilles autour de Laginsy. Elle a peu été scolarisée et accompagnait sa mère qui chantait des chansons chrétiennes pour gagner de l'argent. Alors que je demande des précisions sur l'emplacement choisi, elle évoque la connaissance et la familiarité permises par la routine de la manche pratiquée au même endroit. Elle précise également que le train dispose de qualités adaptées à la pratique du chant.

D : Là-bas, il y a tout le temps des gens.

EP : Humm, y a plus de gens.

D : Oui ! Mais non, y a des gens qui *cerși*<sup>17</sup> aussi dehors. Je sais... j'ai vu aussi. Bah oui, comme tu...

EP : Mais toi tu préfères être dans le train.

D : Mais... j'ai... mais non, pas que je préférerais... je connais ! je connais juste ça en fait. Dans les trains. Parce que je connais ma mère qui chantait et elle a tout le temps chanté. Elle n'était pas à faire obliger les gens.

EP : Mais alors là, ta mère chantait dans la gare ?

D : Non ! parce que c'est trop grand la gare et la voix... elle chante directement avec sa voix, pas de négatif, pas, rien.

---

<sup>15</sup> Carnet de terrain, 4 mai 2017.

<sup>16</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

<sup>17</sup>Dana intègre « *cerși* » à sa phrase qui signifie « mendier » en roumain.

EP : Aah, elle pourrait pas être entendue ? Ou alors dans le métro à Paris ? Y a des musiciens dans le métro.

D : Là-bas ma mère elle a chanté juste dans le petit train et comme c'est petit, il y a tout le temps beaucoup de monde il y a tout le temps beaucoup de monde et qu'elle connaît. Il donne de l'argent. Parce qu'elle a chanté tout le temps des musiques chrétiens<sup>18</sup>.

Si Madalina, Domenica et Dana n'ont pas les mêmes pratiques pour gagner de l'argent dans le train, elles ont la même expérience des bénéfices de la régularité. La répétition de la locution « je connais, je connais » prouve bien que la familiarité et la routine sont centrales dans leur pratique. Madalina habite proche d'une gare desservie par le RER D, pourtant c'est dans le RER C qu'elle pratique la mendicité. Même si la distance depuis le lieu de vie est grande, elles choisissent un lieu qui permette le confort relationnel autorisé par la régularité de la pratique. Chanter ou déposer des tickets pour demander de l'argent sur un itinéraire fixe et répété a permis une reconnaissance mutuelle qui engage, si ce n'est de la confiance, une certaine prévisibilité. Ce type de relations ne correspondant ni tout à fait à du voisinage ni tout à fait à des relations anonymes correspond au concept « d'interconnaissance lâche » proposé par Michel Bozon (Bozon 1984, 266).

Le fait que les habitants se meuvent dans un espace limité n'entraîne pas une connaissance mutuelle ; il favorise en revanche la connaissance intuitive et indirecte que les individus ont des groupes et des styles sociaux locaux ainsi que des personnes qui les symbolisent. C'est l'expérience répétée du contact avec les mêmes (par l'intermédiaire du travail, de la parenté, du voisinage, du loisir, du trafic, de la consommation) qui contribue à forger cette sociologie spontanée très sommaire de la cité et à compléter ce bagage invisible que les citoyens portent toujours avec eux<sup>19</sup>.

De la même manière que Michel Bozon l'observe « dans une petite ville de province », les personnes qui font la manche développent « une connaissance intuitive et indirecte » et font « l'expérience répétée » des lieux et des rencontres.

Comme on l'a vu, faire la manche nécessite de maîtriser plusieurs éléments : se repérer dans le réseau de transports, parler un peu français, trouver les endroits adaptés. Les souterrains du métro et les rames de train présentent de nombreux avantages.

Dans le secteur de Laginsy, plusieurs familles demandent de l'argent aux passagères en déposant des étiquettes sur les sièges des trains. Elles sont faites dans les locaux d'une association qui vient en aide aux sans-abris. La présence de cette association à proximité du

---

<sup>18</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

<sup>19</sup>Cité par Simon 1997, 62.

bidonville a influencé les familles qui ont adopté cette pratique pendant plusieurs années avant d'intégrer un projet d'insertion géré par un opérateur, l'association Toile Solidaire mandatée par la préfecture, et de trouver du travail.

Quand Dana était adolescente, elle partait avec sa mère faire la manche dans le RER C. Tandis que sa mère chantait, elle distribuait des étiquettes dans les wagons.

D : Ma mère chante des chansons chrétiennes. Elle chante trooop bien.  
EP : Wouaahh ! D'accord.  
D : Moi je donnais les tickets. Vous connais les tickets ?  
EP : Non c'est quoi les tickets ?  
D : Les tickets qui écrit : « j'ai 3 frères, 2 sœurs... » J'ai dit la vérité : « j'ai pas où j'habite, j'ai pas d'argent, j'ai rien... » J'étais tout le temps avec ma mère.  
EP : C'est toi qui avais écrit à la main ?  
D : Non ! On a expliqué ! On a expliqué là-bas... où on a fait des tickets.  
EP : Où ça ? À l'association ? À Toile Solidaire ?  
D : Non non pas à Toile Solidaire. C'était avant Toile Solidaire. Quand on a tombé à Toile Solidaire, on a oublié tout ça. On était plus allé faire la manche. On était bien allé à notre travail tout ça. Et on est... après quand on a tombé à Toile Solidaire, on a eu une vie normale, comme on a toujours, comme il est tout le monde<sup>20</sup>.

Madalina a aussi utilisé des étiquettes pour faire la manche dans le RER C. Pendant l'entretien, elle me propose de m'en montrer une. Elle part dans l'entrée chercher les étiquettes et revient dix secondes plus tard. Je lis à voix haute :

EP : « Bonjour, je suis sans-abri, j'ai deux enfants et je ne travaille pas. Aidez-moi pour survivre avec ma famille. Que Dieu vous protège vous et votre famille. Je vous souhaite une bonne journée. Ticket restaurant. Merci beaucoup. » Ooh ! Y a en anglais aussi ! « hello, I am homeless... »  
M : Oui parce que tu vois y avait beaucoup des euh... Bah tu le gardes !  
EP : Je le garde c'est vrai ! C'est gentil. Ça c'est... mais vous en avez d'autres, c'est un souvenir !  
M : Non, mais j'en ai d'autres...<sup>21</sup>

La rapidité avec laquelle Madalina me présente l'étiquette est frappante. Elle a conservé ce morceau de papier avec elle malgré les expulsions, les hébergements en hôtel, au Vil'laginsky... Une fois relogée, elle l'a déposé sur le buffet de l'entrée, à côté des bibelots, des clés et des photos de famille. Cinq ans plus tard, l'étiquette occupe une autre place dans son quotidien. Objet vital et indispensable un temps, il devient objet de décoration détenant une mémoire, celle de la débrouille et de la vie en bidonville. Ce bout de papier témoigne aussi des démarches accomplies pour que la mendicité soit facilitée. Si, contrairement à la mère

---

<sup>20</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

<sup>21</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

de Dana, Madalina ne sait pas chanter, elle a d'autres compétences : communiquer avec les bénévoles de l'association, se faire comprendre et obtenir les étiquettes. Ces étiquettes symbolisent le capital social qu'elle a su mobiliser au début de sa trajectoire migratoire.

Certaines personnes jouent de la musique et s'appuient sur des compétences musicales exercées d'ores et déjà en Roumanie. Cependant, Dana m'explique que sa mère, Gela, si elle chantait en famille n'était pas professionnelle en Roumanie.

EP : Ta mère c'était dans le RER qu'elle chantait ? Et en Roumanie, elle chantait déjà ?

D : Non non, là bas non.

EP : Ah bon ?

D : Non, elle chante pas là-bas. Là-bas, c'est pas comme ici. Y a pas de train, y a pas tout ça.

EP : Y a pas de train à Piatră ?

D : Non...

EP : Non elle ne faisait pas la manche mais elle chantait à la maison... ?

D : Ah oui c'est ça ! Oui ! (rires) Elle chante !

EP : Elle faisait pour les mariages ? Elle chantait ?

D : Non, non ... comme ça juste

EP : Comme ça, pour les enfants ? pour la famille ?

D : Oui oui c'est ça<sup>22</sup>.

Gela transfère un savoir exercé dans la sphère familiale vers la sphère professionnelle. La migration entraîne une conversion de ses compétences. Dans le pays de migration, elle valorise économiquement une pratique liée à l'intime et à la famille.

Adrian, le mari de Ionela, fait également de la musique pour gagner de l'argent. Contrairement à la mère de Dana, il ne connaissait pas la musique avant de partir et a sollicité un membre de sa famille pour apprendre. Il ne s'appuie pas sur des compétences qu'il maîtrisait en Roumanie. La migration le pousse à en acquérir de nouvelles. Le long extrait ci-dessous révèle que la pratique de la musique qu'Adrian a développée est associée à la migration en famille sans ressources économiques préalables.

EP \_ Et votre femme elle m'expliquait... quand vous êtes arrivés en France, que vous faisiez la musique, dans le... dans le métro...

Adrian – Bah oui, je fais de... musique. Mais bon... mais pas trop. Avant de décéder mon... mon père, bah c'est lui qui...

EP \_ Qui vous a appris.

Adrian – ... chantait avec la musique.

EP \_ D'accord.

---

<sup>22</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

Adrian – Moi, quand je suis de Roumanie, avant de... arriver ici en France, moi je dis : « Papa, je veux acheter un accordéon... » Mon père il est parlé avec euh... le mari de ma sœur, même lui, il était chanteur.

EP \_ Ah...

Adrian – Oui. Il a dit « si tu as un autre accordéon parce que... pour Adrian. » « Oui. » Bah je l'ai payé, je lui ai donné 50 euros. Moi je l'ai pris. Après... je dis : « Papa, vas-y, comment je fais ? Lalala. » Après, je... je fais 2-3 tangos.

EP \_ Ah oui ? Déjà ?

Adrian – Oui, des tangos... des...

Ionela – Mais maintenant peut-être il a oublié tout.

EP \_ [Petit rire]

Adrian – Ouais, y a...

EP \_ Mais vous avez appris, vous étiez déjà âgé ? Vous aviez 20 ans, 25 ans.

Adrian – Ah là là, c'est...

Ionela – 30.

EP \_ 30 ans ?

Adrian – ... c'est 30.

EP \_ Ah vous avez appris à 30 ans ?

Ionela – Oui.

Adrian – Bah... pourquoi ? Parce que je... je parti avec une... une idée. Comme j'arrivais avec, ici avec euh... avec ma famille...

EP \_ Mmh.

Adrian – Comment je peux faire pour gagner de l'argent pour... »

Ionela – Vivre.

Adrian – «... pour vivre avec les enfants, donner de manger, les enfants ? »

EP \_ Ouais. Ben ouais.

Adrian – Pour arriver avec... les enfants, avec ma... ma femme. Mais... mon idée, je dis... pour euh... comment s'appelle ? pour faire du chanter, des musiques, dans l'accordéon, 2-3... 4 pièces de... musique, pour gagner de... de un peu de l'argent pour acheter du manger.

EP \_ Ouais ouais.

Adrian – Ouais.

EP \_ Et sinon vous auriez pu travailler dans le bâtiment, comme vous avez fait en 2006 ?

Adrian – Mais bon... ça c'est du euh... Moi, je vous donne un exemple. Si j'arrive à... ici, en... en France, O.K. ? Avec ma famille. Je p... je peux pas trouver tout de suite du travail.

EP \_ Ouais. Oui oui.

Adrian – Beh... les enfants ils disent : « Papa ? »

EP \_ Manger.

Adrian – « Mange... je mange quoi ? » « Mais attends, demain je vais aller à un travail et... mais je vais trouver de... » Non.

EP \_ Non.

Adrian – T'es obligé. T'es obligé.

EP \_ Ah oui. Donc, là, en faisant la musique, vous aviez tout de suite de l'argent.

Adrian – Mais oui ! Mais, bon, si des personnes qui te donnent, ils te donnent, sinon<sup>23</sup>...

La mendicité est un moyen de gagner de l'argent rapidement. Dès l'arrivée de la famille en France, Adrian est en mesure de nourrir ses enfants. Sans parler français et ne faisant pas partie d'un réseau migratoire donnant accès à un travail salarié ou formel, la mendicité lui permet de survivre dans les premiers temps de la migration. La mendicité, malgré son caractère informel, a un point commun avec les activités professionnelles exercées plus généralement. Les rôles que jouent les autres membres de la famille sont similaires. Sa femme effectue le travail domestique gratuit en s'occupant des enfants et son père assure la tâche de transmission intergénérationnelle. Comme dans d'autres milieux sociaux où les parents financent des études ou enseignent un métier à leurs enfants, le père de Adrian transmet à son fils ses connaissances en musique dans l'objectif qu'il soit autonome financièrement.

### **c) Partager l'espace avec d'autres quêteurs et quêtresses dans le train : concurrence et coopération**

Faire la manche étant une activité économique, on pourrait faire, en dépit de son caractère informel, une analogie avec les activités de commerces : zone de chalandise, emplacement, fidélisation de la clientèle... J'ai tenté de montrer dans les lignes précédentes l'importance de l'emplacement et de la régularité pour gagner la confiance non pas des client·es dans ce cas mais des passant·es. La question de la concurrence mérite d'être évoquée car elle peut être un obstacle qui, en plus de la répression déjà accrue, peut gêner la création de revenus indispensables au besoin des personnes.

Je propose de comparer la manière dont Vijai et Madalina gèrent le partage de l'espace avec les autres quêtresse·s, afin de révéler deux aspects de la concurrence dans la pratique de la manche : l'un conflictuel et l'autre coopératif.

Vijai, dont j'ai déjà évoqué la situation auparavant, pratique la manche dans le train sur de courtes distances à partir de la gare de Beaulieu. Je le croise régulièrement à la gare quand je me rends au travail. Suivant les circonstances, nous discutons devant la gare en buvant un café et je lui offre une cigarette. Il arrive que nos échanges aient lieu sur la plateforme

---

<sup>23</sup>Entretien, 11 mars 2019.



qui surplombe les rails et s'interrompent brutalement aussitôt un train arrivé en gare. Parfois, c'est l'inverse. Je m'impatiente et prends congés, comme le 6 juillet 2017 :

Quand la discussion se fasse, je fais signe que je vais bouger. Il appelle l'ascenseur pour descendre sur le quai. Je m'étonne :

- Pourquoi tu appelles l'ascenseur ?

- Bah, j'y vais ! On va pas rester à discuter blablabla ! Toi aussi tu y vas ! dit-il en faisant le signe de becs qui piaillent avec ses deux mains.

- Oui mais pourquoi tu appelles l'ascenseur ? C'est pas loin !

- Ah c'est parce que y a la madame. Elle m'énerve !

Il parle de la dame assise en bas des marches à gauche. Je la vois quasiment tous les matins<sup>24</sup>.

La dame est roumaine comme Vijai. Elle pratique la manche assise sur un trépied de camping. Elle habite à Pierrefitte et mendie ici depuis des années. Quelques remarques à Vijai signifiant son antériorité dans l'occupation des lieux ont dû suffire pour que Vijai passe son chemin et se fasse le plus discret possible. Afin d'éviter un maximum d'interaction avec elle, il choisit de descendre par l'ascenseur plutôt que les escaliers. En réalité, le trajet est si court que l'ascenseur ne lui fait économiser ni du temps, ni de l'énergie. En revanche, il lui permet de contourner un obstacle et d'alléger moralement son trajet.

Madalina a un rapport à la concurrence plus diplomatique. Dans un entretien, elle évoque la manière dont les interactions avec les autres quêteuses se déroulaient sur le quai ou dans le RER de Dreuil-Chassognes à Bibliothèque François-Mitterrand, lorsqu'elle habite à Buis-en-Mouvret.

EP : Vous auriez pu faire les tickets sur le trajet de Dreuil-Chassognes à Gare de Lyon avec le RER D ?

Iosiv : Non y a pas !

Madalina : Non non non. Non parce qu'à Gare de Lyon, il y a beaucoup la police.

Iosiv : Mais y a une autre personne là-bas. Une autre personne qui fait gare de Lyon jusqu'à Dreuil-Chassognes.

EP : Ah vous avez vu qu'il y a déjà des tziganes qui font les tickets, alors on peut pas...

Madalina : Oui !

EP : Alors que vous, vous avez regardé dans le RER C qui fait Dreuil-Chassognes - Bibliothèque et là, y avait personne qui faisait ?

M : Si mais, comment je te le dis... Si elle fait mais à chaque fois, c'est tous les jours.

EP : Comment ça ?

Madalina : Maintenant c'est mon tour. Après c'est ton tour.

EP : Donc en fait sur le quai, vous voyez qui va monter. Vous voyez qui monte dans le train, vous laissez passer. Après vous attendez, si y a quelqu'un qui arrive vous dites...

---

<sup>24</sup>Carnet de terrain, 6 juillet 2017.

Madalina : Quand y a pas de personne j'y allais. Quand y a quelqu'un je attendais l'autre train. Parce que l'autre aussi il attendait. Là aussi il a besoin de manger comme moi.

EP : Des fois c'est des gens que vous connaissez pas ?

Madalina : Des fois, non je connaissais pas, des fois je connais.

EP : Mais comment vous savez que c'est des gens qui vont faire la manche aussi avec les tickets ?

Madalina : Quand je connais déjà mais... et l'autre... comme je connais ... l'autre aussi me l'a dit. Elle me dit. Comme ça je le savais.

EP : Et si vous connaissez pas ? Vous demandez ? Vous parlez ?

Madalina : Non moi je demandais. J'allais, j'allais dans le train, euh (rires) des fois, elle a aussi... elle met des étiquettes, moi aussi après je lui dis 'pourquoi tu m'as pas dit que tu attends ici ?' Comme je le savais qu'elle est première, je restais tranquille...

EP : Mais alors du coup, tout le monde faisait la manche en même temps ? Dans les mêmes trains ? Donc tu faisais la manche et hop tu tombais sur ton cousin... ?

Madalina : Non ! Pas ça ! Parce qu'il y a beaucoup de gares... il y a beaucoup de trains, beaucoup de ... d'endroits, mais moi je connais juste ça où j'allais à Paris, avec le RER C.

EP : Et les autres, ils allaient ailleurs ?

Madalina : Oui ailleurs.

EP : Mais des fois tu voyais des Roumains ?

Madalina : Oui oui des fois oui.

EP : Alors tu faisais quoi ?

Madalina : Bah on a dit « bonjour, bonjour... » on a laissé tout le monde. Quand tu manges toi, moi aussi je peux manger. Et c'est ça. « Bonjour », et c'est ça.<sup>25</sup>

Pour Madalina, partager l'espace avec d'autres personnes n'est pas une source de tension. Dans la mesure où faire la manche permet de subvenir à un besoin vital (« manger »), elle considère que la présence de chacun est légitime. Cela s'opère au moyen de négociations tacites qui nécessitent une analyse spatiale rapide : repérer qui, sur le quai, est susceptible de monter dans le train pour faire la manche afin d'être en mesure, si la voie est libre, de monter à bord. Cette communication non verbale n'est pas infaillible. Quand Madalina rencontre dans le train quelqu'un qui met aussi des étiquettes sur les sièges et qu'elle n'a pas identifié sur le quai, le recours à la parole devient indispensable pour clarifier la situation : « pourquoi tu m'as pas dit que tu attends ici ? ». Cet « échange réparateur » (Goffman 1973b) vient désamorcer tout conflit. En rappelant la règle basée sur les tours de rôles, elle se prémunit de toutes mauvaises intentions qui pourraient lui être reprochées.

La présence d'autres personnes faisant la manche n'est donc pas systématiquement une source de conflit. C'est même parfois une source de légitimation. Voir une autre que soi pratiquer une activité informelle et répréhensible diminue le sentiment de culpabilité et

---

<sup>25</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

normalise sa propre pratique. La reconnaissance de l'autre passe par le fait de se saluer et signifie « j'ai vu que tu m'avais vu en train de faire ce que tu es en train de faire ». Inutile donc d'ajouter d'autres paroles.

Dana qui, au moment de l'entretien vit en appartement et touche des aides sociales, l'explique en ces termes :

EP : Mais avant la vie normale<sup>26</sup>, tu faisais la manche avec ta maman. Et c'était où ?

Dana : À Paris, oui, à Paris, oui c'est ça.

EP : Dans la gare ?

Dana : Oui dans les gares. Mais pas juste moi, c'est tout le monde. Tout le monde il a fait ça. Tous les Roumains. Mais maintenant pas tout le monde, maintenant plus.

Je connais... je connais plus de Roumains qui fait... ils ne font plus.

Les dernières lignes de Dana montrent qu'elle a connaissance des trajectoires sociales de ses pairs. Son témoignage révèle aussi l'homogénéité des trajectoires des personnes qui l'entourent. Quand elle faisait la manche, elle était portée par un sentiment de légitimité dans la mesure où « tous les Roumains » avaient cette activité. Maintenant, elle ne connaît plus personne. Ils et elles ont recours à d'autres activités, certainement moins visibles et moins exposantes, pour gagner de l'argent.

Faire la manche ne relève donc pas d'une tactique individuelle, mais représente une manière d'accéder à des revenus dans une pratique expérimentée par un groupe de pairs. Cette expérience partagée de la déviance crée un sentiment de légitimation. L'expérience commune de la mendicité crée de la familiarité dans un contexte de forte hostilité. En effet, les mesures anti-mendicité, plus ou moins formelles, je le montrerai, contraignent les quêteurs et quêteuses et modèlent leur mobilité.

Face aux complications et à la fatigue produites par la répression, les personnes adaptent leur mobilité en s'accompagnant de proches et, on va le voir, évitent de mendier seule.

#### **4. Faire la manche avec son mari ou ses enfants pour éviter de faire la manche seule**

Dans le tome deux de son livre, « La mise en scène de la vie quotidienne », Erving Goffman (1973) analyse les enjeux qui se nouent autour des interactions entre individus dans l'espace public. Il développe la notion de « territoire du moi » dont l'espace est parfois perturbé par

---

<sup>26</sup>« La vie normale » est une expression qu'elle emploie plus haut et que je reprends à ce moment dans l'entretien.

des « offenses territoriales » puis soigné par des « échanges réparateurs ». Dans les premières pages du chapitre « les individus », il distingue les individus « avec » des individus « seuls ». Considérant que chaque individu est « exposé » aux normes et au contrôle social, il affirme que les « personnes ensemble peuvent compter sur une certaine protection mutuelle ». Bien que formulées au début des années 1960 et à propos de la classe moyenne blanche états-unienne, ses analyses sont éclairantes et cela même des décennies plus tard appliquées à un public autrement plus précaire, en proie au racisme et qui plus est féminin. Si l'on se réfère à l'affirmation de Goffman selon laquelle « les individus “avec”, surtout les hommes, ont une latitude considérable dans le choix des lieux où ils s'assoient (1973, 35) », l'on peut se demander avec raison pourquoi, malgré tout, les femmes sortent seules pour faire la manche. À l'inverse, pourquoi sont-elles parfois accompagnées ? Qui les accompagne et comment ?

La pratique de la manche étant une activité économique informelle, elle est désapprouvée, de manière générale, par les commerçant·es et les riverains et sanctionnée par les autorités. S'y adonner comporte donc le risque d'être stigmatisé dans l'espace public et d'en être exclu. Les personnes qui y ont recours en ont conscience et adaptent leur pratique. Comme je l'ai évoqué, certaines personnes sortent avec leurs enfants, d'autres avec leur mari, d'autres encore donnent rendez-vous sur les lieux de mendicité pour ne pas être seules. En revanche, rares sont les personnes qui mendient seules. Essayons d'en comprendre les raisons avant de nous intéresser à la situation des femmes qui mendient en présence de leur mari, puis à celles qui sont accompagnées de leurs enfants.

### **a) Les femmes évitent de mendier seule**

J'ai exposé la situation de Vijai et de Cerisela qui pratiquent, pour des raisons différentes, la mendicité seules. Vijai est célibataire et sans enfant. Bien qu'il habite avec ses frères et sa mère, il a décohabité et vit dans sa propre baraque. De plus, il est marginalisé par son entourage qui lui reproche des comportements peu prévisibles et inappropriés. Il est autonome financièrement. Sa pratique économique individuelle correspond à la constitution de son foyer. Il vit seul et mendie seul. Cerisela, en revanche, est mariée et a trois enfants. Pourquoi mendie-t-elle seule ? Tout d'abord, son mari exerce une autre activité économique. Il pratique la biffe, c'est-à-dire qu'il récupère des objets abandonnés dans la rue ou dans les poubelles et les vend aux puces. Cerisela ne mendie pas avec ses enfants, car elle a recours à un mode de garde. L'aîné est assez grand pour rester au bidonville pendant son absence et les deux derniers sont gardés soit par son mari soit par sa mère en Roumanie. En effet, à cause du manque de scolarisation et de la précarité de la vie

en bidonville, Cerisela et Ionel confient régulièrement leurs enfants à la famille habitant en Roumanie.

Le cas de Marina présente une situation encore différente. Elle quitte la Roumanie à 19 ans pour fuir une union voulue par son père. Elle rejoint alors sa cousine qui vit en Allemagne. Elle me raconte :

- J'ai vécu 6 mois à Hanovre.

- Tu faisais quoi en Allemagne ? Tu travaillais ? Je demande.

Elle fait le signe de la mendicité, la main tendue et s'explique :

- Je ne savais pas parler.

[...]

En Allemagne, sa cousine volait. Elle ne voulait pas suivre son exemple et s'est mise à mendier. Elle raconte avec précision la première fois qu'elle a fait la manche. Elle avait peur et honte. Elle a pris un verre, elle s'est assise sur le trottoir, à côté de la gare et elle a attendu la tête baissée. L'argent tombait : « 2 €, 5 €, 10 €, 20 € ! » dit-elle<sup>27</sup>.

Plusieurs facteurs expliquent la raison pour laquelle Marina mendie seule. Elle n'est pas encore mariée et ne peut compter que sur elle-même pour gagner de l'argent. Elle se trouve dans un pays dont elle ne parle pas la langue et où la seule personne qu'elle connaît pratique une activité économique qu'elle désapprouve. Les analyses de Goffman sur les relations en public apportent un éclairage sur la posture que Marina adopte.

Les individus seuls sont encore exposés d'une autre façon : s'ils agissent d'une manière surprenante ou douteuse, ils sont jugés plus durement que s'ils étaient avec d'autres personnes (Goffman 1973b, 35).

La « technique du corps » (Mauss 1966) que Marina adopte incarne la honte et la gêne. Seule, elle a « peur » et se sent vulnérable face aux dangers. Cette posture corporelle manifeste à la fois le poids de la morale produite par les normes sociales mais aussi le jugement moral qu'elle-même porte sur l'activité économique de sa cousine. Considérant que le vol n'est pas moral<sup>28</sup>, elle choisit une manière de positionner son corps qui convienne, selon elle, à ce qui est acceptable dans l'espace public.

Dans son ouvrage « Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre », Djemila Zeneidi-Henry (2002) recense les lieux de la mendicité et les attitudes des « mancheurs » qu'elle qualifie d'actives ou passives. La manche « à la rencontre » « nécessite une attitude active

---

<sup>27</sup>Carnet de terrain, 1<sup>er</sup> août 2018.

<sup>28</sup>Voir *Le vol et la morale* (Congoste 2012) qui, aux moyens de témoignages et d'anecdotes truculentes de voleurs de toutes époques, approfondit la relation entre vol et morale.

puisqu'elle intervient dans la mobilité (Zeneidi-Henry 2002, 183) ». Le « tape-cul »<sup>29</sup> constitue « l'attitude la plus passive » et « la priante » « désigne la manche pratiquée exclusivement aux abords des églises (Zeneidi-Henry 2002, 183) ». Dans mon enquête également, les personnes adoptent des attitudes variées (assise, debout, en marchant) dans des lieux différents (commerces, rue, gare, train). Il s'agit ici par l'analyse des situations de précarité et des ressources matérielles et sociales de les expliquer. Les récits, récoltés pendant les observations ethnographiques et les entretiens semi-directifs en appartement, portent principalement sur les raisons de cette activité et sur la répression subie. Apparaît alors en sous-texte un ordre moral, incarné dans les postures corporelles, visant à se légitimer ou à se distinguer des autres quêteurs et quêtresses. Les différentes pratiques de mendicité peuvent ainsi se lire comme autant de tactiques de survie déployées dans l'espace urbain. Les décrire avec attention permet de les expliquer avec précision.

Examinons maintenant la situation de certaines femmes qui sont accompagnées de leur mari pour mendier afin de saisir ce que cela indique de l'appropriation de l'espace public.

### **b) Faire la manche avec son mari**

Pendant son séjour en Allemagne, Marina rencontre son mari Miron. Il vient du sud de la Roumanie comme elle. Au bout de quelques mois, Marina est expulsée hors d'Allemagne et renvoyée en Roumanie. En 2004, la Roumanie ne fait pas encore partie de l'espace Schengen et les visas sont nécessaires pour circuler dans l'Union européenne. Le jeune couple séjourne alors chez les parents de Miron et gagne de l'argent dans le secteur informel. Ne parvenant pas à économiser suffisamment, tous deux décident de migrer d'abord vers l'Espagne, où elle donne naissance à Prima, puis vers la France en 2012 afin de rejoindre la cousine de Miron installée sur un platz à Beaulieu avec ses enfants et son mari. Marina se retrouve, comme quelques années auparavant, dans un pays étranger où elle ne connaît ni la langue ni ses droits. Elle évoque en décembre 2017 ses premiers temps en France.

---

<sup>29</sup>Pascale Pichon (1992) précise que l'usage de ces modalités est endogène. C'est ainsi que ses enquêtés, francophones, nomment cette pratique. Mes enquêtées ne donnaient pas de nom aux différentes postures qu'ils réalisaient. Cela s'explique notamment par le fait qu'ils et elles avaient une maîtrise assez faible de la langue française.

Elle me parle de la manche. Elle dit que c'est mieux que le vol. Elle me raconte comment elle faisait la manche à Châtelet. Sa fille était petite. Elle était assise près d'un *money gram*. Son mari, plus loin, avec sa fille. « Comme ça c'est bien » dit-elle. Un jour, un policier est venu. Il lui a demandé de rester assise. Elle me dit qu'il ne faut pas être debout et aller à la rencontre des passants (en mode « mendicité agressive »). Le policier était gentil avec elle et faisait des signes « bien » avec le pouce. Il lui a même donné de l'argent<sup>30</sup>.

On peut se demander pourquoi le mari de Marina ne fait pas la manche. Pourquoi Marina n'attend pas à côté de Miron avec sa fille pendant qu'il mendie ? L'explication que je propose tient à l'expérience professionnelle. Marina a déjà fait l'expérience de la manche tandis que Miron n'a jamais pratiqué cette activité. Il a, pour gagner de l'argent, travaillé dans le bâtiment ou la récupération de métal. Cette hypothèse fait écho à la trajectoire sociale et migratoire de Adrian et Ionela. Quand le couple arrive en France, il vit à la rue avec les deux enfants. Adrian fait de l'accordéon à gare de Lyon près du square où la famille dort. Pendant ce temps, Ionela n'a d'autres endroits où aller que là où il se trouve. Elle ne sait pas faire de musique, elle n'a jamais fait la manche et n'a jamais travaillé en Roumanie. Voici comment elle formule, des années plus tard, la protection dont elle avait besoin.

EP \_ Et vous, Adrian, vous faisiez où la musique ?

Adrian – À gare de Lyon.

EP \_ À gare de Lyon ?

Adrian – Oui, à côté du métro. À côté de l'escalier.

Ionela – Et moi j'étais... avant... sur les escaliers. [Petit rire]

Adrian – [Simultanément] Et ma femme, elle était plus loin.

Ionela – [Rire] Et je l'avais dit : « Tu vas pas loin, parce que moi je connais rien, là ! »

EP \_ Ben oui. Ah oui.

Ionela – [Rire]

Adrian – J'ai parlé avec ma femme : « Si y a quelque chose, appelle-moi, hein ! »

EP \_ Vous parliez un peu français à cette époque ?

Ionela – Mmh... du tout.

Adrian – Non... « Bonjour. » Mais pas beaucoup<sup>31</sup>.

La présence de son mari rassure Ionela qui ne parle pas français et n'a jamais vécu en France. Elle ne se repère pas dans la ville et a besoin d'être avec son mari en permanence. Si d'apparence, Adrian mendie seul, il est en fait présent à distance auprès de Ionela.

Ces deux derniers exemples illustrent comment, pour les habitant·es de bidonvilles, la mendicité est rarement une activité solitaire. Rares sont les personnes qui mendient seules. Au contraire, la mendicité est bien souvent une affaire de famille.

---

<sup>30</sup>Carnet de terrain, 8 décembre 2017.

<sup>31</sup>Entretien à Laginsy, 11 mars 2019.

### c) Mendier avec ses enfants : une domestication de l'espace public

Clément Rivière (2017; 2021) a mené un travail en sociologie urbaine sur la pratique de l'espace public des enfants et la fabrication de leurs dispositions urbaines. Il montre que la socialisation urbaine des enfants est déterminée par les propriétés sociales des parents. Les mises en garde, les autorisations, les discours sur l'espace public sont autant de manières de leur transmettre les codes à suivre pour se comporter en public. Ces travaux explorent la socialisation des enfants à la pratique de l'espace public de manière autonome. En revanche, mon travail s'appuie sur des observations de pratiques de l'espace public d'enfants accompagnés de leurs parents, et plus précisément de leurs mères. Cela révèle, dans ce contexte de précarité, le rôle de la présence des enfants pour les mères et, inversement, celui des mères pour les enfants. Pourquoi les enfants accompagnent les mères pour faire la manche ? Pourquoi les mères font-elles la manche avec leurs enfants ?

Très peu d'enfants sont scolarisés parmi les femmes de mon enquête qui pratiquent la mendicité. Sans mode de garde alternatif, elles sont contraintes de les emmener avec elles. Quand les enfants sont assez grands, ils restent au bidonville toute la journée. Dès le plus jeune âge les activités sont genrées. Il est fréquent que les jeunes filles ne soient pas autorisées à sortir seules du bidonville, c'est le cas de Mina dont j'ai évoqué la situation à plusieurs reprises.

Les revenus de sa famille reposent sur la mendicité que sa mère pratique dans un centre commercial et dans le train. Elle part le matin avec le plus jeune enfant placé dans un porte-bébé et un ou deux autres enfants. Elle laisse les autres à l'aînée, Mina. Durant, le temps de l'enquête, je me rends chez elle assez fréquemment (entre deux fois par semaine et une fois par mois). Mina est ainsi devenue mon interlocutrice privilégiée. Nous discutons pendant plusieurs heures de son enfance, de sa famille, de ses souvenirs d'école, des autres habitant<sup>es</sup> du bidonville et de son avenir. Son manque de mobilité a ainsi permis à la relation ethnographique de se construire. Nos discussions me permettent de mieux comprendre comment l'activité de mendicité est perçue dans la fratrie notamment par sa sœur cadette Larissa.

-Mais Larissa, elle est pas triste de devoir y aller pendant que toi tu es ici ? Je demande.



-Non elle aime bien ! Elle demande à ma mère "steuplé Maman emmène-moi !" Quand on part la journée, on mange. Les gens nous donnent à manger. On mange chinois, c'est bien. Larissa, elle s'ennuie ici<sup>32</sup>.

La réponse de Mina tend à modérer l'inquiétude que j'ai concernant le fait d'emmenner les enfants faire la manche. Elle affirme que quitter le bidonville est la garantie d'avoir quelque chose à manger. En effet, un autre jour, je passe l'après-midi avec Mina et Larissa au bidonville. Vers 19 heures, Izabela, sa mère, et trois de ses enfants sont de retour à la baraque. Agacée, Larissa lance à son petit frère de quatre ans : « Alors Leonardo ? Je suis sûre que t'as fait que manger ! ».

Les témoignages que j'ai récoltés auprès de la famille de Mina ont eu lieu durant les observations ethnographiques. Les enfants ont donc livré leurs récits et leurs ressentis « à chaud ». La mendicité faisait partie de leur quotidien dont ils me partageaient les bribes. Il est intéressant de les comparer à ceux des adultes qui évoquent leur passé en entretien. Les conditions d'énonciation étant décalées dans le temps, elles font de l'entretien un moment d'introspection où le regard n'est pas directement porté sur le quotidien mais sur sa propre trajectoire.

Dana affirme également que pratiquer la mendicité avec sa mère ne relevait pas d'une contrainte insupportable. Au contraire, cette activité lui conférait un rôle dans la famille et la satisfaction d'apporter du soutien à sa mère.

Je lui demande :

-C'est ta mère qui te disait : « Viens avec moi Dana ! » ou c'est toi qui disais : « Je veux venir avec toi » ?

-Non non, c'est moi qui disais « Je veux venir maman » parce qu'on avait besoin. On avait aussi besoin pour acheter quelque chose ... pour acheter des vêtements... (rires)

-Ah parce que l'argent que tu faisais..., l'argent que tu récupérais c'était pour toi ?

-Oui pour moi, pour la famille, pour tout ça. Oui on avait besoin d'aller faire la manche parce qu'on n'avait rien. On n'avait pas à manger...<sup>33</sup>

Cet extrait révèle que, contrairement à ce que suggèrent mes questions, faire la manche était une manière pour Dana de participer aux activités économiques nécessaires à la famille entière. Il s'agit, en procédant à la même activité que sa mère, de s'engager et de prendre ses responsabilités vis-à-vis de la famille.

---

<sup>32</sup>Carnet de terrain, 21 décembre 2018.

<sup>33</sup>Entretien, 28 novembre 2019.

En tant que mère, se déplacer avec un jeune enfant pour faire la manche représente une mise en jeu. La remarque, détaillée plus haut, que réserve la fleuriste à Marin en est un exemple. Mendier avec son enfant revient à s'exposer au mépris des passant·es. Cela laisse penser que l'enfant est uniquement le prétexte pour susciter la pitié et que sa présence est mobilisée à des fins lucratives. J'ai essayé de montrer au contraire que c'est plutôt la difficulté à trouver un moyen de garde (manque de scolarisation, absence de proches, conjoint déjà pris par d'autres activités) qui pousse les parents, et principalement les mères, à mendier avec elle·ux. En effet, mise à part Marin, je connais très peu de père qui font la manche. Le père de Mina par exemple « n'aime pas ça ».

En décembre 2018, je demande à Mina si son oncle Rafael fait la manche. Il a, avec sa femme Lenuța, deux enfants âgés d'un et trois ans.

-Rafael, il travaille pas ? Lui dis-je.

-Non c'est sa femme qui fait la manche.

Je demande comment la femme de Rafael fait pour faire la manche avec deux enfants en bas-âge :

-S'il faut les changer ?

-Ben tu les changes sur tes jambes.

-Et s'ils veulent faire pipi ?

-Ben tu vas dans un petit coin un peu privé, un peu calme, à l'écart, un peu sale<sup>34</sup>.

Mina témoigne une fois de plus de la décharge des pères de la pratique de la manche sur leur femme. Elle me fait également part d'une autre difficulté à laquelle les mères sont confrontées : soigner les enfants dans l'espace public. Selon elle, le soin à apporter aux jeunes enfants n'est pas incompatible avec l'occupation de l'espace public, encore faut-il connaître et trouver un espace adapté.

Faire la manche revient, comme l'affirme Pascale Pichon dès 1992 à être un « citoyen particulièrement rompu à l'espace (1992, 147) ». Ici, contrairement à la plupart des travaux sur le sans-abrisme, les enquêtés ne sont pas des « SDF » blancs et célibataires. Ce sont des femmes et leurs enfants, qui certes acquièrent, comme les autres quêteurs des connaissances relatives au lieu afin de gagner de l'argent, mais sont confrontées à une autre réalité. Identifiées comme roms elles sont en proie au racisme et aux agressions. Accompagnées d'enfants, elles risquent le retrait de leur garde par les autorités publiques et elles sont en charge des activités de soin.

---

<sup>34</sup>Carnet de terrain, 21 décembre 2018.

Étudier la mobilité des femmes révèle en creux la socialisation urbaine des enfants, les espaces qu'ils fréquentent et les connaissances qu'ils développent pour se les approprier. Pour un enfant, faire la manche avec sa mère revient à se socialiser aux marges urbaines, à apprendre les codes pour gagner de l'argent tout en s'occupant des enfants les plus jeunes. Dans la mesure où, le travail domestique – ou travail de *care* non rémunéré – a lieu dans l'espace public, la socialisation urbaine et la socialisation au travail domestique se superposent. La domestication de l'espace public (Zeneidi-Henry 2002) devient une des dispositions de leur socialisation urbaine.

## Conclusion

Si la littérature sur les femmes sans-abris (Marcillat 2014; Lanzaro 2021; Maurin 2017; Wolch et Rowe 1992) est peu fournie par rapport à celles sur les hommes sans-abris, elle demeure encore plus réduite en ce qui concerne plus précisément la pratique féminine de la mendicité.

Dans l'enquête de Djemila Zeneidi-Henry, les femmes pratiquant la mendicité sont minoritaires et sont victimes d'une « exploitation abusive ».

La loi de la rue n'est pas tendre pour les femmes. La plupart de celles qui évoluent dans un groupe, 'appartiennent' à un homme du groupe (2002, 198).

Dans le cadre de mon travail de recherche, aucune femme rencontrée n'est victime de traite ou d'exploitation abusive. Chacune travaille « à son compte » c'est-à-dire pour sa famille. Cependant, au même titre que le travail domestique, le travail productif est réparti de manière genrée, les hommes pratiquant tendanciellement la récupération et la biffe et, les femmes, la mendicité et le travail du sexe.

La situation contrainte dans laquelle s'exerce la mendicité pour les femmes appelle à souligner les tactiques que celles-ci mettent en œuvre pour s'imposer et se faire une place malgré tout dans la ville.

Dans une société structurée par les rapports sociaux de sexe, de race et de classe, les femmes identifiées comme roms sont particulièrement vulnérables dans l'espace public et notamment quand elles pratiquent la mendicité. Elles sont confrontées au regard des autres, à l'hostilité éventuelle des passant<sup>es</sup>, à l'inégalité au sein du couple, aux mesures anti-mendicité, aux amendes dans les transports en commun et au travail domestique quand elles ont la charge des enfants. Face à ces contraintes, j'ai identifié quatre tactiques dont il s'agira de déplier les aspects et les ressorts : l'accompagnement, la familiarité, la posture et le repli sur le foyer. Tout d'abord, le fait d'être accompagnée. Les femmes sont rarement seules. Accompagnées de leur mari, de leurs enfants, de leur mère ou de leur cousine, elles mettent à profit la densité des liens sociaux pour compenser la faible légitimité de leur occupation spatiale. Être accompagnée leur garantit de pouvoir recevoir de l'aide rapidement. C'est une manière de faire bloc contre les agressions en maintenant une présence à plusieurs.

Une autre facette des tactiques spatiales féminines concerne l'ancrage et la régularité dans la pratique des lieux. Il s'agit de la routine. La plupart des femmes choisissent un endroit ou un trajet où mendier et le conserve sur la durée. Viviana va au Franprix. Cerisela au tabac. Domenica à Auchan. Madalina dans le RER C. Izabela dans le train etc. La routine permet

d'établir des relations de quasi-voisinage ou d'« interconnaissance lâche » (Bozon 1984 cité par; Simon 1997). Les usagères des lieux reconnaissent les quêteuses et réciproquement les quêteuses, en reconnaissant des visages familiers, sont rassurées par le fait d'être en présence de personnes avec qui le partage de l'espace a précédemment donné lieu à des échanges polis ou tout simplement anonymes. La routine les met en confiance et leur garantit, à partir d'une expérience passée, une pratique de l'espace public sans altercation. Cette familiarité est acquise et entretenue. En cela, elle doit se comprendre comme un « sens pratique des lieux » (Felder 2021) que seule l'expérience répétée permet d'obtenir. On comprend ainsi à quel point les évacuations et les relogements lointains perturbent et alourdissent leur quotidien.

La tactique suivante s'incarne dans les postures corporelles de la mendicité. Il est pertinent de les saisir non pas comme de simples options mais comme de véritables choix que les femmes établissent en fonction de leur préférence, de leur référence morale et du potentiel économique qu'elles induisent. Domenica, Cerisela et Viviana mendient assises dans un lieu fixe, ce qui leur permet de ne pas se fatiguer et de donner rendez-vous à des proches. Dana, sa mère et Ioana mendient dans le train car il y fait chaud et que les gains économiques sont plus importants. Enfin, Marina mendie la tête baissée car c'est une manière pour elle de compenser un acte dévalorisant par une posture qu'elle juge respectable et humble. Cela peut sembler paradoxal mais baisser la tête lui permet de surpasser la honte et le mépris associés à la mendicité.

Enfin, l'arrêt de la mendicité et le repli sur le foyer, comme c'est le cas de Rodica, peuvent être analysés de deux manières. Il s'agit en effet d'une immobilité qui fait suite à un traumatisme vécu dans l'espace public. On peut l'interpréter comme un renoncement. Rodica renonce à sortir de peur d'être verbalisée. Dans ce cas, on envisage cette décision comme « un aveu de faiblesse », un échec. Je propose une autre interprétation. On peut au contraire envisager ce refus comme une démission au profit de la préservation de sa santé physique et mentale ou même à une contestation du rôle qu'elle a endossé dans le couple puisque désormais c'est Marin qui va mendier. L'immobilité apparaît dès lors non pas comme un échec mais comme une prise en main de son intégrité, un retrait au monde en d'autres termes un *selfcare* (Lorde 1988), c'est-à-dire un soin apporté à soi-même. Ce sont les vêtements qui nous portent et non l'inverse.

*Ce sont les vêtements qui  
nous portent et non l'inverse.*

Virginia Woolf

*En libérant les corps des  
vêtements qui entravent les  
gestes, en déployant les  
mouvements, en détournant,  
dévoyant l'usage d'objets  
familiers (parapluie, épingle,  
broche, manteau, talons), en  
ravivant des muscles, en  
exerçant un corps qui habite,  
occupe la rue, se déplace,  
s'équilibre, l'autodéfense  
féministe instaure un autre  
rapport au monde, une autre  
façon d'être.*

Elsa Dorlin

*These boots are made for  
walkin'  
And that's just what they'll do  
One of these days these boots  
are gonna walk all over you.*

Nancy Sinatra



# CHAPITRE 8 S'équiper, se montrer. Les accessoires de la mobilité entre assignation et capacité d'agir.

Après avoir détaillé deux aspects des mobilités quotidiennes des femmes de l'enquête à travers l'usage des transports et la pratique de la mendicité en tant qu'activité professionnelle, je propose de déplacer l'analyse vers un thème plus rarement traité dans l'étude des mobilités quotidiennes : les accessoires du corps et de la marche. En effet, l'accès aux transports qu'ils soient collectifs ou individuels étant limité, le moyen de déplacement le plus couramment utilisé des femmes est la marche. Dans la suite des chapitres précédents qui accordent une place de choix à la description de gestes et de postures corporelles, il s'agit d'intégrer les accessoires à l'analyse des pratiques de mobilités quotidiennes dans une perspective phénoménologique et féministe afin de compléter l'étude des mobilités quotidiennes appréhendées comme expérience vécue socialisatrice et subjectivante.

Que nous disent les accessoires des normes de mobilité qui pèsent sur les femmes ? En quoi ces objets participent-ils à les assigner comme femme et/ou comme femme rom ? Dans quelle mesure en revanche, s'appuient-elles sur ces objets pour se réapproprier leur corps et déplacer les normes ?

Parents pauvres des recherches sur la mobilité, les accessoires passent sous le radar des études sur la mobilité. Pourtant ils ont beaucoup à dire sur les pratiques, les fonctions et les normes que toute mobilité engage. Il ne s'agira pas ici de s'intéresser à des objets techniques de mobilité comme le vélo, la gyroroue ou la trottinette mais à des accessoires ordinaires comme le porte-bébé, la poussette, le vêtement et les chaussures. Indispensables à la mobilité des femmes de l'enquête et plus précisément au travail domestique de mobilité piétonne, c'est précisément leur usage quotidien et ordinaire qui sera ausculté.

Tout d'abord, je développerai le rôle du porte-bébé et de la poussette dans le travail domestique mobile. De la même manière qu'Ursula Le Guin base sa théorie narrative sur la simplicité du panier plutôt que sur la complexité du pistolet, je m'attacherai à déployer la portée heuristique de l'usage de ces contenants sous-étudiés. Ils reflètent des positions sociales et un accès à la ville différencié. Ensuite, je poursuivrai les réflexions entamées précédemment sur le soin que les femmes accordent à leur apparence en observant l'usage des vêtements en dehors l'espace domestique. Cet objet du quotidien est saisi sous plusieurs coutures afin de révéler ses dimensions subjectives et normatives. La mobilité des femmes



est ensuite appréhendée à travers un objet incontournable de sa réalisation : les chaussures. Il sera d'une part question d'identifier les tactiques mises en œuvre face à la boue du bidonville et des sentiers mais aussi de développer la technique dite « paradoxale » que constitue le port de chaussures compensées.

## 1. Les accessoires phares du travail domestique mobile : la combinaison poussette/porte-bébé

En 1986, la romancière Ursula Le Guin prolonge, de manière toute personnelle, les réflexions de l'anthropologue Helen Elizabeth Fisher sur la place des femmes dans les sociétés paléolithiques et néolithiques. Je propose d'en retracer rapidement les principaux traits avant de m'en saisir dans l'analyse des deux « contenants » qui occupent une place centrale dans le travail domestique mobile.

Durant des millénaires, la nourriture de l'espèce humaine est issue de la cueillette de baies, céréales, fruits, graines, racines et mollusques. Cette activité ne prend que quelques heures par jour et suffit à nourrir tous les membres du groupe de génération en génération. Face à cette abondance de temps libre, certaines personnes – celles qui ne s'occupent ni des enfants, ni de la création de chants, ni de la fabrication d'objets ou encore de l'élaboration de « fascinantes pensées » – décident, plus pour se divertir que pour se nourrir, d'aller chasser. Ces personnes – les hommes donc – reviennent chargées de viande mais surtout de récits. Ils captivent l'auditoire à coup de lances plantées, de jambes écrabouillées, de sang giclé, de courses effrénées et de gibiers dépecés. Les cueilleuses font pâle figure à côté des chasseurs. Comment concurrencer l'émotion suscitée par le récit d'une bataille féroce produisant victimes et héros, pièges et stratégies, douleur et euphorie ? Quel prestige social y a-t-il à raconter comment l'on a ramassé l'avoine, rempli le filet, chanté une chanson, mangé une baie, fait téter l'enfant et bu à la rivière ? Le travail de subsistance et de *care* semble en effet bien moins excitant que le travail productif arraché à la sueur du front.

En effet, si l'archéologie et les études sur la préhistoire ont mis l'accent sur la fabrication des outils et des armes, il semblerait qu'en réalité le premier artefact, le premier objet fabriqué, n'ait pas servi à tuer mais à contenir. Rien de très étonnant au demeurant puisque d'après Fisher, la cueillette a précédé la chasse. Une fois son estomac ou sa main remplis de graines ou de baies, que faire de tous ces fruits si l'on est dépourvu de sac, cabas, panier ou autre filet ? De retour à l'abri, inutile quand la faim se fait sentir de repenser à la nourriture qui se gâte sur les branches.

Contre la fabrique des héros et le monopole du conflit dans la narration, Ursula Le Guin invente la « théorie de la fiction-panier » ou « carrier bag theory of fiction ».

Nous savons *tout* ce qu'il y a à savoir sur *tous* les gourdins, javelots et cimenterres, tout ce qui assomme, transperce et frappe, toutes ces choses longues et dures ; en revanche, nous ne savons rien des choses qui servent à en contenir d'autres, le contenant de la chose contenue. Ça, c'est une histoire nouvelle. C'est de l'inédit (Le Guin 2020, 199).

L'autrice étend la définition du contenant à l'estomac, l'utérus, la main, la maison, le porte-bébé, le filet de courses, la jarre... tout ce qui permet de « ranger quelque chose qu'on désire (parce qu'elle est utile, comestible, ou belle) (Le Guin 2020, 200) ».

Dans cette perspective, le porte-bébé et la poussette constituent des contenants à part entière. Ils sont destinés à abriter des êtres que l'on désire maintenir en bonne santé, à transporter des biens indispensables à la survie et à tenir près de soi des personnes dont on a la responsabilité.

Imprégnée par la théorie narrative de Le Guin et par son intérêt pour les contenants, je propose de plonger dans les subtilités du fonctionnement et de l'usage du porte-bébé et de la poussette afin de révéler les rouages du travail domestique mobile, un objet scientifique, si ce n'est inédit, qui reste là encore insuffisamment étudié.

### **a) Le porte-bébé, un artefact immémorial du travail domestique mobile**

À la suite de Le Guin, Donna Haraway confirme, au détour de son article « La race : donneurs universels dans une culture vampirique », que le porte-bébé, en tant que contenant, « a vraisemblablement été l'un des tout premiers outils de l'humanité (2007, 260) ». En effet, il libère les mains des femmes chargées de la cueillette et du soin des enfants. Judith Okely le note également dans son enquête sur les femmes « gypsy » en Angleterre dans les années 1970. Elle décrit la tenue d'une femme dans un article qui porte sur le tabou de la souillure féminine. « Elle attache son châle pour faire un harnais afin d'y placer son bébé, revêt un manteau rouge, et prend son panier (2008, 23) ». Le porte-bébé permet aux femmes qui ne peuvent les faire garder ou qui ne sont pas sevrées de les amener avec elles sans qu'ils gênent leurs activités.

Dans un tout autre contexte, Angela Davis (1983, 17-18) relate la manière dont les esclaves dans les plantations s'occupaient de leurs jeunes enfants.

Beaucoup de mères étaient contraintes de laisser les tout-petits par terre, près de l'endroit où elles travaillaient ; mais certaines refusaient de les abandonner et essayaient de suivre un rythme normal avec leur bébé sur le dos. Un ancien esclave décrit cette pratique en parlant de sa plantation. « Une jeune femme n'avait pas laissé son enfant au bout de la rangée et avait fabriqué dans une toile grossière une sorte de sac rudimentaire qui lui permettait d'attacher le tout-petit sur son dos ; de cette manière, elle le portait toute la journée et elle binait avec les autres (Ball 1836, 150-51; Cité par Lerner 1975) »

En revanche dans mon enquête, j'ai observé que peu de femmes utilisent le porte-bébé. La plupart reste à l'abri lors des premiers mois du nourrisson et délègue à une parente ou leur mari le soin d'aller à la ville. Cela s'explique en partie car l'acquisition de cet accessoire n'est pas aisée. Il est onéreux et s'en procurer gratuitement nécessite de se rapprocher des associations humanitaires car il est plus difficile à récupérer qu'une poussette qui se trouve plus facilement dans la rue. C'est le cas d'Izabela, la mère de Mina et de six autres enfants. Elle vit dans le secteur de Beaulieu et est souvent en contact avec les médecins bénévoles qui viennent au bidonville. Comme je le décris plus haut, son mari Ionuți n'a pas de travail. Les revenus de la famille reposent sur l'argent issu de la mendicité. Izabela part le matin avec plusieurs enfants pour faire la manche et rentre dans l'après-midi. Je l'ai rencontrée en 2017 au bidonville du Parking 1. Je lisais une histoire à Mina assise par terre. Elle revenait de la ville les bras chargés de courses et portait contre sa poitrine Dylan, dont elle avait accouché quelques jours plus tôt. En 2019, la situation s'était dégradée. Après un hébergement d'urgence en hôtel de quelques jours, une expulsion du bidonville, deux autres hébergements qui s'étaient soldés par une exclusion, la famille était revenue à Beaulieu au bidonville du Parking 2. Izabela avait accouché de son dernier enfant en février 2019 et cette fois-ci : plus de porte-bébé.

Après avoir discuté avec Vijai autour d'un café à la gare de Beaulieu, j'aperçois une dame qui tient un truc rose emmitouflé. Je me dis que c'est marrant qu'une dame transporte son bébé comme ça sans porte-bébé et sans poussette, comme un colis, dans des couvertures. Je regarde mieux : c'est Izabela sous son bonnet noir. Elle n'a pas de manteau : une veste noire et un jogging gris.

Je l'appelle. Elle me fait signe qu'elle va dans le sens opposé alors je cours pour la rejoindre. Je lui fais la bise.

- Tu fais quoi ? Tu vas travailler ?

- Oui je vais au bureau.

- Ah tu es en retard ?

- Non ça va.

J'imagine qu'elle dit ça car il est 10h30 et que je cours. Je dis bonjour à Simba. Il a lui aussi un bonnet. Je comprends alors que le truc rose est Sam. On dirait une petite momie. Je ne vois pas son visage. Il y a du vent, je couvre sa tête pour le protéger.

- Il a un truc à la bouche, je vais à la pharmacie.

Elle me montre l'ordonnance.

- Mais pourquoi tu ne vas pas là ?

Je lui montre la pharmacie de l'avenue Pythagore, à côté du tabac.

- Parce que il est pas dans « l'étal de l'ame ! »

- Quoi ?
  - Y a toute la famille mais pas lui.
  - Ah... et là-bas, ça marche ?
  - Je sais pas, je vais essayer !
- Elle est speed et me quitte « allez Emma, j'y vais »<sup>1</sup>.

Sans porte-bébé, Izabela ne peut sortir désormais qu'avec deux enfants au maximum. Son corps entier est sollicité dans le soin du nouveau-né si bien qu'elle ne peut tenir la main de Simba dans la rue. Difficile de faire la manche dans le train ou le RER comme elle en a l'habitude, elle doit se raviser et opter pour la manche statique.

Le porte-bébé est indispensable aux mères qui allaitent ou qui ne peuvent faire garder leur nourrisson. Pour des enfants en bas âge qui n'ont pas encore de mobilité propre, « prendre soin » et « porter » sont des verbes quasiment synonymes. En anglais d'ailleurs les mots *to care*, *to carry* ont la même racine. Porter contre soi l'enfant qui vient de naître est un prolongement de la relation *in utero*. L'enfant entend battre le cœur de sa mère. La mère entend respirer l'enfant. Une telle proximité donne un accès immédiat et sensible à l'autre tout en permettant la réalisation de la majorité des mouvements et des activités habituelles de la vie quotidienne.

Arrivé à un certain âge, il n'est plus possible de porter l'enfant. La poussette prend le relai. Contenant roulant, la poussette porte affaires, courses et enfants, fait office de voiture aux personnes qui en sont privées et s'adapte aux routes non-carrossables.

### **b) La poussette, un outil multifonctionnel qui distingue les positions sociales et l'accès à la ville des femmes**

Il existe des poussettes de toutes sortes et à tous les prix : pliable, à trois roues, à quatre roues, couverte ou découverte, mono-place, biplace latérale ou alignée, réglable, rétractable, à frein manuel ou au pied, avec ou sans panier... La poussette, comme la voiture, reflète une partie de l'identité de son propriétaire et de ses pratiques de mobilité (prix, état, taille, type, marque). Un des objectifs de ce travail de recherche est de souligner la diversité des expériences de l'espace public et des mobilités quotidiennes. Il s'agit de montrer que les mobilités se déroulent dans un espace qui, loin d'être neutre, les façonnent et forment les individus en retour. Pour cela, je nourris l'analyse de l'expérience des enquêtées avec celle issue d'enquêtes précédentes. Je compare les pratiques de mobilités des femmes entre elles et j'identifie ce qui les distingue de ma propre expérience afin de saisir nos manières

---

<sup>1</sup>Carnet de terrain, 5 mars 2019.

différenciées de se rapporter aux objets et aux pratiques. Il s'agit, à partir d'une pratique similaire (prendre le métro, s'habiller, aller travailler, vivre la conjugalité), de saisir comment les rapports de domination nous affectent différemment.

Concernant la poussette, je suis bien en peine de pouvoir partager mon expérience. N'ayant pas d'enfants, cet objet est quasi-absent de mes pratiques de mobilité si bien que je ne peux m'appuyer sur ma propre expérience quotidienne pour éclairer celle de mes enquêtées. J'ai donc choisi de partager l'expérience de ma sœur, dont j'ai parfois utilisé la poussette, qui possède des caractéristiques sociales assez proches des miennes c'est-à-dire éloignées de celles de mes enquêtées. Cela s'exprime notamment dans l'usage et le choix de la poussette qu'elle utilise. À travers cette description minutieuse et technique, il s'agit de souligner l'inégal accès des femmes aux objets facilitant le travail domestique mobile.

- L'usage de la poussette en Savoie

Ma grande-sœur Axelle habite un village de Savoie à 1200 mètres d'altitude. Là-bas, toutes les mères sont équipées de la poussette High Trek Trio de la marque Bébé Confort. Quand elle est tombée enceinte, elle a cherché ce modèle durant plusieurs semaines sur le site internet Le bon coin avant d'en trouver une à 220 €. La poussette High Trek Trio de la marque Bébé Confort n'est pas une poussette comme les autres. Son châssis est robuste et ses trois roues sont grandes et crantées. La roue avant possède deux modes. Le mode « fixe » garantit une bonne stabilité et est adapté aux lignes droites. C'est le mode idéal pour faire des joggings. Le mode « indépendant » libère la roue qui peut tourner à 360° et permet une grande maniabilité. La réalisation de manœuvres complexes est aisée même au téléphone ou avec un enfant dans les bras car une main suffit à la manier. Deux types de freins permettent de ralentir ou bloquer la poussette. La barre qui s'abaisse et bloque les roues s'actionne au pied tandis que le frein à disques est manuel et s'actionne depuis le guidon. C'est un mode fort pratique pour les routes de montagne dont la pente s'élève parfois à plus de 25%. L'enfant est installé dans un module qui se fixe au châssis et se retire pour être transporté à la main. Il existe trois types de modules. La nacelle, à fond plat, pour faire dormir l'enfant. Le cosy, à coque dure, pour asseoir l'enfant. Le hamac pour les enfants plus grands. Tous les modules peuvent se clipser au châssis face à la rue (mode public) ou face au parent (mode privé). La nacelle et le cosy fonctionnent avec une base qui, selon la norme « isofixe », s'installent sur le siège avant ou arrière d'une voiture et se transforment en siège-auto. La poussette est équipée d'un panier volumineux sous le siège qui peut accueillir les affaires de l'enfant, les courses et le matériel de jardinage. « Elle me sert carrément de brouette cette poussette ! » me dit ma sœur.

Comme le fait remarquer Anne Fournand, avec les modules amovibles, « l'enfant peut être transporté d'un espace à l'autre sans jamais quitter sa coquille adaptable (...) La poussette est un objet qui permet de gommer les limites entre les sphères privées et publiques. L'enfant est transporté de l'une à l'autre sans être dérangé, sans qu'il s'en aperçoive (2009, 10). » De la poussette à la maison, de la voiture à la poussette, le sommeil de l'enfant est protégé. Les poussettes de la gamme High Trek Trio ou équivalent fournissent aux enfants un espace à eux dès le plus jeune âge.

Quand, deux ans plus tard, ma sœur a accouché de son deuxième enfant, elle s'est équipée d'une *buggyboard*. Cette planche à roulettes se fixe à l'arrière de la poussette et permet de pousser un enfant supplémentaire. L'enfant se tient debout dos au parent et face à la rue. Un an plus tard, sa fille aînée marche facilement et sa deuxième fille a moins besoin de la position couchée. Ma sœur achète une *autre* poussette : la poussette canne. En effet, malgré les grands avantages de maniabilité et de contenance de la poussette High Trek Trio, un inconvénient de taille demeure : elle est très encombrante. Si sa roue avant se retire et si le châssis se rétracte, le volume entier occupe quasiment tout le coffre d'une voiture moyenne. La poussette canne en revanche est légère et pliable. Elle possède un petit panier mais il est possible de fixer des sacs de courses aux poignées.

- L'usage de la poussette en bidonville et en hôtel

Mes enquêtées ne sont pas équipées de la poussette High Trek Trio de la marque Bébé Confort. Quand un enfant arrive, elle ne fixe pas une *buggyboard* à l'arrière de la poussette et quand l'enfant grandit, elles ne peuvent acquérir une deuxième poussette qui s'adapte à la croissance de l'enfant. Elles se procurent des poussettes gratuitement soit en les trouvant dans la rue soit par don de la part de bénévoles ou de membres de la famille. Rares sont celles qui ont de grosses roues crantées pour rouler dans les sentiers boueux que les racines des arbres traversent. Le frein n'est pas manuel, le guidon n'est pas réglable, la roue avant ne tourne pas sur 360° et je n'ai jamais vu de cosy dans une baraque qui abrite un enfant qui aurait été transporté de la sphère publique à la sphère privée sans qu'il s'en aperçoive et sans que son sommeil soit troublé.

La première fois que je rencontre Domenica, en février 2017, elle revient avec une poussette et ses enfants de Chailly-les-Roses où elle a fait la manche à la gare. Je suis au bidonville du parking 1 avec les architectes qui organisent le chantier. Il s'agit d'y construire une plateforme en bois destinée à créer un espace sec et protégé du sol boueux. En effet, le mois de février a été particulièrement pluvieux et rend l'accès aux baraques compliqué. Je discute avec Mihai et Marius quand Domenica arrive. Elle soulève la poussette sur laquelle sont

accrochés des sacs de courses. Son fils et sa fille la suivent. Elle porte des baskets compensées grises et roses qui s'enfoncent dans le sol au fur et à mesure que la discussion prend cours.

En effet, le sol des bidonvilles est peu adapté aux poussettes canne. Denisa de son côté juge les poussettes inefficaces et inutiles.

Florin et Denisa partent le bébé dans les bras chez Maria. Iels allument une cigarette. « Tu viens ? » Alors je les accompagne jusqu'à la route et je leur demande :

-Vous avez pas pris la poussette ?

-La poussette quelle poussette ? Qu'est-ce que je fais avec la poussette ? Des fois oui je la prends, mais avec les bosses... me répond Denisa<sup>2</sup>.

Au cours des trajets vers les hôtels sociaux, l'usage de la poussette est plus commode. Situés dans des espaces urbains, la présence de trottoirs goudronnés améliore l'accessibilité. En outre, la poussette devient indispensable quand l'hébergement a lieu dans des hôtels éloignés des transports en commun. Laetitia Overney et Jean-François Laé (2020) ont enquêté dans des hôtels où sont hébergées des personnes exilées dont des femmes avec enfant. Bien que l'usage de la poussette soit indispensable, rares sont les établissements qui prévoient un local ou des abris adaptés. Destinés à des représentants d'entreprises dans les années 1980, les hôtels ont vu leur clientèle se féminiser. L'occupation genrée des hôtels s'est inversée. Alors associé au travail productif, ils sont le lieu où s'exerce désormais le travail domestique de femmes exilées avec enfants. L'usage actuel n'est pas celui pour lequel les hôtels ont été conçus. L'arrivée d'un public différent génère des conflits d'usages et rend plus compliqué l'utilisation de l'équipement de base du travail domestique mobile : la poussette.

La taille des chambres étant restreinte il y a déjà peu de place pour les affaires personnelles. Les poussettes sont donc stockées dans le couloir ou au rez-de-chaussée. Dans leur enquête, Laetitia Overney et Jean-François Laé ont identifié un seul hôtel ayant prévu un container pour les poussettes. Malgré les crochets destinés aux poussettes canne afin d'optimiser la place, le local est trop petit. Une photo montre des poussettes les unes sur les autres formant un tas de plus d'1,5 mètres de haut et un écriteau indique (2020, 82) : « Le local à poussettes est RESERVÉ aux poussettes. Tout le reste est à ranger dans le local à côté de la barrière. Prendre et remettre les clés à dispo à l'accueil. Vous êtes priés de ranger vos poussettes et non de les tasser !! »

Comme cette affichette laissée par la direction le montre, les poussettes suscitent des tensions dans l'usage des espaces collectifs. Si dans cet hôtel du Val d'Oise, le couple de propriétaire-gérant a prévu un local spécifique, il fait figure d'exception. Irina Gheorghe, travailleuse sociale au Samu Social, pointe le flou qui concerne l'usage des poussettes dans les hôtels et sur lequel les gérants s'appuient parfois pour interdire l'accès aux étages.

L'hôtelier, il a un gros pouvoir de décision et il peut même dire : « Demain, ben je veux plus de cette famille. » Bon, la plupart, ils disent : « J'ai une autre réservation, voilà, je peux plus prendre en charge. » Mais, apparemment, y a une convention... entre l'État et les hôtels qui donnent des chambres au 115. Mais... j'ai pas vu cette convention. Y a des collègues qui se posent beaucoup de questions, puisque y a des hôteliers abusifs... qui ne laissent pas faire des choses, comme monter des poussettes, je sais pas, des trucs euh... assez normaux pour tout le monde. Ils abusent. (...) Les hôteliers se permettent de faire des choses... inhumaines, quoi ! Enfin... tu vas pas interdire à une femme de monter sa poussette en haut parce que... parce qu'y a pas de raison, parce que tu veux pas, quoi<sup>3</sup> !

Les conflits autour de l'usage des poussettes illustrent les impensés qui demeurent dans l'hébergement des familles à l'hôtels : absence de cuisine, d'espaces collectifs et de jeux, situation enclavée, manque d'accès aux transports et aux services publics (Guyavarch, Le Méner, et Oppenchaim 2016; Le Méner et Oppenchaim 2015; Macchi et Oppenchaim 2019). À Chailly-les-Roses, les chambres sont équipées de cuisine. Cependant, le gérant de l'hôtel a condamné les ascenseurs. Une pancarte affichée dans le couloir (Figure 22 Affichage mural, hôtel de Chailly-les-Roses) indique qu'ils peuvent être mis en marche sur demande. Cette mesure arbitraire pénalise les allées et venues des résident·es et notamment d'Izabela que j'accompagne plusieurs fois dans les escaliers et qui loge au 4<sup>e</sup> étage avec son mari et ses 6 enfants.

En revanche, dans certains quartiers, les poussettes sont particulièrement appréciées car elles sont le symbole de la vie de famille et des villes « marchables ». Sonia Lehman-Frisch, Jean-Yves Authier et Frédéric Dufaux (2012) étudient trois quartiers en cours de gentrification à Londres, Paris et San Francisco. Le quartier de Noe Valley à San Francisco a été renommé « Stroller Valley » par les habitant·es car les poussettes ont envahi les rues et les squares depuis quelques années. À Paris, un enquêté qualifie avec enthousiasme le quartier des Batignolles : « c'est bobo-land, c'est poussette-land, et c'est super ! (Lehman-Frisch, Authier, et Dufaux 2012, 39) ». Ainsi, la poussette concentre des significations contradictoires en fonction de la position sociale des utilisat·rices . Dans les quartiers en

---

<sup>3</sup> Entretien avec Irina Gheorghe, chargée de l'accompagnement vers et dans le logement au 115 de Seine-Saint-Denis. 26 avril 2017.



gentrification, elle symbolise la ville-village où il fait bon vivre. Dans les hôtels sociaux situés en périphérie des villes, elle gêne et suscite des conflits d'usage.

- L'usage de la poussette en Roumanie

L'usage de la poussette en Roumanie se déroule dans un cadre différent pour les femmes de l'enquête. En Roumanie, les trottoirs sont peu nombreux et les routes souvent mal entretenues. Les maisons où j'ai été invitée étaient situées dans des quartiers périphériques. Chez la sœur de Marina par exemple, la route goudronnée n'arrive pas jusqu'à sa maison. Cependant, la poussette reste indispensable pour réaliser toutes sortes de tâches domestiques, qu'il s'agisse de transporter des enfants ou des objets. Durant le séjour que j'ai effectué chez Marina en juillet 2019, la poussette était utilisée tous les jours : pour faire les courses, pour transporter les enfants et pour transporter les jerricanes d'eau.

Cristina, la petite sœur de Marina a deux enfants. Elle utilise la poussette pour le plus jeune âgé de deux ans. Sa poussette est assez simple. Elle ne possède pas de module mais son châssis est robuste et son panier volumineux. Mioara, en revanche, possède une poussette plus élaborée. Quand je remplis mon carnet de terrain en juillet 2019, je l'indique comme un des signes distinctifs permettant de la décrire et de la distinguer de ses sœurs.

Elle porte un tee-shirt blanc et une robe rose et blanche. Elle a les cheveux tirés en arrière, regroupés en un chignon serré. 2 petites mèches bouclés dépassent au-dessus de ses oreilles. Elle a le même sourire que sa mère : des petites dents blanches écartées. Elle a une super poussette<sup>4</sup>.

En effet, sa poussette est mieux dessinée que la High Trek Trio. Sans doute moins tout terrain que la poussette savoyarde, elle est en revanche plus esthétique et comporte de nombreuses options, comme je le décris scrupuleusement.

---

<sup>4</sup> Carnet de terrain, 12 juillet 2019.  
376

J'observe Mioara installer Charly dans la poussette. Contrairement à celle de Cristina, il s'agit d'une poussette ergonomique qui permet plusieurs positions. Elle peut incliner l'assise, la rallonger, lui ajouter une barrière, baisser la hauteur du guidon... Elle permet des mouvements rotatifs aisés grâce à sa roue avant. Elle peut prendre des marches et des creux sans perturber l'enfant. Cela lui permet une certaine autonomie dans la gestion de son espace car la nacelle est grande. L'assise peut s'aplanir permettant à l'enfant de se mettre à plat ventre si nécessaire. Il peut opter pour la solution « no rayon » en rabattant complètement la capote opaque. Un tissu en claire-voie le place sous la protection de sa maman qui peut s'assurer en un regard que tout va bien<sup>5</sup>.

C'est avec celle de Cristina que nous allons au marché le 13 juillet 2019 avec ses deux enfants, Marina, Prima et la voisine. Le marché se situe en centre-ville. Il se constitue d'une partie extérieure où tous les vendeurs semblent aussi producteurs et d'une partie couverte destinée à la vente de produits laitiers. Je tiens à payer les courses. Marina veut acheter de quoi faire du caviar d'aubergine (*salata di vinete*). Je suis ravie. On va d'étal en étal et on achète un kilo de poivrons ici, un kilo de tomates là, un kilo d'aubergines là-bas. Dans le marché couvert, on prend un kilo de fromage. Je nous imagine déjà faire un grand barbecue au bord du Danube où l'on grillerait légumes et saucisses. Nous repartons les mains pleines de sacs de victuailles qui nous scient les doigts. Cristina a acheté des vêtements pour son fils et sa fille. Prima a choisi des tongs. Une fois, les courses finies, on fixe une partie des sacs aux poignées de la poussette. Cristina pousse son fils et on marche autour d'elle. On est tellement chargées qu'arrivées à l'intersection qui mène à notre quartier, la vue d'un taxi qui stationne nous donne des idées.

Arrivées au carrefour, on voit un taxi stationné. Elles se ruent dessus et demandent au chauffeur de nous emmener. Il refuse. Les filles s'insurgent contre lui et le critiquent. Elles négocient toutes ensemble en évoquant les enfants, les sacs... Moi je dis que je peux marcher car on ne rentre pas toutes dans la Logan. Prima aussi. C'est alors que Cristina lâche la poussette pour parler au chauffeur de l'autre côté de la voiture. Son fils voyant sa mère partir descend et ...plaaff, la poussette se renverse en arrière et tous les sacs de légumes aussi. Je me précipite pour la relever.

- Non mais j'ai une course de prévue, les gens m'attendent ! explique le chauffeur.
- Ah bon, vous devez partir pour aller chercher des gens ?
- Oui c'est ce que je vous dis ! répond-il.
- Ah bon d'accord, bonne journée alors ! répondent-elles en cœur.

---

<sup>5</sup> Carnet de terrain, 12 juillet 2019.

On repart. Cristina me supplie d'accrocher mes sacs à la poussette. Je me retrouve les mains libres alors qu'elles portent toutes des sacs. Je demande à Marina si je peux la soulager. Elle accepte mais me donne le sac de courgettes, le moins rempli de tous. Nous voilà reparties en bande ! Sur la route, Cristina se lamente. « Emma, j'en peux plus ! Murim<sup>6</sup> ! J'ai mal aux pieds, j'ai mal partout<sup>7</sup> ! »

- Occuper l'espace entre femmes grâce à la poussette

Durant mon séjour chez la famille de Marina, je n'ai jamais fait un trajet seule. D'ailleurs aussitôt que l'une avait besoin de quelque chose à l'épicerie, une autre se proposait de l'accompagner. Chacune ayant un enfant sous sa responsabilité, la moindre course suscitait le déplacement de trois ou quatre personnes. Avec la poussette, l'occupation de l'espace n'était pas négligeable et nous occupions la plupart du temps la totalité de la largeur du trottoir ou de la route. Il suffisait que nous rencontrions quelqu'un d'autre sur notre trajet pour que notre activité domestique mobile se transforme en attroupement féminin dans l'espace public.

On va à Profi<sup>8</sup>. On y trouve beaucoup de femmes avec enfants. Cristina, Mioara et Marina discutent avec elles longtemps devant la boutique. Il y en a une qui est jeune, 25 ans. Je crois qu'elle porte une blouse roumaine. Elle tient la main d'un petit garçon. Il est timide et semble ne pas se tenir bien sur ses jambes. Je ne comprends pas ce qu'elles disent, alors j'observe la répartition de l'espace. Elles occupent le bas de la rampe PMR. Les personnes sortant du Profi et souhaitant utiliser la rampe pour cause de vélo, de chariot ou de poussettes sont obligés de s'excuser et de se faufiler entre elles. Elles n'en font pas grand cas et se déplacent de quelques centimètres à peine. Ça aurait pu me gêner car c'est un peu impoli mais au final, ça m'amuse<sup>9</sup>.

Je suis de manière générale vigilante à l'espace que je prends, à celui que les autres occupent et à la manière dont les corps s'ajustent et se déplacent à l'approche d'un corps supplémentaire. Par exemple, je suis agacée quand une personne tente de rejoindre une assemblée mais n'y parvient pas car personne ne lui laisse la place de s'installer. Dans le métro, je suis toujours embêtée de voyager avec des bagages volumineux. À Nation, sur la ligne 6, je m'assois sur les strapontins côté quai car je sais qu'une fois la rame partie, ce sont les portes opposées qui s'ouvriront, ne gênant ainsi ni les gens qui montent, ni ceux qui descendent. Quand je marche dans la rue, je me concentre pour marcher droit car je sais que j'ai tendance à me coller au mur ou à la route dès que quelqu'un d'un peu plus déterminé

---

<sup>6</sup> « Nous mourrons ! »

<sup>7</sup> Carnet de terrain, 13 juillet 2019.

<sup>8</sup> Nom d'une chaîne de supermarchés en Roumanie.

<sup>9</sup> Carnet de terrain, 12 juillet 2019.

que moi arrive en face. Cette attention à la place que prend mon corps dans l'espace et à la proxémique<sup>10</sup> que chacune développe ne vient pas uniquement du fait que la dimension spatiale est centrale dans mon travail de recherche. Cela vient du fait que j'ai été socialisée comme une fille.

Women generally are not as open with their bodies as are men in their gait and stride. Typically, the masculine stride is longer proportional to a man's body than is the feminine stride to a woman's. The man typically swings his arms in a more open and loose fashion than does a woman and typically has more up and down rhythm in his step. Though we now wear pants more than we used to and consequently do not have to restrict our sitting postures because of dress, women still tend to sit with their legs relatively close together and their arms across their bodies. When simply standing or leaning, men tend to keep their feet farther apart than do women, and we also tend more to keep our hands and arms touching or shielding our bodies (Young 1980, 142).

Ne pas prendre trop de place, ne pas parler trop fort, ne pas se faire remarquer sont autant de consignes enseignées aux petites filles, nous apprend Iris Marion Young. Pour les femmes roms ou identifiées comme telles, le sentiment d'illégitimité est plus fort encore – qui plus est dans un pays étranger. En France, Marina est isolée. Ses sœurs habitent à l'étranger. Elle se dispute souvent avec son mari Miron. Ses voisines sont des cousines par alliance et ne sont pas roms. Ses trajets domestiques sont réalisés seule ou avec Prima sa fille. Comme je l'indique dans le chapitre précédent, elle a déjà reçu des insultes de la part d'automobilistes – dont des policiers – en marchant dans le quartier où se trouve le bidonville où elle vit. À Pârvarele, la situation est différente. Si là-bas, elle est aussi identifiée comme rom, elle n'est pas seule. Elle sort accompagnée de ses sœurs et voisines. De plus, Pârvarele étant sa ville de naissance, elle bénéficie d'une légitimité historique auprès des commerçantes et des autres habitantes de la ville. En France, son statut de migrante occupant un terrain non-prévu pour l'habitation porte atteinte à sa légitimité de circuler dans l'espace public.

Si, dans mon carnet de terrain je note en 2019 que je suis « amusée » d'observer les sœurs et voisines de Marina discuter sans prêter attention aux autres passantes, je me rends compte

---

<sup>10</sup> Pour Edward T Hall (2014, 13), la proxémie est « l'ensemble des observations et théories que l'Homme fait de l'espace en tant que produit culturel spécifique ». En analysant les comportements corporels de manière genrée, Iris Marion Young développe, à mon sens, une réflexion bien plus intéressante que celle menée par Edward T Hall qui tend à attribuer à des nations entières des rapports à l'espace particuliers sans le relier au contexte historique et aux conditions socio-économiques des groupes sociaux en oblitérant complètement le genre.

au moment d'écrire ces lignes en 2022 que je suis en réalité admirative de l'assurance dont elles font preuve pour se maintenir dans un espace public peu hospitalier et souvent hostile.

La prise en compte des différentes dimensions de la position sociale (sexe, race, classe, handicap) est donc indispensable pour comprendre l'occupation et la circulation dans l'espace public. L'usage de la poussette pour comprendre les rapports de pouvoir dans l'espace public peut sembler anecdotique dans la mesure où c'est un accessoire banal et fonctionnel. Cependant, à l'aune de cette analyse qu'il me paraît possible de dire que, dans certains cas, l'usage de la poussette donne de la légitimité dans l'espace public.

- La poussette en dehors du transport des enfants : un accessoire mixte

Comme ma sœur me l'indique, la poussette ne sert pas uniquement à transporter des enfants. Elle peut servir de « brouette ». Les habitant·es de bidonvilles, homme ou femme, détournent aussi l'usage premier de la poussette pour récolter les fruits de la biffe (vêtements, chaussures, objets récupérés)<sup>11</sup>, ramasser du bois de chauffage dans la forêt et acheminer des jerricanes d'eau. C'est le cas de Marina qui n'a pas d'enfant en bas âge mais qui se sert occasionnellement de la poussette.

J'arrive par l'arrière du bidonville, côté forêt. J'aperçois une femme qui pousse une poussette et s'apprête à partir. C'est Marina ! Je fais coucou. Elle s'arrête. En lui serrant la main je lui dis :

-Tu pars ?

Elle me montre ses mains. Elles sont sales.

-Oui, pour le *placagi*<sup>12</sup>!

-Ah ben je viens avec toi !

-Non, non ! Allez viens !

Elle m'emmène dans la baraque. Ça me gêne d'interrompre sa tâche domestique<sup>13</sup>.

Si la récolte du bois de chauffage avec poussette est mixte (Ionuți et d'autres hommes utilisent ce contenant pour cette tâche), le transport de l'eau est souvent réalisé par les femmes. À Mériville (cf chapitre 3), les femmes utilisent des caddies car le revêtement de la route est goudronné. À Beaulieu, c'est la poussette qui convient le mieux, même si le vélo est aussi utile. Johnny l'utilise pour transporter des jerricanes d'eau. Il est célibataire et sa mère ne vit pas en France. Il n'y a aucune femme dans son entourage pour réaliser la corvée

---

<sup>11</sup> Chose que remarque aussi Norah Benarrosh-Orsoni (2015) et Elisabetta Rosa (2016).

<sup>12</sup> Bois ramassé dans les bois ou dans la rue destiné à être brûlé.

<sup>13</sup> Carnet de terrain, 17 janvier 2017.

d'eau. Étant donné que les femmes ne se déplacent pas à vélo, elles utilisent donc la poussette.

Je me rends sur le nouveau terrain de Denisa. Sur le trajet, je croise 2 jeunes filles : Albița et Liliana. L'une pousse une poussette pour jumeaux sur laquelle sont fixées des jerricanes et l'autre tire un diable portant également un jerricane. On franchit tant bien que mal les racines, les bosses et les fossés pour arriver jusqu'aux baraques. Elles font cette tâche une fois par semaine<sup>14</sup>.

En Roumanie, nombreuses sont les personnes qui vivent sans eau courante. Sorina, chez qui je me suis rendue en 2017, a rénové la pièce qu'elle avait faite construire au début des années 2000. Au fur et à mesure, des années de migration, elle et son mari sont parvenues à obtenir une maison avec chambres, salon, cuisine, électricité et eau courante. Quand je lui rends visite en 2017, la salle de bain vient d'être terminée. Cependant le village n'est pas raccordé aux égouts. Les eaux grises finissent au fond du jardin, près des toilettes extérieures. Malgré la présence de l'eau courante, Sorina, quand elle a le temps, préfère se fournir à la fontaine du village car l'eau vient des montagnes. En effet, le village se situe dans les contreforts du massif des Carpates.

À Pârvarele, dans la plaine du Danube, toutes les maisons ne disposent pas de l'eau courante. La maison que Cristina, la sœur de Marina, a achetée en est privée. Elle n'a pas été habitée pendant longtemps et la pompe manuelle ne fonctionne plus. Elle doit se rendre chez ses parents à 100 mètres pour remplir des jerricanes à la pompe située dans la cour. Pendant mon séjour, je participe à la corvée d'eau.

Je vais chercher de l'eau avec Prima pour la première fois chez sa grand-mère. Il fait très chaud. Elle prend la poussette qui traîne au fond du jardin. Je prends des bidons de 5 litres. C'est elle qui commande et moi j'exécute. Il faut changer de place le récipient fixé à la chaîne. On plonge le récipient dans l'eau. Une fois qu'il est rempli, on le replace. Il se vide par le tuyau de métal qui sort du puits. Il faut placer un bidon à la sortie du tuyau en le penchant suffisamment pour éviter les pertes d'eau. Je m'applique. On forme une bonne équipe. Les moustiques nous tournent autour, même de jour. Une fois notre tâche accomplie. Prima me propose : « Je te fais visiter ? » Elle écarte le rideau de la porte pour qu'on entre.  
(...)

---

<sup>14</sup> Carnet de terrain, 2 mars 2017.

Au retour, on tente d'empiler les bidons adroitement sur la poussette. On en a tellement qu'on peine à tout caler. Il y a aussi 4-5 bouteilles. Prima est à la manœuvre. Elle tente l'empilage d'un sens, puis d'un autre, puis comme des parpaings. Ils tombent par terre car il n'y a pas de fond à cette poussette ! Un simple scratch solidarise le tissu du dossier à l'assise... Prima se fait avoir sur le trajet en tentant un énième remaniement. On opte pour la solution bipède. J'apporte les bidons à la maison et fais des allers-retours pour soulager Prima qui tente de faire avancer l'engin roulant difficilement malgré ses quatre roues<sup>15</sup>.

La poussette symbolise l'emblème de l'assignation des femmes au travail domestique mobile : accompagnement scolaire, soin des enfants, courses, acheminement de l'eau. Mise à part sa fonction dans le travail domestique, c'est aussi un objet volumineux qui marque l'espace public et suscite une présence remarquable.

Voyons maintenant comment le vêtement, puisqu'il cristallise un ensemble de signes que le corps véhicule<sup>16</sup>, permet d'identifier les femmes vivant dans les marges urbaines comme des femmes roms et comment il permet de se distinguer entre femmes.

## **2. Le vêtement à l'aune de la mobilité, un équipement au croisement de l'assignation et de la capacité d'agir**

Selon Pierre Bourdieu, le corps est le « produit du social ». Il est « porteur de signes » autant qu'il est « producteur de signes qui sont marqués dans leur substance perceptible par le rapport au corps (Bourdieu 1979, 197-256) ». En sortant de chez elle, tous les signes que le corps des femmes porte (couleur de peau, coiffure, vêtements, bijoux, accessoires), tout ce qu'il tire, pousse ou soulève (cabas, poussette, chariot, caddie, porte-bébé) et tout ce qu'il produit (démarche, posture, usage de l'espace, voix, langue parlée...) sont rendus accessibles aux jugements extérieurs. C'est donc parce que les accessoires prolongent le corps et participent à le signifier qu'il est heuristique de leur demander ce qu'ils ont à nous dire des normes auxquelles font face les femmes et comment elles s'en saisissent pour contourner celles-ci.

J'étudierai, à travers l'exemple du port de la jupe longue, la manière dont le vêtement participe à la catégorisation raciale. Poursuivre l'analyse grâce au concept de « passing » permettra de saisir les marges de manœuvre plus ou moins réduite contenu dans l'usage du vêtement pour invisibiliser son appartenance de classe ou de race. Enfin, je m'attarderai sur la description des préparatifs d'un mariage en Roumanie qui révèle le rôle ambivalent du

---

<sup>15</sup> Carnet de terrain, 12 juillet 2019.

<sup>16</sup> Erving Goffman (1973a) définit d'ailleurs le corps comme « unité véhiculaire ».

vêtement. Support de distinction sociale, le vêtement apparaît également comme un objet fédérateur qui génère de la complicité et de l'estime entre femmes minorisées.

Mais avant cela, il est nécessaire de faire un petit détour sur la littérature qui étudie la place du vêtement dans le processus de fabrication des frontières de sexe, de race et de classe. Alors que des chercheuses de tous horizons (histoire, études de genre, sociologie, géographie, philosophie, science de l'information et de la communication) ont fait du vêtement un objet de connaissance à part entière, le champ de la mobilité semble jusqu'ici l'avoir ignoré.

### **a) Un marqueur d'identification que le corps porte**

Le vêtement prend une multitude de sens et de formes en fonction des époques et des contextes. Les études historiques montrent que le vêtement n'a pas toujours été un élément déterminant dans la construction de la différence entre les sexes. Durant le Moyen-Âge en Europe de l'ouest, hommes et femmes portent de longues robes recouvertes d'un manteau. La différenciation du vêtement masculin et du vêtement féminin ou « dimorphisme sexuel » (Perrot 1984; Cité par Barbier et al. 2016) n'apparaît qu'à la fin du Moyen-Âge débute au XIV<sup>e</sup> siècle avec l'apparition du costume court masculin qui dévoile les jambes des hommes. La révolution française met un terme à l'exubérance du vêtement masculin qui, entraîné par la concurrence entre nobles et bourgeois à la fin de l'Ancien Régime, excelle autant que la toilette féminine en broderies et ornements raffinés. À partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les hommes doivent endosser une tenue sobre caractérisant l'égalité entre citoyens. Les hommes abandonnent la coquetterie et « désormais, la démonstration de la fortune d'un homme ne passe plus par sa tenue propre, mais par celle de sa femme, sa fille ou sa maîtresse qui devient son 'enseigne' » (Perrot 1984; Cité par Barbier et al. 2016, 807). Le XIX<sup>e</sup> siècle est le règne du vêtement contraignant les mouvements des femmes, avec ses corset, crinoline, tournure, silhouette en 8 ou sablier, chapeaux et accessoires encombrants. Un tournant s'opère au début du XX<sup>e</sup> siècle. La sexuation du vêtement décline avec l'apparition de la figure de la « garçonne ». Le pantalon s'insère dans la garde-robe des femmes pendant la première guerre mondiale et sa vente dépasse celle des jupes en 1960<sup>17</sup> (Bard 2001). Cependant, l'émergence des mass-médias et le développement de l'industrie de la mode renouvellent les normes de genre. Les stars de cinéma et les top-modèles deviennent des icônes dont les corps sont érigés en canons de beauté. De la figure de la pin-up, à celle de

---

<sup>17</sup> Pourtant, comme le remarque Valérie Brunetière (Davodeau 2021), le symbole utilisé pour les toilettes à destination des femmes reste une silhouette vêtue d'une jupe ou d'une robe.



la Barbie, de Marilyn Monroe à Ally Mac Beal, la société capitaliste marchande produit des normes esthétiques qui sexualisent le corps des femmes et le contraignent parfois jusqu'à la douleur : régime, épilation, chirurgie esthétique, vêtements et chaussures inconfortables etc. (Hollander 1978; Chollet 2015; Wolf 1991; Le Breton 2010; Guillaumin 1992). Les vêtements jouent un rôle important dans la manière d'incarner différents types de féminités. Selon Beverley Skeggs, la construction de la féminité « recouvre des réalités très différentes selon la classe sociale, l'âge, la « race » ou la nationalité (2015, 194) ».

Les femmes que j'ai rencontrées dans le cadre de ma thèse de doctorat et moi-même avons donc des rapports différenciés à la féminité c'est-à-dire à la manière d'incarner la représentation que l'on se fait d'être une femme. Les vêtements, comme d'autres « marques cosmétiques (Bourdieu 1979, 197-256) » (le maquillage, la taille des sourcils, les ongles) reflètent la représentation que les femmes se font d'une féminité désirable tout en incarnant les vertus morales qui y sont associées (Bourdieu 1979; Bourguignon, Fabre, et Granger 2021; Barbier et al. 2016). S'habiller est donc une activité éminemment classante qui repose sur la socialisation et participe à la construction des identités sociales.

Dans *La Distinction*, Pierre Bourdieu (1979) démontre que les goûts et les jugements sont au cœur de la production des frontières entre groupes sociaux. Selon lui, les vêtements, en sont un analyseur puissant (Bourdieu 1979). Il montre que les classes moyennes se distinguent des classes populaires par un souci du paraître qui se manifeste par l'inversion du budget alloué à la nourriture par rapport à celui alloué aux vêtements. Uniforme, blouse, maillot de corps, costumes trois pièces, tabliers ou encore tailleurs, les vêtements participent à situer les personnes socialement et à se distinguer des autres. S'habiller participe donc à fabriquer « un corps de classe (Court et al. 2014) » dont les rapports aux normes genrées varient en fonction de la position dans l'espace social. Les collégiennes des classes populaires ont par exemple plus tendance à marquer la différence sexuelle à travers les vêtements alors que les collégiennes issues des classes moyennes et supérieures sont plus enclines à s'écarter des normes de genre et à emprunter des codes vestimentaires qui ne sont pas associés le plus directement à la féminité (Mardon 2010). De la même manière, pour certains parents d'écoliers de classe moyenne, refuser les vêtements codés comme masculins est un choix qui s'explique plus par distinction sociale que par volonté de contester les normes de genre (Court et Mennesson 2015).

Au-delà du reflet des normes qui conditionnent la personne qui le porte, un autre champ de significations rendu possible par le vêtement est celui de la contestation. En effet, dans les contre-cultures (punk, hippie, hip-hop, queer...), le vêtement sert de support pour visibiliser son adhésion à des valeurs contestant les normes dominantes : bourgeoises, cisgenres, hétérosexuelles etc. Dans *Trouble dans le genre*, Judith Butler (2006) mentionne

la place du vêtements dans son analyse de la performativité du genre à partir de l'exemple du *drag*. Elle y prolonge les réflexions du *french feminism* (Beauvoir, Kristeva, Cixous, Irigaray) en les associant à la pensée de Michel Foucault sur le pouvoir comme instrument de régulation. De plus, à la suite d'Austin, elle procède à une analyse discursive du genre. L'énoncé de genre est performatif. Il produit la réalité plus qu'il ne la décrit.

Selon Butler, le genre recouvre un ensemble de pratiques disciplinaires qui vise à normaliser les corps selon « la matrice de la hiérarchie de genre et de l'hétérosexualité obligatoire (J. P. Butler 2006) ». Elle étudie les moyens de le transgresser à travers notamment la pratique du *drag queen* qui consiste en un spectacle – *performance* – où une personne, assignée homme à la naissance, défile en s'appropriant des codes corporels dits féminins : vêtements, accessoires, démarche, gestuelle... Cependant, si cette subversion du genre passe par un changement de pratiques vestimentaires, cela ne signifie pas que le genre s'enfile comme un vêtement. Quelques années après la sortie de *Gender Trouble*, Butler revient, dans *Bodies that matter*, sur la relation entre le genre et les vêtements pour contredire des interprétations qui ont été faites au sujet des performances *drag queen* : « I never did think that gender was like clothes, or that clothes make the woman (1993, 231) ». En effet, si la pratique du *drag* est une performance – au sens artistique du terme – le genre n'est ni un spectacle ni une option que l'on choisit mais un rapport de pouvoir qui vise à normaliser les corps.

Si dans le cadre du *drag*, les vêtements sont utilisés ostensiblement pour subvertir en public la discipline corporelle qu'impose le genre, ils sont aussi le moyen de se faire passer pour quelqu'un d'autre dans des circonstances plus ordinaires. Le concept de « passing » est la « transgression dissimulée de frontières sociales (Bosa, Pagis, et Trépied 2019, 7) » afin de bénéficier des privilèges associés au groupe d'arrivée. D'abord utilisé dans le contexte de la ségrégation raciale aux États-Unis, ce terme vise à dénoncer les personnes identifiées comme noires qui parvenaient à se faire « passer » pour blanches. Mobilisé ensuite comme catégorie analytique, il a été principalement discuté au sein des études de genre et des sexualités et a permis d'identifier notamment que le passage d'un groupe à un autre s'effectue au moyen de modifications corporelles et langagières<sup>18</sup>. Dans le cadre de

---

<sup>18</sup> En 1969, Danièle Kergoat a par exemple modifié son apparence pour mener à bien son enquête dans une raffinerie des pays de la Loire. Soupçonnée d'espionnage économique, l'accès à la raffinerie lui a été interdit par la direction en tant que chercheuse. Elle s'est donc rapprochée des syndicats – constitués uniquement d'hommes – auprès de qui elle menait des entretiens. Afin de réaliser les observations nécessaires à l'enquête, elle a changé son apparence pour se fondre dans le groupe de syndicalistes et entrer dans la raffinerie.

recherches sur les rapports sociaux de race et sur les migrations, utiliser le concept de passing révèle comment les personnes déjouent l'assignation raciale en modifiant les éléments qui les associent au groupe minorisé : manière de parler, de s'habiller, de se comporter (J. Butler 1993; Guenebeaud et Lendaro 2020).

Tenue de travail, chemise de nuit, soutane, jeans, manteau de fourrure ou robe de soirée, les vêtements renvoient au statut des personnes, à leur sexe, leur métier ou leur rang. Il cristallise les rapports de domination de classe, de race ou de genre. Cependant, on ne pourrait se contenter d'une analyse des vêtements uniquement sous l'angle de la contrainte et de la norme. Si Pierre Bourdieu affirme que « les classes populaires font du vêtement un usage réaliste ou, si l'on préfère, fonctionnaliste » (1979, 197-256), Beverley Skeggs (2015) montre au contraire comment les pratiques vestimentaires des femmes des classes populaires blanches de Grande-Bretagne riment avec plaisir et complicité et illustrent la quête de la respectabilité face à une féminité 'inhospitalière' car codée par les normes bourgeoises. À défaut de pouvoir correspondre aux normes dominantes de la féminité, certaines investissent le *glamour*.

Alors que d'autres formes de féminité ne sont pas éprouvées sur un mode subjectif, la reconnaissance de soi comme glamour sert de support d'identification et permet à la féminité d'opérer comme une disposition et comme un type de ressource culturelle, momentanée et toujours liée à sa manifestation (Skeggs 2015, 219-20).

En transposant « les marques de la respectabilité bourgeoise », les femmes trouvent dans le glamour une source de reconnaissance valorisant leur féminité. Le glamour se concrétise par le maquillage, la manucure, l'attitude et les vêtements.

En effet, les vêtements sont, au-delà de leur dimension fonctionnelle, des objets esthétiques qui éveillent le plaisir de les voir, de les porter et de les toucher. Dans *On female body experience*, la philosophe Iris Marion Young (2005) explore l'ambiguïté de l'activité de se vêtir pour les femmes. Choisisent-elles uniquement leurs vêtements en vue de plaire aux hommes ? Les films et les publicités produits par la société capitaliste aliènent-ils les femmes au point de les priver de leur propre jugement ? Leurs désirs sont-ils entièrement télécommandés par les canons de la mode contemporaine ?

Nous naviguerons au fil de ce texte à travers les baraques et les maisons roumaines afin de saisir comment le vêtement participe à l'assignation sexuelle et raciale des femmes mais aussi comment il transforme le quotidien en fête, suscite la distinction entre femmes et entre familles et génère la complicité.

L'observation des vêtements pendant l'enquête ethnographique m'a permis de saisir le rôle qu'ils jouent dans la subjectivité des femmes, dans la relation entre elles ainsi que dans la

relation entre elles et moi. Alors que nos positions sociales nous distinguent fortement (je suis blanche, diplômée, nullipare, célibataire et athée), le vêtement a été un vecteur de complicité tout en révélant les normes auxquelles nous étions assignées et qu'on avait chacune intériorisées de manière différente. Au même titre que la conjugalité, la migration, l'éducation des enfants et le rapport aux pouvoirs publics, le vêtement a souvent été un sujet de conversation. Nous nous faisons régulièrement des remarques tantôt laudatrices tantôt dépréciatives sur nos tenues. J'admirais leurs vestes et leurs foulards à motif léopard. Elles me conseillaient de mettre des jupes plus longues et des chaussures à talon. Les vêtements étaient un objet qui circulait entre nous sous la forme de dons. Elles formulaient des demandes précises : une veste Adidas rose, des baskets en 36, des pantalons sans élastiques, des bodys de naissance et des chaussettes pour enfant... et parfois, après un rangement drastique de leur baraque me proposaient des vêtements : tee-shirts bariolés, legging noir, boucles d'oreilles pendantes, gilet échancré.

## b) Polysémie de la jupe longue

-Emma tu es où ?

-Je ne suis pas à la gare routière, le bus n'y allait pas. Je suis à une intersection direction Fimnea. Je suis au cimetière.

-Ah oui je vois. Au Peco<sup>19</sup> ?

-Euh je sais pas... [je regarde autour de moi] oui c'est ça !

-Attends-moi, je viens te chercher.

-Ok je t'attends ou sinon je te retrouve ailleurs ?

-Non, je vais prendre un taxi. Attends-moi à Peco. Mais il me faut 20 minutes pour trouver un taxi. J'arrive.

-Ok très bien ! À tout à l'heure !

Avant de raccrocher, elle ajoute :

-Emma ! Attention ! Là-bas il y a des Tziganes ! Fais bien attention à ton sac. Garde ton sac *in fața*<sup>20</sup> !

Ce qu'elle me dit-là m'inquiète un peu. Je regarde autour de moi, je ne vois pas de Tziganes. Il y a des poids lourds et des chauffeurs. Je mets mon lourd sac sur les épaules et me dirige vers Peco. Il est bleu. Il y a une terrasse. Je m'installe. Deux hommes prennent un café. Ils ne me font pas peur. Je mets mon sac bien *in fața* sur une chaise que je rapproche de la table pour rendre le vol à l'arraché difficile. Je dissimule mon ordinateur. Je ne veux rien commander à l'intérieur. J'observe les environs. Je suis à côté d'un stade. J'aurais bien vu un match pendant le séjour ! J'attends 20 ou 30 minutes. Je regarde mon téléphone. J'attends.

---

<sup>19</sup> Station essence.

<sup>20</sup> « en face ».

Tout à coup en face de moi, j'aperçois des silhouettes. On dirait des Roms. « Ah tiens, Marina avait raison » me dis-je. Foulards dans les cheveux, longues jupes, enfant... Cela dit, je me demande si c'est d'elles dont je dois me méfier. Que pourraient-elles faire ? J'essaie de distinguer leur visage. Bizarrement elles me font de grands signes... Elles semblent m'appeler... Je me lève. C'est Marina ! Elle est avec Prima ! Je saute de joie et enfile mon sac. Je les retrouve. Elles traversent la route. Prima me prend dans ses bras. Je fais la bise à Marina.

Sa tenue me stupéfait et je déclare sans finir ma phrase : « ah Marina, mais tu es... » Elle porte une longue jupe de velours bordeaux brodée de fil d'or et de perles, un tablier à fleurs, un gilet long et un foulard-bonnet incroyable, en velours bleu à perles et strass.

-Ah c'est bien. Toi aussi tu as une jupe longue ! me dit spontanément Cristina la sœur de Marina.

Je n'avais pas pensé à elles quand j'ai enfilé ma robe jaune ce matin. J'avais surtout prévu de porter un vêtement long pour ne pas être gênée dans le bus et pouvoir lever mes jambes pour m'installer confortablement.

-Tu as vu comme je m'habille Emma ici ! s'exclame Marina.

-Oui, tu es pas comme ça en France !

-Oui, je mets des pantalons ! Mais ici il y a mon père... je ne peux pas mettre de pantalons.

Cristina aussi porte une jupe<sup>21</sup>.

Dans cet extrait, plusieurs fils liés à la mobilité et aux vêtements se croisent. Confort des vêtements dans les transports, vêtements et peurs féminines en voyage, marqueur racial associé aux vêtements, circulation des normes de genre entre femmes, changement de pratiques vestimentaires en fonction du lieu de vie. Le port de la jupe longue est particulièrement intéressant. Il est une illustration saisissante de la manière d'incarner la féminité et révèle de multiples significations en fonction de la personne qui la porte. De plus, il est le fruit d'un ajustement localisé. Le recours à la jupe longue se justifie par un besoin particulier qui dépend du contexte en question.

Si en Roumanie, Marina porte la jupe longue car son père lui impose<sup>22</sup>, en France elle enfile pantalons, joggings et jeans qu'elle met avec des baskets. Elle adapte sa tenue en fonction des normes qui régissent les espaces qu'elle traverse. À Beaulieu-les-Prés, elle fait face aux normes de la société d'arrivée qui la pousse à dissimuler les signes qui l'identifient comme rom. En effet, la longue jupe et le foulard brodé constituent des signes qui m'ont poussée à l'identifier comme rom sans même la reconnaître vu la distance qui nous séparait. En cela,

---

<sup>21</sup> Carnet de terrain, 10 juillet 2019. Traduit du roumain vers le français par mes soins le jour de la rédaction du carnet.

<sup>22</sup> Iulia Hasdeu (2008) étudie la question du corps et des vêtements chez les Roms caldarari de Roumanie. Le vêtement traditionnel rom est « gynocentré » (Fischer 2006). Cela signifie que le marqueur culturel est davantage porté par les femmes que par les hommes. Selon elle, le port de la jupe longue permet de protéger l'extérieur du sexe féminin, considéré comme impur.

ils constituent des marqueurs raciaux. Les différentes tenues qu'elle porte en France et en Roumanie révèlent son rapport différencié aux normes locales. En Roumanie, elle suit le *dresscode* dicté par son père et visible son « appartenance raciale » dans l'espace public. En France, elle opte pour des vêtements plus conventionnels pour passer inaperçu.

En ce qui me concerne, le choix d'une robe longue s'explique pour deux raisons : le confort lors d'un trajet en transport en commun et la dissimulation de mes poils de jambes. D'une part, la longueur du vêtement me garantit que, malgré les mouvements et la position que j'adopterai dans le bus, une grande partie de mon corps restera couverte. Cela me tranquillise. Mon attention peut se fixer ailleurs : le paysage, les interactions entre passagères, la conduite du chauffeur, le séjour chez Marina qui m'attend... D'autre part, la longueur du vêtement permet de cacher mon refus de l'épilation au grand public.

Depuis que j'ai 15 ans, j'ai dû m'épiler une vingtaine de fois tout au plus. Au lycée, au travail, sur la plage, à la piscine, durant les relations sexuelles ou encore dans les transports en commun, ne pas être épilée ne m'a jamais tellement perturbée. Disons plutôt que la douleur et l'intendance que cela représente n'a jamais pris le pas sur le sentiment de honte ou de malaise que peuvent générer le regard ou les remarques d'autrui. En revanche durant l'enquête, j'ai été plus réceptive que d'ordinaire aux jugements extérieurs. La durée de la relation d'enquête nous a rendu suffisamment proches pour que Marina me fasse des remarques sur mon allure.

En juillet 2018, je me rends au bidonville du Lac en jupe courte. Marina s'étonne de voir mes jambes et me conseille de les raser : « sous la douche, tu fais comme ça !<sup>23</sup> » dit-elle comme si elle tient un rasoir dans la main. La semaine suivante, je retourne la voir après m'être douloureusement épilée. Elle me félicite : « ah c'est bien, tu t'es fait belle oui, normal, c'est bien, se maquiller, mettre du rimmel...<sup>24</sup> ». En abordant la question de l'apparence physique, Marina expose ce qu'elle considère comme respectable. Pour elle, s'épiler correspond à un type de féminité « normal », comme prendre soin de soi et se maquiller.

Étant invitée chez elle l'été suivant, j'avais fait en sorte d'éviter les remontrances et de ne pas la décevoir. Mettre la robe jaune monoprix dans mon sac de voyage relevait d'un choix stratégique : ne pas céder à l'épilation, cacher mes poils de jambes et porter une tenue qui n'attire pas les regards dans les transports en commun.

---

<sup>23</sup> Carnet de terrain, 1<sup>er</sup> août 2018.

<sup>24</sup> Carnet de terrain, 8 août 2018.

La jupe longue apparaît donc comme un objet qui répond à des normes différentes en fonction de la personne qui la porte. Elle reflète des subjectivités différentes. Si je l'utilise pour me protéger dans les transports en commun, elle participe dans l'espace public à identifier Marina comme une femme rom.

À Champfort-les-Mines, Martine Dejean, la travailleuse sociale d'ADOMA considère que les pratiques vestimentaires des candidates à l'embauche participent à l'assignation raciale. Je lui demande si les deux candidates, Mme Vasile et Mme Mihailescu, ont subi les mêmes discriminations.

Pour la famille Mihailescu, non, parce qu'elle n'a pas du tout... la physionomie des Roms, comme on peut l'entendre. Elle passe vraiment incognito parmi la population de Champfort. Par contre, l'autre famille, c'était vraiment... ouais, c'était un physique très marqué, et une tenue, surtout pour Madame, vestimentaire très très marquée. Ouais. Et j'ai eu des remarques, même des associations caritatives.

Martine Dejean confirme le gynocentrisme de la tenue de certains groupes roms. C'est-à-dire que le marqueur culturel est davantage porté par la tenue féminine que la tenue masculine. Les femmes sont donc plus facilement identifiables que les hommes. Dans la mesure où les Roms, hommes comme femmes, sont discriminés, les femmes parce qu'elles sont plus identifiables subissent autrement le racisme que les hommes. Ainsi les femmes de l'enquête, contrairement aux hommes, tirent moins parti du passing car le travail domestique mobile, l'habitat marginal et les normes de genre participent à les assigner racialement et les empêche de « passer » pour une autre catégorie de femmes.

Si la jupe longue constitue un marqueur racial et sexuel, son usage n'est pas généralisable à toutes les femmes de l'enquête. Certaines comme Marina en Roumanie sont contraintes de la porter à cause du gynocentrisme de leur groupe, certaines la portent pour affirmer leur différence par rapport aux Gadjés (non-roms) et d'autres la refusent pour se distinguer des autres femmes roms.

Denisa, la voisine de Marina au bidonville du Lac, s'identifie comme rom mais se distingue des Roms du bidonville du Parking qu'elle dévalorise car elle les trouve moins « civilisés ». Elle déclare :

Il y a des femmes qui portent des grandes jupes, des tresses, des foulards... On n'est pas tous pareils ! Nous, on est des roms roumanisés<sup>25</sup>.

---

<sup>25</sup> Carnet de terrain, 18 mai 2017.  
390

En effet, Denisa ne porte que très rarement des jupes longues. Elle est adepte des pantalons moulants, des vestes en cuir noir, et des baskets. Comme le montre cet extrait, elle associe ce vêtement à une féminité rurale et traditionnelle mais respectable. Un jour où je portais une jupe courte avec des collants foncés, elle avait commenté ma tenue indiquant qu'elle n'était pas convenable selon elle. Cette remarque n'avait pas pour but de dénigrer ma féminité ou de la considérer comme déviante mais visait à se positionner différemment de moi. Elle signifiait « ce n'est pas pour moi ».

L'avis de Denisa au sujet de la jupe longue est révélateur du croisement des dimensions de race et de classe qui se nouent entre vêtement et féminité. Elle critique les femmes qui portent des jupes longues ainsi que celles qui portent des jupes courtes – alors qu'elle-même, et ses proches, portent des jupes longues. En réalité, Denisa critique les habitantes du bidonville du Lac car elle les trouve malpolis, malhonnêtes, malélevés et traditionnelles. Ce sont des qualités morales qu'elle associe aux vêtements et qu'elle dévalorise afin de s'en distinguer, étant elle-même identifiée comme rom. Les pratiques vestimentaires ne sont pourtant pas les seules caractéristiques qui la différencient des autres. Plutôt que de mobiliser le dialecte, la région d'origine ou les métiers traditionnels comme support de distinction, elle invoque les vêtements car ils constituent le signe d'identification le plus visible. Ajoutons que la jupe longue n'est pas le seul accessoire d'identification des « autres roms » (ceux qui ne sont pas « roumanisés »). Elle fonctionne dans la perception de Denisa en système avec les autres accessoires féminins que sont les tresses et les foulards. En nommant spontanément ces trois accessoires, elle désigne une figure repoussoir de femme rom dont elle cherche à se distinguer. En ayant recours à l'adjectif « roumanisé » conférant à la nationalité, elle s'identifie en invoquant une appartenance à la norme majoritaire.

L'étude de la jupe nous conduit à analyser comment son port s'inscrit et parfois s'impose dans les pratiques vestimentaires. Celles-ci dépendent de plusieurs facteurs : individuel (la manière dont les femmes intériorisent et/ou détournent les normes de genre), spatial (les normes des espaces fréquentés) et temporel. La durée de l'enquête m'a permis d'observer des changements vestimentaires associés à des événements biographiques. Veronica, par exemple, passe du jogging à la jupe mi-longue.

La première fois que je rencontre Veronica en 2016, elle porte un survêtement en coton gris et rose. Elle est en France depuis une dizaine d'années et vit avec Ciprian, son ami, et ses deux enfants au bidonville de Méreville. Veronica pratique la collecte et la revente de matériaux ferreux avec Ciprian. Le port du jogging est donc parfaitement adapté. Il se lave facilement, il est confortable et permet des mouvements amples. C'est à la fois une tenue de travail et une tenue qu'elle porte dans l'espace domestique ou dans l'espace public pour amener sa fille à l'école par exemple.



Trois ans après notre première rencontre, en janvier 2019, je passe un après-midi à discuter chez elle avec son mari. Vers la fin de l'après-midi, Veronica se lève du canapé. Tandis que Ciprian glose au sujet d'une théorie alambiquée portant sur le rôle de la relation entre Napoléon et le Pape durant la révolution française, j'observe Veronica.

Veronica se dirige vers l'armoire pendant qu'on parle. Elle sort un foulard en soie vert à fleurs. Elle le noue sous le menton comme une paysanne roumaine. Je l'observe et me demande ce qu'elle fait. Elle ouvre le meuble et se met des barrettes, de chaque côté de la tête. Elle se touche le ventre, je me dis qu'elle est peut-être enceinte.

Elle s'apprête à partir au temple.

- Tu viens avec nous ? me demande-t-elle.

- Non ! Je réponds. C'est pour ça que tu mets ça ?

- Oui, je le mets quand je sors. Normalement, c'est même dedans mais je le mets juste pour sortir. Les jupes aussi, mais j'ai pas trop l'habitude. C'est pour montrer ma religion<sup>26</sup>.

Ce jour de janvier, je suis témoin de la manière dont se prépare une femme à sortir de chez elle. Veronica s'apprête à retrouver des gens qui font partie d'un nouveau cercle et pour cela, elle soigne son apparence. La jupe, le foulard, les barrettes sont les accessoires qui expriment sa foi et sa respectabilité. Alors que quelques années auparavant, Veronica s'habillait en jogging en extérieur comme en intérieur, elle modifie désormais sa tenue pour sortir. Elle se détache les cheveux et porte des jupes qui tombent sous le genou. Avant de sortir, elle adapte sa tenue à une situation à venir dans l'espace public. Marylène Lieber (2008) a travaillé sur les violences de genre dans l'espace public et sur la construction des peurs féminines. Elle considère que les femmes élaborent un diagnostic avant de quitter l'espace domestique. Elle affirme que les femmes, avant de sortir de chez elles, anticipent les situations et jaugent les dangers éventuels qui peuvent survenir en dehors de l'espace domestique. Elles adaptent leur tenue, réfléchissent à la meilleure solution de transport ou s'organisent pour dormir sur place afin d'éviter de rentrer en pleine nuit. Pour Veronica, le soin accordé à la « présentation de soi » relève plus de la respectabilité féminine que de l'appréhension d'un danger. En revanche, dans les deux cas, il s'agit de se conformer à des normes genrées.

Si la dimension genrée et symbolique joue un rôle important dans le choix des vêtements, il n'en demeure pas moins que le vêtement est, pour les plus précaires, un bien rare et coûteux. En l'absence de revenus fixes et de machine à laver, nous verrons qu'être propre est une des conditions pour accéder au droit mais reste une gageure.

---

<sup>26</sup> Carnet de terrain, 11 janvier 2019.  
392

### c) Enfiler des vêtements et passer pour un.e autre

- Avoir des vêtements propres

Dans sa thèse sur la production de la frontière à Calais, Camille Guenebeaud (2017) observe les pratiques de *passing* permises par les vêtements.

Aujourd'hui, Adil L. m'a demandé à nouveau de l'accompagner au centre commercial des 4B. C'est la deuxième fois ce mois-ci. Il y a souvent des policiers à l'entrée du centre et il pense qu'en venant avec moi qui suis blanc, il risque moins l'interpellation. Son but est d'acheter régulièrement des vêtements neufs pour lui et Mahmoud A., des vêtements propres et qui fassent "français". C'était notre objectif de l'après-midi (Guenebeaud et Lendaro 2020, 92).

Dans cet exemple, Adil prend le soin de porter des vêtements neufs afin d'éviter d'être repéré comme une personne en situation irrégulière. Porter un vêtement codé comme « français » permet à Adil de ne pas attirer l'attention sur lui et d'échapper à un contrôle policier. Cependant, le *passing* « racial », c'est-à-dire le passage d'une frontière de race d'un groupe à un autre n'est pas acquis définitivement. Les personnes prennent toujours le risque d'être démasquées et les conséquences sont plus ou moins lourdes en fonction des situations.

Anina Ciuciu, dans son livre autobiographique *Je suis Tzigane et je le reste*, décrit la manière dont son grand-père avait réussi à se faire embaucher dans une épicerie de la ville en cachant aux responsables de l'enseigne qu'il était rom. « Tout le monde croyait qu'il était roumain. Et, j'insiste, comme il s'habillait toujours très bien, il n'attirait pas l'attention et se fondait parfaitement dans la masse » (Ciuciu 2014, 29). Le *passing* fonctionna pendant des années jusqu'à temps que quelqu'un le dénonce et qu'il soit licencié. Les parents d'Anina cachaient aux institutions qu'ils étaient roms mais un jour, l'institutrice surprit Anina au marché de Craiova où travaillait sa mère. Elle portait certains jours « la tenue traditionnelle avec de grandes jupes, des hauts fermés ».

Ce jour-là, elle a vu ma mère dans une tenue traditionnelle, qu'elle n'aurait sans doute jamais pensé voir sur ma mère qui prenait soin de s'habiller comme toutes les autres mamans lorsqu'elle m'accompagnait à l'école. J'étais au marché ce matin-là. J'étais très gênée, et ma mère a dit qu'elle avait eu la honte de sa vie, qu'elle avait eu l'impression de me trahir et de trahir mon père. Il ne cessait en effet de nous répéter de ne pas montrer le moindre signe extérieur de notre appartenance au peuple rom (2014, 43).

La mère d'Anina prenait donc le soin d'adapter sa tenue en fonction des lieux fréquentés : une tenue passe-partout « roumaine » pour ne pas être discriminée dans les lieux institutionnels – notamment au cours du travail domestique mobile – et une tenue

traditionnelle sur le lieu de son travail quand elle voulait exprimer sa « romitude » ou sa manière d'exprimer son « appartenance au peuple rom ».

Dans *Des femmes respectables*, Beverley Skeggs (2015) relate les jugements de ses enquêtées (des Britanniques de classes populaires blanches) sur les femmes des classes supérieures qui négligent leur apparence.

Il y a des bourges qui sont complètement crades. Comme s'ils faisaient aucun effort. Genre, tu passes toute ta vie et ton argent à essayer d'avoir l'air classe et ceux qui sont bourrés aux as s'en tapent. C'est comme une inversion [Sue, 1992] (2015, 182).

Dans cet entretien, Sue partage le sentiment d'injustice face à l'absence de conséquence sociale pour les classes supérieures qui ont le privilège de pratiquer le « passing inversé » (Pagis et Yon 2019; Brubaker 2016) c'est-à-dire d'avoir le loisir de « jouer aux pauvres » (2015, 184). Rejeter les codes de sa classe et endosser une apparence négligée est un privilège dont seules les membres des classes supérieures peuvent bénéficier. Les classes populaires n'ont aucun avantage – à quelques exceptions près – à passer pour plus pauvres que ce qu'elles sont et passer pour plus riches est la plupart du temps peine perdue car l'habitus bourgeois ne s'acquiert pas spontanément par imitation mais est issu d'un apprentissage – la socialisation – qui confère aux individus des dispositions les guidant, en fonction des situations, à formuler des jugements d'adhésion ou de distinction c'est-à-dire à se repérer et à classer les individus dans le monde social. La classe sociale n'est donc pas seulement une question de moyen économique et d'apparence physique. Elle s'exprime aussi à travers la tenue corporelle et la manière de parler. Elle est incorporée.

Dans le chapitre précédent, j'évoque l'anniversaire organisé par Maria au bidonville des Bâches Noires où je me rends, accompagnée de ma petite sœur. Sachant qu'elle porte d'habitude des vêtements d'occasions et abîmés, je lui dis spécifiquement de changer de style et de bien s'habiller pour l'occasion. Elle emprunte une tenue à son amie Eva pour éviter d'acheter des vêtements neufs. S'il est vrai que ma sœur a très peu de revenus (ils se limitent aux bourses universitaires), elle se fiche bien d'être identifiée comme pauvre contrairement aux habitantes des bidonvilles qui tentent de camoufler leur situation économique et résidentielle. Ma sœur gravite dans un milieu contre-culturel qui s'appuie sur la sobriété – ou plutôt « la débrouille » – et qui méprise les codes bourgeois alors que mes enquêtés, tout en luttant pour survivre au quotidien, valorisent l'abondance et le luxe.

Un jour, je discute rapidement avec un homme sur le Green City Campus®. Il habite au bidonville du Parking. Notre échange est très court. Il a vécu en Espagne où il travaillait en tant qu'ouvrier agricole dans la culture de la fraise. Il s'est fait une hernie discale. Il conclut :

-La France c'est mieux !

- Ah bon, pourtant avec les platz... c'est difficile. Je réponds.  
- Non c'est pas problème. Chez moi c'est propre, joli, tu verrais ! C'est pas partout comme ça, y en a chez qui c'est sale, c'est pas bien. Moi je m'achète des vêtements neufs, des chaussures neuves... ça va<sup>27</sup> !

D'après cet homme, vivre dans un lieu propre et porter des vêtements neufs le préservent du stigmatisme associé à la vie en bidonville et correspondent aux standards minimaux à partir desquels il considère que sa situation est satisfaisante. Cela confirme que le rapport au propre et au sale est subjectif et contextuel. Il dépend des groupes sociaux et des époques (Douglas 2005). Le lieu d'habitation et le corps, et par là, les vêtements sont les principaux éléments où il se manifeste<sup>28</sup>.

Les vêtements cristallisent des enjeux liés à la représentation de soi et à l'identité et suscitent parfois des tensions. Au bidonville du Parking 1, j'assiste à une dispute entre Mina et Mihai. Mina est arrivée au bidonville avec sa famille il y a peu de temps. Elle a été scolarisée durant plusieurs années. Elle parle bien français et s'imagine travailler en France plus tard comme vétérinaire ou danseuse. Mihai a 18 ans. Il vit en bidonville depuis son enfance. Il n'a jamais été scolarisé. Il parle français avec un accent roumain et ne maîtrise pas tout à fait la langue. Mina me dit qu'elle n'est pas très bien vue dans le bidonville et que les enfants lui disent qu'elle est folle « alors que c'est eux qui sont fous ! » m'explique-t-elle simplement.

Mihai se moque de Mina. Ils se parlent méchamment. Il me traduit.  
- Elle m'a dit que mes vêtements coutaient 10€ ! Elle dit n'importe quoi, ils coûtent 30€ !  
J'observe les vêtements. Il s'agit d'un survêtement d'une marque inconnue blanc et déchiré à l'épaule<sup>29</sup>.

Suspecter l'autre d'avoir des vêtements à bas coût est une forme d'insulte. Dans cette interaction conflictuelle, Mina réagit en attaquant les capacités financières de Mihai. Il s'empresse de la contredire afin de rétablir la vérité. En nommant le coût réel du vêtement, il montre d'une part qu'il ne lui a pas été donné et d'autre part qu'il a suffisamment d'argent pour acheter des vêtements neufs.

Le conflit autour des vêtements révèle à quel point c'est un sujet sensible qui touche les personnes dans leur représentation d'elles-mêmes. En effet, pour Mina, les vêtements

---

<sup>27</sup> Carnet de terrain, 19 novembre 2018.

<sup>28</sup> Voir aussi l'article de Jean-Baptiste Daubeuf (2017) où, grâce aux concepts de « pureté » et de « souillure » théorisés par Mary Douglas (2005), il développe le rapport à l'hygiène d'une enquête rencontrée dans le cadre de sa thèse (2018) sur un bidonville de Nancy.

<sup>29</sup> Carnet de terrain, 18 mai 2017.

demeurent un bien précieux indispensable à sa scolarisation. La semaine précédente, je la rencontre pour la première fois. Elle me parle en premier lieu de ses souvenirs d'école et de sa vie à l'hôtel et en foyer avant d'arriver au bidonville du Parking.

Moi je sais lire, écrire et compter mais pour aller à l'école, il faut se coucher tôt, prendre son bain, avoir des vêtements propres... là ça fait une semaine que je suis habillée pareil<sup>30</sup>.

En effet, les vêtements sont un bien de première nécessité. Les parents, et bien souvent les mères, ont plusieurs pistes pour se procurer des vêtements qui correspondent à leur budget : aller au marché ou aux puces pour en trouver à bas coût, les récupérer dans la rue ou dans les poubelles, contacter des associations humanitaires pour en obtenir gratuitement ou bien en recevoir par un membre de la famille.

Vinera aussi est contrainte par la difficulté de maintenir des vêtements propres. Elle se plaint de la boue qui l'empêche de sortir pour aller à l'école et qui tâche les vêtements.

Ce n'est plus possible pour les enfants d'aller à l'école à cause de la boue. Encore le petit je peux le porter mais pas le grand. Les vêtements, je les lave mais dans la baraque ça ne sèche pas. Ça sent, il n'y a rien n'à faire<sup>31</sup>.

Mina et sa famille, comme je le décris dans sa biographie, vivent grâce aux revenus dégagés par la mendicité que pratique sa mère, Izabela. Leur budget est donc très limité. Elle a six frères et sœurs et ses parents ne peuvent pas accéder à l'emploi tant qu'ils n'ont pas renouvelé leurs papiers d'identité qui ont expiré. Les démarches que Ionuți effectue à l'ambassade de Roumanie échouent systématiquement.

-Vous êtes allé à l'ambassade ?

-Oui, trois fois ! mais l'ambassade, c'est pour les Roumains, ceux qui ont la CAF, qui ont un logement, qui ont les enfants à l'école, c'est pas pour nous. Ils ont dit 'allez voir le maire, qu'il signe un certificat de résidence' j'ai été voir le maire et il veut pas ! Sinon il faut refaire les papiers en Roumanie, mais je n'ai pas l'argent pour y aller. Et ma femme, elle va faire quoi toute seule ici avec les sept enfants ? En plus elle a perdu aussi ses papiers<sup>32</sup>.

Ionuți exprime qu'il est victime de discrimination raciale puisque selon lui les « Roumains » ont accès au renouvellement des pièces d'identité. Le blocage de sa situation administrative a des conséquences lourdes sur ses conditions de vie sur les plans matériel, économique et symbolique. Privé de l'accès au travail déclaré, refusant de faire la manche, il est responsable

---

<sup>30</sup> Carnet de terrain, 11 mai 2017.

<sup>31</sup> Carnet de terrain, 29 nov 2018.

<sup>32</sup> Carnet de terrain, 7 février 2019.

des enfants pendant l'absence de Izabela la journée. Cependant, il rechigne à effectuer les tâches domestiques qu'il délègue dès que possible à Mina sa fille aînée ou à sa petite sœur. La scolarisation apparaît à ses yeux comme un mode de garde supplémentaire.

Il faut qu'ils aillent à l'école, il faut que je travaille. C'est pas possible comme ça. Je suis comme une femme, je m'occupe des enfants. Moi je veux travailler<sup>33</sup> !

Les difficultés dans l'accès à la scolarisation et au travail déclaré l'empêchent d'atteindre la position incarnée dans la figure du père *breadwinner*. Être en charge du travail domestique est vécu comme une atteinte à sa masculinité dans la mesure où il échoue à réaliser ce que les normes de la famille hétérosexuelle dictent en termes de rôle social.

Après l'évacuation de Parking 1 en septembre 2017, l'hébergement dans un hôtel de la commune voisine ne change pas la donne. Les parents sont face à deux problèmes : réunir les pièces nécessaires à la constitution du dossier de scolarisation et trouver suffisamment de vêtements propres pour tous les enfants. Ionuți m'explique quelques mois plus tard pourquoi il peine à inscrire ses enfants à l'école.

Il fume à la fenêtre. Je lance la conversation sur la scolarisation.

-J'ai discuté y a pas longtemps avec une dame, elle m'a dit que c'est pas nécessaire d'avoir des papiers à jour pour la scolarisation. Il faut juste le livret de famille et le carnet de vaccination. Pas besoin de retourner en Roumanie.

-Oui je sais on a déjà mis les enfants à l'école. Le livret de famille, on n'a pas.

-Ou sinon les extraits d'acte de naissance ?

-Oui ça c'est bon.

-Et sinon pour l'assurance, c'est pas obligatoire et puis ça peut être payé par les associations de parents d'élèves m'a dit la dame.

-Oui mais on n'a pas d'affaire pour les enfants. Regarde ! On va pas l'amener avec un pantalon trop court !

Il parle de Simba qui est pieds nus et porte un pull de fille.

-Bah si, comme ça, avec un bon manteau.

-J'ai pas de 'bon manteau' ! Emmaüs et tout ça, ils donnent des vêtements mais pas à chaque fois. Ils donnent un pantalon, un pull, un manteau... mais pas pour tout le monde !

-Je pense qu'une fois à l'école vous pouvez recevoir de l'aide des autres parents, qui auront forcément des vêtements à donner. Je renchéris.

-Mais même pour le premier jour, je n'ai pas les vêtements<sup>34</sup> !

Outre ma difficulté à prendre en compte la parole d'un père démuné qui ne parvient pas à habiller ses enfants, cet échange révèle l'importance qu'ont les vêtements dans l'accès à l'école. Le blocage administratif n'est pas la seule raison qui explique la déscolarisation. En

---

<sup>33</sup> Carnet de terrain, 7 novembre 2017.

<sup>34</sup> Carnet de terrain, 2 mars 2018.

effet, contrairement à ce que je suggère, Ionuți et Izabela ne peuvent pas *a priori* compter sur l'aide d'autres parents qu'ils ne connaissent pas encore. Ils ne peuvent pas non plus anticiper la manière dont leurs enfants seront perçues et accueillies par l'institution, l'équipe enseignante et les autres enfants. L'école est le lieu où les frontières sociales se tracent dès le plus jeune âge et où l'affirmation des identités individuelles passent par l'apparence et le style et donc les vêtements (Court et Mennesson 2015; Rivière 2019; Bourdieu 1979; Mardon 2010; Moisan-Paquet 2022).

Si en France, certains espaces comme l'école ne sont pas accessibles faute de vêtements adéquats, j'ai aussi observé qu'en Roumanie un manque de vêtements se traduit par une auto-censure et une privation y compris dans la sphère familiale.

Au milieu de mon séjour chez Marina en 2019, je remarque que son père est absent depuis la veille, alors qu'il nous rend visite quotidiennement d'habitude. Marina me répond :

- Il est parti en ville, pour... comment dire... Son père est mort il y a six mois et il y a une réunion, comme une fête avec toute la famille.

- Ah bon, mais pourquoi tu n'y vas pas ? C'est ta famille aussi ! C'est ton grand-père qui est mort quand même !

- Oh non, là-bas tout le monde est bien habillé... j'ai pas envie.

Je me demande bien pourquoi tout le monde est bien habillé. Peut-être que c'est des Tziganes riches ? Dans un autre quartier<sup>35</sup> ?

Je ne trouve, au cours du reste de mon séjour, pas de réponses à mes questions. Cependant, il est intéressant de noter que Marina explique le fait qu'elle ne se rende pas à la réunion familiale par son incapacité à pouvoir être à la hauteur de la manière dont les convives lors de cet événement sont habillés. On peut imaginer que d'autres raisons expliquent que son père s'y rende seul : une mésentente avec cette partie de la famille, une distance trop grande qui les sépare, un manque de place pour héberger Marina et ses frères et sœurs, un manque d'argent pour faire honneur à l'événement ? Si une des réponses se trouve dans cette énumération, Marina n'en a pas parlé. La raison des vêtements qu'elle invoque, qu'elle soit vraie ou fausse, révèle l'importance des apparences, y compris dans le cadre familial. Marina, connaissant la nature de l'événement dont il est question, considère *a priori* qu'elle n'y aura pas sa place. Afin d'éviter de subir la gêne et la dévalorisation, elle préfère rester auprès de ses proches qui partagent les mêmes codes qu'elles : chaussures compensées, longues jupes et verbe haut.

---

<sup>35</sup> Carnet de terrain, 13 juillet 2019. Traduit du roumain vers le français par mes soins le jour de la rédaction du carnet.

- Fabriquer ses propres vêtements

On l'a vu, une manière de se distinguer des personnes à qui l'on ne veut pas être associé est de s'habiller autrement. Sorina n'apprécie pas ses voisines. Elle habite en caravane depuis 2014 à Méreville sur un petit terrain en friche en pleine ville. Elle souffre de la promiscuité et du bruit. Elle trouve ses voisines curieuses et superficielles et ses voisins vulgaires et hypocrites. Elle n'aime pas leur style de musique, leur conversation, leur manière d'éduquer leurs enfants, leur rapport à la religion, leur manière de s'habiller et de s'exprimer. Pour toutes ces raisons, Sorina souhaite quitter au plus vite le bidonville. En attendant, elle s'efforce de se distinguer d'elles et eux. Elle leur adresse peu la parole. Elle s'est convertie à une autre religion. Elle a inscrit le plus tôt possible ses enfants à l'école et les empêche au maximum de jouer avec les autres. La frontière qu'elle trace entre elles et eux ne concerne pas seulement les pratiques sociales et culturelles mais se manifeste aussi corporellement. Au lieu de teindre ses cheveux en noir, elle les décolore en blond. Au lieu de porter des chaussures compensées, elle porte des chaussures à talons. Au lieu de porter des jupes longues, elle porte des jupes mi longues. Pour avoir un teint plus clair qu'elles, elle met du fond de teint.

En 2018, plusieurs habitant·es sont intoxiqués au plomb. Cela est sans doute dû à la pratique de la ferraille ou au stockage de batteries de poids lourds aux abords des espaces d'habitation. La première personne détectée est Fernanda, la voisine de Sorina. Au cours d'un rendez-vous médical, on lui a proposé spontanément un dépistage sanguin. Je m'étonne de cette proposition quand Sorina m'en fait le récit.

-Pourquoi les médecins ont proposé un dépistage du saturnisme ? Ils savaient qu'elle habite ici dans un platz ?

-Je sais pas. Ils ont dû s'en douter.

-Mais toi, on t'a jamais proposé un dépistage du saturnisme ?

-Non. Parce que... je sais pas, ils savent pas où j'habite. Ça se voit pas !

Selon Sorina, l'équipe médicale a pensé, en voyant Fernanda, qu'elle fait partie d'une population vulnérable exposée à des produits toxiques. Le fait qu'aucun médecin n'ait jamais proposé à Sorina de dépistage aux métaux lourds lui confirme qu'elle passe inaperçue. Cela indique qu'apparemment, personne ne se doute qu'elle vit en caravane sur un terrain squatté. La dernière phrase de Sorina « ils ne savent pas où j'habite, ça ne se voit pas », prolonge ce j'ai détaillé dans le chapitre « Se contruire à la marge », au sujet des ressorts résidentiels de la race. Le corps et les signes qu'ils portent (vêtements, coiffure, couleur de peau, accessoires) participent à la catégorisation raciale.



Un autre jour, je passe la voir. Elle s'apprête à partir au lieu de culte où elle se rend deux fois par semaine environ. Le hasard fait qu'il se trouve à 200 mètres de l'appartement où j'habite à l'époque.

Je pousse la première porte du chalet et je tombe sur Sorina, assise sur le canapé. Je fais de grands signes. Elle se lève sans trop réagir et m'ouvre la porte. Réjouie, je lui fais la bise en lui serrant les deux épaules entre mes mains. Jonai est allongé sur un lit deux places à droite de la baraque. Leonarda a le dos tourné assise sur le coin du lit. Elle regarde la TV située dans le coin gauche. Quand elle me voit, elle descend du lit et me prend dans ses bras. Je dis bonjour à Jonai, qui ne réagit pas car il téléphone, et à Alexandru qui regarde la TV, une petite voiture à la main. Il ne me répond pas.

Sorina est bien habillée. Je crois qu'elle a une jupe et des bottes. Elle a du fond de teint et du rouge à lèvres.

- Tu vas à la maison ? Me demande-t-elle.

- Euh oui, je venais vous dire bonjour et après je vais à la maison.

- On va à la salle. Mergem impreuna<sup>36</sup> ?

- Ah ok, c'est pour ça que vous êtes si bien habillée<sup>37</sup> !

En plus de se coiffer et de se maquiller autrement que les autres femmes du bidonville, Sorina a une tactique bien à elle pour se vêtir. Outre le fait qu'elle trouve, comme tout le monde, des vêtements dans la rue et parfois au marché, elle coud ses propres vêtements. Elle a appris la couture quand elle était jeune. Lorsque Jonai était en Italie ou en France et qu'elle était seule avec les enfants à Locul Șarpilor, la vente de ses tricots et de ses vêtements lui assurait une rentrée d'argent sans qu'elle ait besoin de lui demander quoi que ce soit. En France aussi, la couture lui assure une certaine indépendance. Elle transforme un morceau de tissu acheté au marché quelques euros en une jupe mi-longue évasée qu'elle termine par un ruban de dentelle crème. Je l'observe coudre. Cette activité domestique, contrairement au soin à destination des enfants (les laver, les habiller, jouer...) n'est pas incompatible avec la conversation entre adultes. Elle me raconte ce qui la préoccupe en ce moment et la manière dont elle envisage les mois à venir.

Le chalet devrait être fait en janvier. « Ce serait peut-être mieux qu'ici » dit-elle. Quand elle va voir Adelina [sa tante a emménagé dans un chalet situé sur le platz], elle trouve que c'est plus lumineux et plus haut de plafond. Elle a l'impression d'étouffer dans la caravane. La nuit, ça va, il fait pas trop froid car elle a mis du lino au sol. Ça isole un peu.

Alexandru veut faire pipi. Elle l'emmène dans la cuisine attenante et revient aussitôt. Il a fait dans un seau, ça évite de prendre froid.

---

<sup>36</sup> « On y va ensemble ? » Nos conversations s'effectuaient en plusieurs langues. Au début de notre relation l'italien, puis le roumain et à la fin le français.

<sup>37</sup> Carnet de terrain, 11 janvier 2019.

Sorina me demande si je sais comment trouver du travail dans un restaurant italien. Je dis pôle-emploi. Mais elle est radiée car Morgana [la nouvelle travailleuse sociale] n'a pas fait l'actualisation. Elle critique Morgana. Je la défends un peu en disant que c'est pas facile de travailler dans ces conditions dans l'algeco sans internet. En plus elle est à mi-temps. Sorina savait pas. Elle dit que Paul était plus dispo. Morgana est rarement là, des fois pendant 10 jours... Paul [Germain] faisait de l'accompagnement.

-Et Raluca [la travailleuse-paire en contrat aidé] elle est là ?

-Oui elle est là, toujours. Qu'il pleuve, qu'il vente ! Même quand il fait froid...

Je dis que c'est le boulot de Raluca de faire accompagnement.

- *Che sa fare poracia*<sup>38</sup> ?

Elle est gentille mais elle sait pas faire les papiers.

Elle arrête la couture pour s'asseoir à côté de moi. Elle est contente que je sois là.

-Ah si je n'avais pas un mari, je ne serai pas ici !

Elle cherche à récupérer une fermeture éclair parmi les robes que lui a donné Veronica [sa voisine]. Elle aime pas le style, c'est trop coloré<sup>39</sup>.

La couture est une des rares activités que Sorina réalise pour elle-même. En dehors des pratiques de soin corporel (se laver, s'habiller, se coiffer, se maquiller) elle ne pratique pas d'activités pour son propre plaisir (sport, culture, loisirs). Ses activités sont entièrement dévolues au travail domestique (ménage, courses, vaisselle...), au travail productif (faire la ferraille avec son mari) et à l'éducation des enfants (scolaire et religieuse). Coudre une jupe est une activité de subsistance (Mies et Shiva 1998; Pruvost 2019), c'est-à-dire autoproduite localement pour un usage non-commercial, que Sorina s'autorise mais qui rentre en concurrence avec les autres activités de *care* réalisées pour les membres de la famille. De plus, cela implique de condamner l'unique table du lieu de vie et donc de replier tous les accessoires une fois l'ouvrage accompli. Cette activité plus calme, plus statique et plus épanouissante que la vaisselle ou le ménage crée un cadre serein qui autorise les discussions personnelles sur la conjugalité et les goûts vestimentaires par exemple.

Les vêtements incarnent les valeurs sociales portées par les individus. Ces exemples nous montrent qu'hommes et femmes prennent le soin de s'habiller avec des vêtements qui leur conviennent. Le soin dans la présentation de soi n'est donc pas une activité genrée. Cependant, au cours des événements festifs, ce sont les femmes qui investissent le glamour. La réussite sociale de la famille se manifeste en partie par la tenue vestimentaire féminine.

#### d) Mariage en Roumanie : glamour et distinction

---

<sup>38</sup> « Que sait-elle faire la pauvre ! » traduit de l'italien le jour de la rédaction du carnet de terrain.

<sup>39</sup> Carnet de terrain, 19 décembre 2017.

- S'habiller pour l'occasion

En 2017, Sorina m'invite au mariage de sa fille aînée qui a lieu en Roumanie dans son village d'origine. À cette occasion, je découvre que la tenue vestimentaire lors d'un mariage est de la plus haute importance. J'ignore à cette époque qu'elle doit être élégante sans être aguichante, sortir de l'ordinaire sans être excentrique, confortable sans que cela se voit. Elle doit faire honneur à l'invitation des mariés et être à l'image de la cérémonie. C'est la tenue qui figurera sur les photos de l'événement qui immortaliseront ce grand jour.

Je suis peu coutumière des mariages. En réalité, je n'ai été invitée seulement une fois à un mariage en France. Quelques années avant le mariage de Carolina, des amis de lycée s'étaient mariés dans une grange en Aveyron. J'avais acheté une robe à cette occasion et je ne l'avais ensuite plus jamais portée. « Elle fera très bien l'affaire ! » pensai-je.

Les vêtements, au même titre que l'architecture, la voiture ou l'aménagement intérieur est signe d'une migration réussie. Norah Benarrosh-Orsoni (2019) explique qu'en Roumanie, la chute du régime communiste et l'ouverture des frontières ont engendré, notamment chez les familles roms, une mise en scène de la réussite qui se manifeste de l'architecture jusqu'aux soins cosmétiques. Pour les moins riches, c'est le corps des femmes qui se fait support d'ostentation de l'abondance. Foulards fleuris, jupes brodées, tee-shirts à strass, grandes boucles d'oreilles dorées sont autant de signes encore aujourd'hui qui prouvent la réussite et le succès. « La coquetterie est donc une affaire des plus sérieuses (Benarrosh-Orsoni 2019, 190) » et constitue un point d'entrée pertinent afin de saisir le paradoxe de la tenue vestimentaire des femmes entre normes de genre et affirmation de soi.

Dans le village de Locul Șarpilor, tous les adultes sont des émigrés qui travaillent en Europe du nord ou de l'ouest le reste de l'année. « En hiver, il ne reste que les vieux ! » m'avait dit un jour Sorina. En été, tout le monde revient au village pour profiter de la maison construite ou en cours de travaux et dans laquelle la majorité des économies réalisées dans la migration est investie. Le mois d'août est le mois des mariages. Tous les week-ends, une union est célébrée et il faut contacter des mois à l'avance les musiciens pour qu'ils soient disponibles à cette période de l'année. Le mariage a demandé beaucoup de préparatifs et d'achat. Afin de ne pas dépasser le budget – déjà conséquent – Sorina et Carolina ont fait les principaux achats non-alimentaires dans un magasin spécialisé de Bucarest.

Sorina et Carolina ont trouvé, dans cet immense magasin de la banlieue de Bucarest, tous les accessoires nécessaires à une cérémonie de mariage réussie : broches fleuries pour les invités les plus proches, torches décoratives pour les témoins, quatre robes pour la cérémonie à l'église (pour Sorina et ses trois filles), quatre robes pour le mariage à la mairie, trois complets trois-pièces (pour le fils de Sorina, son petit-fils et son gendre), une tenue

pour son mari, des diadèmes, des boucles d'oreilles pendantes et des paires de chaussures de toutes sortes pour toute la famille : vernies, à talons, noires, argentées, plates, à boucles, à brides...

Les festivités commencent le samedi 12 août par le mariage civil. Il a lieu à la mairie de la ville la plus proche de Locul Șarpilor. J'y assiste avec Fabricia, la sœur de Sorina. Nous arrivons de Bucarest en minibus après une nuit blanche passée dans un club considéré comme « the best place to dance after Berlin ». Fabricia m'a hébergée quelques jours avant le mariage. Cette jeune femme célibataire et sans enfant est âgée, comme moi, d'une trentaine d'années. Elle a fait un master en développement économique territorial spécialisé dans le sud-est asiatique. Elle travaille maintenant dans un cabinet d'avocat et parle parfaitement anglais. À chaque réunion familiale, elle rechigne à retourner dans le village de son enfance. Elle critique la manière dont sa sœur a élevé ses nièces et regrette que Carolina se marie à 18 ans avec le seul garçon qu'elle ait jamais connu.

La cérémonie à la mairie est rapide. Le Maire reçoit la famille en petit comité, pose quelques questions, signe quelques papiers et félicite le marié. Tout le monde est habillé assez sobrement avec des couleurs unies. Mirel, le marié, est en chemise sans veste ni cravate. Carolina porte une robe rouge mi-longue sans manche dont le haut est dentelé et Sorina une longue robe bleu clair qui dévoile ses épaules.

Le mariage commence véritablement le lendemain et s'étend du matin jusqu'au soir. La première étape est la coiffure. Sorina, Carolina et sa petite sœur Tania partent à la première heure chez une voisine et reviennent avec des mèches ondulées et laquées, remontées en chignon volumineux qui ne bouge pas d'un millimètre quand elles tournent la tête. La seconde étape est le maquillage. Fabricia maquille Tania avec un savoir-faire époustouflant qui font jaillir d'un nuage de fumée ses yeux marron clair. Carolina, quant à elle, n'opte pas pour le même type de maquillage et demande à Fabricia quelque chose de léger. La troisième étape est l'habillage. Sur la porte de la chambre trône LA robe de mariée. « Tu ne vas pas aimer ! » avait lancé Carolina à sa tante Fabricia, connaissant son goût pour les sneakers Nike et les slims<sup>40</sup>.

La robe qu'elle a choisie n'a, en tout état de cause, rien à envier à celle de Cendrillon le jour de son mariage ou celle de la princesse Sissi. Dos nu, partie supérieure brodée de strass et coquée pour galber la poitrine, partie inférieure constituée d'arceaux sur lesquels reposent

---

<sup>40</sup> Jeans moulants.

plusieurs volants de mousseline blanche brodée de sequins qui tombent en un large volume de tissu souple et ample.

Les essayages ont lieu dans la chambre où je dors. J'assiste à un fourmillement de bras et de rires qui s'agitent dans la petite pièce pleine de vêtements ou fusent les exclamations et les compliments. Voisines, tantes et grand-mère donnent leur avis, serrent les cordons du corset, nouent les brides du dos-nu et déplient les volants un à un tandis que d'autres soutiennent le reste de la robe. Tania porte une robe d'un style tout aussi altier. Il s'agit d'une très longue robe bustier couleur crème, serrée à la taille par un nœud, au tissu fluide dont certains pans sont retenus par des broderies et forment, à l'arrière, de généreux plis qui s'achèvent par une traîne.

« Et toi, Emma, tu ne t'habilles pas ?! » me demande l'une d'entre elle. J'enfile alors la robe que Fabricia m'a confiée à Bucarest jugeant celle que je pensais mettre trop sobre.

Dès le premier soir, elle avait exigé voir la robe que j'avais prévu de porter le jour du mariage. « It won't go » lâcha-t-elle en la voyant. Elle me proposa à la place une robe lui appartenant, ajoutant que comme moi, elle n'aimait pas les robes de princesse et la dentelle, mais qu'on n'avait pas le choix, c'était comme ça au village. Lors des mariages, les femmes doivent porter des robes à frous-frous, de la dentelle et des strass. La robe en question se distinguait en tout point de la mienne. Elle était longue et en dentelle noire. Échancrée dans le dos et très moulante alors que la mienne, achetée en solde à Kookai, était légère, mi-longue, aux tons pastel et aux motifs fleuris.

« Oulala ! » s'écrie Carolina en me voyant. Je suis un peu gênée. J'essaye de faire bonne figure mais j'ai l'impression d'avoir sauté à pied joint dans un bas en nylon qui remonterait jusqu'aux aisselles. Sorina me prête des chaussures noires à talons. Je remise mes vieilles sandales en semelle bio et me voilà dans cette tenue trop petite et inconfortable. Qu'importe ! Elle bénéficie de l'approbation de toutes : la mariée, la sœur de la marié, la mère de la mariée et la tante de la mariée.

Au tour de Fabricia de s'habiller. Elle enfile une longue robe rose poudré brodée de fleurs et de dentelle. Elle rouspète car la partie haute de la robe laisse apparaître en transparence une partie de son soutien-gorge. Toujours encline à râler après les soutien-gorges, je me permets de lui donner un conseil circonstancié : « T'as qu'à l'enlever ! » Sa réponse est catégorique. Impossible d'aller à un mariage sans soutien-gorge, de passer toute une journée avec ses oncles, cousins, grands-pères, voisins, et parrain sans cette pièce de tissu qui stabilise la poitrine. Ma proposition est donc refusée et il est considéré désormais que je suis de bien mauvais conseil en matière de vêtements.

Les préparatifs terminés, on entend de la musique au loin. Ce sont les musiciens qui accompagnent le marié jusqu'à la maison de la mariée. Ils sont entourés par une foule de personnes qui pousse le portail en fer de la maison de Sorina. On dirait que tout le village est dans le jardin. Seules les personnes invitées ont soigné leur tenue vestimentaire. Les autres sont habillés avec les habits du quotidien : jupes, pantalons, tee-shirts, casquettes décolorées par le soleil. Une fois la brioche rompue sur la tête de la mariée et distribuée à tous les convives, la foule prend son chemin vers la maison du marié. On descend en musique sur la route goudronnée longée par une ligne THT en évitant les crottins de cheval. C'est maintenant le rituel du marié. Mirel est assis sur une chaise sous le barnum.

Il porte un pantalon de costume et un veston bleu foncé. Le témoin fait semblant de le raser tandis que des convives placent des billets en euro sous ses pieds. Ensuite, le témoin ferme sa chemise et accroche un nœud papillon autour de son cou. Le passage de l'état de jeune homme à celui d'homme marié s'achève par la fixation d'une écharpe écrue brodée sur l'épaule. Le témoin épingle quelques fleurs tissées à l'écharpe qui retombe sur le torse et dans le dos de Mirel.

Une fois ces rituels accomplis, le mariage à l'église a lieu. Un long cortège de voitures sillonne le fond de vallée jusqu'à Barbulești. L'enjeu est d'avoir une voiture suffisamment classieuse pour se placer en début de cortège. La cérémonie est longue et la grande partie des invités la quitte peu à peu pour prendre l'air sur la place. L'accordéoniste accorde des chansons à qui le demande en improvisant des paroles sur la vie de l'intéressé qui le remercie d'un billet.

De retour chez Mirel, les festivités et la musique reprennent. En attendant l'en-cas de 16 heures, des groupes de personnes initient des danses en cercle. Les chaussures et les robes s'accommodent mal de la prairie qui fait office de piste de danse. Tania, malgré son allure de princesse, garde ses habitudes de jeune adolescente. Elle s'agite et court comme une enfant salissant la traîne de sa robe sur le sol que l'orage a mouillé. Plus prévoyante, Fabricia retourne chez Sorina pour se changer. Elle enfle une combinaison vert pomme. Pour ma part, je décide, malgré plusieurs regards masculins appuyés qui m'ont mises mal à l'aise, de garder la robe que Fabricia m'a prêtée. En effet, le rejet exprimé par cette dernière au sujet de ma robe Kookaï déclenche en moi une honte qui me pousse à l'abandonner (je ne l'ai d'ailleurs plus jamais portée par la suite). Le moment du repas arrive et il ne reste que les personnes qui donneront de l'argent lors de la collecte dont chaque montant est annoncé au micro. La plupart des hommes sont habillés normalement : tee-shirt et bermuda ou pantalon. Quelques femmes portent encore leur robe de la journée mais ont quitté leurs talons et rechaussé leurs sandales. Le dîner n'est pas assuré par un traiteur. Pour économiser sur les frais de bouche, les assiettes sont servies – au compte-goutte – par les femmes de la

famille des mariés. L'ambiance se détend au fur et à mesure que la soirée s'étire. Les verres se remplissent et les conversations luttent avec la musique qui envahit tout l'espace.

- Les vêtements féminins au croisement des normes de genre, de la distinction et de la complicité entre femmes

En me rendant en Roumanie que ce soit chez Marina ou chez Sorina, je suis accueillie par des femmes qui partagent des normes de genre qui ne sont pas les miennes. Accepter l'invitation en Roumanie, implique de me conformer à des normes vestimentaires auxquelles je ne suis pas confrontée d'habitude. Le jour du mariage, je me retrouve dans une robe qui me serre et me tient chaud. Je suis terriblement gênée par la manière dont la robe qu'on m'a dit de mettre sexualise mon corps. Les rapports de pouvoir entre femmes qui me sont en France favorables en raison de ma position sociale s'inversent momentanément en faveur de mes hôtes qui imposent leurs normes vestimentaires et corporelles.

Les vêtements sont un vecteur d'affirmation de soi et de distinction entre femmes. Fabricia méprise sa sœur et ses nièces et les trouvent de mauvais goût car elles s'habillent « comme tout le monde au village ». Sorina et Carolina dépensent une fortune en accessoires et vêtements pour montrer que la migration en France leur apporte suffisamment d'argent pour financer un mariage grandiose.

Face à une féminité « inhospitalière », car construite par les femmes des classes supérieures blanches (Skeggs 2015), les femmes des classes populaires compensent par le glamour. Il s'agit de copier à sa manière le style des icônes pop et des modèles de magazines féminins afin de gagner le respect et l'admiration de ses paires. En quête de respectabilité, chaque femme trouve un compromis entre des possibilités financières limitées, l'avis de leur mari ou de leur père et les normes sociales de leur milieu. Porter des jupes plutôt que des pantalons, être épilées, porter des soutien-gorges, avoir les cheveux longs sont autant de normes auxquelles les femmes font face. Certaines, comme Fabricia et moi-même, peuvent y échapper en partie. D'autres, faute de pouvoir les combattre, les détournent et les investissent positivement. Le plaisir de se trouver belles, la joie de créer un moment festif et extraordinaire, la complicité et les confidences entre femmes que crée une séance d'essayage ou de shopping révèlent que les vêtements, bien que vecteur de domination, constituent une piste dérobée de contestation et de sororité.

Au même titre que manger, dormir ou se loger, s'habiller est un besoin fondamental. Les vêtements sont indispensables au « maintien de soi » et ils peuvent être considérés comme une seconde peau. Cependant, on ne pourrait les résumer à leur fonction pratique. Les

vêtements incarnent des valeurs sociales portées par les individus. De la même manière qu'une maison ne peut se réduire à un toit, un vêtement ne peut se réduire à une pièce de tissu isolant le corps des intempéries extérieures. Il en va de même pour les chaussures. Indispensable à la mobilité, cet accessoire est riche de significations et son usage révèle des dimensions symboliques et sociales qui dépassent la seule dimension technique de la marche.

### **3. Les chaussures, les femmes face au paradoxe quotidien**

#### **a) La marche**

Qu'y a-t-il au départ ? Une tension musculaire. En appui sur le pilier d'une jambe, le corps se tient entre terre et ciel. L'autre jambe ? Un pendule dont le mouvement part de l'arrière : le talon se pose sur le sol, le poids du corps bascule vers l'avant du pied, le gros orteil se soulève, et à nouveau le subtil équilibre du mouvement s'inverse, les jambes échangent leur position (Solnit 2002, 9).

Arpenter les sentiers, gravir les collines, fendre l'espace... marcher est souvent défini comme une activité solitaire, physique et intellectuelle. Que l'on songe aux promenades de Rousseau, aux balades d'hiver de Thoreau, aux flâneries de Baudelaire ou aux randonnées de Robert Louis Stevenson, la marche figure parmi les activités qui suscitent la réflexion et accompagnent les penseurs. À la fois expérience de liberté ou de pur bonheur, communion avec le paysage, découverte de soi ou pratique artistique, la marche déclenche des sensations intenses qui résonnent avec la vie de l'esprit (Careri 2013; Davilla 2002; Gros 2011; Le Breton 2000; Solnit 2002; Thoreau 2017).

Si la marche est associée à une activité intellectuelle, Rebecca Solnit nous rappelle que sa réalisation repose sur une pratique qui engage le corps tout entier et se cristallise à un endroit particulier : le pied. Le pied – et ce qui le protège, la chaussure – se situe à l'interface du sol et du corps. C'est un agent de liaison articulé qui appréhende les aspérités de la surface terrestre. Son déroulé déséquilibre le corps qui bascule et se déhanche. Le balancé des bras entre en cadence inverse avec le rythme du pied qui, selon la manière dont il est chaussé, claque, caresse ou poinçonne le sol sur lequel il se pose. Bottines, escarpins, chaussures de randonnées, tongs, sandales, pantoufles, baskets stylisent la démarche et modèlent la silhouette. Les chaussures se situent à la croisée des chemins avec l'esthétique, la motricité et les normes de genre (Jarrigeon 2016).

Dans cette section, la mobilité des femmes est appréhendée à travers cet objet incontournable de sa réalisation. Tout d'abord, il sera question d'identifier les tactiques



mises en œuvre face à la boue du bidonville et des sentiers. Puis, je présenterai les enjeux de la technique dite « paradoxale » de la marche en chaussures compensées.

## **b) La boue : une frontière socio-spatiale**

Le sentier est très boueux. J'évite le chemin principal en marchant sur les feuilles du chemin secondaire. Heureusement, ce matin je suis revenue à la maison après un faux-départ pour mettre mes chaussures de terrain. Je m'aperçois que des brindilles pleines de voue ont déjà tâché mon pantalon<sup>41</sup>

La boue est un des obstacles que rencontrent les habitants et habitantes quand il s'agit de sortir du bidonville. Elle agit comme un marqueur social indélébile trahissant la condition des personnes qui s'en trouvent porteuses. Une partie de mon enquête se déroule dans la forêt de Beaulieu-les-Prés située à vingt minutes d'une gare transilienne du futur Grand Paris Express<sup>42</sup>. Pour aller en ville depuis le bidonville, il faut emprunter des sentiers forestiers et traverser le campus universitaire Green City Campus®.

Au cours de mes observations j'ai pu découvrir comment les habitant·es adaptent et préparent leur mobilité afin de traverser différents espaces. De la forêt au centre commercial, en passant par les tunnels du métro et le centre de Paris, les personnes sont confrontées aux rapports de pouvoir qui structurent l'espace urbain. En conséquence, les personnes trouvent des arrangements afin de conserver une allure urbaine qui ne dévoile rien du type d'habitat où elles vivent, comme le décrit ce récit qui inaugure mon enquête de terrain à Beaulieu-les-prés.

---

<sup>41</sup> Carnet de terrain, 5 décembre 2018

<sup>42</sup> Voir les cartes subjectives réalisées à l'aquarelle (Figure 7, Figure 8, Figure 9).

Ce matin de novembre, j'attends mes comparses à l'entrée du bidonville au niveau de la glissière de sécurité qui surplombe les baraques. La twingo de Michèle remplie de pioches, de bâches et de bambous va bientôt arriver. Le chantier doit commencer à 10 heures. En contrebas, deux personnes quittent le bidonville et se dirigent vers moi. Un jeune homme suivi d'une jeune femme monte les escaliers en cours de construction. Je les salue. Le jeune homme enjambe la glissière de sécurité. La jeune fille reste côté bidonville. Elle est en débardeur et se tient les bras croisés, serrés contre ses côtes. Saisie, par le froid, elle rentre la tête dans les épaules. Le jeune homme, qui est peut-être son frère, se déchausse. Il pose un pied sur la glissière en zinc et enlève sa basket tâchée de boue. Il enfile à la place une paire parfaitement propre de chaussures Nike gris clair en toile tissée. Il tend les baskets sales à la jeune femme qui repart sans un mot en descendant les escaliers avec précaution. Elle porte des chaussures plates dont l'arrière est rabattu et laisse apparaître ses talons nus<sup>43</sup>.

Le jeune homme franchit le seuil de l'espace domestique. Pour passer incognito en ville et accéder à l'espace public, celui-ci quitte les chaussures réservées au bidonville et chausse celles qui répondent aux normes urbaines. Si le jeune homme a sollicité l'aide d'une tierce personne, d'autres « tactiques » existent afin d'éviter de porter sur soi la boue des chemins. Une fois arrivés sur la terre ferme, il est possible de nettoyer ses chaussures à l'aide d'un chiffon éventuellement trempé dans une flaque d'eau ou d'abandonner derrière soi les chaussures salies par le trajet (Figure 13) et d'enfiler des chaussures propres qu'on a pris le soin d'apporter.



*Figure 13 Chaussures abandonnées sur le campus – Février 2019 – Emma Peltier*

---

<sup>43</sup> Récit écrit à partir des notes de terrain réalisé le 11 novembre 2016.

Le concept de passing est à nouveau pertinent pour saisir cette transition. Outre un accessoire de mobilité, les chaussures participent à l'identification des personnes qui s'en saisissent en retour comme support d'expression d'une part de leur subjectivité.

### c) « Choisir » ses chaussures ?

Choisir ses chaussures, c'est décider d'une certaine 'allure', de l'éprouver, de la produire extérieurement et de la soumettre à l'assentiment anonyme. Porter des chaussures convoque, de façon plus ou moins précise, stratégique ou revendiquée, un univers de référence correspondant à une certaine expérience corporelle (Jarrigeon 2016, 160).

Contrairement à moi, les personnes en bidonville n'ont pas forcément le luxe de pouvoir choisir leurs chaussures. La plupart n'a pas de « chaussures de terrain » et doit se contenter de celles qui sont disponibles et qui sont parfois partagées au sein de la famille. C'est le cas de Mina qui est l'aînée d'une famille de six enfants et qui n'a pas de chaussures à sa taille.

Mina a 12 ans et vit avec ses six frères et sœurs, son père et sa mère dans une baraque d'un bidonville de Beaulieu. En tant qu'aînée, ses parents lui ont confié les tâches domestiques principales : faire le ménage, faire à manger, s'occuper des trois plus jeunes enfants âgés d'un mois à trois ans. Les rôles sont répartis sexuellement. La mère de Mina part le matin faire la manche avec deux ou trois enfants. Elle revient le soir avec des courses et un peu d'argent. Le père s'occupe des tâches domestiques extérieures car il n'aime pas faire la manche me dit-il un jour. Il va chercher de l'eau et du bois pour le poêle. Il effectue également les démarches administratives quand cela est nécessaire et sollicite les associations humanitaires pour avoir de la nourriture et des vêtements. Pendant ce temps, Mina reste au bidonville. Quand je vais la voir, nos discussions portent sur le quotidien, sa famille et ses souvenirs et ses projets « pour quand elle sera grande ». Elle me demande régulièrement des nouvelles de ma famille, de mon copain et de mon travail. De temps en temps, elle me montre des photos et des vidéos de sa famille prises par téléphone.

Elle tombe sur une vidéo d'elle, allant « au petit coin » avec le chien. Une fois la vidéo finie, je lui demande :

- Tu fais comment pour sortir sans te salir ?
- Ben je mets des chaussures sales ! Dit-elle en montrant des chaussures d'homme.
- Tu as des chaussures sales et des chaussures pour sortir en dehors du platz ?
- Non que des sales.
- Alors comment tu fais ?

-Ben, rien, je sors jamais du platz<sup>44</sup>!

Bien des raisons pourraient expliquer pourquoi Mina ne sort pas du bidonville (son âge, l'enclavement du terrain, la nécessité de veiller sur les affaires...) Le fait qu'elle n'ait pas de chaussures à sa taille doit être relié au fait qu'elle ait un rôle bien défini au sein de la famille. Étant préposée au travail domestique intérieur, la quête d'une paire de chaussures n'a pas été une priorité.

Trouver des chaussures est une gageure. Les personnes de l'enquête dégagent de petits revenus grâce à des activités informelles et ce, de manière irrégulière (biffe, ferrailage, mendicité, travail du sexe). Comme je l'ai indiqué auparavant dans la thèse, à cause des discriminations vécues en Roumanie la grande partie des adultes a peu ou pas été scolarisée et aucune personne n'a eu d'activité professionnelle stable. L'arrivée en France se fait donc avec un faible capital économique que la migration est censée accroître. L'habillement ne constitue pas le premier poste des dépenses. Au contraire, pour s'en procurer les personnes utilisent des moyens contournant la chaîne de commercialisation. Pour trouver des chaussures gratuites ou peu chères, elles s'appuient sur le marché d'occasion en sollicitant des personnes extérieures, en faisant les poubelles ou les puces.

Dans le chapitre 5, Florin affirme qu'il est aisé de trouver des chaussures dans les poubelles. Denisa et Mihai de leur côté m'ont souvent sollicitée. Denisa voulait des baskets comme les miennes. Un jour où je lui rendais visite, je m'étais déchaussée avant d'entrer chez elle. Apercevant mes Adidas noires aux bandes dorées, elle avait déclaré : « Emma, elles sont belles tes chaussures ! J'en voudrais bien des comme ça. Tu pourrais m'en trouver en 36 ? ». Une autre fois, j'avais croisé Mihai sur le Green City Campus® alors que je me rendais en cours de géographie. Une fois les paroles d'usage prononcées (« ça va ? », « tu fais quoi là ? »), il m'avait dit, l'air inquiet, que Pâques arrivait.

Tu peux me trouver des chaussures ? J'ai pas de chaussures. Celles-ci sont belles mais elles sont sales. S'il-te-plait, trouve-moi des chaussures neuves pour Pâques. Il faut que je sois bien habillé.

Quelques jours plus tard, j'avais trouvé, sur la table destinée aux dons entre voisines dans la copropriété du 20<sup>e</sup> arrondissement parisien où je vivais, des baskets Adidas montantes couleur sable, taille 42. Je les avais portées des jours durant dans mon sac à dos espérant croiser à nouveau Mihai sur le Green City Campus®, en vain.

---

<sup>44</sup>Carnet de terrain, 7 février 2019.

#### d) Une « technique paradoxale »

La plupart des femmes que j'ai rencontrées au cours de mon enquête adorent les chaussures compensées et les talons hauts. En cuir, en plastique, brillantes, vernis, mat, noires, bleues, rose, marron..., ces chaussures détonnent souvent avec l'espace dans lequel elles les portent. Bidonvilles, forêts, campus universitaire, supermarché, sorties de métro, villages de Roumanie, les femmes de l'enquête occupent des espaces marginaux et parcourent parfois de longues distances. En les accompagnant, j'ai pu observer plusieurs fois les inconvénients de ce choix. Elles se plaignaient souvent d'avoir mal aux pieds, ralentissaient le pas et, dans un souffle de fatigue, retiraient leur chaussure pour masser leur pied endolori. C'est un fait avéré, les chaussures hautes peuvent causer « des lésions orthopédiques (hallux valgus, cors, tendinite) (...), une hyper pression vis-à-vis des têtes métatarsiennes et une dorsi-flexion permanente des orteils (Tourre-Malen 2011a, 730) ». En dehors des maux causés par les chaussures, certaines femmes ont des douleurs chroniques au dos ou aux pieds.

Cristina, par exemple, a eu un accident à l'âge de 22 ans. Suite à la séparation d'avec son ex-mari, elle est retournée vivre chez ses parents avec sa fille de cinq ans. Ce retour au domicile familial a entraîné une participation plus grande aux activités de la famille. Un jour, elle rentrait au village en charrette tirée par des chevaux. Son père, conduisant à vive allure, n'avait pas remarqué une grosse pierre bordant la route. La charrette déséquilibrée a chaviré. Cristina a crié : « accrochez-vous, on tombe ! » Elle et son père sont passés par-dessus bord. Son père a pu se relever sans trop de dommages mais Cristina est restée bloquée sous un cheval. Elle s'est cassée le bassin et a eu des vertèbres fêlées. Elle a dû être immobilisée durant deux mois sans bouger. Elle a reçu des injections mais n'a pas été opérée, les médecins considérant qu'elle allait se rétablir d'elle-même. Depuis, elle a des rhumatismes et des douleurs au dos et aux cervicales. À tout juste 30 ans, Cristina ne peut parcourir de longues distances ni porter de lourdes charges. Sa sœur Marina souffre pour une autre raison.

Contrairement à Cristina, qui a été à l'école, Marina a travaillé pour ses parents dès l'âge de sept ans. Elle fabriquait des briques de terre. La technique consiste à remplir le gabarit de la brique avec de la terre puis à retirer l'excédent à l'aide d'une planche. Assise par terre, les jambes écartées et fléchies, les pieds et les jambes sont particulièrement exposés. Le côté extérieur du pied frotte au sol et les jambes sont heurtées par la planche quand celle-ci dérape sur le gabarit. « Ma mère et moi, on a les ongles tout abîmé » me dit Marina en m'expliquant qu'elles se rappaient le bout des pieds en passant entre les rangées de briques séchant au soleil.

Si les plus âgées ont remisé leurs talons, certaines les portent occasionnellement et alternent avec des baskets, des chaussures ouvertes ou fermées. D'autres les chaussent le plus fréquemment possible.

C'est le cas de Maria qui, même le jour de l'évacuation du bidonville où elle vivait, portait des sandales noires compensées. À huit heures du matin, les bulldozers étaient arrivés dans la forêt pour détruire les baraques et il avait fallu quitter les lieux. Maria avait confié à Emil le soin d'emporter le poêle afin qu'il ne disparaisse pas sous les décombres. Sa baraque était quasiment vide, il ne restait que quelques couvertures et des vêtements laissés au sol. Au moment de partir, elle tendit à Serge de l'association « Mobilisés pour les Roms » un sac de vêtements et à moi un sac de chaussures. « Oh les petits pieds ! » dis-je en l'ouvrant. Il y avait dedans des sandales, des bottines et des chaussures argentées à talons. Nous prîmes le chemin qui mène à la route où les autres habitant<sup>es</sup> attendaient les minibus de la Croix Rouge. Je suivais Maria. On entendait les bulldozers derrière les arbres qui s'approchaient tout en faisant craquer les branches. Tout à coup, Maria poussa un cri. Sa chaussure était restée coincée dans le sol boueux. Elle vacilla et se rattrapa comme elle put, se tenant sur une jambe, le pied nu en l'air. « Ooh ! » râla-t-elle en se rechaussant. Elle reprit sa route d'un pas plus décidé encore et je la suivis en observant le bas de sa jupe qui dévoilait ses chaussures à chaque pas dans un mouvement ample et rapide.

En 1936, dans *Techniques du corps*, Marcel Mauss se demande « comment les dames peuvent marcher avec leurs talons hauts » (Mauss 1966, 381-82; Cité par Tourre-Malen 2011a, 727). En 2001, c'est au tour de Christine Bard de se demander « pourquoi tant de femmes consentent-elles à un tel inconfort ? (2001, 266) ». En effet, la marche en talons hauts nécessite un certain savoir-faire. Il faut se tenir droit<sup>e</sup>, les épaules en arrière, lancer la jambe et cambrer la cheville pour que la chaussure arrive quasiment à plat sur le sol. Afin d'éviter les blessures et d'épargner ses chaussures, il est indispensable de regarder où l'on marche. La moindre aspérité sur le sol, une quelconque bouche d'aération ou une discrète fissure suffiraient à provoquer une mauvaise chute ou à casser le talon de la chaussure. Inefficace, dangereuse et handicapante, la marche en talons hauts constitue une « technique paradoxale (Tourre-Malen 2011b) » puisque le moyen utilisé (la chaussure) sabote l'objectif fixé (marcher).

On peut en effet s'interroger sur la raison qui pousse les femmes à se munir d'un tel artefact. Pourquoi effectuer un déplacement avec un objet qui précisément le complique ? En outre, pourquoi célébrer un accessoire qui pénalise une technique pourtant banale et acquise dès les premières années de la vie ? Les femmes seraient-elles aliénées par le culte de la beauté (Chollet 2015) ou encore soumise à la « tyrannie de l'apparence (Le Breton 2010) » ?

Selon Catherine Tourre-Malen (201b), il ne faut pas voir dans la marche en talons hauts une recherche d'efficacité technique. L'efficacité recherchée est en réalité d'ordre symbolique et social.

Il s'agit d'explorer, à partir de ce déplacement interprétatif, le sens que recouvre le port de telles chaussures quand on habite dans la forêt et que l'on est amenée à faire de longues distances à pied. Dans la mesure où porter des chaussures compensées rend la réalisation de tout un panel d'activités compliquée, qu'est-ce qu'en contrepartie cela apporte et quels bénéfices les femmes en retirent ?

Dans les lignes qui suivent, je propose une analyse du port de la chaussure en termes de rapport de pouvoir. Les chaussures incarnent, autant que les vêtements, la manière dont les femmes investissent la féminité, la modèlent à leur image et parfois la contestent.

### **e) Compenser par les chaussures**

J'ai montré dans le chapitre précédent que porter des chaussures sans bride, y compris des chaussures compensées, est adapté au mode de vie en bidonville dans la mesure où cela permet aisément d'aller et venir entre l'intérieur et l'extérieur de la baraque. Au-delà de la dimension pratique, les chaussures compensées répondent à des normes de féminité discutées et négociées.

Lors de mon deuxième séjour en Roumanie, j'ai accompagné Marina et ses sœurs dans la plupart des trajets qu'elles faisaient, notamment au marché.

Samedi est jour de marché à Pârvarele et nous y allons en fin de matinée. Les préparatifs sont assez longs. Ranger le petit-déjeuner, changer les enfants, s'habiller... Prima, la fille de Marina de 12 ans, choisit de s'habiller avec une combinaison-bustier motif léopard. Elle accompagne cette tenue de baskets légères plates et rouges (Figure 14). « Regarde ! Elle ne veut pas mettre de talons ! » me dit Marina désespérée.



*Figure 14 Détail photo du 13 juillet 2019 – Emma Peltier*

Dans *Des femmes respectables*, Beverley Skeggs (2015) indique que les conflits entre mère et fille sont fréquents à l'adolescence. « L'apparence et, plus encore, l'autonomie dans la construction de son apparence, est un sujet de discorde entre la mère et la fille qui ne projettent pas la même chose sur ce qu'"elle" est (2015, 203) ». La mère souhaite contrôler l'apparence de sa fille en fonction de ce qu'elle juge respectable tandis que la fille cherche précisément à s'individualiser en choisissant sa propre garde-robe.

Marina, en ce qui concerne sa tenue, décide de porter une longue jupe blanche à pois noirs et les chaussures que sa sœur, Mioara, avait aux pieds la veille.



*Figure 15 Détail photo du 12 juillet 2019 – Emma Peltier*

En effet la veille, Mioara vient nous voir avec, aux pieds, les chaussures photographiées Figure 15 . Elle nous invite à prendre une douche chez elle car il n'y a pas d'eau courante là où nous logeons. Elle a acheté il y a peu de temps un appartement avec son ex-mari dans un *bloc*<sup>45</sup> grâce à l'argent de la migration. Le reste de l'année elle habite en Allemagne.

---

<sup>45</sup>Le terme renvoie tout d'abord aux bâtiments d'habitation en béton construits sous le régime communiste réputés pour être de mauvaise facture. Son emploi s'est ensuite étendu pour désigner les immeubles d'habitation en général.



L'appartement est situé dans le centre-ville à 25 minutes de la maison. Nous partons vers 19h45 en compagnie de Valeria et Cristina. Mioara initie le départ et marche devant nous.

Valeria s'arrête à la 2<sup>e</sup> boutique, celle avec les grilles en métal. Elles discutent encore. Puis Mioara me presse « Emma ! *Mergem! E departe*<sup>46</sup> ! » J'obéis et je prends de l'avance laissant les autres à la boutique. « À quelle heure vous allez revenir après... et à quelle heure vous allez manger ? » dit-elle. « Oh bah ça... Hier on a mangé à minuit ! » Je lui réponds. Marina me rattrape. On marche derrière Mioara et elle me dit.

« *Uita*<sup>47</sup> ! » Elle montre les fesses de Mioara. « *Are corp*<sup>48</sup> ! » dit-elle avec affirmation. En effet, ses fesses, hautes, se balancent fermement de gauche à droite tandis que, le corps en avant, elle pousse la poussette.

Juger les apparences des unes et des autres est un des mécanismes de la construction de la féminité. En commentant l'allure de sa sœur, Marina me fait part de ce qui, pour elle, correspond à un corps beau et féminin. Elle admire sa démarche qui, grâce à ses semelles compensées, souligne les formes de son corps.

Pour les femmes identifiées comme roms, vivant dans un quartier périphérique, marcher vers le centre de la ville est une épreuve où leur présence, et leur corps, sont jugés. Pour gagner en légitimité, elles se déplacent en groupe et portent des vêtements et des chaussures que toutes approuvent. Les semelles compensées ont une caractéristique qui n'est pas négligeable. Elles font gagner quelques centimètres à celles qui les portent, comme me le fait remarquer Prima, le jour du marché.

On passe à peu près par le chemin d'hier. Je soulève ma robe car elle traîne par terre.

« Ah tu aurais dû mettre des talons ! » me lance-t-elle spontanément<sup>49</sup>.

Comme me l'indique Prima, les talons ne sont pas seulement esthétiques. Ils sont aussi pratiques et sont adaptés à certains revêtements poussiéreux ou boueux, chose qui m'avait échappée dans ma propre pratique de mobilité.

En effet, « il en va de la féminité comme de la classe sociale et du soin : les femmes composent avec ce qu'elles ont, par défaut (Skeggs 2015, 201) ». Ceci explique le choix de chaussures qui peuvent *a priori* paraître paradoxal. Si le jour du marché ou le jour de l'évacuation du bidonville, Mioara, Valeria et Maria se plaignent de douleurs aux pieds, cela ne signifie pas qu'elles ont fait un mauvais choix au moment de s'habiller. Elles anticipent

---

<sup>46</sup>« Emma ! Allons-y ! C'est loin ! »

<sup>47</sup>« Regarde ! »

<sup>48</sup>« Elle est bien foutue ! »

<sup>49</sup>Carnet de terrain, 13 juillet 2019.

les interactions qu'elles auront en dehors de l'espace domestique et attribuent à leurs talons le pouvoir de s'imposer, dans le cas de Mioara à Pârvarele, face aux commerçantes ou, dans le cas de Maria à Beaulieu, face aux agents encadrant l'évacuation et l'hébergement.

Les sandales compensées répondent à plusieurs exigences à la fois. Le plus souvent en matière plastique et produites en Chine, elles sont économiques. Elles s'enfilent suffisamment rapidement pour rattraper un enfant qui s'échappe ou pour répondre à l'interpellation d'une voisine. Elles sont seyantes et donnent une allure déterminée. En surélevant le corps de quelques centimètres, elles isolent les jupes longues du sol qui, sinon, agripperaient toutes les saletés sur leur passage. Elles leur confèrent de l'autorité sur des scènes sociales souvent en leur défaveur : au marché, face à des commerçantes assises, au supermarché, face à des clientes debout, ou dans la rue, face à un chauffeur de taxi peu conciliant par exemple.

En se chaussant de la sorte, les femmes répondent à des injonctions paradoxales : tenir un intérieur propre et accueillant, se déplacer sur de longues distances à pied, porter des enfants et des courses, correspondre à un idéal de féminité qu'elles investissent chacune de manière différenciée certes mais qui valorise quasi unanimement le port de chaussures hautes.

Étudier les vêtements et les chaussures comme autant de signes qui situent socialement les personnes met au jour les rapports de force que se jouent dans les espaces publics urbains. Défavorablement positionnées sexuellement, économiquement et racialement, les femmes « roms » de l'enquête, investissent la féminité comme un des champs possibles d'affirmation de soi.

## Conclusion

Explorer l'utilisation des accessoires indispensables à la réalisation de la mobilité par des femmes dont les positions sociales diffèrent a permis de révéler la diversité des expériences de l'espace public (avec enfants, sans enfants, avec poussettes ou sans poussettes, racisées ou non, vivant dans un lieu de vie expulsable ou non, marginalisé ou non) et, ce faisant, de souligner l'inégal accès des femmes aux objets facilitant le travail domestique mobile. Cela renforce la nécessité de prendre en compte les différentes dimensions de la position sociale (sexe, race, classe, maternité) pour comprendre les mobilités dans l'espace public.

Les outils incontournables à la réalisation du travail domestique mobile demeurent la poussette et le porte-bébé. Ces accessoires multifonction sont indispensables aux mères qui n'ont pas de moyen de garde, notamment en cas de refus de scolarisation. Ils remplacent, d'une certaine manière, la voiture des « mamans-taxi » auxquelles les femmes de l'enquête n'ont pas accès. En effet, la poussette permet de transporter les enfants en bas âge mais aussi les courses et les affaires qu'on apporte à un proche à qui l'on rend visite. Cependant si elle est indispensable, elle renforce le stéréotype de la femme rom mère de plusieurs enfants et participe à l'assignation raciale. L'usage de la poussette pour comprendre les rapports de pouvoir dans l'espace public peut sembler anecdotique dans la mesure où c'est un accessoire banal et fonctionnel. Cependant, à l'aune de cette analyse, il apparaît que, dans certains cas, l'usage de la poussette donne de la légitimité dans l'espace public.

J'aimerais dans cette conclusion de chapitre, revenir sur un point rarement abordé en sociologie des mobilités et en géographie du genre. La mobilité quotidienne est une entrée pertinente pour la lecture sémiotique des corps (Jarrigeon 2007). En effet, en s'engageant dans l'espace public, les femmes donnent à lire leur corps à travers les signes qu'il véhicule et qui sont soumis à l'interprétation, l'identification et la catégorisation.

Quitter la baraque, la maison ou la chambre d'hôtel visibilise tous les signes que le corps porte et tous ceux qu'il produit. Les vêtements, les chaussures, les objets, mais aussi la coiffure, la couleur de la peau, la démarche, la parole ou encore la gestuelle sont autant de signes qui participent à l'identification des personnes. À travers l'exemple de la jupe longue, j'ai montré que les vêtements participent à l'assignation sexuelle et raciale. Cependant, ils constituant un support d'expression de la subjectivité et un vecteur de complicité entre femmes. Ils manifestent le « glamour » c'est-à-dire leur capacité à égayer un quotidien morose et à improviser un moment festif avec une économie de moyen, ou encore l'occasion

de se réunir entre femmes pour une séance d'essayage jubilatoire lors des préparatifs d'un mariage.

Les chaussures incarnent, autant que les vêtements, la manière dont les normes de genre pèsent sur les femmes mais aussi la manière dont les femmes investissent la féminité, la modèlent à leur image et parfois la contestent. Pour les femmes de l'enquête il s'agit souvent de « compenser » une position sociale minorisée par des chaussures hautes que toutes valorisent. Porter des chaussures peu confortables n'a de sens seulement si cela est valorisé et approuvé par ses pairs.

Difficile donc de passer « incognito » pour les femmes en bidonville avec enfants. En effet, les femmes de l'enquête, contrairement aux hommes, tirent moins parti des privilèges acquis par le *passing* car le travail domestique, l'habitat marginal et les normes de genre participe à les assigner racialement et les empêche de « passer » pour une catégorie de femmes plus privilégiées.



## Conclusion de la partie 3

Dans cette partie, j'ai étudié les pratiques de mobilités en tant que telles. J'ai mis en évidence que toutes ces activités ont à voir, de près ou de loin, avec le travail domestique et avec les activités de *care*. En effet, durant l'enquête, les mobilités de loisirs n'étaient que très rarement mentionnées. Le travail domestique mobile est donc, contrairement aux catégories de femmes plus privilégiées et sur lesquelles ont porté les principales études, omniprésent dans leurs activités extérieures. Les trois chapitres ont permis de saisir comme celui-ci se concrétise dans l'accès au transport (chapitre 6), au cours de la pratique de la mendicité (qui constitue une activité économique) (chapitre 7) et à travers l'équipement et l'utilisation des accessoires indispensables à la réalisation de la mobilité (chapitre 8).

À travers l'étude de l'accès aux transports, le chapitre 6 contredit l'idée selon laquelle l'écart se réduit entre hommes et femmes dans l'accès à la motorisation. Je montre en creux que les difficultés persistantes pour les personnes qui dépendent des transports en commun pour leur mobilité ou encore de l'accès éventuel de leur mari à un véhicule. Pour ces femmes leur mobilité, condition sine qua non de la réalisation du travail domestique, se fait aux dépens du confort et de la vitesse.

Dans le chapitre 7, je montre que les femmes, exclues du marché du travail, dégagent des revenus principalement en pratiquant la mendicité dans l'espace public d'où elles sont confrontées à de nombreux obstacles (police, intempéries, riveraires hostiles, concurrence). Leur « travail » a donc lieu dans l'espace public. Appréhendé uniquement comme un lieu de passage par les études sur les déplacements domicile-travail, l'espace public se révèle être ici un véritable lieu ressource dont elles parviennent, force de persévérance, à tirer profit. Leur survie dépend alors de leur connaissance et de leur appropriation de l'espace développées grâce à l'ancrage.

Limitées dans l'accès aux transports qu'ils soient collectifs ou individuels, les femmes parviennent néanmoins à se déplacer (chapitre 8). Outre la nécessité vitale de la mobilité quotidienne, les femmes s'en saisissent comme d'un moment de sociabilité et de visibilité dans l'espace public au cours duquel elles soignent leur apparence corporelle au moyen d'accessoires qu'elles investissent positivement. L'étude de l'équipement à la mobilité révèle l'ambiguïté de leur fonction fondamentalement technique et mais aussi symbolique. Les accessoires de la mobilité constituent une expression de leur capacité d'agir mais aussi ce qui les soumet aux assignations raciales et sexuelles.



# Conclusion générale

Durant la dernière décennie, en réaction au battage médiatique et aux discours politiques qui ont fait des « campements illicites » et des « roms migrants » un sujet d'actualité polémique, de nombreuses recherches ont porté sur les « Roms en (bidon)villes » (Olivera 2014b). Des thèmes variés comme l'accès aux droits, les villages d'insertion, les tactiques de survie, les conséquences des évacuations, la migration transnationale et l'aménagement de l'espace domestique ont été traités tout en laissant la situation des femmes dans l'angle mort des catégories d'analyse « famille » ou « maisonnée ». Par ailleurs, s'il est convenu dans ces travaux que les habitant·es de bidonville sont particulièrement mobiles, ce sont davantage la migration et la mobilité résidentielle qui sont appréhendées. En effet, les mobilités quotidiennes n'ont pas fait l'objet d'une recherche à part entière.

Alors que les conditions de vie précaires et les discriminations dans l'accès aux droits des familles sont explorées dans les détails, le rôle et la situation des femmes demeure sous-étudié. Comment celles qui sont en charge du travail domestique s'organisent-elles face au refus de scolarisation ? Comment préparent-t-elles les repas en l'absence d'électricité et d'eau courante ? Comment accèdent-elles aux ressources urbaines depuis les marges ? Sans permis de conduire et sans revenus réguliers, comment se déplacent-elles en ville ? Sans qualification professionnelle et sans maîtriser la langue française, comment gagnent-elles de l'argent alors que mendier avec un enfant est interdit ? Alors que certaines portent sur elles des marqueurs raciaux comme la couleur de la peau, la jupe longue, les cheveux bruns tressés et les chaussures compensées, comment gèrent-elles leurs déplacements face aux risques d'agressions racistes dans l'espace public. Autant de questions qui ont guidé ce travail de recherche.

La mobilité quotidienne est envisagée dans cette thèse comme la manière dont sont réalisés les déplacements dans l'espace public permettant d'accéder à des ressources nécessaires à la vie quotidienne à partir du domicile. À partir de cette simple définition, j'ai tiré plusieurs fils : celui du corps, celui du quotidien et celui du travail domestique mobile. J'ai montré que la mobilité dépend à la fois des conditions d'habitat des personnes, de l'accès aux modes de transport motorisés, mais aussi du rôle occupé au sein de la famille. Parfois, la mobilité n'est possible qu'en assurant conjointement les rôles de mère et de travailleuse. C'est le cas des femmes qui n'accèdent pas à un emploi rémunéré qu'il soit ou non déclaré.

Ce travail de thèse a permis de visibiliser la spatialisation des rapports sociaux. Cette entrée par les pratiques s'est révélée heuristique pour comprendre comment les femmes sont



contraintes dans leurs mobilités par les rapports de sexe, de classe et de race et comment, en retour, elles sont à même de les déjouer.

Rappelons que si, au fil de la thèse, j'ai distingué analytiquement les rapports sociaux de race de ceux de classe et de sexe, ceux-ci sont empiriquement imbriqués dans le vécu des femmes (West et Fenstermaker 2006). Dans les études sur les mobilités quotidiennes, ces deux rapports sociaux étant trop souvent invisibilisés, il était nécessaire de les analyser séparément. Mais dans les faits, l'expérience que les femmes roms font du genre et de l'antitsiganisme est conjointe. Leur expérience du genre est différente de celle des femmes en général et leur expérience de l'antitsiganisme est différente de celle qu'en font les hommes roms.

Cette thèse apporte trois résultats principaux tous liés, de manière transversale, au croisement du genre et de l'antitsiganisme. Ils portent sur les politiques de résorption des bidonvilles, le travail domestique mobile et l'accès à l'espace public.

**Le premier propose un retour critique sur l'action publique *colorblind* en direction des bidonvilles qui néglige l'ancrage des habitant·es et la place des mobilités dans leur quotidien.**

En détaillant des projets d'insertion locaux (« Du bidonville à la ville » à Méreville, « Tremplin-Beaulieu » à Beaulieu-les-Prés et « Vil'laginsy » à Laginsy), la thèse donne à voir sur le terrain comment la politique de résorption des bidonvilles est mise en œuvre.

Selon Thomas Aguilera (2017), la persistance des bidonvilles en France s'explique par le caractère discontinu et parcellaire de l'action publique. De plus, en sélectionnant une faible proportion de la population en bidonville dans des programmes d'insertion, elle participe à la création de bidonvilles supplémentaires. Les exclus des programmes n'ont d'autres solutions que de construire de nouveaux bidonvilles. En ce sens, les bidonvilles sont le fruit d'une coproduction de l'action publique et des habitant·es. Mon travail confirme ces résultats tout en explorant une dimension que le chercheur exploite assez peu : la racialisation<sup>1</sup>. En

---

<sup>1</sup> Il se révèle encore plus nuancé sur la pertinence de la mobilisation du concept de race dans un article critique du livre « Roms et riverains. Une politique municipale de la race » de (É. Fassin et al. 2014) où il écrit : « y a-t-il vraiment une spécificité indissoluble de cette « question rom » ? Ou chaque époque et chaque société doivent-elles rechercher « leurs Roms » pour justifier de ne pas reloger les gens qui dorment dans la rue ou dans les bidonvilles ? L'altérisation radicale – le fait de traiter différemment pour rendre différent – passe-t-elle nécessairement par l'altérisation raciale ? (Aguilera 2016a, 3) ».

effet, Aguilera mobilise la racialisation uniquement en conclusion du chapitre 8 qui analyse le fonctionnement des villages d'insertion. Il affirme que la réglementation, le contrôle et la matérialité des villages d'insertion constituent une politique de rééducation qui vise à garantir l'intégration des habitant·es de bidonville dans la société française. En enquêtant auprès des intermédiaires de l'action publique en charge de l'accès aux droits sociaux, j'ai montré que la racialisation va bien au-delà de la conception et de la gestion des dispositifs d'insertion. « Vil'laginsy » et « Du bidonville à la ville » ne sont pas des villages d'insertion contrôlés et gardiennés comme ceux décrits par Aguilera. Pourtant, leurs habitant·es sont racialisés et discriminés. J'ai pu montrer que les effets de la racialisation ne se concrétisent pas uniquement dans la ségrégation et la conception de parcours d'insertion conçus selon des critères essentialistes. Ils se manifestent concrètement au moment où les travailleu·ses sociaux·es, dans le cadre de leur mission d'insertion financée par les pouvoirs publics, butent sur des refus d'ouverture de droits de la part de services sociaux publics financés par ces mêmes pouvoirs publics. Voilà un des aspects sur lequel mon travail se distingue de celui de Thomas Aguilera. Analyser la résorption des bidonvilles à l'aune des rapports sociaux de race et de la *critical race theory* – termes que n'emploient ni Aguilera ni les autres chercheu·ses sur le sujet, à part Éric Fassin – implique d'appréhender la race comme un concept d'analyse transversal. La race se manifeste à toutes les échelles et dans tous les domaines de la vie sociale tant au niveau structurel qu'au niveau interactionnel. La ségrégation et les politiques d'« isolement, dressage et fixation (Aguilera 2017, 478) » en sont des expressions flagrantes mais d'autres plus insidieuses produisent des effets tout aussi injustes et néfastes sur les conditions de vie des personnes racisées. C'est pourquoi l'antitsiganisme doit être considéré comme un racisme systémique et trouver dès lors sa place dans le cadre théorique d'une recherche sur les bidonvilles habités par des personnes roms ou identifiées comme telles. La *critical race theory* nous enseigne que la race est le groupe socialement construit comme inférieur, attribuant aux personnes qui en font partie une hérédité supposée et des critères physiques, sociaux, moraux et psychologiques. Autrement dit, une recherche sur les bidonvilles, si elle emprunte les « lunettes » *colorblind* (de l'aveuglement à la race), fait l'économie de l'ancrage historique de l'antitsiganisme en Europe. Elle ne peut donc rendre compte avec justesse des mécanismes de l'action publique et des conditions de vie des personnes.

L'antitsiganisme comprend « des structures sociales discriminantes et des pratiques violentes qui émergent dans ce contexte, avec un effet dégradant et ostracisant et qui reproduisent les désavantages structurels (L'Alliance contre l'Antitsiganisme 2019, 10) ». Par conséquent, il vulnérabilise les personnes en Roumanie si bien qu'elles s'engagent dans la migration en vue d'améliorer leur situation. En France, il se reconfigure et le processus de

vulnérabilisation se poursuit – et cela même en participant à un programme de résorption. L'antitsiganisme est transnational.

Je montre dans le chapitre 1 que ce n'est pas en France que les personnes découvrent l'antitsiganisme. Elles le subissent en Roumanie depuis leur enfance et sont les descendant<sup>es</sup>, pour la plupart, de personnes ostracisées, discriminées, déportées et/ou rendues en esclavage. Leur position sociale s'explique par cet héritage historique de domination. Appartenant à une fraction inférieure et racisée des classes populaires en Roumanie, les enquêtées migrent munies de peu de capitaux économique, symbolique et culturel. Elles ne peuvent donc compter que sur leur capital social qui, en raison de la ségrégation et des discriminations en Roumanie, se résume en grande partie au réseau communautaire. Dans le pays d'arrivée, les ressources de la diaspora pour le logement ne se concrétisent pas dans l'installation privilégiée d'une région de France ou dans un quartier de l'Île-de-France mais en bidonville, là où elles « trouvent refuge (Agier et Prestianni 2011) ». La présence des bidonvilles en Île-de-France s'explique donc par des facteurs croisés certes, mais les conséquences des rapports sociaux de race en Roumanie puis en France y jouent un rôle central.

L'antitsiganisme en tant que racisme systémique traverse toute la société, y compris les pouvoirs publics et *in fine* les politiques publiques qu'ils conçoivent et que les services mettent en œuvre. Les entretiens menés avec les travailleuses sociales, les représentant<sup>es</sup> des municipalités, de la DIHAL et de la Préfecture montrent que les discriminations raciales freinent la mise en œuvre de la résorption. Dans certains cas, des maires refusent que les services de l'État mettent en place un programme d'insertion sur leur commune. À l'inverse, certaines maires ne sont pas réélues car ils ont réalisé des projets d'insertion. Dans d'autres circonstances, c'est l'accès aux droits qui est bloqué une fois les projets enclenchés : scolarisation, chômage, domiciliation, avis d'imposition. De plus, l'antitsiganisme, dans la mesure où il se caractérise par « une perception et une description homogénéisées et essentialisées [des groupes identifiées comme roms ou tsiganes] et l'attribution de caractéristiques spécifiques (L'Alliance contre l'Antitsiganisme 2019, 10) », influence la manière de concevoir les parcours d'insertion. Des pratiques résidentielles comme l'informalité, le nomadisme, la marginalité font partie des caractéristiques spécifiques qui leur sont assignées. Le recours systématique à l'hébergement transitoire doit être appréhendé à cette aune. Le projet « Du bidonville à la ville » se distingue de ce modèle puisqu'il n'envisage pas de mobilité spatiale vers un autre site (l'accompagnement social est réalisé *in situ*). Cependant, il se révèle peu efficace pour le relogement en l'absence d'engagement de l'État. Conçu comme une alternative au village d'insertion, il ne donne lieu au relogement que d'une seule famille.

De nombreux travaux portent sur l'action publique en direction des bidonvilles, au sujet de sa face « répressive » avec les évacuations ou de sa face « inclusive » avec les programmes d'insertion. En revanche, aucun ne l'étudie sous l'angle des mobilités quotidiennes. Pourtant, les pratiques de rééducation dénoncées par Aguilera et d'autres chercheuses créent une segmentation des trajectoires résidentielles et la modification des repères spatiaux et sociaux des personnes. À chaque étape du parcours d'insertion (c'est frappant dans le cas de Vil'laginsy), les personnes font face à un nouvel environnement résidentiel qu'elles découvrent et où elles doivent mettre en place de nouvelles habitudes spatiales.

Depuis la première circulaire de 2012, les relogements – réalisés tant bien que mal au moyen d'expérimentations et de bricolage (Benarrosh-Orsoni 2011; Aguilera 2017) – sont infimes rapportés au nombre d'expulsion. Plus que la politique de résorption c'est bien la politique des évacuations qui demeure l'intervention la plus stable de l'action publique depuis 30 ans. Sur ce point, ma recherche apporte des résultats. Elle analyse non seulement les effets induits par les évacuations sur les mobilités quotidiennes mais aussi sur leur prise en compte dans la conception même des programmes d'insertion. Je montre que la présence de bidonvilles dans certains secteurs géographiques depuis une dizaine d'années (comme à Beaulieu où la municipalité diligente systématiquement des évacuations) est une preuve de l'ancrage des femmes et de leurs familles. Malgré l'hostilité de la municipalité, elles maintiennent leur lieu de vie à proximité de ressources dont elles dépendent pour survivre. En habitant les bois dont elles se font expulser si souvent, elles se tiennent à proximité des ressources qu'elles rendent accessibles à pied et évitent ainsi de devoir réaliser de trop longs trajets pour faire les courses alimentaires, accéder à une pharmacie, pratiquer la mendicité dans un lieu dont elles savent d'expérience qu'elles ne seront pas chassées. Autrement dit, les évacuations n'expulsent pas définitivement les personnes d'un secteur géographique car, en se maintenant sur une zone, les habitantes défendent une pratique spatiale de proximité caractérisée, en raison d'un accès limité aux transports, par la marche.

Les mesures d'insertion et d'hébergement ont des effets contrastés sur les mobilités. La logique de l'hébergement social est celle de la disponibilité. C'est un dispositif de droit commun et non un projet *ad hoc* mis en place dans le cadre de la résorption. Les chambres sont attribuées dans le département où l'appel téléphonique à la plateforme du 115 a été émis. Suivant la taille du département et son réseau de transport, l'accès à l'hôtel peut générer de longues distances et, en cas de localisation dans une zone inconnue de la personne, des repères sociaux spatiaux à construire de zéro. La pénibilité, la distance et le coût des trajets n'est donc pas pris en compte dans l'attribution des places d'hébergement. En ce qui concerne les programmes d'insertion mis en place dans le cadre de la résorption des bidonvilles, la question des mobilités quotidiennes fait l'objet d'une plus grande attention. Elle est abordée à travers deux aspects : la situation du village d'insertion et les services

favorisant l'accès au transport. À Méreville, dans la mesure où les hommes de chaque famille sont véhiculés et que le bidonville stabilisé se situe en cœur de ville à proximité de la Mairie, de l'école, du réseau de transports et des commerces, aucune démarche particulière du point de vue de la mobilité quotidienne n'a été engagée. L'inconvénient étant que les femmes ont une accessibilité limitée au territoire local, à portée de marche à pied et sont dépendantes de leur mari pour les trajets en voiture. En ce qui concerne le « Tremplin-Beaulieu », le site a été implanté volontairement à proximité de l'école afin d'éviter le changement scolaire. La mobilité quotidienne des parents (et bien souvent des mères) s'en trouve donc facilitée. C'est au sein du « Vil'laginsy » que les mobilités sont intégrées au projet d'insertion de la manière la plus aboutie. Un arrêt supplémentaire sur une ligne de bus est créé afin de desservir, en semaine, le site enclavé aux confins de deux communes. Les participant·es au projet obtiennent toutes un passe navigo. Cette exhaustivité s'explique par les conditions mêmes d'accès au projet d'insertion (justifier d'un contrat de travail) davantage qu'elle n'en constitue un point central. Elle a simplement découlé de la situation d'emploi, entraînant une prise en charge de 50% du coût par l'employeur. En revanche, les emplois proposés impliquaient parfois des navettes de plusieurs heures par jour, générant des contraintes et une forte pénibilité des déplacements.

En dernier lieu, l'ethnographie que j'ai menée auprès des habitant·es a mis au jour des violences racistes perpétrées dans l'environnement proche du bidonville. En effet, le fait d'être identifié dans l'espace public sur un trajet à proximité d'un bidonville est un facteur supplémentaire d'assignation. Y habiter participe à faire de l'habitant·e une personne rom. Le bidonville est donc racialisé et racialisant. Dans cette perspective, si l'on considère avec Thomas Aguilera que l'action publique participe à la coproduction des bidonvilles, l'on considère aussi que l'action publique pérennise l'existence de lieux de vie racialisés qui exposent les habitant·es aux violences racistes.

Le caractère *colorblind* de la résorption des bidonvilles actuelle, s'accompagne d'une absence de campagnes d'envergure de lutte contre l'antitsiganisme et laisse perdurer les discriminations raciales qui bloquent l'accès aux droits et donc la sortie vers le logement. Elle ne combat pas la réticence des pouvoirs publics locaux à mener davantage de projets de relogement.

**Le deuxième résultat enrichit le champ des études sur les mobilités quotidiennes féminines à travers l'analyse du travail domestique mobile à l'aune de la race et de la vulnérabilité.**

Les mobilités quotidiennes féminines ont intéressé les géographes dès les années 1970 en France (Coutras et Fagnani 1977; Fagnani 1977). Le contexte socio-économique de l'urbanisation et de la généralisation de la bi-activité des ménages constitue un terreau favorable à l'augmentation de la mobilité quotidienne des femmes. La segmentation de cette mobilité est rapidement identifiée et expliquée par le rôle spécifique des femmes au sein du ménage. Jacqueline Coutras (1997) soulève alors que « la mobilité domestique » est invisibilisée par les enquêtes statistiques. En 2019, Marie Gilow enrichit la recherche francophone en ajoutant la notion de travail au concept de mobilité domestique. Son travail de thèse portant sur le « travail domestique de mobilité » constitue un apport inestimable qui examine comment le travail domestique s'étend en dehors du domicile. Il révèle une dimension supplémentaire des inégalités entre hommes et femmes au quotidien. Cependant, l'état actuel de la recherche permet peu de saisir les différences entre classes sociales, et notamment les différences du point de vue de la race.

Sur ce point, les géographes féministes nord-américaines et britanniques (Johnston-Anumonwo 1997; Subramanian 2008; M. Gilbert 1998; McLafferty et Preston 1991) ont mené des recherches inspirantes. Sans établir de vérités générales sur les mobilités des femmes non-blanches (*women of color*) – comme le fait de réaliser systématiquement des navettes plus longues que les femmes blanches – elles montrent subtilement que les rapports sociaux de race influencent les mobilités pour trois raisons principales : la configuration du quartier de résidence (ségrégation, enclavement), les types d'emploi accessibles et le recours au réseau personnel localisé.

La prise en compte de la dimension spatiale des rapports sociaux dans l'analyse des mobilités quotidiennes est un apport précieux. Cependant, en menant une ethnographie auprès d'une population féminine à la fois racisée et vulnérabilisée sur les plans résidentiel, professionnel et administratif, ma recherche étoffe et élargit le spectre de ce champ de recherche recevant encore peu d'écho en France.

Le travail domestique mobile que réalisent les femmes de mon enquête est spécifique pour trois raisons principales : elles sont dans une situation de vulnérabilité résidentielle, elles sont dans une situation de précarité économique, et la déscolarisation (liée au refus des municipalités ou à la précarité) implique une garde des enfants et donc un travail domestique quasi-permanent.

Les femmes de l'enquête sont toutes dans une situation de vulnérabilité résidentielle. Qu'elles demeurent en bidonville, en hôtel ou en village d'insertion, leur position résidentielle est menacée par l'expulsabilité, la marginalité, l'insalubrité et/ou la durée limitée de l'hébergement – c'est d'ailleurs aussi le cas de celles en logement social qui ont des retards dans le paiement du loyer. La vulnérabilité résidentielle distingue les mobilités

des femmes de l'enquête de celles des femmes enquêtées dans d'autres recherches. Résidant dans des marges, elles effectuent de longues distances à pied – et souvent dans la boue – pour accéder à la ville ou au réseau de transport. En bidonville, l'absence d'eau courante et d'électricité en continu rend plus important le travail domestique intérieur et entraîne davantage de travail domestique mobile : faire les courses quasi-quotidiennement à cause de l'absence de frigidaire, aller chercher de l'eau à l'extérieur du bidonville, ramasser du bois de chauffage.

Les femmes de l'enquête sont discriminées dans la scolarisation de leurs enfants (Véniat 2016; Clavé-Mercier 2014b; Romeurope 2009). Nombreuses sont les municipalités qui refusent de les inscrire à l'école. Cela alourdit le travail domestique des femmes qui, quand elles se déplacent, doivent les faire garder ou les emporter avec elles.

Les femmes de l'enquête sont dans une situation de précarité économique. Éloignées du marché de l'emploi en raison d'une faible qualification, d'un manque d'expérience professionnelle, d'une maîtrise souvent limitée du français, elles ont recours à des activités économiques informelles qui dégagent peu de revenus, qui ont lieu dans l'espace public et qui sont susceptibles d'être réprimées (mendicité, biffe, travail du sexe). Les deux activités économiques les plus répandues ont lieu en mobilité : la biffe et la mendicité dans les transports. Quand celles-ci se déplacent avec leur(s) enfant(s), cela nécessite de leur part de concilier travail productif et travail domestique *en* mobilité, les exposant à des sanctions pénales pour privation de soin. Comme beaucoup d'autres femmes, elles sont captives des transports en commun car aucune d'entre elles ne possède de voiture ou de permis de conduire. En raison de la précarité économique, payer des titres de transport ne figure pas parmi les dépenses prioritaires. Elles ont recours à la fraude pour se déplacer. Cela les positionne comme des usagères déviantes du réseau de transport francilien, en proie aux risques de sanctions tant financières que morales.

En résumé, la vulnérabilité résidentielle et la précarité économique, qui trouvent leurs racines en grande partie dans l'antitsiganisme roumain et français, alourdissent le travail domestique mobile des femmes. Dans l'objectif de soigner l'espace domestique et les enfants dont elles ont la charge, elles réalisent des déplacements que des femmes plus favorisées ne connaissent pas. L'étude des mobilités des femmes de l'enquête participe donc à enrichir la connaissance que l'on a de l'accès à la ville des femmes en général. Si le travail domestique mobile est invisibilisé dans les mobilités quotidiennes des femmes plus privilégiées (si bien que cela nécessite pour l'identifier et le mesurer de devoir modifier la classification des motifs de déplacement), il participe à visibiliser les femmes de l'enquête dans l'espace public. Mendier avec un enfant, se déplacer avec plusieurs jeunes enfants sans poussette, frauder les transports en commun avec une poussette sont des pratiques spatiales qui font partie du

travail domestique mobile et, parce qu'elles sont minoritaires, tendent à visibiliser les femmes.

**Dans le sillage du tournant spatial en étude de genre, le troisième résultat montre en quoi les mobilités constituent une entrée pertinente et originale pour saisir les ressorts complexes et imbriqués de l'accès à la ville depuis les marges.**

Cette thèse enrichit les travaux sur l'espace public et l'accès à la ville grâce à la méthode ethnographique d'observation des mobilités en train de se faire. En effet, dans la plupart des travaux sur l'accès à la ville des femmes et des minorités sexuelles et de genre, les méthodes employées sont le traitement de données statistiques, l'entretien, l'observation directe dans la ville ou dans les transports en commun<sup>2</sup>. Ces travaux enrichissent la compréhension de la spatialisation des rapports sociaux. D'un côté, les rapports sociaux produisent l'espace. Le genre assigne des rôles sociaux aux sexes qui se concrétisent par une occupation sexuée de l'espace. Le genre crée de la différence spatiale. De l'autre, l'espace participe à la formation des subjectivités. L'espace est *genrant*, c'est-à-dire qu'il dicte des comportements. Il renforce ou déstabilise les assignations. Il est vecteur de domination autant qu'il soutient la capacité d'agir.

Ce travail sur les mobilités permet d'affiner la relation entre le genre et l'espace. La mobilité quotidienne consiste à traverser plusieurs espaces dans une journée. Elle a pour point de départ et pour point d'arrivée l'espace domestique. Par conséquent, suivre une femme dans ses mobilités revient à suivre les normes successives auxquelles elle fait face en un jour. Étudier les mobilités revient à éclairer tour à tour les espaces parcourus et les normes qui les régissent. L'espace du bidonville se distingue ainsi du village d'insertion, de l'hôtel social et de l'appartement. L'espace du RER se distingue de ceux de la rue, de la place, de la gare, du Bois aux fleurs, etc. Pour les femmes de l'enquête, il conviendrait plus de parler d'espaces domestiques et d'espaces publics au pluriel afin de mettre en résonance la densité de leur mobilité quotidienne avec la densité de leur mobilité résidentielle et migratoire.

L'ethnographie donne à voir la pratique de mobilité en train de se faire et donne à entendre la représentation que les femmes ont de leurs pratiques et de leurs expériences. En partageant les expériences de mobilités avec les enquêtées, j'ai pu recueillir les

---

<sup>2</sup> Notons cependant la méthode originale du journal de bord mise en œuvre par Milan Bonté (2022) dans sa thèse sur le rapport à l'espace public des personnes trans à Rennes, Londres et Paris.



commentaires des femmes sur leur corps, sur leur environnement, sur leurs vêtements ou leurs lieux de vie, qu'elles n'auraient pas forcément mentionnés en entretien. Cette observation au plus près de la mobilité enrichit la compréhension des effets de la dimension spatiale du genre, de la classe et de la race et la possibilité de les subvertir. Les rapports sociaux étant toujours des rapports en situation, ils n'agissent pas partout, auprès de chaque groupe minorisé de la même manière. Ils dépendent des contextes, des époques et des personnes impliquées. Les mobilités révèlent la dimension contextuelle des rapports sociaux. Marina, dans ses trajets en ville, ne fait pas l'expérience du genre de la même manière en Roumanie qu'en France. De son côté, Madalina bénéficie d'un accès à la ville facilité à partir du moment où elle a un emploi et un logement. Enfin, l'antitsiganisme a des effets sur Sorina en Roumanie qu'elle ne rencontre pas en France.

En outre, je montre dans la thèse, au moyen de descriptions et de comparaisons détaillées, comment les rapports sociaux déterminent différemment les mobilités des femmes entre elles. De nombreux facteurs en sont la cause : la situation conjugale, la manière de s'habiller, la qualité de la poussette, l'accessibilité des transports, la pérennité du lieu de vie, l'expérience professionnelle, le capital social, culturel, économique, symbolique... La liste est longue et cela, précisément, parce que les modalités selon lesquelles les rapports sociaux s'exercent sont nombreuses. La mobilité est le reflet de la manière dont les femmes pratiquent *malgré tout* l'espace. Elle visibilise ce à quoi les femmes tiennent, ce qui leur est indispensable et ce qui leur est nécessaire pour mener une « vie bonne (J. Butler 2020)<sup>3</sup> ».

Dans le cadre de cette thèse sur les mobilités quotidiennes, la capacité d'agir désigne les actions qui font intervenir la mobilité afin de contrer, freiner ou atténuer le processus de vulnérabilisation.

Les mobilités étant à la fois le fruit de contraintes structurelles et l'expression d'une capacité d'agir tantôt arrachée, tantôt négociée, elles demeurent une entrée particulièrement pertinente pour comprendre comment genre, la race, la classe « se font »<sup>4</sup>. En tant qu'action répétée quotidiennement qui met en jeu le corps et consiste en une visibilisation dans l'espace public, la mobilité constitue un analyseur puissant de la capacité d'agir, c'est-à-dire de la capacité des personnes à déplacer les normes qui les assignent et à contrer la

---

<sup>3</sup> « Aucune créature humaine ne survit ni ne subsiste sans la dépendance d'un environnement qui lui assure une assistance, des formes sociales de relations, des formes économiques qui supposent et structurent l'interdépendance. Il est vrai que la dépendance implique la vulnérabilité et que cette dernière est parfois justement une vulnérabilité à ces formes de pouvoir qui menacent ou diminuent notre existence (J. Butler 2020, 76) ».

<sup>4</sup> Je fais référence ici au titre célèbre de Candace West et Sarah Fenstermaker (2006) « Doing difference ».

vulnérabilisation dont elles font l'objet. Fruit d'ajustements individuels et de structures d'oppressions collectives, elle révèle les possibles et les contraintes auxquelles les femmes font face dans un quotidien où s'affrontent rappels à l'ordre et marges de manœuvre.

### **Apports, limites et pistes de recherche**

J'ai montré les nombreux avantages de l'ethnographie mobile : observer les pratiques en train de se faire, accéder à l'évolution de ces pratiques sur le temps long, mettre en évidence ce qui semble relever du détail mais qui révèle pourtant toute « une éthique de la vie ordinaire visant à préserver les formes de vie importantes pour les personnes (Ibos 2019, 198) ».

Cette méthode s'est avérée tout à fait adaptée à l'enquête sur la situation de vie en bidonville, au village en Roumanie et dans une certaine mesure en hôtel social. En revanche, elle n'a pas été applicable en ce qui concerne la situation résidentielle en village d'insertion et en appartement. Par conséquent, les mobilités à partir de ces lieux de vie n'ont pas pu être décrites et analysées avec la même précision que celles réalisées à partir du bidonville.

Cette limite appelle des approfondissements qui permettraient de poursuivre la réflexion sur la dimension résidentielle de l'assignation raciale que je développe dans le chapitre 5. En effet, les mobilités, en tant qu'elles constituent une pratique spatiale quotidienne, sont de bons analyseurs des rapports sociaux de race en situation, mais elles sont sous-étudiées dans le champ des études critiques de la race. Étudier la racialisation dont font l'objet les personnes relogées lors de la réalisation de leur trajet quotidien à partir de leur appartement permettrait d'identifier le rôle du contexte résidentiel dans la racialisation. Dans la thèse, je montre que les mobilités constituent une exposition à la racialisation car elles mettent en mouvement le corps porteur de marqueurs raciaux (couleur de la peau, coiffure, vêtements, accessoires) mais aussi car certaines ont lieu à proximité de lieux de vie racialisés (c'est le cas de Leandra qui est agressée dans la forêt à proximité du bidonville où elle vit). Comparer l'expérience vécue du racisme au cours des mobilités quotidiennes de manière longitudinale (à travers un entretien biographique par exemple) permettrait de renforcer la dimension situationnelle des rapports sociaux. L'on peut ainsi émettre l'hypothèse qu'emménager dans un quartier d'habitat social participerait à atténuer l'antitsiganisme vécu en bidonville. Une personne identifiée comme rom à un moment de sa biographie serait alors identifiée au même titre que beaucoup d'autres habitant·es de quartiers populaires comme une personne racisée.

Ensuite, renforcer le croisement des deux sous-champs de la sociologie encore embryonnaires en France (la sociologie de la socialisation à/par la mobilité et la sociologie de la socialisation raciale) permettrait de mieux mettre en évidence la portée heuristique de la mobilité quotidienne dans l'étude du racisme quotidien ou « everyday racism (Essed, 1991) ». La première a fait l'objet d'un numéro de revue paru en 2022 (Authier, Belton Chevallier, et Cacciari 2022) et la deuxième d'un colloque organisé la même année<sup>5</sup>. Il prolonge les réflexions amorcées dans le premier manuel sur la sociologie de la race écrit par deux post-doctorantes : Solène Brun et Claire Cosquer (2022). Le colloque, le premier sur le sujet, a donné la parole à des chercheuses interrogeant leur travaux sur les rapports sociaux de race à l'aune de la socialisation sans pour autant qu'ils aient forcément eu l'occasion de publier à ce sujet. Si les instances classiques de la socialisation comme l'école, le travail, la famille ont été identifiées, l'espace quant à lui a rarement été mobilisé y compris dans le panel consacré à l'incorporation de la race.

Cette thèse constitue une modeste contribution à l'entreprise de « départicularisation de la race (Brun et Cosquer 2022, 87) » visant à en faire un concept analytique ordinaire suivant la trajectoire du concept de genre dont Isabelle Clair disait déjà en 2012 qu'il tendait à devenir un « outil généralisé à disposition de toutes les sociologues (2012, 121) ».

Si le concept de race en France, à travers de nombreuses publications et d'événements scientifiques, trouve peu à peu sa voie et gagne en légitimité dans plusieurs disciplines des sciences humaines comme la philosophie, la sociologie et dans une moindre proportion en histoire et en géographie, quelle pourrait être sa portée en urbanisme ?

J'aimerais, en conclusion de ce travail de recherche, parfois critique envers l'action publique, proposer quelques pistes opérationnelles basées sur les résultats que j'ai produits.

Premièrement, les actrices de la résorption doivent lutter de manière systématique et à toutes les échelles contre l'antitsiganisme. La présentation par la DIHAL de sa stratégie de lutte contre l'antitsiganisme à l'Union Européenne en 2022 est une promesse encourageante. Elle doit maintenant s'appliquer aux nombreuses échelles de la résorption. Les agents du service public (Préfectures, services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales), les professionnelles de l'insertion et les élus doivent être formés à lutter contre ce racisme spécifique. L'approche du gendermainstreaming ou « approche intégrée de l'égalité » qui consiste à intégrer l'approche genre dans l'ensemble des politiques et des dispositifs publics

---

<sup>5</sup> (« Jeudi 24 et vendredi 25 novembre 2022 — Journées d'étude "Race et socialisation" - Institut Convergences Migrations » 2022).

pourrait servir de modèle. Il s'agirait de mettre en place un « antitsiganismmainstreaming » au sein des politiques de résorption des bidonvilles. C'est-à-dire une « approche intégrée de l'égalité » dans la résorption. Pour le moment, des formations au sein des services hospitaliers ou de l'insertion sociale sont dispensées, notamment par des anthropologues, pour comprendre « qui sont les Roms ? » Il me semble que la question à laquelle devrait répondre ces formations devraient être « qu'est-ce que l'antitsiganisme ? » En tant que racisme systémique, il affecte toutes les strates de la société et il convient pour s'en débarrasser de mener une véritable campagne d'information sur son fonctionnement et ses mécanismes.

Dans un deuxième temps, des mesures sectorielles peuvent être menées pour faciliter la vie des personnes, en bidonville ou en hôtel, privées de ressources économiques et d'accompagnement social. Faciliter les démarches pour obtenir une domiciliation est un exemple. Il faut la rendre accessible en toutes circonstances, même en cas de refus des municipalités. En effet, la domiciliation est l'étape incontournable pour accéder à d'autres droits sociaux. Donner la gratuité des transports en commun en est un autre. En effet, pour le moment en Île-de-France, la gratuité n'est accordée qu'aux bénéficiaires des minimas sociaux (à certaines conditions) et aux personnes en situation d'invalidité. Les personnes bénéficiant de l'AME (aide médicale d'État) n'ont le droit qu'à 50 % de réduction sur l'abonnement mensuel ou annuel et non sur les tickets vendus à l'unité. Cette mesure ne profite pas aux personnes en bidonville ou hôtel car bien souvent, les démarches conduisant à l'obtention de l'AME sont trop compliquées ou n'aboutissent pas. En outre, rares sont celles qui possèdent un compte bancaire. L'abonnement mensuel ou annuel n'est donc pas adapté à leur situation.

Dans un troisième temps, ces mesures doivent être conçues et appliquées en étroite collaboration avec les associations de personnes concernées par l'antitsiganisme. Ceci constitue une piste fructueuse à approfondir pour mon propre travail de recherche. En effet, si la restitution auprès des personnes impliquées dans l'enquête se révèle peu probable (j'ai perdu la trace de la majorité des femmes d'une part et d'autre part les personnes que je peux encore contacter se montreront sans doute plus intéressées par une discussion sur la vie quotidienne autour d'un café que sur les résultats de l'enquête à proprement parler), une restitution auprès de militant·es contre l'antitsiganisme susciterait sans doute de riches échanges. Ce travail apporte des preuves sur les conséquences de la dimension spatiale de l'antitsiganisme en général et plus particulièrement, en concentrant l'approche sur le travail domestique mobile, sur les conséquences genrées des évacuations, du relogement, de l'insertion et donc de la politique de résorption des bidonvilles.

La collaboration avec des membres de la société civile pourrait conduire à une recherche-action prolongeant le travail de William Acker sur la cartographie des « aires d'accueil des gens du voyage ». Travailler sur la situation des bidonvilles avec le concept de racisme environnemental dans une perspective écoféministe permettrait de souligner la manière dont l'antitsiganisme affecte la santé de ses habitant·es et alourdit la charge et la responsabilité des femmes vis-à-vis de leur famille. Si j'ai mobilisé les théories du *care* dans cette thèse pour analyser la relation que les femmes entretiennent avec leurs proches, avec leur domicile et avec leur corps, le concept de *care* pourrait être étendu à l'analyse de la gestion du territoire et des acteu·ices qui le font vivre.

Quel soin les agent·es prennent-ils quand ils aménagent un village d'insertion ? Quel soin le préfet prend-il quand il sollicite le concours de la force publique pour évacuer un bidonville ? Quel soin prend le travailleur social quand il négocie avec EDF l'installation d'un compteur électrique sur un bidonville ? Quel soin prennent les militant·es quand ils s'organisent pour construire des toilettes sur un bidonville ?

La perspective du *care* dans le champ de l'urbanisme mérite d'être explorée. Elle invite à porter une attention plus grande sur l'interdépendance des humains entre eux et avec le vivant en général. Dans un monde qui s'urbanise à toute vitesse, où les terres agricoles se font rares, où les canicules rendent les villes invivables, où la biodiversité s'effondre et où les inégalités s'accroissent, la perspective du *care* s'impose non pas comme un nouveau paradigme ou une nouvelle doctrine mais comme une vision qui soutient des pratiques déjà en action. Le *care* se manifeste dans les attentions et les gestes « dispersés dans l'indétermination ordinaire (Ibos 2019, 182) ». C'est une « activité générique » nous dit Joan Tronto « que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre “monde” ». L'urbanisme en tant que champ, discipline, métiers, pratiques qui conçoit la ville, l'aménage, l'imagine, la transforme doit diriger son action de « sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible (J. C. Tronto 2008, 244) ».

# Bibliographie

- About, Ilse. 2010. « De la libre circulation au contrôle permanent. Les autorités françaises face aux mobilités tsiganes transfrontalières, 1860-1930 ». *Cultures and Conflicts*, (76) pp .15-37.
- About, Ilse. 2020. « Un racisme sans nom. Les origines historiques de la haine antitsigane ». *Communications* 107 (2): 89-101.
- Abu-Lughod, Lila. 1990. « Can There Be A Feminist Ethnography? » *Women & Performance: A Journal of Feminist Theory* 5 (1): 7-27. <https://doi.org/10.1080/07407709008571138>.
- Acker, William. 2021. *Où sont « les gens du voyage » ? inventaire critique des aires d'accueil*. Rennes: Éditions du Commun.
- Adler, Patricia A., et Peter Adler. 1987. *Membership roles in field research*. Membership roles in field research. Thousand Oaks, CA, US: Sage Publications, Inc.
- Agier, Michel. 2008. *Gérer les indésirables: des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Bibliothèque des savoirs. Paris: Flammarion.
- . 2009. *Esquisses d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*. Paris: Academia-Bruylant.
- . 2013. *Campement urbain: du refuge naît le ghetto*. Manuels Payot. Paris: Éditions Payot & Rivages.
- , éd. 2014. *Un monde de camps*. Paris: La Découverte.
- . s. d. « Le dire-vrai de l'anthropologue. Réflexions sur l'enquête ethnographique du point de vue de la rencontre, des subjectivités et du savoir ».
- Agier, Michel, et Florence Bouillon. 2018. « « La ville par ses marges : une approche anthropologique de la ville ». Entretien avec Michel Agier (par Florence Bouillon) ». *Métropoles*, n° Hors-série 2018 (octobre). <https://doi.org/10.4000/metropoles.6257>.
- Agier, Michel, et Sara Prestianni. 2011. *« Je me suis réfugié là! »: Bords de routes en exil*. Illustrated édition. Paris: Editions donner lieu.
- Aguilera, Thomas. 2016a. « Les villes face aux Roms des bidonvilles. Retour sur deux expériences militantes ». *Métropolitiques*, 6.
- . 2016b. « Normalisation et régularisation des bidonvilles : comment expliquer la mise de côté des interventions in situ en Europe ? Une comparaison Paris-Madrid ». In *Repenser les quartiers précaires. Ecrits, cheminements et interventions.*, édité par Agnès Deboulet, AFD, 17.
- . 2017. *Gouverner les illégalismes urbains: les politiques publiques face aux squats et aux bidonvilles dans les régions de Paris et de Madrid*. Nouvelle bibliothèque de thèses. Science politique, vol. 34. Paris: Dalloz.
- Aguilera, Thomas, et Florence Bouillon. 2013. « Le squat, un droit à la ville en actes ». *Mouvements* n° 74 (2): 132-42.

- Aguilera, Thomas, et Tommaso Vitale. 2015. « Bidonvilles en Europe, la politique de l'absurde ». *Revue Projet* 2015 (5): 68-75. <https://doi.org/10.3917/pro.348.0068>.
- Ahmed, Sara. 2007. « A Phenomenology of Whiteness ». *Feminist Theory* 8 (2): 149-68. <https://doi.org/10.1177/1464700107078139>.
- . 2012. « Les rabat-joie féministes (et autres sujets obstinés) ». *Cahiers du Genre* 53 (2): 77-98. <https://doi.org/10.3917/cdgc.053.0077>.
- Alcoff, Linda Martin. 1991. « The Problem of Speaking for Others ». *Cultural Critique* 20: 5-32. <https://doi.org/10.2307/1354221>.
- Alcoff, Linda, et Elizabeth Potter, éd. 1992. *Feminist Epistemologies*. New York: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203760093>.
- Althabe, Gérard. 1990. « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain ». *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, n° 14 (mars): 126-31. <https://doi.org/10.4000/terrain.2976>.
- Alunni, L. 2011. « Soigner et démanteler. Mobilité forcée, politiques sanitaires et trajectoires individuelles dans les 'campi nomadi' de Rome ». *Géocarrefour* 86 (1): 25-33.
- Amsellem-Mainguy, Yaëlle. 2021. *Les filles du coin: vivre et grandir en milieu rural*. Collection académique. Paris: SciencesPo les presses.
- Anderson, Nels. 1993. *Le hobo. Sociologie du sans-abri*. Paris: Nathan.
- Antoine, Philippe, Eva Lelièvre, Groupe de réflexion sur l'approche biographique, et Institut national d'études démographiques (France), éd. 2006. *Etats flous et trajectoires complexes: observation, modélisation, interprétation*. Méthodes & savoirs 5. Paris: Editions de l'Institut national d'études démographiques.
- Apel-Muller, Mireille. 2016. *Le génie de la marche. Poétique, Savoirs et Politique des Corps Mobiles*. Colloque de Cerisy. Paris: Hermann. <https://www.cairn.info/le-genie-de-la-marche--9782705692827.htm>.
- Aragau, Claire, Martine Berger, et Lionel Rougé. 2017. « Mobilités et immobilités des périurbains franciliens: effets de genre, effets de classe, effets de générations », février. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01474914>.
- Armoogum, Jimmy, Clotilde Minster, et Sophie Roux. 2014. « Dynamics of car ownership and its use in France since the seventies: A gender analysis ». In *Proceedings of the Fifth International Conference on Women Issues in Transportation*. 5th conference WIT. Geneve: FIA publications.
- Arnoulet, Violette, et Mariana Tournon. 2021. « Racialiser les locataires ». *Terrains travaux* 39 (2): 189-213.
- Asséo, Henriette. 1994. *Les Tsiganes. Une destinée européenne*. Gallimard.
- . 2002. « Circulation et cosmopolitisme en europe ». *Revue de synthèse*.
- . 2007. « Pourquoi tant de haine ? L'intolérance administrative à l'égard des Tsiganes de la fin du XIXème siècle à la veille de la deuxième guerre mondiale ». *Diasporas. Histoires et*

*sociétés*, (10) pp .50-67.

Aubert, Isabelle, et Magali Bessone. 2021. « Une réception francophone de la Critical Race Theory est-elle possible?: Présentation du dossier ». *Droit et société* N° 108 (2): 279-85. <https://doi.org/10.3917/drs1.108.0279>.

Augé, Marc. 2011. *Journal d'un SDF: ethnofiction*. La librairie du XXIe siècle. Paris: Seuil.

Authier, Jean-Yves, Leslie Belton Chevallier, et Joseph Cacciari. 2022. « Éditorial. Pour une étude des socialisations aux et par les mobilités dans l'espace ». *Espaces et sociétés* 184-185 (1-2): 9-16. <https://doi.org/10.3917/esp.184.0009>.

Authier, Jean-Yves, Jennifer Bidet, Anaïs Collet, Pierre Gilbert, et Hélène Steinmetz. 2010. *Etat des lieux sur les trajectoires résidentielles*. Puca.

Auzias, Claire. 2002. « Les funambules de l'histoire. Les tsiganes, entre préhistoire et modernité ». *Digitale*.

Avanza, Martina. 2008. « 2: Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes" ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe ». In *Les politiques de l'enquête*, 41-58. Recherches. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2008.01.0041>.

Babels. 2019. *La police des migrants: filtrer, disperser, harceler*.

Ball, Charles. 1836. *Slavery in Life and Adventures of Charles Ball, a Black Man*. Lewistone: Shugert.

Barbier, Pascal, Lucie Bargel, Amélie Beaumont, Muriel Darmon, et Lucile Dumont. 2016. « Vêtement ». In *Encyclopédie critique du genre*, 806-17. Hors collection Sciences Humaines. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.renne.2021.01.0806>.

Bard, Christine. 2001. *Les femmes dans la société française au 20e siècle*. Collection U Histoire. Paris: Colin.

———. 2003. *Les femmes dans la société française au 20e siècle*. Collection U Histoire. Paris: Colin.

Barros, Françoise de. 2005. « Des "Français musulmans d'Algérie" aux "immigrés". L'importation de classifications coloniales dans les politiques du logement en France (1950 – 1970) ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 159 (4): 26-53. <https://doi.org/10.3917/arss.159.0026>.

Barros, Françoise de, et Muriel Cohen. 2019. « Entre politiques urbaines et contrôle des migrants : la décolonisation inachevée des recensements des bidonvilles en France (années 1950-années 1970) ». *Histoire mesure*, n° 1 (décembre): 151-84.

Bassand, Michel, et Marie-Claude Brulhardt. 1983. « La mobilité spatiale : un processus social fondamental ». *Espace Populations Sociétés* 1 (1): 49-54. <https://doi.org/10.3406/espos.1983.902>.

Beaud, Stéphane, et Gérard Noiriel. 2021. *Race et sciences sociales: essai sur les usages publics d'une catégorie*. « Épreuves sociales », mettre les idées reçues à l'épreuve des réalités sociales. Marseille: Agone.

Beaud, Stéphane, et Florence Weber. 2017. *Guide de l'enquête de terrain: produire et analyser des données ethnographiques*. La Découverte. Paris, France.



Beaumont, Amélie. 2021. « Déformations professionnelles : le travail comme institution socialisatrice : comprendre la transformation des employés de l'hôtellerie de luxe ». Thèse de doctorat, Paris 1. <https://www.theses.fr/2021PA01D034>.

Becker, Howard S. 2006. « Sur le concept d'engagement ». *SociologieS*, octobre. <https://doi.org/10.4000/sociologies.642>.

Benarrosh-Orsoni, Norah. 2009. « L'aménagement de la précarité: Pratiques d'habitat collectif chez des Roms roumains à Montreuil ». *Etudes Tsiganes* 38 (2): 178. <https://doi.org/10.3917/tsig.038.0178>.

———. 2011. « Bricoler l'hospitalité publique : réflexions autour du relogement des Roms roumains à Montreuil ». *Géocarrefour*, n° 1 (septembre): 55-64. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.8261>.

———. 2015. « Des maisonnées transnationales Une migration rom dans ses routes, lieux et objets entre la Roumanie et la France ». Nanterre: Paris-Ouest Nanterre / la Defense.

———. 2016. « Phones, Small Talk and Disputes. Transnational Communications and Community Cohesion among Roma Migrants in the Outskirts of Paris ». *Revue européenne des migrations internationales* 32 (1): 147-63.

———. 2019. *La maison double: lieux, routes et objets d'une migration rom*. Collection Europe 1. Nanterre: Société d'ethnologie.

Bensa, Alban. 1995. « De la relation ethnographique. À la recherche de la juste distance ». *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 1 (octobre): 131-40. <https://doi.org/10.4000/enquete.268>.

Bentouhami, Hourya. 2022. *Judith Butler: race, genre et mélancolie. L'émancipation en question*. Paris: Éditions Amsterdam.

Bereni, Laure, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait, et Anne Revillard. 2012. *Introduction aux études sur le genre*. 3<sup>e</sup> édition entièrement revue de la référence francophone sur le genre. Louvain-La-Neuve: De Boeck Supérieur.

Bereni, Laure, et Mathieu Trachman. 2014. *Le genre, théories et controverses*. 1<sup>re</sup> édition. La vie des idées. Paris: Puf.

Bergeon, Céline. 2010. « Les Roms roumains en France, entre politique migratoire et politique de non-accueil ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 41 (04): 197-211. <https://doi.org/10.4074/S0338059910004092>.

Bergeon, Céline. 2011. « Initiatives et stratégies spatiales. Le projet circulatoire face aux politiques publiques. L'exemple des Roms et des Voyageurs du Poitou-Charentes (France) et de la Wallonie (Belgique) ». Thèse, Université de Poitiers.

Bergeon, Céline, Alexandra Clavé-Mercier, Ulderico Daniele, et Emma Peltier. 2023. « S'ancrer, Circuler. Des logiques familiales et collectives entrecroisées aux effets des politiques publiques ». In *L'État et la pauvreté étrangère en Europe occidentale. Trajectoires de migrants « roms » roumains en Espagne, France et Italie*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

Bergeon, Céline, Olivier Legros, Marion Lièvre, et Tommaso Vitale. 2023. *L'État et la pauvreté étrangère en Europe occidentale. Trajectoires de migrants « roms » roumains en Espagne, France et Italie*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

- Bernardot, Marc. 1999. « Chronique d'une institution : la "sonacotra" (1956-1976) ». *Sociétés Contemporaines* 33 (1): 39-58. <https://doi.org/10.3406/socco.1999.1750>.
- Bessone, Magali. 2021. « Analyser la suppression du mot « race » de la Constitution française avec la Critical Race Theory : un exercice de traduction ? » *Droit et société* 108 (2): 367-82.
- Bessone, Magali, Milena Doytcheva, Jean-Baptiste Duez, Charles Girard, et Sophie Guérard De Latour. 2014. « Integrating or Segregating Roma Migrants in France in the Name of Respect: A Spatial Analysis of the *Villages D'Insertion* ». *Journal of Urban Affairs* 36 (2): 182-96. <https://doi.org/10.1111/juaf.12029>.
- Biarrotte, Lucile. 2021. « Déconstruire le genre des pensées, normes & pratiques de l'urbanisme ». These de doctorat, Paris Est. <http://www.theses.fr/2021PESC0020>.
- Bidet-Mordrel, Annie. 2010. *Les rapports sociaux de sexe. Actuel Marx confrontation*. Paris: Presses universitaires de France.
- Blanc-Chaléard, Marie-Claude. 2016. *En finir avec les bidonvilles : immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*. Publications de la Sorbonne. Paris.
- Blidon, Marianne. 2008. « La casuistique du baiser: L'espace public, un espace hétéronormatif ». *EchoGéo*, n° 5 (mai). <https://doi.org/10.4000/echogeo.5383>.
- . 2011a. « En quête de reconnaissance. La justice spatiale à l'épreuve de l'hétéronormativité ». *justice spatiale / spatial justice*, n° 3.
- . 2011b. « Genre ». *HyperGeo* (blog). 8 février 2011. <https://hypergeo.eu/genre/>.
- . 2016. « Espace urbain ». In *Encyclopédie critique du genre : Espace urbain*, édité par Juliette Rennes et Catherine Achin, 242-51. Paris: La Découverte.
- . 2018. « Cartographier la géographie féministe. Epistémologies, théories et praxis ». HDR, Paris: Université Paris 1-Panthéon Sorbonne.
- Boltanski, Luc. 1971. « Les usages sociaux du corps ». *Annales* 26 (1): 205-33. <https://doi.org/10.3406/ahess.1971.422470>.
- Bonilla-Silva, Eduardo. 2007. *Racism Without Racists: Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in the United States*. Rowman & Littlefield.
- Bonté, Milan. 2022. « Négocier la ville en escales : les espaces publics au prisme des expériences trans à Paris, Rennes et Londres ». These de doctorat, Paris 1. <https://www.theses.fr/2022PA01H089>.
- Bontemps, Véronique, Chowra Makaremi, Sarah Mazouz, Hugo Bernard, et Babels (Research program), éd. 2018. *Entre accueil et rejet: ce que les villes font aux migrants*. Bibliothèque des frontières. Lyon: Le Passager clandestin.
- Bonvalet, Catherine, et Jacques Brun. 2002. « État des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France ». In *L'accès à la ville: les mobilités spatiales en questions*. Collection Habitat et sociétés. Paris: L'Harmattan.
- Bony, Lucie. 2015. « La domestication de l'espace cellulaire en prison ». *Espaces et sociétés* 162

(3): 13-30.

Bosa, Bastien. 2012. « 5. Plus blanc que blanc. Une étude critique des travaux sur la whiteness ». In *Les nouvelles frontières de la société française*, 129-45. Poche / Sciences humaines et sociales. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2012.03.0129>.

Bosa, Bastien, Julie Pagis, et Benoît Trépiéd. 2019. « Le “passing” : un concept pour penser les mobilités sociales ». *Genèses* n° 114 (1): 5. <https://doi.org/10.3917/gen.114.0005>.

Bouillon, Florence. 2009. *Les mondes du squat: anthropologie d'un habitat précaire*. 1re éd. Collection « Partage du savoir ». Paris: Presses universitaires de France.

Bouillon, Florence, Agnès Deboulet, Pascale Dietrich-Ragon, et Yankel Fijalkow, éd. 2019. *Vulnérabilités résidentielles*. Bibliothèque des territoires. La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube.

Bouillon, Florence, et Jérôme Monnet. 2016. « Éditorial. L'observation et ses angles : au cœur des rapports entre les chercheurs et leurs objets ». *Espaces et sociétés* 164-165 (1-2): 9-17. <https://doi.org/10.3917/esp.164.0009>.

Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction: critique sociale du jugement*. Le Sens commun. Paris: Éditions de Minuit.

Bourgois, Louis. 2019. « Urgence sociale et catégorisation des publics : les « roms migrants » sont-ils des « sans-abri » comme les autres ? » *Rhizome* N° 71 (1): 42-50.

———. 2020. « Limiter l'accès aux services de droit commun pour mieux insérer ? Le « non-recours par interdiction temporaire » dans les politiques locales des bidonvilles ». *Revue française des affaires sociales*, n° 2 (août): 245-66.

Bourgois, Louis Marie. 2021. « Résorber à bas bruit: ethnographie de l'action publique lyonnaise de résorption des squats et bidonvilles de migrants roumains précaires ». Grenoble Alpes.

Bourgois, Louis, Olivier Peyroux, Alexandre Le Clève, et Evangeline Masson-Diez. 2015. « Du bidonville à la ville : vers la « vie normale » ? Parcours d'insertion des personnes migrantes ayant vécu en bidonvilles en France. » Fondation Abbé-Pierre et Dihal.

Bourguignon, Abigail, Clément Fabre, et Christophe Granger. 2021. « Lire les corps ». *Genèses* 123 (2): 3-7. <https://doi.org/10.3917/gen.123.0003>.

Bozon, Michel. 1984. *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province: La mise en scène des différences*. Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.7640>.

Bozouls, Lorraine. 2019. « “Pour vivre heureux, vivons cachés” : pratiques résidentielles, styles de vie et rapports de genre chez les classes supérieures du pôle privé ». These de doctorat, Paris, Institut d'études politiques. <https://www.theses.fr/fr/2019IEPP0033>.

Bracke, Sarah, et María Puig de la Bellacasa. 2013. « Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines ». Traduit par Isabelle Clair. *Cahiers du Genre* 54 (1): 45. <https://doi.org/10.3917/cdge.054.0045>.

Brodiez-Dolino, Axelle, Benoit Eyraud, Christian Laval, ravon Bertrand, et Isabelle von Bueltzingsloewen. 2014. *Vulnérabilités sanitaires et sociales. De l'histoire à la sociologie* -

Axelle Brodiez-Dolino, Isabelle von Bueltzingsloewen, Benoît Eyraud, Christian Laval, Bertrand Ravon. Rennes: Presses Universitaires de Rennes. <https://www.decitre.fr/livres/vulnerabilites-sanitaires-et-sociales-9782753533363.html>.

Brousseau, Charlie. 2022. « Parler pour les autres : dessiner une méthodologie de l'advocacy et des pratiques narratives à partir de Jane Addams ». In *Ateliers du Genre*. Bruxelles: non édité.

Brubaker, Rogers. 2016. *Trans: gender and race in an age of unsettled identities*. Princeton: Princeton University Press.

Brulhardt, Marie-Claude, et Michel Bassand. 1980. *Mobilité spatiale*. Saint-Saphorin (Lavaux).

Brun, Solène. 2022. « La socialisation raciale : enseignements de la sociologie étatsunienne et perspectives françaises ». *Sociologie* 13 (2): 199-217.

Brun, Solène, et Claire Cosquer. 2022. *Sociologie de la race*. 128 Sociologie. Malakoff: Armand Colin.

Bruzulier, Jean-Luc, et Guy Haudebourg. 2001. *Cachez ce pauvre que je ne saurais voir*. Contrechamp. Rennes: Presses de l'EHESP. <https://www.cairn.info/cachez-ce-pauvre-que-je-ne-saurais-voir--9782859526595.htm>.

Bulle, Sylvaine. 2009. « Domestiquer son environnement dans un territoire confiné : le camp de réfugiés de Shu'faat à Jérusalem-Est ». *Genèses* n° 74 (1): 94. <https://doi.org/10.3917/gen.074.0094>.

Butler, Judith. 1993. *Bodies that matter: on the discursive limits of « sex »*. New York: Routledge.

———. 2010. *Ce qui fait une vie: essai sur la violence, la guerre et le deuil*. Traduit par Joëlle Marelli. Paris: Zones.

———. 2020. *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?* Traduit par martin rueff. Rivages poche. Paris: Éditions Payot & Rivages.

Butler, Judith, Zeynep Gambetti, et Leticia Sabsay, éd. 2016. *Vulnerability in resistance*. Durham: Duke University Press.

Butler, Judith. 2006. *Trouble dans le genre: le féminisme et la subversion de l'identité*. Traduit par Cynthia Kraus. La Découverte-poche. Paris: la Découverte.

Buu-Sao, Doris, et Clémence Léobal, éd. 2020. *Racialisation et action publique*. Politix, no 131 = 2020, vol. 33. Louvain-la-Neuve: De Boeck.

Cailly, Laurent, et Françoise Dureau. 2016. *Les espaces du logement: pratiques habitantes et politiques publiques*. Habitat et sociétés. Paris: l'Harmattan.

Careri, Francesco. 2013. *Walkscapes: la marche comme pratique esthétique*. Traduit par Jérôme Orsoni. Éd. française. Rayon art. [Paris] Arles: J. Chambon Actes Sud.

Caseau, Anne-Cécile. 2020a. « Le genre de la “question rom”. Migrantes roumaines en France, de la vulnérabilité sociale à la constitution de sujets politiques. » Paris: Paris 8.

———. 2020b. « Mise à la rue, mise à l'abri, et ces catégories qui font la différence: jeux et enjeux de la vulnérabilité lors des expulsions de bidonvilles ». Présenté à RT6-AFS, février.

- Cayouette-Remblière, Joanie, Gaspard Lion, et Clément Rivière. 2019. « Socialisations par l'espace, socialisations à l'espace. Les dimensions spatiales de la (trans)formation des individus ». *Sociétés contemporaines* 115 (3): 5-31. <https://doi.org/10.3917/soco.115.0005>.
- Cefaï, Daniel. 2010. *L'engagement ethnographique*. En temps & lieux 16. Paris: Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Cerema. 2018. « Base unifiée des enquêtes déplacements ».
- Cervulle, Maxime. 2012. « La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation ». *Cahiers du Genre* 53 (2): 37. <https://doi.org/10.3917/cdge.053.0037>.
- Chabaud-Rychter, Danielle, Virginie Descoutures, Eleni Varikas, et Anne-Marie Devreux. 2010. *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*. Hors collection Sciences Humaines. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/sous-les-sciences-sociales-le-genre--9782707154507.htm>.
- Chauvin, Sébastien, et Nicolas Jounin. 2012. « 7 – L'observation directe ». In *L'enquête sociologique*, par Serge Paugam, 143. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.paug.2012.01.0143>.
- Chen, Ting, et Hélène Le Bail. 2020. « Créer des liens pour lutter contre l'isolement et les violences. Mobilisation de femmes chinoises migrantes se prostituant à Paris ». *Hommes & Migrations* 1331 (4): 67-73. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.11803>.
- Chivallon, Christine. 2001. « Les géographies féministes, un plaidoyer convaincant pour la constitution de connaissances "situées" ». In *Géographies anglo-saxonnes, tendances contemporaines*, 57-94. Paris: Belin.
- Chollet, Mona. 2015. *Beauté fatale: les nouveaux visages d'une aliénation féminine*. La Découverte-poche. Paris: la Découverte.
- Chossière, Florent. 2022. « Une approche intersectionnelle des pratiques de l'espace public ». In *Les espaces publics à l'épreuve des mobilités*, Illustrated édition. Rennes: PU RENNES.
- Chouinart, et Grant. 1997. « Making Space for Disabling Differences: Challenging Ablist Geographies ».
- Ciuciu, Anina. 2014. *Je suis tzigane et je le reste*. Saint-Victor-d'Épine: City.
- Clair, Isabelle. 2016a. « Faire du terrain en féministe ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 213 (3): 66. <https://doi.org/10.3917/arss.213.0066>.
- . 2016b. « La sexualité dans la relation d'enquête: Décryptage d'un tabou méthodologique ». *Revue française de sociologie* 57 (1): 45. <https://doi.org/10.3917/rfs.571.0045>.
- Clair, Isabelle, et Elsa Dorlin, éd. 2022. *Photo de famille: penser des vies intellectuelles d'un point de vue féministe*. En temps & lieux 112. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Claude, Viviane. 2006. *Faire la ville: Les métiers de l'urbanisme au XXe siècle*. Marseille: Parenthèses Editions.

- Claude-Mathieu, Nicole. 1985. *L'arrondissement des femmes : Essais en anthropologie des sexes*. EHESS.
- Clavé-Mercier, Alexandra. 2010. « LA « TSIGANITÉ » DANS UN VILLAGE DE ROUMANIE Des logiques de catégorisation dans l'espace scolaire aux effets sur l'identification et l'inscription des individus dans la société ». Mémoire de master, Bordeaux.
- . 2014a. « Des états et des " roms " : une anthropologie du sujet entre transnationalisme et politiques d'intégration de migrants bulgares en France ». Université de Bordeaux.
- . 2014b. « L'institution scolaire face aux "migrants roms" : entre hospitalité et raison humanitaire » 26: 13.
- Clavé-Mercier, Alexandra, et Martin Olivera. 2016. « Une résistance non résistante ? : Ethnographie du malentendu dans les dispositifs d'"intégration" pour des migrants roms ». *L'Homme*, n° 219-220 (novembre): 175-207. <https://doi.org/10.4000/lhomme.29093>.
- Clerval, Anne. 2014. « Rapports sociaux de race et racialisation de la ville ». *Espaces et sociétés* 156-157 (1): 249. <https://doi.org/10.3917/esp.156.0249>.
- Clifford, James, et George E. Marcus. 1986. *Writing Culture: The Poetics and Politics of Ethnography: A School of American Research Advanced Seminar*. University of California Press.
- Cognet, Marguerite, Fabrice Dhume, et Aude Rabaud. 2017. « Comprendre et théoriser le racisme ». *Journal des anthropologues* n° 150-151 (3): 43-62.
- Cohen, Patrick, réal. 2013. « La question Rom dans le débat politique ». *Le 7/9*. Paris: France Inter.
- Collet, Victor. 2019. *Nanterre, du bidonville à la cité*. Mémoires sociales. Marseille: Agone.
- Collignon, Béatrice. 2010. « L'éthique et le terrain ». *L'Information géographique* 74 (1): 63-83. <https://doi.org/10.3917/lig.741.0063>.
- Collins, Patricia Hill. 1986. « Learning from the Outsider Within: The Sociological Significance of Black Feminist Thought ». *Social Problems* 33 (6): S14-32. <https://doi.org/10.2307/800672>.
- Condon, Stéphanie, Marylène Lieber, et Florence Maillochon. 2005. « Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines ». *Revue française de sociologie* 46 (2): 265. <https://doi.org/10.3917/rfs.462.0265>.
- Congoste, Myriam. 2012. *Le vol et la morale: l'ordinaire d'un voleur*. Les ethnographiques. Toulouse: Anacharsis.
- Conseil de l'Europe. 2012. « Contribution au glossaire sur les Roms ». <https://rm.coe.int/1680088eaa>.
- Coquard, Benoît. 2019. *Ceux qui restent: faire sa vie dans les campagnes en déclin*. Collection L'envers des faits. Paris: la Découverte.
- Coquelet, Cécile, Marie-Axelle Granié, et Jean Griffet. 2019. « Conformity to gender stereotypes, motives for riding and aberrant behaviors of French motorcycle riders ». *Journal of Risk*

*Research* 22 (8): 1078-89. <https://doi.org/10.1080/13669877.2018.1454494>.

Cossée, Claire, Adelina Miranda, Nouria Ouali, et Djaouida Séhili. 2016. « Le statut “gens du voyage” comme institution de l’antitsiganisme en France » 28: 17.

Costil, Mathilde, et Élise Roche. 2015. « Traiter les bidonvilles hier et aujourd’hui. Le relogement entre permanence et provisoire ». *Les Annales de la recherche urbaine* 110 (1): 64-73. <https://doi.org/10.3406/aru.2015.3168>.

Coulangeon, Philippe, et Ivaylo D. Petev. 2012. « L’équipement automobile, entre contrainte et distinction sociale ». *Economie et Statistique* 457 (1): 97-121. <https://doi.org/10.3406/estat.2012.9967>.

Courant, Stefan Le, Sara Casella Colombeau, Camille Gardesse, Camille Guenebeaud, et Sarah Barnier. 2019. « La police des migrants: Filtrer, disperser, harceler (introduction) », 22.

Court, Martine, et Christine Mennesson. 2015. « Les vêtements des garçons: Goûts et dégoûts parentaux au sein des classes moyennes ». *Terrains & travaux* N° 27 (2): 41. <https://doi.org/10.3917/tt.027.0041>.

Court, Martine, Christine Mennesson, Émilie Salaméro, et Emmanuelle Zolesio. 2014. « Habiller, nourrir, soigner son enfant : la fabrication de corps de classes ». *Recherches familiales* 11 (1): 43-52. <https://doi.org/10.3917/rf.011.0043>.

Courthiade, Marcel. 2003. « Les Roms dans le contexte des peuples européens sans territoire compact ». Report. Conseil de l’Europe, Strasbourg.

Cousin, Grégoire. 2012. « L’émergence en Italie d’une ‘politique tsigane’ face aux mobilités roumaines à la fin des années 2000 ». *Études Tsiganes* 46 (2): 28-45.

———. 2013. « L’évacuation de bidonvilles roms Circulaires et cycles médiatiques », 6.

———. 2015. « Le platz des Roms ». *Projet* 348 (5): 31. <https://doi.org/10.3917/pro.348.0031>.

Cousin, Grégoire, et Olivier Legros. 2014. « Gouverner par l’évacuation ? L’exemple des “campements illicites” en Seine-Saint-Denis ». *Annales de géographie* 700 (6): 1262-84. <https://doi.org/10.3917/ag.700.1262>.

Cousin, Grégoire, Gaëlla Loiseau, Laurent Viala, Dominique Crozat, et Marion (dir.) Lièvre. 2016. *Actualité de l’Habitat Temporaire. De l’habitat rêvé à l’habitat contraint*. SHS. Marseille: Terra HN éditions. <http://shs.terra-hn-editions.org/Collection/?-Actualite-de-l-habitat-temporaire-1->.

Coutras, Jacqueline. 1993. « La mobilité des femmes au quotidien : Un enjeu des rapports sociaux de sexes? » *Les Annales de la Recherche Urbaine* 59 (1): 163-70. <https://doi.org/10.3406/aru.1993.1738>.

———. 1996. *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris: A. Colin.

———. 1997. « La mobilité quotidienne et les inégalités de sexe à travers le prisme des statistiques ». *Recherches féministes* 10 (2): 77-90. <https://doi.org/10.7202/057936ar>.

———. 2003. *Les peurs urbaines et l’autre sexe*. Logiques sociales. Paris: L’Harmattan.

Coutras, Jacqueline, et Jeanne Fagnani. 1977. « Transports ». *Les Cahiers du GRIF* 19 (1): 97-102. <https://doi.org/10.3406/grif.1977.1283>.

———. 1979. *Rapports conjugaux et mobilité des femmes employées dans l'agglomération parisienne*. Édité par France) Société de mathématiques appliquées et de sciences humaines (Paris. Paris, France: Société de mathématiques appliquées et de sciences humaines.

Crenshaw, Kimberle. 1989. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics ». *University of Chicago Legal Forum* 1: 31.

Crenshaw, Kimberlé Williams. 2005. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur ». Traduit par Oristelle Bonis. *CDGE Cahiers du Genre* 39 (2): 51-82.

Cresswell, Tim. 2006. « The Right to Mobility: The Production of Mobility in the Courtroom ». *Antipode* 38 (4): 735-54. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2006.00474.x>.

———. 2010. « Towards a Politics of Mobility ». *Environment and Planning D: Society and Space* 28 (1): 17-31. <https://doi.org/10.1068/d11407>.

Cuny, Cécile. 2020. « Violences sexuelles sur un terrain d'enquête: » *Nouvelles Questions Féministes* Vol. 39 (2): 90-106. <https://doi.org/10.3917/nqf.392.0090>.

Damon, Julien. 2002. *La question SDF: critique d'une action publique*. Le lien social. Paris: Presses universitaires de France.

Daniele, Ulderico, Stefano Pasta, et Greta Persico. 2018. « From Public Enemy to Urban Ghost ». *Intersections* 4 (3). <https://doi.org/10.17356/ieejsp.v4i3.409>.

Darmon, Muriel. 2016. *La socialisation*. Vol. 3e éd. 128. Paris: Armand Colin. <https://www.cairn.info/la-socialisation--9782200601423.htm>.

Daubeuf, Jean-Baptiste. 2017. « Aimer Son Corps Au Cœur Du Bidonville ». The Conversation. 2017. <http://theconversation.com/aimer-son-corps-au-coeur-du-bidonville-85019>.

———. 2018. « L'intégration en marge des institutions républicaines dans la France contemporaine ». Sociologie, Nancy: Lorraine.

David, Cédric. 2016. « Logement social des immigrants et politique municipale en banlieue ouvrière (Saint-Denis, 1944-1955). Histoire d'une improbable citoyenneté urbaine ». Nanterre.

Davilla, Thierry. 2002. *Marcher, créer: déplacements, flâneries, dérives dans l'art de la fin du XXe siècle*. Paris: Regard.

Davis, Angela. 1983. *Femmes, race et classe*. Traduit par Dominique Taffin. Paris: Des femmes.

Davis, Angela Y. 1982. *Women, Race and Class*. New York: Random House.

Davis, Mike. 2006. *Le pire des mondes possibles: de l'explosion urbaine au bidonville global*. Traduit par Jacques Mailhos. Paris: la Découverte.

Davodeau, Étienne. 2021. *Le Droit du sol: Journal d'un vertige*. Illustrated édition. Paris: FUTUROPOLIS.



De Genova, Nicholas, éd. 2017. *The borders of « Europe »: autonomy of migration, tactics of bordering*. Durham: Duke University Press.

———. 2021. *Roma migrants in the european union: Un/Free Mobility*. S.l.: ROUTLEDGE.

Debonneville, Julien, et Marylène Lieber. 2021. « Rappels à l'ordre sexué dans l'espace public : perspective intersectionnelle sur les violences dans l'espace public ». *Dynamiques régionales* 12 (3): 83-101.

Défenseurs des, Droits. 2016. « Droit fondamental à l'éducation : une école pour tous, un droit pour chacun ». Rapport droits de l'enfant.

Delépine, Samuel. 2016. *Atlas des Tsiganes: les dessous de la question rom*. 2e éd. Collection Atlas-monde. Paris: Éditions Autrement.

Delon, Margot. 2017a. « Les bidonvilles français dans le journal Le Monde (1945-2014) », 7.

———. 2017b. « Les incidences biographiques de la ségrégation ». Paris: Science Po.

———. 2019. « Des « Blancs honoraires »?: Les trajectoires sociales des Portugais et de leurs descendants en France ». *Actes de la recherche en sciences sociales* N°228 (3): 4. <https://doi.org/10.3917/arss.228.0004>.

Delphy, Christine. 1998. *L'ennemi principal*. Collection Nouvelles questions féministes. Paris: Syllepse.

Demoli, Yoann. 2014. « Les femmes prennent le volant. Diffusion du permis et usage de l'automobile auprès des femmes au cours du xxe siècle ». *Travail, genre et sociétés* 32 (2): 119-40. <https://doi.org/10.3917/tgs.032.0119>.

———. 2015. « Carbone et tôle froissée. L'espace social des modèles de voitures ». *Revue française de sociologie* 56 (2): 223-60. <https://doi.org/10.3917/rfs.562.0223>.

Demoli, Yoann, et Marie K. Gilow. 2019. « Mobilité parentale en Belgique?: question de genre, question de classe ». *Espaces et sociétés* n°176-177 (1): 137. <https://doi.org/10.3917/esp.176.0137>.

Demoli, Yoann, et Pierre Lannoy. 2019. « IV. Marques, classes et cultures ». In , 59-76. Repères. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/sociologie-de-l-automobile--9782707197955-p-59.htm>.

Desage, Fabien, Christelle Morel Journel, et Valérie Sala Pala, éd. 2014. *Le peuplement comme politiques*. Collection « Géographie sociale ». Rennes: Presses universitaires de Rennes.

Devaux, Julian, et Nicolas Oppenchain. 2017. « La socialisation à la mobilité n'est-elle qu'une question de genre? L'exemple des adolescents de catégories populaires du rural et de zones urbaines sensibles ». *Les Annales de la Recherche Urbaine* 112 (1): 48-59. <https://doi.org/10.3406/aru.2017.3239>.

Devriendt, Émilie, Michèle Monte, et Marion Sandré. 2018. « Analyse du discours et catégories « raciales » : problèmes, enjeux, perspectives ». *Mots. Les langages du politique*, n° 116 (mars): 9-37.

Dhume, Fabrice, et Vanessa Cohen. 2018. « Dire le racisme, taire la race, faire parler la nation.

La représentation du problème du racisme à travers la presse locale ». *Mots*, n° 116 (mars): 55-72. <https://doi.org/10.4000/mots.23059>.

Dhume-Sonzogni, Fabrice, Xavier Dunezat, Camille Gourdeau, et Aude Rabaud. 2020. *Du racisme d'État en France?* Collection « Pour mieux comprendre ». Lormont: Le Bord de l'eau.

Di Méo, Guy. 2010. « Subjectivité, socialité, spatialité : le corps, cet impensé de la géographie ». *Annales de géographie* 675 (5): 466. <https://doi.org/10.3917/ag.675.0466>.

DIHAL. 2021. « Résorption des bidonvilles 2019-2020. Point d'étape ». Paris: DIHAL.

Diminescu, Dana, éd. 2014. *Les traces de la dispersion*. Revue européenne des migrations internationales, 30.2014,3/4. Potiers: Univ.

Diminescu, Dana, Rainer Ohlinger, et Violette Rey. 2001. « Les circulations migratoires roumaines : une intégration européenne par le bas ? », 13.

Diminescu, Dana, Matthieu Renault, Mathieu Jacomy, et Christophe D'Iribarne. 2010. « Le web matrimonial des migrants: L'économie du profilage au service d'une nouvelle forme de commerce ethnique ». *Réseaux* n° 159 (1): 15. <https://doi.org/10.3917/res.159.0015>.

Direnberger, Lucia, et Camille Schmoll. 2014. « Ce que le genre fait à l'espace... et inversement ». *Les cahiers du CEDREF*, n° 21 (décembre). <https://doi.org/10.4000/cedref.953>.

Djelloul, Ghaliya N. 2020. « Ethnographie féministe du mouvement à Alger : entre vulnérabilité et besoin de couverture, l'implication au coeur de la production d'un savoir situé ». *Recherches qualitatives* 39 (1): 130-51. <https://doi.org/10.7202/1070019ar>.

Domingo, Bruno. 2007. « "SDF" et construction d'un ordre public local : fluidités de l'identité assignée et normalisation des lieux ». *Déviance et Société* 31 (3): 283-303. <https://doi.org/10.3917/ds.313.0283>.

Dorlin, Elsa. 2008a. *Black feminism: anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Bibliothèque du féminisme. Paris: l'Harmattan.

———. 2008b. *Sexe, genre et sexualités: introduction à la théorie féministe*. 1. éd. Philosophies 194. Paris: Presses Univ. de France.

———. 2011. « Dark care : de la servitude à la sollicitude ». In *Le souci des autres: Éthique et politique du care*, édité par Sandra Laugier et Patricia Paperman, 117-27. Raisons pratiques. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. <http://books.openedition.org/editionsehess/11656>.

———. 2017. *Se défendre: une philosophie de la violence*. Paris: Zones.

Dorlin, Elsa, et Annie Bidet-Mordrel, éd. 2009. *Sexe, race, classe: pour une épistémologie de la domination*. 1re éd. Actuel Marx confrontation. Paris: Presses universitaires de France.

Douglas, Mary. 2005. *De la souillure: essai sur les notions de pollution et de tabou*. Traduit par Anne Guérin. Paris: La Découverte.

Doytcheva, Milena, et Yvan Gastaut. 2022. « Race, Racismes, Racialisations : Enjeux conceptuels et méthodologiques, perspectives critiques ». *Emulations - Revue de sciences sociales*, n° 42.

Dunezat, Xavier. 2016. « L'accueil en préfecture aux guichets pour étrangers : une forme de racisme institutionnel ? » *Migrations Societe* 163 (1): 91-108.

Dunezat, Xavier, et Camille Gourdeau. 2016. « Le *racisme institutionnel*: un concept polyphonique ». *Migrations Société* N° 163 (1): 13. <https://doi.org/10.3917/migra.163.0013>.

Dunezat, Xavier, et Pauline Picot. 2017. « Quand la catégorisation masque l'inégalité ». *Journal des anthropologues* 150-151 (3-4): 63-83.

Duplan, Karine. 2016. *Devenir 'expat'. Pratiques de l'espace du quotidien de femmes en situation de mobilité internationale à Luxembourg*. Paris 4. <http://www.theses.fr/2016PA040057>.

Dupont-Kieffer, A., et Z. Krakutovski. 2011. « Temps de transport au regard des changements démographiques en Ile-de-France : tendances passées et projections à l'horizon 2030 ». *RTS - Recherche Transports Sécurité* 27 (2): pp 75. <https://doi.org/10.1007/s13547-011-0009-1>.

Dupont-Kieffer, Ariane, éd. 2014. *Proceedings of the Fifth International Conference on Women Issues in Transportation*. Geneve: FIA publications.

Durandin, Catherine. 1995. *Histoire des roumains*. Paris: Fayard.

Edogué Ntang, Jean-Louis. 2014. « Belyounech (Maroc). L'empreinte de la souillure dans les campements près de la frontière ». In *Un monde de camps*. Paris: La Découverte.

Ehrenreich, Barbara, et Arlie Hochschild. 2002. *Global Woman: Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy*. Henry Holt and Company.

Elliot, Alice. 2016. « Gender ». In *Keywords of Mobility: Critical Engagements*. New York: Berghahn Books.

Elliot, Alice, Roger Norum, et Noel B. Salazar, éd. 2017. *Methodologies of mobility: ethnography and experiment*. Worlds in motion, volume 2. New York: Berghahn Books.

Elliott, Terri. 1994. « Making Strange What Had Appeared Familiar »: Édité par Sherwood J. B. Sugden et The Hegeler Institute. *Monist* 77 (4): 424-33. <https://doi.org/10.5840/monist199477424>.

Eloy, Pierre. 2020. « La parentalité sous contrainte des familles immigrées sans domicile en Île-de-France. Les résultats de l'enquête Enfams ». *Revue des politiques sociales et familiales* 134 (1): 83-92. <https://doi.org/10.3406/caf.2020.3396>.

England, Kim V.L. 1993. « Suburban Pink Collar Ghettos: The Spatial Entrapment of Women? » *Annals of the Association of American Geographers* 83 (2): 225-42. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8306.1993.tb01933.x>.

Essed, Philomena. 1991. *Understanding everyday racism: an interdisciplinary theory*. Sage series on race and ethnic relations, v. 2. Newbury Park: Sage Publications.

———. 2005. « Racisme et préférence pour l'identique : du clonage culturel dans la vie quotidienne. Traduit de l'anglais par Brigitte Marrec ». *Actuel Marx* 38 (2): 103-18. <https://doi.org/10.3917/amx.038.0103>.

Estebanez, Jean, et Lina Raad. 2017. *Géographie et cultures*.

Fagnani, Jeanne. 1977. « Activités féminines et transports urbains ». *Annales de Géographie* 86 450

(477): 542-61. <https://doi.org/10.3406/geo.1977.17627>.

Falquet, Jules, Helena Sumiko Hirata, et Danièle Kergoat, éd. 2010. *Le sexe de la mondialisation: genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Fait politique. Paris: Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Fanon, Frantz. 1975. *Peau noire, masques blancs*. Points. Paris: Éd. du Seuil.

Fassa, Farinaz, Eléonore Lépinard, et Marta Roca Escoda. 2018. *L'Intersectionnalité: enjeux théoriques et politiques*.

Fassin, Didier. 2004. *Des maux indicibles: sociologie des lieux d'écoute*. Paris: La Découverte.

———. 2012a. « 6. Ni race, ni racisme. Ce que racialisier veut dire ». In *Les nouvelles frontières de la société française*, 147-72. Poche / Sciences humaines et sociales. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2012.03.0147>.

———. 2012b. *Les nouvelles frontières de la société française*: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2012.03>.

Fassin, Didier, et Alban Bensa. 2008. *Les politiques de l'enquête: épreuves ethnographiques*. Recherches. Paris: La Découverte.

Fassin, Didier, et Eric Fassin, éd. 2009. *De la question sociale à la question raciale: représenter la société française*. Poche / Découverte. Paris: Découverte.

Fassin, Éric, Carine Fouteau, Serge Guichard, et Aurélie Windels. 2014. *Roms & riverains: une politique municipale de la race*. Paris: La Fabrique éditions.

Fausto-Sterling, Anne. 1993. « The Five Sexes: Why Male and Female Are Not Enough ». *The Sciences* 33 (2): 20-24. <https://doi.org/10.1002/j.2326-1951.1993.tb03081.x>.

———. 2012. *Corps en tous genres: la dualité des sexes à l'épreuve de la science*. Traduit par Oristelle Bonis. Collection Genre & sexualité. Paris: la Découverte Institut Émilie du Châtelet.

Federici, Silvia. 2004. *Caliban et la sorcière: femmes, corps et accumulation primitive*. Traduit par Senonevero.

Felder, Maxime. 2021. « Familiarity as a Practical Sense of Place ». *Sociological Theory*, août, 073527512110377. <https://doi.org/10.1177/07352751211037724>.

Fischer, Elizabeth. 2006. « Robe et culottes courtes, l'habit fait-il le sexe? » In *Filles-garçons, socialisation différenciée?*, par Anne Dafflon Nouvelle, 241-66. Grenoble: PUG.

Flores Espínola, Artemisa. 2012. « Subjectivité et connaissance : réflexions sur les épistémologies du point de vue » *Cahiers du Genre* 53 (2): 99. <https://doi.org/10.3917/cdge.053.0099>.

Florin, Bénédicte, et Pascal Garret. 2019. « « Faire la ferraille » en banlieue parisienne : glaner, bricoler et transgresser ». *EchoGéo*, n° 47 (avril). <https://doi.org/10.4000/echogeo.16942>.

Foisneau, Lise. 2018. « Ethnographie des kumpanji de Provence : rencontres, séparations et retrouvailles chez les Roms "Hongrois" ». Aix-Marseille.

Foisneau, Lise, et Valentin Merlin. 2022. *Les nomades face à la guerre (1939-1946)*. Collection

Critique de la politique 25. Paris: Klincksieck.

Fol, Sylvie. 2009. *La mobilité des pauvres: pratiques d'habitants et politiques publiques*. Mappemonde. Paris: Belin.

Fol, Sylvie, Yoan Miot, et Cécile Vignal, éd. 2016. *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques. Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*. Le regard sociologique. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion. <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.3174>.

Fondation Abbé Pierre. 2018. « Rapport sur l'état du mal-logement en France ». 23e. Paris.

Fontaine, Ludovic, Elise Roche, et Pauline Teppe. 2016. « Reloger des « indésirables » en urgence. Les territoires de l'hébergement des familles étrangères sans-domiciles à Lyon et Grenoble ». *Géographie et cultures*, n° 98 (octobre): 65-87. <https://doi.org/10.4000/gc.4463>.

Fourchard, Laurent. 2018. « État de littérature. Le vigilantisme contemporain. Violence et légitimité d'une activité policière bon marché ». *Critique internationale* 78 (1): 169-86. <https://doi.org/10.3917/cii.078.0169>.

Fournand, Anne. 2009. « La femme enceinte, la jeune mère et son bébé dans l'espace public ». *Géographie et cultures Corps urbains* (70): 79-98. <https://doi.org/10.4000/gc.2320>.

France. Commission nationale consultative des droits de l'homme, éd. 2021. *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie: année 2020*. CNCDH. Paris: La Documentation française.

Frankenberg, Ruth. 1993. *White Women, Race Matters: The Social Construction of Whiteness*. NED-New edition. University of Minnesota Press. <http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctttsnhh>.

Fricker, Miranda. 2007. *Epistemic Injustice*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198237907.001.0001>.

Friedan, Betty. 1963. *The Feminine Mystique*. Traduit par Anna Quindlen. New York: W.W. Norton & Company.

Froidevaux-Metterie, Camille. 2015. *La révolution du féminin*. Gallimard. <http://www.cairn.info/la-revolution-du-feminin--9782072879531.htm>.

———. 2018. « Qu'est-ce que le féminisme phénoménologique ? » *Cites* N° 73 (1): 81-90.

———. 2021. *Un corps à soi*. La couleur des idées. Paris XIXe: Éditions du Seuil.

Froment-Meurice, Muriel. 2016. « Produire et réguler les espaces publics contemporains : les politiques de gestion de l'indésirabilité à Paris ». Créteil: UPEC.

Gaborieau, David. 2016. « Des usines à colis : trajectoire ouvrière des entrepôts de la grande distribution ». These de doctorat, Paris 1. <https://www.theses.fr/2016PA01E058>.

Gagnon, John. 2008. *Les scripts de la sexualité: essais sur les origines culturelles du désir*. Paris: Payot.

Gardes, Cyrine. 2019. « Un salariat à bas coût. Le travail dans une enseigne low-cost de bricolage ». Paris: EHESS.

- Gardner, Carol Brooks. 1995. *Passing By: Gender and Public Harassment*.
- Garrau, Marie. 2018. *Politiques de la vulnérabilité*. CNRS philosophie. Paris: CNRS éditions.
- Garrau, Marie, et Mickaëlle Provost. 2022. *Expériences vécues du genre et de la race: pour une phénoménologie critique*. Philosophies pratiques 9. Paris: Éditions de la Sorbonne.
- Gavray, Claire. 2007. *Femmes et mobilités*. Marcinelle: Cortext.
- Gerbier-Aublanc, Marjorie. 2016. « Du “care” à l’ “agency” : l’engagement associatif des femmes d’Afrique subsaharienne dans la lutte contre le VIH/sida en France ». Thèse de doctorat, Sorbonne Paris Cité. <https://www.theses.fr/2016USPCB177>.
- Geremek, Bronisław, et Bronisław Geremek. 1987. *La potence ou la pitié: l’Europe et les pauvres du Moyen Age à nos jours*. Traduit par Joanna Arnold-Moricet. Bibliothèque des Histoires. Paris: Gallimard.
- Gilbert, Melissa. 1998. « “Race,” Space, and Power: The Survival Strategies of Working Poor Women ». *Annals of the Association of American Geographers* 88 (4): 595-621. <https://doi.org/10.1111/0004-5608.00114>.
- . 2014. « “Race”, espace et pouvoir. Stratégies de survie des travailleuses pauvres ». In *Villes contestées: pour une géographie critique de l’urbain*. Paris: les Prairies ordinaires.
- Gilbert, Pierre. 2016. « Troubles à l’ordre privé ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 215 (5): 102-21.
- Gilligan, Carol. 1982. *In a different voice: Psychological theory and women’s development*. In *a different voice: Psychological theory and women’s development*. Cambridge, MA, US: Harvard University Press.
- Gilow, Marie. 2019. « Le Travail Domestique de Mobilité. Un concept pour comprendre la mobilité quotidienne des travailleuses avec enfants à Bruxelles ». Thèses en sciences politiques et sociales, Bruxelles: Université Libre de Bruxelles.
- . 2020. « “It’s work, physically and logistically”: Analyzing the daily mobility of employed mothers as Domestic Mobility Work ». *Journal of Transport Geography* 85 (avril). <https://doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2020.102693>.
- Giroud, Matthieu. 2007. « Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne) ». Poitiers: Poitiers.
- Gisti. 2013. « Roms, les nouveaux parias ». *Plein droit* 99 (4): 3. <https://doi.org/10.3917/pld.099.0003>.
- Glenn, Evelyn Nakano. 1992. « From Servitude to Service Work: Historical Continuities in the Racial Division of Paid Reproductive Labor ». *Signs* 18 (1): 1-43.
- . 2000. « Creating a Caring Society ». *Contemporary Sociology* 29 (1): 84. <https://doi.org/10.2307/2654934>.
- Goffman, Erving. 1973a. *La présentation de soi*. La mise en scène de la vie quotidienne / Erving Goffman 1. Paris: Ed. de Minuit.

———. 1973b. *Les relations en public*. La mise en scène de la vie quotidienne / Erving Goffman 2. Paris: Ed. de Minuit.

Grafmeyer, Yves. 2010. « Approches sociologiques des choix résidentiels ». In *Élire domicile : La construction sociale des choix résidentiels*, édité par Jean-Yves Authier, Catherine Bonvalet, et Jean-Pierre Lévy, 35-52. Hors collection. Lyon: Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.4872>.

Grammont, Sarah Carton de. 2008. « La mise à distance familiale : dénouer les touillons du terrain pour tisser les fils de l'écriture » 5: 19.

Granié, Marie-Axelle. 2008. « Influence de l'adhésion aux stéréotypes de sexe sur la perception des comportements piétons chez l'adulte ». *Recherche - Transports - Sécurité* 101 (juillet): 253-64. <https://doi.org/10.3166/rts.101.253-263>.

Greed, Clara H. 1994. *Women and Planning: Creating Gendered Realities*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203410288>.

Grésillon, Étienne, Frédéric Alexandre, et Bertrand Sajaloli. 2016. *La France des marges*. Horizon. Malakoff: Armand Colin.

Gros, Frédéric. 2011. *Petite bibliothèque du marcheur*. Paris: Flammarion. <http://banq.pretnumerique.ca/accueil/isbn/9782081267978>.

Grosz, E. A. 1994. *Volatile bodies: toward a corporeal feminism*. Theories of representation and difference. Bloomington: Indiana University Press.

Guenebeaud, Camille. 2016. « Le corps face à la frontière. Étude de la répression des migrants sans-papiers à la frontière franco-britannique ». *Corps* N° 14 (1): 31. <https://doi.org/10.3917/corp1.014.0031>.

———. 2017. « Migrants et luttes des places dans la ville de Calais ». Lille: Lille 1.

Guenebeaud, Camille, et Annalisa Lendaro. 2020. « Mettre le feu aux poudres ou passer inaperçu? Stratégies de résistance à Lampedusa et à Calais ». *Cultures & conflits*, n° 117 (juillet): 79-96. <https://doi.org/10.4000/conflits.21541>.

Guénif-Souilamas, Nacira. 2020. « Aux sources du racisme d'État: » In *Cahiers libres*, 133-50. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.slaou.2020.01.0133>.

Guenther, Lisa. 2019. « Critical Phenomenology ». In *50 Concepts for a Critical Phenomenology*. Northwestern University Press.

Guillaumin, Colette. 1981. « “Je sais bien mais quand même” ou les avatars de la notion de race ». *Le Genre humain* N°1 (1): 55. <https://doi.org/10.3917/lgh.001.0055>.

———. 1992. *Sexe, race et pratique du pouvoir*. Paris: Côté-femmes.

———. 2002. *L'idéologie raciste: Genèse et langage actuel*. Paris: Gallimard.

Guillou, Jacques. 1994. « L'errance des jeunes sans domicile fixe au sein des espaces publics ». *Géographes associés* 14 (1): 127-35. <https://doi.org/10.3406/geoas.1994.1888>.

Gusfield, Joseph. 2003. « Action collective et problèmes publics ». In *Le sens du public*.

- Guyavarch, Emmanuelle, Erwan Le Méner, et Nicolas Oppenheim. 2016. « La difficile articulation entre les espaces du quotidien chez les enfants sans logement ». *Les Annales de la recherche urbaine* 111 (1): 18-29. <https://doi.org/10.3406/aru.2016.3220>.
- Haicault, Monique. 1984. « La gestion ordinaire de la vie en deux ». *Sociologie du travail* 26 (3): 268-77. <https://doi.org/10.3406/sotra.1984.2072>.
- . 2012. « Autour d'agency. Un nouveau paradigme pour les recherches de Genre ». *Rives méditerranéennes*, n° 41 (février): 11-24. <https://doi.org/10.4000/rives.4105>.
- Hajjat, Abdellali. 2021. « Des discours republicains aveugles à la race ? La question raciale entre texte public et texte cache » 12 (4): 9.
- Hall, Edward T. 2014. *La Dimension cachée*. POINTS.
- Hancock, Claire. 2002. « Genre et géographie : les apports des géographies de langue anglaise ». *Espace, populations, sociétés* 20 (3): 257-64. <https://doi.org/10.3406/espos.2002.2038>.
- . 2011. « Le corps féminin, enjeu géopolitique dans la France postcoloniale ». *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 13 (mai). <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.1882>.
- . 2018. « La ville, les espaces publics... et les femmes »: *Les Cahiers du Développement Social Urbain* N° 67 (1): 11-13. <https://doi.org/10.3917/cdsu.067.0011>.
- Hanmer, Jalna. 1977. « Violence et contrôle social des femmes ». Traduit par E. L. Reviewed work(s): *Questions Féministes*, n° 1: 68-88.
- Hanson, Susan, et Geraldine Pratt. 1988. « Spatial Dimensions of the Gender Division of Labor in a Local Labor Market ». *Urban Geography* 9 (2): 180-202. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.9.2.180>.
- . 1995. *Gender, Work and Space*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203397411>.
- Haraway, Donna. 1988. « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies* 14 (3): 575. <https://doi.org/10.2307/3178066>.
- . 2007. *Manifeste cyborg et autres essais: sciences, fictions, féminismes*. Traduit par Laurence Allard, Delphine Gardey, et Nathalie Magnan. Essais. Paris: Exils.
- . 2020. *Vivre avec le trouble*. Traduit par Vivien García. Vaulx-en-Velin: les Éditions des Mondes à faire.
- Harding, Sandra. 1991. *Whose Science? Whose Knowledge?: Thinking from Women's Lives*. Cornell University Press.
- Hartsock, Nancy C. M. 1983a. *Money, sex, and power: toward a feminist historical materialism*. Longman series in feminist theory. New York: Longman.
- . 1983b. « The Feminist Standpoint: Developing the Ground for a Specifically Feminist Historical Materialism ». In *Discovering Reality: Feminist Perspectives on Epistemology, Metaphysics, Methodology, and Philosophy of Science*, édité par Sandra Harding et Merrill B. Hintikka, 283-310. Synthese Library. Dordrecht: Springer Netherlands. <https://doi.org/10.1007/0->



306-48017-4\_15.

Hasdeu, Iulia. 2008. « Corps et vêtements des femmes rom en Roumanie ». *Etudes Tsiganes* n° 33-34 (1): 60-77.

Héritier, Françoise. 2003. « Une anthropologie symbolique du corps ». *Journal des Africanistes* 73 (2): 9-26. <https://doi.org/10.3406/jafr.2003.1339>.

Hill Collins, Patricia. 1990. *Black feminist thought: knowledge, consciousness, and the politics of empowerment*. Perspectives on gender, v. 2. Boston: Unwin Hyman.

———. 2017. *La pensée féministe noire: savoir, conscience et politique de l'empowerment*. Montréal (Québec): Les Éditions du Remue-ménage.

Hollander, Anne. 1978. *Seeing through clothes*. New York: Viking Press.

hooks, bell. 1984. *Feminist theory from margin to center*. Boston, MA: South End Press.

Hooks, Bell. 2004. *Belonging: A Culture of Place*. Taylor & Francis Group.

hooks, bell. 2017. *De la marge au centre. Théorie féministe*. Cambourakis. Sorcières.

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/resultats-detailles-de-lenquete-mobilite-des-personnes-de-2019>. 2021. « Résultats détaillés de l'enquête mobilité des personnes 2019 ». Données et études statistiques pour le changement climatique, l'énergie, l'environnement, le logement, et les transports. 2021. <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/resultats-detailles-de-lenquete-mobilite-des-personnes-de-2019>.

Hubert, Alix. 2019. « Ethnographier les chasseurs ardennais : Appréhensions, émotions et malentendus ». *Terrains/Théories*, n° 10 (octobre). <https://doi.org/10.4000/teth.1992>.

Hubert, Marie-Christine. 1999. « Les réglementations anti-tsiganes en France et en Allemagne, avant et pendant l'occupation ». *Revue d'Histoire de la Shoah / Le Monde Juif*, 167.

Hull, Gloria T., Patricia Bell Scott, et Barbara Smith. 1982. *But Some of Us Are Brave: Black Women's Studies: All the Women are White, All the Blacks are Men*. New York City: Feminist Press at The City University of New York.

Hurtig, Marie-Claude, Michèle Kail, Hélène Rouch, Centre Régional de Publication, et Centre national de la recherche scientifique, éd. 2002. *Sexe et genre: de la hiérarchie entre les sexes: [actes du colloque du CNRS]*. Nouv. éd. Paris: CNRS Éd.

Huyghe, Florian. 2016. « Résorption douce d'un bidonville, cas d'études. » Présenté à Métropoles européennes: les bidonvilles et leur économie, Projet Migrom, Maison des Sciences de l'Homme, Aubervilliers.

Ibos, Caroline. 2019. « Éthiques et politiques du care. Cartographie d'une catégorie critique ». *Clio. Femmes, Genre, Histoire* 49 (1): 181-219. <https://doi.org/10.4000/cli.16440>.

Imbert, Christophe, Hadrien Dubucs, F. Dureau, Matthieu Giroud, et Projet « Mobilités entre métropoles européennes et reconfiguration des espaces de vie. », éd. 2014. *D'une métropole à l'autre: pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*. Recherches. Paris: Armand Colin.

Imbert, Christophe, Éva Lelièvre, et David Lessault, éd. 2021. *La famille à distance : Mobilités, territoires et liens familiaux. La famille à distance : Mobilités, territoires et liens familiaux*. Questions de populations. Paris: Ined Éditions. <http://books.openedition.org/ined/15898>.

Isaksen, Lise Widding, et Lena Näre. 2019. « Local Loops and Micro-Mobilities of Care: Rethinking Care in Egalitarian Contexts ». *Journal of European Social Policy* 29 (5): 593-99. <https://doi.org/10.1177/0958928719879669>.

———. 2022. « Care Loops, Mobilities and the Neoliberalization of Care in Transforming Welfare States ». In *Care Loops and Mobilities in Nordic, Central, and Eastern European Welfare States*, édité par Lena Näre et Lise Widding Isaksen, 1-17. Palgrave Macmillan Studies in Family and Intimate Life. Cham: Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-92889-6\\_1](https://doi.org/10.1007/978-3-030-92889-6_1).

Jarrigeon, Anne. 2007. « Corps à corps urbains. Vers une anthropologie poétique de l'anonymat parisien. » Paris: Paris IV - Sorbonne.

———. 2016. « En mouvement les signes. L'espace urbain à hauteur de talons. » In *Le génie de la marche. Poétique, Savoirs et Politique des Corps Mobiles*, 148-63. Hermann. <http://www.cairn.info/le-genie-de-la-marche--9782705692827-page-148.htm>.

Jaspard, Maryse, Elizabeth Brown, Stéphanie Condon, Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Annik Houel, Brigitte Lhomond, Florence Maillachon, Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles, et Marie-Ange Schiltz. 2003. *Les violences envers les femmes en France. Une enquête nationale*. Paris: La Documentation française.

Jaunait, Alexandre, et Sébastien Chauvin. 2012. « Représenter l'intersection: Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales ». *Revue française de science politique* 62 (1): 5. <https://doi.org/10.3917/rfsp.621.0005>.

« Jeudi 24 et vendredi 25 novembre 2022 — Journées d'étude "Race et socialisation" - Institut Convergences Migrations ». 2022. 2022. <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2022/10/07/jeudi-24-et-vendredi-25-novembre-2022-journees-detude-race-et-socialisation/>.

Johnston-Anumonwo, I. 1997. « Race, Gender, and Constrained Work Trips in Buffalo, Ny, 1990 ». *Professional Geographer* 49 (3): 306-17. <https://doi.org/10.1111/0033-0124.00079>.

Joseph, Isaac. 1992. « L'espace public comme lieu de l'action ». *Les Annales de la Recherche Urbaine* 57 (1): 211-17. <https://doi.org/10.3406/aru.1992.1716>.

———. 1998. *La ville sans qualités*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube.

Jounin, Nicolas, Élise Palomares, et Aude Rabaud. 2008. « Ethnicisations ordinaires, voix minoritaires ». *Societes contemporaines* n° 70 (2): 7-23.

Jouve, Élodie, et Pascale Pichon. 2015. « Le chez-soi, le soi, le soin. L'expérience limite des personnes sans domicile fixe comme modèle de compréhension de la vulnérabilité sanitaire ». *Les Annales de la recherche urbaine* 110 (1): 46-55. <https://doi.org/10.3406/aru.2015.3166>.

Junker, Buford H. (Buford Helmholz). 1960. *Field Work; an Introduction to the Social Sciences*. [Chicago] University of Chicago Press. <http://archive.org/details/fieldworkintroduoojunk>.

Katz, Cindi, et Janice J Monk. 1993. *Full Circles: Geographies of Women over the Life Course*.

London; New York: Routledge.

Kaufmann, Vincent. 2008. *Les paradoxes de la mobilité : Bouger, s'enraciner*. Lausanne: PPUR.

Kelly, Liz. 2019. « Le continuum de la violence sexuelle ». Traduit par Marion Tillous. *Cahiers du Genre* n° 66 (1): 17-36.

Kerivel, Aude. 2021. « Femmes à la recherche d'un emploi dans les quartiers populaires, entre mobilité et isolement ». In *Mobilités : toutes et tous égaux ?*, édité par Sophie Louargant et Alexia Barroche, 43-66. Carrefours des idées. Grenoble: UGA Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.ugaeditions.17715>.

Kobelinsky, Carolina. 2009. « L'accueil des demandeurs d'asile en France : une ethnographie de l'attente ». These de doctorat, Paris, EHESS. <https://www.theses.fr/2009EHES0405>.

Kocadost, Fatma. 2018. « Ethnographie d'un réseau amical de femmes maghrébines des classes populaires en France ». These de doctorat, Paris Sciences et Lettres (ComUE). <https://www.theses.fr/2018PSLEH157>.

Kocadost, Fatma Çingı. 2017. « Le positionnement intersectionnel comme pratique de recherche : faire avec les dynamiques de pouvoir entre femmes ». *Les cahiers du CEDREF*, n° 21 (décembre): 17-50. <https://doi.org/10.4000/cedref.1053>.

Kofman, Eléonore. 2008. « Genre, migrations, reproduction sociale et Welfare state. Un état des discussions ». Traduit par Séverine Sofio. *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 16 (janvier): 101-24. <https://doi.org/10.4000/cedref.579>.

Kuhar, Roman, et David Paternotte. 2018. *Campagnes anti-genre en Europe: des mobilisations contre l'égalité*. Lyon: Presses universitaires de Lyon.

Lacaze, Gaëlle. 2006. « La notion de « technique du corps » appliquée à l'étude des Mongols ». *Le Portique. Revue de philosophie et de sciences humaines*, n° 17 (janvier). <https://doi.org/10.4000/leportique.842>.

L'Alliance contre l'Antitsiganisme. 2019. « Antitsiganisme – Un Document de Référence ». <https://antigypsyism.eu/antitsiganisme-un-document-de-reference/>.

« L'alliance contre l'antitsiganisme ». 2019.

Lambert, Anne, Pascale Dietrich-Ragon, et Catherine Bonvalet. 2018. *Le monde privé des femmes. Genre et habitat dans la société française*. Questions de populations 3. [www.ined.fr/fr/publications/questions-populations/le-monde-prive-des-femmes/#tabs-1](http://www.ined.fr/fr/publications/questions-populations/le-monde-prive-des-femmes/#tabs-1).

Lanzaro, Marie. 2021. « Femmes et hommes sans-domicile : un traitement préférentiel ? » In *Le monde privé des femmes : Genre et habitat dans la société française*, édité par Catherine Bonvalet, Pascale Dietrich-Ragon, et Anne Lambert, 173-92. Questions de populations. Paris: Ined Éditions. <http://books.openedition.org/ined/17370>.

Lapassade, Georges. 2016. « Observation participante ». In *Vocabulaire de psychosociologie*, par Jacqueline Barus-Michel, Eugène Enriquez, et André Lévy, 392. ERES. <https://doi.org/10.3917/eres.barus.2016.01.0392>.

Latouche, Alice. 2018. « Exilées sans refuge : l'impact de l'appropriation du lieu sur la vulnérabilité des femmes migrantes en Grèce ». Thèse en préparation, Poitiers. <https://www.theses.fr/s218776>.

Laugier, Sandra, et Patricia Paperman, éd. 2011. *Le souci des autres: Éthique et politique du care*. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. <https://doi.org/10.4000/books.editionsehess.11599>.

Laugier, Sandra, Patricia Paperman, et Pascale Molinier, éd. 2021. *Qu'est-ce que le care? souci des autres, sensibilité, responsabilité*. Petite Bibliothèque Payot. Paris: Éditions Payot & Rivages.

Laurent, Sylvie, et Thierry Leclère, éd. 2013. *De quelle couleur sont les Blancs? des « petits Blancs » des colonies au « racisme anti-Blancs »*. Cahiers libres. Paris: La Découverte.

Le Bars, Joanne. 2017. « “Conquérir la galère”. Géographie féministe postcoloniale de femmes sans-papiers venues d'Afrique ».

———. 2018. « Accéder à un espace à soi. Contraintes de genre, luttes de classement et résistances en situation administrative précaire ». *Annales de géographie* 720 (2): 169-91. <https://doi.org/10.3917/ag.720.0169>.

Le Breton, David. 2000. *Eloge de la marche*. Suites sciences humaines 3. Paris: Métailié.

———. 2008. *La sociologie du corps*. 6e éd. mise à jour. Que sais-je? 2678. Paris: Presses universitaires de France.

———. 2010. « D'une tyrannie de l'apparence : corps de femmes sous contrôle ». In *Éthique de la mode féminine*, 3-26. Hors collection. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.dion.2010.01.0003>.

———. 2011. *Anthropologie du corps et modernité*. 6e éd. mise à jour. Quadrige. Paris: PUF.

Le Guin, Ursula K. 2020. *Danser au bord du monde: mots, femmes, territoires*. Traduit par Hélène Collon. Premier secours. Paris: Éditions de l'Éclat.

Le Méner, Erwan, et Nicolas Oppenheim. 2015. « Pouvoir aller à l'école. La vulnérabilité résidentielle d'enfants vivant en hôtel social ». *Les Annales de la recherche urbaine* 110 (1): 74-87. <https://doi.org/10.3406/aru.2015.3169>.

Le Wita, Béatrix. 2015. *Ni vue ni connue : Approche ethnographique de la culture bourgeoise*. *Ni vue ni connue : Approche ethnographique de la culture bourgeoise*. Ethnologie de la France. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsh.2986>.

Legros, Olivier. 2009. « Les pouvoirs publics et la “question rom” en Europe aujourd'hui. Perspectives de recherches pour une approche comparative ». *Études Tsiganes* 39-40 (3-4): 42-55. <https://doi.org/10.3917/tsig.039.0042>.

———. 2010. « Les « villages d'insertion »: un tournant dans les politiques en direction des migrants roms en région parisienne ? » *Revue Asylon(s)*, n° 8. [article947.html](http://article947.html).

———. 2011. « Réguler la société par l'espace ? : Réflexions sur la dimension spatiale des politiques en direction des migrants roms dans les villes françaises ». *Lignes* 34 (1): 161.

<https://doi.org/10.3917/lignes.034.0161>.

Legros, Olivier, et Jean Rossetto. 2011. « La « question rom » en Europe aujourd'hui : Regards croisés et mises en perspectives ». *Etudes Tsiganes* 46 (2): 4. <https://doi.org/10.3917/tsig.046.0004>.

Legros, Olivier, et Tommaso Vitale. 2011. « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes : mobilités, régulations et marginalités ». *Géocarrefour*, n° Vol. 86/1 (septembre). <http://journals.openedition.org/geocarrefour/8220>.

Lehman-Frisch, Sonia, Jean-Yves Authier, et Frédéric Dufaux. 2012. « Les enfants et la mixité sociale dans les quartiers gentrifiés à Paris, Londres et San Francisco ». 153. Université Cergy-Pontoise / Université Lyon II / Université Paris Ouest – Nanterre.

Lelévrier, Christine. 2014. « La trajectoire, une autre approche des effets de la rénovation ». In *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, édité par Sylvie Fol, Yoan Miot, et Cécile Vignal, 119-38. Presses universitaires du Septentrion. <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.3192>.

Léobal, Par Clémence. 2017. « 'Osu', 'baraques' et 'batiman' : Redessiner les frontières de l'urbain à Soolan (Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane) ». Paris: Université Paris Descartes.

Lépinard, Éléonore, et Marylène Lieber. 2020. *Les théories en études du genre: Repères*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.liebe.2020.01>.

Lépinard, Éléonore, et Sarah Mazouz. 2021. « Pour l'intersectionnalité ». In *Pour l'intersectionnalité*, 3-71. Hors collection. Anamosa. <https://doi.org/10.3917/anamo.lepin.2021.01.0003>.

Lerner, Gerda. 1975. *De l'esclavage à la ségrégation : les femmes noires dans l'Amérique des Blancs*. Paris: Denoël Gonthier.

Lévy, Jean-Pierre. 2003. « Peuplement et trajectoires dans l'espace résidentiel : le cas de la Seine-Saint-Denis ». *Population* 58 (3): 365-400. <https://doi.org/10.2307/3271332>.

Lévy, Jean-Pierre, et F. Dureau. 2002. *L'accès à la ville: les mobilités spatiales en questions*. Collection Habitat et sociétés. Paris: L'Harmattan.

Lieber, Marylène. 2008. *Genre, violences et espaces publics : La vulnérabilité des femmes en question*. Paris: Les Presses de Sciences Po.

Liégeois, Jean-Pierre. 2005. « Les Roms au cœur de l'Europe ». *Le Courrier des pays de l'Est* 1052 (6): 19-29. <https://doi.org/10.3917/cpe.056.0019>.

Liégeois, Jean-Pierre. 2007. *Roms en Europe*. Conseil de l'Europe, Strasbourg. [http://book.coe.int/FR/ficheouvrage.php?PAGEID=36&lang=FR&produit\\_aliasid=2132](http://book.coe.int/FR/ficheouvrage.php?PAGEID=36&lang=FR&produit_aliasid=2132).

Liégeois, Jean-Pierre. 2019. *Roms et Tsiganes*. Vol. uvelle édition. Repères. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/roms-et-tsiganes--9782348043499.htm>.

Lièvre, Marion. 2013. « Nationalisme ethnoculturel et rapport à la culture des Roms en Roumanie postcommuniste et multiculturaliste. » Thèse en ethnologie, Montpellier: Université Paul-Valéry, Montpellier 3.

- Lion, Gaspard. 2014. « En quête de chez-soi. Le bois de Vincennes, un espace habitable ? » *Annales de géographie* n° 697 (3): 956-81.
- . 2018. « Habiter en camping. Trajectoires de membres des classes populaires dans le logement non ordinaire ». Thèse de doctorat, Paris Sciences et Lettres (ComUE). <https://www.theses.fr/2018PSLEHo56>.
- Lorde, Audre. 1984. *Sister outsider: essays and speeches*. The Crossing Press feminist series. Trumansburg, NY: Crossing Press.
- . 1988. *A Burst of Light: And Other Essays*. <http://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=4924834>.
- Louargant, Sophie. 2019. *Mobilités: toutes et tous égaux ?* Carrefours des idées. Grenoble: UGA éditions, Université Grenoble Alpes.
- Löw, Martina. 2015. *Sociologie de l'Espace*. Paris: Maison des Sciences de l'Homme.
- Lurbe I Puerto, Kàtia. 2015. « The Insertion of Roma in Sénart Project (2000–2007): A Local Minority-Targeted Affirmative Action Following in the Footsteps of the French Republican Citizenship Model ». *Identities* 22 (6): 653-70. <https://doi.org/10.1080/1070289X.2014.950968>.
- Luxembourg, Corinne, Damien Labruyère, et Emmanuelle Faure, éd. 2020. *Les sens de la ville: pour un urbanisme de la vie quotidienne*. Penser le monde. Montreuil: Le Temps des cerises.
- Ma Mung, Emmanuel. 1999. « La dispersion comme ressource ». *Cultures & Conflits*, n° 33-34 (mai). <https://doi.org/10.4000/conflits.225>.
- Macchi, Odile, et Nicolas Oppenheim. 2019. « Grandir dans une chambre d'hôtel. Pourquoi l'espace public ne compense-t-il pas l'absence de chez-soi ? » *Agora débats/jeunesses* 83 (3): 11-24. <https://doi.org/10.3917/agora.083.011>.
- MacKinnon, Catharine A. 1982. « Feminism, Marxism, Method, and the State: An Agenda for Theory ». *Signs* 7 (3): 515-44.
- Madariaga, Inés Sánchez de. 2013. « From women in transport to gender in transport: challenging conceptual frameworks for improved policymaking ». *Journal of International Affairs* 67 (1): 43-65.
- Maestri, Gaja, et Claudia Mantovan. 2021. « Donne e Rom. Segregazione Razziale, Oppressione di Genere e Resistenze » 125 (125): 62-79. <https://doi.org/10.3280/SUR2021-125004>.
- Magyari-Vincze, Enikő. 2008. « Pauvre jeune femme rom ! » *Études Tsiganes* 3334 (1): 162-89.
- Mai, Nicola. 2018. *Mobile Orientations: An Intimate Autoethnography of Migration, Sex Work, and Humanitarian Borders*. First edition. Chicago ; London: University of Chicago Press.
- Makaremi, Chowra. 2008. « Participer en observant. Étudier et assister les étrangers aux frontières ». In *Les politiques de l'enquête*, 165-83. Recherches. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/politiques-de-l-enquete--9782707156563-p-165.htm>.
- Manzoni, Chiara. 2017. « Should I Stay or Should I Go? Why Roma Migrants Leave or Remain in Nomad Camps ». *Ethnic and Racial Studies* 40 (10): 1605-22.

<https://doi.org/10.1080/01419870.2016.1201579>.

Marcillat, Audrey. 2014. « Femmes sans-abri à Paris Etude du sans-abrisme au prisme du genre ». Mémoire de master, Paris: EHESS.

Mardon, Aurélia. 2010. « Construire son identité de fille et de garçon : pratiques et styles vestimentaires au collège ». *Cahiers du Genre* 49 (2): 133-54. <https://doi.org/10.3917/cdge.049.0133>.

Marius, Kamala. 2012. « Etudes postcoloniales et géographie féministe : une application aux inégalités de genre en Inde ». HDR, Bordeaux: Bordeaux-Montaigne.

Maruani, Margaret, éd. 2005. *Femmes, genre et sociétés, l'état des savoirs*. Collection L'état des savoirs. Paris: Découverte.

Massey, Doreen B. 1994. *Space, Place, and Gender*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Maurin, Marine. 2017. « Femmes sans abri : vivre la ville la nuit. Représentations et pratiques ». *Les Annales de la recherche urbaine* 112 (1): 138-49. <https://doi.org/10.3406/aru.2017.3247>.

Mauss, Marcel. 1966. *Les techniques du corps*. Sociologie et anthropologie. Paris: Presses Universitaires de France.

Mazot-Oudin, Antoine. 2011. « « La France n'est pas un terrain vague ». Au cœur de la controverse publique quelles évolutions des pratiques discursives de légitimations des expulsions roms ? » Lille: IEP.

Mazouz, Sarah. 2008. « Les mots pour le dire. La qualification raciale, du terrain à l'écriture ». In , édité par Didier Fassin et Alban Bensa. *Recherches*. Paris: La Découverte.

———. 2017. *La République et ses autres : Politiques de l'altérité dans la France des années 2000*. *La République et ses autres : Politiques de l'altérité dans la France des années 2000*. Gouvernement en question(s). Lyon: ENS Éditions. <http://books.openedition.org/enseditions/7513>.

———. 2020. *Race*. Paris: Anamosa.

Mbembe, Achille. 2010. « La République et l'impensé de la "race" ». In *Ruptures postcoloniales*, 205-16. Cahiers libres. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.bance.2010.01.0205>.

McDowell, Linda. 1993. « Space, Place and Gender Relations: Part I. Feminist Empiricism and the Geography of Social Relations ». *Progress in Human Geography* 17 (2): 157-79. <https://doi.org/10.1177/030913259301700202>.

———. 1999. *Gender, Identity, and Place: Understanding Feminist Geographies*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

McGuckin, Nancy, et Elaine Murakami. 1999. « Examining Trip-Chaining Behavior: Comparison of Travel by Men and Women ». *Transportation Research Record* 1693 (1): 79-85. <https://doi.org/10.3141/1693-12>.

McLafferty, Sara. 1997. « Gender, Race, and the Determinants of Commuting: New York in 1990 ». *Urban Geography* 18 (3): 192-212. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.18.3.192>.

McLafferty, Sara, et Valerie Preston. 1991. « Gender, Race, and Commuting among Service 462

- Sector Workers ». *Professional Geographer* 43 (1): 1-15. <https://doi.org/10.1111/j.0033-0124.1991.00001.x>.
- . 1992. « Spatial Mismatch and Labor Market Segmentation for African-American and Latina Women ». *Economic Geography* 68 (4): 406-31. <https://doi.org/10.2307/144026>.
- Merville, Lison. 2018. « Contraindre l'habitat des migrant.es roms roumain.es : approche post-coloniale des stratégies de contrôle et des résistances dans les parcours résidentiels des « Roms migrant.es » aujourd'hui en France ». These en préparation, Université Côte d'Azur. <https://www.theses.fr/s316991>.
- Michalon, Bénédicte. 2002. « Circuler entre Roumanie et Allemagne: les Saxons de Transylvanie, de l'émigration ethnique au va-et-vient », 20.
- Mies, Maria, et Vandana Shiva. 1998. *Ecoféminisme*. Traduit par Édith Rubinstein. Femmes & changements. Paris Montréal (Québec): l'Harmattan.
- Mile, Saimir. 2020. « L'antitsiganisme : une tradition française: » In *Cahiers libres*, 187-98. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.slaou.2020.01.0187>.
- Miles, Robert. 1993. *Racism after « race relations »*. London ; New York: Routledge.
- Moi, Toril. 1999. *What is a Woman?: And Other Essays*. Oxford University Press.
- Moisan-Paquet, Rose. 2022. « Expériences et perceptions des filles à l'égard des codes vestimentaires des écoles secondaires publiques québécoises ». Québec: Laval.
- Molinier, Pascale. 2011. « Le care à l'épreuve du travail : Vulnérabilités croisées et savoir-faire discrets ». In *Le souci des autres : Éthique et politique du care*, édité par Sandra Laugier et Patricia Paperman, 339-57. Raisons pratiques. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. <http://books.openedition.org/editionsehess/11722>.
- Monk, J., et Susan Hanson. 1982. « On not excluding half of the human in human geography ». *The professional Geographer* 34: 11-23. <https://doi.org/10/bb4n9p>.
- Morange, Marianne, et Camille Schmoll. 2016. *Les outils qualitatifs en géographie: méthodes, applications*.
- Morelle, Marie, et Fabrice Ripoll. 2009. « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique ». *Annales de géographie* 665-666 (1-2): 157-68. <https://doi.org/10.3917/ag.665.0157>.
- Morokvasic-Muller, Mirjana. 1999. « La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants de l'Europe de l'Est ». *Cultures & Conflits*, n° 33-34 (mai). <https://doi.org/10.4000/conflits.263>.
- Moss, Pamela, éd. 2002. *Feminist Geography in Practice: Research and Methods*. Oxford, UK ; Malden, Mass: Blackwell Publishers.
- Motte-Baumvol, Benjamin. 2019. « Quand les temps du travail bousculent la mobilité du quotidien ». 2019. <http://fr.forumviesmobiles.org/projet/2019/12/04/quand-temps-travail-bousculent-mobilite-quotidien-13130>.



- Motte-Baumvol, Benjamin, Leslie Belton Chevallier, et Richard G. Shearmur. 2011. « Différences de genre et formes de dépendances des conjoints biactifs dans l'accompagnement des enfants ». *Géographie, économie, société* 13 (2): 189-206.
- Nacu, Alexandra. 2010. « Les Roms migrants en région parisienne: les dispositifs d'une marginalisation ». *Revue européenne des migrations internationales* 26 (1): 141-60. <https://doi.org/10.4000/remi.5047>.
- Naepels, Michel. 2019. *Dans la détresse: une anthropologie de la vulnérabilité*. Cas de figure 48. Paris: Éditions EHESS.
- Namian, Dahlia, et Carolyne Grimard. 2016. « Reconnaître les “zones grises” de l'observation : du trouble à la vigilance ethnographique ». *Espaces et sociétés* 164-165 (1-2): 19-32. <https://doi.org/10.3917/esp.164.0019>.
- Näre, Lena, et Elisabeth Wide. 2019. « Local Loops of Care in the Metropolitan Region of Helsinki: A Time-Economy Perspective ». *Journal of European Social Policy* 29 (5): 600-613. <https://doi.org/10.1177/0958928719867788>.
- Nelson, Lise, et Joni Seager. 2005. *A Companion to Feminist Geography*. Malden, MA; Oxford: Blackwell Pub.
- Nussbaum, Martha. 1992. *Love's Knowledge: Essays on Philosophy and Literature*. 5. pr. New York: Oxford University Press.
- Okely, Judith. 2007. « La justice des Tsiganes contre la loi des Gadje ». *Ethnologie française*, 37, 2.
- Okely, Judith. 2008. « Femmes tsiganes: Modèles en conflit ». Traduit par Patricia Ferté. *Études Tsiganes* 33-34 (1): 12. <https://doi.org/10.3917/tsig.033.0012>.
- Oksala, Johanna. 2004. « What Is Feminist Phenomenology?: Thinking Birth Philosophically ». *Radical Philosophy*, n° 126. <https://www.radicalphilosophy.com/article/what-is-feminist-phenomenology>.
- Olivera, Martin. 2007. « Romanès ou L'intégration traditionnelle des Gabori de Transylvanie ». Thèse, Université Paris X, Anthropologie.
- Olivera, Martin. 2009a. « Introduction aux formes et raisons de la diversité Rom roumaine ». *Études Tsiganes* 38 (2): 10-41.
- . 2009b. « Les roms comme “minorité ethnique “ ? » *Études Tsiganes* 39-40 (3): 128-51.
- . 2011. « Stéréotypes, statistiques et nouvel ordre économique : retour critique sur la fabrique de la « question rom » ». *Études Tsiganes* 46 (2): 116-35.
- . 2013. « Insertion ou bricolage ? » *Plein droit* 99 (4): 7. <https://doi.org/10.3917/pld.099.0007>.
- . 2014a. « Le Hanul (Saint-Denis, France). Du bidonville au « campement illicite ». La « question rom » en Europe et en France ». In *Un monde de camps*. La Découverte.
- . 2014b. « Roms en (bidon)villes: quelle place pour les migrants précaires aujourd'hui? » Paris (45, rue d'Ulm 75005): ?ditions Rue d'Ulm.

- . 2015a. « 1850-2015 : de la Zone aux campements ». *Revue Projet* 348 (5): 6-16. <https://doi.org/10.3917/pro.348.0006>.
- . 2015b. « Insupportables pollueurs ou recycleurs de génie ? Quelques réflexions sur les “Roms” et les paradoxes de l’urbanité libérale ». *Ethnologie française* 45 (3): 499-509. <https://doi.org/10.3917/ethn.153.0499>.
- . 2016. « Un projet « pour les Roms » ? Bricolages, malentendus et informalité productive dans des dispositifs d’insertion et de relogement ». *Lien social et Politiques*, n° 76 (juillet): 224-52. <https://doi.org/10.7202/1037073ar>.
- Oppenchain, Nicolas. 2013. « Les fonctions socialisantes de la mobilité pour les adolescents de zones urbaines sensibles : différentes manières d’habiter un quartier ségrégué ». *Enfances, Familles, Générations*, n° 19: 1. <https://doi.org/10.7202/1023768ar>.
- Oprea, Alexandra. 2017. « Toward the Recognition of Critical Race Theory in Human Rights Law: Roma Women’s Reproductive Rights ». In , 39. <https://doi.org/10.9783/9780812293876-003>.
- Orfeuil, Jean-Pierre. 2015. « Des difficultés de mobilité variées, qui appellent des réponses personnalisées ». In *Accès et mobilités: les nouvelles inégalités*. Gollion: Infolio.
- Overney, Laetitia, et Jean-François Laé. 2020. *Exilés, ce qu’habiter à l’hôtel veut dire*. Réflexions en partage. La Défense: Plan urbanisme construction architecture.
- Pagis, Julie, et Karel Yon. 2019. « Se faire ouvrière. L’établissement, un cas de reverse passing ? » *Genèses* 114 (1): 53-74. <https://doi.org/10.3917/gen.114.0053>.
- Pain, Rachel. 1991. « Space, Sexual Violence and Social Control: Integrating Geographical and Feminist Analyses of Women’s Fear of Crime ». *Progress in Human Geography* 15 (4): 415-31. <https://doi.org/10.1177/030913259101500403>.
- Palomares, Élise, et Simona Tersigni. 2001. « Les rapports de place dans l’enquête : les ressources du malentendu ». *Langage et société* n° 97 (3): 5-26.
- Paquot, Thierry. 2010. *L’URBANISME C’EST NOTRE AFFAIRE*. Nantes: ATALANTE.
- . 2022. *Les bidonvilles*. La Découverte.
- Pattaroni, Luca, éd. 2009. « Le logement entre liberté et égalité: le passage du squat au bail associatif à Genève ». *Habitat en devenir*.
- Paulo, Christelle. 2007. « Une mesure des inégalités de mobilité et d’accès au volant ». *Espaces Temps*. [espacestems.net](http://espacestems.net).
- Peneff, Jean. 2008. « 9. La lecture d’historiens, une double invitation à l’ethnographie: » In *Observer le travail*, 169-83. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.arbor.2008.01.0169>.
- . 2009. *Le goût de l’observation*. Repères. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/le-gout-de-l-observation--9782707156631.htm>.
- Peraldi, Michel, éd. 2001. *Cabas et containers: activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*. Série Frontières, villes, lieux de passage. Paris: Maisonneuve et Larose.
- Peretz, Henri. 2004. *Les méthodes en sociologie. L’observation*. Repères. Paris: La Découverte.

<https://www.cairn.info/les-methodes-en-sociologie--9782707142627.htm>.

Perrin, Marie. 2022. « Des savoirs dissidents à l'université : processus d'institutionnalisation des études féministes et de genre en France et en Angleterre (1970-2020) ». Thèse de doctorat, Paris 8. <https://www.theses.fr/2022PA080004>.

Perrot, Philippe. 1984. *Les dessus et les dessous de la bourgeoisie: une histoire du vêtement au XIXe siècle*. Historiques 12. Bruxelles: Ed. Complexe.

Petcut, Petre. 2007. « L'apparition des Roms dans les principautés roumaines ». *Etudes Tsiganes / Cairn.info* N°29: pp 38-47.

Pétonnet, Colette. 1982. « L'Observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien ». *Homme* 22 (4): 37-47. <https://doi.org/10.3406/hom.1982.368323>.

———. 2012. *On est tous dans le brouillard: Essai d'ethnologie urbaine*. Paris: Comité des travaux historiques et scientifiques - CTHS.

———. 2013. « Autobiographie au pas de charge d'une anthropologue urbaine ». *Journal des anthropologues*, n° 134-135 (octobre): 298-313. <https://doi.org/10.4000/jda.4847>.

Piasere, Leonardo. 1985. « Mare Roma: catégories humaines et structure sociale ». Paris, France: Laboratoire d'anthropologie sociale.

———. 2011. *Roms: une histoire européenne*. Montrouge: Bayard.

Pichon, Pascale. 1992. « La manche, une activité routinière. Manières de faire ». *Les Annales de la recherche urbaine* 57 (1): 147-57. <https://doi.org/10.3406/aru.1992.1709>.

———. 2010. *Vivre dans la rue sociologie des sans domicile fixe*. Saint-Étienne: Publications de l'Université de Saint-Étienne.

Pichon, Pascale, Claudia Girola, et Élodie Jouve. 2016. *Au temps du sans-abrisme: enquêtes de terrain et problème public*. Sociologie-Matières à penser. Saint-Étienne: Publications de l'Université de Saint-Étienne.

Pillant, Laurence, et Louise Tassin. 2015. « Lesbos, l'île aux grillages. Migrations et enfermement à la frontière gréco-turque ». *Cultures & Conflits*, n° 99-100 (décembre): 25-55. <https://doi.org/10.4000/conflits.19068>.

Popa, Raluca, et Andrea Krizsan. 2018. « La politique de l'intersectionnalité dans le militantisme contre la violence conjugale en Hongrie et en Roumanie ». In *L'Intersectionnalité: enjeux théoriques et politiques*. Paris: La dispute.

Potot, Swanie. 2002. « Les migrants transnationaux : une nouvelle figure sociale en Roumanie ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 33 (1): 149-77. <https://doi.org/10.3406/receo.2002.3135>.

———. 2009. « Circuler pour travailler : les migrations économiques en Europe »: In *Frontières*, 193-205. Autrement. <https://doi.org/10.3917/autre.petri.2009.01.0193>.

———. 2018. *Nous les Tsiganes, ou les Roms, comme vous dites, vous: catégorisations ethniques et frontières sociales en Europe*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.

Pratt, Geraldine. 2004. « Putting Feminist Theory to Work ». In *Working Feminism*, édité par 466

Geraldine Pratt, o. Edinburgh University Press.  
<https://doi.org/10.3366/edinburgh/9780748615698.003.0001>.

———. 2012. *Families apart: migrant mothers and the conflicts of labor and love*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Pratten, David. 2007. *Global Vigilantes: Perspectives on Justice and Violence*. Hurst.

Predali, Frédérique. 2002. « Choix résidentiels, choix modaux et mobilités quotidiennes : le cas des franciliennes ». In *L'accès à la ville*. L'Harmattan.

Preston, Valerie, et Ebru Ustundag. 2005. « Feminist Geographies of the “City”: Multiple Voices, Multiple Meanings ». In *A Companion to Feminist Geography*, édité par Lise Nelson et Joni Seager. Malden, MA; Oxford: Blackwell Pub.

Pruvost, Geneviève. 2019. « Penser l'écoféminisme. Féminisme de la subsistance et écoféminisme vernaculaire ». *Travail, genre et sociétés* 42 (2): 29-47. <https://doi.org/10.3917/tgs.042.0029>.

Puig de La Bellacasa, María. 2014. *Les savoirs situés de Sandra Harding et Donna Haraway: science et épistémologies féministes*. Paris: L'Harmattan.

Rabaud, Aude. 2003. « Le souci du voisinage. Organisation politique et associative de la vie locale et formes ordinaires de l'échange dans un grand ensemble ». These de doctorat, Paris 7. <https://www.theses.fr/2003PA070021>.

Reyniers, Alain. 1986. « Nomadisme ». *ORSTOM.Département H - Bulletin de liaison*, , 8. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:24183>.

Reyniers, Alain. 2001. « Migrations et déplacements des Roms de l'Est : l'exemple roumain ». *Confluences Méditerranée* N°38 (3): 59. <https://doi.org/10.3917/come.038.0059>.

Reyniers, Alain. 2006. « Pérégrination des Manouches en France au XIXème siècle ». *Études tsiganes*, (26) pp .9-17.

Reyniers, Alain et Williams, Patrick. 1990. « Permanence tsigane et politique de sédentarisation dans la France de l'après-guerre ». *Études rurales*, „ <http://etudesrurales.revues.org/document115.html>.

Ricroch, Layla. 2011. « Les moments agréables de la vie quotidienne », 4.

———. 2012. « En 25 ans, moins de tâches domestiques pour les femmes, l'écart de situation avec les hommes se réduit ». *Femmes et hommes - Regards sur la parité*, Insee Références, , 15.

Rivière, Clément. 2017. « La fabrique des dispositions urbaines: Propriétés sociales des parents et socialisation urbaine des enfants ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 216-217 (1): 64. <https://doi.org/10.3917/arss.216.0064>.

———. 2019. « Mieux comprendre les peurs féminines : la socialisation sexuée des enfants aux espaces publics urbains ». *Societes contemporaines* N° 115 (3): 181-205.

———. 2021. *Leurs enfants dans la ville: enquête auprès de parents à Paris et à Milan*. Sociologie urbaine. Lyon: Presses universitaires de Lyon.

Roche, Elise. 2022. *Reloger les habitants des bidonvilles: Un urbanisme en marge*. Rennes: PU

RENNES.

Rocheftort, Christiane. 1963. *Les Stances à Sophie*. Paris: Grasset.

Romeurope. 2009. « La scolarisation des enfants roms en France ». Romeurope.

———. 2018. « Expulsions de bidonvilles et squats habités par des personnes originaires d'Europe de l'Est en France métropolitaine ». Note d'analyse. Paris: Romeurope.

Rosa, Elisabetta. 2016. « Pratiques discrètes de résistance des migrants roms à Turin et à Marseille ». *Cultures & Conflits*, n° 101 (mai): 19-34. <https://doi.org/10.4000/conflits.19133>.

———. 2017. « Trajectoire de vie de Somna, 30 ans, France ». Rapport de recherche. Rapport de recherche pour le programme ANR MARG-IN. ANR MARG-IN.

Rose, Gillian. 1997. « Situating Knowledges: Positionality, Reflexivities and Other Tactics ». *Progress in Human Geography* 21 (3): 305-20. <https://doi.org/10.1191/030913297673302122>.

Rosenbloom, Sandra. 1989. « Differences by Sex in the Home-to-Work Travel Patterns of Married Parents in Two Major Metropolitan Areas ». *Espace Populations Sociétés* 7 (1): 65-75. <https://doi.org/10.3406/espos.1989.1359>.

Rudder, Véronique de, Christian Poiret, et François Vourc'h. 2000. *L'inégalité raciste: l'universalité républicaine à l'épreuve*. 1<sup>re</sup> éd. Pratiques théoriques. Paris: Presses universitaires de France.

Ruddick, Susan M. 1990. « Heterotopias of the Homeless: Strategies and Tactics of Place-Making in Los Angeles ». *Strategies. A Journal of Theory, Culture and Politics*, 184-201. <https://doi.org/10.4324/9781315866451-11>.

Sala pala, Valérie. 2006. « Le racisme institutionnel dans les attributions de logement social. Une comparaison franco-britannique ». *Hommes & Migrations* 1264 (1): 103-12. <https://doi.org/10.3406/homig.2006.4532>.

Salazar, Noel B., et Kiran Jayaram, éd. 2016. *Keywords of Mobility: Critical Engagements*. 1<sup>re</sup> éd. Berghahn Books. <https://doi.org/10.2307/j.ctvpj7jb3>.

Sarcinelli, Alice Sophie. 2014. « Protéger, éduquer, exclure. Anthropologie de l'enfance et de la parentalité roms en Italie ». Paris: EHESS.

Sayagh, David. 2017. « Construction sociospatiale de capacités sexuées aux pratiques urbaines du vélo ». *Les Annales de la Recherche Urbaine* 112 (1): 126-37. <https://doi.org/10.3406/aru.2017.3246>.

Scheiner, Joachim, et Christian Holz-Rau. 2017. « Women's Complex Daily Lives: A Gendered Look at Trip Chaining and Activity Pattern Entropy in Germany ». *Transportation* 44 (1): 117-38. <https://doi.org/10.1007/s11116-015-9627-9>.

Schiller, Nina Glick, Linda Basch, et Cristina Szanton Blanc. 1995. « From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration ». *Anthropological Quarterly* 68 (1): 48-63. <https://doi.org/10.2307/3317464>.

Schmoll, Camille. 2017. « Spatialités de la migration féminine en Europe du Sud Une approche

par le genre ». HDR.

———. 2020. *Les damnées de la mer: femmes et frontières en Méditerranée*. Cahiers libres. Paris: La Découverte.

Schwartz, Olivier. 2012. *Le monde privé des ouvriers*. 3e éd. Quadrige. Paris: PUF.

Scott, James C. 2009. *La domination et les arts de la résistance: fragments du discours subalterne*. Traduit par Olivier Ruchet.

Scott, Joan. 1988. « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique ». Traduit par Eleni Varikas. *Les cahiers du GRIF* 37 (1): 125-53. <https://doi.org/10.3406/grif.1988.1759>.

Segaud, Marion, Sandrine Bonvalet, et Jacques Brun. 1998. *Logement et habitat: l'état des savoirs*. Paris: La Découverte.

Shah, Henry. 2018. « Génération platz : enjeux de valorisation économique et morale des jeunes roms migrants en bidonville en région parisienne. » Paris: EHES-ENS.

Sheller, Mimi. 2018. *Mobility justice: the politics of movement in the age of extremes*. London ; Brooklyn, NY: Verso.

Sheller, Mimi, et John Urry. 2006. « The New Mobilities Paradigm ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 38 (2): 207-26. <https://doi.org/10.1068/a37268>.

Siblot, Yasmine, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, et Nicolas Renahy. 2015. *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Collection U. Sociologie. Paris: Armand Colin.

Sigona, Nando. 2008. « THE 'LATEST' PUBLIC ENEMY: ROMANIAN ROMA IN ITALY The Case Studies of Milan, Bologna, Rome and Naples ». Report NGO. [http://www.osservazione.org/documenti/OSCE\\_publicenemy.pdf](http://www.osservazione.org/documenti/OSCE_publicenemy.pdf).

Sigona, Nando. 2011. « L'Union européenne et les Roms : pauvreté, haine anti-Tziganes et gouvernance de la mobilité ». *Cultures et Conflits*, n° 81/82: 213-22.

Simon, Patrick. 1997. « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite ». *Espaces et sociétés*, n° 90-91: 43-68.

———. 2006. « L'arbre du racisme et la forêt des discriminations ». In , 160-77. <https://doi.org/10.3917/lafab.gueni.2006.01.0160>.

———. 2010. 27. « Race », *ethnicisation et discriminations: une répétition de l'histoire ou une singularité postcoloniale?* La Découverte. <http://www.cairn.info/ruptures-postcoloniales--9782707156891-page-357.htm>.

Simonneau, Damien, et Pietro Castelli Gattinara. 2019. « Prendre part aux logiques d'exclusion : les mobilisations anti-migrants en France, en Italie et aux États-Unis ». *Critique internationale* 84 (3): 105-24. <https://doi.org/10.3917/criti.084.0105>.

Sinigaglia-Amadio, Sabrina. 2021. « Actions associatives, femmes et quartiers populaires ». In *Mobilités: toutes et tous égaux?*, édité par Sophie Louargant et Alexia Barroche, 67-85. Carrefours des idées. Grenoble: UGA Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.ugaeditions.17725>.

Skeggs, Beverley. 2015. *Des femmes respectables: classe et genre en milieu populaire*. Traduit par Marie-Pierre Pouly. L'ordre des choses. Marseille: Agone.

Solnit, Rebecca. 2002. *L'art de marcher*. Arles: Actes sud.

Spitzner, M. 2002. « Zwischen Nachhaltigkeit und Beschleunigung. Technikentwicklung und Geschlechterverhältnisse im Bereich Verkehr ». *TATuP - Zeitschrift für Technikfolgenabschätzung in Theorie und Praxis* 11 (2): 56-69. <https://doi.org/10.14512/tatup.11.2.56>.

Spivak, Gayatri Chakravorty. 2006. *Les subalternes peuvent-elles parler?* Traduit par Léon Vidal. Paris: Éditions Amsterdam.

Stacey, Judith. 1988. « Can there be a feminist ethnography? » *Women's Studies Int Forum*, Pergamon Journal, 11 (1): 21-27.

Stanko, Elizabeth Anne. 1990. *Everyday Violence: How Women and Men Experience Sexual and Physical Danger*. Pandora.

Staszak, Jean-François. 2001. « L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur//For an insider's geography of domestic space ». *Annales de géographie* 110 (620): 339-63. <https://doi.org/10.3406/geo.2001.1729>.

Staszak, Jean-François, et Béatrice Collignon. 2004. *Espaces domestiques*. Rosny-sous-Bois France: BREAL.

Stewart, Michael. 1987. « Brothers in song: the persistence of (Vlach) Gypsy identity and community in Socialist Hungary ». London: London School of economic and political science.

STIF. 2013. « Femmes et hommes : une mobilité qui reste différenciée ». 3. La mobilité en Île-de-France.

Subramanian, Sheela. 2008. « Embodying the Space Between: Unmapping Writing about Racialised and Gendered Mobilities ». In *Gendered Mobilities*, édité par Tanu Priya Uteng et Tim Cresswell. Transport and Society. Aldershot, England ; Burlington, VT: Ashgate.

Sullivan, S., et N. Tuana. 2007. *Race and Epistemologies of Ignorance*. Race and Epistemologies of Ignorance.

Surdu. 2002. « School Education of Roma population ». In *Roma in Romania*.

Sutre, Adèle. 2018. « Itinéraires tsiganes dans les archives. Une histoire des circulations familiales romani à travers le monde au début du XXe siècle ». In *Présences tsiganes enquêtes et expériences dans les archives*. Editions Le Cavalier Bleu. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01819160>.

Tabet, Paola. 2004. *La grande arnaque: sexualité des femmes et échange économique-sexuel*. Bibliothèque du féminisme. Paris Budapest Torino: l'Harmattan.

Taguieff, Pierre-André. 2021. *L'antiracisme devenu fou: le racisme systémique et autres fables*. Questions sensibles. Paris: Hermann.

Tarrius, Alain. 1992. *Les fourmis d'Europe: migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes*

*internationales*. Collection « Logiques sociales ». Paris: L'Harmattan.

———. 2000. *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, Identités, Territoires*. Edition de l'Aube. <https://shs.hal.science/halshs-00491267>.

Tesăr, C. 2013. « “Women Married off to Chalices”: Gender, Kinship and Wealth among Romanian Cortorari Gypsies ». <https://www.semanticscholar.org/paper/%E2%80%9CWomen-Married-off-to-Chalices%E2%80%9D%3A-Gender%2C-Kinship-Tes%C4%83r/27e5bd6a829a1f30680dce00eaf5d37of4cfbe2e>.

Thébaud, Françoise. 2005. « Sexe et genre ». In *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs*, 57-66. TAP / Hors Série. Paris: La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.marua.2005.01.0057>.

Thibaud, Jean-Paul. 2001. « La méthode des parcours commentés ». In , 79-99.

Thoreau, Henry David. 2017. *Marcher*. Traduit par Nicole Mallet. Les essais de Thoreau 1. Marseille: le Mot et le reste.

Tillous, Marion. 2016. « Marges, Dimension spatiale des rapports sociaux de domination, Genre ». In *La France des marges*, par Étienne Grésillon, Frédéric Alexandre, et Bertrand Sajaloli. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02499523>.

Tillous, Marion, et Sarah Lahmani-Saada. 2015. « Boîte à outils Genre Transport et Mobilité ». Paris: Agence Française de Développement. [www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/Genre/TM\\_Internet.pdf](http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/Genre/TM_Internet.pdf).

Torre, Angelo. 2008. « Un “tournant spatial” en histoire ? Paysages, regards, ressources ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 63e année (5): 1127-44.

Tourre-Malen, Catherine. 2011a. « Des chaussures, des talons et des femmes ». *Ethnologie française* Vol. 41 (4): 727-39.

———. 2011b. « Les techniques paradoxales ou l'inefficacité technique voulue ». *L'Homme*, n° 200 (novembre): 203-26. <https://doi.org/10.4000/lhomme.22906>.

« Transport, mobilité, sécurité : une question de genre ? » 2018. 9. Bron: IFSTTAR.

Trehan, Nidhi, et Nando Sigona, éd. 2009. *Romani politics in contemporary Europe: poverty, ethnic mobilization, and the neoliberal order*. Basingstoke [England]; New York: Palgrave Macmillan.

Tronto, Joan. 2021. « Care démocratique et démocraties du care ». In *Qu'est-ce que le care? souci des autres, sensibilité, responsabilité*, édité par Pascale Molinier, Sandra Laugier, et Patricia Paperman. Petite Bibliothèque Payot. Paris: Éditions Payot & Rivages.

Tronto, Joan C. 1993. *Moral Boundaries: A Political Argument for an Ethic of Care*. New York: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003070672>.

———. 2008. « Du care ». *Revue du MAUSS* n° 32 (2): 243-65.

Tyszler, Elsa. 2018. « Sécurisation des frontières et violences contre les femmes en quête de mobilité ». *Migrations Société* N° 173 (3): 143. <https://doi.org/10.3917/migra.173.0143>.

———. 2021. « « Nous sommes des battantes. » Expériences de femmes d'Afrique centrale et de



l'Ouest à la frontière maroco-espagnole ». *Genre, sexualité & société*, n° 25 (juillet). <https://doi.org/10.4000/gss.6548>.

United Nations Human Settlements Programme, éd. 2003. *The challenge of slums: global report on human settlements, 2003*. London ; Sterling, VA: Earthscan Publications.

Uteng, Tanu Priya, et Tim Cresswell, éd. 2008. *Gendered Mobilities*. Transport and Society. Aldershot, England ; Burlington, VT: Ashgate.

Valentine, G. 1993. « (Hetero)Sexing Space: Lesbian Perceptions and Experiences of Everyday Spaces ». *Environment and Planning D: Society and Space* 11 (4): 395-413. <https://doi.org/10.1068/d110395>.

Valentine, Gill. 1990. « Women's Fear and the Design of Public Space ». *Built Environment (1978-)* 16: 288.

Véniat, Céline. 2016. « Pourquoi on n'arrive pas à inscrire les enfants à l'école ? : Traitement discriminatoire des enfants des bidonvilles et mobilisation du droit ». *Terrains & travaux* N° 29 (2): 173. <https://doi.org/10.3917/tt.029.0173>.

———. 2018. « Se faire un "platz" dans la ville : décrire les pratiques d'appropriation de familles roumaines vivant en bidonville ». *Espaces et sociétés* 172-173 (1): 127. <https://doi.org/10.3917/esp.172.0127>.

Vieira da Cunha, Neiva. 2018. « L'expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio de Janeiro ». *L'Année sociologique* 68 (1): 135-54. <https://doi.org/10.3917/anso.181.0135>.

VIRAGE. 2018. « Violences faites aux femmes dans les espaces publics en Île-de-France ». Paris: INED, ORVF.

Vitale, Tommaso. 2009. « Politique des évictions. Une approche pragmatique ». In *Sensibilités pragmatiques. Enquêter sur l'action publique*, 71-92.

Vitale, Tommaso. 2009. « Regards croisés. Antitsiganisme et possibilité du vivre ensemble, Roms et gadjés, en Italie ».

Vitale, Tommaso. 2015. « Les politiques locales face aux Roms : entre réification, effets de visibilité et reconnaissance ». *Metropolitiques.eu*. <https://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/38jabjmjfh84dq4katntqi4848>.

———. 2019. « Lynchages de Roms : les mécanismes du stéréotype », 11.

Vivant, Elsa. 2021. *L'impasse: scènes de l'urbanisme ordinaire*. Lieux habités. Saint-Étienne: Créaphiséditions.

Vuattoux, Arthur. 2016. « Genre et rapports de pouvoir dans l'institution judiciaire: Enquête sur le traitement institutionnel des déviations adolescentes par la justice pénale et civile dans la France contemporaine ». Phdthesis, Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité. <https://theses.hal.science/tel-01397402>.

Vulbeau, Janoé. 2021. « Roubaix : la construction d'une ville face aux Algériens. Politiques urbaines et racialisation (1950-1990) ». Rennes: Rennes 2.

- Wacquant, Loïc. 2011. « La chair et le texte : l'ethnographie comme instrument de rupture et de construction ». In *Des sociologues sans qualités ?*, 201-21. Recherches. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/des-sociologues-sans-qualites--9782707168986-p-201.htm>.
- Warf, Barney, et Santa Arias, éd. 2008. *The Spatial Turn*. 0 éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203891308>.
- West, Candace, et Sarah Fenstermaker. 2006. « "Faire" la différence. (Traduction de Laure de Verdalle et Anne Revillard) ». *Terrains & travaux* 10 (1): 103-36. <https://doi.org/10.3917/tt.010.0103>.
- White, Catherine, et Cathy Bailey. 2004. « Feminist Knowledge and Ethical Concerns : Towards a Geography of Situated Ethics ». *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2004/1 (juillet): 131-41. <https://doi.org/10.4000/eps.568>.
- Whyte, William Foote, et Henri Peretz. 2002. *Street corner society: la structure sociale d'un quartier italo-américain*. La découverte-poche. Paris: la Découverte.
- Williams, Patrick. 1986. « D'un continent l'autre : les Rom Kalderas dans le Monde occidenta ». *ORSTOM.Département H - Bulletin de liaison*, , 8. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:24184>.
- Wittig, Monique. 2018. *La pensée straight*. Nouvelle éd. Paris: Éditions Amsterdam.
- Wolch, Jennifer R., et Stacy Rowe. 1992. « On the Streets: Mobility Paths of the Urban Homeless ». *City & Society* 6 (2): 115-40. <https://doi.org/10.1525/city.1992.6.2.115>.
- Wolf, Naomi. 1991. *Quand la beauté fait mal: enquête sur la dictature de la beauté*. Traduit par Michèle Garène. Paris: First.
- Wolfensohn, J. D., et G. Soros. 2003. « Why The Roma Matter in Europe ». Budapest: Conférence Roma in an Expanding Europe Challenges for the Future.
- Yeoh, Brenda S. A., Shirlena Huang, et Joaquin Gonzalez. 1999. « Migrant Female Domestic Workers: Debating the Economic, Social and Political Impacts in Singapore ». *The International Migration Review* 33 (1): 114-36. <https://doi.org/10.2307/2547324>.
- Young, Iris Marion. 1980. « Throwing like a Girl: A Phenomenology of Feminine Body Comportment Motility and Spatiality ». *Human Studies* 3 (1): 137-56. <https://doi.org/10.1007/BF02331805>.
- . 2005. *On Female Body Experience: « Throwing like a Girl » and Other Essays*. Studies in Feminist Philosophy. New York: Oxford University Press.
- . 2011. *Justice and the politics of difference*. Paperback reissue. Princeton, N.J: Princeton University Press.
- Zeneidi-Henry, Djemila. 2002. *Les SDF et la ville: géographie du savoir-survivre*. Collection D'autre part. Rosny-sous-Bois: Bréal.
- Zeneidi-Henry, Djemila, et Sébastien Fleuret. 2007. « Fixes sans domicile, réflexion autour de la mobilité des SDF ». *Espace géographique* 36 (1): 1. <https://doi.org/10.3917/eg.361.0001>.
- Zia-Ebrahimi, Reza. 2021. *Antisémitisme et islamophobie: une histoire croisée*. Contreparties.

Paris: Éditions Amsterdam.

Zucchini, Elena. 2015. « Género y transporte: análisis de la movilidad del cuidado como punto de partida para construir una base de conocimiento más amplia de los patrones de movilidad. El caso de Madrid ». Phd, E.T.S. Arquitectura (UPM). <https://oa.upm.es/39914/>.

# Annexes

# PLAN DE SITUATION GREEN CITY CAMPUS 2017

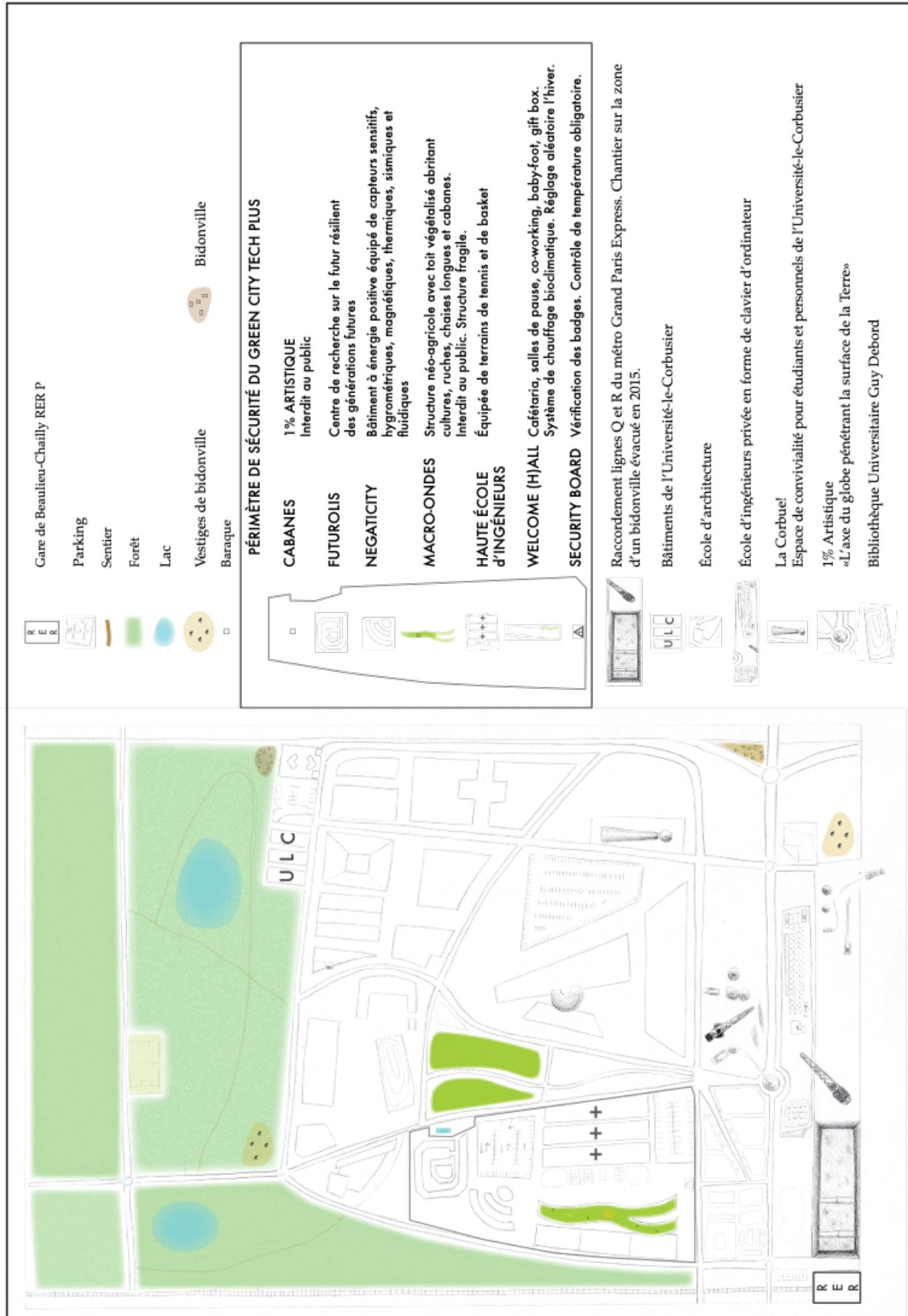


Figure 16

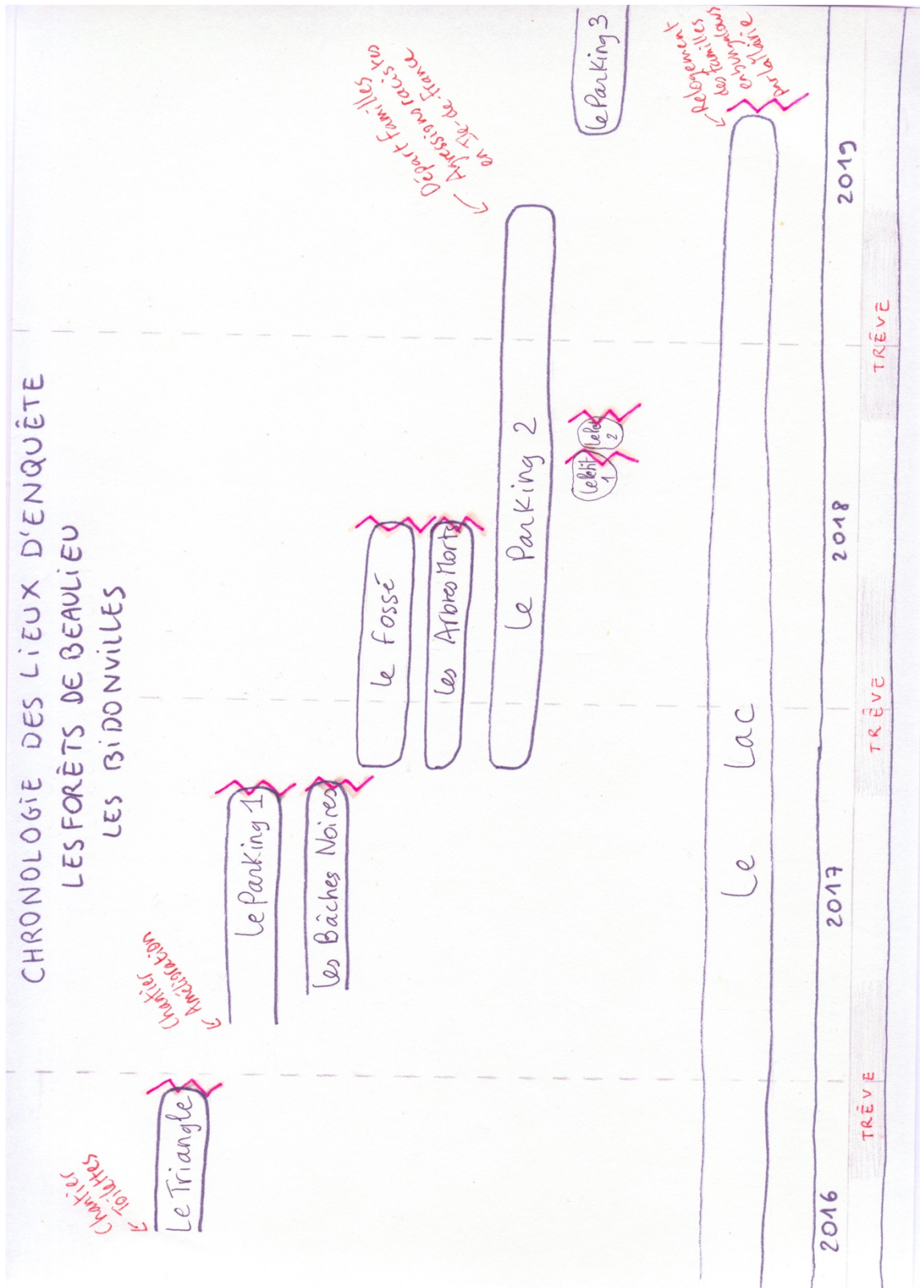


Figure 17 Chronologie des bidonvilles enquêtés à Beaulieu



**VU** la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789, notamment l'article 4 selon lequel « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi ».

**VU** la Charte de l'Environnement de 2004 selon laquelle :

- « la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation » (préambule),
- « chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé » (article 1),
- « Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement » (article 2),
- « Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences » (article 3),

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4 et L. 2215-1,

**VU** le Code de la Santé Publique,

**VU** le Code de l'Environnement,

**VU** le Code de Procédure Pénale, notamment l'article 16,

**VU** l'Arrêt n°384387 du Conseil d'Etat en date du 17 septembre 2014 rendu dans l'affaire opposant des personnes illégalement installées sur un terrain à la ville de Bobigny qui a reconnu la compétence du Maire à ordonner l'expulsion d'occupants illégaux d'un terrain lorsqu'existe « un danger réel et imminent encouru par les occupants de ce campement ».

**VU** l'Arrêt n°390441 du Conseil d'Etat en date du 7 janvier 2016 rendu dans l'affaire opposant des personnes illégalement installées sur un terrain à la ville de Champs-sur-Marne qui a reconnu la compétence du Maire à ordonner l'expulsion d'occupants illégaux d'un terrain « eu égard à la gravité des risques encourus par les occupants des campements ».

**VU** le mail de la Préfecture en date du 04 avril 2016 informant de la possibilité de l'octroi du concours de la force publique sous réserve de la prise de l'arrêté et du non respect de celui-ci par les personnes,

**VU** le Procès Verbal (P.V.) n° 2016-04\_001 en date du 06 avril 2016, dressé par Madame Michèle HURTADO, neuvième Maire-adjoint - officier de police judiciaire -, constatant notamment les infractions suivantes :

- L'installation sur un terrain de populations sans autorisation de la part du propriétaire,
- Des restes de feux de camp,
- Des branchements électriques exposés aux intempéries,
- Un brasero dans la cabane pour le chauffage de celle-ci,
- Des déchets, des ordures,



Figure 18 Procès-verbal arrêté municipal p. 1. Beaulieu 2016

- Cinq cabanes précaires,

aux prescriptions des codes pénal, de la santé publique, de l'environnement, du règlement sanitaire départemental,

**CONSIDERANT** que les pouvoirs de police ont pour but d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques; qu'il appartient notamment au Maire, qui a d'ailleurs, à peine d'engager le cas échéant sa responsabilité, obligation d'agir dans le cadre de ses pouvoirs de police et de prévenir par des précautions convenables les incendies et les atteintes à la salubrité publique en prenant les mesures de sûreté exigées par les circonstances,

**CONSIDERANT** que la parcelle cadastrée AL017, sise [redacted] Champs-sur-Marne, accessible au niveau de l'intersection avec [redacted] d'oie, en prenant à droite et en continuant 50 mètres plus loin, fait l'objet d'un campement illicite depuis la mi mars 2016, occupé par environ 24 personnes (5 baraques) illégalement installées,

**CONSIDERANT** que le dit campement est situé [redacted] route dont la vitesse de circulation est limitée à 110Km/h et d'un chemin de promenade [redacted]

**CONSIDERANT** que le dit campement est situé à proximité de la zone pavillonnaire La Calotte et de multiples équipements municipaux : école et terrain de proximité de La Garenne, école Lucien Dauzié, centre de loisirs Victor Hugo, jeu d'années [redacted] parc et tennis, crèche, centre de loisirs et gymnase d [redacted]

**CONSIDERANT** que si des incendies – comme ce fut le cas tragiquement à Lyon ou Bobigny par exemple ou bien encore – sans victime fort heureusement - à Champs-sur-Marne le 10 novembre 2014 - devaient se déclencher du fait des conditions d'habitat précaire, amplifiés par la difficulté d'accès pour les secours au bois dans lequel sont installées les populations et des habitations sédentaires à proximité immédiate, les conséquences pourraient en être tragiques,

**CONSIDERANT** que ce campement, est constitué de cinq cabanes réalisées à l'aide de matériaux précaires et inflammables, qu'est installé, dans l'une des cabanes, pour le chauffage un brasero et qu'est constatée la présence des matériels nécessaires à la construction d'autres braseros ;

**CONSIDERANT** qu'il est constant que l'accès des pompiers à la parcelle est malaisé,

**CONSIDERANT** qu'il résulte de l'ensemble de ce qui précède que l'existence de ce campement présente, tant pour la sécurité publique que pour la salubrité publique, un risque grave et actuel ; qu'il convient d'y mettre un terme en mettant en demeure les occupants du campement mentionné situé sur la parcelle susmentionnée de l'évacuer dans un délai de 48 heures à compter de la notification du présent arrêté et, en cas de non exécution de cette mise en demeure, de faire procéder à leur évacuation forcée en requérant le concours de la force publique,

**CONSIDERANT** que la Préfecture a informé la commune de la possibilité de l'octroi du concours de la force publique sous réserve de la prise de l'arrêté et du non respect de celui-ci par les personnes,

Figure 19 Procès-verbal p. 2. Beaulieu 2016.



**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les occupants illégalement installés dans le campement illicite situé sur la parcelle cadastrée AL017, sis rd [redacted] à Champs-sur-Marne, accessible au niveau de l'intersect [redacted] descendant jusqu'à la patte d'oie, en prenant à droite et en continuant 50 mètres plus loin, appartenant à La Com [redacted] mis en demeure de quitter les lieux dans un délai de 48 heures à compter de la notification du présent arrêté ;

**ARTICLE 2** : A défaut d'exécution spontanée par lesdits occupants dans le délai mentionné à l'article 1, il est demandé au représentant de l'Etat dans le département, seule autorité compétente, de mettre un terme aux troubles à l'ordre public qui présentent un danger grave et imminent, principalement par leur évacuation forcée de ladite parcelle avec le concours de la force publique ;

**ARTICLE 3** : Il est rappelé aux occupants que des centres d'hébergement d'urgence ouverts par l'Etat ainsi que – dans l'attente de leur prise en charge par ces services étatiques – des équipements municipaux, leur sont mis à disposition ;

**ARTICLE 4** : Il est enjoint au propriétaire de procéder à l'enlèvement des ordures, des déchets ou de tout objet ou construction précaire présentant un risque pour la sécurité et la salubrité dans un délai de 24h00 à compter de la libération des lieux ;

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté est affiché sur le terrain sus mentionné ;

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés du Maire, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur [redacted]
- Monsieur le Commissaire de Police [redacted]
- Madame la Procureure de la République près le Tribunal de Grande Inst [redacted]
- Monsieur le Premier Ministre,
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Et notifié :

- ✓ aux occupants illicites dudit terrain,

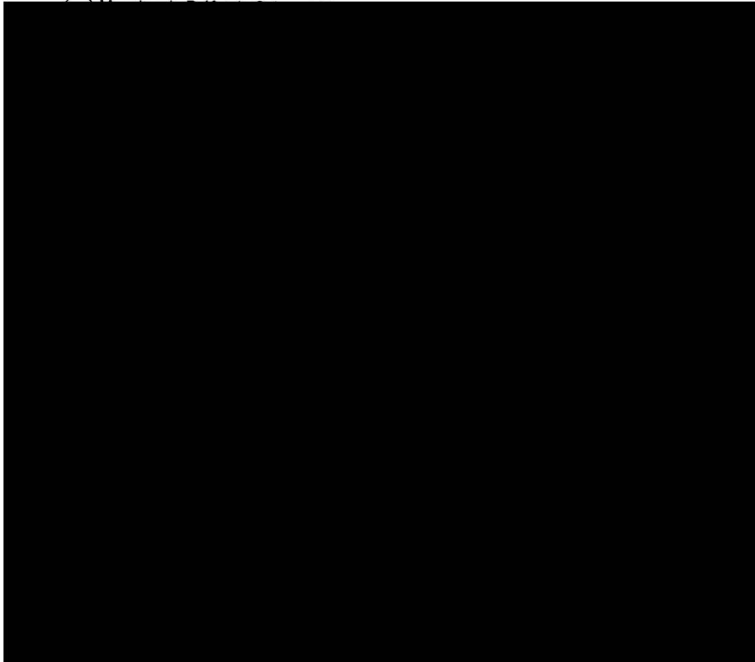


Figure 20 Procès-verbal p. 3. Beaulieu 2016.

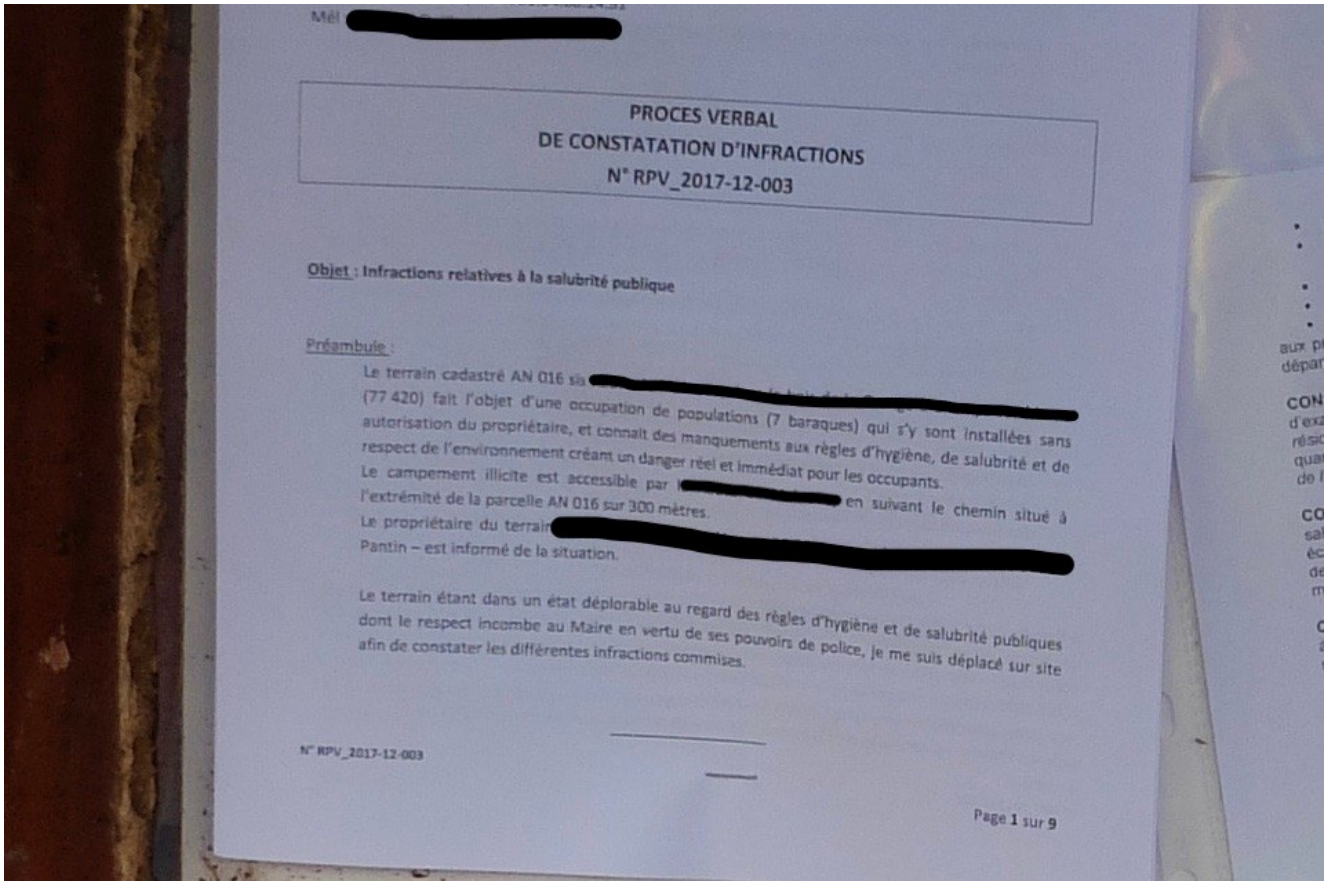


Figure 21 Procès-verbal avant arrêté d'évacuation. Beaulieu, bidonville des Bâches Noires

# INFORMATION

Mesdames, Messieurs,

Devant les dégradations volontaires et répétées des ascenseurs, nous avons décidé de limiter l'accès, sur demande :

- aux personnes à mobilité réduite, en monté et en décente,
- aux femmes enceintes et/ou avec poussettes, en monté et en décente,
- A toute personnes avec des courses en caddy chargé, en monté uniquement.

Nous vous rappelons que les ascenseurs sont strictement interdits aux enfants.

Ne laisser pas vos enfants, surtout non accompagnés, emprunter et jouer avec les ascenseurs. Les ascenseurs ne sont pas des terrains de jeux ni des rings de boxe ni des arènes de lutte.

Les ascenseurs sont des outils mis à votre disposition, pour votre confort et en toute sécurité.

Un ascenseur dégradé = pas de sécurité et pas de confort = arrêt (panne)

La direction, le 25/04/2018

Figure 22 Affichage mural, hôtel de Chailly-les-Roses





